

Vers l’autre flamme

Panaït Istrati

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

Volume 1 · Confession pour vaincus

Vaincus sont tous les hommes qui se trouvent au déclin de leur vie en désaccord sentimental avec les meilleurs de leurs semblables. Je suis un de ces vaincus. Et puisqu'il y a mille façons d'être en désaccord sentimental avec ses semblables, je précise qu'il s'agit ici de cette pénible séparation qui rejette un homme hors d'une classe, après une vie d'aspirations communes à cette classe et à lui-même et qui demeure cependant fidèle au besoin, qui l'a toujours poussé, de combattre pour la justice.

Car le besoin de justice est un sentiment, non une théorie. Je le sais, aujourd'hui — après vérification sur une vaste échelle — et mille preuves à l'appui. À quelques exceptions près — magnifiques exceptions, parfois, mais qui ne modifient pas le drame — tous ceux qui viennent à la révolte par la théorie, s'en vont par la théorie, à l'exemple de ceux qui y viennent par le ventre ou par l'ambition, et qui s'en vont par le même chemin. Le sentiment, au contraire, c'est la force qui brasse toute la vie et la distribue à tous les vents. Peut-être faudrait-il mieux le définir ? Mais s'il fallait tout définir, n'aurais-je pas mieux fait de rester peintre en bâtiment !

Voici vingt-sept ans, dans un faubourg de Braïla, que pour la première fois j'entendis parler justice. Ma cité venait alors d'être rudement secouée par d'immenses remous populaires : coup sur coup, des élévateurs sur rail, puis des élévateurs flottants, s'étaient abattus sur notre vieux port et avaient menacé de fa-

mine 6.000 débardeurs de céréales. C'était, avec leurs familles et leurs proches, les deux tiers de la population de la ville.

— Justice ! avaient crié 40.000 poitrines.

— Progrès ! avait répondu le préfet, que trois compagnies de soldats entouraient.

Je n'étais pas débardeur. Aucun de mes parents ne l'était. Bien mieux, ma mère gagnait sa vie ; elle nettoyait la saleté de ceux qui avaient acheté les élévateurs. Néanmoins, la réponse du préfet me blessa pour le reste de mes jours. Et c'est pourquoi j'allai prêter l'oreille à la réponse de l'orateur socialiste, qui parlait justice. Comme les débardeurs criaient : « Nous jetterons les élévateurs dans le Danube ! » il dit :

— Non ! D'abord parce qu'on vous en empêchera sous la menace du fusil ; puis y parviendriez-vous, que d'autres élévateurs viendront remplacer ceux que vous auriez détruits, puisque, aussi bien, c'est la technique moderne. Mais cette technique, qui vous frappe aujourd'hui, doit un jour devenir votre propriété et servir les intérêts de tous ceux qui travaillent, comme de juste.

— Bon ! firent les hommes. Il faut laisser aller les choses !

Ce fut une longue attente, qui dure encore, en Roumanie comme dans le reste du monde. Sur quoi, il faut vivre et lutter. Pour vivre, il peut y avoir plusieurs moyens, mais pour lutter, il n'en est qu'un : frapper sur l'adversaire. Et mon adversaire fut, reste et restera l'adversaire de ma classe, celui qui construit des élévateurs pour son profit personnel, l'affame, puis, quand elle crie justice, la mitraille.

Il n'y a guère qu'un lustre, je veux dire vers mes quarante ans, j'étais encore parmi ceux qu'on affame et qu'on mitraille. Si aujourd'hui, on ne m'affame plus, toujours on me mitraillera. Car, quoiqu'il advienne, après cette dispute que j'engage sévèrement avec ma classe, un fait demeurera certain : je tirerai sans cesse dans la poitrine ou dans le dos de ceux qui affament les hommes, puis les mitraillent. Et le jour où, comme il m'est déjà arrivé, je me trouverai, le plus aimablement du monde, assis à la table d'un de ces affameurs-mitrailleurs, qu'il sache que ne je suis là que pour m'instruire, afin de mieux le frapper !

Si je m'écarte de cette ligne de vie, que les miens m'abattent dans la rue, sans me juger.

Et maintenant, voyons jusqu'où je suis un vaincu, jusqu'où je me sépare des miens, sans jamais cesser de combattre les ennemis de l'homme libre.

Eh bien, je me sépare de mes amis communistes, jusque dans ce qui fait leur orgueil, en Russie : l'édification du socialisme. C'est triste, pour notre vieille amitié, mais c'est ainsi.

Je ne discute pas cette édification et j'admets qu'elle soit socialiste, alors même qu'il ne s'agit que d'entreprises « modèles » qui fonctionnent mal et continueront à mal fonctionner, aussi longtemps qu'elles seront dirigées par d'incapables communistes. Et que nous soyons des incapables, encore devrait-on nous le pardonner. Qu'on essaie de faire de moi un ministre, et je répondrais tout de suite qu'il n'est pas de département que je pourrais servir utilement ; mais qu'on me fasse conduire un chantier de peinture en bâtiment et je m'en acquitterais avec compétence. Je

serais tout aussi utile chaque fois et partout où l'on me ferait comprendre le fonctionnement intime d'un ressort.

Car la classe ouvrière n'est pas fautive, quand elle ignore ce qu'on ne lui a jamais appris. Mais les chefs qui s'imposent à elle sont bons pour le gibet, quand ils compromettent son avenir, en lui faisant mettre la charrue devant les bœufs, à tout prix, par tous les moyens et coûte que coûte.

Ici, une parenthèse est nécessaire.

Avant de savoir que des théoriciens à tous crins s'étaient appliqués à édifier le socialisme à la diable et coûte que coûte, j'ai été partisan de la prise du pouvoir par tous les moyens. Ce n'était pas une conviction livresque. C'était bel et bien une question de tempérament. Grandi en marge de la somnolente action social-démocrate, qui devait si odieusement précipiter le prolétariat dans la guerre mondiale, je me suis toujours complu à un syndicalisme frondeur. Ce syndicalisme fut illustré, dans le mouvement révolutionnaire roumain, par trois figures, dont deux fort imposantes : Al. Const., notre chef, condamné à mort et disparu du monde ; Stéfan Gheorghiu, notre plus grand orateur populaire, mort tuberculeux ; C. Manesco, bon organisateur, aujourd'hui déçu et vaincu. Gravitant autour d'eux, entre deux voyages en Égypte, je représentais quelque chose comme la cinquième roue à un carrosse. Mais tous les quatre, nous embêtions passablement Christian Rakowsky, leader du parti social-démocrate, qui nous détestait affectueusement.

Aussi l'apparition du bolchévisme, après Zimmerwald et Kienthal, me subjugua-t-elle par sa fermeté, sa précision, son courage. J'y adhérais promptement, le lendemain de la révolution

d'Octobre, sans tenir compte que me trouvais alors en Suisse et que ce geste pouvait me coûter cher. On lira cette adhesion publique dans La Feuille (disparue) du vaillant Jean Debrit, de Genève. Ce fut mon premier article écrit en langue française. C'est, si l'on veut, une réponse à une conférence que Birukoff, revenu de Russie, venait de prononcer à Genève. Envoyé sans espoir à La Feuille, il parut en première page, sous le titre : Tolstoïsme ou Bolchevisme ? et signé : P. Istr. Il m'est plus cher que tout ce que j'ai dès lors écrit, car — quoi qu'il advienne de la III Internationale et de l'édification socialiste des communistes russes — le bolchévisme, que j'ai salué là, parlait au monde ouvrier par la bouche de Lénine et celui-là ne périra pas, aussi longtemps qu'il y aura des révolutionnaires envoyés à la mort par le capitalisme criminel, et en Sibérie par des communistes exécrables.

C'est avec cette révolte dans le cœur, et débarrassé des fantômes wilsoniens, qu'au printemps 1920, je débarquai à Paris. Ville lumière, foyer de la civilisation occidentale.

Pauvres bougres que nous sommes ! Je croyais encore à tous ces mots-là. Je veux dire que j'avais foi dans le « poilu » qui sortait, des tranchées, et dans une suprême élite de la pensée française de tradition révolutionnaire. Je venais de lire le magnifique Feu de Barbusse et portais dans mon âme Romain Rolland. Aussi, dissimulant le mieux possible mon bolchévisme, ai-je cru un instant dans ces deux forces de la France civilisatrice :

— Ah ! me disais-je, peut-être la douloureuse expérience des gueules cassées, unie au courage de l'écrivain révolutionnaire, parviendra-t-elle à sauver le monde, sans lui faire subir la terrible opération bolchéviste !

Je me trompais affreusement. Le « poilu » — fort de sa prime de démobilisation, fier de sa croix de guerre et glorieux de ses blessures — faillit, un jour, me pocher un œil, place de l'Étoile, pour n'avoir pas ôté mon chapeau devant une mascarade guerrière. C'était la route ouverte au fascisme naissant.

Quant à l'écrivain français de tradition révolutionnaire, c'est un peu plus long.

D'abord, j'ai eu le malheur de devenir moi-même un écrivain. Au début, ce fut une grande joie. Tiens ! Tiens ! Paris peut faire de ces miracles : tirer un voyou de la poubelle du chemin et lui ouvrir toutes les portes du possible ! Ce n'est guère banal — mais attendez ! Je ne suis pas seul, moi. Une immense famille de voyous, dont je ne suis ni le meilleur, ni le pire, vaut bien plus que moi, non pas pour ce qu'elle écrit, mais pour la houille qu'elle extrait de l'abîme, sans parvenir à s'y chauffer. C'est elle qui écrit ces terribles lettres qui, si vous n'êtes pas de pierre, vous empêchent de dormir ou d'avaler votre repas.

« Ô toi, qui es monté à la lumière, pense à nous qui sommes restés dans les ténèbres ! »

Comment donc ! Mais cela ne fait pas de doute ! Non seulement je penserai à vous, mais tout ce qui est à moi sera vôtre, sauf ma femme ! Enfin, et surtout, nous lutterons en commun, maintenant que ma voix retentira dans l'espace et que tant d'amis se disent vos amis.

Était-ce mal de penser ainsi ? Car, qu'est-ce qu'un homme qui parvient ? Un parvenu de plus, et c'est tout. Mais, qu'il serait beau et humain de parvenir moins, et de contribuer pour sa part

à faire régner plus de justice sur la terre ! Qu'il serait beau, civilisé !

Or, c'est à cette époque où mon cœur se réjouissait tant, qu'un fait-divers, un drame obscur, mais un de ceux qui font honte à l'humanité, se produisit, dans je ne sais plus quel département de la France. Le voici :

« Un ouvrier agricole, rentrant un samedi soir avec sa paye en billets de banque, la pose sur la table. Un garçonnet de quatre ans, son enfant, s'empare du maigre pécule et le jette dans le feu. Le père, lui, s'empare d'une hache et, de deux coups, tranche les menottes du petit. La mère, qui baignait un bébé dans une pièce contiguë, accourt, attirée par les cris de l'enfant, voit l'horrible chose et tombe morte. Le bébé se noie dans la baignoire. Les gendarmes ont trouvé le père, fou, courant la nuit à travers la campagne. »

Tout cela tient moins de vingt lignes à la troisième page du Journal. Cela se passait il y a quatre ou cinq ans. Depuis, je n'ai plus lu les faits-divers, mais aujourd'hui même, 4 juillet 1929, mes yeux tombent à nouveau sur la première page du Journal. Je copie sans changer un mot :

« Rennes, 3 juillet. — Un drame affreux vient de se dérouler dans la commune de Bréal-sous-Montfort. Au petit village de Launay-la-Porte, habitait un humble ménage composé du mari, M. Colombel, ouvrier agricole, de la femme et de quatre enfants. L'aîné travaille dans une ferme, tandis que les trois plus jeunes (une fillette de six ans et deux jumeaux de trois ans) vivaient avec les parents.

« La misère régnait au logis. Dernièrement la femme Colombel, poussée par le besoin, avait commis un larcin et une condamnation à deux mois de prison avec sursis qu'elle avait encourue, l'avait vivement affectée.

« C'est alors qu'elle résolut d'en finir avec une existence pénible et d'entraîner avec elle dans la mort sa fillette et ses deux jumeaux.

« Hier soir, comme ceux-ci reposaient dans leur lit et venaient de s'endormir, elle saisit une hache, se pencha vers les trois petites têtes enfouies parmi les oreillers et brandissant par trois fois son arme, elle fendit le crâne de ses trois enfants. Le sang gicla, la mort fut instantanée.

« La femme Colombel s'acharna alors sur elle-même, pour tenter de se suicider. Elle se coupa le pied, se trancha complètement le poignet gauche, essaya de s'égorger à l'aide d'un mauvais couteau ; enfin elle s'évanouit.

« Ce n'est que ce matin que l'horrible carnage fut découvert. La mère criminelle gisait dans une mare de sang, au pied du lit où étaient étendues ses trois petites victimes. On retrouva, sur le sol, sa main qu'elle avait coupée.

« La femme Colombel a été transportée à l'Hôtel-Dieu de Rennes, dans un état désespéré. »

(Le Journal.)

Certain lecteur, qui me dira que je le « rase », me demandera à quoi je veux en venir. À ceci :

Le sentiment du bien et du beau est infiniment plus puissant que celui du mal et du laid. Il est à la base de la vie. C'est à lui que nous devons de ne plus voir brûler un chevalier de La Barre « pour n'avoir pas, du temps de Voltaire, salué une procession », alors même qu'on nous casse encore la figure, parfois, pour n'avoir pas salué un chiffon suspendu à une perche — mais le méfait est moins grand. Et, de ce sentiment du bien et du beau, les rassasiés de la vie n'ont cure. Ce sont les tout petits, ceux qui vivent dans les ténèbres qu'il inspire. Pour eux, il est le pain et le sel quotidiens.

Le bien et le beau, si on les évoquait dans une assemblée de la Société des Nations, on n'arriverait même pas à émouvoir le cœur d'une dactylo, mais, à la porte Clignancourt, par eux on soulèverait dix mille âmes. De même chez nous, dans les sombres Balkans, ou dans l'immense Russie. Des élites humaines, grelottant sous des chaumières et se nourrissant d'une poignée de maïs, s'abreuvent avidement de généreuse pensée.

Or, de toutes les nations prodigues de cette pensée, la France nous est la plus connue. Elle nous empoisonne l'adolescence avec ses deux derniers siècles de philosophie et de littérature. Nous y croyons. Nous la prenons au mot. Nous nous emballons. Et nous venons parfois, sous un train ou à pied, lui demander des comptes.

Je suis arrivé à Paris, une première fois, en 1913. Aussitôt, Jonesco, le bottier, me prit par la main et me conduisit au Louvre. Il me montra le petit mendiant qui tue ses poux. Je m'attardai trois mois. Je voulais vivre toute cette histoire et cet art de Paris. Je le quittai ivre de bonheur et presque mendiant, me promettant

d'y revenir, d'en apprendre la langue, d'y vivre, vivre dans ce pays de généreuse pensée !

J'ai tenu ma promesse, mais le mirage s'est évanoui.

Il y a deux ans, me trouvant un soir en compagnie de Français riches et lettrés, l'un d'eux me demanda brusquement :

— Connais-tu Paris ?

— Un peu.

— Quoi ?

— Les musées, les monuments, les taudis.

Des rires éclatèrent. On se moquait de moi :

— As-tu vu la femme qui fait l'amour avec son chien ?

— Non.

— Et les deux hommes qui font l'amour entre eux ?

— Non plus.

— Et la maison privée où des épouses « honnêtes », le visage masqué, viennent se faire violer.

— Pas davantage.

— Et le bordel où l'on fait l'amour dans un cercueil ?

— Dans un cercueil ?

— Parfaitement.

— Je voudrais bien voir cette horreur.

Les voitures prirent le chemin de la rue de Provence. Façade discrète. À notre entrée, une sonnerie donne l'alarme bruyamment. On nous fait visiter la maison et sa marchandise, pour 50 francs par personne.

La marchandise n'a rien d'extraordinaire ; une trentaine de filles nues pour tous les goûts :

— Toutes, obligatoirement Françaises, Messieurs ! insiste la patronne.

Dieu protège les peuples et la France ses filles !

— Allons voir le cercueil !

Une pièce aux murs couverts de draperies noires coulissantes. Contre l'un d'eux, le cercueil, un vrai, à même le sol. Il est de bois dur, l'intérieur luxueusement capitonné et pourvu d'un petit coussin pour soutenir la tête de la femme.

On écarte les draperies : images de bordel. Et ainsi de suite ; des « chambres » : « persane », « arabe », « chinoise », « japonaise », « turque », — de toutes les couleurs « rouge », « verte », « bleue », « jaune » — jusqu'à la chambre de « flagellation », qui est comme un sous-sol inquisitorial et aussi macabre que la chambre au cercueil. Une grande croix au milieu (pauvre croix !) avec un simulacre de bûcher i sa base. Des chaînes. Des fouets. On y ligotte, tantôt la femme et tantôt l'homme, selon le dérangement cérébral du « client » millionnaire, et on les fouette, encore que le fouet ne soit pas le même : inoffensif pour la femme et terrible pour l'homme.

Enfin, nous voici à la piscine. Somptueuse. La patronne nous montre la belle décoration murale :

— Elle a été exécutée par un premier prix de Rome, Messieurs !

Brave pour le premier prix de Rome !

Je demande :

— Pouvez-vous me dire, Madame, combien a coûté la construction de ce bordel ?

— Quatre millions !

Eh bien, j'ai fini de « raser » certain lecteur, mais je conclus :

Quand une civilisation construit des bordels d'une valeur de quatre millions, pendant que ses paysans, épouvantés par la misère, massacrent leurs enfants à coups de hache, cette civilisation-là n'a plus droit à l'existence, alors même que ses écrivains se convertissent au catholicisme et que ses avocats deviennent évêques, après sept ans de pénitence. Une telle civilisation, s'il lui reste un peu de pudeur, doit enterrer ses bibliothèques, démonter et garer ses plus nobles monuments, puis, faire sonner le bourdon de Notre-Dame par son plus magnifique évêque-avocat. Sinon…

Sinon, tous les moyens sont permis, pour la détruire.

Et maintenant, pardonnez-moi cette parenthèse.

Oui : ce ne serait pas la première fois dans l'histoire, qu'une civilisation aurait sombré dans l'ignominie et qu'on lui aurait fait vider les lieux, à coups de trique. Aujourd'hui, la trique se dresse devant elle, terriblement menaçante. Elle se nomme bolchévisme.

Ce bolchévisme a fait ses preuves. Parfaites. Irréprochables. Ce fut de la belle besogne. Nul travailleur, manuel ou intellectuel, ne pourrait pas ne pas l'applaudir.

Quand vous allez dans la paradisiaque Livadia, quand vous voyez deux cent-soixante-dix moujiks tuberculeux remplir le palais impérial où Raspoutine trempait ses doigts dans la sauce pour se les faire lécher par la tsarine, quand vous savez que cette tsarine faisait oublier, comme par malheur, sur quelque voie de garage de ses immenses steppes, des wagons bourrés de soldats emprisonnés, qui se muaient peu à peu en mille squelettes survolés de grosses mouches, quand vous voyez et savez cela, rien que cela, vous, travailleur, vous ne pouvez pas ne pas être bolchévik.

Je le suis. Et je veux bien, au prix de ma vie, contribuer à détruire les civilisations tsaristes — ses Raspoutine, ses casernes, ses bordels décorés par des premiers prix de Rome, ses monuments trompeurs et ses bibliothèques hypocrites — je veux bien contribuer à les détruire par tous les moyens, mais attendez un peu !

Car, voici :

Après des milliers d'années de misère et de martyrs, je pense que ma classe… Mais d'abord savez-vous quelle classe ? Celle de l'usine ? Celle des champs ? — Oui et non. J'ai vu, et tout le monde a vu, des ouvriers et des paysans changer de classe comme de chaussettes, par la capacité ou par la fourberie, ce qui m'importe peu, puisqu'une classe, pour moi, ce n'est pas un ouvrier, ce n'est pas un paysan…

Du moment qu'il s'agit de séparer le monde en classes, cela veut dire, sans doute, que nous séparons des êtres qui diffèrent

entre eux — mais qui diffèrent en quoi ? En ce que les uns exploitent et que les autres sont exploités ? Que les uns mangent et que les autres ne mangent pas ? Et quand cela serait ? Que ferez-vous de vos classes, quand l'une prendra la place de l'autre, comme on le voit se produire depuis des milliers d'années, par classes entières, au lendemain des révolutions, et tous les jours pour quelques hommes ? Croyez-vous, je vous le demande, que cela fasse une belle jambe à mes peintres en bâtiment, que je mange aujourd'hui à ma faim, alors qu'ils continuent à crever de misère ? Croyez-vous que cela fasse quelque chose à la millénaire humanité souffrante, que Pierre le Gueux trime dans la mine ou qu'il dicte ses ordres du haut d'un fauteuil confortable ?

— Sûrement, non. C'est pourquoi l'admirable enseignement socialiste dit que les classes doivent être supprimées, et avec elles l'exploitation de l'homme par l'homme. Œuvre immense qui n'a jamais été accomplie et qui échoit, historiquement, à la classe ouvrière.

Àla bonne heure. Cela est si noble, que je bénis mes parents d'avoir été des gueux et de m'avoir mis au monde gueux. Je bénis aussi l'existence pour les quarante ans de misère, dont elle m'a comblé. Car, du moment que c'est nous, misérables, que le destin (ou l'histoire) a choisis pour nous confier une mission que nulle classe, dans le triste passé, n'a su mener à bien, quelle récompense serait plus grande pour notre millénaire souffrance, quelle gloire plus éblouissante, dans l'éternité des éternités ?

Après tant de siècles d'abomination, je pense donc que ma classe se voit brusquement attribuer un rôle où la vertu, la justice, la dignité, l'honnêteté, la fraternité, le désintéressement, l'abnégation sont au premier plan. Il faut tout cela. Il le faut, sous

peine de nous voir à jamais couverts d'ignominie, pour avoir fait passer le monde par le sabre et par le feu, sans rien y changer. Il le faut encore, parce que nous nous disons, comme de juste, les héritiers d'un martyrologe qui compte trop de victimes pour que nous puissions oublier la masse de souffrance, au nom de laquelle nous nous érigeons en justiciers implacables et pour que nous nous permettions de commettre les iniquités mêmes que nous venons de dénoncer à la face de l'univers.

Ànous, les bolchéviks, la légèreté, la jouissance, le confort, l'injustice, les abus, les faveurs, tout ce que nous avons taxé de crime et puni de mort, ne nous est plus permis. Et quand l'un des nôtres — tout au moins de notre génération — se le permettrait, nous devons, promptement, le clouer au pilori et lui accrocher sur la poitrine un écriteau ainsi conçu :

Arrête-toi, passant, et pleure cet homme, que nous avions pris pour un camarade ! Car au moment où, les mains rougies de sang, nous voulions donner au monde l'exemple de ce que doit être la Vie Nouvelle, il a commis le crime, en qualité de juge, d'envoyer un innocent en Sibérie pour pouvoir s'approprier sa ration de beurre.

Voilà de quel stoïcisme nous devons faire preuve, si nous voulons donner une raison à nos crimes et garder quelque chance de redressement.

Mais cela n'est pas possible à toute une classe. Pourquoi ? Tout simplement, parce qu'elle brasse les mêmes envies et les mêmes appétits que l'autre classe. Si elle est la broyée et non la broyeuse, ce n'est pas à quelque pureté d'âme qu'elle le doit, mais à son impossibilité de s'emparer de la machine qui broie. M'accu-

sera-t-on de traîtrise pour avoir affirmé cela ? Certes, nos mères sont des saintes, mais c'est parce qu'elles n'ont pas pu faire de nous des maréchaux. Cela est si vrai, que je ne connais point de « révolutionnaire » dictateur ou seulement aisé, qui n'ait pas fait de son fils un « intellectuel ».

Autrement dit, je crois que nous sommes, tous, à peu près les mêmes. D'où vient, alors, que les espaces vrombissent d'élan généreux, bien plus que de sottises sans-filistes ?

C'est parce que nous ne sommes les mêmes qu'à peu près. D'abord. Puis, c'est que la majorité de l'humanité est faite d'assoiffée de justice. Ainsi, assoiffés de justice et gens qui ont le droit de se dire meilleurs, emplissent les airs de clameurs qui bouleversent les esprits, créent des courants révolutionnaires et parviennent souvent à faire reculer l'hydre soldatesque et impérialiste. Les uns et les autres semblent marcher la main dans la main et gagner du terrain sur l'ennemi actuel de l'humanité : le capitalisme.

Malheureusement, entre ces hommes meilleurs, qui représentent la bonne foi et le progrès, et la masse qui revendique son droit au soleil, l'accord n'est qu'apparent. Les premiers émettent des scrupules et ne veulent agir que dans les limites du possible, alors que la masse souffrante n'a garde des scrupules et des limites ; elle réclame son dû à tout prix et se montre prête à agir par tous les moyens.

J'ai le malheur d'être ce bâtard, qui unit la conscience de l'homme de bonne foi, à la soif de justice de cette masse à laquelle il appartient, et dont le martyre ne lui est que trop connu. C'est une position qui me brouille avec tout le monde, mais surtout avec une espèce humaine qui, elle, consciemment ou incons-

ciemment, trompe tout le monde, élargit le fossé qui sépare des hommes faciles à rapprocher et se dit capable de réaliser, à elle seule, toutes les aspirations de la classe ouvrière, qu'elle revendique et voudrait monopoliser.

Cette espèce humaine est personnifiée par un certain militant révolutionnaire très fréquent, mais difficile à identifier dans un grand mouvement de masses, car il occupe tous les degrés qui vont de l'apôtre à la fripouille. C'est lui qui se pique de stoïcisme et prétend être supérieur à la masse et plus décidé que l'homme de bonne foi. Il devient, il est l'agitateur providentiel. À une époque où les consciences qui ont des scrupules, s'isolent volontairement de la multitude qui réclame justice à tout prix, ce militant-là répond à une nécessité sociale, tel un croque-mort en temps de peste. Il ne se fait pas prier. Il n'a pas de concurrents. Personne ne peut lui tenir tête. Du reste, il est redoutable. Car là, où la grande figure révolutionnaire craint d'échouer, lui ne craint rien. Tout est fait pour lui réussir, même la débâcle, dont il tire promptement les avantages pour son profit personnel.

Je connais cette espèce et la repère depuis vingt-cinq ans. Aujourd'hui, ses traits me sont familiers. Et je veux bien encore faire la part du feu et ne me rapporter ici qu'aux sujets, dont la détestable action est véritablement inconsciente.

Ils sont de deux sortes : les modérés et les fanatiques, mais également néfastes. Les premiers ont fait l'affaire de la social-démocratie. Les seconds ont trouvé leur compte dans le communisme.

La social-démocratie d'avant-guerre n'existe plus et son militant a coulé avec elle. Celui qu'on peut encore rencontrer,

quelques braves gens à part, n'est qu'un laissé pour compte de la famille, qui déjà s'est assise à table. S'il fait le beau, ce n'est guère que dans l'espoir de voir un jour la table s'allonger et multiplier ses chaises.

Il n'en était pas ainsi, naguère, quand la table n'existait pas. Quelques places de scribes ou d'aboyeurs, rudement étroites. Il fallait être bien sage, si l'on voulait se faire remarquer, soit dans sa maison, soit dans la maison d'en face, et, d'une façon ou d'une autre, réaliser le vœu de tout bon social-démocrate : l'entrée dans le divin parlement, cet Éden de la patrie reconnaissante, pour le salut de laquelle devait bientôt mourir le cotisant discipliné.

Les syndicalistes, bolchéviks en herbe, que nous étions alors (à bas le parlement, action directe !), déplaisaient fort à cette « élite » première série, qui donnait des ordres au nom de la classe ouvrière, accaparait la tribune et le journal, nous excommuniait et nous matait, l'évangile pseudo-marxiste aux mains. Le militant à la page, fort en gueule et fort en marxisme, jouait alors exactement le même rôle tyrannique que celui de son comparse communiste d'aujourd'hui. Lui seul représentait la « conscience révolutionnaire », les « aspirations », l'« idéologie » du prolétariat. Nous n'étions que des « traîtres » — ou presque.

La masse a écouté et suivi ce militant, jusqu'au grand massacre, qui fit le malheur de l'une et le bonheur de l'autre.

Mais, là, ce n'est plus que de l'histoire.

Passons à l'actualité.

Elle est bien plus tragique.

Plus que jamais, la « conscience de classe » est le monopole de ceux qui tiennent la queue de la poêle. Car aujourd'hui le prolétariat a une poêle, immense, dont la maigre friture excite de gros appétits. Et voilà ou je me sépare du militant « révolutionnaire », où je suis prêt à le combattre.

Encore une fois : je ne nie pas toujours sa sincérité. Tout à l'heure, quand nous entrerons en Russie, on verra jusqu'où je m'étais livré à lui, quelle confiance et quelle foi j'avais mises en lui. Mais l'histoire se répète, se précipite et va droit à l'irréparable. C'est ce qu'il faut empêcher, par les moyens les plus loyaux.

Oui : il ne peut être question que d'un combat loyal, alors même que la partie n'est pas égale, que les uns ont les mains vides et les autres la Sibérie. Néanmoins, nous ne pouvons pas agir autrement. En dépit de tout, l'U. R. S. S. doit rester, pour le prolétariat mondial, ce qu'elle est en réalité : la forteresse inexpugnable contre laquelle le capitalisme devra s'écraser un jour. Criminel et digne de la potence, l'ouvrier qui y toucherait, l'arme à la main. L'écroulement de ce rempart livrerait le monde qui peine à la réaction la plus noire.

Mais, cela affirmé, catégoriquement, une fois pour toutes, j'ai le droit de me tourner vers la tourbe bureaucratique et de lui crier : racaille !

Racaille qui — hier modérée, aujourd'hui fanatique ; hier barbotant dans du « marxisme », aujourd'hui dans du « léninisme » — nous montres le même visage stupide, t'avères tout aussi intraitable, enfonces tout aussi profondément tes griffes dans la

nuque de la masse bâillonnée et sabotes ainsi la plus belle œuvre de justice sociale.

Bien mieux — horreur que les annales des luttes socialistes n'ont jamais connue — aujourd'hui tu assassines. Par la faim, par la prison et parfois même par la trique, tu assassines l'ouvrier (l'ouvrier !) qui se refuse à faire le beau, devant ta tyrannique puissance.

Puis-je donc te ménager, ignoble racaille ! Puis-je oublier que je suis venu à toi de la façon la plus désintéressée et qu'il s'en fallut de peu, que tu ne me mettes dans ta poche ? Puis-je — pour te plaire et pour soi-disant ne pas « donner d'armes à la bourgeoisie » — faire fi de la masse que tu foules aux pieds, de son avenir que tu poignardes et de ses meilleurs combattants que tu exiles, emprisonnes et affames, au nom d'une élastique doctrine que toi seule prétends connaître ? Puis-je encore acquiescer sans réserves à l'extension dans le monde de tes méthodes de conviction de la classe ouvrière, dois-je écrire que toi seule as raison ? Que toi seule as le droit de parler ? Que toi seule sais édifier le socialisme ?

Mais lorsqu'il s'agit de l'U. R. S. S., il faudrait encore savoir si l'on doit distinguer le mililant-racaille du bureaucrate, ou les confondre dans un même type malfaisant. Car, voici ce qui se passe : en Russie, vous ne pénétrez pas dans une institution, dans un tram, dans un local, sans rencontrer cette affiche et cette invitation : Camarades ! Prenez part à la lutte contre la bureaucratie !

Cela vous impressionne. C'est émouvant. Et vous concluez aussitôt qu'il doit y avoir un appareil dirigeant qui lutte contre un appareil bureaucratique. Or, vous savez que cet appareil diri-

geant n'est autre que le Parti Communiste, alors que le » bureaucrates sont sans doute des hommes ramassés un peu partout et mis au service de l'État prolétarien. Ces derniers sont donc des gens sans foi, sans idéal, sans conviction, puisqu'on vous dit qu'il faut combattre leur tendance à se créer des situations personnelles, au détriment de la communauté, et leur sabotage de cancres rongeurs.

Voilà une affiche tout indiquée pour emballer un homme comme moi. Et si j'avais quitté la Russie, au bout de six semaines, comme tous les délégués venus pour le dixième anniversaire, j'aurais écrit des articles dithyrambiques, à ce sujet. C'eût été dans ma nature. Je sais ce que c'est qu'un homme de foi. Je sais, encore, que la terre n'en est pas pleine. Mais le Parti Communiste doit en compter par légions, du moment que c'est lui, tout entier, qui vous invite à lutter contre ce mal social : la bureaucratie.

Eh bien, non ! Cette invitation n'est qu'un artifice de militant-racaille, qui est lui-même un bureaucrate. Ce sont les deux visages du même homme ignoble, qui d'une main fabrique des « mots d'ordre » et de l'autre vote dans « la ligne », c'est-à-dire : pour le maintien de ce qui est, et qui est bien, puisqu'il occupe une bonne place.

J'ai connu des communistes sincères, qui ont pris au sérieux ce devoir de « prendre part à la lutte contre la bureaucratie » et qui ont voulu aller jusqu'au bout de leur devoir, frapper le mal au cœur, ou à la racine. Ils n'ont fait que perdre leur gagne-pain. Et c'est une tristesse que de les écouter. Leurs mésaventures sont dignes de figurer dans un grand roman de mœurs soviétiques.

Il n'importe. En dépit de l'impitoyable vérité, qui répond aux leurres officiels par des révélations cuisantes, le militant-bureaucrate, qu'on appelle là-bas « militant responsable », va droit son chemin, la tête en avant. Il est le maître de la tribune et de la presse. Seul, il peut parler. Seul, il peut écrire. Il se fabrique une majorité et un présidium, comme il se fabrique un comité de rédaction et une censure. Ainsi, personne ne peut le contredire.

Toutefois, conscient du mécontentement qui couve sous la cendre et auquel il faut créer des soupapes, il monopolise également la contradiction et se fabrique des contradicteurs. Voilà pourquoi naquirent et grandirent ces deux boursouflures de la presse soviétique : samo-kritika (critique de soi-même) et control-mass (le contrôle des masses).

L'ignoble farce ! encore si elle n'était qu'ignoble, mais elle est adroitement trompeuse et quelquefois sanglante. Car, d'une part, elle a su impressionner en démasquant des abus et en crevant des abcès, mais, d'autre part, elle a voue à la mort de pauvres correspondants ouvriers, qui ont cru à l'efficacité de cette « œuvre d'assainissement » au point d'en être les missionnaires, ont déclaré une guerre sans merci aux grands et petits fonctionnaires véreux et s'y sont fait tuer comme des mouches. Certes, les assassins en étaient exécutés — ce qui faisait une belle jambe aux victimes et une plus belle à l'œuvre d'assainissement.

Alors ont surgi les rabcors (correspondants ouvriers) fabriqués en série. Ceux-ci, comprenant que le mal n'est pas aux pieds, mais à la tête, où il est défendu de toucher, se sont fait un métier lucratif à flairer le bouc émissaire, choisi pour être jeté en pâture, et à le dénoncer d'office. Leurs inutiles tartines, qui faisaient sourire les initiés, s'étalaient dans tous les journaux, mais

bien plus pompeusement dans l'officielle Pravda, qui leur consacrait, une fois par semaine, toute une page, sous ce litre arrogant : control-mass. Il y avait là du contrôle des « masses » autant que de moustiques au Pôle Nord et de volonté de désarmement à la Société des dations.

Dans mes incessants voyages, d'un bout à l'autre de l'U. R. S. S., j'ai rencontré souvent des rabcors. Parmi eux, j'ai encore trouvé quelques rares individus, qui m'ont parlé avec flamme, mais à qui on rend la vie dure, car ils font gaffe sur gaffe. D'autres, difficiles à découvrir, sont de pauvres types, qui n'osent pas affronter votre regard. Le reste n'est qu'une vermine qui grouille sur vos pieds. D'une de ces fripouilles j'ai appris une assez belle histoire, lors de mon arrivée à Soukhoum, dans le Caucase, en novembre 1928.

Candidat à la célébrité et sachant avec quelle promptitude y sont parvenus ceux de ses collègues qui ont souffert le martyre du métier, le rabcor paya un ivrogne, et lui montra comment, d'un poignard, il pouvait lui faire, au dos, une légère blessure. Cela se passait par une nuit obscure et sans témoins, mais le coup rata, ou bien ne réussit que trop. Le lendemain on trouva le rabcor à moitié mort et gisant dans une mare de sang. Le Guépéou s'émut. Il chercha le koulak criminel, ou le directeur d'entreprise vindicatif ; ce fut le clochard qui lui tomba sous la main, ce qui l'embêta rudement, car le « copain » dénonça la combine.

— Mais tu as failli le tuer !

— Je me suis trompé. J'étais saoul.

On étouffa l'affaire.

Ce n'est là, qu'un infime fait divers, dans la masse des drames quotidiens, autrement horribles, mais combien il est édifiant ! Où a-t-on jamais entendu parler d'une telle carrière qui soit à faire par de tels moyens ? Un Albert Londres, qui n'est qu'un bourgeois, en frémirait de honte. Et il ne se trouverait pas un journaliste dans tout autre pays pour y songer. Il s'est cependant trouvé un communiste, dans le pays qui aspire au maximum de moralité civique. Mais l'homme n'est qu'en partie fautif. La plus grande part de honte retombe sur le régime qui créé les conditions dans lesquelles peuvent naître et se développer de semblables carrières.

Ici, nous arrivons au cœur du mal.

L'U. R. S. S. est le pays le moins bourgeois du monde, mais qui aspire le plus à la bourgeoisie, à l'exemple de toutes les nations qui sortent lentement de la vie patriarcale, tels nos Balkans. C'est pourquoi je pense que ce fut un malheur que la plus grandiose tentative d'édifier le socialisme ait été faite justement en Russie.

Le Russe et aussi l'Ukrainien, le Géorgien, le Tatare, l'Arménien, qui ne s'embarrassent pas de doctrines, sont des hommes pleins de cœur, pleins de tendresse, riches d'amour et de mélancolie. Ils aiment éperdument leur langue, leur terre, leur ciel. (Tous les chants populaires et toutes les littératures de ces pays en témoignent.) Et eux-mêmes le témoignent au point de faire éclater leur rapsodie en plein banquet communiste, à côté de l'Internationale.

Comment diable voulez-vous donc faire sortir ces peuples de leurs isbas et les noyer, du jour au lendemain, dans les gratte-ciel américains, au-dessus desquels le rossignol ne chante pas, où

l'homme est une brute mécanique et où l'existence n'est qu'une manière de tuer la vie ?

Disons qu'il y a eu 2 millions de communistes bourrés de doctrines, vidés de cœur et de cervelle, automates du fordisme et de l'américanisation, pour lesquels les sentiments ne sont qu'une infirmité bourgeoise et l'amour un simple coït : il en reste 150 millions, toute une humanité, qui vit et veut vivre en cultivant toujours mieux ce que nous avons de plus éternel en nous, de plus émouvant aussi.

Faut-il l'empêcher de vivre ?

— Au contraire ! dira-t-on, me rappelant la Constitution soviétique. Ces peuples-là disposent maintenant d'eux-mêmes !

Je réponds : oui, ils disposent d'eux-mêmes, à la manière de ces jeunes filles médiévales, qui étaient libres de tousser à volonté, mais qui se faisaient enfermer dans un couvent, dès qu'elles ne voulaient pas épouser l'homme choisi par leurs parents.

J'ai eu un soir une longue conversation avec une paysanne intelligente (bessarabienne ou grecque, je ne veux pas trop préciser, car je pourrais la faire envoyer en Sibérie). Cette femme me donna la plus navrante version de la façon dont une mère soviétique peut disposer de ses enfants, qui demeurent toute sa vie :

— Nous ne sommes pas des communistes, me disait-elle, parce que nous ne savons pas au juste ce que cela veut dire. Dans notre village, les communistes sont des intrigants. La « politique » et c'est tout. Malheur à qui ne pense pas comme eux.

« Mais nous avons été avec les bolcheviks dès le début. Mon mari s'est battu dans la guerre civile, a fait partie du premier soviet et mourut des suites de ses blessures. Pour ma part, je ne suis qu'une pauvre mère, qui veut élever ses enfants — le garçon et la jeune fille que voilà — le plus honnêtement possible. Personne ici, n'est ni adversaire du régime, ni pratiquant. Personne ne peut nous en vouloir. Et cependant, on nous prive de toute possibilité de gagner notre vie. Pourquoi ? Parce que je dis à mes enfants qu'ils ne doivent pas s'inscrire à la Jeunesse communiste, et ils sont de mon avis. Car ces Comsomols-là passent en chantant et crachent sur les vitres de la maison paternelle, insultent les vieux et intriguent entre eux, plus que les grands. Est-ce cela, être communiste ? »

Que le lecteur sache que des témoignages comme celui que je viens d'apporter, ainsi que d'autres, que je pourrais dire, soit à l'avantage, soit au désavantage du régime, n'interviendront dans ce livre que bien rarement, par pur hasard et ne signifieront rien, sinon que j'ai voulu m'exprimer d'une façon plutôt que d'une autre. Contrairement à mes prédécesseurs sympathiques aux soviets, je ne rapporte pas une collection de témoignages pour et contre, copieusement farcis d'impartialité. Le témoignage, c'est moi. L'impartialité, je l'ignore. Et je ne pratique pas la sympathie ou l'antipathie, mais l'amour et la haine.

Ce que j'apporte ici, ce sont des convictions qui me coûtent cher et qui pourraient un jour me coûter la vie. (Ce serait justice : je n'ai adoré, dans ma vie, que ce qui m'a coûté très cher.) Aujourd'hui, quand la vie m'assène des coups propres à assommer un hippopotame humain, plus que jamais je m'agrippe à mon

amour et à ma haine. De là, mes convictions, filles de ma foi dans les hommes, que j'aime, que je hais et que je voudrais tant servir.

Qu'on se rappelle qu'en arrivant en Russie, j'ai donné des claques à la vermine égoïste et prudente de cet ignoble Occident. Ces claques, allant, seize mois plus tard, demander mon visa, M. l'Ambassadeur de France à Moscou me les a mises d'abord sous le nez, puis, très dignement, sans rien exiger de moi, me permit le retour. C'est toujours le même langage que je tiens à l'égard de cette vermine, qui ne sacrifierait pas un cheveu de sa tête, pour faire le salut d'une humanité folle, mais… Mais, maintenant, je suis un vaincu. Ceux sur qui je croyais, dur comme pierre, pouvoir m'appuyer, c'est encore de la vermine, une vermine qui sacrifierait tout pour le salut de sa chère doctrine, en broyant des innocents.

Comment pourrais-je donc mesurer les termes, consulter mon incompréhensible carnet de notes et contenter tout le monde et mon père ? Je sais une chose : je sais qu'une écrasante majorité d'hommes de ma classe est arrivée au pouvoir : qu'en y arrivant, elle s'est tout de suite mise à bouffer et que, la bouche pleine, elle écarte de sa table et laisse mourir de faim, tous les frérots qui ne sont pas de son avis. Quand cela est — et on verra jusqu'à quel point — que voulez-vous que ça me fasse, les témoignages, les documents, l'impartialité, la sympathie et tout le bataclan ?

Que voulez-vous que ça me fasse même d'écrire, là-dessus, ou de ne pas écrire un livre ? Une page, une ligne, un grand cri lâché à tous les vents, y suffiraient. Car la douleur, comme la joie, surgit toute seule de la terre, pour vivre dans l'éternité.

Quand j'avais mes dix-huit ans, je passais mes nuits — seul, à deux ou à dix — à chercher le sublime dans les livres et dans le cœur des hommes. J'en suis encore là, à cette différence près qu'à ce moment, le livre était écrit par des Balzac, et quand il l'était par des Mme de Staël, c'était encore sacré, tandis qu'aujourd'hui, les Balzac font de la pédérastie littéraire et les Mme de Staël annoncent, comme ceci, l'apparition de leur livre :

Ô, homme ! Si tu savais…
Aucune femme ne te résisterait.

Mais, Madame : c'est jusqu'au ventre que vous ne pouvez pas nous résister, nous le savons bien. Et après ? Après, nous sommes tous du même sacerdoce, n'est-ce pas ?

Ignoble Occident, mon pauvre M. Massis, fût-il catholique de la coupole de ses Académies, jusqu'au cercueil de la rue de Provence !

Oui, le monde se meurt par tous les côtés, par en haut et par en bas. Cependant, s'il a raison de crever par en haut, d'où il a donné tout ce qu'il pouvait donner, je proteste à la face du ciel contre l'immoralité d'en bas, qui vient avant l'heure ! Je ne proteste pas contre la masse. Elle, la misérable, a toujours eu faim et n'a songé au sublime, qu'en vertu de son ventre. Elle est à absoudre. Mais comment absoudre ceux qui sortent de son sein, se proclament son élite, s'imposent des salaires limités pour la galerie et accaparent, étouffent, écrasent, volent, violent, tuent, dans le silence.

N'est-ce pas là, à jamais, la faillite morale d'une Révolution ?

Il m'est absolument impossible de faire le bilan de cette immoralité. Elle remplirait des volumes et comprendrait toute la hiérarchie, du sommet à la base, dans l'U. R. S. S. et dans l'Internationale, certains pour y avoir trempé, d'autres pour avoir vu faire et n'avoir rien dit, tous pour tout savoir et tout cacher, aux yeux du monde qui a, au moins, le droit à l'espoir.

Parmi ces derniers, coupables de complicité, le plus coupable, parce que le plus haut placé dans l'estime mondiale, c'est Maxime Gorki.

Maxime Gorki est parti de plus bas que beaucoup et avait le devoir de rester le plus près possible de ce bas. Il ne l'a pas fait. Voici la preuve :

En Russie (et on peut dire la même chose du reste du monde), on n'a nullement besoin de connaître la langue du pays, si l'on veut savoir ce qui se passe. On n'a pas même besoin de connaître, comme moi, deux dialectes parlés par deux peuples qui ont leurs Républiques : le moldave et le grec. Et je puis dire, que même à un sourd-muet, la Vérité est accessible, lorsqu'on la cherche.

Ce qui est très difficile d'obtenir en Russie, quand on est étranger et mi-officiel, comme je le fus, c'est la confiance des gens. Mais une fois en possession de cette merveilleuse clef, toutes les portes de la vérité s'ouvrent devant vous comme par enchantement. Alors, en russe, en turc, en chinois ou au moyen de signes, les gens les plus divers, les officiels mêmes, vous disent ce qui est, sans plus attendre que vous appreniez leur langue, car, en ce cas, il faudrait en apprendre deux cents.

Or, Gorki n'avait besoin de rien apprendre, car il savait tout. Et toute l'humanité qui lit sait qu'il le savait, car il l'a dit lui-

même, et de façon à faire dresser les cheveux sur la tête. Mais à cette époque, les officiels avaient le droit de fauter. Depuis, ils n'ont plus fauté. Ils ont installé, consciemment, l'injustice chez eux. Ils ont corrompu de vastes couches sociales, et plus particulièrement les misérables, pour se faire des majorités et pour gouverner. Leur corruption est des plus inhumaines : si vous voulez manger, même maigrement, il faut être dans la « ligne » ; il faut encore dénoncer le camarade frère qui t'y refuse.

C'est ainsi que la Russie est parvenue à cette ignominie que le monde n'a jamais connue : jeter la moitié de la même classe, contre l'autre moitié, compromettre celle qui mange et aboie, démoraliser celle qui jeûne et serre les dents. Bien mieux, elle a tué l'avenir, car les cadres des Gorasomols, les cadres de la jeunesse sont entièrement pourris.

Lorsqu'on a jugé tout le Comité des Jeunesses de Léningrad — convaincu de fraude, de dilapidation, de viol, de débauche et même de crime de droit commun — un juge a demandé à un témoin :

— Comment vous y preniez-vous pour ne recruter qu'un tel déchet social ?

— On n'exigeait seulement des adhérents que d'être dans « la ligne », fut la réponse.

C'est avec ces adhérents-là, qu'on a composé les majorités « disciplinées » : celles qui marchent. C'est avec leur aide et au nom du prolétariat, qu'on a affamé et rempli les prisons et la Sibérie de travailleurs qu'on nomme « des traîtres » et qui sont seuls révolutionnaires, dans cette Union soviétique qui reçoit, au-

jourd'hui, au sein de son parlement suprême, le Tsik, Maxime Gorki.

Depuis mon départ de Russie et jusqu'à la publication de ces lignes, neuf mois auront passé. Il m'eût été facile de faire paraître ce livre, six semaines après mon retour à Paris. Je ne l'ai pas fait. Je gardais quelques espoirs, et surtout celui d'entendre tonner la grande voix de Maxime Gorki.

À Moscou, à son foyer, pendant les trois heures passées dans son intimité, il n'a pas voulu parler. Son visage sincère, dominé par des yeux qui peuvent être tout ce qu'ils veulent, est resté fermé. Et nous avons pataugé dans la banalité. Mais ce que Gorki ne me devait pas, à moi, il le doit au monde qui l'estime. Il le doit surtout à ceux qui se font écraser par toutes les majorités : à ses vagabonds, qui sont toujours des vaincus — sinon à la classe ouvrière, qui fournit et soutient ses propres tyrans.

Car il viendra, le jour où les vaincus auront voix au chapitre, par-dessus toutes les classes, et ce jour-là, des voix terribles interrogeront Maxime Gorki, qui ne pourra plus répondre, pour le malheur de sa mémoire.

Voilà ma confession.

Volume 1 · Dans l'U. R. S. S. · 01

Il ne faut pas s'attendre que je raconte en détail et d'une manière pittoresque, ainsi que cela en vaudrait sans doute la peine, tout ce que j'ai parcouru, vu, senti et pensé, entre le 15 octobre 1927, date de mon départ de Paris, et le 15 février 1929, date de mon

retour. Cela ne m'est pas possible, pour plusieurs raisons, dont la plus forte, c'est que je n'ai plus cœur à le faire. Je suis allé là-bas avec des pensées et des élans qui en route ont sombré.

Puis, en aurais-je encore l'envie, qu'une crainte me retiendrait : je serais, en effet, obligé de nommer les hommes, les faits, les drames intimes et les localités diverses et livrerais ainsi à une persécution impitoyable des milliers d'innocents. Et quand il s'agirait de vrais coupables, encore ne voudrais-je pas les dénoncer, car ce n'est pas aux petits rongeurs que j'en veux, mais aux gros et surtout à leurs méthodes de « révolutionner » le monde.

Enfin, je suis encore retenu par la place que ces dénonciations occuperaient et qui m'empêcheraient de faire œuvre plus utile, comme je le tente dans ces trois volumes.

Qu'on pense à ce voyage, long de plus de vingt mille kilomètres — en chemin de fer, en bateau, en automobile, à cheval et en téléga — qui alla d'Alexandrovsk (petite localité de pêcheurs lapons, située à l'entrée de l'Océan Glacial du Nord dans le golfe de Kola, au-dessus de Mourmansk) et qui me conduisit au pied de l'Acropole. Entre ces deux extrémités, j'ai fait : deux fois Moscou et le Caucase ; trois fois l'Ukraine ; quatre fois Moscou-Léningrad ; puis la République moldave, la Crimée, la Volga.

Il m'en faudrait emplir quatre volumes de dimensions moyennes : 1 Moscou-Léningrad, la Carélie, le Nord de la Russie ; 2 l'Ukraine, la Moldavie, la Crimée ; 3 Volga, ses villes, son delta, la Caspienne et 4 la Transcaucasie.

Dans tous ces volumes, pour en venir à bout, guère n'est besoin que je fasse de « littérature ». Les événements, les hommes,

leurs récits, leurs tragédies et un peu de moi, y suffisent, car partout j'ai vécu. Je n'ai pas glissé en touriste. Que ce fût un mois, une semaine, un jour ou rien qu'une heure, j'ai vécu, c'est-à-dire : je me suis livré aux hommes ; et le plus souvent ils se sont livrés à moi, tels qu'ils étaient, bons ou mauvais, héros ou fripouilles. Nous avons mangé, bu, chanté, dansé et parfois dormi ensemble. Nous nous sommes presque toujours saoulés de cette communion. Au plus ignoble d'entre eux, rarement j'ai refusé mon temps, mon intimité, ma chaleur, car le plus ignoble renferme parfois un grain de sublime et, par conséquent, mérite la dépense de notre cœur.

J'ai vu des coins où, des hommes qui vivaient ensemble depuis toujours, sans que l'un connut le cœur de l'autre, s'écriaient soudain au milieu de la joie générale :

— Jamais nous ne nous sommes tant aimés, que depuis que vous êtes parmi nous ! Revenez ! Restez !

Et voilà qu'on se jetait les uns dans les bras des autres. On n'était pas toujours saoul. On était ivre de vie, de souffrance, d'espoir.

Oh, vous, vous tous qui m'avez arraché la promesse ou à qui je l'ai faite de moi-même, de revenir et de bâtir une isba parmi vous : peut-être que ne vous reverrai-je jamais plus !

Tout n'est qu'illusion. Mais n'est-ce pas là toute la vie ?

Volume 1 · Dans l'U. R. S. S. · 02

Étant donné ce qu'on appellerait improprement ma volte-face, ou, comme on l'a déjà écrit à Moscou, dans la Littératournaïa Gazeta : « Panaït Istrati double-face » — on pourrait maintenant que nous entrons en Russie me poser la question suivante :

— N'étiez-vous nullement au courant de ces affaires-là, avant d'aller dans l'U. R. S. S., ou aussitôt après ? Car on vous connaissait plutôt bolchévisant.

Je réponds :

Bolchévisant — c'est-à-dire pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière et pour la destruction du capitalisme — je le suis toujours et je le resterai, dans les conditions qu'on verra lorsqu'on aura lu ce livre. Elles sont tout à l'éloge d'un bolchévisme à la Lénine, à la Trotsky, à la Dzerjinski et tous les héros de la Révolution d'Octobre qui ne sont pas devenus les propres assassins de leur œuvre.

J'ajouterai qu'il y n'y a ni volte-face, ni « double face », pour la bonne raison que — après avoir vécu seize mois dans l'U. R. S. S. et alors que j'aurais pu aisément écrire et publier au moins seize articles bolchévisants, sinon cinquante, et grassement payés — on ne pourra m'en montrer trois, qui soient tels, ni une interview, ni un discours qui aient été vus ou corrigés par moi. Une telle réserve est inconnue aux Amis de l'U. R. S. S., dont je suis, en France, l'un des deux vice-présidents d'honneur.

« Double face »... Pauvre racaille. Des faces, j'en ai, moi, trente-six mille, mais pas pour des Littératournaïa Gazeta.

Quant à la question elle-même : Étais-je au courant ? Je réponds : non. Il n'y a pas un dixième du prolétariat communiste international qui sache au juste ce qui se passe en Russie, sinon le Parti serait tout entier déserté et un autre parti bolchévik se formerait, sur des bases nouvelles, honnêtes, et qui ne donneraient plus aux chefs un pouvoir illimité.

Comment voudriez-vous que le sût l'ouvrier de l'usine — pauvre cotisant discipliné et lecteur au crâne bourré — quand, votre serviteur, jouissant de l'amitié d'un Rakowsky et lisant à peu près tout, d'une part, ne savait rien, de l'autre ne voulait rien savoir.

Nous avions raison tous deux, l'ouvrier de l'usine et moi : la Révolution est si haut placée dans les cieux que ce n'est pas au moyen de ces feuilles de chou de l'Opposition qu'on arrive à la faire descendre parmi les hommes et à prouver qu'elle n'est plus aujourd'hui qu'un mythe, mais un mythe qui possède les vertus de l'oiseau Phœnix. Et pour ce qui est des renseignements fournis par le canal des ennemis du prolétariat, ainsi que par les livres des écrivains bourgeois honnêtes, les premiers ne comptent pas et nul de nous ne peut mordre à ces ordures, les seconds ne sont pas à la page et font de la poésie, ou, passant à côté de l'essentiel, battent la campagne.

Seule l'Opposition et son chef Trotsky seraient en mesure d'éclairer l'opinion des masses, mais, jusqu'à ce jour, ils ne disposent pas encore des moyens qui seraient à la hauteur du désastre. En outre, les membres de l'opposition s'entendent mal, très mal, forment des chapelles dont, seul, le brouhaha nous parvient. Enfin nombre d'opposants sont des gens tout aussi nuls et compromis que les officiels. Trotsky — le bolchevik à la

conscience inaltérée, au crédit intact, le plus capable de tous et le plus doué — devra faire bien attention aux infirmiers dont, un jour, il s'entourera, lorsqu'il faudra panser les plaies d'une Révolution qui n'est que plaies. J'estime le destin de cet homme et j'ai confiance en lui. Il n'est pas possible qu'il ne sache pas profiter de l'effroyable expérience qu'il a sous les yeux et qu'il connaît comme nul autre.

De son Opposition également, je ne savais rien et ne voulais rien savoir, avant d'aller en Russie. Je me disais : « Bah ! où il y a mare, il y a grenouilles ; ce ne doit être qu'une question de pouvoir, simple scission produite par la mort de Lénine. » Je me suis dit cela encore pendant des mois, en Russie, on verra comment.

Quant à Trotsky lui-même, je voyais bien que depuis des années, un nuage de silence de plus en plus opaque l'enveloppait, mais comment me serais-je douté qu'on lui préparait le chemin d'Alma-Ata, celui de Stamboul et l'épithète de « contre-révolutionnaire » ?

Personnellement, on peut dire que nous ne nous connaissons pas ; et jusqu'à maintenant — quand je dis de lui le bien que je pense, de la façon la plus désintéressée — je ne lui ai pas encore écrit une lettre, ni d'ici, ni pendant que je me trouvais aux bords de la Caspienne, à quelque deux mille kilomètres de sa Bastille.

Mais nous nous sommes serré les mains une fois, et il sera étonné de l'apprendre. C'était, si je ne me trompe, en 1911 ou 12, à Bucarest. Nina Arbore — sœur de la doctoresse Ecatérina Arbore, que je devais retrouver Commissaire du Peuple à la Santé publique de la Moldavie soviétique — vint un jour me demander à brûle-pourpoint :

— Veux-tu voir un grand oiseau voyageur ?

— Qui est-ce ?

— Un exilé de marque : Léon Trotsky, anciennement président du soviet issu de la Révolution de 1905 et le plus brillant orateur et publiciste de la Russie révolutionnaire de nos jours.

— Si je veux le voir ! Dépêchons-nous.

Elle me conduisit à l'hôtel High-Life, place de l'Épiscopie. Dans une pièce exiguë, Léon Davydovitch, avec sa tête classique, ses yeux féroces et vêtu d'une blouse noire, se tenait debout, contre le lit. Ne connaissant aucune langue européenne, je ne pus que le regarder comme un veau. Toutefois, je demandai pour quelle raison il portait une blouse noire :

— Parce que je suis pessimiste, répondit-il, moqueur.

Volume 1 · Dans l'U. R. S. S. · 03

J'ai déjà parlé ailleurs de ce départ précipité et de l'ambassadeur déchu, en compagnie duquel j'allai jusqu'à Moscou. Mais ici je suis chez moi, je puis me compléter, ajouter de nouveaux détails, ce que je ne pourrais faire dans aucun Monde du monde, qui vous appelle à bras ouverts, pour vous fermer la porte au nez, dès que vous voulez rester un homme.

Ah, la liberté, la liberté ! Je donnerais tout mon sang pour elle.

De Rakowsky, à la demande de la revue Ogoniok, de Moscou, j'avais fait un portrait, en 1927, qu'on avait trouvé excellent, qui

faillit paraître et qui ne parut pas, à une heure où Rakowsky était encore ambassadeur, mais où sa disgrâce était déjà décidée de longue main. Or, mon article ne contenait absolument aucune polémique, car j'étais alors à mille lieues de penser le moindre mal des officiels. Que dites-vous de ce hors-d'œuvre ? Je m'adresse à l'ouvrier. C'est à lui que je demande si une telle tyrannie lui va.

Quant à moi, que les opposants sachent que s'ils veulent nous préparer une seconde édition de ce bolchévisme-là, ils trouveront en moi un implacable ennemi, un ennemi solitaire qui mourra pour ce qu'il considère le premier bien de l'homme : celui de pouvoir s'exprimer à la face du ciel, que ce soit en camarade ou en adversaire. Lénine a permis à ses adversaires de s'exprimer ; et de tous, Gorki lui a dit les choses les plus cruelles, souvent les plus abominablement injustes et honteuses.

On me répliquera que cette liberté-là a failli, à un moment donné, coûter la vie à la Révolution. Je réponds : votre tyrannie l'a tuée bien plus sûrement. Et ce n'est pas l'entrée d'un autre Gorki dans la confrérie d'aujourd'hui qui la ressuscitera, ne vous en déplaise.

Il est malheureux que je doive parler avec une telle dureté à des hommes qui sont, après tout, les victimes d'un système dont l'avènement ne peut leur être reproché, mais c'est plus fort que moi. On me connaissait. Il ne fallait pas m'inviter aux fêtes de l'anniversaire. Et le plus fautif est Rakowsky, que j'ai interrogé avant le départ sur « ce qu'est la Russie soviétique » et qui m'a fait cette réponse de diplomate :

— Si tu regardes à la surface, tu ne seras pas content Mais si tu sais voir, tu aimeras notre Révolution.

J'étais propre. Comme si la Révolution pouvait être confondue avec la laideur humaine. J'eusse préféré qu'on me dise sincèrement ce qui en était, ce que je ne pouvais pas voir de mes yeux sans en appeler au ciel. Mais ces bolchéviks sont muets comme des tombes, alors même qu'ils sont vos amis et vos vieux camarades.

Rakowsky ne fait pas exception. Jamais je n'ai pu obtenir de lui le moindre aveu, un de ces aveux dont j'ai été cent fois aujourd'hui le confesseur. En France, je lui pardonnais ce silence. Il était ambassadeur. J'étais celui qui parle. Mais il a gardé le même mutisme tout le long du voyage. À un moment donné, comme nous entrions en Allemagne, je lui ai posé cette question à laquelle une franche réponse eût suffi à me révéler l'attitude véritable de l'Opposition et le sort qu'elle devait subir bientôt ; je lui demandai :

— Est-ce bien la France qui te chasse, ou sont-ce les tiens qui te démolissent ?

Pour toute réponse, il tira sa montre et dit :

— Nous serons à Francfort vers les onze heures du soir. As-tu très faim ?

Autrement dit : « Garde ta langue pour manger de la choucroute à Francfort. »

Et cependant, il m'avait plus d'une fois donné des preuves d'une affection solide, soit en venant à mon secours, dans ma pu-

rée vernie de « conteur oriental », soit en me recevant dans une parfaite intimité.

Dans notre compartiment diplomatique, apercevant un jour la manche de sa chemise déchirée de vieillesse, une stupeur mêlée d'admiration me poussa à le lui faire remarquer :

— Vraiment, Christian : je sais que des bolchéviks comme toi ne connaissent pas l'emploi personnel des fonds secrets, mais ton salaire est-il maigre à ce point que tu doives porter une chemise comme celle-ci ?

Il se défendit encore :

— Tu ne dis que des bêtises ! Laisse ma chemise tranquille.

Mais, une fois, à l'ambassade, il m'avait dit :

— Quand je ne serai plus rien et que je devrai gagner mon pain comme un médecin qui a oublié la médecine, si tu es riche, tu m'aideras, à ton tour, n'est-ce pas ?

Il venait justement de me consentir une avance, dûment reconnue sur mes livres édités en Russie et dont les droits d'auteur, faute de convention, ne m'étaient pas dus. Il le fit à ses propres risques. Et sa réflexion, je l'avais prise pour une plaisanterie. Comment la Russie soviétique eût-elle pu se passer d'un diplomate comme Rakowskv ?

Pauvre de moi ! Je l'ai mieux compris, quand, une année après, j'ai su que l'ambassadeur de la veille faisait vendre par sa femme les objets de leur modeste ménage à Moscou, pour avoir du pain.

Mais nous le retrouverons dans son exil d'Astrakhan, où j'ai passé huit jours en sa compagnie et attrapé, comme lui, la malaria.

De ce voyage mémorable, je garde le beau souvenir de notre arrivée à Siébège, point de frontière soviétique, en entrant par Ripa, détour que nous fîmes, afin d'éviter le passage par Varsovie.

Beau souvenir… Et que la vie soit maudite, qui enlaidit toutes les beautés, dont notre âme est si avide. Que de fois n'aurai-je pas à lâcher ce cri, dans ce voyage que je refais maintenant sur ce papier ! (Heureusement, je ne veux plus partout repasser, ni tout revivre, car je briserais ma plume.)

On a beaucoup écrit, et parfois avec quelque émotion, sur l'entrée du train en Russie, lorsqu'il passe sous la fameuse arcade rouge au commandement terrible, semblable à une prédiction en partie réalisée de l'avenir : Prolétaires de tous les pays ! Unissez-vous !

Oh, mes frères de malheur ! Unissez-vous une fois pour toutes et allez en masses compactes, par mille et mille, voir cela ! Unissez-vous et allez sentir vos cœurs crever au moment de l'entrée majestueuse du train rouge, en terre rouge, par-dessous l'arcade rouge aux lettres de feu !

Si jamais ordre, parti des entrailles d'un ami, vous fut intimé, c'est bien celui-là :

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS !
UNISSEZ-VOUS !

Unissez-vous et n'envoyez plus de délégations d'imbéciles, pour ne rien voir et ne rien rapporter. Mais allez seuls, sans guide, sans chef, et vous sentirez plus que tous les chefs du monde, seriez-vous bêtes comme vos pieds.

Car ce n'est pas l'intelligence sans cœur qui fait ces miracles-là, mais seulement les deux accouplés ou plutôt le cœur tout seul — et du cœur, vous en avez, Seigneur, à en laisser par tonnes dans toutes les tranchées, sur tous les fils de fer barbelés et dans tous les engrenages de vos bagnes mécaniques.

C'est avec le sang généreux de vos millions de cœurs, que ces arcs de grand triomphe et ces lettres de flamme des frontières soviétiques, ont été peints et embrasés. Et s'il faut qu'un jour rien ne doive rester debout, de tout ce que vous avez bâti et rêvé de bâtir là-bas, eh bien : du premier au dernier des mercenaires qui s'élanceraient à l'assaut de l'Union Bouge, pour la dévorer, aucun ne passera sous cette annonciation de votre destin sans qu'il tombe foudroyé de terreur.

Là est tout ce qui continue de vivre, derrière les Révolutions que les hommes assassinent.

Volume 1 · Dans l'U. R. S. S. · 04

Nous arrivâmes à Moscou par une belle matinée. En gare, rien qui prouvât, de la part du gouvernement, la moindre des attentions dues à un grand ambassadeur, fût-il en disgrâce. Ainsi, par exemple, pas même une voiture, non pas une de ces luxueuses limousines qui promènent la racaille bureaucratique et dans les-

quelles je devais tant rouler moi-même, mais un quelconque tacot. Rien. Et la main de l'ancien président du Conseil des Commissions du Peuple de l'Ukraine, qui avait signé tant de documents à Gênes, à Londres et à Paris, n'y fut serrée par personne.

Le garde du corps de Rakowsky, un Letton aux proportions athlétiques et fort intelligent, alla chercher un taxi, pendant que les tovarichtchi photographes-reporters braquaient sur nous leurs objectifs.

Christian ne s'y prêta point.

— Pourquoi t'esquives-tu si méchamment ? lui dis-je. Ils font cela pour gagner leur croûte.

— En l'occurrence, ils ne savent pas ce qu'ils font, me répondit-il. Je leur épargne une gaffe et quelques plaques gâchées.

En attendant que l'institution dont j'étais l'invité, Voks, s'occupât de me trouver un gite, j'accompagnai Rakowsky à Sofijskaia nabiérejnaïa, où est la résidence des diplomates, un imposant palais, autrefois demeure d'un roi du sucre.

— Tu n'y seras pas si mal logé ! m'écriai-je. en y entrant.

Mon ami se contenta de sourire. Voyait-il venir déjà les marécages d'Astrakhan, qui devaient sous peu ébranler sa santé pour le reste de sa vie ?

On nous mena droit à la salle à manger, où le bon thé que j'aime, accompagné du copieux petit déjeuner russe, ne tarda pas à nous être servi. Puis, Rakowsky m'introduisit dans un somptueux salon. C'est là que je vis surgir d'une chambre attenante, un homme gros et court, à la démarche nonchalante, au visage

placide, mais dont les yeux incolores me fixaient d'une manière pénétrante. Il était en savates, sans faux-col et portait une veste et un pantalon de quatre sous. Je le pris pour un domestique.

— C'est Litvinov, me chuchota Christian. Sa femme donne des leçons pour vivre.

Je sentis monter en moi une profonde admiration, celle même à laquelle mon cœur était déjà préparé par tout ce que j'avais entendu dire de l'austérité de mœurs des chefs bolcheviks, laquelle — qu'on ne se méprenne pas ! — a été réelle à un degré inconnu aux hommes d'état bourgeois et, jusqu'à un certain point, le demeure.

Je lui fus présenté. Nous nous serrâmes les mains. Et ce fut tout. Certes, rien d'autre ne pouvait être, mais ces diplomates, qui savent combien de fois par jour boivent tels de leurs collègues des antipodes, ne savent pas assez quels cyclones d'amour ils déchaînent dans l'âme d'un homme de la rue quand ils répondent à un Chamberlain ce que, justement, Litvinov devait, un jour, lui répondre à Genève :

— Vous, les bolchéviks, vous ne pensez qu'aux vauriens qui vous écoutent.

— Parfaitement. Ce sont les intérêts de ces vauriens-là que nous voulons servir !

C'était à peu près cela. Et c'était du plus authentique bolchevisme. Pourquoi ne pas y mêler alors un peu de chaleur, quand on est homme si grand et si simple ? Le vaurien n'a pas que ventre. Il a été écrit que seul Lénine devait être ce psychologue-là.

Pendant plus d'une heure, j'assistai, comme un étranger, à leur colloque froid, et m'y suis mortellement ennuyé. Pas un signe sur leur visage qui pût trahir la moindre fraternité. Deux machines idéalistes, férues de précision. Qu'apporteront-elles au monde ?

Du pain ?

L'impitoyable tenaille de la vie à toute vapeur mord toujours plus le pauvre cœur humain. Entre le cri rauque de l'homme d'outre-Atlantique, qui veut seul vivre, et le vagissement métallique du bébé féroce, qui veut seul vaincre, plus de place pour le rêve. Ni pour l'amour. Ni pour la pitié.

Tu es avec moi ou contre moi, mais ne te mets pas dans mes jambes ! C'est la lutte finale qui engloutit tout, les moyens et le but.

Il faut marcher ; il le faut bien.

Je marche. Avec le bébé féroce. Mais je n'arrêterai pas un instant de lui hurler dans l'oreille que le monde attend de lui Justice, non Victoire.

Volume 1 · Dans l'U. R. S. S. · 05

Moscou en ébullition ne trouvait plus de place pour loger une souris. Et des souris, comme des rats, il y en avait quelque deux mille, venus de tous les coins de la terre. Toutes les races. Tous les appétits.

Le plus grand État du monde et le plus pauvre, ruinait son trésor pour faire face à l'événement. Pouvait-il en être autrement et est-il utile, là-dessus, de caracoler sur des dragons ? Je suis ici uniquement pour dire la vérité, sur ce ton de confession du début, et on me croira d'autant plus facilement que, c'est le cas où jamais de le dire, j'ai été moi-même de la fête.

Certes, nous nous trouvions en présence d'une colossale tentative de bolchévisation sentimentale, fondée, cette fois sur la générosité des « esprits indépendants » qu'on avait invités pour qu'ils vissent le prolétariat à l'œuvre. Je ne souscris point à ces tentatives, je dirai pourquoi, mais on doit les accepter comme un fait, du moment qu'il est admis qu'on ne peut édifier le socialisme dans un seul pays ; qu'il faut donc tâcher de le propager partout et en profitant de toutes les circonstances. Le dixième anniversaire en était une.

Les hôtes qu'on avait appelés un peu trop à la hâte et qui étaient ce que le monde des « esprits indépendants » d'aujourd'hui offrait de plus commode à la portée du gouvernement bolchevik, ne pouvaient, de leur côté, que regarder ce qu'on leur faisait voir, et dire que ce qui était de mise.

Voilà tout le malentendu. D'un côté, comme de l'autre, on avait renversé la morale du dicton roumain qui déclare que celui qui fait ce qu'il peut, dit ce qu'il sait. Les communistes avaient fait le contraire de ce qu'ils pouvaient. Cela ne devait pas leur réussir. Mais les invités disaient ce qu'ils ne savaient pas. Cela devait parfaitement leur réussir : car à voleur, voleur et demi.

Quand un État prolétarien — qui doit être avant tout moral et qui n'est le plus pauvre que parce qu'il le veut — mise toute sa

fortune sur la fourberie, il ne peut rencontrer sur son chemin que des fourbes. Et ici, ce ne sont pas seulement les fêtes qui sont en jeu, mais toute la tactique communiste.

Les malins idéalistes de tous les Politbureau et de tous les Comintern ont beau crâner, fiers de leur grand savoir politique et doctrinal, de leur science du soulèvement des masses : il faut savoir encore faire de la brique, lorsqu'on veut bâtir ; et, de la brique, la classe ouvrière ne sait en faire qu'à la briqueterie, sous la direction compétente et responsable des ingénieurs. C'est cela et ce n'est pas autre chose. On peut me renvoyer tant qu'on voudra à Marx et à Lénine : c'est cela cependant, je le sais, par une expérience et une compréhension de la vie dont ne peuvent pas témoigner des hommes qui n'ont fait, leur existence durant, que bouquiner et fausser le sens des bouquins.

La classe ouvrière fait tout et on lui doit tout. C'est entendu. Les brebis aussi se doivent tout à elles-mêmes. Seulement, alors que, pour rendre les brebis heureuses, il suffit d'exterminer tous les carnassiers de la terre, l'homme compris — l'extermination de tous les consommateurs de brebis humaines ne suffirait pas à rendre celles-ci heureuses. Il faut, d'une part, leur enseigner comment on fabrique cette herbe compliquée qui est leur moyen d'existence et, d'autre part, les préserver contre l'imminente métamorphose de la brebis humaine en loup humain, ou plutôt inhumain, ce qui n'est pas le cas des moutons.

Là est tout le problème. Or, on ne le résout pas en excitant les appétits avec le cri alléchant :

— Qui veut être avec nous ? Voici le commencement du bonheur !

— Moi, moi ! répondra un nègre, venu du fin fond de l'Afrique au Congrès Mondial des peuples et races opprimés.

— Toi ? Comme tu es gentil ! Pojalouïsta !

Et vous prenez ce nègre, vous le gavez, vous l'exhibez sur toutes les planches, vous lui faites dire toutes les idioties, puis, pour épater le cannibalisme mondial, vous l'installez sur le trône sanglant des Romanov et vous le photographiez.

On a fait cela à Moscou et je ne l'ai su que trop tard. Sinon je serais immédiatement parti. Je voyais, comme tout le monde, un nègre d'une impertinence digne des gifles. Il se précipitait à toutes les tribunes, sur toutes les ailes de poulet, se gargarisait de tous les gros mots du communisme de parade, lâchait des grognements de bête aux sons de l'Internationale et nous poussait, en toute circonstance, à prendre la parole à son exemple, et hurler victoire à l'U. R. S. S.

C'était un spectacle à faire vomir.

Un mois avant mon départ, comme j'entrais chez un photographe de la Tverskaïa, pour les besoins de mon passeport, je remarquai un grand tableau. C'était le nègre. Ricanant de sa vaste gueule, bras et jambes écartés, tout son corps affalé dans une position indécente, il était assis sur un siège somptueux. Je regardai de plus près et vis, au-dessus de sa tête, se détachant en relief, la couronne et les aigles impériales.

— Ce n'est pas le trône du tsar ? dis-je au photographe.

— C'est lui.

— Veuillez m'en faire trois copies, en 13 × 18.

Je n'en revenais pas. Et ce n'était pas tout. Car allant aux renseignements, j'appris que notre nègre, membre du « Parti de Lénine » et trésorier d'une organisation communiste négrière, avait mangé la grenouille et s'était fait exclure, sans qu'il fût « opposant ».

Après cela, et même avant cela, certaine princesse russe, pas mal installée aux côtés d'un « savant » communiste « dans la ligne », pouvait écrire à une grande conscience amie (pour me moucharder, puis à moi-même, pour me l'avouer et m'en faire des excuses), que toutes sortes de bruits circulaient sur mon compte à Moscou — je n'en resterai pas moins convaincu que le trône du tsar, à dix ans du massacre du tyran, peut au besoin être brûlé sur une place publique, mais non pas transformé en objet de mascarade mondiale. Je reste au surplus convaincu que, souvent, être princesse, voire poétesse, cela ne veut rien dire, même en ajoutant à ces qualités l'adhésion au communisme tel qu'on le parle.

Et pour tout dire, je ne crois pas que la classe ouvrière ait quelque chose à gagner, à souffrir qu'à Moscou on offre, aujourd'hui, le trône du tsar aux fesses d'un nègre escroc, demain la couronne du même tsar, aux mains d'un grand écrivain français, l'un et l'autre également « dans la ligne », et qu'on photographie ce nègre escroc et ce grand écrivain, chacun muni de sa dépouille tsariste, le nègre sous son derrière, l'écrivain dans ses mains et la montrant bien haut, sur la couverture des revues, comme si l'on disait au prolétariat que lorsqu'on ne peut pas faire du blé, on fait au moins cela et que c'est toujours quelque chose, en attendant mieux.

Non. Ce n'est pas ainsi que je comprends qu'on soit révolutionnaire.

Volume 1 · Dans l'U. R. S. S. · 06

J'avais appris, en arrivant, qu'on tassait les hôtes les moins considérables et les moins considérés, par deux, trois et quatre, dans une même chambre, mais qu'en revanche on les hospitalisait dans de grands hôtels. Cela me chiffonna. Je n'aime pas la camaraderie qui m'est imposée. J'ai trop subi cela jadis. Aussi fis-je dire à Voks, que je me contenterais d'un taudis, dans le plus petit hôtel, pourvu que je fusse seul. Si possible. Si non, tant pis.

On me donna satisfaction. J'eus, pour commencer, une bonne chambre, à l'hôtel International, sur la Tverskaia. Voisins, à ma droite, Francis Jourdain et Léon Moussinac, dans la même pièce. Moussinac était malade et au lit. Jourdain, la mine comiquement effarée, déambulait, abasourdi par les visites qu'on lui avait déjà fait faire et par les discours en russe, en allemand et autres langues, qu'il avait dû patiemment subir. Nous fûmes en Russie de très bons amis, toujours d'accord ; mais qu'en savions-nous !

Car, il faut être juste : un pays, et surtout un tel pays, ne vous invite pas pour vous montrer sa fosse à ordures. C'est une stupidité d'en vouloir aux communistes russes de leur acharnement à exhiber le bien qu'ils ont réalisé et seulement le bien. Pourquoi étions-nous là-bas, nourris, logés et promenés, comme des pachas, entre Léningrad et Tiflis, aux frais de la princesse en guenilles ? Sûrement pas pour qu'ils étalent sous nos yeux leurs culottes rapiécées, en guise de souvenir à emporter.

C'est une tout autre question quand, vous déclarant prêt à les défendre au prix de votre vie, vous leur demandez des comptes et les priez de nous faire savoir ce que cette édification de parade coûte aux travailleurs soviétiques, y compris l'entretien de la formidable meute d'aboyeurs de l'Internationale. Mais, pour ce qui était de les défendre au prix de sa vie, on n'en aurait pas trouvé vingt, parmi les deux mille invités aux fêtes d'octobre, qui fussent prêts à le faire. Cela crevait les yeux. À part quelques hommes intègres et vraiment dévoués à la Russie, dont le modèle, à mon sens, était l'excellent écrivain allemand Arthur Holitscher, en compagnie duquel je parcourus le Caucase, le reste n'était qu'un médiocre ramassis de profiteurs occasionnels.

C'est pourquoi, dès l'ouverture, leur Congrès Mondial, ne me dit rien qui vaille et je le déclarai aussitôt, en écrivant l'article : Autour d'un Congrès. Remis au représentant de l'Humanité, où justement, on avait fait la gaffe de publier en éditorial quelques enthousiastes impressions de mon arrivée, ce timide article embarrassa terriblement le pauvre rédacteur. Pierre Naville s'en empara et le fit paraître dans Clarté, non sans l'accompagner d'une introduction, où, me prenant par les jambes, il me jetait à la tête de l'organe officiel du Parti français. De là, un froid brusque dans nos mamours de frais fiancés.

Et, cependant, cet article était tout à l'éloge de l'U. R. S. S. Mais je ne pouvais pas m'empêcher de constater que ses hôtes lui tiraient une carotte. La multitude des races qui s'écrasaient dans le vaste palais des colonnades, sous les feux aveuglants des projecteurs et dans le vacarme des haut-parleurs, formait ce même chaos, que représente une réunion électorale de grand style, avec cette différence, qu'ici, nous pouvions du moins contempler, au

milieu du présidium, la douloureuse figure de la trop résignée Kroupskaïa, la compagne de Lénine, seule créature, dans tout ce Congrès mondial, qui ne méritât pas une telle compagnie.

Société des Amis de l'U. R. S. S. ? Mon Dieu, pourquoi pas ? Comme disait l'autre : appuieriez-vous sur un bouton placé dans votre appartement à Paris, pour tuer un mandarin en Chine et vous enrichir pendant la nuit ? Certes, devenir le président d'une section mondiale des « Amis de l'U. R. S. S. », cela n'enrichit pas l'homme, ne le nourrit pas, mais cela vous vaut toujours, à l'occasion, un grand voyage « à l'œil » ou quelques droits d'auteur. Vous représentez une de cette centaine d'épingles-drapeaux rouges au moyen desquelles la présidente Kameneva repérait, sur une carte, placée dans son cabinet, les villes du monde qui possèdent une section de ces « amis-là ». Il est vrai que la plupart des dites sections n'existent plus, comme c'est le cas d'Athènes, où la société se fonda et fondit, sous mes yeux, dans la même semaine. N'empêche, le petit drapeau rouge flotte toujours sur la carte. Et quand c'est vraiment une section que la ville indiquée représente, disons que c'est bien pire, puisqu'elle coûte cher et ne produit que de la paperasse, que les « Amis » échangent entre eux, d'un bout du monde à l'autre, et au débit du camarade ouvrier.

Un périodique parisien a écrit que j'aurais été élu au présidium de ce Congrès mondial. C'eût été un grand « honneur » pour moi, mais je crois que cet organe se trompe. En tout cas, je n'y ai jamais siégé, pas plus qu'au Congrès, où du reste seuls le présidium et les assommants orateurs siégeaient rigoureusement, les congressistes passant tout leur temps au buffet.

⁂

Àl'Hôtel International, je fis savoir au concierge que ma porte était ouverte à qui voudrait de moi. On prenait en effet des précautions afin de me défendre contre les « importuns ». Les importuns ne vous font jamais payer assez cher la découverte d'un homme ou d'un fait, alors qu'un isolement à peu près entier peut vous faire manquer le but de votre vie. Il est vrai que tout dépend de la valeur de celui-ci.

Dans l'U. R. S. S., la pratique de la porte ouverte m'a confirmé, plus que partout ailleurs, la rectitude de ce raisonnement. Et si elle m'a parfois accablé de minutes ennuyeuses, je n'en ai pas moins récolté le grain que j'avais semé. C'est à cette pratique, ainsi qu'à ma façon d'accueillir un homme, que je dois de connaître aujourd'hui les pulsations de la vie par delà les murs de ma chambre, et pour autant que j'aie une chambre.

Celle que j'occupais à l'Hôtel International ne me valut qu'un défilé de gens aimables, journalistes pour la plupart, qui allaient quémander des articles à toutes les notoriétés européennes présentes. Mais ils n'étaient qu'aimables. Pour moi, qui ne doutais pas trop que les choses puissent être différentes, j'espérais toutefois entendre quelques sons de cloche, contraires au tamtam officiel et voir surgir des visages moins souriants.

Il n'en fut rien, dans cette chambre. Et quelques jours après mon arrivée, je la quittai, pour me faire expédier à Léningrad, avec d'autres invités. Une semaine plus tard, rentrant à Moscou, j'ai trouvé mes effets jetés pêle-mêle, dans un débarras. On me déménagea alors à l'Hôtel Passage, qui devint mon hôtel préféré pour toute la durée de mon séjour en Russie, chaque fois que je descendais à Moscou. Mais il y a lieu que je dise comment le

monde soviétique se présente devant mes yeux, dès ces premiers jours, à l'Hôtel International.

Ici mon témoignage sera passionnément à l'honneur des Soviets et fera justice de bien des légendes. Dieu, que c'est navrant d'accorder au compte-gouttes, ce que je croyais n'être qu'un hymne à la Vie Nouvelle ! Car, si l'on n'est pas aveuglé par la mesquine partialité politique, on doit reconnaître que les Soviets — tout en poursuivant un but déterminé — ont été dans cette circonstance, nobles, larges et sincères, comme seule peut l'être l'enfance d'une furieuse vie nouvelle. Peu l'ont compris, et de tous ceux avec qui je causais alors, Francis Jourdain en était le plus ému, sans s'en montrer béatement séduit. Au contraire, la nuée des sauterelles démocratiques, venues pour grignoter, ne mit d'empressement qu'à aimer sa fringale, son insensibilité, son faux enthousiasme et son ingratitude.

J'ai connu des cas où les exigences et la perfidie de tels hôtes allaient si loin, qu'un prompt coup de pied dans le derrière eût été la meilleure réponse à leur faire. Mais les Russes — patients, débonnaires, parfois simplement désireux d'éviter le scandale — fermaient les yeux, satisfaisaient la fripouille, accomplissaient leur devoir — n'est-ce pas, brave camarade Guenkine, que je ne reverrai plus ?

Ne les a-t-on pas vus payer des valises, des effets et même des machines à écrire, que des imbéciles s'étaient fait barboter en cours de voyage, en dépit de tous les conseils, de tous les avertissements prodigués au delà de toute mesure ? Et à l'Hôtel Krasnaïa de Kharkov, où les abrutis de toute une délégation anglo-américaine avaient aligné leurs souliers dans le couloir, tard dans la nuit, pour n'en plus retrouver une seule paire le lendemain

matin, n'a-t-on pas dû chausser une vingtaine de crétins, que cette aventure amusait au point de les faire charlestonner en chaussettes, en attendant le bottier ?

Il est vrai, qu'un pareil vol, dans le plus luxueux hôtel de la capitale de l'Ukraine, était rocambolesque et d'autant plus incompréhensible qu'on n'a jamais découvert le Rocambole. Mais cela n'a pas moins rendu fou le pauvre guide responsable de cette délégation, lequel dut charrier à l'hôtel tout un magasin de chaussures, afin que chacun puisse choisir ce qui lui convenait, puis se débrouiller pour trouver la respectable somme d'argent exigée par cette dépense imprévue de son budget.

J'ai dit que les Soviets ont été larges. Ils ne l'étaient pas, ainsi qu'on l'a affirmé, jusqu'à vouloir acheter les consciences. Cela est à la fois faux et injuste. Personne, que ce soit pendant les fêtes ou durant mon séjour, n'est venu me proposer le plus acceptable des marchandages, et si je me donne en exemple, c'est qu'on verra jusqu'où on me croyait de la famille, jusqu'où j'avais moi-même déclaré en faire partie et combien mon adhésion totale leur tenait à cœur.

Payait-on des droits d'auteur, à ceux qui avaient des œuvres traduites en russe ? Oui, dans les conditions les plus normales. Et il me semble que c'était là la moindre des délicatesses, pour ne pas dire la moindre réparation d'un tort. On eût procédé de même à l'égard de M. Vladimir Dekobra, s'il avait été là, et, en ce cas, Romain Rolland lui-même ne se fût pas trouvé avec autant de roubles sur les bras, que ceux qu'auraient représentés les droits de cet écrivain qui arrive en tête de la bêtise littéraire soviétique, en matière de traduction. N'en déplaise à Lonatcharski et à l'intéressé.

Quant aux articles qu'on demandait vigoureusement, c'était encore de la façon la plus correcte et en rétribuant leurs auteurs aussi normalement. Ce n'était pas un mot d'ordre exceptionnel, mais bien l'application de la règle qui demeure celle de tous les pays du monde, lorsqu'un événement s'y produit et que des publicistes étrangers y assistent. Je puis même dire qu'il fallait trotter et poiroter passablement autour des caisses, pour voir la couleur de cet argent-là.

Des jeunes gens enthousiastes — hier encore ouvriers d'usines, aujourd'hui journalistes en mal du coup qui fait le grand reporter — venaient réclamer impérieusement l'article qui leur était dû.

— Que voulez-vous que je vous dise ? Je viens d'arriver. J'ignore tout.

— Dites le bien ce que vous pensez de notre Révolution et le mal que vous avez laissé dans ces sales pays capitalistes d'où vous venez ! — Et puis, vous — vous tovarichtch X — vous êtes des nôtres, nous connaissons votre révolte et vous devez vous sentir ici chez vous.

— Oui. Cela je puis le dire, mais en quelques mots.

— C'est cela : un simple autographe ! Votre salut à nos Soviets.

Et allez-y, avec les autographes : Je ne vous connais pas encore, je n'ai rien vu, mais je vois que vous êtes grands, magnifiques, sinon dans ce que vous avez déjà fait, du moins dans ce que vous pensez faire, si l'on vous aide. Vive l'Union Soviétique ! Vive la Révolution Mondiale !

Des papiers comme celui-là, et parfois même plus catégoriques, j'en ai pondu par dizaines. J'ai donné aussi deux ou trois petits articles et autant de vieux morceaux littéraires neutres, pendant les seize mois de mon séjour parce qu'il était impossible d'agir autrement et que je pensais ce qu'alors j'écrivais.

Volume 1 · Dans l'U. R. S. S. · 07

Quand les vers auront fini de se repaître de ma carcasse — de ces yeux qui ont tant vu, de ce cœur qui a tant aimé, de toute cette chair, frénétiquement dévastée par les passions — que les hommes d'alors sachent qu'il m'a été donné de vivre, par anticipation, leur existence même, dans mon Octobre Rouge.

Petiote vermine humaine ! te doutes-tu des trésors de générosité que tu caches dans les replis de ta mesquine doublure ? S'il fallait te juger d'après ton égoïsme, tu mériterais d'être brûlée vive. Mais moi — qui me suis roulé dans ta boue, purifié à tes cascades, nourri de ta terre et abreuvé à toutes tes sources, aux plus rafraîchissantes comme aux plus amères — moi, je connais bien ta dévorante générosité et je t'absous. Je t'accepte et te fais confiance.

Car je me dis, dans mes heures peuplées de vaillante solitude — lorsque je pense aux amis que j'aime et à ceux dont je me suis séparé ; aux femmes que j'ai caressées et à celles que je ne caresserai jamais ; aux douleurs physiques que j'ai subies et à celles qui m'attendent — je me dis :

« Pauvre racaille… Quel tyran s'est jamais acharné à te rendre meilleure, ne fût-ce qu'une bonne existence durant, et qui peut dire qu'il y eût totalement perdu son temps ? Certes, on t'a fait faire les Pyramides. Pour quelle vanité ? Je n'en sais rien. Mais puisque j'ai longtemps rôdé autour de ces vilains tas de pierre, je me suis demandé s'ils n'avaient pas été érigés afin de réserver aux Pharaons le plaisir de voir un jour de maigres Anglaises y grimper stoïquement, un fellah les tirant par les bras, un autre les poussant par leurs prétendues fesses. Quant au but avoué par le poète, qui écrivait des Pyramides qu'avec leur masse indestructible, elles ont fatigué le temps, eh bien, le temps eût pu se passer de cette fatigue, en l'épargnant du même coup aux vingt mille esclaves qui ont travaillé pour les Anglaises.

« Misérables esclaves… À quatre mille ans de distance, on ne vous fait plus ériger de Pyramides. Mais vous creusez des tunnels et des métros où l'on vous oblige à voyager, comme si votre existence devait être noire et privée d'air et de soleil, chaque fois que vous parcourez le chemin, à l'aller et au retour, entre vos taudis catholiques et vos bagnes fordistes, seule chose que vous faites, d'ailleurs, d'un bout à l'autre de votre sinistre vie. Et si vous faites quelque chose de plus, c'est bien la rigolade de vos dimanches d'esclaves ou la griserie de vos jours de fêtes esclavagistes, lorsqu'on organise, à votre intention, tous ces divertissements : escroqueries officielles qu'on appelle courses et où vous laissez le pain de vos enfants ; sports modernes, qui ne sont que de grasses entreprises nationales, où vous laissez le reste de votre blafarde intelligence ; macabres défilés devant la « flamme éternelle » de vos maîtres, devant leur assassiné « Inconnu », devant la charogne d'un de vos illustres bourreaux, quand vous vous précipitez en masses compactes, pour acclamer le proche et bien-

heureux instant où l'on vous permettra de tomber glorieusement, le nez dans la terre.

« Tristes parias… On ne vous fait faire que cela. Mais quel tyran s'est jamais penché sur vos berceaux et, plus tard, sur vos visages brûlants, pour vous dire : l'homme n'est pas une brute ; son premier devoir est d'être bon, juste, humain : malheur à qui ne le serait point ! car c'est vivre que vivre pour la Communauté, et mourir que vivre pour soi. Qui a jamais essayé de vous prouver que le travail mène ailleurs qu'à la famine ; l'exploitation de l'homme, ailleurs qu'à la fortune ; le crime organisé, ailleurs qu'à la gloire ? Quel satrape a, au moins, fait construire pour vous des habitations riantes sur le flanc des montagnes, tout en édifiant à leur proximité, l'inévitable bagne moderne où Taylor vous dicte la meilleure façon de travailler comme des idiots, de vivre comme des imbéciles et de procréer comme des onanistes ?

« Quelle dictature a jamais essayé de vous convaincre, en vous en donnant l'exemple, que le Pouvoir n'est qu'un fardeau d'honneur pour celui qui le détient et un titre à la reconnaissance de ceux qui lui obéissent ? Que les dignités publiques ne renferment que de lourdes responsabilités et qu'en les exerçant malhonnêtement on est sûr de se voir lapider ? Que même les Arts et les Lettres, vocations sacrées, ne sont pas ces putains à sleepings ou ces gondoles à chimères, pour l'abêtissement de la Communauté et la masturbation glorieuse de l'artiste, mais bien la plus haute fonction morale de l'homme, dont dépend la santé de l'Humanité.

Donc, avant d'avoir le droit de condamner la lie humaine à être brûlée vive, quelle tyrannie lui a jamais donné tous ces exemples ?

Aucune, sauf Octobre Rouge.

Il a soufflé, en 1917, comme une rafale issue des abîmes sanglants de la générosité populaire unie à l'élite des hommes.

Je demandai un jour à Rakowsky :

— Comment avez-vous pu, vous, poignée de bolcheviks, être partout, vous battre contre tant d'ennemis et vaincre sur cette sixième partie de la terre ?

— Ce n'est pas nous qui avons été partout, mais la révolte. C'est elle qui s'est battue et qui a vaincu. Nous n'avons su que lui donner son expression, sa figure et nous y livrer corps et âme. Va voir dans les musées de la Révolution les canons primitifs que les moujiks construisaient seuls, pendant la guerre civile, qui pétaient par les deux bouts et épouvantaient l'ennemi, comme nulle dicke Bertha ne l'a fait.

Àcette époque, le bolchevik était un héros, un titan, un dieu. Le premier de tous était le dernier à se nourrir et ignorait le repos. Le brasier d'une fécondation qui devait anoblir la vie, dévorait sa poitrine. Rien pour lui. Tout pour la Communauté. Et plus de crimes, plus d'injustices, plus de barrières ignobles entre les hommes. Ceux-ci, eussent-ils dû sombrer aux trois-quarts dans le cataclysme de cet élan généreux, avaient le devoir d'arracher à leurs propres entrailles l'enfant qui ne devait plus jamais devenir un monstre humain.

C'est cela Octobre Rouge.

Je l'ai vu fêter son X anniversaire et j'ai pleuré de joie. Pleuré tout simplement.

Mêlé à la cohue, sans invitation spéciale et sans place réservée, je me suis débattu comme tout le monde pour m'emparer d'une marche dont l'emplacement permettait de saisir l'ensemble de la place Rouge, où tout était rassemblé, où tous les goûts étaient comblés, sans en excepter l'éternelle sottise.

Celle-ci trouvait sa part dans l'exhibition, organisée officiellement, des masques grimaçants de Chamberlain, de Briand et de Mussolini, à la barbe du corps diplomatique. Si je pleurais, cette mascarade cependant ne pouvait me faire pleurer que de dépit, comme le développement des forces militaires rouges, dont la véritable force était justement le contraire de ce qui nous était montré. Car le bolchévisme n'a pas triomphé dans l'U. R. S. S. grâce à de furieux cosaques munis de lances irrésistibles ; et le jour où il n'aura que des lances pour percer les cœurs des hommes, ses minutes seront comptées.

Heureusement, il y avait là l'idée, le sentiment, l'élan de l'avenir. Il y avait l'image de ce que le monde serait le jour de sa libération totale, car un million et demi d'êtres humains défilèrent sur la place Rouge, montrant autant de visages que le feu de la générosité transfigurait comme nulle exaltation religieuse ne l'aurait su faire. Ces êtres-là seraient morts jusqu'au dernier, pour que la flamme dont ils étaient dévorés gagnât toute la terre. Et l'humanité n'aurait su leur résister.

Partis par millions, par dizaines de millions, tels qu'on pouvait les compter ce jour-là dans toute l'Union soviétique, partis, les mains vides et les visages en flammes, aucune armée n'eût été capable de les contenir et tous les égoïsmes auraient fondu, devant le flamboiement de leur généreuse ruée, s'il est vrai que rien ne résiste à celui qui fait le don de sa vie.

Tard dans la nuit, j'allai déambuler par tout Moscou en fête. Plus d'armée et plus d'officiels nulle part, et cependant, les torrents humains continuaient d'affluer vers la place Rouge. Dans un groupe que précédait un char symbolique, représentant le globe terrestre ligoté de véritables chaînes, sur lesquelles un bambin frappait de toutes ses forces avec un marteau, pour les briser, je reconnus un ouvrier roumain, qui avait fait la guerre civile en Ukraine :

— Alors lui dis-je. Vous ne dormirez plus cette nuit ?

Il me sauta au cou et m'embrassa :

— Non, mon frère, ni cette nuit, ni jamais. C'est tellement grand ce que nous avons fait ce jour d'Octobre Rouge 17 !

Volume 1 · Dans l'U. R. S. S. · 08

Rien ne reste, nom de dieu, sans être sali, de tout ce qui sort des mains de l'homme ! Pauvre, pauvre monde… Si seulement le diable t'emportait bientôt, et qu'il n'en soit plus jamais question.

Pas plus tard qu'au lendemain de ces grandes journées anniversaires, un des abcès de la Révolution creva sous nos yeux : Ioffé se brûlait la cervelle, en signe de protestation contre les brimades dont ses amis opposants avaient été victimes pendant les fêtes. Ce lamentable suicide d'un bolchevik, qui nous était connu depuis les jours de Brest-Litovsk, mit un doigt glacial sur nos cœurs émus. Il n'y avait pas que des fêtards, il y avait donc aussi de tragiques trouble-fêtes ?

Nous nous en étions aperçu, le jour même de la grande parade, quand l'opposition fit entendre sa voix et faillit être assommée. Personnellement, je me trouvai pris au milieu de la bagarre, qui se produisit sous le balcon où j'étais et d'où les chefs opposants tentèrent de parler à la foule. Je me sauvai au bon moment, quand les gardes à cheval s'ouvrirent route dans la foule, avec une dureté suffisante pour des gardes rouges, bousculant des manifestants tout aussi rouges qu'eux-mêmes. Nous apprîmes qu'à Léningrad, ça avait bardé : on s'était passablement battu, entre frères, pendant plusieurs heures.

Alors, un doute sérieux s'empara de mon esprit : que pouvait bien être, après tout, cette Opposition ? Que voulait-elle ? Et pourquoi ne lui permettait-on de s'exprimer ni à la tribune ni dans un journal ?

Un autre fait, plus révoltant encore, vint aussitôt scandaliser tous les délégués ou invités honnêtes. Le pouvoir faisait publier, à notre intention, une feuille occasionnelle, imprimée en trois langues : français, anglais, allemand. Elle nous mettait brièvement au courant de ce qui se passait dans le monde. Elle nous parla bien plus longuement de l'Opposition « trotskiste » et de Trotsky, mais avec une telle haine, que nous en fûmes stupéfaits. Pour la première fois nous lisions les qualificatifs de « traîtres », de « blancs », de « contre-révolutionnaires », de « mencheviks », etc. On nous racontait une histoire à dormir debout selon laquelle une « imprimerie clandestine » avait été créée par Trotsky, avec, pour la diriger, un ancien officier wrangélien.

Cela me mit hors de moi. Le journal en mains, j'allai trouver le « commandant » de l'équipe dont je faisais partie et je lui dis :

— C'est une honte d'étaler de pareils mensonges sous les yeux des étrangers. Si vous êtes innocents et si l'affaire de l'imprimerie et de son officier blanc est vraie, qu'on fusille immédiatement Trotsky ! Or vous ne l'avez même pas arrêté.

Et pour cause. Car toute l'« imprimerie » se réduisait à une Ronéo, et l'officier wrangélien à un agent du Guépéou. Quelle fraternelle saleté !

Mais à ce moment-là, cette saleté, nous ne l'entrevoyions que dans ces incidents, qui restaient à nos yeux questions politiques et mœurs révolutionnaires russes : divergences de vue sur les problèmes koulak, sur l'industrie lourde ou légère, le régime politique intérieur, l'oppression cordiale. Le peu d'opposants qui me fréquentaient alors, ne m'en entretenaient que bien prudemment, car on me voyait « marcher » avec une confiance entière. Ils se glissaient parmi nous, silencieux, mélancoliques, écoutant beaucoup, parlant juste pour éluder une réponse catégorique, se gardant bien de tout dénigrement. On eût dit quelques étrangers et comme des ombres aux lèvres cousues. Je les comprends mieux aujourd'hui, et surtout ce regard navré que les meilleurs d'entre eux posaient sur le mien, lorsqu'ils m'entendaient m'écrier :

— Enfin ! Je crois qu'ici je pourrai travailler bien plus utilement qu'en France. Nous sommes chez nous. On y va droit au but : à la révolution mondiale. C'est ici que je finirai mes jours.

Ce langage n'était pas fait pour gagner la confiance de ceux qui en savaient plus long que nous. Mais j'avais mes moments de rebuffades, quand les visites au galop, les insupportables ha-

rangues kilométriques, les coups d'encensoir de l'Internationale m'assommaient littéralement.

J'ai toujours eu une profonde aversion pour la parade, quelle qu'elle soit. Or, tout était parade pendant ces jours de fête. Et si, pour quelques jours, elle m'impressionna, au bout d'une semaine j'en eus assez. Usine après usine ; musée après musée ; hôpital après hôpital ; école après école ; banquet après banquet. Et partout, partout, les mêmes affreux discours. Dans bien des circonstances — réunion, congrès, conférence — chaque orateur était immanquablement salué, à la fin, par le même coup de fanfare, que tout l'auditoire devait écouter debout. La première fois, l'émotion m'étrangla. C'était grandiose. La seconde, je n'éprouvai rien. J'avais tout éprouvé la veille. La troisième, je n'en pouvais plus, je me « barbais ».

Les hommes ont cette supériorité sur les animaux, qu'ils banalisent promptement tout ce qui fait la grandeur de la vie.

Un autre aspect de la parade contribua autant à m'en éloigner. J'avais constaté que partout où l'on nous conduisait, les comités de réception étaient composés, en majorité, de gens qui vous tapaient sur les nerfs. Autant quelques-uns d'entre eux vous gagnaient par leur franchise, leur simplicité, leur pureté, autant les autres trahissaient leur fausseté, leur arrivisme.

Plus d'une fois je me suis trouvé devant de véritables assemblées, dont le tri officiel n'avait laissé passer que cette canaille, aux intentions malpropres et à l'enthousiasme de commande. Leurs déclarations d'amour me rendaient malade. Et il fallait, bon gré mal gré, que je leur répondisse sur le même ton.

C'est alors que je commençai à fausser compagnie à ma cohorte et à son « commandant ». J'allai vagabonder seul, ou avec une connaissance sympathique. La rue — avec sa foule qui rentrait, le pain sous le bras, le visage naturel, le regard franc, la conversation sincère — me réconfortait. Puis, je me mis à pratiquer la claustration dans ma chambre, quand un tas de gens vinrent m'y trouver et m'entretenir de bien des choses, sans trop délier leurs langues. Un premier pas était fait.

Cette attitude fut remarquée. On me le fit savoir :

— Vous n'êtes pas invité pour rester dans votre chambre, ni pour vous isoler de votre groupe. Il faut tout voir, comme tout le monde.

Je répondis :

— Je ne suis pas pressé. Votre « tout le monde » s'en va. Moi, je reste. Considérez-moi comme un citoyen soviétique. Et si vous voulez, je cesse tout de suite d'être un « invité ». J'ai de quoi vivre.

En effet, les Éditions d'État me demandaient de signer un contrat d'exclusivité, m'offrant un compte de mille roubles. J'en avais mille autres dans ma poche. De plus, mes huit livres se vendaient par dizaines de milliers d'exemplaires. Le film tiré de Kyra Kyralina, et tourné Par Voufkou, à mon insu, constituait avec eux une petite fortune qui m'était encore due. Je pouvais donc me passer de l'auge officielle et occasionnelle.

Mais auparavant je continuai de plus belle, pendant trois semaines encore. On organisait de magnifiques randonnées dans le Caucase : Moscou-Ukraine, Géorgie, Mer Noire et retour. On

m'invita à participer à l'une d'elles, en compagnie de dix-neuf autres délégués, toujours entièrement aux frais de la princesse en guenilles.

Un wagon miakhki, dont nous ne devions plus nous séparer qu'à la fin du rêve, nous attendait en gare. Deux guides, nos « commandants », couraient tout Moscou afin de réunir à la même heure, en vue du départ, la racaille écrivassière que nous étions.

Et vous croyez qu'il n'y avait pas là de quoi crier vive le communisme ? Dommage seulement que tous ces cris n'eussent pas été dans la même langue : on se serait entendu comme larrons en foire.

Volume 1 · Dans l'U. R. S. S. · 09

Je ne dirai rien de ce premier voyage en Transcaucasie, parce que, devant le refaire une année plus tard et, cette fois d'une manière non officielle, c'est alors que j'en parlerai. Mais je lui dois une des plus belles rencontres de ma vie ; et en te disant, lecteur, ce que fut cette rencontre, je ferai de nouveau une digression, mais te prouverai, si tu es misanthrope, que la vie est digne d'être vécue, alors qu'elle-même te fait hurler comme si tu étais mordu par une vipère.

Certes, mon histoire n'a pas grand'chose de commun avec la Russie, mais, de toute façon, on m'accusera de n'avoir fait ici que battre la campagne. Eh oui — bonshommes armés d'un crayon rouge et à la cervelle de yoghourt — oui j'aime battre la

campagne ! Tentez-le, vous aussi, avec votre cœur flasque comme une bouse molle : au premier contact avec l'herbe en flammes de cette terre-là, vous vous brûlerez le cul. Car les champs que ma fantaisie aime, le diable les a labourés avec sa rude queue et Dieu les a fécondés de son ardente semence. Tout y vient à profusion, sauf la fleur morte de vos pensées d'eunuques.

Mais entre tout, c'est l'amour pour l'homme, la passion pour l'ami, qui pousse là-bas comme un chêne dont le sommet frôlerait les astres, dont les racines plongeraient dans le feu de la terre.

Homme au visage flamboyant de désirs… sillonné d'angoisses… pétri de générosité. Homme qui surgis dans mon chemin avec ta millénaire existence : je ne suis qu'un infidèle, mais quand je prends ton visage entre mes mains et le regarde, tant je m'abreuve de ta force, que tu peux ensuite retourner à ta vaillante solitude et songer à notre rencontre une vie durant. Car, à cette minute-là, je t'ai vidé comme toi-même tu m'as vidé. Tu m'as donné ta masse d'amour, dont tu ne savais que faire, et je t'ai donné la mienne qui m'accablait.

Ya-t-il quelque chose de plus, dans la vie ? Pour moi, c'est tout. À moins que ce ne soit l'amertume de la séparation, absurde comme un masque sur une figure humaine.

Et voici la belle rencontre :

Au milieu d'une fourmilière d'invités parmi lesquels, vainement, je cherche l'œil où de vastes passions éclatent, un homme surgit un jour dans ma chambre. Il est grand. Son corps d'ascète charnel semble en proie à une joute, tantôt badine, tantôt sanglante, avec les griffes de tous les désirs. La lumière qui flotte sur

son visage massacré est celle de l'homme dont la foi ravage les entrailles. Les yeux, trop ouverts, sont mobiles comme le mercure. Leur regard perce, attire et éloigne mille choses en une minute. La bouche a mordu partout, a craché tout ce qu'elle a mordu et continue de mordre. Le nez s'ouvre et se referme, constamment, à toutes les odeurs.

L'homme parle. Il veut être banal, comme le voudrait la circonstance qui nous unit, mais il plonge dans mon visage les lances de son regard et aussitôt ses paroles abordent l'universalité, pendant que les bras décharnés s'allongent pour attraper des chimères.

Je comprends tout de suite que j'ai affaire à plus fort que moi dans bien des domaines, et surtout dans celui des visions du passé et des conjectures sur l'avenir.

J'étais au lit, sérieusement malade depuis trois jours. Je lui tends la main. Il l'attrape. Et voilà que je ne suis plus malade.

— Attends, lui dis-je, je veux t'accompagner. Qui es-tu ?

— Je suis le Crétois.

— Tu me connais donc ?

— Oui, tu es le Céphalonite : après les Crétois, les Céphalonites sont les hommes de la Grèce que j'aime le mieux. Ils sont plus racés que les autres.

Il me décrivit ces hommes de race, tout en cheminant, ceux de la Grèce et ceux de toute la terre. Il sortait cela, comme on sort une allumette quand les poches en sont pleines.

— Dommage ! fis-je. Nous devons nous séparer dans deux jours.

Il tressaillit, et cela me plut :

— Où vas-tu ?

— En Transcaucasie.

— Mais j'y vais, comme toi !

Nous y allâmes.

Dans le wagon-rêve, tous deux allongés sur les banquettes du même compartiment, les immenses steppes nous engloutirent dans leur néant peuplé de contes invraisemblables. De longues heures de roulement voluptueux. Des arrêts dans les gares pour nourrir la bête. Des descentes, ici et là, pour la gaver de parade et pour tâcher de l'éblouir.

Le Crétois était fort rangé : lecture, griffonnage, songerie, sommeil. Point de verbosité. Avec personne. Jamais une allocution, en dépit de toutes les insistances. Lourd aux visites des fabriques ou des hôpitaux. Nous faussant compagnie à chaque pas, pour courir les musées, les vieilles églises, la rue. Mais c'est le document humain, le héros, qu'il cherchait avec le plus d'ardeur. Ah, avec quelle force il se jetait sur toutes les illusions, pour découvrir parfois une rayonnante réalité ! Je ne connais pas d'homme qui ait eu plus grande soif de pureté et d'héroïsme que lui.

Jailli d'un paysan crétois au poing de fer et au coffre bourré de livres sterling, il s'était abreuvé de toute la sagesse antique, de toute la science moderne, puis s'était séparé de son père, de sa

classe, de la sagesse même, pour adhérer à un bolchévisme encore débutant et encore héroïque.

— C'est l'avenir du monde, me disait-il. Le bolchévisme ne marque pas le commencement d'une civilisation nouvelle, mais la fin de celle que nous vivons. Voilà pourquoi il faut l'aider à précipiter dans l'abîme cette vieille cocotte aux fanfreluches prétentieuses.

« Tout est aujourd'hui fanfreluche. Ce qui ne l'est pas est pire encore : un poids mort qui empêche toute naissance. J'ai failli sombrer sous ce poids. Cinq dixièmes de ce qu'on m'a fait apprendre, me sont nuisibles, quatre dixièmes me sont inutiles ; seul un dixième me sert d'une façon bienfaisante.

« Va rendre visite à toutes les grandes consciences de notre temps : à quelques rares exceptions près, ce ne sont que des arlequins, d'où tu sortiras les mains vides.

« Oui, le bolchévisme est appelé à détruire tout ce fatras de fausses valeurs.

« Ce que je crains fort, c'est le voir ne pas répondre à sa mission, se mettre à bouffer et s'alourdir avant l'heure. Sa disparition prématurée livrerait le monde à la plus dégoûtante masturbation intellectuelle.

« Renforçons donc les lanières de ce fouet, empêchons-le de s'amollir. Et qu'il fasse crever toutes les peaux, celle du philosophe comme celle de l'ogre.

« Puis, nous verrons. »

Je ne fais là que résumer, très boîteusement, une vaste pensée longuement mûrie. Le jour où mon Crétois parlera lui-même, avec preuves à l'appui, ah, bonshommes, vous trouverez votre compte ! Car il a dans la poche de son gilet tout ce que vous n'avez pu fourrer sous votre crâne, et des couilles crétoises auxquelles vous céderez.

Ignominie que ce monde gouverné par des hommes froids ! non pas même par des hommes d'affaires, qui seraient au moins de brûlants créateurs d'entreprises, de géniaux organisateurs de l'énergie humaine, par ces hommes qui d'une main arrachent à la terre son abondance et de l'autre la jettent à la gueule de cette humanité affamée.

Le Crétois était de ces hommes-là. Il se nourrissait d'une soupe, d'une livre de pommes ou d'un hareng fumé. Son bagage : dix kilos, pour faire le tour du monde. Son appartement : un grabat. Mais ses désirs : un univers. Sa compagnie : un bonheur dévorant.

Je lui dois cette sorte de culte qu'il éprouvait l'égard du lamentable bourbier humain, contraint d'évoluer sans cesse au prix de sanglantes secousses. Dans le bolchévisme, il voyait le drame le plus digne de notre vénération, celui qui avait retenti jusque dans la cervelle bestiale des peuplades sauvages.

Aussi :

— Toi, le Céphalonite ! me disait-il. Jurons de ne jamais lever notre main contre le bolchévisme, même s'il nous jette un jour en prison : c'est à lui que l'humanité sera redevable demain de sa libération totale. Il ne réalisera que très peu de ce qu'il promet, mais il promet tout, l'impossible même, et voilà l'audace qu'il

faut à notre siècle timoré. Souviens-toi de l'histoire des Tchouvaches.

« Aussitôt finie la guerre civile, une baroque délégation de Tchouvaches vint se présenter devant le commissaire du peuple à l'instruction :

— Eh bien ! fit celui-ci. Avez-vous constitué votre soviet ? Racontez-moi ce que vous avez fait chez vous.

— Tovarichtch Lounotcharski ! s'écria le chef de la délégation. Nous avons formé notre soviet ! puis, nous avons chassé les popes que le tasar nous avait imposés, et nous avons fait revenir nos chamans (sorciers), qui vivaient dans les bois.

— Ce n'est pas un grand progrès, répliqua le commissaire, que de remplacer un pope par un sorcier, mais vous avez fait ce que vous avez voulu. Et c'est cela la liberté. Le reste viendra par la suite, malgré vous.

Volume 1 · Dans l'U. R. S. S. · 10

Du voyage au Caucase, nous revînmes chauffés à blanc. Des peuples et des peuples, debout, délirants, accueillant délégations sur délégations, comme jamais le monde n'en a vu. Impossible de voir les masses mécontentes, car c'était par elles que nous étions reçus et fêtés. Les plus miséreux, ceux-là mêmes que le régime éloignait de sa table, par faute de la bousculade, venaient nous saluer, le ventre creux, et nous crier leur joie et leur confiance dans l'avenir.

Je décidai, alors, d'accord avec le Crétois, de quitter un instant la Russie et d'aller avec lui prouver tout de suite notre attachement désintéressé au bolchévisme. Mais où aller ? Naturellement dans nos Balkans. Pour commencer, la Grèce.

De l'argent : j'en avais comme jamais je n'en ai eu de ma vie : trois mille roubles. Encore n'avais-je touché mes droits d'auteur que sur deux livres et une traduction ukrainienne, auxquels était venue s'ajouter une bagatelle de mille roubles, que Voufkou avait bien voulu me verser pour mon film Kyra Kyralina. Tout cela me laissait loin de compte.

Nous arrivâmes à Odessa par un gel sibérien, le 25 décembre 1927, et avant de nous embarquer, nous rédigeâmes une lettre à Staline, dont malheureusement je n'ai pas conservé le texte. Mais, en bref, nous lui disions :

Voici deux hommes qui coupent tous les ponts derrière eux (pour ma part, je n'en jamais eu). Nous voulons nous dévouer à la cause prolétarienne. Aucun intérêt, sinon celui que nous inspire notre idéal. Nous avons de quoi vivre et ne vous demandons rien. Mais nous voulons tout votre concours légal, pour que toutes les portes nous soient ouvertes et pour que nous puissions tout voir. Au besoin, nous sommes prêts à accepter l'un de vos hommes, qui vive dans notre plus stricte intimité et nous accompagne partout, car nous ne craignons rien, n'ayant qu'un seul chemin. Pour vous prouver notre franchise, nous allons maintenant en Grèce, crier notre enthousiasme de ce que nous avons vu dans l'U. R. S. S. Puis nous y retournerons pour y vivre, apprendre et lutter.

Cette lettre, envoyée recommandée, attend encore aujourd'hui la réponse de Staline. Et si vous dites que je suis un imbécile, je vous répliquerai que Staline est bien Staline, c'est-à-dire : un homme qui a besoin de tout autre chose que de ce que nous lui offrions.

Qu'il sache cependant que jamais deux hommes ne lui ont offert leur vie d'une façon plus désintéressée.

Ô, mon pauvre Crétois ! Ce ne sont pas des lions qu'il faut aux gouvernants, mais des chiens ! Seul toi, ô idéal humain, tu as besoin de héros, et tu en auras, des mille et des mille, qui renaîtront de leurs propres cendres et te serviront. Et tu vaincras ! Oui tu vaincras, en dépit des gouvernants et de leurs chiens, car l'humanité peut vivre sans pain et sans feu, mais elle ne le peut pas sans toi, bienheureux Idéal, sel de la vie et chaleur de notre âme ! Je baise ici tes pieds sanglants, tes mains qui ont touché une seconde les pattes de tes bourreaux et je défendrai la parcelle qui me vient de toi, en lui sacrifiant ma vie.

Charogne de gouvernants !

Mais pour l'instant, arrière le venin ! Je suis encore à Odessa, brûlé par ma plus belle flamme. J'embrasse tout le monde et la bise qui me flagelle la figure. Sans un vêtement chaud, rien qu'un pardessus de demi-saison, malgré mes trois mille roubles. Le Crétois est obligé de me prêter sa fourrure. Et nous courons en traîneau, sur des rues transformées en patinoire, nous courons toute la journée d'institution en institution, car nous sommes arrivés la veille du jour de notre départ et n'avons ni places retenues ni argent changé. Nous obtenons les places, mais quant à changer tout l'argent, va te promener ! Et c'est très bien, sans

doute, qu'on envoie se promener tous ceux qui veulent exporter leurs roubles, mais peut-être vaudrait-il mieux ne pas envoyer promener seuls ceux qui ne savent pas faire la démarche nécessaire.

Nous tentons la nôtre, par télégraphe, du bureau même de la commission des finances d'Odessa. Nous n'avons pas en effet l'intention de nous acheter un château avec cet argent. Mais la réponse ne vient pas et nous partons avec ce que la banque accorde par la loi à tout le monde : cent cinquante dollars par personne. Le reste, nous le laissons à la banque d'Odessa.

Qu'importe… De l'argent, il y en a partout. On vous le donne même là où vous allez porter votre flamme bolchéviste. Et la Grèce, qui est fasciste, me donnera vingt mille drachmes : des droits d'auteur également, car vous ne pensez pas que je puisse être à la fois bolchévik et fasciste, quand je crie ma colère en arrivant à Athènes, quand je rends visite aux communistes emprisonnés, aux tuberculeux qu'on tue à petit feu et quand je fais une conférence qui me vaut l'expulsion. Vous ne le pensez pas, vous qui me croyez déjà acheté par les Soviets.

Dieu, quelle destinée que la mienne !

Ici, une page des plus grotesques allait s'inscrire à l'actif de ma vie.

La Grèce ? Un peuple brave comme tous les peuples, plus généreux et plus avare à la fois que tous les autres, selon ce que vous exigez de lui. Je ne venais rien lui demander. Rien, si ce n'est de le revoir à quinze années de distance, de connaître ses plaies nouvelles et de lui dire ma pensée, quant aux remèdes. Ne peut-on plus dire sa pensée de notre temps ?

Non. On ne le peut plus.

Pour débuter, presque toute la presse d'Athènes vint me saluer, comme on ne l'avait jamais fait, pas même à Moscou. Je saluai, à mon tour, la patrie de mon père, ses emprisonnés, ses exilés, sa souffrance. Ce furent là mes billets doux pour le Nouvel An grec, auxquels ceux que je saluai répondirent par une avalanche de télégrammes et de lettres, où l'on m'invitait à parler.

J'allai d'abord parler à l'Elefteron Vima, le plus grand journal de la Grèce. Son directeur se déclara mon hôte. J'en fus fort honoré, comme à Moscou. J'aime les grands porte-voix, à condition qu'on veuille bien m'y laisser hurler. Vima se laissa faire, avec une forte sourdine. Ménage bâtard. Néanmoins, l'auto de cet organe, après les autos bolchévistes, me fit voir ce que les environs d'Athènes ont de plus beau, puis me déposa à mon hôtel, qui, dès le lendemain, devint la cible des plus féroces attaques.

Jamais ma vie durant je ne fus injurié de la sorte. Plus un journal ou presque pour me défendre. On vit l'organe officieux du gouvernement, Estia, me traiter dans un éditorial de pousti, ce qui veut dire : pédéraste passif. Comme je ne le suis point, ni passif, ni actif, je refusai de croire ce que mes yeux lisaient, en dépit de ma connaissance des mœurs balkaniques, des mœurs grecques surtout, où le mot pousti, les gamins des meilleures familles se le jettent au nez, à la barbe de leurs parents, comme des fistikia.

De la presse, les injures passèrent au Parlement. Alors, pour me prouver que toute la Grèce n'était pas là, le ministre de l'Agriculture, Papanastasiou, me défendit à la tribune, la préface de

Romain Rolland à la main, puis vint m'inviter à une soirée intime, donnée à mon intention.

Mal lui en prit ! Une rancune politique aidant, le brave homme perdit son portefeuille.

Je continuai avec le mien, dont personne ne voulait plus. Et ce fut la conférence du théâtre Alhambra, qui faillit dégénérer en bagarre de rue. Une visite aux bolcheviks emprisonnés, qui clamèrent leur foi dans les luttes du prolétariat, une autre à Sotiria, maison des morts que Dostoiewski n'a pas connue, jetèrent de l'huile sur le feu. Une instruction judiciaire fut ouverte contre moi, le Crétois et le P Glinos, organisateur de la conférence. Cela nous permit de faire une belle profession de foi bolchéviste, mais la police se permit, elle, de nous donner huit jours pour quitter la Grèce.

J'y laissai des souffrances qui ne pourront trouver une place digne d'elles que dans une grande épopée de nos temps d'horrible terreur. Pourquoi parler de civilisation quand, au pied de l'Acropole, des hommes sont jetés sur les rochers des îles inhabitées, sauf par quelques bergers miséreux auxquels on intime l'ordre de laisser mourir de faim ces exilés, ces communistes, ces hommes « qui couchent avec leurs sœurs » et qui affirment que la Vierge ne fut qu' « une simple femme » ? Pourquoi parler de science, de pitié, d'assistance aux malades, quand, près d'Athènes, Sotiria n'est qu'un alignement de baraques mortuaires, où des centaines de tuberculeux à tous les degrés, se crachent au visage, luttent avec la pluie et le froid, se nourrissent comme les porcs ne se nourrissent pas, font la chasse à la vermine et aux rats, hurlent en vain leur désespoir de fantômes et attendent lamentablement l'heure de la suprême délivrance ?

Pourquoi donc, mon frère ouvrier, ne pas vouloir mettre le feu à ce monde et te montrer capable d'en créer un meilleur, si tu paies le plus gros tribut à la peine, à la geôle et à l'ignoble mort ?

Volume 1 · Dans l'U. R. S. S. · 11

Le spectacle de la Grèce terroriste me fit refouler au fond de moi-même le peu de maux soviétiques que je connaissais à ce début de 1928. Plus que jamais je m'attachais à l'œuvre bolchéviste. D'elle seule j'attendais le salut du monde qui travaille et qui peine. Aussi retournais-je sur cette terre brûlante avec la ferme décision d'y rester. Et, pour plus de propreté morale, j'y amenai ma compagne, femme au caractère d'une seule pièce. Meilleure que moi et plus réfléchie, quoique beaucoup plus jeune, elle me sera d'une aide certaine dans mes moments de faiblesse, de colère ou d'incompréhension.

Maintenant nous sommes deux à voir et à sentir, en attendant que le Crétois et sa femme nous rejoignent et que nous formions un bloc de quatre consciences au service du même idéal.

Nous débarquons à Odessa, par un froid à faire éclater les pierres, toujours vêtus de nippes impossibles dans un tel pays, et qui nous oblige à nous barricader dans notre chambre d'hôtel. Les journalistes, les photographes, les opérateurs de cinéma y accourent encore, alertés par le sans-fil du « Tchitchérine » qui annonce à l'U. R. S. S. mon expulsion. Je sens pourtant que la fête est finie, heureusement. Les rues ne sont plus pavoisées ; les étalages des vitrines sont moins fastueux ; le tam-tam a disparu.

Cette fois, c'est bien la patrie soviétique de tous les jours, celle que nous voulons, celle qu'il nous faut.

Mais pour la première fois je paie partout. J'apprends la valeur du rouble : un demi-dollar. La chambre, à peine habitable avec une femme — il y manque l'eau chaude et la moindre cuvette — coûte de cinq à sept roubles par jour, taxe en sus. Un repas à deux, dans l'hôtel, quatre à cinq roubles. Au bout d'une semaine modeste, j'en suis de mes cent cinquante roubles, tous frais compris. C'est une vie de nepman. Je n'en suis pas et demande la réduction qu'on accorde aux émigrés politiques, parmi lesquels je croyais être. Je la demande mollement, car j'ai horreur des régimes de faveur, et j'apprends qu'il me faut remplir mille formalités, faire les démarches les plus ennuyeuses, risquer de me heurter à un refus ou, dans le meilleur cas, n'obtenir que 6% de réduction. Non, j'y renonce. Si je ne peux pas vivre en émigré, je vivrai en nepman, sauf dans certaines républiques, qui voudront bien me considérer comme leur hôte.

Car ces peuples sont accueillants et hospitaliers, comme aucun ne l'est plus. À la table la plus modeste, dans la chaumière du dernier des malheureux, il y a toujours quelque place pour un plus malheureux ou pour le visiteur qui tombe à l'improviste. Cette générosité explique une inépuisable capacité de résistance au mal. L'entre-aide est pratiquée sur une échelle inconnue en Occident. Et il a fallu qu'une doctrine d'État, stérile de sentiments, vienne refroidir les cœurs, abrutir les raisons, exaspérer les égoïsmes, pour qu'on voit se produire ces irruptions symptomatiques de haines collectives, qui vont, entre frères miséreux, jusqu'à la délation en masse et jusqu'au crime.

Ici — bien avant que je sache la vérité, ce qui n'arrivera que très tard et, dans toute son horreur, quand j'aurai quitté la Russie — je dois prévenir le lecteur que ces conflits intestins et leur vilenie, ces drames sociaux et leur cruauté, cette dégradation morale, unique au monde, de vastes couches populaires, constitueront la seule documentation qui m'intéressera, la seule que je connaîtrai à fond et que je rapporterai de l'U. R. S. S. Elle est à la base du critérium que je me suis forgé en matière de progrès social. Elle sera, qu'on le veuille ou non, l'épée de Damoclès, le sphinx à l'énigme monstrueuse ou le mané, thécel, pharès, du législateur que l'avenir appellera à bouleverser l'ordre humain, afin de lui donner un visage moins abject que celui qu'il porte aujourd'hui, par la grâce d'une lutte millénaire pour un bien-être individuel, au détriment du bien-être de la communauté.

Or, on ne fait qu'enlaidir davantage ce visage, lorsqu'on institue des régimes qui provoquent dans les tréfonds boueux de l'âme humaine de tels remous qu'ils font remonter à la surface tout ce que nos instincts contiennent de plus hideux. Le mensonge, l'hypocrisie, la délation, l'assassinat deviennent dès lors le moyen le plus facile d'assurer son existence, pour tous ceux qui ont compris qu'on n'arrive à rien par le travail, l'honnêteté, la franchise.

Sous l'ordre capitaliste démocratique, ces vices sont punis par le Code. Sans doute parviennent-ils souvent à échapper aux lois, à s'étaler en plein jour et à créer des situations enviables à ceux qui les pratiquent avec la complicité tacite d'un régime pourri. Que deviendrions-nous, le jour où une dictature de droite ou de gauche les hisserait, dans le monde entier, au rang de système de gouvernement ?

Lâchez officiellement ces monstres, ne fût-ce qu'un jour, sur la pauvre vie humaine, et dix générations ne suffiront pas à les mater. Dites aux hommes, du haut de votre fauteuil dictatorial, qu'ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent, à la seule condition d'obéir à leur maître et ils feront tout autre chose que chasser un ignoble pope et le remplacer par un absurde sorcier, comme le firent les innocents Tchouvaches. Car les ambitions, l'égoïsme, la luxure sont plus démesurés dans l'homme prétendu civilisé, que dans le sauvage. Et tel parfumeur mondial — divin arroseur d'illustres vagins syphilitiques et féroce ennemi du communisme — ne sera pas étonné d'apprendre que dans la patrie du prolétariat, ses produits introuvables sont devenus le but vital de toute femmelette soviétique, depuis l'épouse du commissaire du peuple, jusqu'à la Comsomolka hystérique.

D'autres buts vitaux sont les beaux bas de soie, les belles fourrures, le bel appartement, la place bien rétribuée, c'est-à-dire tout ce qui, en pays bourgeois, demeurent les buts vitaux de la majorité des citoyens. Avec une différence ! Avec cette lamentable différence que, dans la « patrie » bourgeoise, la « patrie » fasciste mise à part, une dénonciation d'hérésie politique ne suffit pas à faire envoyer un homme à la mort ou en prison, afin de prendre sa place ou son appartement, et moins encore pour faire du délateur un pilier du pouvoir, comme on le voit, hélas, dans la patrie prolétarienne d'aujourd'hui.

La raison de ce livre est donc uniquement de mettre le fer rouge sur des abcès qui couvrent entièrement le corps de la Révolution et dont un, que je décrirai plus loin, m'a crevé en plein nez, m'a inondé d'un pus que je porte encore sur mon visage et a empoisonné mon existence. Devant une telle pourriture précoce, qui

constitue les assises d'un régime, tout ce que ce régime a bâti et promet de bâtir ne tient plus debout. Arriverait-il, au bout de son prochain « plan quinquennal », à faire le bonheur de toute l'humanité, que je lui demanderais cependant des comptes pour les os qu'il a broyés dans sa machine à fabriquer le bonheur, tant il est vrai que le bien-être de l'humanité ne m'intéresse qu'à dater du jour où elle cesse d'être criminelle et commence à devenir morale.

Dites-moi quelle est l'étendue du pouvoir que la vie vous a mis entre les mains ; et selon l'usage que vous aurez fait de ce pouvoir, par rapport à vos semblables, je vous dirai qui vous êtes.

Voilà comment je suis révolutionnaire. Voilà tout ce que ma dure existence, ma belle Université, m'a appris à exiger des hommes et de moi-même.

En dehors de cette loi, je ne connais rien, pas même l'amitié. Et je n'ai de comptes à demander à personne.

Volume 1 · Dans l'U. R. S. S. · 12

Maintenant que je m'apprête à vider mon sac, le devoir m'oblige à dire, en tête de ce dernier chapitre, que les Soviets ont fait pour moi tout ce que je leur ai demandé et bien au delà, me renseignant et facilitant de toutes façons mes voyages. Quatre permis de libre parcours, sur terre et sur eau, valables sur toute l'étendue de l'U. R. S. S., me furent délivrés, après une seule démarche, de juillet 1928 à la fin de cette même année. Dans la plupart des Républiques, les plus belles autos du gouvernement ou des institu-

tions officielles venaient prendre notre groupe de quatre pèlerins et nous faire rouler sur des milliers de kilomètres. Des canots automobiles, et même de petits bateaux à aubes, furent mis à notre seule disposition pour nous conduire loin dans les golfes, les deltas, les fourrés des fleuves. Dans le Caucase, nous montâmes à cheval et nous allâmes, entourés de six carabiniers, voir les ruines du château de la reine Tamara et les cavernes de troglodytes de Vardzia. En Moldavie soviétique, à Birzola, de vieux amis, devenus commissaires du peuple, vinrent, drapeaux et musique en tête, me prendre à ma descente du train, accueil imprévu devant lequel je maîtrisai péniblement mes larmes, car j'ai horreur de la bête humaine, lorsqu'elle s'emballe à son avantage. Des titres d'honneur me furent décernés. Enfin, ce qui est capital, des milliers d'hommes m'ont célébré, entre Mourmansk et Érivan, entre le Dniestr et la Volga. J'en ai aimé un grand nombre. Et à tous j'ai juré de les servir.

Comment voulez-vous donc que je ne maudisse pas le jour où ma mère m'a mis au monde, quand une ignoble politique, doublée d'une incompréhensible doctrine, me sépare maintenant de ce qui fait le pivot de ma foi et me couvre le visage du voile d'une apostasie qui, pour n'être qu'apparente, ne me rend pas moins misérable ?

Soyez maudits, politiciens et dogmes, qui commettez de tels crimes ; qui brouillez des hommes de mêmes croyances ; semez la haine dans le cœur de frères humains ; rendez méconnaissable le visage de l'ami et faites échouer des œuvres qui ne seront jamais créées par d'autres hommes et en d'autre temps. Soyez maudits, politiciens et dogmes !

Voici, en courant, en perdant tout en route, mais chronologiquement, notre invraisemblable voyage :

Nous passons presque tout le mois de mars à Odessa, où des Roumains et des Grecs russifiés me disent, dans l'intimité, sincèrement, leur confiance dans le pouvoir. Parmi eux, une belle figure de « ci-devant », vivant en marge de la vie soviétique, me bouleverse par sa pénible existence et la joie qu'il y trouve. Paralytique des deux jambes et tuberculeux, trottant sur des béquilles, de toutes ses propriétés d'hier, il n'a plus qu'un lumineux rez-de-chaussée, garni de beaux meubles, ainsi que sa bibliothèque, très belle. Pour les lui avoir laissés, il garde aux bolcheviks une émouvante reconnaissance et se dresse, de toutes ses béquilles, à la seule idée que les « jouisseurs » de l'ancien régime osent un jour toucher à l'ordre nouveau. Il a été lui-même un de ces « jouisseurs » et m'en dit son profond dégoût. Vanité, débauche, exploitation, indifférence pour tout ce qui est progrès humain et incapacité de sentir la gravité de la vie. Cette gravité, il la connaît maintenant et la trouve imposante, riche de luttes, de souffrances, mais aussi de joies réelles et méritées. Que cette vraie face de la vie ne soit connue que par les humbles le révolte :

— Je serais mort comme un imbécile, si les bolchéviks n'étaient pas passés par là ! s'écrie-t-il plein de ferveur.

Il est un exquis intellectuel, se passionne pour l'archéologie, la peinture et les livres rares. Son existence, il la gagne de la manière la plus impropre à son infirmité, en conduisant des délégations ouvrières soviétiques dans les musées, les fabriques nouvelles et d'autres institutions.

Je lui dois ce que je sais de plus élogieux à l'actif du communisme ukranien.

Je dois à un ouvrier roumain l'horrible récit de l'assassinat, par les troupes blanches, de l'institutrice française Jeanne Labourbe, crime, entre mille autres, dont le prolétariat et les instituteurs français doivent un jour demander compte aux impérialistes de leur pays.

Mais à Odessa je pénètre pour la première fois dans le ménage du directeur communiste d'une grande entreprise d'État, et j'en sors écœuré. Intérieur du plus vif nouveau riche, petit-bourgeois, confortable à souhait, gavé de bonnes choses. Il a pour maîtresse une fade épouse fanfreluchée et pour maître un modeste ouvrier, qui n'en revient pas de l'aubaine dont le comble sa carte de communiste.

Je quitte Odessa, chassé par le médecin, qui me déclare malade et bon pour un sérieux repos en Crimée.

Nous la gagnons par le bateau et sous des tourbillons de neige. À bord, une troupe de cinéastes, qui me reconnaît aisément. Enthousiasme, profession de foi. Je me livre à eux avec frénésie et j'en suis récompensé. Ce sont des jeunes gens qui ont fait la guerre civile et me narrent des exploits inouïs et inimaginables. Ils me paraissent pleins de talent, capables, riches de naturel et de sincérité. Comme je suis muni d'une lettre de recommandation, à peine arrivés à Yalta, qui est sous la neige, ils nous conduisent droit à l'ancienne Kino-fabrique de Voufkou, dont les habitants se serrent et nous réservent une petite chambre. Elle est parée de menus objets qui viennent du palais de Livadia et qui sont l'auguste produit des mains de l'impératrice de « Toutes

les Russies ». Cela suffit à me les rendre odieux, malgré leur distinction.

À Yalta, nous tombons sur notre première personnalité bolchéviste fanatique, qui se doubla pour nous d'un ami tendre, sentimental, intelligent. C'est Micha Pougatchiov, le gardien responsable de cette fabrique en abandon. Micha est un pur, un sincère, un cœur. Pour commencer, et tout en sachant, plein d'admiration, quel hôte de grande confiance il reçoit, son devoir lui impose une réserve courtoise, laquelle, en quelques jours, se transformera bientôt en une amitié dont je me souviendrai toujours. Nous devenons deux frères, trois plutôt, car ma compagne l'aime autant que moi. Il est jeune, trapu, correct, pudique, sévère. Hélas, il ne sait pas un mot des langues étrangères, et nous, juste de quoi nous faire battre, si nous parlons en russe à qui que ce soit.

Et pourtant, le mois ne s'était pas écoulé, que nous parvenions à nous entendre, même dans le détail. Le dictionnaire à la main, nous composions des phrases cocasses, que nous corrigions en riant aux larmes. Micha, lui, ne sut dire correctement en français que : tremblement de terre, mot qui revenait souvent dans notre conversation, après les terribles secousses que la Crimée venait de subir et dont Yalta nous offrait le lamentable spectacle.

C'est ici qu'a été tourné, sans crier gare, le film tiré de mon premier livre. C'est une belle réussite photographique, mais Kyra y est malheureusement devenue une femme qui regrette son passé et se tue.

Àprésent, la fabrique n'est plus qu'un vaste bric-à-brac, qui immobilise depuis des années un immense terrain et dont la garde et l'entretien coûtent quelques milliers de roubles par

mois. Je demande à Micha les raisons de cette incurie. Il ouvre des yeux graves et me répond avec conviction :

— On va tout liquider, mais on ne peut pas tout faire à la fois. Ce n'est pas possible. Nous sommes débordés et manquons d'hommes. La Révolution, c'est beaucoup, mais l'après-Révolution, c'est bien autre chose. Vous verrez, quand vous la ferez en Europe.

Quand nous la ferons !...

Micha me promène partout et me montre tout. Des officiels viennent de Simféropol. Et au lieu de me reposer, me voilà roulant à travers un paradis terrestre qui supporte mal la comparaison. C'est une forêt de villas et de palais féeriques, qui ont tous appartenu à une salade de princes et de grands-ducs. Aujourd'hui, tout ce bonheur de la santé et des yeux est aux mains du peuple.

Certes, les plus malins prennent la part du lion. Toutes ces dom-oldykha (maisons de repos) ne sont pas toujours remplies par ceux qui en ont le plus besoin. Des fonctionnaires qui savent doser les jours de repos et distribuer les places disponibles, se réservent quelquefois les meilleures. Mais ne dit-on pas que la justice parfaite n'est pas de ce monde ?

N'importe, je souhaite à la classe ouvrière française de faire de la Côte d'Azur ce que la classe ouvrière soviétique a fait de la Crimée et du Caucase. Même imparfaitement, même en commettant des injustices, ce serait infiniment mieux que ce qu'il y a maintenant.

Malgré tout.

Fin avril, après avoir terminé un scénario que Voufkou m'avait demandé d'écrire, nous quittons la Crimée et remontons vers le Nord. La séparation de Micha nous est vraiment douloureuse. Nous avons vécu comme de bons frères, pendant un mois. Le marché et la popote de tous les jours en commun ; les conversations instructives ; les lieux visités ensemble ; les projets d'avenir, nous avaient attachés l'un à l'autre, mieux que si nous avions été de la même famille.

Mais, ma destinée est ainsi : partout et nulle part ; avec le monde entier et avec personne.

Nous arrivons à Kiev la veille du 1 mai. C'est une des plus belles villes de toute l'Union. Hommes et femmes forment une superbe race, artiste dans l'âme, laborieuse, propre, un peu trop orgueilleuse et trop nationaliste. Beaucoup de nepmans et de prostituées. Celles-ci, parfois, sont des fillettes de quatorze ou quinze ans.

J'aime l'Ukraine, qui est la contrée la plus proche de ma Roumanie, et c'est dommage que je ne puisse pas lui dire tout le bien que je pense de son foyer révolutionnaire (je ne peux plus le dire d'aucune république, car on m'a tué le cœur), mais j'avoue que parmi tous les reproches qu'elle mérite, la débauche littéraire, écrivassière, à laquelle se livrent, en ukranien, tous les cabotins de la plume, m'a fortement déplu. On m'a montré, fièrement, vingt-sept revues en langue nationale, qui se publient entre Kiev et Kharkov. Les trois quarts sont de trop, nuisibles et écrasent l'ouvrier qui n'est pas devenu écrivassier.

Le Kino-Voufkou, qui vient d'inaugurer l'un des studios les plus modernes du monde, me paraît également dévorer trop

d'énergie prolétaire pour le peu d'art qu'il réalise. Mon scénario, payé deux mille roubles, un autre que j'ai fait en collaboration avec Nikos Kazantzaki, payé le même prix, m'ont fourni l'occasion de voir de près ce qui se passe dans cette maison : très peu de talent, énormément de gâchis. Des milliers de scénarios payés et non tournés. Une masse de bureaucrates, d'artistes et de techniciens, qui épuisent l'homme des champs et de l'usine.

Pourquoi s'acharner à mettre la charrue avant les bœufs ? Pourquoi vouloir faire de l'art et ne faire que des parasites artistiques, quand le monde manque de pain, de chemise et de repos ?

Pourquoi suivre l'exemple d'une civilisation qui sabote la vie ?

Je retrouve une capitale apaisée. Plus de banquets monstrueux. Plus de bandes de fous, mobilisant des autobus entiers. Aux devantures des coopératives de consommation, on ne voit plus le buste de Lénine en chocolat, entre deux mottes de beurre. Des congrès, des conférences, des discours, il y en a toujours, mais seulement pour les oreilles de la galerie intérieure. L'Internationale est mise au repos.

De l'hôtel Passage, où nous louons une chambre, j'ai grand'peine à obtenir au bout du fil quelque connaissance faite pendant l'anniversaire. Rakovsky est en exil à Astrakhan. Trotsky à Alma-Ata. Au « Petit-Paris », charmant rendez-vous de tous ceux qui veulent le bien de la Révolution, mais dont les yeux ne sont pas bandés — Pierre Pascal sourit tendrement, parle de bonne grâce et ne dit rien. Enfin, j'apprends que chez Pascal on me considère comme un demi-officiel et, chez les officiels, comme un demi-opposant. Me voilà entouré d'un isolement qui ne me déplaît pas, car j'aime la lutte. Va pour les hostilités.

La première me porte un coup qui me fait hurler : mon meilleur ami de Russie, le publiciste français Victor-Serge (Kibaltchitche) est arrêté à Léningrad depuis un mois. Ah, ça, par exemple, je ne l'avalerai pas sans riposter.

J'avais connu Victor-Serge pendant les fêtes, en novembre 1927, quand on nous fit visiter Léningrad officiellement. Ayant lu certains de ses écrits, j'allai le voir chez lui, Jeliabova 19, où je le trouvai au milieu d'une nombreuse et honnête famille de travailleurs, ses beaux-parents, ses beaux-frères, sa femme et son enfant, neuf personnes, toute une colonie, tous vaillants, tous parlant le français.

Dès la première heure, je sens que je suis au sein d'une de ces braves familles juives, que j'ai tant fréquentées dans ma vie et tant aimées. De plus, celle-ci est tout entière faite de révolutionnaires qui ont rendu des services infinis à l'œuvre soviétique et beaucoup souffert pour l'idée. Ils paraissent lutter dur maintenant encore, car je les vois autour d'une table sur laquelle le caviar est loin de briller.

Je sais Victor opposant. Tant mieux. Les opposants aussi ont le droit de vivre. Il serait même malheureux qu'il n'y en eût point, surtout ici où tant de choses se font mal et sont dignes de critique. Et Victor, avec son regard fraternellement inquisiteur, son intelligence, sa sincérité, me fait deviner en lui le parfait révolutionnaire que j'ai mieux connu depuis. Nous nous lions spontanément d'une amitié qui connaîtra toutes les épreuves et dont les péripéties seront étalées plus loin dans l'ignoble, l'horrible affaire Roussakov (nom du beau-père de Victor-Serge), qui trouvera en moi un défenseur sans réserves, mais bien impuissant.

Ici, ce n'en est que le prélude : l'arrestation de Victor-Serge, en avril 1928, qui eut son écho à Paris. Nous sommes le 5 mai. Pour le tirer de la prison, je ne pense à rien de moins qu'à écrire un article et éclairer l'opinion. Je le dis à un ami. Il me répond que je suis un imbécile. Comment ? Je ne peux pas, moi, publier un article en Russie, ma patrie ? Si, pour vanter le régime. Et pour sauver un innocent, non ? Non.

Je tourne comme un fauve en cage. Je retourne en moi le dilemme : ou Victor a commis un crime, et il doit être puni ; ou il est innocent, et en ce cas on lui doit une réparation. Mais comment le savoir ? On me dit que personne ne peut savoir s'il est coupable ou innocent, car on ne donne pas les raisons d'une arrestation. Bon. Je prends cela pour une calomnie. Néanmoins, je me dis que si telle est la vérité, je quitte immédiatement la Russie, je retourne en France et fais un tapage de tous les diables. À cette heure-ci, j'ai une confiance absolue dans la moralité des Soviets, je les crois incapables d'une iniquité consciente et, si je me trompe, si on me trompe, je suis prêt à le crier sur les toits.

Pour commencer, je cours au Guépéou. Je connais là un homme qui tient tous les fils entre ses mains, qui m'estime et que j'estime. Je lui dis toute l'amitié qui me lie à Victor et ma foi dans sa propreté morale.

On m'écoute avec beaucoup d'égards, et quelques jours après, Victor est libre. Je jubile. Vous voyez ? Ce n'est pas ce que vous pensez. Des sourires douloureux m'épargnent une réponse que les événements devaient me donner plus tard, en m'assommant, car c'est moi qui étais l'imbécile.

Mais pour le moment, je me crois plus que jamais un homme qui peut faire beaucoup de bien. Ne voilà-t-il pas que ma voix est entendue dans l'institution la plus redoutable de la Russie bolchéviste ? Qu'est-ce qu'il me faut de plus pour être un homme bienfaisant ? Arrêtons-nous donc et cultivons un peu ces relations-là, précieuses entre toutes.

Je visite les environs de Moscou et je loue trois pièces dans une datcha (maison de campagne), à une quarantaine de kilomètres de Moscou, sur la ligne de Kazan. Et c'est le beau Bekowo, pour trois mois : mai, juin, juillet.

Que de choses apprises ! Que de choses à dire ! Mais tout est mort et bien enterré, à moins que le diable m'accorde des jours suffisants pour que je me remette à la tâche.

À Bekowo, nous sommes en pleine forêt bondée de rossignols et infestée de moustiques. Air, fraîcheur, solitude, pittoresque. On y loue des datchas à tour de bras. Et les paysans font des réflexions sournoises sur le compte des Juifs, qui sont presque seuls à pouvoir louer à n'importe quel prix :

— Pourquoi sont-ce les Juifs qui ont eu avant la « meilleure vie » et sont-ce encore eux qui l'ont maintenant ?

Est-ce que je sais moi, pourquoi ? Et d'abord je ne crois plus au Juif, désormais, mais à l'homme. Puis, je ne sais rien, ni de leur bonne vie d'avant, ni de celle d'aujourd'hui. En échange, je vois des paysans envieux, haineux, qui construisent des datchas par dizaines, autour de nous, et qui vous prennent trois cents roubles pour deux ou trois pièces vides, ou, avec un pauvre lit sans literie, trois mille six cents francs pour l'été ! Eh bien, si le

Juif les paie plus vite que le Russe, est-ce toi, bourgeoisie nouvelle, qui prétendras que l'argent a de l'odeur ?

Notre hôtesse est des plus aimables. Elle nous parle si intelligiblement le russe et nous écoute si attentivement, que nous nous entendons à merveille. Comme avec Micha, notre baragouinage russe amuse toute la famille, car la brave paysanne a beaucoup d'enfants qui, sans être Juifs, ne briguent pas moins les carrières les plus faciles.

— N'avez-vous pas un piano, par hasard ?

— Si. Mais il est à soixante-dix verstes d'ici.

— Faites-le venir.

Nous concluons le marché et la paysanne écrit à son mari. Celui-ci arrive un jour avec le piano. Sur quoi ? Ma foi, sur une téléga, tout le long des soixante-dix verstes, et par des routes impossibles ! Mais l'instrument est une belle pièce. Nous nous demandons pour combien de pouds de farine il fut acquis, lors de la terrible détresse, à l'époque où, dit-on, le paysan exigeait « au moins » un mouchoir du passant qui lui demandait un verre d'eau.

Exécrable humanité ! N'étaient le Moloch de notre cœur, la poussée de notre élan, personne ne sacrifierait une goutte de sang pour l'avenir de ce monde indigne d'un meilleur sort.

Vers la mi-juillet, je commence à avoir des doutes sérieux sur la moralité du régime révolutionnaire, mais ce ne sont que des doutes. Pas une certitude. Quand je suis avec les uns, les mécontents, je les vois si logiques dans leurs critiques, qu'ils m'arrachent des cris d'indignation ; et quand je passe la soirée avec

les autres, les officiels, ils m'opposent de tels arguments, que j'ai presque envie de leur demander pardon de les avoir soupçonnés. Je ne bronche donc pas. Je marche avec la Russie.

Là-dessus, nos cartes de libre parcours sont prêtes et nous filons vers l'Océan Glacial du Nord. Le Crétois est arrivé lui aussi. Un camarade roumain, muni d'un laisser-passer, nous accompagne en qualité de guide-interprète, mais à mes frais. Nous voilà quatre baladeurs, dont ma compagne, libres de monter et de descendre comme nous voulons, sur toute cette sixième partie du globe. Mais ce n'est pas une raison d'abdiquer son esprit de justice. Je n'oublie pas, en effet, que, si je ne paie pas le chemin de fer, si parfois on veut bien nous fêter ou nous hospitaliser, en arrivant en Russie, une dot m'avait précédé : dix livres et un film qui m'ont rendu populaire dans toute l'Union, comme je ne le suis ni en France, ni même en Roumanie. En sommes-nous au jour des comptes ? Ce serait triste, d'abord. Très favorable pour moi ensuite.

Nous montons le nord en ligne droite, avec un arrêt à Léningrad. La traversée de la Carélie m'impressionne puissamment, avec ses mille kilomètres de forêts ininterrompues et ses innombrables lacs déserts. Cette voie ferrée, construite pendant la guerre, a coûté la vie à des milliers de prisonniers fauchés par le typhus et le scorbut. À Mourmansk, c'est la fin du monde « civilisé ». Nous sommes en plein cercle polaire. Des dunes sinistres. Une cité de baraques. Ça sent le poisson salé. Quelques rares habitants, tête basse, la démarche lente, se croisent sur de vastes terrains vides, qu'on ne peut pas appeler rues.

Un incident. À peine descendus du train, un agent du Guépéou nous considère, une minute, puis, d'un signe du doigt, ap-

pelle notre guide, l'interpelle et l'emmène. Pas bien loin. En face du rail, où il y a le poste. Par la fenêtre, nous le voyons rudoyer et fouiller. Merci pour le « laisser-passer ». Va-t-on nous coffrer tous ?

Non. Rien à craindre, lorsqu'on est encore mi-officiel. Cela viendra peut-être. Je fais même des vœux pour que cela arrive. Il faut tout connaître. Mais les Soviets me priveront de cette expérience, et je ne connaîtrai les prisons communistes que pour en avoir visité quelques-unes en homme libre.

Le camarade-guide sort furieux, vexé de cet affront. Il va réclamer au Comité Exécutif local. Nous allons jeter nos mallettes à l'auberge et partons aussitôt à la recherche du Comité Exécutif… dont personne ne sait rien, dont personne surtout ne sait où il loge. Y a-t-il un parti communiste à Mourmansk ? On l'ignore.

Mais voici la Polarnaïa Pravda. Brr ! Une Vérité Polaire, ça doit être rudement glacial !

Pas du tout. Les gens les plus chauds habitent aux pôles. Nous nous en convainquons, en déclinant nos noms et qualités. Effusion. Pojalouïsta. Le téléphone vrombit. Le Comité bouge. Vous êtes nos hôtes ! Spassiba !

Visite du musée polaire. Très intéressant, très instructif. On ne se doute pas, à Paris, de l'ignorance où nous vivons.

Visite aux grandes salaisons de Mourmansk. Les plus modernes installations. Ouvriers et ouvrières, pleins d'élan, contents de leur nouveau sort. Administration laborieuse.

Et nous voilà partis pour une des plus rares excursions de ma vie : quatre heures de canot automobile, sur le golfe de Kola, jus-

qu'à Alexandrovsk, entre deux collines, qui crient au ciel leur désert lunaire.

Visite à l'institut biologique. Des merveilles marines, qui vous font rougir de votre ignorance. Directeur sérieux, capable, homme de science et de foi. Ce n'est pas une sinécure, à cette extrémité de la terre.

Enfin, retour par le fameux soleil de minuit. Qui n a pas vu cela, doit le voir au prix même de commettre un vol.

Nous redescendons vers la mer Blanche. Nous voulons visiter les terribles Îles Solovki, où languissent des prisonniers politiques. Et c'est de Kem que l'on s'embarque. Mais nous n'avons pas le permis spécial nécessaire. Je télégraphie à Moscou. En attendant la réponse, nous allons déjeuner, et nous nous trouvons soudain dans le plus beau et le meilleur restaurant de toute l'Union soviétique. Il appartient au Guépéou et marche, comme doit marcher tout ce qui appartient au Guépéou : militairement.

Personne n'est rétribué. Du directeur au plongeur et jusqu'à l'orchestre, tout le monde est prisonnier et libre. Libre de bouger dans Kem. C'est une situation préférable à celle dont on a goûté à Solovki. Aussi chacun y met-il du sien et tout va comme sur des roulettes.

Service européen, impeccable. Cuisine au-dessus de toute critique. Et des servantes idéales : belles « ci-devant », aimables, un peu mélancoliques. Nous essayons de leur tirer le ver du nez. Impossible. Muettes.

Dans le restaurant, des paysans riches, avec leurs familles, laissent sur la table des sommes impressionnantes.

Mais si à Kem on mange bien, pour dormir il n'y a ni bien ni mal. Il n'y a rien. Nous protestons. On nous fourre dans deux pièces, dont tout le mobilier se réduit à deux lits, ce qui est parfait. Moins parfaites sont les punaises qui s'ébranlent en cavalcade, dès que nous nous allongeons pour une petite sieste. Au revoir, mes belles ! Nous décampons promptement. Nous allons à l'hôpital, où on nous entasse tous les quatre dans la chambre de garde, deux dans un lit, deux par terre. Et nous passons la nuit, assourdis par les hurlements d'une femme qui — dans une pièce contiguë — ne pouvait mettre bas son veau.

Le lendemain nous quittons Kem, renonçant à Solovki et à la réponse de Moscou ; celle-ci viendra, affirmative, trois jours après et ne nous trouvera plus.

Maintenant c'est une descente longue de trois mille kilomètres, qui nous conduira jusqu'aux portes d'Odessa, à Tiraspol. Nous allons dans la R. S. S. A. M., lettres dont mes amis roumains ne devineront jamais le sens. Eh bien, c'est la République Soviétique Socialiste Autonome de Moldavie et c'est un peu long, comme tout ce qui est soviétique. Mais, lorsqu'on est de mère et de langue roumaines, comme je le suis, il vaut la peine de faire ce voyage, si, de plus, vous vous doutez des cœurs d'or qui vous attendent là-bas, pour vous montrer le Moldave communiste à l'œuvre.

Des communistes, Moldaves ou autres, il n'en est que de nom. Cette espèce est aussi inconnue de l'U. R. S. S. que du monde. On s'appelle ainsi, voilà tout. En fait, rien n'est en commun, à commencer par le pain, qu'on s'arrache de la bouche ici plus que partout ailleurs. Mais s'il n'y a pas de communistes, ni même de socialistes, il y a mieux : il y a l'intention de l'homme supérieur, qui

veut donner à l'esclave une vie meilleure. Qu'il ne puisse pas toujours ce qu'il veut, en tiendrons-nous compte s'il est vrai que nous ne devons jamais condamner un homme pour ce qu'il ne peut pas, mais pour ce qu'il ne veut pas ?

Or, l'U. R. S. S. est la seule partie de la terre où vraiment l'homme veut, beaucoup : où vraiment ses intentions sont révolutionnaires. C'est pourquoi nous ne pouvons plus tourner nos yeux vers un autre point cardinal que cet Est d'où l'avenir naîtra.

La République Moldave, ce papillon roumain posé sur l'éléphant soviétique, me fut un exemple typique de ce qu'on veut et de ce qu'on ne peut. Elle me le fut également de ce qu'on peut et de ce qu'on ne veut, car l'U. R. S. S. se mire tout entière mieux dans ses petits lacs que dans les grands. Partout, la main de la même sage-femme tâte fébrilement le ventre de la vie et veut, veut de tout cœur, lui arracher l'enfant de demain. Mais, voilà le malheur. Cette main manque de patience, d'adresse et d'hygiène et l'infection menace autant le ventre de la mère que les yeux du bébé. Cependant, la sage-femme ne veut pas entendre raison. C'est une vieille salope, que l'orgueil d'un accouchement à tout prix intéresse plus que la santé de l'enfant et les conditions dans lesquelles il naîtra.

Nulle part, sur toute l'étendue de l'Union, vous ne rencontrerez, comme en Moldavie et en Arménie, d'hommes plus simples et plus désintéressés, livrés avec plus d'élan à l'œuvre de redressement social. Vous sentez que tous les muscles de l'organisme du minuscule État sont tendus vers un seul but : alimenter de vie nouvelle ceux qui sont le nombre et eux seuls. Écoles, hôpitaux, sanatoria, fabriques modernes, usines d'énergie électrique, jardins d'enfants, crèches, kolkhoz, sovkhoz, poussent pêle-mêle, au

point que vous ne reconnaissiez plus la même région, une année après votre première visite. Dans ces deux petites républiques orphelines, les commissaires du peuple sont vêtus comme des mendiants et ont du mal à se débrouiller à chaque fin de mois. J'en connais un qui, pour m'accompagner en tournée, dut emprunter vingt roubles, qu'il laissa à sa femme pendant son absence. La doctoresse Ecaterina Arbore, commissaire de la santé publique de la Moldavie, devenue du jour au lendemain simple citoyenne, ne trouva plus de gîte à Moscou (et cependant elle n'était pas « trotskiste »).

Où a-t-on jamais vu cela, sinon sur cette terre ?

Et cependant, le factice guette l'œuvre, la menace d'effondrement, comme dans notre belle légende du monastère d'Argèsh, dont les murs s'écroulaient la nuit, à mesure qu'on les maçonnait le jour. Quel sacrifice faudra-t-il donc faire pour en finir avec le malheur ? Dans la légende, il a suffi d'une âme humaine. Et l'architecte, maître Manole, n'a pas hésité à murer sa propre épouse, pour que son œuvre triomphât.

Que devront-ils murer, les architectes communistes, pour voir triompher la leur ? N'ont-ils pas, eux aussi, une épouse, qui s'appelle Doctrine et qui est infiniment plus coupable que l'innocente femme de maître Manole ? N'est-ce pas à elle que l'œuvre socialiste doit tous ses malheurs ?

Hélas, de nos jours, les hommes aiment moins leur œuvre que leurs épouses. Il n'y a plus de maître Manole.

Volume 1 · Dans l'U. R. S. S. · 12 · LA VOLGA

Sait-on, en Occident, que, sur la Volga, on voyage dans d'excellentes conditions ? Nous ne nous en doutions guère. Bien plus, nous préparions notre résistance physique, au probable assaut de quelques ennemis du corps : vermine, plats immangeables, ballottement affreux. Nous nous figurions la Volga sillonnée par d'abominables caravelles vermoulues, munies d'une machinerie primitive et ahanant leur séculière fatigue.

Ce fut une révélation, qui nous rendit confus. mais que nous saluâmes par des cris de joie. Radichtchev, Pravda, Lermontov, Spartacus, III Internationale, d'autres encore, sont des navires fluviaux modernes, dont le confort, la cuisine, le service, la scrupuleuse exécution de l'itinéraire ne cèdent en rien aux meilleurs de leurs rivaux de l'Europe occidentale. Et même, vous ne mangerez sur nul bateau en Europe, l'esturgeon, le caviar frais et — si le cœur vous en dit — les délicieuses pastèques de la Volga — hors-d'œuvre, plats et desserts — dont nous nous gavâmes à en crever, entre Nijni et Astrakhan.

Certes, c'est un peu cher pour la bourse d'un prolo, mais c'est de beaucoup au-dessous des prix que l'on vous fait dans la plus moyenne des gargottes parisiennes à morgue et à laquais. Avec quatre roubles, en première classe, vous avez mangé, ce que seule la Volga peut vous offrir, et bu le Tsinandali ou le Naparaouli, que seul le Caucase mûrit à son soleil.

Nous avons décidé de tomber sur Nijni à l'improviste, et de voir et d'entendre, en rôdant solitaires, de-ci de-là. Maintenant, en effet, nous n'avons plus ni guide, ni laisser-passer. Nous sommes libres. Deux couples à la recherche de la foi. Et aussitôt,

dans cette matinée de vagabondage incognito, nous entendons des sons de cloche, qui nous attristent. Ces sons de cloche se multiplieront dorénavant et seront partout semblables : le sort de l'ouvrier qui n'est qu'ouvrier, celui du paysan qui n'est que paysan, ou bien pire, le sort du travailleur qui rouspète, n'ont rien de réjouissant sous la dictature communiste. Peu de travail et mal rétribué, chômage, privations, persécutions — d'un côté ; favoritisme, triage sur le volet, débauche, sinécures, détournements de fonds, mouchardage, politicaillerie — de l'autre. Ceux qui nous parlent, ne nous connaissent pas, mais ils nous voient étrangers, sans guides, et ils s'ouvrent à nous, sincères, navrés et toujours fidèles au régime dont l'avènement est leur œuvre propre. Mais ils souffrent, se plaignent et veulent que cela change.

Il nous faut un peu de paix, un brin de bien-être, une existence de labeur assuré. Assez de discours, de parade et de politique venimeuse. Nous n'en pouvons plus. Mais cela ne regarde que nous. Et que l'étranger sache que nous nous battrons toujours comme des lions, et mieux qu'il y a dix ans, car nous savons maintenant que ce qui peut venir du dehors est pire que ce dont nous nous plaignons.

C'est un langage vrai. Il peut nous attrister. Il ne nous fortifie pas moins. Et nous n'avons plus rien à apprendre, quand d'aimables personnalités officielles viennent nous montrer des visages épanouis et nous brosser des tableaux qui ne sont plus pour nous qu'un décor, un décor réel, dont une partie, certes, restera, mais qui est tout de même un décor.

Ce fut ainsi à Nijni-Novgorod et ce sera partout ainsi. Nous voudrions trouver la même impression sur le visage du camarade Barbusse, que nous croisons ici, comme nous le croiserons à Sou-

khoum. Mais à Nijni, il est malade, à l'hôpital, parce qu'il voyage en avion, où il y a trop de courants d'air. Et à Soukhoum il est très pressé, parce qu'il va au fin fond des montagnes, pour voir « l'homme le plus vieux du monde ».

Aussi, nous nous bornons aux visites qu'on veut bien nous faire faire. Et tout est beau. Trop beau. Surtout cette formidable fabrique de papier de Balakhna, près de Nijni, qui est l'une des quatre fabriques les plus grandes de l'Europe, mais qui ne marche pas et continuera de mal marcher, car, lorsqu'on est charron, on ne devient pas pharmacien du jour au lendemain. Mais le décor ! Ah ! les somptueuses « habitations ouvrières » ! les superbes villas qu'on a bâties autour de la fabrique, en pleine verdure et qui feraient pâlir de jalousie tous ces ouvriers d'Amérique, dont on dit que chacun possède sa Ford. Qu'est-ce qu'un « tape-cul », à côté d'une villa pareille à celle qu'habitent à Balakhna, les ouvriers soviétiques !

Les ouvriers ! Quels ouvriers ?

Il vaut mieux ne pas insister.

Me voici dans le royaume de ces terribles Tatars, dont l'épouvantable souvenir sert encore aujourd'hui aux mères roumaines, pour assagir leurs turbulents enfants. Voilà les Tatars et on dirait que les Tatars lui courent après, sont des expressions d'effroi, qu'on entend encore de nos jours, dans les plaines de la Roumanie. Mais ce n'est plus qu'un souvenir. Gengis-Khan est mort. Il n'y a plus de Tatars. Et Kazan sera la ville de la Volga, qui vivra dans notre mémoire, comme l'une des plus amicales, des plus enthousiastes, que nous ayons connues dans l'U. R. S. S.

Officiel ou non officiel, ici l'homme est plus près de sa bonne nature de vaincu quatre fois séculaire. Il est pauvre et sale. Les épidémies le rongent, le trachome surtout, qui le rend aveugle. C'est pourquoi la plus belle œuvre communiste que les Tatars réaliseront, sera le magnifique Institut destiné à lutter contre cette terrible maladie des yeux. On nous conduit ensuite à une centaine de verstes, pour nous montrer l'ignorant, le frère : le paysan fanatique, superstitieux, malpropre et récalcitrant. Ils ne crâneront pas, ne « paraderont » pas comme tant d'autres, mais nous diront simplement, en ouvrant les bras :

— Voilà ce que nous avons hérité du tsar ! Nous devons relever cet homme-là, et nous sommes pauvres.

Ils ne sont ni gloutons ni ivrognes. Le banquet qu'ils nous donneront, sera frugal au contraire. Pas de discours, mais des cris du cœur.

Au débarcadère, à l'arrivée comme au départ, c'est en foule compacte qu'ils viennent, exubérants et timides. Et avant de nous séparer, ils tiennent à nous offrir à chacun une calotte et une paire de babouches tatares.

Hé, brave Koutoui ! Excellent Mohamed Nourdin Soultanov ! Quand nous reverrons-nous ? Et toi, Taghirov, qui me paraissais le plus solide de tous, pourquoi t'es-tu brûlé la cervelle ? Étais-tu un homme de foi ou une fripouille ?

Ici il m'arriva un incident, qui eut son écho en France et qui fut déformé d'une façon si malveillante que je suis obligé de rétablir les faits. Voici d'abord cet écho, tel qu'il parut dans Le Temps du 16 octobre 1928 :

Russie. — Le commissariat de l'instruction publique poursuit la révocation des anciens hauts fonctionnaires qui occupent différentes places dans les administrations scientifiques et les musées. Ainsi, sont déjà révoqués : MM. Gravé, ancien membre de la cour de Cassation ; Childlovsky, ancien gouverneur ; Minkovitch, ancien directeur du département de l'intérieur. Quant aux emplois dans les musées, on révoque tous leurs titulaires qui, dans le passé, étaient hostiles au bolchévisme. Chose curieuse, cette mesure aurait été inspirée aux communistes par le romancier Panaït Istrati, qui, visitant le musée de Samara, attira l'attention des autorités soviétiques sur le fait que dans ce musée, on a réuni une belle collection de papillons d'Afrique, tandis qu'on n'y voit rien, rappelant les famines de naguère et les guerres civiles.

Je n'ai rien « inspiré aux communistes » et n'ai jamais « attiré l'attention des autorités soviétiques » sur quoi que ce soit de ce genre. (Si, je l'ai fait une fois, et avec la violence qu'on verra dans la troisième partie de ce livre ; cela n'a eu de retentissement que dans la douleur humaine, hélas, et ne pouvait, en aucun cas, me mettre en posture de mouchard, comme l'insinue Le Temps pour l'incident de Samara.)

Cette ville — centre de la plus terrible famine qui ait jamais sévi sur la terre — n'aurait rien qui puisse attirer vers elle l'historien ou l'écrivain des antipodes, sinon un musée où l'on trouverait toute la documentation concernant le fléau qui a coûté la vie à six millions d'êtres humains, les années 20-21. Et naturellement, en arrivant, j'ai demandé qu'on nous conduise à ce musée, ne doutant pas de son existence dans un pays de muséomanes imbéciles.

On nous y conduit, et nous passons d'une salle à l'autre, sans voir autre chose que les stupidités qu'on entasse dans n'importe quel musée de province de n'importe quel pays.

— Mais où est donc votre musée de la famine ?

— Nous ne l'avons pas encore installé, camarade. Nous manquons de local.

— Comment ! Vous ne manquez, pas de local pour étaler tout ce bric-à-brac ; et vous en manquez pour ce que vous seuls possédez au monde ? Montrez-nous les documents.

— Ils sont enfermés, et la clef est chez le directeur, qui n'est pas ici.

— Je vous prie d'aller tout de suite chercher le directeur ou la clef. Nous sommes ici pour cela.

On y court. Une vieille barbe vient nous ouvrir. Nous nous trouvons en présence d'un tel matériel documentaire, que nous frémissons d'horreur. Les photographies sont des images de cauchemar. Les échantillons de ce qu'on appelait « pain » au temps de la famine, sont invraisemblables. Les rapports des miliciens, qui allaient enquêter là où se produisaient des cas d'anthropophagie, sont des narrations que jamais écrivain ne pourrait inventer. Le tout parle avec éloquence d'une époque de supplice, qui vous révolte d'être homme.

Mais presque tous ces documents conservés pêle-mêle dans un réduit obscur sont déjà détériorés. Et comme je demande quelques épreuves des photographies, on me répond que le musée n'en possède pas les clichés :

— C'est un photographe particulier qui les a faites, mais il est mort à la tâche, contaminé par les typhiques affamés, qu'il photographiait.

Les héros meurent, bien entendu. Aussi ne puis-je regarder qu'avec mépris les bonshommes qui ramassent devant nous les précieux objets, afin de les enfouir à nouveau, pour des années, là où l'on ne trouvera plus un jour qu'un tas de poussière. Et comme on nous offre le registre, pour que nous inscrivions aimablement nos excellentes impressions, j'écris : Les conservateurs de ce musée ne sont pas des camarades, mais des contre-révolutionnaires. Et j'énumère les raisons de mon appréciation.

Là-dessus, les journalistes qui nous entourent, attrapent la balle et la rejettent plus loin. Ce qui s'est passé ensuite, je ne l'ai su que par Le Temps, qui sait tout et le dit en bon français, malhonnêtement. Cet organe, pour lequel je n'ai jamais existé, ne me découvre que pour relater mon expulsion de Grèce et pour dire quel féroce tchékiste j'étais devenu en Russie.

Pauvres bonshommes !

Ce qui est le plus important à Saratov, c'est d'aller voir la République des Allemands de la Volga, dont la capitale, Pokrovsk, est sur la rive opposée du fleuve. Malheureusement, nous n'avons pu la visiter qu'en courant. Mais il suffit de voir ces hommes, pour remarquer la différence de race et de mœurs. Ici, comme en Moldavie soviétique et dans le Caucase, vous découvrirez le même colon allemand, sobre, bon organisateur, intelligent, propre, tenace à créer, n'importe où, le plus de bien-être. En Russie, son ménage ordonné et prospère, vous le repérez de loin, sur-

gissant comme un gage de civilisation au milieu d'une barbarie miséreuse.

De tels îlots d'exemplaire économie allemande, nous en avons également en Roumanie. Je suis né et j'ai vécu dans leur voisinage. À côté de Braïla, à Baldovinesti, on peut voir le Salou Nemtesk (le Village allemand) : les plus belles maisons, le plus beau bétail, les hommes les plus paisibles, exactement comme en Russie, dont le paysan est le frère malheureux du nôtre.

Que feront-ils, les communistes, de ces foyers prospères ? Il m'a bien semblé saisir, dans les yeux des dirigeants de Pokrovsk et dans leurs fermes paroles, la décision germanique toute prête à se cabrer devant toute tentative, qui menacerait de réduire la tranche quotidienne de schnitzel garni, que la vie doit à tout bon Allemand.

C'est le seul pays où notre passage se réduisit à des visites, sans mangeailles, sans buverie, sans la moindre allocution. J'en garde le bon souvenir.

Mais comme nous avions faim, en quittant leur République, nous priâmes nos guides de nous conduire n'importe où, dans les fourrés de la Volga, savourer un borchtch d'esturgeon, préparé séance tenante, par d'authentiques pêcheurs. Et voilà notre canot automobile filant comme une flèche. Des heures durant, nous oubliâmes la faim pour ne plus nous rassasier que du spectacle qu'offraient à nos yeux les rives sauvages de ce grandiose fleuve. Je revivais mon enfance, le théâtre de Codine, l'empire de notre sauvage Danube.

Nous abordâmes une côte des plus cachées à la « civilisation », où des hommes, des femmes, des enfants sor-

taient comme des fauves de cavernes creusées dans le sable. De beaux et nombreux instruments de pêche s'essoraient. Solitude hostile. Aucun accueil.

— Nous sommes chez un pêcheur koulak, dit un de nos guides. Il ne nous aime pas.

Cela se voyait. Le patron, fort de son aisance et abhorrant les communistes, vint tout de même, l'air dur, nous demander ce que nous f... là. Sur le désir que nous lui exprimâmes, il tira de la Volga un esturgeon gros comme un veau, nous le montra une seconde, en dit le prix et le rejeta dans sa prison submergée, sans attendre notre réponse.

Nous nous éloignâmes. Ce n'est pas le prix qui nous chassa, mais la haine de l'homme, car nous n'étions pas venus là que pour l'esturgeon. Nous allâmes plus loin, aborder la rive hospitalière des pécheurs pauvres, qui nous accueillirent fraternellement, firent un gros feu et nous préparèrent un gargantuesque borchtch, mais dont les esturgeons n'étaient pas plus gros que des chatons avortés.

— Pourquoi des mêmes pêcheurs, sur les mêmes rives, l'un attrape-t-il des veaux et l'autre des chatons ?

— C'est que, voyez-vous, l'un a le capital ; l'autre n'a que son bon cœur.

Tovarichtch Staline, pas plus que le pêcheur-koulak, ne devait nous aimer, car la nuit que nous approchâmes de la ville qui porte son nom, notre bateau s'enlisa. Il fallut de longues heures d'efforts pour le remettre à flots. Au débarcadère de Stalinegrade, où nous accostâmes avec un grand retard, personne ne vint nous

obliger à descendre. Et nous avions hâte d'arriver à Astrakhan, chez Rakowsky, terme de notre voyage sur la Volga.

Nous ne bougeâmes donc point :

— Quelqu'un a-t-il envie de visiter la ville de ce koulak du communisme ?

— Non, non !

— Eh bien : en avant, vers l'ambassadeur tombé dans les choux !

Embouchure de la Volga. Ville puante. Myriades de moustiques. Peste, malaria, choléra.

— Izvostchik ! conduisez-nous au meilleur hôtel de la ville.

— C'est la Commounalnaia Gostinitsa.

Àl'Hôtel Communal, je demande deux chambres :

— Propres, hé ?

— Propres.

Installation des lits, qui me paraissent suspects. (J'en ai l'expérience.) Je les renverse, et voilà les épouvantables punaises, dont mon passé fut si riche. Mais, maintenant je n'en veux plus. J'ai, moi aussi, le droit de vivre sans punaises, d'autant plus que je paie très cher.

Furieux, je sors dans le couloir, qui est sombre et je fais un tapage à la roumaine, convaincu qu'on peut tout pardonner aux hommes, sauf de se laisser dévorer par les punaises, de vivre et de s'accommoder de cette vermine (facile à extirper) comme on

vit et on s'accommode d'une jambe de bois. Dans ma pauvre enfance, j'ai tout goûté, sauf ce supplice, que ma mère ne tolérait pas : « L'aisance, me disait-elle, est difficile à acquérir, mais la propreté est à la portée de tout le monde. » Et quand j'ai vu en Crimée des maisons pour le relèvement de l'enfance abandonnée, mais où cette enfance était la prisonnière de milliers de punaises, j'ai dit qu'il valait mieux battre ces enfants et les obliger au nettoyage, que d'être doux avec eux et leur laisser croire que la vermine fait partie intégrante de notre organisme.

Aussi, pestais-je dans le couloir, en réclamant des lits sans punaises. Alors une porte s'ouvre, dans l'obscurité, et un homme trapu vient à moi :

— C'est toi qui jures comme ça ?

— Rakowsky ! Comment ? Tu habites un hôtel plein de punaises ?

— Non. Il n'y en a presque pas. C'est à cause d'un congrès qui se tient en ce moment ; on a dû chercher des lits n'importe où.

Nous nous précipitons chez lui. C'est une seule chambre ; cinq personnes peuvent à peine y entrer. Un paravent cache le lit et le lavabo. Des malles bourrées de livres. Une table pleine de paperasses. Rakowskv travaille à une Vie de saint Simon. C'est pourquoi je le trouve gros, enflé, mou, car il est homme à guerroyer, non à écrire des Vies. Puis, il a la malaria. Il a encore je ne sais quelle autre maladie, qu'il ne peut pas soigner à Astrakhan.

Mais il n'a pas le « cafard ». Toujours prêt à se battre et plus que jamais convaincu de… De quoi ? Je ne saurais le dire. De ses paroles naissent bien des convictions, mais, quant à les définir,

peine perdue. Car, même amis, les ambassadeurs bolcheviks sont encore des diplomates.

Aussi préfère-t-il nous parler, avec enthousiasme, du lotus qui s'acharne à vivre ici, comme s'il était en Égypte, et nous décrit-il sa mélancolique existence de fleur traquée par le froid. Il exalte encore l'œuvre de fertilisation des sables environnants, par millions d'hectares, à l'aide de plantes spéciales.

— Vous devez voir ces deux miracles du delta de la Volga.

Nous séjournons huit jours et les voyons. Aux sables, quoique très éloignés, il nous accompagnera lui-même, sur l'invitation bienveillante des autorités locales, qui le prient de faciliter la tâche du vieil ami que je suis pour lui. Et nous voici officiellement admis dans l'intimité du grand proscrit, qui transforme notre séjour dans ce cloaque pestilentiel en une joie de toutes les minutes.

Le camarade Orloff — homme qui descendit un jour dans un puits pour y laisser à jamais ses deux jambes — est le fanatique promoteur de cette œuvre de géants, qui veut, non seulement fixer les sables qui chassent des villages entiers et menacent d'obstruer l'embouchure de la Volga, mais encore les rendre accessibles à la culture. C'est un cadre pour un roman épique. Je ne suivrai pas les explications techniques que nous débite avec volubilité ce héros paralytique, mais j'admirerai sa foi et celle de notre interprète de circonstance qui, ayant perdu lui aussi, non pas ses jambes mais ses ailes, se cramponne au béquillard et part avec lui à travers l'immensité de la steppe, où il est impossible de les suivre parmi les broussailles qui vous ensanglantent les mains et le visage.

Ils nous oublient. La nuit qui descend nous isole les uns des autres. Un silence de cimetière étouffe les voix de ceux qui s'entre-appellent, chacun luttant avec la vase et les ronces pour retrouver le chemin vers le remorqueur qui nous attend à une lieue.

Seuls le béquillard et le désailé, tout en haut sur la colline, les visages rougis par les derniers rayons du crépuscule, gesticulent, se précipitent à droite, à gauche, examinent la brousse, décrivent avec les bras de larges cercles qui veulent embrasser la terre et se montrent l'un à l'autre la marche du bolchévisme dans le monde.

Quelques jours après nous allons, sans Rakowsky, visiter le lotus, qui est à une journée de bateau dans le labyrinthe du delta, immense empire de plantes rares, de bêtes et d'oiseaux sauvages, où personne n'a le droit de chasser, ni de pêcher. Un remorqueur à aubes, Tov. Staline, nous y mène, encadrés par des officiels, dont un, qui a l'air d'être le chef de l'excursion, me paraît peu intelligent. Il me reproche ma sympathie pour l'Opposition, dont les leaders ne sont plus que des « traîtres ». Et pour me prouver qu'il en est bien ainsi, il apporte un argument qui est délicieux, cocasse et inédit. Le voici.

— Savez-vous ce qu'ont dit les habitants de Alma-Ata, lorsqu'ils ont vu arriver Trotsky ?

— Non.

— Eh bien, ils ont dit : Voilà l'ancien régime qui revient !

— ? !

Volume 1 · Dans l'U. R. S. S. · 12 · TRANSCAUCASIE

Je quitte Astrakhan en emportant la malaria. Les dernières quarante-huit heures de notre séjour dans cette ville, je les passe au lit, où une fièvre de cheval me dévore. Néanmoins, je me lève et nous partons sur la Caspienne, jusqu'à Makhatch-Kala, d'où nous prenons le train pour Tiflis.

C'est la seconde fois que je pénètre dans la capitale de la Géorgie. Et j'y reviendrai trois fois encore, après avoir été à Érivan, à Bakou et en Kakhétie.

Tiflis est la plus belle ville de l'Union et celle où l'on fait le plus longtemps la queue pour avoir du pain. Ces queues commencent à trois heures du matin. D'elles et de bien d'autres choses encore, les écrivains français, communistes « dans la ligne », ne parlent pas.

Aussi, pourrais-je, à mon tour, écrire un livre, voire deux, uniquement consacré à la Géorgie et rien que pour remplir les immenses vides qui gonflent à crever les pages de ces livres bien sages, bien stupides, absolument faux et totalement incompréhensibles, nés de la plume de tel écrivain qui a été une fois un homme et eût gagné de le rester.

Pauvre monde… Pauvre art… Pauvre conscience humaine… Que vous êtes pitoyables, méprisables ! Un petit os pour votre ventre et une miette de vanité pour votre cœur sec vous suffisent, vous comblent de bonheur et de quiétude, vous rendent aveugles, sourds et muets, vous transforment en une limace et vous font

oublier l'étendue de la souffrance que déversent sur toute la terre les tyrans qui vous asservissent.

Tiflis, Géorgie, Transcaucasie, Union soviétique toute entière : ce n'est pas ici, ni aujourd'hui, que je pourrai dire ce que vous êtes. Mais je vomirai, tout à l'heure, le symbole de ce qu'on a fait de vous. Et c'est seulement ainsi que je n'aurai pas inutilement mangé votre pain.

Notre itinéraire prévoit, cette fin de septembre, un mois d'arrêt, afin de classer nos impressions et, si possible, écrire notre premier volume. Pour ma part, je sens déjà que je suis un homme perdu : rien de gai ne sortira de ma plume. Mais le Crétois, qui est poète, se fait fort de dire si adroitement les choses, que la publication de notre livre à Moscou restera possible. Bien. On ne demande pas mieux à Moscou, c'est-à-dire : on ne demande qu'à publier des articles de nous, qui soient « dans la ligne ». Cela ferait aussi l'affaire de notre bourse commune, qui est bien malade, mais il ne faut pas que ça fasse son affaire à tout prix.

Nous prions le gouvernement géorgien de nous faciliter ce séjour d'un mois, sans lui demander autre chose que nous mettre dans les conditions de vie de tout citoyen soviétique, qui n'est pas nepman, ou commissaire du peuple, car nous ne pouvons plus payer une chambre seule cinq à sept roubles par jour et par couple.

On nous comble de générosité : le gouvernement nous offre complète hospitalité dans sa propre maison de repos, à Likanski-Dvoretz, près de Borjom. C'est somptueux. Nous sommes dans l'ancien palais d'été du grand duc Mikhail Nicolaévitch Romanov, tué. Ça sent un peu le sang et le nouveau bonheur, sanglant.

Séjour inoubliable, parfois triste, souvent mélancolique. Région divinement pittoresque, montagnes sauvages, rivières. Après la fameuse route militaire de Vladikavkaz, que nous parcourons en auto, en partant de Tiflis, nous roulons vers Tsikhisvari et Abastouman. Il m'arrive de ne pas vouloir croire que tant de bonheur puisse exister sur la terre, et réservé à une infime partie de l'humanité.

Et le Crétois écrit, écrit, pendant que je me morfonds et avale quatre fois par jour de la quinine.

L'Arménien est un homme que je connais bien, aussi bien que le Grec et le Juif. Les trois me sont fort sympathiques, malgré leurs défauts, parmi lesquels celui qu'on leur reproche le plus consiste à croire que si le soleil venait à disparaître pour toujours, ils seraient les premiers humains à pouvoir s'en accommoder.

Ce n'est pas précisément un défaut. Je m'en convaincs davantage en Arménie, qui n'est qu'une affreuse ruine et qui sera la première à se relever de cette ruine, grâce à la capacité d'adaptation de l'Arménien et malgré le communisme. Oui, malgré. Car aujourd'hui, quand je sais (et on le verra) ce qu'il est devenu entre les mains ignobles de l'homme, ce communisme n'est plus à mes yeux qu'un gâcheur de vies. Nous ne sommes devant lui, hélas, que de la chair à canon, tout comme devant le capitalisme, mais pour des raisons différentes, ce qui fait une belle jambe à l'ouvrier de l'usine.

La fausseté de l'homme au pouvoir qui triche avec la vérité, est tout aussi évidente à Érivan que dans les autres parties de

l'Union et dans l'internationale. Cet homme-là pue le mensonge, l'hypocrisie, le faux enthousiasme et les avantages qu'il en tire.

Mais ici, à côté du mensonge, un gros travail se réalise chaque jour. C'est que l'Arménien est plus sobre, plus économe que les autres. Il ne perd jamais le Nord. Ne lui est-il plus permis de s'enrichir tout seul ? Eh bien, il s'enrichira en commun. Et qui sait ? Ce jour-là, peut-être Etchmiadzine lui-même et son Katholikos ne s'en trouveront pas trop mal.

C'est pourquoi l'Arménie est une génisse qui tête à deux vaches : la soviétique et l'arméno-américaine, dont elle tire pas mal de lait. Ce qu'elle n'a pas, elle le prépare sur place, patiemment, laborieusement.

Je me souviendrai toujours de ce petit patelin, pour le grand nombre de bolchéviks de race que nous y avons découverts, et, parmi eux, le président du soviet local particulièrement, un homme qui nous a enflammés avec les terribles histoires de guerre civile qu'il avait vécues.

Au reste, cette sélection se justifie à Akhaltsikh, pays ravagé par les incursions des bandits turcs qui passent la frontière, volent, tuent et rentrent chez Kemal Pacha. On a dû prouver qu'on avait du poing. On les a impitoyablement massacrés. Maintenant on nous affirme que la région est « plus tranquille » et on nous invite à une pénible, mais très belle excursion à Bardzia, 43 kilomètres dont une bonne partie ne peut être parcourue qu'à cheval. On veut d'abord nous donner une idée de la sauvagerie de ces montagnes caucasiennes, bien plus imposante que celle du Vladicaucase, puis, nous faire voir la ville troglodytique et les ruines de ce qui fit jadis l'orgueil de la fameuse reine Tamara.

Nous acceptons avec enthousiasme, tous, même les femmes, car c'est une joie pour nos cœurs d'entendre ces bolcheviks, dont la foi est intacte et la vie bien dure, dans ce trou perdu du Caucase. Mais, quand nous apercevons le nombre d'hommes armés qui nous accompagnent, puis, installés sur nos montures, les six carabiniers à cheval, qui vont nous escorter, nous nous demandons un peu si c'est bien cela qu'on appelle un pays « plus tranquille » ! Nous y allons quand même.

Et nous ne le regretterons jamais.

C'est sur cette route que nous avons vu une station agronomique bâtie au-dessus d'une ancienne prison tsariste. Pourquoi n'est-on pas rien que cela, lorsqu'on est bolchevik ?

Il ne faut pas s'attendre que j'exalte les sondes, que je connais, pour les avoir vues dans mon pays. Ce n'est que du pétrole, dont on ne se sert plus, de nos jours, que pour promener, sur terre et dans les airs, la putainerie de ce monde et le germe du prochain massacre universel.

À Bakou, nous résidons également pour la seconde fois. On s'en souvient. Des visages connus surgissent, tous aimables, car l'homme est aimable dès que vous lui souriez. Et nous ne pouvions agir autrement, devant des hommes qui ne sont pas les plus fautifs et vous reçoivent à bras ouverts.

Nouvelle visite aux sondes, ou puits, qui deviennent denses comme une forêt. Quant au sort de l'ouvrier, qu'en sais-je ? Qu'en puis-je savoir, en comparant des chiffres ? Je connais le sort de l'ouvrier, quand je suis coude à coude au travail avec lui. Mais aujourd'hui, quand je ne descends des voitures officielles que pour m'asseoir à des tables officielles, je ne veux même pas

aller l'interroger : il se moquera du monsieur que je suis devenu ou il me mentira. On ne me la « fait » plus.

Certes, nous voyons « treize cités ouvrières, logeant vingt-cinq mille âmes », toutes battant neuf, toutes confortables, trop confortables. Nous pénétrons dans plusieurs foyers. C'est beau, c'est commode. On nous acclame. Nous répondons par des sourires. « Passez-moi la rhubarbe, je vous passerai le séné. »

Et nous quittons le pays de l'or noir sans rien savoir du tumulte qui l'agite, rien, sinon qu'au palace, où nous avons vécu, certain nepman et certain communiste se partagent fraternellement le même plat copieux.

Nous venons ici visiter le pays du fameux vin de Tsinandali, mais, personnellement, c'est tout autre chose qui m'y attire : Télav est un centre de terreur bureaucratique, conséquence impitoyable de la cruelle répression rouge de 1923, lors du soulèvement nationaliste, quand des régions entières furent littéralement décimées. Voilà mon vin de Tsinandali.

J'aurais voulu y venir, accompagné d'un guide de mon choix. Ce ne fut pas possible. Nous étions à Tiflis. On nous flanqua d'abord une espèce d' « écrivain prolétarien » muni de je ne sais quelle somme d'argent, dont nous n'avions pas besoin. Mais le soir du départ, la crapule « prolétarienne » se saoula ferme, vint en retard, nous fit manquer le train de minuit et vomit dans le tramway tout le long du trajet, entre l'hôtel et la gare, à l'aller et au retour.

Je m'en plaignis au président Makharadzé et au commissaire Todria, hommes respectables, vieux bolchéviks, qui furent indignés. Et c'est en compagnie du secrétaire même de la présidence,

le camarade Métrévelli, que nous partons à Télav. On comprendra que, dans ces conditions, il ne me fut guère possible de bouger. Néanmoins, des Grecs indigènes, que je rencontrai en Kakhétie, m'en dirent assez pour que, à partir de ce moment, mon cœur se refroidît définitivement à l'égard d'un régime qui chasse le paysan géorgien de son foyer, lui intime l'ordre de s'en aller où il veut et fait occuper sa pauvre maison et son lopin de terre par des « loups dans la ligne ».

J'ai pu un soir sortir seul et aller voir une de ces malheureuses familles, qui errent par tout le pays, crevant de faim et couchant dans les gares : il y a de quoi mourir de tristesse

Voilà ce qu'on a fait de la Géorgie…

Pauvre bonhomme !

Pour moi, maintenant, c'est la dégringolade de la foi. La Transcaucasie, empire de l'arbitraire, donne la main au Caucase, pays de débauche communiste, et tous deux complètent la règle générale de l'U. R. S. S. Aucune trace d'une volonté qui s'exerce d'en bas. Oppression d'en haut. Les petits gouvernements régionaux ne font qu'obéir à Moscou. Le ton de la politique en vigueur : écraser toute velléité d'indépendance spirituelle et de vraie critique ; se servir de n'importe qui accepte de voler « dans la ligne », parti et syndicats.

Les syndicats, surtout, ainsi que les Jakt (coopératives de logement), sévissent avec une cruauté dont jamais okhrana tsariste n'a osé faire preuve. Car l'okhrana n'était qu'une police bien organisée, mais dont les fonctionnaires ne constituaient pas une secte. Or, le communisme officiel est une secte. De plus, l'okhrana n'avait pas sa main noire enfoncée dans le ventre de

l'homme ; elle ne l'attaquait que dans son droit de penser ; si l'homme ne pensait pas comme le tsar, il risquait de perdre un jour sa liberté ou sa vie, ou les deux ensemble. C'était tout et on le savait. En attendant cet « accident », l'homme pouvait encore gagner son pain quotidien. Avant ou après le bagne, l'ouvrier, malgré le « carnet noir », restait un ouvrier, digne de l'embauche et du logement.

Il ne l'est plus aujourd'hui, s'il ne pense pas comme le Politbureau. La main féroce du Parti et celle du Jakt détiennent tout, pain et abri. Un soupçon, et ta place à l'usine, et ton logement, chancellent. Encore un pas dans la voie de l'insoumission, et te voilà sur le pavé : chassé du syndicat et de ton travail, personne, personne ne pourra t'occuper ; tu es voué à la plus noire misère, à la faim et au suicide. Enfin, s'il t'arrive d'être une « mauvaise tête » qui oses t'agiter, un jour on te ramasse discrètement et aucun de tes copains ne sait plus ce que tu es devenu.

Voilà ce qu'on a fait…

Mais on a fait et on fait encore autre chose. En voici le résultat :

La terreur qui frappe le ventre et l'abri, c'est-à-dire la pire des terreurs, produit, un jour ou l'autre, la lâcheté générale, et les deux accouplées permettent aux tyrans de jouir à leur guise.

Ils le font sans gêne, à la barbe des vaincus. S'appuyant d'abord sur une minorité gouvernante avec laquelle le pouvoir partage le meilleur, puis, sur une masse qui vient immédiatement après et qui se prête à tout, pour assurer son pain, la bureaucratie fausse les écritures, dilapide la caisse, viole la femme qui lui plaît, exige des ouvrières un prélèvement de droits « en nature »,

boit sec et se casse le cou. Paradis terrestre, le Caucase a vu de magnifiques autos dégringoler dans ses abîmes, avec d'illustres chefs, de belles femelles et un camarade chauffeur, tous ivres-morts.

À Astrakhan, l'un de ces « camarades chauffeurs » (la voiture et le chauffeur de l'ispolcom lui-même), nous prenant sans doute pour des « communistes » chic et n'arrêtant pas un instant de blaguer nos compagnes, conduit comme un fou, en dépit de nos avertissements, renverse un enfant et lui passe sur le corps avec toute la voiture, heureusement sans le tuer. Je me suis levé, lui ai envoyé quelques horions, comme cela se fait entre non-communistes et, tout chauffeur de l'ispolcom qu'il était, malgré la présence de Rakowsky dans la voiture.

« Voici ce qu'on a fait » de la marmelade communiste.

Arrivés à Novi-Afon (Abkhasie), en novembre, j'écris, le 4 décembre 1928, ma première lettre à une haute institution de Moscou, dans laquelle je dis tout ce que je vois, je sais et je pense. Je le dis de la façon la plus amicale, mais aussi la plus nette, la plus catégorique.

Puis, une quinzaine passée dans ce formidable cloître — superbe pays riant au soleil et à la mer Noire — nous prenons le train pour Moscou.

Les braves abkhasiens, qui ont tout fait pour nous être agréables, et qui vont me maudire ! Mais, n'y aura-t-il qu'eux pour me maudire ? Toute cette « sixième partie de la terre » et toute cette Internationale qui lui ressemble, vont me maudire.

Soit. « Toute » et « toute », c'est une façon de parler.

Quand les malédictions cesseront, la vérité commencera à faire son chemin. Alors on me trouvera à mon poste, celui que je garde depuis ma venue au monde, celui qui restera.

Le Caucase riverain de la mer Noire clémente, de Batoum à Novorossisk, est très fréquemment habité par des Grecs et des Roumains. Il en est qui hurlent avec les loups, pour un plat de lentilles, à l'exemple de la plupart de ceux qui habitent les grands centres. Je n'en ai pas moins rencontré des hommes. C'est à eux, d'abord, que je dois la vérité qui m'a ouvert les yeux, avant de la devoir au monstrueux abcès qui va m'éclater tout de suite en pleine figure, comme une implacable confirmation de ce qui est et qui ne peut pas couver à l'infini.

Nous ne nous doutions pas plus de l'existence de cet abcès, que de ce qui se passe sur la planète Mars. Et cependant, nous sentions qu'une rupture définitive allait se produire en nous.

Aussi, ne nous emballons-nous plus pour les splendeurs terrestres qui se déroulent sous nos yeux, pendant que l'auto nous emmène à travers la divine région de Soukhoum, Novi-Afon, Gagri, Sotchi, tête de ligne du Caucase-Moscou.

Adieu les rêves, les projets ! Rêves de dévouement à la nouvelle Sainte Russie, que nous adorons. Projets de combats pour la défense de l'U. R. S. S., mère qui enfante l'humanité de demain.

Ne t'empresse pas de te réjouir, ô vermine blanche ! Pourriture qui ne peux plus rien enfanter, sinon des cataclysmes, la misère, la lâcheté, l'égoïsme, l'esclavage, la débauche ! Arrière, vous tous qui puez la sueur de l'exploité, le sang des autres et vos propres excréments !

Oui, nous sommes, pour le moment, des vaincus. Oui, nous ne nous entendons pas, entre frères de combat. Mais, soyez-en certains, nous ferons toujours un seul front contre vous, les croque-morts, et sommes prêts à mourir en vous frappant de toutes nos armes.

Nous, nous avons de l'estomac pour digérer notre pourriture, puis, y enfanter une vie nouvelle. Vous, vous n'en avez plus !

Les steppes vertes du mois d'août, les steppes grises de l'automne sont maintenant ensevelies sous la neige. Le patient, le confortable train russe les éventre en ahanant, bon buffle qu'il est.

Je connais tout cela. C'est mon second hiver russe. Et cependant, je n'en puis plus goûter le charme : mon cœur est mort.

Notre compartiment qui avait connu tant de discussions orageuses, tant d'éclats de rire, n'est plus maintenant qu'un croupissant dortoir. Nous ne nous parlons plus. Dans les gares, chacun descend pour s'acheter les vivres qu'il aime, remonte, bouffe, roupille, rêvasse, ou gémit, tout seul.

Le Crétois est plus calme que moi. Il comprend tout et l'admet. C'est pourquoi un tiède malentendu nous sépare quelque peu. Une chose entre toutes lui tient à cœur : nous avions convenu de continuer notre voyage au Turkestan et en Sibérie, jusqu'à Vladivostok et, si possible, jusqu'en Chine et au Japon. Or, pour ma part, je considère perdue la cause que je voulais défendre ; je ne veux plus de billets de libre parcours, ni continuer de fastueuses réceptions qui m'obligent à sourire, sourire… et me taire. Et sans moi, il sait que tout se gâte.

Tout est déjà gâté, car je retrouve une Moscou qui est au courant de mon revirement. On m'en parle, avant que j'ouvre la bouche.

Au reste, Moscou parle d'un tas de choses à la fois et déballe un tas de saletés. L'odeur d'une de celles-ci m'a frappé dès le Caucase : de haut en bas on affirme que le soixantenaire de Gorki et les éditions fantastiquement arbitraires que l'on a faites de ses œuvres complètes ont coûté à la princesse en guenilles un million de roubles.

Je vais me renseigner à la source, car j'ai moi aussi mes petites et mes grandes entrées. On me répond, oui :

— L'homme auquel Gorki a confié ses intérêts soviétiques ne nous parle jamais par trente ou cinquante mille roubles, mais par cent mille et en dollars.

Je me souviens alors d'une réflexion d'Upton Sinclair, parlant de Jack London : Un homme ne peut guère avoir un contrat de trente-six mille dollars par an avec les Hearst Magazines et garder son âme en vie.

C'est juste. Et Jack London a payé cela en avalant du laudanum à l'âge de quarante ans.

Nous devons savoir avaler du laudanum ou, mieux, garder notre âme en vie.

⁂

L'exemple de pourriture ainsi donné du sommet de l'intelligence artistique, tout va à l'avenant, autour de nous. Laissons les cent petits scandales de tous les mois et de toute l'Union. Mais on

ne peut pas ne pas rappeler l'horrible abcès de Smolensk, où, comité de soviet, comité de syndicat, milice, Guépéou, magistrature et rédaction de journal, se coalisent pour faire la bombe et manger la grenouille pendant près d'une année, en muselant la ville. Plus une femme, parmi celles qui leur plaisent, qui puisse leur tenir tête. Et l'abcès ne crève que lorsque, avec une de ces femmes, ils vont jusqu'au meurtre. Alors, on en fusillera quelques-uns, on en emprisonnera quelques autres ; et l'un, on le nommera substitut du procureur dans telle région de Sibérie.

À Moscou même, j'assiste, coup sur coup, à plusieurs scandales semblables :

Plusieurs écrivains, plusieurs poètes des plus soviétiques, des plus prolétariens, entraînent un soir la femme d'un « camarade », maîtresse de l'un d'eux. On se saoule en commun, on donne des narcotiques à la folle, on se la passe à tour de rôle. Le matin, revenue à elle, la malheureuse se tue. Quatre ou six ans de prison.

Tout le comité du syndicat du bâtiment de Moscou se constitue en une ligue secrète pour la joie du bon peuple russe. Les types y contribuent chacun par… l'initiale de son nom. Cela donne, par hasard, un mot estimable et connu dans le monde du théâtre japonais : Kabouki. Ils s'appellent les Kabouki. Et qu'est-ce qu'ils font ? Ma foi, des bombes carabinées, avec l'immanquable femme et sur le compte de la malheureuse caisse. Ainsi jusqu'au jour où, affolés par la vodka, une nuit, ils font irruption dans la rue, hommes et femmes, un pot de mayonnaise à la main. Et les miliciens les arrêtent au moment où mâles barbouillent de sauce les fesses de leurs femelles.

L'article-feuilleton que les journaux publièrent ce jour-là, est un chef-d'œuvre d'humour.

Peu après, le comité du syndicat des fonctionnaires et des employés de Moscou, s'étant fait construire une Maison du… peuple, ou des syndiqués, y installe des postes de radio pour la bagatelle de six mille roubles. Puis, les braves camarades vendent leurs logements en ville et emménagent dans les nouveaux locaux.

Staline, exploitant les deux scandales dans son animosité pour Tomski, président des syndicats-okhranas, obtient des crapules bureaucratiques le vote qu'il leur demandait contre leur propre président, et les prend ensuite sous sa protection, en étouffant les deux affaires.

En province :

Un soviet de village couche à terre toute la population focale et lui passe une fessée soviétique.

Dans une ville de la Caspienne, deux communistes importants ramassent une femme dans leur auto, la conduisent chez eux et la violent. La femme est malheureusement l'épouse d'un membre du parti, lequel fait du tapage. C'est lui qui est exclu.

À Léningrad, trois scandales de tout premier ordre, dont un n'est pas public :

Parallèlement à cette danse, se déchaîne sous mes yeux celle de l'arrestation en masse des opposants, petits et grands, et leurs déportations. On enlève l'homme où il se trouve : de son travail, dans la rue ou chez lui, sous les yeux de ses enfants qui crient. Aucun compte à rendre à personne. S'il y a condamnation, soyez heureux qu'on vous la communique, ainsi que le lieu de votre in-

ternement. Si le condamné se met à faire la grève de la faim, on vient lui fouiller les poches, pour voir s'il n'y a pas caché quelques morceaux de sucre, puis, on lui dit qu'il est libre de refuser les aliments et on ferme la porte. Si tel se suicide, qui peut le savoir ? Si tel autre, à Leningrad, oppose une vigoureuse résistance, on l'amène de force, on lui fracasse le crâne, puis, on appelle sa femme et on lui offre cent roubles. On lui dit que son mari s'est suicidé et qu'on ne sait pas où est son cadavre.

Nous sommes à Moscou, le 19 décembre 1928 : j'écris ma seconde lettre à la même haute institution, où je compte des amis ; je me complète ; je demande qu'on me permette de dire le mal, tout en faisant confiance au pouvoir. Sans quoi, je suis obligé de quitter la Russie. Et dehors, je dois parler ou avaler du laudanum, car je serai à Paris.

Ma chambre, au Passage, ne désemplit pas une minute. De discrètes tentatives sont faites pour me repêcher. Je lis à trois ou quatre intimes les copies de mes deux lettres. L'un me dit : « Tu es bon pour la Sibérie ! Je te prie de ne dire à personne que je connais ces textes-là. » Un autre proteste de toute son innocence soviétique : « Il y a du vrai, mais en général nous sommes sur le bon chemin et tu as tort de nous en faire un plat. »

Alors je vais frapper à la bonne porte ; discuter, je veux savoir où vont les limites du « plat » et de la trahison.

— Dans votre bouche, un dixième de mal, mêlé à neuf dixièmes de bien, nous sera encore funeste.

— Donc, vous voudriez que j'écrive : Voici ce qu'on a fait… et patati et patata ?

— Certes, non. Ces livres-là, personne ne les lit et vous ne pouvez, ni devez les écrire.

— Alors ?

. . . . . .

. . . . . .

Jusqu'à quatre heures du matin : lutte des plus sincères, des plus amicales, des plus fraternelles, quand nous tombons écrasés d'épuisement, quand je suis prêt à tout, à tout, pourvu qu'on admette la vérité publiquement dans l'intérêt même de la cause ouvrière dans le monde.

Non. Impossible. Les soirs se succèdent, le mois passe. Rien à faire. Aimablement, on se serre les mains, les yeux navrés, et on se sépare, chacun gardant sa mentalité.

La nuit noire, une forte voiture conduite par un haïdouc me mène à l'hôtel. Je regarde les fenêtres endormies de toutes ces belles maisons et je me dis :

— Tout de même ! Ce sont des ouvriers qui occupent aujourd'hui ces appartements-là !

Volume 1 · L'affaire Roussakov ou l'U. R. S. S. d'aujourd'hui

Je dis bien : « l'Affaire Roussakov, ou l'U. R. S. S. d'aujourd'hui. »

Une « affaire », fût-elle des plus navrantes, si elle n'est qu'un cas isolé, si les traits essentiels, qui la caractérisent, ne révèlent pas l'esprit et les sentiments d'une large humanité, ne peut pas figurer dans un livre comme celui-ci, où tout se rapporte au général.

Mais l'Affaire Roussakov n'est précisément qu'un symptôme. Entre les causes qui l'ont fait éclater et l'abominable dénouement qu'elle vient d'avoir, en passant par les multiples péripéties de son développement, toute l'Union Soviétique est là : économiquement, politiquement, humainement et surtout, hélas, moralement.

J'étais allé en Russie, non pour découvrir aux ouvriers de la « patrie prolétarienne » un bien-être matériel supérieur à celui que les pays bourgeois offrent aux leurs. Nullement. J'aurais même fermé les yeux sur l'absence de tout bien-être matériel (ce qui n'est pas le cas). Mais j'étais fermement convaincu, que du point de vue moral, du point de vue de la justice élémentaire, la « dictature du prolétariat » ne laissait rien à désirer, ne pouvait être que saine, puisque, s'il est très difficile de créer du confort, rien, absolument rien n'empêche d'être juste et honnête.

La monstrueuse révélation !

Encore, si j'avais, au moins, la consolation inhumaine de penser que seule la classe ennemie souffre de l'immoralité et de l'injustice « prolétariennes » ; encore, si je pouvais me dire que cette ignominie a eu lieu, dans quelque coin de la Sibérie, où le contrôle est relâché ; ou encore, si les faits m'étaient moins connus, si leur universalité était moins catégorique et ma patience à demander justice, moins louable…

Mais non, rien. C'est la classe ouvrière qui est la plus frappée dans l'U. R. S. S. L'Affaire Roussakov a éclaté au cœur de la seconde capitale de la Russie ; et des milliers d'abcès semblables éclatent ou sont étouffés d'un bout à l'autre de l'Union, mais chacun ne trouve pas, comme a trouvé le vieux Roussakov, un défenseur qui remue ciel et terre, du chef suprême de l'Union au dernier bureaucrate, pour lui mendier justice, justice, justice.

Ô Justice ! Ô Prolétariat ! Un prolétaire authentique, un homme qui est resté homme, après avoir gravi l'échelle de toutes les existences, un vieux frère, qui est resté votre frère, vous maudit de son meilleur cœur et vous crie : les « Affaires Roussakov », les milliers, connues, et les centaines de milliers, qu'on ne connaîtra jamais, vous porteront malheur et vous livreront, sur toute la terre, au sort que vous réservez vous-mêmes à la pauvre vie humaine, dans le pays de la justice et de la Dictature du Prolétariat.

Voici maintenant le visage de votre patrie :

Comme je l'ai déjà dit au cours de ce livre, j'ai fait la connaissance de Roussakov, par son gendre, l'écrivain français Victor-Serge (Kibaltchitche), en novembre 1927, lors de notre visite officielle à Leningrad. Le vieux Roussakov, dont la famille compte six membres, et Victor-Serge avec sa femme et leur garçon, habitent le même appartement, au 19 de la rue Jéliabov.

C'est la jalousie « jeune communiste » pour cet appartement — qui a onze pièces — qu'on trouvera à l'origine de l'odieuse provocation, aujourd'hui devenue une véritable affaire. Certes, l'appartement est grand, et beau. Mais à sa beauté, le vieux n'y peut rien, puisqu'il l'occupe légalement. Quant à son étendue il est en-

core moins coupable, car neuf personnes ne détiennent que quatre pièces et un petit cabinet, les autres chambres appartenant à la Coopérative du Logement (le Jakt) et étant occupées par ses membres.

Comment me serais-je douté qu'une question d'appartement prendrait un jour de telles proportions, que l'on arriverait à demander publiquement la mise à mort d'un homme absolument innocent, de celui précisément qui couche sur un grabat, dans un cabinet obscur dissimulé derrière la salle de bains ?

Enthousiaste, épris de l' « œuvre socialiste », et tel qu'ils me voyaient lors des fêtes du X Anniversaire, les pauvres diables ne me confièrent pas grand'chose de leurs soucis de gens vaincus. Ainsi j'ai su seulement que Victor-Serge, étant un opposant (guère dangereux), sa famille, les siens, ne pouvaient s'attendre qu'aux rigueurs d'un régime impitoyable à l'égard de tous ceux qui ne sont pas dans la fameuse « ligne ». Or, justement, le vieux Roussakov l'était encore moins que son gendre.

Travailleur manuel depuis plus de quarante ans, révolutionnaire indépendant depuis toujours, Alexandre Ivanovitch Roussakov n'est autre que le brave juif Jossélévitch, ouvrier teinturier, de Rostov. Pendant la Révolution de 1905, il prend part à la défense du quartier juif de cette ville, contre les attaques des centnoirs, voit sa demeure saccagée et se sauve dans le monde. Il roule sa bosse pendant quinze ans, traînant avec lui, comme tant de juifs que j'ai connus, une femme vaillante et sept enfants, la plupart en bas âge. Et il reste révolutionnaire, il fait partout sa petite agitation.

Il la fait mieux à Marseille, où il demeure plus longtemps, rafistolant les vêtements des marins et n'oubliant jamais, lors de la livraison, de chantonner à ses clients sa vieille chanson de Juif errant, que les pogroms ont chassé de chez lui. Si bien qu'en 1919, le gouvernement français le trouve indésirable, l'enferme dans un camp d'internement et l'échange, en compagnie de plusieurs autres détenus, contre des officiers français, otages des bolchéyiks.

Arrivé à Petrograd avec toute sa marmaille, il pleure de joie et baise la terre de la Révolution. Organisateur et travailleur infatigable, il dote la ville aux abois d'une blanchisserie qui marchait, nom de Dieu ! s'écriait-il. Puis, il crée deux « Maisons d'Enfants ». Puis…

C'est tout. La « terre de la Révolution » n'a plus besoin de semence de cette qualité-là. (On verra que, traîné à la barre de la « justice » soviétique, l'accusation lui reprochera d'avoir, en qualité de directeur de la blanchisserie, travaillé comme tous ses camarades ouvriers : « C'est encore un mauvais exemple ! lui lancera le camarade président du Tribunal ! Vous étiez directeur. Vous n'aviez pas à travailler. »)

Tel a été probablement l'avis des communistes de la nouvelle « ligne », qui écartèrent ce directeur et ses exemples. Que deviendrait l'Union Soviétique, si tous les directeurs, présidents, secrétaires et autres bureaucrates, se mettaient au travail, tout comme des ouvriers qu'on « rationalise ».

Devenu un simple outil, qui roule d'une usine à une autre, Roussakov n'est nullement affecté :

— Pour moi, c'était la même chose, me dit-il. Comme directeur, mes enfants n'avaient pas de souliers, et comme ouvrier, ils n'en ont pas davantage. Quant au morceau de pain que je leur dois, pour ça, mes bras sont encore bons. Et d'une façon ou d'une autre, je ne demande qu'une chose : que je puisse gagner ma vie, pour moi et pour ma famille, comme je l'ai toujours fait. C'est tout, et qu'on me fiche la paix !

Ici commence le drame.

Dans tout pays bourgeois, un manuel qui ne demande qu'à gagner son pain, pourvu qu'on lui fiche la paix, ce n'est pas une « affaire ». C'en est une, une grosse, dans la « patrie du prolétariat ». D'abord, la paix n'existe pour personne, en Russie, pas même pour le bureaucrate, qui passe jour et nuit à se demander s'il est bien « dans la ligne », ou s'il ne s'est pas, par hasard, déplacé d'un millimètre en se mouchant ou pendant son sommeil. Quant au pain, c'est la grosse affaire.

Le pain, c'est toute la vie, quand la vie n'est plus qu'un enfer. Quand le droit de penser et de bouger n'est plus qu'un souvenir, avoir le pain assuré, c'est énorme, c'est tout. Le dictateur sait cela et en fait son profit. Il enfonce sa main, noire ou rouge, dans le ventre de l'homme et lui fait comprendre ceci : Mourir, c'est peu de chose. N'importe qui en est capable, cela se voit pendant les guerres et les révolutions. Vivre affamé et sans abri, c'est bien pire. Aussi, comme j'ai besoin de gouverner, je te demande ce que tu penses. Et selon ce que tu penses, tu auras ou tu n'auras pas le pain et l'abri.

— Ce que je pense ? fait le bureaucrate. Mais je ne pense rien et je vous demande de me dire ce que je dois penser. Seulement,

rappelez-le moi tous les jours.

— Ce que je pense ? réplique Roussakov. Eh bien, je pense que vous êtes des salauds, qui pliez tout le monde à votre seule volonté, qui monopolisez tous les moyens d'existence, en faites un instrument de torture, affamez celui qui ne danse pas au son de votre flûte et le jetez en prison quand il proteste à la face du ciel. Voilà ce que je pense.

Dites avec la franchise, la crudité qu'on voit, ces paroles-là et rien que ces paroles, n'entraînent nulle catastrophe dans nul pays que le diable a bien voulu préserver d'une dictature. Tout au plus, taxé de « rouspéteur », vous arrive-t-il d'être mis à la porte. La belle affaire ! Un de perdu, dix de retrouvés, dit-on en France. (En Roumanie, on dit mieux : pourvu qu'il y ait le lac ; des grenouilles, tant qu'on en veut !)

Pourvu que je sois un ouvrier capable et qui veuille travailler. Du travail, s'il n'y en a pas comme des grenouilles, notamment du travail humain, il s'en trouve toujours. Et — ouvrier éternellement « rouspéteur », semblable aux braves Roussakov, qu'on mate en Russie à coups de trique — plus d'une fois par mois, il m'est arrivé trente ans durant de crier contre une injustice, de me défendre ou de prendre la défense d'autrui et de cracher mon venin à la figure du « singe » ou à celle de son valet. Eh bien, le plus grand malheur qui ait pu me frapper, ç'a été de recevoir mon congé ou, plus fréquemment, de faire mon baluchon, sans plus attendre ce désagréable coup de pied. Une fois dans la rue — cette rue bien plus large, bien plus belle quand vous sortez du bagne — j'allais faire ma petite promenade d'homme libre ou qui se l'imagine, le temps d'avaler mon amertume, puis, introduisant

mon nez par l'ouverture d'un guichet : Bonjour, Monsieur, vous embauchez ?

C'était tout, et c'était parfois assez amer.

Je ne savais pas qu'il pouvait y avoir pire et surtout pire que tous les pires imaginables.

Ce mal suprême, hommage à l'inépuisable égoïsme humain ; ce crime de lèse-majesté, que la pensée universelle se chargera un jour de marquer de son fer rouge ; ce comble du banditisme et de la terreur, a trouvé sa parfaite expression dans l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, sous le régime de la soi-disant Dictature du Prolétariat.

Tyrans qui écrasez la vie ! Croyez-vous que toutes les gueules mangent du foin ? Que toutes les lèvres peuvent être cadenassées ? Que toutes les consciences peuvent être endormies ? Et que plus jamais une voix ne retentira dans le désert ?

Tout le monde sait ce qu'est le Parti Communiste : une arme de lutte, pour la prise du pouvoir par le prolétariat, dont le levier de commande est à Moscou. Mais le monde ouvrier, sait-il ce que sont les Syndicats Rouges ?

Avant la guerre, quand il n'existait ni le rouge, ni le blanc, ni le noir, il y avait les syndicats ouvriers tout court, qui luttaient contre le patronat. Je demande : contre qui luttent dans l'U. R. S. S., les Syndicats Rouges ? Quelle est la raison de leur existence, de leur immense force, dans ce pays où le patronat n'est plus qu'un souvenir ?

La voici : c'est pour détenir tous les moyens par lesquels un travailleur pourrait gagner sa vie et ne distribuer le travail que selon la façon dont pense celui qui veut manger en travaillant. C'est au moyen des Syndicats Rouges que le Parti fait la loi dans l'usine, la fabrique, l'atelier, le magasin, le bureau, le logement, partout. Personne ne peut trouver embauche, autrement que par le syndicat. Et, une fois chassé du syndicat, il ne vous reste plus qu'à vous brûler la cervelle : toute activité lucrative, toute possibilité de gagner votre vie, vous sont refusées.

Que l'on songe à l'épouvantable puissance ainsi mise entre les mains des hommes auxquels les écoles officielles disent que la morale et l'honnêteté sont des « préjugés bourgeois », et que seul le matérialisme existe réellement sur la terre. Que l'on songe que, même si les écoles communistes enseignaient exactement le contraire, ce serait encore une calamité sociale de livrer la majorité de la population à l'arbitraire d'une infime minorité d'hommes, lesquels, après tout, ne peuvent pas être des anges.

Cela dit, levons le rideau :

Le 1 février de l'année courante, démoralisé, vaincu, je venais de finir tous les préparatifs de mon départ de Russie et je me trouvais dans ma chambre de l'hôtel Passage, à Moscou, quand Victor-Serge entre, très calme, mais pâle comme la mort :

— Voilà, fait-il, se laissant tomber sur une chaise : maintenant c'est à notre tour d'être dévorés.

Et il me lit une dépêche que les siens venaient de lui envoyer de Léningrad. Il y était question d'un article abominable, paru la veille dans le plus grand organe régional du parti, Léningradskaïa Pravda, la Pravda de Léningrad. Le vieux Roussakov y était dé-

noncé à la vindicte publique, comme un ennemi du prolétariat. On demandait son arrestation immédiate et un châtiment exemplaire. Quel châtiment ? Eh bien, le titre de l'article l'indiquait nettement : Kalganovskaïa poroda, c'est à dire : De l'engeance de Kalganov. Or, Kalganov, fils d'un ancien propriétaire et assassin d'un président de coopérative, venait d'être fusillé, quelques semaines auparavant.

Les bras ballants, le regard fixé au sol, Victor-Serge semblait anéanti.

— Voyons, lui dis-je. Tu ne vas pas me faire croire que quelqu'un au monde puisse confondre notre vieux Roussakov avec le blanc Kalganov. Ce n'est qu'une sinistre farce.

Il posa sur moi des yeux éteints :

— Mon pauvre vieux… Tu connais aujourd'hui ce pays comme peu le connaissent, mais personne ici n'a voulu te dire jusqu'où peut aller la puissance du mal. Nous avons tâché de t'épargner cela. Maintenant, le mal te saute à la gorge, malgré nos efforts. Pourquoi n'es-tu pas parti huit jours plus tôt ?

— Mais de quoi s'agit-il ?

— Il s'agit de ceci : dans l'U. R. S. S., quand on est aux prises avec un individu isolé, ça va ; les forces sont égales. Mais quand c'est une organisation, ou plusieurs individus — comme c'est aujourd'hui le cas — qui s'attaquent à quelqu'un, l'homme est perdu. C'est le pot de fer contre le pot de terre.

Nous allâmes chercher l'article. Le voici, intégralement :

DE L'ENGEANCE DE KALGANOV

« Il y a quelques semaines, a été fusillé à Moscou, Alexandre Kalganov, fils d'un ancien propriétaire, qui avait tué le président de la coopérative de logement Karavaiev. L'exécution de Kalganov a été un avertissement brutal adressé à l'élément koulak et nepman, en regain d'activité.

« Mais il semble que la fin de Kalganov n'a pas exercé sur tout le monde l'action préventive attendue.

« Le 26 de ce mois, la camarade Marie Svirtsiéva, membre de la direction de la maison n 19, rue Jéliabov, entra dans l'appartement du citoyen Roussakov, pour examiner les réparations qui venaient d'être exécutées. Le citoyen Roussakov, locataire principal, s'approchant de Svirtsiéva, lui demanda grossièrement pourquoi elle était venue. Sur sa réponse, qu'elle était venue comme membre de la direction, il se jeta sur elle avec des cris et des injures. « Dans votre direction, tous sont des bandits et toi-même en es un. »

« Pour soutenir Roussakov, des chambres occupées par lui sortirent trois femmes et un homme élégamment vêtu, qui se mirent comme lui à offenser Svirtsiéva. Quand Svirtsiéva demanda au citoyen qui venait de l'aborder, quel droit il avait de l'offenser, l'inconnu répondit qu'il était écrivain et que les lois n'étaient pas écrites pour lui. Ensuite, posant le doigt sur l'ordre du Drapeau Rouge, dont était décorée la camarade Svirtsiéva, l'écrivain s'écria : « Les gens qui portent ces ordres-là, nous les avons fusillés par paquets. »

« La préparation verbale de l'agression ne fut pas longue. Une des femmes, la fille Roussakov, saisit Svirtsiéva par l'épaule, tandis que Roussakov la frappait au visage. Tous les cinq, Roussakov

en tête, traînèrent Svirtsiéva par le corridor, jusque dans l'antichambre, en la frappant avec tout ce qui leur tombait sous la main. Roussakov frappait Svirtsiéva à coups de poing, sa fille opérait avec on ne sait quel objet lourd et l'« écrivain » cherchait tout le temps à arracher l'ordre du Drapeau Rouge. Svirtsiéva perdit connaissance et ne revint à elle que sur les marches de l'escalier couvertes de crachats.

« En revenant à soi, la camarade Svirtsiéva, soutenue par les habitants de la maison, alla à l'hôpital Pérovskaïa trouver un médecin qui constata sur son corps de fortes contusions, des épanchements de sang, des bleus et des égratignures. Sa robe était déchirée. L'ordre du Drapeau Rouge était tordu.

« Qui est Roussakov ? Sur les onze chambres de son appartement, il en loue 9 sur lesquelles il spécule à volonté. Dans une des chambres louées par lui, habitent deux comsomolki émigrantes de Roumanie, qu'il a, plus d'une fois aussi, rouées de coups et terrorisées, au point qu'elles craignaient d'en faire la déclaration à qui-de-droit. Dans les réunions de la maison, Roussakov suit toujours une ligne antisoviétique manifeste, fait des scandales, du désordre et essaie de briser les réunions. Il est venu de France, où il possédait un atelier de chapeaux.

« Et qui est Svirtsiéva ? Voici quelques brèves données sur sa biographie de classe bien caractérisée. Vingt ans d'ancienneté comme ouvrière, une des organisatrices du premier congrès des femmes en 1918. Pendant la guerre civile, elle sert dans l'armée rouge comme cavalier. Elle travaille ensuite illégalement en Pologne. Pour ses mérites militaires, elle est décorée de l'ordre du Drapeau Rouge. Membre du Soviet de Léningrad, membre du parti.

« Telles sont les biographies de classe de l'agresseur et de la victime. Il est absolument clair que dans le corridor à moitié noir d'un appartement bourgeois a eu lieu une rixe de classe bien caractérisée.

« Roussakov est de la même pâte que le fusillé Alexandre Kalganov. Ennemi acharné de la société prolétarienne, lésé dans ses intérêts personnels, il a essayé de passer sa haine sur la militante sociale Svirtsiéva. L'agression de Roussakov armé de ses poings tout comme celle de Kalganov, armé d'un couteau à cran d'arrêt, c'est une tentative d'attaque des éléments koulaks et nepmans contre nos rangs et notre travail créateur.

« L'opinion prolétarienne exige l'arrestation immédiate de Roussakov. Il faut un large procès qui soit aussi exemplaire et qui porte le même caractère d'avertissement que le procès de Kalganov à Moscou.

« Il faut châtier sévèrement les ennemis du prolétariat opérant sur le front du logement et de la vie quotidienne, qui attaquent nos militants avec le poing ou le couteau.

« L'affaire Roussakov doit être extraite du corridor ténébreux d'un appartement bourgeois et portée dans un large procès exemplaire suivi d'une sévère sentence, pour ôter aux autres l'envie de l'imiter.

« Tour. »

(Léningradskaïa Pravda, 31 janvier 1928.)

Ainsi, l'opinion prolétarienne exigeait l'arrestation immédiate de Roussakov, que le camarade Tour décrit, comme on vient de le lire, sans l'avoir jamais vu ni interrogé, sans rien savoir de son

existence, sans avoir jamais mis le pied dans son logement, sans avoir assisté à la scène de l'agression.

Je demande pardon aux ouvriers qui me lisent ; mais d'une telle « opinion prolétarienne », sortie de la poche des Tour, des Mour ou des Cour, je me moque autant que de l'« opinion » qui s'exprime, dans la presse bourgeoise, démocratique ou réactionnaire, par la bouche de ses Tour à elle.

— Maintenant, dit Victor-Serge, voici la suite logique : pluie de « résolutions » d'usine et autres ; arrestation du vieux, de ma compagne et peut-être de moi-même ; notre expulsion du logement qu'on veut nous arracher depuis si longtemps ; enfin, « procès et châtiment exemplaires ».

— Maintenant, dis-je, nous allons déballer nos effets, prolonger nos visas et nos billets, et remettre notre départ jusqu'à nouvel avis : qu'en dis-tu, ma compagne ?

— C'est ce que je pensais moi-même.

Quel bonheur, dans la détresse, d'avoir près de soi une grande compagne de vie !

Nous nous concertons sur la manière dont nous devrons nous y prendre pour agir le plus promptement possible. On devait surtout empêcher à tout prix l'arrestation de Roussakov, laquelle en entraînerait d'autres et déclencherait cette averse d'articles démagogiques, bien connue dans l'U. R. S. S., qui alimente la plèbe et permet au pouvoir de tenir.

C'est à ce moment que Victor-Serge reçoit la première lettre de sa maison. La vérité : c'est une affreuse provocation ; la femme de Victor est battue, ensanglantée par des coups de poing

au visage que la cavalière rouge Svirtséva lui assène en l'abordant, chez eux, rue Jéliabov. Nous courons !

Il se trouvait alors à Moscou, revenant de la frontière de Mongolie, où l'avait envoyé le gouvernement soviétique, le D Nikolaenko, anarchiste et homme. Il connaissait Roussakov mieux que moi. Il avait été son compagnon d'internement, à Marseille, et lui-même avait fait partie du groupe échangé contre des otages français. Un document rare, une photographie de l'époque, le représentait, ainsi que Roussakov, Victor-Serge et quelques autres détenus politiques, devant la porte de leur prison et encadrés par des soldats sénégalais. (Plus tard, un camarade juge, auquel nous présenterons ce détail du passé révolutionnaire de Roussakov, contestera l'authenticité de ce document, objectant, à notre grande hilarité, que les Sénégalais ne lui paraissent pas assez noirs !)

Au « Petit Paris », cette unique oasis de libre discussion dans Moscou la tyrannique, Pierre Pascal, son courageux amphitryon, gendre comme Victor-Serge, de Roussakov, le D Nikolaenko, Victor-Serge et moi, tenons conseil. Pascal et le docteur sont sceptiques :

— Rien à faire. On ne peut que se laisser dévorer.

— Mais, dis-je, on peut au moins secouer pieds et mains, vigoureusement, comme lorsqu'on tombe à l'eau.

— Ça dépend de ce que tu entends par « secouer vigoureusement pieds et mains ». Dans les eaux soviétiques, trop bouger ne mène qu'à une prompte asphyxie.

Mais Victor-Serge est de mon avis et nous tombons tous d'accord pour bombarder le pouvoir de télégrammes, que chacun rédige à sa façon.

Voici les dépêches expédiées de Moscou, le 1 février 1929 :

Par le D Nikolaenko :

Rédaction de la Pravda de Léningrad. — Connaissant depuis vingt ans par notre vie communiste d'émigrés en France l'ouvrier révolutionnaire Roussakov, je proteste avec indignation contre l'article calomnieux de Tour et j'exige une enquête impartiale.

Un télégramme analogue est adressé à la Pravda de Léningrad par Pierre Pascal.

Victor-Serge télégraphie :

Rédaction de la Pravda de Léningrad. — Je proteste contre la campagne ignominieuse et calomnieuse faite dans la Pravda de Léningrad, sous la signature de Tour, contre le vieil ouvrier, émigré politique, Roussakov. Cette campagne achève une longue série de mesquines provocations provenant d'une komsomolka (jeune communiste) du type de Smolensk, à seule fin d'arracher une chambre, provocations qui ont amené une agression contre ma femme à son propre domicile.

Victor-Serge.

Et moi :

Au président du Vtsik de l'U. R. S. S. Kalinine.

La Pravda de Léningrad a publié sous le titre Kalganovskaïa Poroda, contre le vieil ouvrier révolutionnaire Roussakov que je

connais bien et dont l'innocence est facile à prouver, un article calomnieux qui constitue une intolérable provocation aux persécutions judiciaires et autres Devant quitter l'U. R. S. S. dans 48 heures, je fais appel à votre esprit de justice et demande pour cette famille de travailleurs une réparation publique.

Àla Pravda de Léningrad :

Au sujet de l'article Kalganovskaïa Poroda, paru dans votre organe, je vous prie de prendre connaissance de ce qui suit :

Je connais la famille Roussakov pour avoir vécu dans son sein à Léningrad ; je suis absolument convaincu, non seulement de son innocence, mais aussi des persécutions dont elle est victime et sachez que je suis prêt à agir avec la dernière énergie, ici et à l'étranger, contre de telles ignominies.

Ces télégrammes furent envoyés dans l'après-midi et le soir. Celui destiné à Kalinine mit en émoi les employés du télégraphe, qui me connaissaient, hélas, pour n'avoir fait que transmettre mes protestations les derniers temps à Moscou. Mais je n'avais pas encore importuné le président de l'Union. Et où trouver celui-ci ? Chacun se le demande. On appelle un chef, un autre. On téléphone à droite, à gauche :

— Il y a un télégramme pour Tovarichtch Kalinine.

— Envoyez-le à la Centrale.

Les employés rient tout bas. Je fais de même, malgré ce cœur qui ne s'attendait pas à un tel coup et n'avait aucune envie de rire.

Le lendemain, dès dix heures, je reçois le premier signe de réaction. Mais quelle réaction ! C'est la rédaction moscovite de la Léningradskaïa Pravda qui me demande, incrédule, si c'est bien moi qui ai envoyé un tel télégramme au grand organe régional du parti ; à Léningrad on ne le croit pas.

Alors je n'y puis plus tenir. Et oubliant que je téléphone du plein couloir de l'hôtel, je me déchaîne comme un homme qui n'a plus rien à perdre, puisque la foi est perdue :

— Ah, vous vous croyez victimes d'une mystification ? On est si peu habitué ici, n'est-ce pas, à voir les gens relever la tête ?

— Non… mais… « Protester, ici et à l'étranger », « ignominies »… Ça nous paraît un peu fort.

— Ça vous paraît un peu fort ! Eh bien, tas de salauds ! Tas de bandits ! Assassins d'ouvriers ! Oui, ce sont des ignominies, ce que vous faites, et je protesterai ici et à l'étranger !

Je hurle ainsi pendant dix bonnes minutes, coupant la parole à mon invisible interlocuteur, sans même savoir s'il m'écoute encore ou non. Les portes du couloir s'entrebâillent. Je sens plutôt que je ne vois des yeux grand-ouverts, qui me regardent un instant et disparaissent.

Enfin, m'arrêtant, la voix du rédacteur conclut :

— C'est bien, camarade Istrati, je rapporterai ce que vous venez de me dire. Moi, je n'y suis pour rien.

Quand je rendre dans ma chambre, je trouve ma compagne contente, Haïdouque lumineusement heureuse de savoir que

quelqu'un ose au moins mugir sa révolte contre la tyrannie. Mais Victor-Serge, qui est là, est terrifié :

— Eh bien ! Jamais homme n'a eu jusqu'ici l'audace de crier aux Soviets ce que tu viens de leur lancer à la figure, presque publiquement. Pour n'importe qui d'entre nous, ce serait la Sibérie, sans plus.

Qui voudrait jamais croire que le premier effet du progrès social est qu'on ne peut plus se crier, entre frères de luttes, les mots que les bourgeois les plus rétrogrades se crient journellement : assassins ! bandits ! sans, pour cela, risquer un voyage vers quelque Sibérie ? En quoi consiste-t-il, alors, ce droit de critiqué, ce droit de contrôle, cette prétendue faculté de l'ouvrier de pouvoir s'exprimer chez lui, agir, comme seule une république révolutionnaire doit le permettre ? Est-ce un progrès, ou une barbarie digne de l'inquisition, quand, toutes les libertés mortes, les plus abominables crimes, les plus monstrueux abus de pouvoir, s'épanouissent comme un nid de vipères au soleil, s'attaquent à l'homme et le dévorent, dans un silence de cimetière ?

Je raconte en détail cette page de ma vie, avec tout ce qu'elle peut contenir de vaillant, non pour m'en enorgueillir, espèce de monstre, car je suis un vaincu, mais pour que l'humanité laborieuse et révolutionnaire puisse en tirer le plus d'enseignements possible, au profit de ses luttes de demain : oxygène pour les flammes qui dévoreront la générosité humaine.

Après m'être tu pendant huit mois, je ne suis pas ici pour miauler ma révolte. Des yeux que je n'oublierai jamais, des voix qui tonnent encore dans mon cœur, m'ont jeté sur les épaules des charges qui m'écrasent et que je ne peux plus soutenir. Je vois

surgir sur mon papier l'image des hommes hâves, squelettiques, aux regards de fous, chancelant de colère autant que de privations et qui me disent :

— À la façon dont nos Pravda parleront de toi, nous saurons si, à l'étranger, tu as tenu ta parole ou si tu n'es qu'une fripouille.

Ce n'étaient pas des « blancs », ces hommes-là. C'étaient des émigrés politiques, ces polit-émigrant, épaves du fascisme, qui errent par dizaines de milliers, dans toute l'Union, où les pires canailles vivent confortablement au Liouxe, parce qu'elles sont « dans la ligne ». Et un de ces errants à quatre-vingt-dix kopeks par jour, m'a crié une fois :

— Dis à nos camarades de là-bas, qu'ils doivent toujours défendre l'U. R. S. S. au prix de leur vie et mourir en la défendant. Mais qu'ils ne fassent pas comme nous : qu'ils ne viennent pas ici, s'ils sont des révolutionnaires, goûter au pain de la Révolution.

C'était un de ces « rouspéteurs » à la Roussakov.

— Oui, je proteste contre l'iniquité ! s'écriait-il. Pourquoi suis-je un révolutionnaire ? Si j'étais de ceux qui se plient et se taisent, je ne serais pas ici, maintenant, et je me trouverais moins mal, en obéissant aux bourgeois qu'aux soviets, car rien ne me manquait dans mon pays, sinon le droit de parler. Et je ne savais pas, en me réfugiant ici, que le droit de parler meurt sous toutes les dictatures.

La journée du 2 février, je la passe accroché au téléphone et à tracer — pour la justice, pour la presse et pour la présidence — la vraie physionomie de Roussakov. Je raconte la vie de l'homme et

du révolutionnaire, et donne la version exacte de l'acte de banditisme, auquel s'était livrée l'hystérique décorée de l'ordre du Drapeau Rouge. Je conclus partout en disant : Si je mens et si vous me prouvez que Roussakov est le « contre-révolutionnaire » décrit par Tour, je veux bien être fusillé en même temps que lui.

J'espère qu'on ne peut pas être plus net.

L'article dans la poche, nous allons rendre visite à quelques-uns de ces grands amis rédacteurs, qui m'avaient si souvent demandé d'écrire pour leurs organes. La rédaction de la Comsomolskaïa Pravda — le plus important journal de Moscou, après la Pravda — me reçoit avec des cris de joie :

— Alors ! vous nous apportez quelque chose ?

— Justement : je viens vous apporter un article. Le voici. Il est modéré, pas long, et je vous prie de me le publier tout de suite, sans rien y changer. C'est une très grave question ; je compte sur vous.

Un coup d'œil sur mon papier, et voilà que tous les nez s'abaissent vers le sol. Néanmoins, on me promet de le passer tel quel.

On va voir comment on a tenu promesse. Je publie ici cet article, pour permettre à chacun de se faire une idée de l'arbitraire communiste, de l'impossibilité dans laquelle se trouve un ouvrier de se défendre, lorsqu'une organisation l'accable de mensonges.

(Toutes les lignes en italiques sont les passages supprimés par la rédaction.)

« Depuis une année je parcours l'U. R. S. S. en tous sens. Je suis plusieurs fois passé par Léningrad. Je m'y suis reposé plusieurs fois, auprès d'un ami, écrivain français, au sein d'une famille de braves gens. J'ai connu là les soucis et les joies d'un vrai prolétaire russe, qui a longtemps lutté contre la misère, dans bien des ports du monde, à Hambourg, à New-York, à Buenos-Aires, à Marseille. Chassé de Russie en 1905, par les pogromes et la répression, il avait fini par se fixer en France. Il vécut là de longues années, nourrissant avec peine, du travail de ses mains, sept enfants (j'en connais six personnellement) et consacrant ses soirées au syndicat des marins russes. Au temps de l'intervention en Russie, l'agitation à laquelle il se livrait lui valut d'être expulsé de France avec toute sa famille. Il arriva à Pétrograd en plein hiver 1919 en qualité « d'otage bolchévik » échangé contre des officiers français arrêtés en Russie. À l'heure de la famine et du péril mortel, ce vieil ouvrier amenait avec bonheur six de ses enfants au pays de la Révolution.

« À Léningrad il fut successivement organisateur de maisons d'enfants, gérant d'une grande maison d'enfants installée à l'hôtel de l'Europe, directeur d'une blanchisserie. Puis il resta assez longtemps sans travail. Depuis près de deux ans, il est ouvrier à la fabrique de confection Samoilova. Son stage d'ouvrier est de plus de quarante ans. C'est un homme encore vigoureux et qui garde de son passé d'agitateur un franc parler souvent courageux.

« Il s'appelle Alexandre-Ivanovitch Roussakov Il habite à Léningrad, rue Jéliabova, n 19, KB 4.

« J'ai quitté sa famille le 30 décembre. Je la connais bien. Je l'ai vue vivre. J'étais au courant de ses petits ennuis. Je savais

qu'une comsomolka, habitant le même logement, l'obligeait depuis des mois à soutenir des procès et le dénonçait même comme un criminel, pour le chasser d'une chambre — plus exactement un coin de corridor, derrière une salle de bains — où il dort, et la lui prendre. Je sais que la crise des logements est grave dans l'U. R. S. S. et que les histoires de ce genre ne sont, malheureusement, pas rares. Mais voici que l'on me communique un article révoltant publié par la Pravda de Léningrad, le 31 janvier, sous le titre Kalganovskaïa Poroda, et concernant cette affaire. Je me le fais traduire mot à mot. Je rencontre ici deux écrivains français — Pierre Pascal et Victor-Serge — habitant la Russie de longue date et qui connaissent très bien l'ouvrier Roussakov. Je rencontre un médecin qui le connaît depuis vingt ans, le D N. Je constate avec eux que l'article de la Pravda de Léningrad est une inqualifiable agression morale. Et j'en suis à me demander comment une chose pareille peut se passer dans la seconde capitale de l'U. R. S. S. ? Comment se peut-il qu'on puisse calomnier, traquer, dénoncer ainsi au mépris et à l'hostilité de la population, comme un malfaiteur, comme un contre-révolutionnaire, un vieil ouvrier révolutionnaire, dont le passé et le présent sont en réalité irréprochables ? L'article de la Pravda le qualifie de « koulak », de « nepman », de « contrerévolutionnaire » ! Trois mensonges inadmissibles et dangereux. Je ne savais pas qu'il était permis de jouer ainsi avec ces mots. L'article le présente encore comme un « spéculateur ». Quatrième mensonge. Comme un « ancien propriétaire d'une chapellerie en France ». Cinquième mensonge. Comme le « persécuteur de deux jeunes communistes bessarabiennes ». Sixième mensonge. Je ne dis rien du ton et des conclusions de l'auteur, qui compare l'ouvrier Roussakov, à un assassin récemment fusillé !

« On l'accuse avec sa famille d'avoir brutalisé une communiste venue dans son logement. Par malheur pour ceux qui montent cette histoire, je connais trop bien les gens dont il s'agit. Cet incident a commencé par des violences exercées contre une jeune femme, probe et cultivée, la femme d'un mien ami, que je sais incapable d'exercer des violences contre qui que ce soit. Elle a été insultée, provoquée et frappée, chez elle, à son domicile, par une personne qui lui était inconnue, venue du dehors et entrée sans son autorisation. Si la personne qui a délibérément provoqué cet incident en a pâti elle-même ensuite, ne doit-elle pas s'en prendre d'abord à elle-même ?

« Si l'on a réussi à mettre hors de lui, pendant quelques minutes, le vieil ouvrier ou quelqu'un des siens, à qui la faute ? Toute patience a des limites naturelles.

« Depuis des mois, l'ouvrier Roussakov était en butte aux attaques continuelles de la comsomolka en question, qui est allée jusqu'à le dénoncer calomnieusement à la milice criminelle. Dans quatre affaires successives montées contre lui, les tribunaux lui ont donné raison. (Ici la rédaction me fait dire exactement le contraire : « Les tribunaux lui ont donné tort !!! ») Il s'est adressé — inutilement — de vive voix, à la rédaction de la Pravda de Léningrad, il y a quelques semaines, en demandant que l'on mît un terme à cette mesquine persécution. Mon ami Victor-Serge en a averti de vive voix deux membres de la fraction communiste de la maison (Jakt), à laquelle il avait déjà adressé, il y a plusieurs mois, une plainte écrite. Toutes ces démarches n'ont servi a rien. Mieux : aucune réponse ne leur a été faite !

« Je suis désolé de rencontrer dans une des capitales de la révolution de pareilles mœurs. Je suis désolé de voir des comso-

mols et des communistes se conduire ainsi envers un ouvrier. Je suis désolé de voir la presse participer à une campagne aussi inqualifiable contre un travailleur. Je demande que cette affaire soit tirée au clair. Je demande pour l'ouvrier Roussakov, publiquement diffamé, une réparation publique. »

« P.-S. — Le scandale continue. Cet article terminé, j'apprends que Roussakov est déjà, en vingt-quatre heures, exclu du syndicat qui devait le défendre, et chassé de l'usine, ce qui devrait le vouer à la misère, jusqu'à la fin de ses jours ! Il est évidemment entièrement sans défense. En ma qualité de vieil ouvrier, je demande pour lui une réparation complète. »

Moscou, le 2 février 1929.

Comme l'on voit, on ne s'était pas gêné pour défigurer mon article et même pour me faire dire que « les tribunaux avaient donné tort » à Roussakov, alors que la réalité et mon texte affirmaient exactement le contraire. Ce n'est pas là une coquille : tort, c'est tort ; et raison, c'est un mot bien différent, même en russe. Puis, en dépit de l'urgence, de la gravité du cas et de la promesse faite, mon article, donné dans l'après-midi du 2, ne paraissait que le 5, et me faisait dire une atrocité.

Malgré cela, il fit une impression inouïe. C'était sans précédent : deux des plus grands organes du Parti se jetant à la tête les arguments opposés d'un même drame social. L'un avait dit : de l'engeance de Kalganov. L'autre répond : l'Affaire Roussakov. Et qui « réussit ce tour de force ? » Un « sans parti », un « étranger » !

Il faut reconnaître que la Comsomolskaïa Pravda adoucit son arbitraire, en ajoutant à mon article une note de la rédaction, qui

exigeait « une enquête et de la lumière ». Et le lendemain, elle rectifia la malencontreuse erreur. Quant aux passages supprimés, elle se refusa à toute mise au point. Roussakov pouvait maintenant mourir : j'avais obtenu pour lui, par la voie de la presse, tout ce que la presse soviétique était capable de faire, pour un ouvrier, dont n'importe quel « Tour » pouvait demander la mort, dans dix journaux et tous les jours.

Je ne le savais pas. Je fais des mains et des pieds. Je cours partout, par un froid de 35°, toujours vêtu d'un pardessus de demi-saison, à l'exemple des « polit-émigrant » à quatre-vingt-dix kopeks par jour et malgré les treize mille roubles de droits d'auteur que les soviets m'avaient payés en quinze mois, mais que j'avais dépensés à ma manière.

Au cours de ces courses dans les rédactions, pour sauver la vie d'un homme, le pain et l'honneur de deux familles, je me souviendrai toujours de l'entrevue que j'ai eue avec le fameux chroniqueur communiste Koltsov. Nous étions en très bons termes. Il nous reçoit, Victor-Serge et moi, dans son cabinet de l'Ogoniok. Nous lui exposons le cas. Il nous écoute amicalement, calme, un peu blasé, étant l'homme le plus au courant en la matière.

Sur ma prière d'agir promptement et par sa grande autorité, il me dit :

— Je le veux bien, mais pour cela il me faut connaître la question à fond, classer les documents… Une semaine, quinze jours passeront.

— Mais, fis-je, à Léningrad, les « résolutions » d'usine et les réunions « ouvrières » du Jakt, demandent qu'on fusille Roussakov « sans jugement ».

— Sans jugement, on ne le fusillera pas, mais il peut être fusillé après jugement. Qu'y pouvons-nous ?

Et me montrant un tas de dossiers sur son bureau :

— Regardez ce que j'ai sur mes bras, rien que des affaires arrivées ce matin.

Il y en avait une cinquantaine. Victor-Serge met le nez dans cinq ou six d'entre elles et tombe sur deux suicides pour cause de persécution bureaucratique.

— Dans la plupart de nos foyers, dit Koltsov, les ménagères se jettent de l'eau bouillante à la figure. Il y en a qui sont des épouses d'anciens commissaires du peuple.

Eh bien, pensai-je : elle est jolie, votre dictature.

Le 3 février, Roussakov arrive à l'improviste de Léningrad, où un mandat d'arrêt avait été lancé contre lui. Il n'est pas moins imperturbable, brave, gaillard même :

— Qu'est-ce qu'ils nous veulent, ces bandits-là ? Cette fois, ils sont tout à fait fous !

Et il nous raconte, sincèrement, naïvement, la scène de l'agression. Provocatrice initiale : Roïtman, une jeune communiste, juive de Bessarabie, co-habitante de l'appartement. Je la connais. Elle veut chasser les Roussakov et prendre leur logement. Déboutée de tous les procès qu'elle intente au vieux, elle décide, cette fois, d'accord avec le Jakt, dont la cavalière Svirtsiéva, son amie, est un membre important, de faire le diable à quatre, pour obliger les Roussakov à s'en aller. Qui peut résister à un comité de maison, quand une tête ne lui va plus ? Et ce comité

délègue Svirtsiéva et l'invite à procéder à une « inspection » de l'appartement.

Elle entre. Ouvre les portes. Roussakov sort de sa chambre et lui demande à voir le mandat qui la charge de cette inspection.

— Je n'ai pas de mandat à montrer à des « spéculateurs » et à des « contre-révolutionnaires », s'écrie-t-elle.

Àces paroles, Liouba, fille de Roussakov et femme de Victor-Serge — frêle créature, incapable d'offenser un chat — intervient :

— Mais, camarade, comment pouvez-vous insulter ainsi mon père ? Vous savez bien qu'il est un vieux révolutionnaire, ouvrier à la fabrique Samoïlova…

Un terrible coup de poing en pleine figure est la seule réponse ; Liouba s'écroule ensanglantée, étourdie.

— Nous l'avons prise alors à trois et traînée à la milice. Elle voulait fuir.

Quelques jours plus tard, quand les juges instructeurs de Léningrad et le président de la rédaction de la Pravda m'objecteront que la cavalière rouge portait des bleus sur le corps, je leur poserai cette question, qu'ils laisseront sans réponse :

— Que feriez-vous si une Svirtsiéva entrait chez vous et pochait un œil à votre femme, comme cela, sous prétexte qu'elle est décorée du Drapeau Rouge ? Ne lui casseriez-vous pas la figure ?

Ce poltron de Roussakov ne lui a même pas appliqué deux bonnes paires de gifles.

Le 4 février, je prie la Présidence de bien vouloir me recevoir avec Roussakov. Le lendemain, à 11 heures, nous sommes reçus. Victor est avec nous.

Couloirs et salles bondés du monde le plus hétéroclite qui soit, hommes et femmes de tous les âges, de toutes les républiques, de toutes les apparences, portant les visages les plus diversement inquiets, chacun son papier à la main, chacun les yeux fixés sur la porte du sauveur. Ils sont là — depuis des jours, des semaines, des mois — à attendre leur tour et à traîner dans Moscou des misères, des malheurs, mille tristesses sans nom, que personne n'a le temps d'écouter. Mais le petit père Kalinine, meilleur que celui qu'on a détrôné et abattu, doit les écouter. Il est là pour cela. Il n'a pas autre chose à faire. On le sait, jusqu'au fond de la Sibérie, du Caucase et du Turkestan. Il doit recevoir tous les Roussakov et toutes les Roussakova. Il doit les écouter, ne fût-ce que le temps de leur prendre leur papier des mains et de leur dire :

— Alors, camarade, qu'est-ce qu'il y a ?

— Il y a, tovarichtch Mikhaïl Ivanovitch, parce qu'un jour, juste comme je venais de…

— Bon, bon ! on examinera ça, soyez en paix !

Le peuple n'arrive jamais à comprendre que l'illusion est sa seule part dans la vie, que les puissants se garderont bien de la détruire, tout comme les médecins qui vivent de l'espoir de leurs crédules clients.

Mais nous, qui venons demander au président autre chose qu'une poignée de main et qu'une promesse réconfortante, nous

serons introduits directement dans le cabinet du secrétariat et reçus aussitôt, de la façon la plus sérieuse.

Une heure d'horloge.

Kalinine est un moujik nerveux, mais qui sait écouter, sait interroger. Il veut par-dessus tout comprendre. Il fouille fébrilement notre petit dossier, pointe les faits, confronte les dates, attrape une question de Roussakov, juste celle qu'il lui faut là, où il tient le doigt, commence à se débrouiller sans notre aide, puis, déjà à la page, discute en connaissance de cause.

Ses larges narines, son nez épaté flairent nos âmes et nos cœurs. Ses petits yeux furtifs lancent de brefs éclairs dans les nôtres, tout droit, mais se dissimulent aussitôt, pour que nous n'en saisissions par l'effet conscient.

Il préfère plutôt écouter Roussakov, qui lui parle comme un moulin tourne. Pour moi, il a de temps à autre des coups d'œil dépités, qui ont l'air de dire : « Sacré type embêtant ! »

Kalinine s'étonne lui-même que la simple publication de l'article de Tour, le 31 janvier, ait pu, dès le lendemain, provoquer l'exclusion du vieux de son syndicat, ainsi que son congé de l'usine où il travaille depuis deux ans. Il ne sait pas si Roussakov est ou non ce qu'affirme Tour, mais il tient un fait flagrant : un travailleur est voué à la mort par la faim, vingt-quatre heures après la publication d'un article infamant, qui demande et peut demander contre lui tout ce qu'on veut, mais qui ne doit pas, sans procès, sans même une enquête, priver une famille de son pain. Kalinine sait ce que cela veut dire.

Tope-là ! Il sonne, prend sa plume et écrit cette apostille sur la plainte de Roussakov :

(Signé) M. I. Kalinine. »

Un secrétaire entre, prend le tout et revient avec une grosse enveloppe cachetée.

— Mets bien ça dans ta poche ! dit le président de l'Union à Roussakov. Et file tout de suite à Léningrad !

Comme nous étions tous émus et le vieux prêt à pleurer, Kalinine eût pu ajouter : « Et sache une fois pour toutes, que même quand je vous reçois par l'escalier du maître, ce qui ne m'arrive jamais, c'est encore du leurre, encore de la poudre aux yeux des imbéciles comme vous trois ! »

Mais cela, nous ne le saurons que six mois plus tard, quand je ne pourrai plus dire au premier magistrat du pouvoir communiste ce que je pense de la dictature « du prolétariat » et de ses apostilles, à lui.

Qu'il l'apprenne ici, en même temps que les ouvriers du monde entier, et qu'il sache, à son tour, que tout se paie ici-bas.

5 février. Sortant de la Présidence, Roussakov file à Léningrad.

Nous récapitulons : la Comsomolskaïa Pravda, publiant mon article, a fermé la gueule à sa consœur de Léningrad ; j'apprends que celle-ci ne ripostera pas. Koltsov m'a promis de publier un article sur l'affaire. (Il n'en soufflera mot. C'est un communiste qui tient à son confort.) Deux des plus hautes personnalités du Parti auxquelles j'ai demandé audience, veulent bien me recevoir,

mais l'une est brusquement frappée d'une recrudescence de maladie, qui l'en empêche ; l'autre, qui me fait dire qu'à 11 heures une voiture viendra me prendre pour m'amener au Kremlin, téléphone à 10 h. 45, qu'il vient de faire lui aussi une rechute, politique celle-là, dont les conséquences le rendent incapable de s'entretenir avec moi. Je compte néanmoins sur le premier de ces deux hommes. Enfin, nous tenons une certitude : l'apostille de Kalinine. C'est un ordre venu de trop haut, pour que les bandits puissent se permettre de passer outre. Or, nous ne demandons que lumière et justice.

Conclusion : pouvons-nous prendre le train pour Paname ? — On verra, demain, après-demain, quand le vieux nous télégraphiera, l'effet produit par l'apostille du nouveau petit père, dont nous étions alors à mille lieues de penser que la paternelle intervention fût un leurre, bien plus cruel que celui de son prédécesseur, le tsar de tous les gibets.

Mais le lendemain, 6 février, un document me tombe sur la tête, qui me fait douter à l'avance de l'efficacité de l'intervention présidentielle. C'est une réponse de Rafaïl, président du comité de rédaction de la Pravda de Léningrad, à une lettre bien amère, que je lui avais écrite le 4, pour lui confirmer et renforcer mon télégramme du 1.

Voici cette réponse.

Léningrad 5-11-28, 23 heures.

Moscou, à Bandine.

Prière de transmettre aujourd'hui même ma lettre à P. Istrati :

Cher camarade, reçu aujourd'hui votre lettre du 4 février. La rédaction de la Pravda de Léningrad a, dès le lendemain de la déclaration de Roussakov, commencé l'enquête la plus prompte, circonstanciée et détaillée sur cette affaire de logement. Dès avant d'avoir reçu votre lettre, nous avons chargé un camarade responsable du parti d'étudier toutes les circonstances de l'affaire. Vous pouvez être tout à fait tranquille : s'il est établi que l'article publié contient des inexactitudes, que la Coopérative de logement a consciemment calomnié Roussakov, ou qu'une faute quelconque a été commise, nous réhabiliterons rapidement et énergiquement Roussakov.

Je ne dispose pas en ce moment de documents, me permettant de vous communiquer quelque conclusion définitive que ce soit.

La Pravda de Léningrad, organe du Comité régional du Parti, considère toujours avec attention et tact les faits qu'elle publie. Je ne pense pas que vous puissiez avoir des raisons, quelles qu'elles soient, de mettre en doute les mœurs de notre pays et de notre presse. Je ne doute pas que si vous aviez été à Léningrad et si vous aviez été en possession des documents que nos journalistes possèdent en ce moment, vous eussiez vous-même exigé un jugement public impartial. Vous eussiez vous-même insisté pour la publication de ces documents. Voilà ce que déclare l'assemblée générale de la fabrique Samoïlova : « Mettant à profit l'étiquette d'ouvrier, se grimant en prolétaire à la fabrique, Roussakov est en réalité un vil appendice de la contre-révolution intérieure, un misérable cent-noir et un petit bourgeois antisémite acharné.

« Soutenant à l'atelier une agitation de pogrome manifeste contre l'U. R. S. S., Roussakov n'ose pas dépasser les éruptions

verbales ; mais en qualité de « maître d'un logement », le petit bourgeois Roussakov ne se gêne plus et passe de l'agitation de pogrome à des actions de pogrome. »

Permettez-moi de vous assurer que l'affaire Roussakov sera étudiée aussi rapidement que possible par des camarades impartiaux et faisant autorité.

Salut communiste Rafail,

Pour copie conforme : Illisible.

Écoutez maintenant, « Prolétaires de tous les pays », et « unissez-vous » au moins pour ne pas être trop bêtes. Écoutez et comprenez. C'est facile. Nous travaillons sur des documents officiels, authentiques.

1 Le cher camarade Rafaïl fait publier un article, dont les accusations sont si accablantes pour l'inculpé, qu'il est comparé à un assassin qui venait d'être fusillé. La conclusion de l'article : faire de Roussakov, ce qu'on a fait de Kalganov. C'est de l'engeance de Kalganov, titre et conclusion. Conséquence foudroyante et sans précédent, qui étonne franchement Kalinine même : exclusion du vieux de son syndicat ; sa mise à la porte de la fabrique ; mandat d'arrêt lancé contre lui. C'est clair.

2 Je demande : sur quels documents lui permettant de tirer une conclusion définitive s'est basé Rafaïl pour livrer un homme à la vindicte publique et pour le jeter sur le pavé, en attendant les balles ? Je réponds : sur aucun ! Et la même réponse sera donnée par le long et meurtrier développement d'une instruction qui durera six mois ; qui comportera deux procès, dont le premier finira par un acquittement triomphal, dans les applaudissements de

toute une salle bondée d'ouvriers ; dont le second — œuvre d'un rebondissement de tyrannie communiste — avortera pitoyablement et condamnera trois innocents à des peines si bénignes (3, 2 et 1 mois de travaux obligatoires !) que jamais la justice soviétique ne se lavera d'une telle honte ; jamais elle ne pourra prouver à la face de l'Internationale que ces peines-là sont bien celles que mérite un spéculateur, un misérable cent-noir convaincu d'agitation de pogrome, un vil appendice de la contre-révolution intérieure, un espion français, un petit-bourgeois antisémite acharné, un monstre qui torture depuis des mois deux Comsomolka, un contre-révolutionnaire, enfin, pour lequel l'organe du Parti et cent « résolutions ouvrières » avaient demandé la peine capitale, allant même jusqu'à exiger que Roussakov soit « fusillé sans jugement ».

Par conséquent aucun document permettant de ruiner deux familles, neuf bouches, de les ruiner dans ce sens qu'elles crèvent de faim depuis six mois et qu'elles en crèveront aussi longtemps qu'elles resteront au pouvoir de leurs persécuteurs. Aucun document permettant d'exiger promptement la mort d'un homme.

3 Mais quand je demande au camarade Rafaïl de réparer tout aussi promptement un geste dont il ne pouvait ignorer les horribles conséquences, que me répond-il, le cher frère ? Voici : Je ne dispose pas en ce moment de documents me permettant de vous communiquer quelque conclusion définitive que ce soit.

Entendez-vous cela, ouvriers ? Il ne « dispose » pas de documents pour réparer, mais il en a « disposé » pour détruire !

Vingt-quatre heures ont suffi pour jeter un homme hors du syndicat-Okhrana, hors de l'usine-Okhrana ! Cinq jours ne suf-

fisent pas pour demander au moins sa réintégration dans ces mêmes Okhranas qui lui assurent un pain absolument immangeable lorsqu'on le gagne au milieu d'une inquisition comme jamais le monde n'en a connue !

4 Mais, peut-être le grave « militant responsable » — ainsi que s'intitulent là-bas les assassins du plus grand idéal humain — peut-être que vraiment il ne peut pas demander cette réparation, parce qu'il possède des documents qui lui ont permis véritablement de frapper Roussakov. Et en effet, il en possède. Il possède des déclarations. Nous ne discutons plus ces déclarations, ces résolutions, qu'on jette sur le dos de la classe ouvrière et à l'aide desquelles on étrangle tous ceux qui osent broncher, c'est-à-dire cent-trente sur cent-cinquante millions d'habitants. Nous ne dirons pas que ces déclarations, ces résolutions sont — dans tout pays non-communiste et non-fasciste — des chiffons dont on se torche le derrière. Non. Nous les prenons au sérieux, puisqu'on nous le dit gravement. C'est Rafaïl qui nous le dit. Écoutez :

« … Vous eussiez vous-même exigé un jugement public impartial. Vous eussiez vous-même insisté sur la publication de ces documents. Voilà ce que déclare l'assemblée générale (l'assemblée générale !!!) de la fabrique Samoïlova : « Mettant à profit l'étiquette d'ouvrier, se grimant en prolétaire à la fabrique, Roussakov est en réalité un vil appendice de la contre-révolution intérieure, un misérable cent-noir et un petit-bourgeois antisémite acharné.

« Soutenant à l'atelier une agitation de pogrom manifeste contre l'U. R. S. S., Roussakov n'ose pas dépasser les irruptions verbales ; mais en qualité de « maître d'un logement », le petit-

bourgeois Roussakov ne se gêne plus et passe de l'agitation de pogrom à des actions de pogrom ! »

Bon. Cela au moins est clair. Et c'est une « déclaration d'assemblée générale ». Se fondant sur elle, la Pravda de Léningrad a assommé neuf créatures humaines.

Mais quand s'est-elle tenue cette « assemblée » ? Quand a-t-elle tenu ce langage ?

Eh bien, apprenez-le, ouvriers du monde entier, et ne l'oubliez plus jamais : Cette assemblée s'est tenue et ces déclarations ont été faites le 1 février, et l'article meurtrier qui se base sur l'une et sur l'autre, est du… 31 janvier ! Le faussaire Rafaïl, le faussaire journal du parti, le faussaire communisme bureaucratique se basent, pour écrire un article et pour tuer deux familles, sur les déclarations d'une assemblée qui s'est tenue un jour après la publication de cet article et qui s'est fondée justement sur cet article pour faire ses déclarations dictées par l'organe du parti et pour jeter à la rue un travailleur qui passe quarante ans de sa vie à « se grimer en prolétaire » et à « mettre à profit l'étiquette d'ouvrier ! »

Ainsi, quatre organisations communistes se fondent les unes sur les « déclarations » des autres pour assassiner des travailleurs et pour réaliser ce tour de force qui est de ne plus savoir à la fin, laquelle est responsable des déclarations qu'elles s'attribuent les unes aux autres : le Jakt (Coopérative du Logement) provoque une agression ; la Pravda la relate, fulmine, demande la mort ; le syndicat lit la Pravda et exclut Roussakov ; la fabrique Samoïlova chasse un homme que le syndicat avait exclu ; la Pravda se documente d'après les déclarations de la fabrique ; le Jakt

tient ensuite des assemblées où il lit la Pravda et demande l'exécution immédiate du monstre. Puis, quand j'irai tout à l'heure à Léningrad et que je regarderai Rafaïl dans les yeux, il me montrera des documents, des déclarations, des résolutions dont toutes les usines de Léningrad le bombardent. Ces usines se basent sur la Pravda, celle-ci se base sur les usines, et tout l'échafaudage d'une dictature se base sur le Guépéou pour mater des millions de malheureux et pour compromettre à jamais des leçons qui avaient leur raison d'être quand je les lisais, il y a vingt ans, dans Kautsky.

Eh bien : c'est cela que vous voulez étendre sur toute la terre ? Merci beaucoup. Cela, Mussolini l'a « édifié » avec bien plus de franchise et sans offenser la classe ouvrière, sans dire, comme vous, que c'est elle qui l'édifie. Non. Mussolini a au moins le courage de ses crimes. Pour mater l'Italie, pour la museler, pour la rendre paisible comme un cimetière, il n'a pas eu besoin de fabriquer des résolutions ouvrières et des déclarations d'assemblées d'usine. Il a dit :

— C'est moi qui frappe, non la masse ! C'est moi qui dicte, non le prolétariat ! C'est moi qui suis responsable de tout le mal.

Ainsi au moins le prestige et l'honnêteté du prolétariat restent debout.

Plaie bureaucratique ! Ne parle plus au nom du prolétariat ! Gouverne, oppresse, tue, mais tais-toi !

Le 6 février, 24 heures après le départ de Roussakov, je pars pour Léningrad, en compagnie de Victor-Serge, qui rentre chez lui, pour voir sa femme battue, le visage portant encore les traces de l'agression. Le vieux est chez le juge instructeur.

Nous trouvons la maison plongée dans cette atmosphère de terreur, qu'ont connue toutes les familles persécutées, la veille des arrestations en masse. N'était ma certitude absolue de la nature irréprochable des gens au milieu desquels je me trouvais, il y avait là de quoi se demander s'il ne serait pas plus prudent de tirer son épingle du jeu. Mais le doute ne m'était pas possible. Je connaissais, pour y avoir quatre fois séjourné, l'âtre et son âme. Le fond du cœur de chacun des membres de ces deux ménages et la moindre particularité de leur caractère m'étaient familiers. Leur travail, leur parfaite sobriété, la modestie et souvent la dureté de leur existence au jour le jour, les multiples soucis qui découlaient de la maigreur de leurs salaires et de l'indépendance de leurs convictions, sous un régime bureaucratique absolutiste, tout cela nous l'avions débattu pendant de longues soirées, touchant parfois jusqu'aux plus intimes détails de la vie d'une nombreuse famille.

Certes, ce n'étaient pas des « communistes », mais je vous prie de me dire ce que c'est qu'être aujourd'hui communiste en Russie. Et puis, finissons-en une fois pour toutes, avec les équivoques : ne doit-il plus y avoir que les communistes qui puissent vivre sur la terre ? Et que faut-il faire de l'ouvrier, du paysan, de l'intellectuel, de l'employé, de l'écrasante majorité humaine, qui ne comprend rien au communisme, mais qui peine ? Doit-on la chasser de son labeur ? L'expulser de son logement ? L'envoyer en Sibérie ? La tuer ?

Si un Roussakov et un Victor-Serge — l'un trimant dur à l'usine, l'autre traduisant les œuvres de Lénine en français, les deux collaborant, tout en « rouspétant », à ce que les soviets font de mieux — si de tels hommes sont des « contre-

révolutionnaires » dignes du gibet, je me demande ce qu'il arriverait à la pauvre humanité le jour ou le communisme des Svirtsiéva et des Roïtman, le communisme qui pille et viole toute la ville de Smolensk, celui des « Kabouki » à la mayonnaise sur les fesses, celui des Comsomols qui s'amusent à la Smolensk, celui des juges soviétiques qui dansent au son de la flûte du Guépéou, celui enfin qui est maître aujourd'hui dans l'U. R. S. S., je me demande ce qu'il arriverait au monde, le jour où ce communisme-là se ferait fort de lui imposer sa justice et de lui apprendre à vivre.

Non, non. Cent fois non. Le monde n'est que trop misérable pour qu'on se permette d'augmenter encore son mal. Et si ma classe a la mission historique de le transformer, en l'améliorant, elle n'a pas la mission de le tuer.

Je suis conscient de ce que je fais ici. Je sais quelle est la portée de ces paroles. Mais on pourrait m'accuser de tout, sauf de légèreté et de malhonnêteté, car j'ai attendu un an pour écrire ce livre et je ne l'ai écrit qu'après avoir plongé au fond de l'abîme soviétique, où j'ai trouve le plus haut magistrat de l'Union en parfait accord avec la femme Svirtsiéva.

Voici cet accord :

Il me frappe dès que je suis à Léningrad, qui n'est pas un petit village de la Sibérie. Forte de son pouvoir, la Svirtsiéva trône à l'embouchure de la Néva. L'ordre de Kalinine n'est qu'une farce. Le juge instructeur ne le prendra guère en considération. Il sait que cela ne compte pas, puisque tous les communistes sont d'accord. Aussi, à notre arrivée, nous apprendrons qu'on n'a pas même permis à Roussakov de porter l'enveloppe aux cinq cachets présidentiels à ses destinataires, Komarov ou Tchoudov. Et nous

trouverons le vieil homme, l'enveloppe dans sa poche, assis depuis de longues heures, devant un jeune beau monsieur, qui est le juge d'instruction et qui le cuisine, le chicane, le découd, abuse de sa simplicité, triche avec sa bonne foi, profite de toutes ses maladresses et fait tout son possible pour trouver dans ses réponses la permission de le mettre sous les verrous, l'interrogatoire fini.

Notre entrée « sans frapper » n'a pas l'air de nous rendre sympathique au juge. Qu'importe ! Nous déclinons nos noms, serrons fortement la main du « misérable cent-noir » et nous inquiétons du sort de la salutaire enveloppe :

— Je l'ai là, mais on m'a ordonné de venir tout de suite ici.

— Le camarade juge le sait ?

— Bien entendu, mais il s'en moque.

Je prie Victor de dire en russe au jeune bureaucrate que s'il arrête l'inculpé avant que nous ayons pu prévenir le président du Soviet de Smolny de l'existence du pli, je fais un rassemblement sur la Nevsky, en criant tout ce que je sais du communisme et de sa dictature. Mais Victor me calme, disant seulement au juge que je lui demande de me fixer aujourd'hui même un rendez-vous, pour faire ma déclaration, ce qui est accepté. Puis nous prenons le pli-chiffon et courons à Smolny.

Là, l'accueil est différent. Komarov nous reçoit immédiatement. Bureau modeste. Homme qui porte un visage paisiblement marqué de gravité. Il lit, nous écoute, paraît sincèrement attristé. Il est de ceux qui n'ignorent rien et ne peuvent rien. C'est le cercle vicieux.

Je le prie de me permettre de faire une enquête personnelle à la fabrique Samoïlova. Il prend le téléphone, parle. Un grand jeune homme entre. C'est Tchoudov, le secrétaire du Parti de la région de Léningrad. Sérieux, simple, sympathique.

Peu après, nous quittons Komarov pour suivre Tchoudov dans son bureau, à l'autre bout de cet immense bâtiment où la longueur des couloirs est telle, que Lénine proposait à Trotsky d'instituer un service de courriers cyclistes, entre leurs cabinets de travail, que toute cette longueur séparait.

Le bureau de Tchoudov est le modèle de ce que devraient être l'ordre, la sévérité, la netteté, la simplicité communistes, dans les affaires matérielles comme dans les affaires morales. Je ne connais rien dans l'U. R. S. S., qui en donne une image plus exemplaire, depuis l'aspect de l'homme qui occupe ce bureau, jusqu'au plus petit détail de l'austérité qui y règne.

Ici on nous donne l'autorisation écrite qui nous permettra de pénétrer à Samoïlova, par une autre porte et dans un autre but que ceux que j'ai connus pendant une année de triomphales et bien inutiles visites à tant de fabriques, d'usines, d'institutions, dont les tragédies intimes n'étaient pas faites pour que je les connaisse.

De Smolny, nous retournons à la maison, où nous trouvons le vieux. Marquons un point : l'apostille de Kalinine a servi au moins à suspendre toute arrestation préventive. Le mandat d'arrêt a été annulé. En avant !

En avant, c'est l'enquête que vient faire dans l'appartement le correspondant de la Comsomolskaïa Pravda de Moscou. Grand gaillard plein de foi. On lui permet d'ouvrir toutes les portes,

d'interroger tous les locataires et de découvrir si Roussakov « spécule », non pas sur neuf chambres, mais sur une seule.

On n'a jamais publié le résultat de cette enquête, et pour cause.

Le comité de rédaction de l'honorable torchon la Léningradsiakaïa Pravda, se réunit pour m'écouter et pour me donner des explications. Enfin, cher camarade Rafaïl, à nous deux maintenant, entre écrivassiers ! Mais voici Tour, dandy en culotte, qui me tend la main. Je dis :

— Qui êtes-vous ?

— Tour.

— Je ne donne pas la main à des « Tour » !

Et je laisse la sienne dans le vide. L'impression est des plus pénibles. Rafaïl est tout sucre d'orge. Salamalecs.

— Si ce n'était pas vous, camarade Istrati, qui aviez écrit cet article à Moscou contre notre organe, nous avons ici des « résolutions d'usines »…

— Pardon ! Je ne suis pas venu ici pour examiner vos « résolutions d'usines », mais pour qu'on me prouve que Roussakov est : 1 espion français ; 2 antisémite cent-noir ; 3 spéculateur pour neuf chambres sur douze ; 4 ancien fabricant en France et tout ce que vous avez encore affirmé.

Il n'en est rien. Tout s'explique. Il dit avoir écrit l'article d'après la « résolution » prise par le Jakt : quatre personnes du comité de maison ! La Roïtman est la principale metteuse en scène de l'affaire.

Cela suffit, dans l'Union soviétique, pour mettre en branle tout un monstrueux appareil politique et judiciaire, fusiller un travailleur et obtenir une chambre de plus. N'est-ce pas là un cauchemar ?

Je fais ma déclaration au juge d'instruction, dont la procédure s'attarde particulièrement à préciser si le témoin (ou l'inculpé) est des nôtres ou des leurs, comme si on n'avait jamais vu les nôtres finir en parfaites crapules et les leurs mourir comme un Lénine.

— Origine :

— Ouvrier.

— Parents :

— Ouvriers.

— Instruction :

— Appris à lire et à écrire.

— Avez-vous fait de la prison en régime bourgeois ?

— Oui. (J'en goûterai peut-être aussi en régime communiste.)

Etc., etc. Paperasses. Déclaration qui se fera applaudir au premier procès et qui ne sera pas même lue au second, par ordre d'en haut : casser l'imprudent acquittement et condamner ; nous devons avoir toujours raison ; nous sommes infaillibles.

Justice communiste, que l'histoire jugera.

Fabrique Samoïlova.

Pour aller au bureau de la direction, nous traversons, en plein midi, la stolovaïa (restaurant) et je suis aussitôt frappé par l'impression la meilleure que j'ai jamais eue, d'une foule ouvrière surprise dans le cadre de son travail.

Une jeunesse étourdie, sympathique — hommes et femmes — grignote un reste de repas et danse au son d'un gramo. Tous bruyants, grisés, visages épanouis. Les signes de fatigue, que je connais bien, sont inexistants chez quelques-uns, visibles chez la plupart, selon qu'on est seul à se nourrir, ou qu'on a d'autres bouches que la sienne à alimenter. Pas de salopettes. Chacun porte ce qu'il trouve, et ça fait un peu foire bariolée. Propreté moyenne. Liberté totale de s'ébattre.

Notre entrée attire toutes les attentions. Les museaux s'allongent. Les yeux s'ouvrent tout grands. Le tapage diminue jusqu'au silence complet, mais tous les visages témoignent d'une vive curiosité. On nous suit jusque dans le bureau du « camarade directeur », envers qui on ne se gêne pas.

C'est là que le comité de fabrique nous reçoit, et c'est tout de suite bien différent. Un seul garçon sympathique, qui pris au dépourvu par nos promptes questions, laisse échapper quelques vérités.

— Qu'est-ce qui a provoqué la convocation de l'assemblée du 1 février et le congé de Roussakov ?

— L'article de la Pravda, paru la veille ; les membres du comité de maison où habite Roussakov et l'exclusion de celui-ci de son syndicat, faite le jour même et sur l'intervention des mêmes membres du Jakt et après la lecture du même article de la Pravda.

Or, la loi est formelle : un ouvrier ne peut être congédié que pour crime ou délit commis à l'usine ou pour incapacité de travail (art. 47).

— Roussakov était-il un mauvais ouvrier ?

— On ne peut pas dire ça.

— Est-il jamais venu ivre à son travail ?

— Jamais.

— S'absentait-il ?

— Non.

— Se disputait-il avec ses camarades ?

— Non, mais il criait tout le temps contre la hausse des loyers et la diminution du prix du travail aux pièces, et il nous traitait de « bandits ».

C'est tout ce que je voulais savoir.

La raison de notre arrivée à l'usine s'est, pendant ce temps, répandue comme une traînée de poudre. On s'écrase à l'entrée du même bureau. Le directeur n'y pénètre qu'à grand peine.

C'est un porc, ce directeur, depuis sa cervelle, jusqu'à son énorme ventre. Et autour de lui commence à se rassembler tout ce que la dictature « du prolétariat » a de plus porc et de plus sauvagement stupide.

Écoutez comment elle est renseignée sur le ménage des Roussakov :

— Est-ce qu'il n'y a pas, partout chez lui, des icones et des veilleuses ?

— Imbéciles, Roussakov est un Juif : Jossélévitch ! Voilà votre documentation !

(Et aurait-il quarante mille « icones et veilleuses » pendues à son nez, encore aurait-il droit au travail et à la paix. Brutes !)

Nous n'avons plus besoin de palabrer. Mais avant de quitter le bureau, nous tendons un piège au directeur. Il y tombe de toute sa masse :

— Nous espérons pouvoir prouver l'innocence de Roussakov. Et alors il faudra bien que vous lui accordiez à nouveau du travail.

— Ici, jamais.

Merci. Venant d'un tel âne, ce coup de pied aux lois les plus précises du soviétisme, quand elles plaident en faveur de l'ouvrier, cela porte.

Pour prononcer ce « jamais » absolu, le « camarade » directeur a oublié qu'il faut d'abord convoquer une assemblée d'usine, et lui faire prendre une « résolution ».

Je quitte Léningrad, Moscou et l'U. R. S. S., bien plus misérable qu'au temps où j'étais moi-même un de ces ouvriers qu'on écrase sous tous les régimes. Exploiter les hommes, les faire vivre d'un morceau de pain noir, en leur enlevant même le pitoyable droit de rouspéter, puis fusiller celui qui a crié un jour, rien que crié, un peu plus fort que de coutume, cela, cela n'existe nulle part sur la terre, pas même chez Mussolini.

Et voici la fin, l'accord parfait entre le sommet du pouvoir et la dernière hystérique du communisme :

1 Huit mois de procédure, durant lesquels les inculpés crèvent de faim ;

2 Liouba Victor-Serge dépose le 31 janvier une plainte appuyée d'un certificat médical, prouvant qu'elle a été victime d'une agression dans son propre logement. Aucune suite, contrairement à la loi. La plainte a été reçue. On s'est assis dessus ;

3 Premier procès, du 12 au 15 avril, au Tribunal Populaire du rayon central : effondrement lamentable de tout l'échafaudage. Détail que je fourre dans les oreilles de l'Internationale : réduite à l'extrémité, l'accusation demande le huis-clos, pour faire des révélations ; on le lui accorde et qu'est-ce qu'elle déclare ? « Nous étions mis là par le Guépéou pour espionner Victor-Serge. » Affolement du Tribunal, qui rouvre la séance publique et acquitte tous les inculpés, dans les applaudissements d'une salle bondée d'ouvriers, ce qui prouve que la Russie, de même qu'elle peut être humaine, peut avoir de vrais juges, mais attendez ;

4 Maintenant, la loi est formelle : dommages-intérêts à payer à l'homme privé de son travail depuis le 1 février ; réintégration ; réparation publique par voie de la presse, laquelle ne souffle mot.

Allez vous faire f… Il y a mieux à faire :

5 Fin avril : sur demande du procureur de la ville, le Tribunal Régional casse l'acquittement, comme contraire aux données, forçant ainsi à condamner. Et en effet, du 10 au 12 mai, le Tribunal Régional permet à l'accusation de faire tout ce qu'elle veut, d'aller jusqu'à crier en pleine séance : « Nous n'avons pas besoin

d'intellectuels dans l'U. R. S. S. ! » On écarte la déposition du D Nikolaenko affirmant que la Svirtsiéva est atteinte d'hystérie. On écarte son véridique témoignage en faveur de Roussakov. On refuse de lire ma déposition, alors que je suis le seul témoin qui ait vécu chez les Roussakov et qui les connaisse. On terrorise tous les témoins de la défense et on ne tient pas compte de leurs déclarations.

Et quelles sont les peines auxquelles on arrive au prix de tant de violences ? D'après les articles du Code, se rapportant au cas présent, les accusés devraient être condamnés à des peines allant de six mois à trois ans de prison.

On n'inflige que : trois mois à Roussakov ; deux mois à sa femme, et à Liouba Victor-Serge (la battue), un mois — mais, six mois de quoi ? De prison ? Non. Le législateur soviétique est généreux, il ne veut pas priver ces gens de leur liberté, il les punit seulement de travaux obligatoires.

Qu'est-ce que cela veut dire, en langage communiste, travaux obligatoires ? Une chose bien simple : les condamnés viendront à la prison comme s'ils allaient à la fabrique, avec cette différence qu'ils ne seront ni payés ni nourris. Bien plus, ils auront à exécuter, à tâche, un travail dont la quantité quotidienne ne leur est jamais connue et qui leur est distribué de la façon la plus arbitraire qui soit, à la tête, selon le degré de la soumission, selon la somme de mouchardage dont vous êtes capables.

Aucun règlement n'est affiché. Personne n'ose demander communication de celui qui pourrait exister. C'est un lieu immonde, où l'on peut devenir fou ou « apprendre à vivre ».

Voilà le visage de la « Patrie prolétarienne ». Voilà sa justice.

Elle frappe impitoyablement tous les Roussakov qui osent broncher devant « la ligne » établie Elle frappe jusqu'à des révolutionnaires étrangers, qui se sont fait condamner à mort chez eux, en défendant l'U. R. S. S. et que la « Patrie prolétarienne » a réclamés et reçus chez elle, comme étant ses meilleurs fils, à l'exemple de ce Francesco Ghezzi que j'ai bien connu, dont la foi est irréprochable et que le Guépéou vient de condamner à trois ans de prison, sans procès et sans fournir d'explications.

D'un bout à l'autre de l'empire, maté par la trique du fascisme communiste, les Sibéries gémissent des cris des Roussakov, des Ghezzi, d'autres hommes encore, que le communisme créateur et justificateur du fascisme mussolinien a d'abord employés à sa sale besogne, puis, jetés en prison.

Il n'est plus du tout question de socialisme, mais d'une terreur qui traite la vie humaine comme un matériel de guerre sociale, dont on se sert pour le triomphe d'une nouvelle et monstrueuse caste qui raffole de fordisme, d'américanisation, de produits Coty, de toilettes parisiennes, d'une caste cruelle, avide de domination et si belliqueuse, qu'elle est prête à sauter à la gorge de cette Chine, coupable d'avoir osé se débarrasser d'une concession qui date du tsarisme, et qui demeure une honte dans laquelle les révolutionnaires n'ont pas à tremper (Ô, Temps ! et voilà enfin aux côtés des « communistes » pour accuser la Chine d'avoir « violé un contrat », semblable à celui que tous les impérialismes possèdent, et dont ils veulent imposer le respect !)

Cette caste, ignorante, vulgaire, perverse, est en majorité constituée par une jeunesse venue au monde depuis le début de ce siècle. Elle ne sait et ne veut rien savoir de ce qui avait fait la grandeur et la force de l'idéalisme révolutionnaire russe d'autre-

fois, aujourd'hui objet de musées, haillon miteux qu'elle a scrupuleusement catalogué parmi les choses mortes. Elle ne connaît que les « mots d'ordre » d'un pouvoir dont elle est le ciment et l'armature. Déploiements de bannières ; Internationale écoutée debout ; « coins de Lénine » ; haut-parleurs ; immenses calicots couverts de phrases ; des phrases pour juger la vie ; des phrases toutes faites pour remplacer les idées ; le Guépéou pour remplacer les arguments ; la censure pour éviter la critique : un universel vide, dont elle se gargarise et se sert pour dominer.

Pour lui arracher des mains quelques-unes, au moins, des victimes que cette caste dévore, nous n'avons rien épargné. Mais toutes les démarches faites par les intéressés, là-bas, depuis mon départ, tous mes télégrammes et toutes mes lettres d'ici, à Kalinine, à Rafaïl, au procureur Krilenko, sont restés sans effet et sans réponse.

Voici la fin de ma lettre du 1 juillet, au procureur de la R. S. F. S. R., Krilenko :

« ... J'ai dit : si cette famille est coupable, je veux être condamné avec elle et partager son sort. Or, voilà que, après avoir été brillamment acquittés en avril dernier, trois de ses membres, Roussakov en tête, viennent d'être condamnés avec un tel déni de justice, qu'il m'est impossible de ne pas vous signaler le scandale et de ne pas rappeler ici que je me solidarise avec les condamnés ; je suis prêt à venir à Léningrad et à subir la même peine.

« Je vous prie, camarade Krilenko, de ne pas prendre cette déclaration pour une phrase : si ce jugement devient définitif, je vous demanderai de me faire partager le sort de ceux avec les-

quels je me suis solidarisé ; au besoin, je vous le demanderai publiquement, non sans avoir d'abord soumis l'affaire au jugement public de l'Internationale communiste. »

Le jugement est devenu définitif le 3 juin. Le 5 juin, l'humaine Pravda communiste publie cette fois le verdict, en qualifiant les accusés d'éléments antisociaux et en comparant une nouvelle fois Roussakov à Kalganov.

Ô, Kalganov ! Assassin qui as ouvert le ventre d'un président à la Svisrtsiéva et qu'on a fait passer par les armes : permets à un ennemi de ta « classe » de tremper ses yeux dans ton sang et de demander si tu n'étais pas, après tout, un Roussakov poussé au désespoir, puisque, depuis ton geste, des ouvriers authentiques ont répété ton acte de vengeance, ont tué des présidents pareils à celui dont la terreur a armé ton bras et t'a fait commettre ce crime, à dix ans de distance du jour où s'est accomplie une expropriation que tu as grandement eu le temps d'oublier. Mais tu n'as trouvé personne, personne au monde, qui intervienne en ta faveur, pour « emmerder » les Kalinine, les Krilenko, les Komarov, les Tchoudov, les Rafaïl ; tu n'as trouvé que le sombre couloir où un « communiste dans la ligne » fait marcher un bruyant moteur, pendant qu'un autre « communiste dans la ligne » fait partir la balle, que reçoivent à bout portant, et sans le savoir, tous ceux qui osent crier : au secours !

Au nom de quarante ans de souffrances et d'une vie que je tiens à la disposition de tout homme honnête pour l'examiner, je demande justice pour tous les Roussakov et pour tous les Kalganov, qui vivent et meurent dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes d'aujourd'hui.

Volume 1 · Conclusion pour combattants

N'est combattant, à mes yeux, que celui qui subordonne ses intérêts individuels aux intérêts de l'humanité meilleure qui doit venir.

Je crois en cette humanité. Elle existe aujourd'hui, comme le soleil existe pendant la nuit. Plus d'une fois ma boue l'a touchée. Plus d'une fois, dans mes innombrables heures de détresse, sa main m'a relevé de terre.

Tout ce que j'ai fait de bien et de beau, c'est à elle que je le dois. Je n'ai pas fait que du bien et du beau : j'ai eu ma part de boue ; je l'ai encore ; je l'aurai toujours. Mais je suis malheureux quand cette boue me déborde et heureux à mourir, quand j'attrape un rayon de lumière de la belle humanité.

C'est pourquoi je veux lui consacrer toutes mes forces, aider tous ceux qui combattent pour elle.

Je ne crois plus à aucun « credo ». Je ne veux plus écouter ce que les hommes disent, mais seulement regarder ce qu'ils font :

— Montrez-moi ce que vous pouvez retrancher de votre vie et je vous dirai à quel prix vous estimez la vie des autres.

Nous n'échappons à l'avilissement qu'en soudant notre existence à tout ce qui vit. Ce n'est qu'ainsi que nous devenons libres : en sentant tout ce qui fait autour de nous le bien et le mal.

Une flamme, après mille autres, vient de s'éteindre, sur une vaste terre riche d'espoirs. Ce n'est plus aujourd'hui, sur cette terre-là, que le souffle froid de l'égoïsme, qui glace la vie.

Mais c'est toujours la terre d'où jaillissent les plus belles flammes qui réchauffent l'humanité. Par cela elle est sacrée et pleine d'avenir.

Aidons-lui à ouvrir ses entrailles généreuses à notre âme assoiffée de bien et de beau.

Allons vers l'autre flamme.

Volume 2 · 01

Les voyageurs qui, venant de passer trois semaines en U. R. S. S., en rapportent un livre de trois cents pages documenté sur toutes choses, peuvent, selon leur partialité, dénigrer le monde soviétique ou l'admirer sans réserves. Celui qui a passé de longs mois dans l'U. R. S. S. et pas exclusivement dans les grands hôtels et parmi les hauts fonctionnaires du régime, mais en contact avec la vie de tous les jours, et de tout le monde, a d'autres devoirs, surtout s'il ne s'est pas senti un étranger au pays de la révolution, surtout si l'avenir de la première République des travailleurs lui apparaît comme l'un des éléments précieux de l'avenir du monde.

Vue de près, l'U. R. S. S. apparaît vraiment comme un monde en transformation où deux sortes de forces, si étroitement mêlées qu'elles se confondent souvent dans les mêmes milieux, dans les mêmes institutions, se combattent avec un acharnement sans exemple les forces du passé, les tendances à la restauration capitaliste, et les forces prolétariennes qui tendent à créer un ordre socialiste. Cette lutte est pleine d'alternatives. Dans l'ensemble,

les forces socialistes paraissent l'emporter ; l'observateur qui considère les choses à vol d'oiseau verra le drapeau rouge sur le Kremlin, le drapeau rouge sur les nouvelles usines de Karélie, d'Arménie, de la Volga, de partout, les portraits et les œuvres de Lénine dans tous les lieux publics et dans bien des logis. Il conclura à la victoire dûment acquise des forces socialistes. L'observateur qui, descendant des hauteurs, visitera les usines et les logis verra souvent, sous les drapeaux rouges, des hommes dont les aspirations profondes, lisibles dans leurs actes ou leur façon de vivre, vont, qu'ils le sachent ou non, à la restauration capitaliste. La révolution n'est pas finie, la révolution continue, c'est-à-dire que la lutte entre le capitalisme et le socialisme continue.

Deuxième vérité. Puisqu'il y a lutte des classes, lutte de forces irréductiblement antagonistes, le devoir de l'observateur qui se sent solidaire des travailleurs de l'U. R. S. S. est moins de les complimenter sur leurs admirables victoires que de leur crier : attention, camarades ! Redoublez de vigilance sur tel point menacé ! Préparez-vous à résister sur tel autre qui paraît encore un secteur calme ! Le devoir de l'observateur qui ne se targue pas d'une absurde neutralité est d'avertir ses frères du danger qu'il aperçoit.

Mais, dira-t-on, cette façon de faire n'a-t-elle pas le désavantage de concentrer l'attention sur les points faibles d'une société naissante, dont il vaut mieux souligner, pour entretenir l'enthousiasme des prolétaires, l'acquit déjà glorieux et l'effort fructueux ? Je répondrai : l'enthousiasme des vrais révolutionnaires ne se nourrit pas uniquement de bulletins de victoire ; les difficultés, les revers mêmes les trempent quand on en voit pratiquement la fin. Les prolétaires sont, avant tout, des réalistes. Et

puis, chaque chose à son heure : à cette heure il faut parler des périls et des difficultés. À cette heure, il serait criminel de les taire, criminel de les ignorer ! En temps de révolution, l'observateur qui voit un immense péril et ne le dénonce pas doit être fusillé. (Il serait coupable aussi d'exagérer le péril et de semer la panique ; le lecteur de bonne foi ne m'adressera pas ce reproche.)

C'est que, au cours des dernières années, les forces hostiles au socialisme ont certainement réalisé dans l'U. R. S. S. des progrès marquants. Leur poussée s'est partout fait sentir : dans les mœurs, dans la littérature et le théâtre, dans les idées, dans la vie économique, jusque dans la vie politique. La dictature du prolétariat a gardé, garde toutes ses positions dominantes ; mais une multitude de termites la sapent de toutes parts. L'année 1928 nous a valu, en ce sens, de brusques révélations : procès de Chakhty, crise des blés, offensive des koulaks dans les campagnes, « danger de droite » dans le parti. Ce sont périls reconnus par le parti communiste de l'U. R. S. S. On les voit très bien, dans la rue, dans la vie.

Les forces du socialisme ont bâti, grandi, mûri ; les autres aussi. La lutte est confuse. Les alternatives contraires y sont inévitables. Il faudrait être le plus naïf des utopistes pour s'imaginer qu'un pays peut marcher vers le socialisme en ligne droite. Il faudrait n'avoir rien de commun avec l'esprit révolutionnaire pour se laisser décourager par des revers partiels qui peuvent, qui doivent être momentanés. Dans la lutte engagée, les forces du monde nouveau peuvent et doivent vaincre, voilà la cinquième vérité que je voudrais faire ressortir. Mais elles doivent, pour vaincre, faire à nouveau ce qu'elles ont déjà fait tant de fois de-

puis douze ans : faire preuve d'énergie, d'esprit réaliste, de haute conscience.

Lénine répéta maintes fois que les difficultés de l'édification du socialisme dans un pays agricole, l'un des plus arriérés du monde, seraient infinies. Qu'il me soit permis de citer ici une de ses pages, l'une des plus géniales peut-être, qu'il écrivait encore en Suisse, le 8 avril 1917, dans sa lettre d'adieu aux ouvriers suisses, au moment de partir pour la Russie. Ce sera la meilleure réponse à ceux qui s'imaginent qu'on rend service à l'U. R. S. S. en fermant les yeux sur les maux dont elle souffre, dont elle doit souffrir inévitablement.

« Le grand honneur d'ouvrir la série des révolutions engendrées avec une nécessité objective par la guerre impérialiste est échu au prolétariat russe. Mais l'idée de considérer le prolétariat russe comme un prolétariat révolutionnaire élu, parmi les ouvriers des autres pays, nous est absolument étrangère. Nous savons parfaitement que le prolétariat de Russie est moins organisé, moins préparé, moins conscient que les ouvriers des autres pays. Ce ne sont pas des qualités particulières, c'est un concours particulier de circonstances historiques qui a fait du prolétariat russe, pour un certain temps, peut-être très court, le pionnier avancé du prolétariat révolutionnaire du monde entier.

« La Russie est un pays paysan, l'un des pays les plus arriérés de l'Europe. Le socialisme ne peut y vaincre directement, tout de suite. Mais le caractère paysan du pays peut, par suite de l'immense superficie du domaine des propriétaires nobles, donner sur la base de l'expérience de 1905 une formidable ampleur à la révolution bourgeoise démocratique et faire de notre révolution le prologue de la révolution socialiste, un petit pas vers celle-ci.

. . . . . .

« Le socialisme ne peut pas vaincre directement et tout de suite en Russie. Mais la masse paysanne peut conduire la révolution agraire inévitable et mûre jusqu'à la confiscation de tout l'immense domaine des propriétaires fonciers.

. . . . . .

« Une semblable transformation ne serait encore nullement socialiste. Mais elle donnerait une impulsion prodigieuse au mouvement ouvrier mondial. Elle affermirait au plus haut point les positions de la révolution socialiste en Russie et son influence sur les ouvriers de l'agriculture et les paysans les plus pauvres. Elle donnerait au prolétariat des villes la possibilité de développer, en s'appuyant sur cette influence, des organisations révolutionnaires telles que les Soviets des députés ouvriers, de remplacer par ces organisations les anciens instruments d'oppression des États bourgeois, l'armée, la police, le corps de fonctionnaires, d'appliquer — sous la pression d'une guerre impérialiste infiniment pénible et de ses conséquences — diverses mesures révolutionnaires pour le contrôle de la production et de la répartition des produits.

« Le prolétariat russe ne peut pas achever victorieusement, avec ses seules forces, la révolution socialiste. Mais il peut donner à la révolution russe une ampleur qui créera les conditions les meilleures pour la révolution socialiste et la commencera en un certain sens. Il peut améliorer la situation en vue de l'intervention dans des batailles décisives de son collaborateur principal le plus sûr, le prolétariat socialiste européen et américain. »

Peut-être les travailleurs russes, emportés par leur élan, ont-ils remporté des victoires plus grandes que celles dont la sagesse d'un Lénine se fût contentée. Douze années ont passé. Le meilleur et le pire sont aux prises dans ce pays. Les tares de l'ancien régime ne sont pas encore effacées, la transformation de l'homme et de la société est à peine commencée. Mais cet à peine est déjà immense et précieux parce qu'il est unique au monde.

Je dirai les maux dont souffre la première République du travail, à sa naissance : n'oublions pas qu'une paix précaire ne lui fut accordée par l'univers capitaliste qu'en 1920. L'U. R. S. S. est, dans sa neuvième année de paix, entièrement livrée à elle-même. Je veux dire auparavant les raisons que l'U. R. S. S. a d'avoir confiance en l'avenir.

Ce pays, d'une étonnante richesse naturelle, a des hommes, des masses d'une qualité exceptionnelle. L'homme russe — avec son énergie fruste, ses ressources intérieures de foi, de passion, de volonté, de patience, d'endurance, l'homme russe dont les variétés vont de l'Asiatique parfait à l'Européen parfait, est peut-être la richesse la plus inexploitée de l'U. R. S. S. Nul ne peut prévoir l'avenir de cet homme. La société qui saura le mettre en œuvre sera magnifique. Et cet homme est, de par sa nature profonde, un bâtisseur de vie nouvelle. En ce sens, le meilleur de lui aspire au socialisme. En révolution comme à la guerre, la qualité du matériel humain est de première importance.

Parmi ces masses, la phalange organisée, disciplinée, guidée par une forte pensée collective du parti communiste, fait son chemin, son chemin d'entraîneuse. Il y a 2.000.000 de communistes et de Comsomols environ. De ce nombre, le dixième peut-être sont de vrais communistes, je le sais. Ce sent eux qui constituent

la vraie phalange. Ces deux cent mille-là sont le sel de la terre russe, à cette heure de l'histoire. Ces deux cent mille-là peuvent des miracles. Ils en ont fait en série, de l'insurrection d'Octobre aux exploits militaires et à la reconstruction de l'industrie socialisée. À ces deux cent mille se joignent tous ceux qui, vrais communistes ou vrais sympathisants, n'ont pas la carte du Parti ; et peut-être ces sans-parti-là compensent-ils, par leur nombre et par leur qualité, l'existence dans les organisations du Parti des quatre cinquièmes d'éléments passifs ou défectueux.

Cette phalange révolutionnaire a deux admirables générations de chefs : les vieux qui, pendant des dizaines d'années ont combattu l'ancien régime et le capitalisme international, la génération de Lénine et de Trotski ; et les jeunes, ceux qui se sont formés de 1917 à 1921 dans la fournaise de la guerre civile. Par les capacités, la valeur morale, l'énergie, ces hommes ont peu d'égaux au temps présent.

Ce pays a rénové sa vie spirituelle. Des disciplines scientifiques nouvelles y sont pour la première fois appliquées en grand dans tous les ordres des connaissances humaines. Cela comporte des désavantages, sans doute : les vieux potagers bien ratissés sont plus faciles à cultiver qu'une terre vierge labourée du matin, à l'aube, et dont on ne connaît pas encore les qualités. Les débuts de toutes les rénovations spirituelles ont été pénibles et entachés d'erreur. Celle-ci ne sera pas moins profonde que la révolution chrétienne. Nos arrière-petits-enfants en récolteront les vrais fruits. Dès à présent, la soif de savoir, l'ardeur de penser comptent parmi les forces les plus évidentes de la révolution.

Dans l'ordre des faits matériels, il y a les victoires d'hier, et d'avant-hier. Celles de la période des luttes armées, qui sont

d'éclatantes preuves de vitalité et des gages. Celles de l'organisation du pays socialiste. Organisation sur un plan d'ensemble, fondée sur l'économique, à laquelle tout le monde s'intéresse parce que c'est enfin, au lieu d'être le saint des saints des grands brasseurs d'affaires, la chose publique par excellence. Organisation défectueuse mais socialiste, neuve, viable, vivante et qui a déjà fait ses preuves une première fois en ramenant par ses propres forces, après sept années de guerre étrangère et de guerre civile, après quinze invasions successives en Ukraine, la production à son niveau d'avant-guerre…

Les travailleurs russes ont raison d'avoir confiance. Ils ont tout ce qu'il faut pour vaincre. On doit la vérité aux forts ; on se doit d'avertir les conquérants de l'avenir des embûches dressées sur leur chemin.

Comme on voudrait tout de suite leur crier :

— Votre beau matériel humain, ne le négligez pas, ne le gaspillez pas ! Votre phalange communiste, ne la laissez point se démoraliser ! Vos chefs, ne les décimez pas vous-mêmes ! Votre richesse intellectuelle, votre doctrine communiste, ne la réduisez pas en formules, en casuistique, en clichés ! Votre État, votre industrie, défendez-les mieux, guérissez-les et, pour cela, ouvrez les yeux…

Volume 2 · 02

OPINIONS DE LA DROITE, DU CENTRE
ET DE LA GAUCHE DU PARTI COMMUNISTE

La crise des blés s'exprime ainsi : la Russie qui exportait chaque année avant-guerre pour plus de 1.300 millions de francs de céréales — c'était un des greniers du monde — et qui en exportait en 1923 pour plus de 100 millions de roubles a dû, en 1928, importer du blé et recourir à des mesures extraordinaires pour obliger les paysans aisés à livrer leurs grains. « Au début de l'année, déclarait Rykov, le 9 mars 1928, le ravitaillement des villes était menacé ». Une année très dure a passé. Le président du Soviet de Léninegrad, Komarov, déclarait le 28 décembre : « Si les stocks attendus rentrent, nous joindrons, tant bien que mal, les deux bouts jusqu'à l'automne ». L'année 1929 ne verra donc pas s'atténuer la crise des blés qui fait stationner indéfiniment dans les villes des queues devant les boulangeries et aggrave terriblement la lutte de classe dans les campagnes. Les exportations en blé constituaient une des ressources les plus importantes de l'industrialisation ; on leur cherche des succédanés.

Le mal, dénoncé depuis deux ans par une forte opposition au sein du parti communiste, se révéla brusquement trois mois après la défaite de ceux qui avaient vainement adjuré le parti de prévoir. Les opposants ne se lassaient pas de dénoncer l'enrichissement des koulaks, l'incapacité de l'industrie à satisfaire les besoins des ruraux, l'incurie et l'aveuglement d'une bureaucratie qui trouvait que tout allait bien. Ils furent chassés du parti au XV Congrès en décembre 1927 et déportés dès le lendemain. Le Congrès démentit solennellement toutes leurs allégations. Soyons textuels : la résolution du Congrès dit que :

« 1 La superficie des emblavures a augmenté et la quantité des terres non labourées a rapidement diminué depuis le

XIV Congrès, ce qui traduit le relèvement général de la masse principale des cultures ;

« 2 Dans le domaine politique, le paysan moyen a continué à s'éloigner des koulaks, l'alliance de la classe ouvrière avec les masses des paysans moyens s'est affermie, un changement décisif s'est accompli contre le koulak tendant à l'isoler. »

Àpeine le Congrès s'était-il séparé que la crise lui infligeait un brutal démenti. Le Parti, dirigé par Staline, donnait un brusque coup de barre à gauche et adoptait bruyamment les deux tiers de la plateforme de l'opposition. L'éditorial de la Pravda du 15 février 1928 disait exactement le contraire de la résolution du XV Congrès : « Dans les campagnes, le koulak s'est enrichi et a grandi ; en tout premier lieu... il retient les réserves de blé pour en augmenter le prix..., il fait autorité... et il entraîne avec lui le paysan moyen... » La disette imposait des mesures énergiques. On appliqua aux détenteurs de céréales l'article 107 du Code pénal qui punit l'accaparement de prison et de confiscation. Une foule d'événements pénibles se produisirent dans les campagnes, les institutions locales ne faisant guère de distinction entre le koulak, habile à dissimuler son avoir, et le paysan aisé possesseur d'un peu de blé. Les cultivateurs réagirent en ensemençant moins, du moment qu'ils avaient à craindre la confiscation des excédents. Il fallut bientôt — à la fin de l'été — que le C. C. du Parti condamnât solennellement les abus, cessât de recourir à l'application de l'article 107 et augmentât le prix du blé. Le malaise ne fut qu'atténué. Le blé n'affluait guère aux magasins de l'État, les ruraux aigris se divisaient, les pauvres (récemment exonérés de l'impôt) enclins à soutenir les autorités soviétiques, et les koulaks disposés à résister par tous les moyens. Les rixes,

les assassinats, les incendies, les excès de toutes sortes se multiplièrent dans les campagnes jusqu'à nécessiter dans les journaux la création d'une rubrique permanente de crimes des koulaks.

Quelles sont les causes réelles de la crise ?

1 D'abord la pauvreté générale des paysans russes, l'état arriéré d'une agriculture qui emploie encore des millions de charrues en bois et ignore les engrais chimiques ; 2 L'augmentation de la population, passée de 135 à 145 millions, de 1914 à 1926, malgré la guerre et la famine ; l'augmentation est, en temps de paix, de 2 à 3 millions de bouches par an ; 3 La faiblesse de l'industrie, qui ne fournit les marchandises dont les campagnes ont besoin qu'en quantité insuffisante ; de là les prix élevés des articles manufacturés et les bas prix du blé ; d'après Rykov (Pravda du 11 mars), le déficit des marchandises industrielles — en d'autres termes l'infériorité de l'offre à la demande — atteignait au premier trimestre 1928, 500 millions de roubles ; d'après Kouibychev il devait augmenter au cours de l'année économique 1928-1929 de 14 % ; 4 Les effets du régime bureaucratique dans les campagnes, qui vicient l'application de tous les décrets, permettent aux vrais koulaks de dissimuler leur avoir, grâce à des complicités dans l'administration, et lèsent les paysans moyens, auxquels on applique trop souvent des dispositions fiscales qui ne les visent point ; 5 La résistance consciente des paysans riches, soutenus parfois par la majorité des cultivateurs dont ils représentent les aspirations : car tout paysan aisé ne demande qu'à améliorer encore sa situation et rêve de devenir insensiblement un petit capitaliste.

Le paysan riche, le koulak, est, suivant un mot de Lénine, « un capitaliste en herbe ». Représente-t-il une puissance sociale ? On

a beaucoup discuté là-dessus avec une passion dangereuse. Pendant deux années, en 1925-27, la majorité du parti le niait, l'opposition l'affirmait ; les statistiques étaient sujettes aux variations les plus curieuses. Les dirigeants du parti ne voulaient pas admettre qu'il y eût plus de 5 % de koulaks dans l'U. R. S. S. L'opposition affirmait : 10 %, voire plus… L'étude des campagnes oblige, en effet, à diviser les cultivateurs en cinq catégories au moins : 1 Les pauvres qui ne peuvent vivre que de leur travail en qualité de salariés (prolétaires) ; 2 Les pauvres qui, tout en se louant à de plus fortunés, cultivent un lopin à eux (demi-prolétaires) ; 3 Les moyens, qui vivent de la culture de leur parcelle, sans employer la main-d'œuvre salariée ; 4 Les aisés qui ont occasionnellement recours à la main-d'œuvre salariée et disposent d'un bon outillage ; 5 Les riches ou koulaks, qui emploient en général des salariés, possèdent un bon outillage et des réserves. Ces derniers représentent à peu près 5 % du total des cultivateurs. Mais ne faut-il pas, au point de vue social, considérer également comme koulaks les cultivateurs de la 4 catégorie, si voisins des koulaks ? L'opposition disait : oui ; les dirigeants disaient : non. Selon que l'on adopte l'un ou l'autre de ces points de vue, il y a 5 % ou 10 % de koulaks. Nous laisserons le lecteur décider lui-même si les paysans moyens les plus aisés sont plus près des prolétaires que des petits capitalistes ruraux.

L'influence d'un groupe social ne correspond d'ailleurs pas exactement à sa force numérique. De même que l'influence d'un millionnaire est infiniment plus grande en Europe occidentale, que celle de nombreuses petites gens, l'influence des paysans riches s'est brusquement révélée assez forte dans les campagnes de l'U. R. S. S. pour mettre en échec toute la politique et ouvrir brutalement la crise des blés. Depuis qu'on a Reconnu le danger

et déclaré la « guerre au koulak », la Pravda n'a pas cessé de relater, tous les jours, les incendies, les meurtres, les assassinats politiques, mais le lecteur des journaux soviétiques sait que l'on peut, sans exagération, parler de milliers de cas de ce genre. L'affaire de Loudorvaï, jugée par le tribunal révolutionnaire d'Ijevsk (Oural) en janvier dernier, a révélé quelles mœurs les koulaks perpétuent encore impunément dans les campagnes arriérées du pays socialiste. Voici, sur cette affaire, quelques détails précis donnés par Molotov — un des chefs du parti — dans la Pravda du 26 septembre 1928 : À la fin de juin dernier, 300 paysans Votiaks furent fouettés à Loudorvaï, près Ijevsk. « On les fouetta d'abord près de l'école, puis près du poste de pompiers. Les paysans résignés courbaient l'échine en silence. Tout le monde y passa, même celui dont les blancs avaient fusillé le père. On entendit dans tout le village les sanglots d'une femme. Des gamins de 14 à 15 ans furent fouettés. Ce n'est qu'après coup que l'on se mit à rédiger un arrêt de tribunal. Quelques paysans se défendirent à coups de fusil ou à coups de hache. Ce châtiment était motivé par le mauvais état des enclos, qui permettait au bétail des uns d'abîmer les cultures des autres. Les gens de Loudorvaï furent fouettés par un groupe organisé venu, muni de verges, du village voisin de Loudzi. Les paysans cossus avaient tenu, auparavant, une réunion dans la forêt. On fouetta des cultivateurs dont les enclos étaient irréprochables. Les pauvres furent le plus durement traités. » L'enquête faite par les journaux montre que, dans ces villages, le partage le plus récent des terres avait eu lieu il y a 46 ans. Les paysans cossus menaçaient de tuer ceux qui parlaient d'un nouveau partage. Ils avaient dissous le comité d'aide mutuelle des pauvres et chassé de l'assemblée du village le président et le secrétaire de ce comité. Il y a dans le district une cellule commu-

niste, comprenant 23 membres du parti et 13 stagiaires. Il y a sans doute aussi une organisation de comsomols. Le parti et les jeunesses ont tout « ignoré », jusqu'à l'arrivée des délégués du Comité régional. « Voilà, s'exclame Molotov, comment se comportent certaines de nos organisations rurales ! » Les autorités soviétiques locales ont été stupéfaites de l'importance que la presse a prêtée à cette affaire… Ces autorités se bornaient à dire que « c'était la coutume » !

Les koulaks n'usent pas que de la manière forte. La Pravda relate tous les jours les efforts qu'ils font pour se concilier jusqu'aux pauvres : ils prêtent du blé, des semences, des outils, se rendent populaires, font ici preuve de zèle soviétique et là de ferveur religieuse. Ce n'est pas sans résultats. Populaires, ils s'installent dans les Soviets locaux. Aux environs de la capitale sibérienne, Novo-Sibirsk, dans le district de Bougrinsk, 14 présidents de Soviets ruraux ont dû être révoqués sur 27. Le président du Soviet du village Alexéev payait 300 roubles d'impôts. Aux environs d'Omsk, les membres du Soviet participaient à la vente et à l'achat des terres. J'emprunte tous ces détails à un journal du 21 décembre. La Pravda du 6 janvier relate qu'on a vendu, au cours de l'année économique écoulée, pour 1.096.000 roubles d'outillage agricole en Bachkirie. Les koulaks en ont acheté 58,5 %, les pauvres 9 %, les cultivateurs moyens 32,5 %. « Toutes les machines vendues au comptant l'ont été à des koulaks. »

Le koulak n'est pas un mythe. Ce n'est pas non plus un être malfaisant, une grandeur politique, un ennemi machiavélique. C'est une réalité économique résultant nécessairement de causes profondes — du régime de la petite propriété et de la liberté du commerce, de la nep en un mot — et c'est un homme, un capita-

liste en herbe, qui défend par tous les moyens ses intérêts, lesquels se confondent souvent avec ceux d'un très grand nombre de paysans (car ceux-ci ont les mêmes conditions d'existence et les mêmes aspirations que lui). Il ne faudrait ni l'ignorer, ni le traquer, ni surtout prétendre le supprimer ou le combattre par des mesures principalement administratives. C'est ici qu'apparaît la gravité des erreurs politiques commises dans les campagnes. Fin 1925, au moment où les paysans infligent, en retardant la livraison du blé, un premier échec au gouvernement soviétique (ce qui entraîna la chute de Zinoviev), Boukharine leur crie : « Enrichissez-vous ! ». Boukharine se rétracte bientôt, mais le XIV Congrès du parti décide, malgré l'opposition de Zinoviev, une politique de laisser-faire. Pendant deux années, la thèse officielle est que le koulak n'est pas à craindre, que l'évolution des campagnes vers le socialisme est assurée par la coopération, et que ceux qui parlent d'un péril rural sont des pessimistes malintentionnés. Le XV Congrès (décembre 1927) se tient encore dans cette note mais décide, sous la pression de l'opposition qu'il exclut, d'encourager les exploitations agricoles collectives et de combattre les éléments capitalistes des campagnes, d'ailleurs insignifiants. Six semaines plus tard la crise éclate, le parti déclare la guerre au koulak soudainement découvert et prend contre lui des mesures draconiennes. Le blé rentre, mais la crise s'aggrave. Au bout de quelques mois, le parti décide la suppression des mesures de rigueur, s'efforce de rassurer les paysans, augmente le prix du blé. C'est un peu tard, la crise économique se corse de plus en plus. La guerre au koulak reprend de plus belle après cette essai de pacification. Nous en sommes là.

Il y a un an, les statistiques officielles, citées par Rykov, estimaient que les paysans avaient des réserves de blé se montant

environ à 600 ou 700 millions de pouds. Ces statistiques étaient-elles fausses ? Ce blé est-il encore caché ? La seconde hypothèse paraît la plus plausible. Toujours est-il que la majorité des paysans manquent de blé, manquent de pain, manquent de fourrage, ce qui ne veut pas dire qu'une minorité cossue n'en a pas. On observe dans toute la Russie un fait d'une immense gravité : les paysans font de longs voyages pour venir acheter à la ville le pain dont ils nourrissent leur bétail et leurs chevaux ! Pour en finir avec cette pratique, on a institué à Léninegrad, à partir du 1 janvier, des carnets de consommation. L'explication du mal est très simple : le poud d'avoine (16 kg. 400) coûte 3 roubles, alors que le poud de pain noir coûte, à la ville, 1 r. 50. Les erreurs de la politique des prix ne sont pas étrangères à cette situation.

Nous connaissons le mal et ses causes. Que faire ? Trois opinions se heurtent sur ce point parmi les communistes.

Celle de la droite :

« Nos campagnes sont si misérables qu'il faut avant tout leur permettre de se relever. Le koulak est moins dangereux que l'absurde politique de guerre de classes dans les villages. Notre devoir est de pacifier les campagnes et non d'y attiser des haines sociales. Il faut laisser les cultivateurs s'enrichir ; l'enrichissement des campagnes d'où nous tirons les vivres et les matières premières est la condition de tout progrès industriel. Il est insensé de prétendre remédier à la crise en créant de vastes exploitations agricoles soviétiques, car elles ne produiront que dans des années ; leur développement absorbera des millions de roubles qui, jetés dans les cultures individuelles, nous procureraient une amélioration immédiate de la situation. Gardons-nous de trop tendre les ressorts de l'industrialisation quand l'agriculture est

dans le marasme. Ce serait tomber dans la périlleuse utopie des trotskistes qui, pour obtenir un développement industriel plus rapide, risqueraient d'allumer la guerre civile dans les campagnes… Parons au plus pressé. Au lieu d'employer des centaines de millions à construire des machines qui ne produiront que dans des années, hâtons-nous de développer l'industrie légère — textile et autre — qui produit pour la consommation immédiate des masses. Il faut remédier à tout prix à la disette… »

Les chefs de la droite, Rykov, Tomski, Boukharine, sont trop habiles pour parler haut et clair avant l'heure. C'est pourtant ce qu'a dit en somme Boukharine dans ses Notes d'un Économiste qui lui ont valu une foule d'ennuis. Toute une campagne a été déclenchée contre lui dans le parti. Il s'est tu, mais la lutte entre la droite et le « centre », actuellement dirigeant, semble devoir se rallumer sous peu. En tout cas, ces arguments sont d'un emploi courant. L'état d'esprit de la droite est très répandu dans le parti.

La thèse de la majorité officielle du parti, exprimée par Staline et Molotov, est beaucoup plus voisine de celles des « trotskistes ». On peut la résumer sommairement ainsi :

« Le péril koulak est grand, mais la crise actuelle n'est qu'une crise de croissance dont nous nous tirerons avec de la fermeté, en persévérant inébranlablement dans la voie de l'industrialisation la plus active. Quant à la résistance des koulaks, nous la briserons par la force et par la concurrence des grandes exploitations agricoles soviétiques. Et nous dirigerons, par les voies de la coopération, les campagnes vers le socialisme. La politique de concessions à la petite propriété individuelle, préconisée par la droite, mènerait la République à sa perte en favorisant la formation, dans les campagnes, d'une classe redoutable de petits capi-

talistes ; en retardant le développement de l'industrie lourde pour mieux satisfaire tout de suite, grâce à l'industrie légère, les besoins des masses, nous deviendrions tributaires de l'étranger pour les moyens de production et même pour la consommation. Ce serait entrer dans la voie de la colonisation économique de l'U. R. S. S. par les pays capitalistes. »

C'est pourquoi les dirigeants du parti combattent en ce moment avec énergie la tendance de droite officiellement qualifiée « opportuniste ». Sur la gauche — l'opposition — dont ils ont repris à peu près tous les arguments, ils se bornent à dire que son action clandestine l'assimile aux contre-révolutionnaires ; et, pour plus de commodité, ils continuent à lui imputer des idées que tous les opposants que l'on rencontre affirment avec indignation n'avoir jamais professées.

Écoutons maintenant ces derniers.

Ils disent en somme :

« Staline et sa majorité qui n'en fut jamais une, car elle est profondément divisée et s'impose surtout par la pression de la bureaucratie, ont affirmé, des années durant, que l'on pouvait acheminer paisiblement les campagnes vers le socialisme dans un seul pays. La réalité de la lutte des classes dans les campagnes leur a donné, après nous, un vigoureux démenti. Jamais nous n'avons préconisé l'absurde guerre administrative au koulak. Nous disions qu'il fallait tenir compte de la formation d'une classe de paysans riches et agir prudemment, fermement, politiquement, en conséquence, pour n'avoir pas à recourir, aux heures de crise, à des mesures extraordinaires. Nous avons préconisé un emprunt forcé de 150 millions de roubles à imposer

aux paysans riches — mais qui leur eût porté intérêt ! Staline nous a accusés a ce propos d'attenter au principe de la nep ; mais quelques mois après, aux abois lui-même, il procédait dans les campagnes à des réquisitions brutales, au moyen de l'article 107. La nécessité oblige Staline à répéter, mot pour mot, tout ce que nous avons dit, des années durant, sur la question paysanne, l'industrialisation, le péril de droite dans le parti et même la bureaucratie. Ce serait parfait et nous le soutiendrions sans réserves, nous reviendrions au parti sans reparler d'un passé récent plutôt amer, si Staline ne faisait de notre plate-forme une application caricaturale vouée à l'échec. Remarquez qu'il ne pose, sérieusement, ni la question ouvrière, ni celle du régime intérieur du parti.

Or, sans modifier profondément le régime intérieur du parti et sans améliorer résolument la situation matérielle et politique du prolétariat, on ne peut faire sérieusement aucune politique d'industrialisation et de lutte contre le koulak, le nepman et le bureaucrate, c'est-à-dire contre les forces du capitalisme naissant. Mais Staline, qui ne doit son pouvoir qu'à la bureaucratie, ne peut pas entrer dans cette voie.

« Quant à la droite, elle commet des erreurs susceptibles de devenir néfastes. L'histoire n'attend pas ; le peu d'années de répit qu'elle nous accorde, nous devons l'employer à nous pourvoir de moyens de production, donc à développer avant tout l'industrie lourde, pour na pas être demain une colonie du capital international. Nous devons tenir compte de la rapidité du progrès industriel des pays capitalistes au lieu de rêver au socialisme dans un seul pays et de nous laisser distancer de plus en plus par nos ennemis. Mais la droite n'a de confiance ni dans le prolétariat de

l'U. R. S. S., encore capable de remporter bien des victoires, ni dans le prolétariat international qui nous soutiendra, ni dans la révolution mondiale à laquelle elle est encline à renoncer… »

On entend encore exprimer par les hommes les plus divers une opinion qui mérite d'être retenue :

« Peut-être des concessions à l'esprit de propriété individuelle des paysans sont-elles devenues nécessaires. En ce cas, l'essentiel serait de refaire d'abord l'unité du parti. Si les concessions aux paysans s'accompagnent d'une pression économique sur la classe ouvrière et de la continuation de la répression contre les éléments communistes de gauche, elles renforceront puissamment toutes les forces hostiles au socialisme et peuvent avoir une portée désastreuse. Si elles sont faites par un parti dans lequel tous les hommes de la révolution d'Octobre auront repris leurs places — fût-ce dans le rang — et que la démocratie intérieure aura vivifié, épuré, assaini, elles ne constitueront qu'une manœuvre justifiée par l'intérêt supérieur du prolétariat. »

Volume 2 · 03

LA CONSOMMATION PERSONNELLE LA RÉPUBLIQUE A-T-ELLE LES RESSOURCES NÉCESSAIRES ?

Tout le monde est d'accord sur la nécessité d'industrialiser ce grand pays agricole et arriéré. Mais dès que l'on s'écarte du pur principe pour poser la question pratiquement, les désaccords commencent, il pleut des chiffres qui finissent par n'inspirer que

méfiance ; et l'on a bientôt le sentiment d'une bataille dans les ténèbres.

Les conséquences de la guerre, du blocus et de la révolution avaient complètement ruiné en 1920 la production de la Russie, tombée au cinquième environ de ce qu'elle était en 1913 et parfois à zéro, comme dans le Donetz et dans certaines autres régions minières et métallurgiques. En cinq années de paix sans sécurité vraie, les travailleurs russes, entièrement livrés à eux-mêmes, en butte à l'hostilité persévérante du monde capitaliste, ont reconstitué en grande partie leur outillage et souvent atteint le niveau d'avant-guerre de la production. L'histoire ne connaît aucune autre prouesse de ce genre. Tenons compte du fait que les travailleurs russes ont doté leur production d'une nouvelle organisation, dont ils n'avaient pas le moindre modèle sous les yeux, et qu'ils ont ainsi été des pionniers. Leur victoire était acquise en 1925.

Il serait vain de taire ou d'amoindrir cette victoire qui est pour le prolétariat une des plus grandes raisons d'avoir confiance en lui-même. Mais il serait périlleux de s'en enorgueillir au point de perdre de vue les difficultés qui ont surgi depuis. Nous allons voir qu'elles sont très grandes.

Les chefs du parti ont préféré adopter, dans les grandes circonstances, le langage de l'optimisme sans réserves. C'est Staline exposant, armé d'un vieux texte d'Engels, que les neuf dixièmes du socialisme sont réalisés dans l'U. R. S. S. C'est la presse répétant que le développement économique de l'U. R. S. S. est beaucoup plus rapide que celui des États-Unis. C'est le P Varga déclarant au VI Congrès de l'internationale communiste à Moscou, en septembre 1928, que « nous sommes dans une année sans crise,

bien qu'il y ait quelques difficultés » et ajoutant que le salaire de l'ouvrier russe progresse sensiblement plus que celui de l'ouvrier américain. Textuel : « Le salaire de l'ouvrier russe s'élève, avec l'assurance sociale, à 134 % de celui d'avant-guerre, tandis que celui de l'ouvrier américain n'atteint que 130 %. »

Àparler sur ce ton, on risque de provoquer de vives réactions et on ne réussit qu'à créer une « littérature de communiqué officiel », qui n'a bientôt rien de commun avec ce que tout le monde dit, voit et pense.

Année sans crise ? La crise est aujourd'hui reconnue de tout le monde. Il y a depuis plus d'un an et il y aura, sans doute, longtemps encore disette de céréales, de graines alimentaires, de beurre et d'huile, de thé, de papier, de tissus, de cuir, de fer et de fonte, de matériaux de construction. Le coût de la vie augmente, on rencontre des difficultés réelles à se ravitailler, même aux prix forts.

Il n'est plus permis à l'observateur honnête de parler sur le ton d'un certain optimisme officiel auquel la vie donne trop de démentis. Il faut dire ce qui est. Pendant que la production était ramenée au niveau d'avant-guerre, la population augmentait de 10 millions d'âmes, ce qui veut dire que la consommation par tête d'habitant devait tomber, pour 145 millions d'âmes, de 7 à 8 % environ au-dessous du niveau d'avant-guerre. Pour qu'il y ait industrialisation véritable, il ne suffit pas de construire chaque année de nouvelles usines, ce qui est bien, il faut encore que l'industrie croisse, de façon générale, plus vite que la population ; et celle-ci s'accroît chaque année de 3 millions d'âmes environ. Pour qu'il y ait industrialisation véritable, cela ne suffirait d'ailleurs pas encore, il faudrait que le développement de l'indus-

trie soviétique tendît à rattraper celui des pays capitalistes avancés. Les amis de l'U. R. S. S. doivent avoir le courage de dire qu'il n'en est pas ainsi. La crise actuelle montre que la croissance de la population et de ses besoins est plus rapide que celle de l'industrie ; et qu'il n'est pas question non plus de rattraper les pays capitalistes avancés. Ayons le courage de poser le problème dans toute sa gravité. On a publié en Russie et à l'étranger les chiffres indiquant le développement de l'industrie automobile depuis 1913. Ne vivons-nous pas à l'âge de l'automobile ? Il y avait dans le monde entier, en 1913, environ 2.500.000 autos et la Russie en avait 11.000. L'U. R. S. S. a rattrapé à cet égard le niveau d'avant-guerre, avec 11.000 autos ; mais il y en a plus de 21.000.000 dans le monde. Sans doute ne peut-on pas exiger de l'U. R. S. S. de plus grands miracles que ceux qu'elle a faits et qui sont assez réels ; mais il est de son intérêt de voir les choses telles qu'elles sont, justement parce que ses débuts lui donnent le droit d'avoir confiance en l'avenir. Un mal connu est parfois un mal à demi vaincu.

Par quelles voies continuer ? L'industrie légère, celle qui fournit à la consommation, est en somme reconstituée, quoique son effort s'avère insuffisant. L'industrie lourde, la métallurgie qui fabriqué surtout des moyens de production, est encore très faible. La politique de l'industrialisation consiste en ce moment à développer surtout la fabrication des moyens de production, afin que l'U. R. S. S. ne soit pas à cet égard tributaire de l'étranger. Mais ici les opinions se divisent. La « droite » du parti pense que la disette est trop grave, qu'il faut satisfaire d'urgence les besoins des campagnes et développer par conséquent l'industrie légère. Boukharine soutient dans ses Notes d'un économiste (Pravda, 30 septembre 1928) qui ont été sévèrement critiquées dans le

parti, que l'industrie arrive, du fait du marasme de l'agriculture, à la limite de son effort. « La vitesse du développement de l'industrie dépasse extraordinairement celle du développement de l'agriculture. » C'est en somme le contre-pied de la thèse de Trostki, qui soutient que le marasme de l'agriculture est dû à la lenteur de l'industrialisation, les villes ne fournissant pas aux paysans les moyens de développer leurs cultures. Et Boukharine de souligner à son tour, un an après l'opposition et en se plaçant à un tout autre point de vue, les défauts criants des plans quinquennaux qui annoncent, dit-il, « un déficit rapidement croissant dans toutes les catégories de la consommation des métaux ». À l'appui, il donne un tableau de prévision de la production des métaux noirs de 1926-27 à 1928-29, qui montre que les besoins satisfaits dans la première année, dans la mesure de 82 %, ne le seront plus dans la dernière que pour 71 %. Quant à la satisfaction des besoins de la population, elle doit tomber de 60,2 % à 56,6 %, car il va de soi que la plus grande part des métaux ira aux chemins de fer et à l'industrie. Boukharine conclut qu'il faut, d'urgence, atténuer la disette, constituer des réserves dont on a eu le tort de ne se point soucier, ne pas tendre à l'excès les ressorts de l'industrie, ce qui ferait échouer les plus beaux plans, « éviter les faux frais et les dépenses inutiles qui atteignent des montants fabuleux ». Ajoutons que, depuis la publication de ces notes, Boukharine a été révoqué de ses fonctions dirigeantes et pratiquement bâillonné.

Rappelons qu'un an et plus avant Boukharine, l'opposition dirigée par Trotski et combattue avec acharnement par Boukharine signalait tous ces périls dans ses contre-thèses de novembre 1927. Voici ce qu'elle écrivait notamment sur le chapitre de la consommation :

« La consommation personnelle en produits industriels, qui est tout à fait minime actuellement, ne doit augmenter en cinq ans que de 12 %. La consommation de tissus de coton en 1931 sera de 97 % de la consommation d'avant-guerre et ne sera que le cinquième de la consommation aux États-Unis en 1923. La consommation de charbon sera de 1/17 de la consommation en 1926 en Allemagne, et de 1/17 de la consommation aux États-Unis en 1923. La consommation en fonte sera de moins d'un quart de la consommation en Allemagne en 1926, et de 1/11,5 de la consommation aux États-Unis en 1923. La consommation en papier sera à la fin des cinq ans de 83 % du niveau d'avant-guerre. Le plan quinquennal « le plus optimiste » du Conseil supérieur de l'Économie nationale n'introduit aucune modification essentielle aux proportions citées ; par exemple, la consommation en coton par tête ne sera en 1931-1932 que de 106,8 % de la consommation d'avant-guerre. Tout ceci, quinze ans après la Révolution d'Octobre ! Présenter au X anniversaire de la Révolution d'Octobre un plan aussi étriqué, absolument pessimiste, c'est en pratique, travailler contre le socialisme. »

Le plan quinquennal, que Trotski et ses amis traitaient de la sorte, a subi depuis quantité de modifications successives. Nous ne savons pas l'avis de Trotski sur son aspect actuel ; mais nous savons celui de Boukharine ; et nous savons surtout que la consommation des masses n'a pas augmenté en fait, loin de là, et n'est pas près d'augmenter.

La droite accuse parfois — d'après les journaux — les dirigeants actuels du parti, de tomber dans l'erreur, généralement imputée à Trotski, d'une industrialisation excessive. Y a-t-il trop de socialisme dans l'U. R. S. S. ? demandait la Pravda le 14 no-

vembre 1928, et elle citait des chiffres curieux. En 1928-29, la production socialisée occupait dans le pays près de 11 millions de personnes (soit 13,1 %) ; la production individuelle, à tendance plutôt capitaliste, principalement rurale, occupait le reste de la population, soit 86,9 %. Il ne semble vraiment pas que le socialisme soit trop fort…

Volume 2 · 04

Dans l'entretemps, la cessation, pour plusieurs années, de l'exportation des blés, a diminué les ressources de l'industrialisation. Mais tout le monde semble d'accord sur un point : ces ressources existent dans le pays, il suffit de savoir les chercher et les employer. Nous avons vu Boukharine indiquer que les « faux-frais atteignent des montants fabuleux ». Des camarades de l'opposition m'ont dit :

Des ressources ? Nous en avons. Il suffit de ne pas les gâcher.

Laissons parler les faits tels que nous les trouvons dans les journaux. On a jugé en 1926 des bureaucrates qui, chargés de diriger les travaux d'irrigation du Turkestan, avaient dépensé 70 millions de roubles, dont 8 millions seulement avaient été utilement employés. On a jugé au début de janvier 1928, à Bakou, le personnel du service des eaux de l'Azerbeidjan qui, chargé de creuser un canal d'irrigation qui devait coûter 376.000 roubles, a dépensé 11 millions dans ces travaux. Un autre canal a, de même, coûté 2 millions au lieu des 700.000 prévus et n'irrigue que 75 hectares au lieu de 10.000 (presse soviétique du 9 janvier), etc.

On reconstruit depuis 3 ans, à Kertch, en Crimée, une formidable usine métallurgique. Déjà 20 millions ont été dépensés sans que les plans définitifs de l'usine aient été arrêtés. Les travaux ont été commencés sans plans ni devis. On comptait d'abord qu'ils coûteraient une vingtaine de millions et dureraient trois ou quatre ans. Après quatre ans, le coût total de la reconstruction de l'usine est estimé à 64 ou 66 millions au minimum ! Et il est trop tard pour arrêter une entreprise aussi coûteuse. On s'aperçoit aussi qu'il sera difficile de faire venir à Kertch le combustible du Donetz ; on s'aperçoit enfin que la production de la nouvelle usine risque d'être d'un prix plus élevé que celle des vieilles usines. Les responsables de ce beau gâchis sont dans les bureaux du Glavmétal (centre des Métaux) et du trust Yougostal. Tous les détails de cette histoire ont été publiés par la Pravda du 8 septembre 1928.

Ce n'est pas un cas isolé ; c'est plutôt un cas typique. Les nouvelles verreries sont dans le même cas. Voici des données précises sur l'industrie du papier (Pravda, 20 janvier 1928). En 1925, on arrêtait le plan de plusieurs fabriques de cellulose, de papier, etc., qui doivent être construites à Balakhna (Volga) et ailleurs, et coûter 40.500.000 roubles. On se mit à l'œuvre, trois ans passèrent. Le devis de construction monta à 65.300.000 roubles, tandis que les prévisions de production des futures usines baissaient. Tant on s'y était mal pris ! La fabrique de papier de Kondopog (en Karélie) devait produire du papier à 140 roubles la tonne. On s'aperçoit maintenant que son papier coûtera 235 roubles la tonne.

L'extraction de la tourbe, excellent combustible à bon marché, est en progrès sur son état d'avant-guerre. Mais le prix de la

tourbe augmente « par suite de l'énormité des frais généraux » ! Dans une tourbière de Tchernoramensk, près Nijni-Novgorod, il y a pour 1.500.000 r. de nouvel outillage inutilisable ! L'outillage arrive, par contre, avec de gros retards, ce qui fausse tous les programmes de la production et tous les prix. La construction des logements ouvriers coûte 20 % de plus qu'il n'avait été prévu. « Dans les devis, certaines dépenses sont fortement exagérées (de 400 % parfois) », etc. (Pravda).

Pas de trusts dont il n'ait fallu, au cours des deux ou trois dernières années, éclaircir devant les tribunaux les histoires de gabegie, d'incurie et de pots-de-vin. Voici à cet égard des chiffres qui, pour n'être pas tout à fait récents (il n'en a pas été publié de plus récents) n'en sont pas moins caractéristiques :

Montant des gaspillages, d'après le dossier des commissions de révision et des tribunaux : trust Severoless (forêts du nord) 2.500.000 roubles en 1925 ; trust Azneft (pétroles de l'Azerbeidjan) : 2.500.000 roubles en 1923-24 ; trust des soieries de Bogorodsk : près de 5.000.000 en 1922-24 ; chemins de fer : 9.000.000 de roubles pour le 1 semestre 1925-26 ; 85 exploitations agricoles en 1924-25,1 million ; Tchaïoupravlénié (syndicat du thé) : 801.000 roubles en 1925-26 ; industrie forestière de Léninegrad : 1 million 278.000 roubles en 1925 ; trust du cuir, 500.000 roubles en 1925, à Léninegrad ; port de Léninegrad, 2.500.000 roubles de vols et dilapidations, affaire jugée en 1925 ; dépôts de l'armée, à Moscou, 720.000 roubles de dilapidations en 1924-25. Dans nombre de cas, les fonctionnaires des entreprises de l'État socialiste étaient en rapports d'affaires avec les nepmans qu'il leur était facile d'enrichir.

Une rubrique particulière est celle des grandes constructions d'apparat, parmi lesquelles la Pravda du 28 décembre 1928 classait le nouvel hôtel des postes et télégraphes de Moscou qui a coûté très cher et n'était absolument pas nécessaire, les dépendances en construction de la Banque d'État à Moscou, deux banques à Ivanovo-Voznessensk, le palais de l'industrie de Kharkov. Ces édifices serviront, mais il eût été plus urgent d'en bâtir d'autres. N'eût-on pas mieux fait, par exemple, de consacrer les sommes qu'ils ont englouties à l'édification d'habitations ouvrières ? La classe ouvrière de l'U. R. S. S. souffre terriblement de la crise des logements. Dans le Donetz, on a bâti 10 palais de la culture ouvrière, qui ont coûté de 6 à 11 millions, on ne sait pas au juste, et sont aujourd'hui mal administrés ou délaissés, car on a négligé de tracer, aux environs, de bonnes routes bien éclairées le soir. Le palais de la culture ouvrière à Stalinsk (Donetz) est resté inachevé : il devait coûter 1.500.000 roubles, il a déjà coûté 3 millions. On l'a entouré de clôtures et abandonné (Pravda, 9 janvier 1929).

Les faits de cet ordre sont si nombreux, qu'ils constituent plutôt la règle que l'exception. Une grande partie des ressources qui pourraient aller à l'industrialisation du pays et à l'amélioration de la situation des travailleurs sont gâchées ; voilà ce qu'il faut retenir.

D'où viennent-elles et d'où vient que l'économie soviétique est quand même en progrès (on bâtit mal et ça coûte cher, mais on bâtit et ça donnera) ? C'est que la révolution fait dans une très large mesure l'économie d'une classe dirigeante. Le pays n'a pas une bourgeoisie opulente à entretenir dans le luxe.

Pourquoi ce gaspillage ? Ou plutôt par qui ? Faisons la part de l'inexpérience de la classe ouvrière arrivée au pouvoir. Rappelons-nous que la République n'en est qu'à sa XII année. L'ordre capitaliste était-il mieux organisé à ses débuts ? Que les historiens nous répondent. Leur réponse nous suffira à défendre péremptoirement la dictature du prolétariat contre les attaques des apologistes du capital, qui ferment si volontiers les yeux sur l'immense gaspillage de forces humaines et de richesses qui est de règle dans la société capitaliste. Mais nous recherchons les causes du mal pour le combattre.

Parlant au Congrès des Syndicats, à la mi-décembre 1928, l'un des chefs du parti communiste, Ordjonikidzé, disait :

« Nous avons trois sortes de collaborateurs dans nos bureaux : une petite minorité d'ennemis déguisés mais conscients ; des fonctionnaires qui touchent leurs appointements et ne se préoccupent guère du socialisme ; des techniciens et des fonctionnaires qui luttent pour le socialisme. » Quiconque a vécu dans l'U. R. S. S. sait que les fonctionnaires qui se moquent du socialisme sont probablement la majorité dans les bureaux de l'État ouvrier et paysan ; et que la minorité des fonctionnaires et des techniciens socialistes est placée dans des conditions de travail exceptionnellement défavorables. Exemple : à la fin de mars 1927, la grande fabrique de parfumerie Tégé demande des huiles au Conseil économique de Moscou. En avril 1928, la parfumerie n'avait pas encore obtenu ses huiles, mais les formalités continuaient ; à cette date 28 lettres avaient été écrites sur cette affaire, par les organes dirigeants supérieurs, 44 lettres par la parfumerie Tégé et par le Conseil économique de Moscou, on avait tenu 13 conférences et cinq fois délibéré dans les conseils écono-

miques suprêmes de la République ; les commissaires du peuple avaient télégraphié 8 fois. La relation détaillée de ce fait dans la Pravda est vaudevillesque. Que peut dans cet engrenage la bonne volonté du fonctionnaire, du bon technicien communiste ?

Que dire de l'affaire des pièces de rechange pour les tracteurs automobiles ? On a importé des tracteurs de l'étranger, on en fabrique en Russie même. L'agriculture en a le plus grand besoin. Mais on a négligé de fabriquer des pièces de rechange, si bien que des milliers de tracteurs se trouvent hors d'usage une bonne partie de l'année, faute d'une pièce souvent peu importante par elle-même. Le scandale est publié le 29 janvier dernier par la Pravda : « Pendant deux ans et demi — écrit ce journal — les réclamations, les demandes, les avis autorisés, les procès-verbaux de conférences ont grossi le dossier, sans que l'on fît rien d'effectif pour augmenter la fabrication des pièces nécessaires aux tracteurs. » Les usines Poutilov en fabriquent, mais ne satisfont que 15 % de la demande…

Ce système s'appelle le système bureaucratique. Il est impossible d'évaluer le préjudice qu'il cause à l'U. R. S. S., dont il compromet l'avenir. Nous retrouverons ce mal dans tous les domaines de la vie sociale. Essayons de le définir dans l'industrie. C'est que tout se fait par des bureaux remplis de fonctionnaires nommés par leurs supérieurs ou par les comités du parti, qui tous ont l'horreur des responsabilités et dont beaucoup n'ont qu'un minimum de compétence… Dans les bureaux tout se fait par des papiers qu'on enregistre, numérote, fait suivre, annote indéfiniment ; ainsi s'occupent des ronds de cuir, grignotant tout doucement leurs appointements. Chacun, afin d'éluder une responsabilité, s'efforce de passer la pièce à son voisin. Les chefs qui

décident ne voient que des papiers qu'il leur est impossible de bien lire, et à plus forte raison de comprendre. Quant à songer à suivre les affaires dont leur signature emporte la décision, impossible. Un chef de trust ou d'administration a souvent tant de signatures à donner qu'il se fait faire un tampon-signature en caoutchouc et… le confie à son secrétaire. Ainsi celui qui signe, le responsable en titre, ne sait pas ce qu'il signe ; et celui qui envoie un papier à signer, sait peut-être très bien ce qu'il fait, mais n'en porte pas la responsabilité.

Chacun dans la machine bureaucratique, soumise elle-même à des tas de contrôles, non moins bureaucratiques eux aussi, craint de perdre son emploi, par ces temps de chômage. Aussi la règle du petit fonctionnaire est-elle : « pas d'histoires. » Voit-il gaspiller des milliers de roubles ? Il en parle à ses connaissances, dans un cercle intime, mais se garde bien de prendre la parole à la conférence de production de l'entreprise. Son supérieur ne lui pardonnerait pas ça. Pour garder sa croûte, ses cent roubles par mois, il laisse aller la barque. L'ouvrier pense le plus souvent de même. Les conférences de production qui réunissent tous les salariés d'une entreprise sont mornes, bien que l'on tente chaque année, par des circulaires énergiques, de les ranimer…

L'homme d'initiative et d'énergie, le bon administrateur, le talent industriel, peut-il se manifester dans ces bureaux ? Il est à peu près impossible qu'il fasse sa trouée. Le rouspéteur, l'esprit critique, est vite « embarqué » dans une sale histoire. Au bout de quelque temps, chacun comprend que la suprême sagesse est de se tenir coi. La carrière du sans-parti dépend du parti ; la carrière du communiste dépend de la bureaucratie du parti. Dans les deux cas, ce ne sont pas les capacités qui sont recherchées, ce

sont les facultés d'adaptation et d'exécution (apparente), le zèle, le « bon esprit ». Les rouages du parti et de l'industrie sont encrassés du haut en bas par la médiocrité zélée et bien pensante qui gravite autour du pouvoir. Au point de vue de l'édification industrielle, qui veut de l'énergie et de l'intelligence, elle ne vaut pas grand chose, même quand elle provient de la classe ouvrière. Les gazettes murales sont fabriquées à peu près en série, par cette gent zélée qui sait très bien à qui l'on peut s'en prendre et ne manque jamais de donner, au nom de l'autocritique, le coup de pied de l'âne au sous-chef de bureau en passe d'être disgracié. Un dernier trait : les dirigeants de l'industrie ne sont pas nommés et ne restent pas en place d'après leur compétence ou leur passé, mais d'après leur bon ou mauvais esprit politique. Chaque discussion au sein du parti — et l'on y « discute » sans arrêt, avec acharnement, depuis 1923, malgré l'unanimité des résolutions — entraîne la disgrâce d'une partie des cadres de l'industrie. Un directeur de fabrique de confection vote-t-il en 1924 contre Zinoviev ? Il est relevé de son poste et envoyé, par exemple, à Prague en qualité de représentant du trust du caoutchouc, auquel il ne connaît rien. Mais en 1925, dans sa nouvelle fonction, il vote de nouveau mal. Nouvelle révocation. Cette fois, on l'envoie diriger le service municipal d'une grande ville de province. 1926 : notre obstiné vote mal une troisième fois, cette fois avec Zinoviev. À peine a-t-il eu le temps de se mettre au courant de son service municipal qu'on le déplace et qu'on le fourre dans un service de statistique… Ainsi de suite. C'est ainsi que, pour avoir soutenu Zinoviev en 1926, le chef de la flotte de la Baltique, Zof, devint… président du trust des potasses ! Zinoviev lui-même, spécialisé, semble-t-il, dans l'agitation internationale, est devenu un des dirigeants de la coopération à laquelle il est probable qu'il ne

connaît pas grand chose. Quand on songe qu'il faut de longues années d'expérience pratique pour former un chef d'industrie, on comprend tout ce que de pareilles coutumes ont d'insensé. L'écrasement de l'opposition trotskiste a arraché à l'industrie soviétique plusieurs centaines de dirigeants de la première heure, qui comptaient, à coup sûr, parmi les plus capables et les plus désintéressés. Un inconnu a remplacé Trotski au Comité des Concessions. Il est vrai qu'en décembre 1923, une décision du Comité central du parti précisait que les membres du parti ne devaient pas être relevés de leurs emplois dans la production en raison de leurs opinions politiques. Des résolutions analogues ont été prises et reprises depuis : on les applique à rebours.

Je conclus : la République socialiste a de grandes ressources en hommes et en argent. Elle peut venir à bout des tâches de l'industrialisation à condition de ne point dilapider ces ressources, c'est-à-dire de remédier d'urgence au mal bureaucratique.

Volume 2 · 05

Voyons, si vous voulez bien, les effets de la gestion bureaucratique dans les domaines de la production les plus importants pour le développement intellectuel du pays : le cinéma, le livre.

Quelques chefs-d'œuvre (le Cuirassé Potemkine, la Mère), un certain nombre de films excellents (la Fin de Saint-Pétersbourg, le Descendant de Tchinghiz-Khan, Tsar et poète, les Décembristes), ou passables (Octobre, la Salamandre), ont fait à l'étranger, au cinéma soviétique, une réputation excellente et méritée. Le cinéma soviétique a pris de grandes initiatives que, seul, il

pouvait prendre, car elles ne sont possibles qu'au pays de la révolution. Il a posé magnifiquement le problème social et on a vu combien le naturalisme, l'enthousiasme, la foi révolutionnaire du prolétariat peuvent féconder un art. Il a révélé la puissance des actions de masses. Il s'est dégagé de la sottise bourgeoise, de la pitoyable littérature de l'écran occidental et de l'effarant truquage sensationnel des films américains. Il a fait de sain et bon travail. Ce qu'il a si bien commencé, il doit le continuer. Pour cela, il doit guérir, lui aussi, de ses maux, des maux que ses amis doivent connaître. Ne faut-il pas déplorer sa stérilité relative des dernières années ? Eseinstein a raté son Octobre, c'est dans l'U. R. S. S. une opinion à peu près générale. À dix ans de distance, le film ne tolère pas qu'on projette l'histoire comme le père Loriquet l'écrivait. On a commandé au grand artiste un Octobre sans Trotski. Il a fallu couper, couper, recouper pour bannir à peu près complètement du film l'une des plus grandes et des plus actives figures d'Octobre, celle qui voisina le plus avec Lénine. Ce mensonge criant aurait suffi à discréditer aux yeux du public russe un vrai chef-d'œuvre. On a joué récemment un nouveau film russo-allemand compromis par d'autres fautes de goût et de tact, la Salamandre. L'un des deux scénaristes n'est autre que Lounatcharski, qui apparaît d'ailleurs sur l'écran au cours de l'action et dont la femme tient, assez médiocrement d'ailleurs, le premier rôle féminin. Le drame pose un vaste problème, celui de l'esprit scientifique traqué par une réaction d'esprit féodal ; mais les scénaristes l'ont corsé de coups de poignard, d'empoisonnements, de crimes de jésuites, selon la tradition du roman-feuilleton anticlérical d'il y a bien longtemps. On reconnaît là une des faiblesses de Lounatcharski, auquel son penchant au mélodrame joue de si vilains tours que la projection de son film, le Poison, a

été interdite l'année dernière par le Comité du répertoire de l'U. R. S. S. Mais pourquoi le cinéma soviétique accueille-t-il si volontiers les péchés d'un Commissaire du peuple ?

Boukharine a constaté naguère que « l'industrie du cinéma est la plus pauvre de nos industries ». Dans tous les pays du monde, l'industrie du cinéma fait pourtant de bonnes affaires. Elle pourrait en faire dans l'U. R. S. S., où 1.500 écrans font, chaque année, quelques 100 millions de roubles de recettes (ce qui est peu). La situation du cinéma a été étudiée sous toutes ses faces en novembre-décembre 1927 par des conférences et par la Gazette du Commerce et de l'Industrie de Moscou (articles de V. Mestchériakov, déc. 1927). C'est là que je suis allé me documenter. Eh bien ! En 1926 le déficit de trois grandes entreprises soviétiques de cinéma, Proletkino, Goskino (Ciné-État), Leninegradkino atteignait 5.600.000 de roubles. Causes : mauvaise gestion. Le Mejrabpom-Rouss seul n'avait pas de déficit. On réorganisa des entreprises en une seule, le Sovkino. Le Sovkino, ne pouvant fournir à la consommation intérieure, a littéralement inondé l'U. R. S. S. de productions étrangères, généralement vieilles et médiocres, sinon très au-dessous du médiocre. La province russe est inondée de films américains de la pire sorte. Dans le meilleur des cas, c'est Harold Lloyd, Douglas Fairbanks, Mary Pickford, que l'on admire à Riazan, Kalouga, Penza, Kinechma… Que peuvent donner ces films américains même plus ou moins coupés et accompagnés de textes nouveaux, souvent peu réussis, aux travailleurs de l'U. R. S. S. si avides de savoir, de culture et de vie nouvelle ? Les meilleurs films étrangers étant trop chers n'ont pas été achetés par le Sovkino. De 1925 à 1927, le nombre de films étrangers projetés dans l'U. R. S. S. a passé de 2.000 à 5.508. Des millions de roubles ont été ainsi dépensés en achats

d'une nécessité et d'une valeur problématiques, tandis que toute la production du cinéma soviétique en 5 ans, jusqu'à la fin de 1927, était de 322 films. La plupart de ces 322 films sont d'ailleurs, de l'avis de la presse soviétique, franchement mauvais : ce ne sont que plates imitations de la fabrication étrangère. Quelques dizaines de films de guerre civile, d'histoire révolutionnaire, d'ethnographie ou d'agitation font exception. Mais il faut bien dire que l'agitation canalisée par des cinéastes qui s'adaptent au communisme sans le comprendre et par des fonctionnaires plus soucieux de faire carrière que de servir l'art et la révolution finit par excéder le public soviétique : les films « révolutionnaires » de second ordre ne tiennent pas l'affiche plus de quelques jours. Ils vident la salle. Mais la foule ne se lasse pas d'Emile Jannings.

Je ne signale ici que les maux les plus graves dont souffre le cinéma soviétique. Il coûte cher, produit peu, sa production est plus souvent médiocre que bonne, ses importations sont détestables, sa gestion a généralement été mauvaise. Or, il a tout ce qu'il faut pour prospérer : un public avide, vivant, innombrable ; de chaudes sympathies et une juste renommée à l'étranger ; des sites merveilleux (Caucase, Crimée, Orient, Sibérie) ; des talents de premier ordre, un acquit déjà remarquable ; un fond moral — idées, aspirations — que nul Hollywood ne peut acquérir. Alors ?

L'inspection ouvrière ayant étudié le fonctionnement de la librairie de l'État (Gosizdat) en 1925-26, publiait le 23 juin 1927, dans la Pravda, un bref rapport relatant les faits suivants :

Les bureaux constituent une lourde machine composée de 180 services, sections, sous-sections, secteurs mal organisés, mal liés. La seule direction centrale avait, au 1 janvier 1927, un per-

sonnel de 1.148 personnes. Ce personnel excessif était coûteusement instable (chaque employé renvoyé touche quinze jours ou un mois de salaire). Les travaux de rédaction des manuscrits achetés coûtaient parfois plus cher que les droits d'auteur, c'est-à-dire que le manuscrit même. La section rurale paya en 1926 aux auteurs 74.380 roubles et aux rédacteurs qui mirent au point les manuscrits de ces auteurs 106.028 roubles (143 %). Les frais généraux se montaient à 175 % et parfois même à 400 % des frais de production du livre proprement dit. Le livre, trop cher, devenait de ce fait inaccessible aux petites gens et ne se vendait pas. Passé quelque temps, on le vendait parfois… au poids. Les stocks de la librairie contenaient au 1 janvier 1927 pour 5.930.000 roubles de livres considérés comme invendables, inutiles, soit 30 % de la production totale. Le coût de la production augmentait, de même que les frais de rédaction ; la vente avait diminué en un an de 19 %, mais les frais commerciaux avaient augmenté de 7 %. La comptabilité du Gosizdat accusait un bénéfice de 440.000 roubles qui, à la vérification, se transforma en un déficit de 3.434.000 roubles. L'article de la Pravda auquel j'emprunte ces chiffres voyait la cause du mal dans une « mauvaise direction » et proposait de relever de ses fonctions le directeur du Gosizdat, Broïdo. Mais un an auparavant, ce même directeur du Gosizdat, étudiant le travail de ses devanciers, avait écrit des articles, également dans la Pravda, d'un contenu tout aussi attristant. Le Gosizdat n'était pas mieux dirigé avant lui. A-t-il été mieux dirigé après lui par le camarade Khalatov ? Je ne crois pas que les qualités ou les défauts de quelques dirigeants puissent expliquer la crise permanente du Gosizdat. Nul n'ignore dans l'U. R. S. S. que les livres scolaires manquent et arrivent toujours en retard ; que la diffusion des livres édités par le Gosizdat est

franchement mauvaise (si vous voulez acheter un roman, il faut que vous preniez la peine de le rechercher : il n'ira au-devant de vous ni par la vitrine, ni par la publicité, ni autrement) ; que la qualité de sa production est très sujette à critique ; que le livre est trop cher (le livre à 2 et 3 roubles est commun ; il va de soi que le travailleur ne peut pas l'acheter) ; que les éditions à bon marché sont trop peu nombreuses. Quel est le coupable ? C'est encore, c'est toujours le système bureaucratique qui écarte les compétences, annihile les initiatives, institue une centralisation excessive et paperassière, multiplie les parasites.

Restons dans le domaine littéraire. Qu'un jeune auteur russe propose au Gosizdat un livre hardi et neuf, des censeurs timorés hésiteront longuement à la prendre ou le refuseront, alors qu'un directeur intelligent de librairie socialiste le lancerait sur-le-champ avec profit. Qu'un terne arriviste propose par contre au Gosizdat une vague production d'actualité, bourrée de citations de Lénine, on lui paiera bon prix son livre que personne n'achètera et qui finira par désoler dans les campagnes les habitués des izbas-bibliothèques. Quelques librairies privées existent dans l'U. R. S. S. On a dû limiter strictement leur activité à des éditions techniques ou littéraires pour que leur concurrence ne fût pas aisément néfaste au Gosizdat. Des librairies coopératives telles que la Zémlia i Fabrika de Moscou ont réussi — où le Gosizdat échoue — à monter d'excellents services d'éditions qui fonctionnent sans déficit.

La librairie de l'État jouit cependant de privilèges considérables : elle détient un vaste monopole de fait, dans un pays jeune qui réclame des livres, qui aime le livre, dans un pays où toute une génération montante, issue de la révolution proléta-

rienne, ne demande qu'à s'exprimer, à créer, à apprendre, à lire. Alors !

Volume 2 · 06

La coopération joue dans l'U. R. S. S. un rôle incomparablement plus grand que nulle part ailleurs. Les produits de l'industrie et les denrées achetés par les services étatisés du commerce de gros sont vendus à la coopération qui les vend à son tour au consommateur. Organe de la répartition, la consommation domine le marché des grandes villes et commence à tenir une place de plus en plus importante sur le marché rural. Elle semble destinée à éliminer par la concurrence le commerce privé. Mais justement en raison des espoirs qu'elle entretient et suscite, nous devons connaître les maux dont elle souffre. Ces maux, connus de tout le monde dans l'U. R. S. S., créent souvent dans la population un mécontentement légitime.

Dans l'état actuel des choses, des queues stationnent en permanence auprès des coopératives. On fait queue pour le pain, pour le beurre, pour le thé, pour les pâtes alimentaires, pour les tissus, pour le pétrole. Les coopératives ne recevant ces produits qu'en quantités insuffisantes, ne les vendent plus aux non-coopérateurs et rationnent strictement les coopérateurs. On touche 1 kg. 500 de beurre par mois et par livret de coopérateur : la ration du coopérateur qui a cinq enfants est donc la même que celle du célibataire. Les coopératives ont enfin profité de la disette des vivres pour augmenter sensiblement la part du coopérateur qui était généralement de 5 roubles il y a 2 ans et se monte mainte-

nant à 15 roubles (et il est question de l'élever à 20, 40, 50, 75 roubles, à proportion du salaire du coopérateur ; on a même proposé de l'élever au montant d'un mois de salaire ; on ne se soucie pas, ce faisant, des charges familiales et autres du travailleur) et supprimé la ristourne de 2 %, à laquelle les coopérateurs avaient droit naguère. De sorte que l'on entend parfois comparer le livret de coopérateur à une carte de consommation assez chèrement payée, car il est pratiquement difficile de retirer son argent de la coopérative, qui ne donne qu'un minimum nettement insuffisant de vivres. Le complément doit être demandé au commerce privé, c'est-à-dire payé 2,3 et 4 fois plus cher. Depuis un an le prix des lentilles et des haricots a quintuplé environ dans le commerce privé, le prix du beurre a doublé. L'ouvrier chargé de famille est souvent dans l'impossibilité de payer plusieurs parts de coopérateur ; et sa femme n'a pas toujours le temps de faire la queue des heures durant, sous la bise, et l'hiver par des froids de 20°.

Et que dire de faits comme ceux qui se sont passés à Moscou et Léninegrad l'an dernier ? Les coopératives avaient acheté à bon prix en grandes quantités de la volaille, des cochons, des concombres, des melons. Des trains entiers, pleins de volaille et de primeurs, stationnèrent longuement dans les gares de marchandises. La moitié de leur contenu se perdit… et le prix de l'autre moitié augmenta d'autant ! Les melons furent chers… parce qu'ils avaient été à trop bon marché !

Les magasins sont toujours bondés : queue au comptoir, à la caisse, à l'emballage, partout. D'après les journaux de Moscou, la cause de ces queues est dans l'insuffisance de personnel. Où il faudrait un commis pour 2.000 clients, il y a un commis pour

5.000 clients. On a calculé que les acheteurs des magasins de primeurs de la coopérative Kommounar, à Moscou, perdent chaque jour 11.000 heures à faire la queue, soit 4.000 roubles de salaire moyen (Pravda, 19 décembre 1928). On fait ici, au détriment des consommateurs et du personnel surmenés, ce que la bureaucratie appelle des économies.

Les boutiques privées, auxquelles les trusts refusaient de vendre des produits et que la pression fiscale accablait, ont fermé en 1927-28 par dizaines de milliers. D'après la Pravda, du 19 décembre 1928,182.546 boutiques ont fermé dans l'U. R. S. S. en 1927-28. La coopération est loin, très loin, de les avoir remplacées.

Il faudrait les remplacer, et il n'y aurait qu'à se féliciter de cette victoire de la coopération sur le commerce privé si elle n'était plus apparente que réelle. La pression administrative, fiscale, etc., joue dans l'élimination du petit capitaliste un rôle plus grand que la concurrence normale. Le petit capitaliste ne disparaît pas, il se terre, il devient insaisissable, il passe à la spéculation. Ceux qui restent, moins nombreux, n'en font que de meilleures affaires, puisque le consommateur insuffisamment ou mal servi par la coopérative ne peut pas se passer d'eux.

Les tissus, par exemple, dont la disette est constante, sont souvent achetés à la coopérative par des coopérateurs sans travail, qui peuvent faire la queue, tandis que le vrai consommateur n'a pas le temps, et qui vont les revendre au petit capitaliste qui les revend à son tour, majorés au double, au vrai consommateur. Il en est ainsi d'une foule de produits. La différence entre les bas prix de la coopération et les prix du marché libre est, en grande partie, encaissée par la spéculation et par le commerce privé.

Enfin, les coopératives sont souvent en déficit. Le déficit de celles de Moscou s'éleva, en 1927, à 234.000 roubles. Les salaires du personnel étant bas, les vols sévissent dans leurs magasins à l'état endémique ; les tribunaux n'y peuvent rien. Les procès des coopératives constituent une rubrique permanente de la chronique des tribunaux.

Le mécanisme bureaucratisé des coopératives de consommation est trop lent, trop dépourvu d'initiative, trop encrassé. C'est un fait reconnu que le capital privé déploie toujours plus d'initiative et circule beaucoup plus vite que celui de la coopération. Enfin, l'entretien de « l'appareil », c'est-à-dire des bureaux de celle-ci, grève lourdement le prix des marchandises. Il a fallu exercer sur le commerce privé une forte pression administrative précisément parce que la coopération supportait malaisément sa concurrence. C'est exactement le contraire qui eût dû se produire avec une coopération saine : elle eût éliminé le petit capitaliste par le jeu normal de la concurrence. Le régime bureaucratique entraîne ainsi sur le marché une sorte de récidive du communisme de guerre. Les résultats en sont les mêmes que ceux du communisme de guerre. Le consommateur pâtit le premier, le marché se dédouble en marché légal — coopération et commerce privé — et marché illégal, commerce privé et spéculation. Le commerce privé figure dans les deux rubriques, car le petit capitaliste qui tient une boutique en ville ne saurait en réalité tenir plus de quinze jours s'il ne donnait, de-ci, de-là, quelques entorses aux lois, règlements et décrets. Bien que patenté, il est en réalité voisin du spéculateur.

Où sont les causes les plus immédiates du mal (car il tient en partie à la situation économique du pays et c'est une autre his-

toire) ? Laissons la Pravda du 13 janvier 1929 nous répondre :

« Les scandales des coopératives de Saratov et de Stalinegrad, le népotisme qui régnait dans celles de Rostov-sur-Don, les dizaines d'informations que nous recevons de toutes parts sur les abus, les dilapidations et les déformations de la politique du parti dans les coopératives rurales nous obligent à poser énergiquement la question de l'épuration des coopératives. Leurs bureaux sont extraordinairement encrassés et le contrôle y est extrêmement faible… »

La Vie économique du 4 janvier, écrit : « Il faut mentionner parmi les défauts des organes de l'État et des coopératives les frais trop élevés du commerce. Il en résulte une grosse différence entre les prix d'achat et les prix de vente. Cette différence est supérieure de 93 % à celle d'avant-guerre pour le blé, de 130 % pour les œufs, de 123 % pour le beurre. »

De petites affiches placardées dans tous les magasins coopératifs disent : « Coopérateurs tu es le maître de ce magasin, contrôles-en la gestion, propose-nous des améliorations. » C'est très bien. Ce coopérateur est aussi électeur au Soviet et, souvent, membre du parti communiste. Il ne demande probablement qu'à remplir ses devoirs et à bénéficier de ses droits. Mais parlez-lui. Il vous dira que la machine est trop lourde, que nul n'y peut rien, qu'à trop réclamer on va se faire remarquer ou s'attirer des histoires, que l'on est vite traité de contre-révolutionnaire, etc. S'il est sans-parti, il ajoutera d'un ton découragé : « Nous n'y pouvons rien, nous autres, ce sont les communistes qui dirigent tout… » S'il est communiste, il vous dira peut-être : « J'ai essayé de lutter, mais ça a failli mal tourner pour moi… » La gestion des coopératives, comme celle de l'industrie socialisée et comme le

fonctionnement des rouages de l'État, ne peut être sérieusement améliorée que par un certain retour à la démocratie ouvrière, c'est-à-dire en tout premier lieu par l'assainissement du régime intérieur du parti (car il ne peut pas être question de s'acheminer, en régime de dictature du prolétariat, vers la démocratie ouvrière par d'autres voies).

Volume 2 · 07

LES SYNDICATS. — CRISE DES LOGEMENTS ALCOOLISME

La classe ouvrière russe ne verra croître que plus tard le grain qu'elle a semé pendant la révolution ; elle n'atteindra au bien-être et à la liberté véritables que lorsque les fruits de la transformation sociale seront mûrs. Il y faut encore du temps et du travail. Il faudra aussi qu'elle vienne à bout d'ici à là de ceux qui voudraient la frustrer des bénéfices de ses victoires.

Pour juger de sa situation actuelle, il convient de se rappeler sa situation sous l'ancien régime, il y a douze ans. Elle ne jouissait d'aucun droit politique ; la noblesse, la richesse, la bureaucratie, les castes l'écrasaient partout. Quatorze catégories d'excellences, de seigneuries, de haute-noblesse, de très-haute-noblesse, étaient imposées à son respect. Les assurances sociales n'existaient pas, la législation du travail était embryonnaire. La journée de 10 heures ne s'était pas implantée dans les mœurs ; on travaillait souvent davantage. Toute amélioration des conditions du travail devait être conquise de haute lutte. La grève était illégale, le syndicat illégal. N'étaient autorisées que les associations pa-

triotiques et policières. Dans la capitale Saint-Pétersbourg, en plein jour, le dimanche 22 janvier 1905, on avait mitraillé de paisibles pétitionnaires ouvriers, venus vers le tsar avec des chants d'église. On emprisonnait, on déportait administrativement l'ouvrier sur un soupçon de socialisme. L'ivrognerie ravageait ce prolétariat asservi, composé en majorité d'illettrés, logé souvent dans des caves, ou dans d'infectes casernes.

Voilà le point de départ qu'il faut prendre à treize ans de distance, pour juger des conquêtes du prolétariat devenu classe dirigeante, imposant son idéologie socialiste à la société entière, entré dans toutes les écoles, dans toutes les universités, créateur d'un enseignement nouveau. L'amélioration de sa situation matérielle n'est pas moins grande, en général, malgré les difficultés auxquelles se heurte le régime. Elle se définit ainsi : augmentation des salaires, construction de logements ouvriers (des cités nouvelles surgissent près de Léninegrad, Moscou, Kharkov, Bakou), journée de 8 ou 7 heures, larges assurances sociales (en cas d'accident, de chômage, de maladie), retraites.

On s'efforce d'assurer à tout ouvrier, chaque année, un séjour de quinze jours ou d'un mois dans une maison de repos ; les congés payés sont de rigueur. L'ouvrier bénéficie de réductions importantes sur le prix des places dans les théâtres et les cinés. Le nombre des clubs, des crèches, des jardins d'enfants, des bibliothèques, s'accroît chaque année. Mais l'œuvre accomplie, bien qu'admirable, est peu de chose en comparaison de celle qui reste à faire.

Le régime bureaucratique amoindrit ou menace souvent ces conquêtes ; il en ralentit en tout cas le développement. Les salaires semblent avoir atteint ou dépassé le niveau d'avant-

guerre ; mais le coût de la vie est beaucoup plus élevé qu'en 1913 (deux fois et demi environ). L'Annuaire de statistique officiel pour 1927 donne sur la situation de la classe ouvrière les chiffres suivants :

Salaires mensuels moyens dans toute l'industrie en roubles-tchervontsy ; 1923 : 35 r. 30 ; 1926-27, 59 r. 92. On voit l'augmentation. Mais, en roubles-marchandises de 1913, ce salaire n'est plus, en 1926-27, toujours d'après l'Annuaire, que de 31 r. 48. Le salaire nominal a augmenté depuis, mais à coup sûr moins que le coût de la vie et des loyers (augmentés 4 fois en 3 ans), de sorte que le salaire réel a plutôt baissé depuis l'ouverture de la crise des blés. Le salaire moyen des fonctionnaires est supérieur à celui de l'ouvrier, bien que la masse des petits fonctionnaires soient moins rétribués que l'ouvrier qualifié. Citons encore l'Annuaire. Salaire moyen du fonctionnaire en R. S. F. S. R. en 1925-26 : nominal 72 r. 84, en roubles marchandises, 37 r. 28. À cette époque le salaire moyen de l'ouvrier était : nominal, 49 r. 17 ; roubles marchandises, 27 r. 58. Les salaires sont plus élevés dans les grands centres qu'en province. L'ouvrier qualifié de Moscou et de Léninegrad gagne pratiquement une centaine de roubles-papier par mois, le manœuvre une trentaine.

Le salaire moyen de l'ouvrier agricole, du batrak, en roubles-tchervontsy, varie entre 10 roubles et 33 roubles. Sa journée de travail n'est pas limitée en réalité.

Chômage. Je n'ai pas sous la main de statistiques à jour, mais en dépit du développement de l'industrie, le chômage a augmenté au cours des dernières années : l'industrie n'absorbe pas toutes les forces nouvelles du travail. Voici des chiffres indiquant le développement du chômage enregistré dans 256 bourses du travail

de septembre 1925 à décembre 1926 : le nombre des chômeurs passe de 920.409 à 1.310.418. L'augmentation est constante de mois en mois. On l'explique par l'afflux des paysans qui viennent chercher du travail à la ville. Au début de 1928, les chômeurs exaspérés par les procédés bureaucratiques et par quelques affaires de mœurs — des bureaucrates faisaient acquitter aux ouvrières désireuses de se placer un droit en nature — ont saccagé les bourses du travail de Léninegrad et de Moscou.

Il y a peu de chômage parmi les ouvriers qualifiés, excepté dans l'industrie du livre et dans quelques industries atteintes par des crises particulières. Par contre, l'industrie manque souvent de main-d'œuvre qualifiée.

Les syndicats sont puissants et riches. Leurs effectifs se chiffrent par millions, ils se construisent des maisons de belle apparence, tiennent des Congrès où se réunissent des milliers de délégués venus de tous les coins du pays, éditent des revues. Tel est l'avers de la médaille. Le revers en est malheureusement tout autre. Les syndicats sont devenus de vastes institutions bureaucratiques, administrées par une multitude de fonctionnaires. Le syndiqué, l'individu, se perd parmi ces millions d'hommes enregistrés, dans ces services hiérarchisés, dans ces bureaux confortables, où il ne fait que de rares apparitions devant des guichets rébarbatifs. Les congrès décident chaque année de « rapprocher les organisations syndicales des masses ouvrières » ; il ne semble pas qu'aucun rapprochement réel s'ensuive. Je viens de parler des excès commis par les chômeurs dans les bourses du travail. À Moscou, il s'agissait surtout d'ouvriers saisonniers appartenant au bâtiment. Comment ne pas se rappeler leur geste d'exaspération, quand on lit dans les journaux de Moscou l'édifiante his-

toire des kabouki ? Les dirigeants du Comité du Syndicat du Bâtiment de la province de Moscou s'étaient constitués en une association de joyeux lurons, dite des kabouki. « Ivrognerie systématique, débauche, dilapidation de fonds, prévarication, abus de pouvoir », tels sont les menus péchés que la Commission de contrôle du parti leur impute dans une résolution publiée le 6 janvier. Mieux vaut ne rien dire des plaisirs de ces singuliers communistes : on tomberait malaisément plus bas. Quelques-uns ont été exclus du parti, d'autres blâmés. Cas isolé ? Il serait déjà significatif qu'un cas pareil se soit produit à Moscou. Mais les fonctionnaires du Syndicat des Employés soviétiques de Moscou s'étaient fait installer, aux frais de l'organisation, pour 4.500 roubles de radio dans leurs appartements privés ! Mais l'organe central des syndicats mentionne sans cesse des faits de ce genre. Et il suffit de s'entretenir pendant quelques instants avec le premier syndiqué venu pour apprendre quelle désaffection sévit à l'égard des syndicats. On découvrit l'an dernier, en maints endroits, dans les usines, des caisses de solidarité clandestines créées par les ouvriers entre eux : ils n'avaient pas pensé à s'adresser au syndicat, tant ils comptent peu sur lui. Dans la plupart des entreprises, la direction, le bureau de la cellule du parti et le comité de fabrique — relevant du syndicat — forment un ensemble unique de ressorts tous dirigés par des communistes obéissant au même comité du parti ; de sorte qu'en cas de conflit ou de réclamations, l'ouvrier risque souvent de rencontrer partout les mêmes fonctionnaires. Il est certain que les syndicats soviétiques ont besoin d'être vivifiés, assainis, eux aussi ; mais ils ne peuvent l'être qu'après le parti dirigeant, dans la mesure où ce dernier saura se réformer lui-même.

Fonctionnaires, employés, ouvriers, le nombre de travailleurs bénéficiant de l'assurance sociale était en septembre 1926 de 8.799.000. Il dépasse certainement aujourd'hui 9 millions.

L'ouvrier souffre de la crise des logements. Les nouvelles habitations suffisent à peine à héberger le nouveau prolétariat. « Dans les baraquements de l'usine et des mines de Mokéevka, les vitres sont cassées, les toitures trouées, les murs crevassés. Il n'y a ni lavabos ni tabourets… Des cas analogues ne sont pas rares d'ailleurs. Des baraquements semblables existent par exemple à Ivanovo-Voznessensk », écrit la Pravda le 23 septembre 1928. On manque partout de bains, d'écoles, de bibliothèques. Le VIII Congrès des Syndicats russes s'est clos en décembre dernier. Des orateurs y ont indiqué que la norme de superficie du logement ouvrier par tête d'habitant tombe souvent à 3,5 mètres carrés. L'opposition souligna en son temps que cette norme diminue pour la classe ouvrière, tandis qu'elle augmente pour les autres éléments de la population. Dans l'industrie textile, on voit encore plusieurs familles loger dans une seule pièce (discours de Borissov au Congrès des Syndicats). Un délégué des cheminots est venu dire : « Nous vivons dans des caves, dans de vieux wagons, dans des huttes. » Un délégué des mineurs a dit : « Les mineurs du Donetz sont aussi mal logés que possible, jamais ils n'ont plus d'une chambre par famille. » On s'est plaint aussi de la mauvaise qualité des constructions nouvelles. Le commissaire du peuple au Travail a relaté que les nouvelles maisons ouvrières « commencent au bout de quelques années à tomber en ruines ».

L'usure de l'outillage et l'intensité du travail aux pièces provoquent la multiplication des accidents de travail.

Les mauvaises conditions de logement, l'inexistence de distractions saines à la portée des masses — l'ancien régime s'en moquait ; les clubs actuels sont trop peu nombreux et trop bureaucratiquement organisés ; de l'avis général on y meurt d'ennui parmi les portraits des leaders et les textes moralisants — l'inexistence du petit café ou de l'estaminet tel qu'il existe en Occident (local où l'on peut lire un journal, bavarder en compagnie, faire une partie de cartes), a pour conséquence l'ivrognerie. D'après les chiffres de la Commission du Plan, l'augmentation de la consommation de l'alcool par tête d'habitant a été la suivante : consommation par tête en 1924-26,0, 6 bouteille ; 1926-27, 4,3 bouteilles. La consommation a augmenté 8 fois en deux ans ! La Commission du Plan comptait l'augmenter encore, dans l'intérêt du budget, de 227 % pour 1931. Sur ce point, la campagne de l'opposition — Trotski fut toujours un adversaire irréductible de la régie des alcools — a porté ses fruits. On a reconnu le péril, limité la fabrication de l'alcool, augmenté le prix de la vodka.

Les bas salaires, les conditions détestables de logement, l'ignorance, l'alcoolisme, ont pour corollaire l'antisémitisme dont on a signalé à maintes reprises les ravages jusque dans le parti. « Une ouvrière juive a été outrageusement persécutée à Orcha, des mois durant, sous les yeux de 700 ouvriers, du comité ouvrier et de diverses organisations » (discours de Tsikhon au VIII Congrès des Syndicats). « Dans une usine de Kostroma, les ouvriers juifs étaient persécutés et nous rougissons de dire que les fonctionnaires des syndicats et les Comsomols les persécutaient aussi… Un vrai pogrome a eu lieu dans une entreprise de Minsk » (discours de Grigoriev au VIII Congrès des Syndicats). On a jugé à Minsk, à la mi-janvier, un groupe d'ouvriers coupables d'avoir persécuté, outragé et battu à l'usine l'ouvrière juive

Barchaï : « Le 25 juillet, notamment, deux ouvriers la renversèrent et la dénudèrent ; une ouvrière lui versa entre les jambes un seau d'eau froide… » Deux communistes ont comparu devant le tribunal en qualité de complices. La Pravda (15 janvier) signale des cas analogues à Kertch, où toutes les autorités sont demeurées indifférentes ; en Ukraine, où la cellule du Comsomol s'est bornée à blâmer le « jeune communiste » qui avait assommé un juif, etc. L'an dernier, c'est en plein Moscou qu'un vieux juif fut battu et assiégé dans son logis par des malandrins.

Que conclure ?

Que l'héritage du passé est bien lourd. Qu'il faudra, pour le surmonter, pour l'éliminer, l'effort intelligent et persévérant des hommes les plus conscients de la classe ouvrière ; que ces hommes doivent se méfier de la mentalité souvent trop arriérée de leur propre classe et réunir leurs forces dans le parti communiste, qui est leur organisation essentielle ; que la dictature du prolétariat doit être forte, car sa chute serait, pour ce prolétariat qui commence à peine à sortir des ténèbres, une affreuse calamité.

Quoi encore ? Qu'il faut nettoyer la dictature du prolétariat de la lèpre bureaucratique afin d'améliorer plus rapidement la situation matérielle de la classe ouvrière, afin d'augmenter plus rapidement les salaires ; que la pression exercée dans les dernières années sur les salaires, sous les formes les plus variées, constitue une faute et un danger (coût de la vie, loyers, augmentations fictives de salaire : on augmente le salaire de base, porté par exemple de 20 roubles à 25 ; mais comme le salaire réel dépend du coefficient par lequel ce salaire de base est multiplié, on diminue le coefficient ; l'ouvrier qui appartenait à la 3 catégorie — co-

efficient 3 — passe à la deuxième : au lieu de toucher 60 roubles, il en touche 50 après… l'augmentation générale !) Enfin, qu'il faut mieux surveiller la répartition des revenus du pays, car il saute aux yeux que toute une bourgeoisie et petite-bourgeoisie nouvelle s'y créent, dont le bien-être commence à contraster avec la situation précaire des travailleurs.

La lutte contre la bureaucratie figure à l'ordre du jour de tous les Congrès, de toutes les assemblées du parti, des syndicats et des institutions gouvernementales, depuis plusieurs années. Des campagnes permanentes y sont consacrées par la presse. Les dernières pensées de Lénine eurent cet objet. Quelque temps avant que la maladie le privât de sa capacité de travail, il proposait à Trotski de réunir leurs efforts dans la lutte contre la bureaucratie. Il fit instituer, à cette fin, le Commissariat du Peuple de l'inspection ouvrière et la Commission centrale de Contrôle du parti… Il n'en est pas moins vrai que la bureaucratie n'a pas cessé d'épaissir et de s'affermir depuis la mort de Lénine et qu'elle a remporté tout dernièrement des victoires indéniables. Les campagnes les plus réussies ne portent que contre un certain nombre de mauvais bureaucrates. Elles ne mettent jamais en question le régime bureaucratique.

Volume 2 · 08

ÉLECTIONS. — Y A-T-IL UNE DÉMOCRATIE SOVIÉTIQUE ? — QUE FAIRE ?

Mais, va-t-on demander, le travailleur ne peut-il pas réagir ? N'a-t-il pas voix décisive au chapitre dans les Soviets ?

Le point de vue de l'optimisme bureaucratique, c'est que la République des Soviets réalise la plus large démocratie du monde, plus de 60 millions d'électeurs participant aux élections des Soviets. Ces élections viennent d'avoir lieu en janvier dernier. Dans les centres industriels, les ouvriers se sont rendus aux assemblées électorales en cortèges, bannières déployées, musique en tête. L'élection ayant lieu pendant le temps de travail et l'heure consacrée aux élections étant payée comme une heure de travail, la discipline du travail ne permettait pas à l'électeur de se soustraire à son devoir civique. Les ateliers, les usines allaient donc voter en corps et les journaux mentionnaient avec satisfaction ce résultat, dont nul autre pays au monde ne peut se flatter : en maint endroit, tous les électeurs, sans exception (100 % comme disent les Russes), se sont rendus au scrutin. Le vote a lieu à mains levées ; les candidatures de communistes (sept sur dix au moins) et de sans-parti ont été préalablement étudiées dans les réunions des cellules du parti. Le mandat donné aux élus a été rédigé de même. Les électeurs peuvent proposer de nouvelles candidatures et des additions ou des amendements au mandat. Ils usent assez largement de cette possibilité et c'est là tout l'intérêt réel des élections. Dans la plupart des cas, les candidatures arrêtées par le comité de la cellule passent. Ceux qu'elles pourraient mécontenter n'ont nulle envie d'entrer en lutte avec l'organisation du parti de l'entreprise où ils travaillent et savent très bien qu'un vote contre, même purement démonstratif, leur vaudrait d'être mal notés, ce qui, en temps de chômage, peut présenter divers inconvénients. Faites dans ces conditions, les élections ne présentent qu'un strict minimum d'incompatibilité avec le régime bureaucratique. La constitution donne aux électeurs le droit de rappeler leurs députés, s'ils en sont mécontents. Presque

jamais, dans les dernières années, même dans les circonstances les plus scandaleuses, comme dans les affaires d'Artemovsk, de Smolensk ou de Crimée, les électeurs n'ont usé de ce droit. Les organes dirigeants en ont usé, par contre, pour exclure du Comité exécutif des Soviets de l'Union les chefs de l'opposition.

Les masses ouvrières ne peuvent donc guère réagir, dans les Soviets, contre la bureaucratie, même quand celle-ci revêt des formes tout à fait monstrueuses ou se traduit par des abcès qu'on doit, tôt ou tard traiter par le fer rouge. Prouvons-le.

Affaire de Smolensk. Au printemps de 1928, des crimes de droit commun — vols, dilapidations, assassinats — révélèrent que toutes les autorités soviétiques et communistes de la ville et de l'importante province de Smolensk étaient pourries. La milice locale collaborait avec les bandits. Les services du commissariat des Finances étaient une pépinière de personnages de l'ancien régime qui faisaient leurs petites affaires. Les directions d'usines étaient si pourries que la seule façon coutumière pour une ouvrière d'obtenir ou de garder du travail était d'avoir envers ses supérieurs les complaisances que l'on devine. Les dirigeants communistes du Comité exécutif du Soviet et du comité du parti faisaient une noce crapuleuse. Dans les villages, ils fraternisaient avec les koulaks. Tous ces faits ont été publiés par la Pravda, en mai 1928. L'organisation communiste de Smolensk a été vigoureusement épurée par des délégués venus de Moscou, avec le concours des ouvriers. Les délégués de Smolensk au Comité exécutif central des Soviets ont été chassés. Quelques misérables ont été fusillés.

Affaire de Crimée. Au début de 1928, le président du Comité exécutif central des Soviets de la République des Tartares de Cri-

mée, Veli Ibrahimov, reconnu coupable d'un assassinat et de tout un chapelet de crimes, a été fusillé avec un complice. Cet Ibrahimov n'était évidemment pas le seul malandrin parmi les dirigeants de Crimée. La Pravda du 11 août 1928 écrivait à ce sujet : « L'organisation du parti en Crimée ne développait dans son sein ni la démocratie, ni l'autocritique bolchéviques. C'est pourquoi un criminel de droit commun, entouré d'un groupe d'aventuriers de son acabit a pu rester pendant longtemps à la tête du Comité exécutif central de Crimée. C'est pourquoi personne n'a réagi sur place contre l'envahissement des administrations soviétiques par des éléments étrangers à la classe ouvrière ».

Affaire d'Artemovsk (journaux de février 1928). Un président du tribunal et un chef de la milice, complètement ivres, violent une jeune femme qui se tue le lendemain. Le médecin appelé pour constater le décès refuse de se compromettre en en recherchant les causes… Le juge d'instruction chargé d'instruire l'affaire la classe. Le journal local refuse d'en parler. Le comité local du parti refuse de s'en occuper. L'abcès n'est finalement crevé que parce que les échos de l'affaire parviennent à Kharkov. On s'aperçoit que tous les services de l'administration, de la milice, de la presse, de la justice, du parti d'Artemovsk (grand centre ouvrier), sont gagnés par la gangrène.

Faut-il enfin rappeler l'affaire de Chakhty ou des mines du Donetz ? Des associations occultes de techniciens contre-révolutionnaires ont pu opérer dans les mines du Donetz pendant des années, sans que l'on s'aperçût de leur activité…

Qu'étaient devenus à Smolensk, Artemovsk, en Crimée, dans le Donetz — et en maints autres lieux, car il faut bien abréger —

les droits de contrôle, de rappel, etc., des électeurs des Soviets et des membres du parti ?

De semblables scandales seraient-ils possibles si un certain minimum de démocratie ouvrière existait ?

Mais voilà. Toutes les autorités locales sont en réalité désignées par le comité provincial du parti ; et si ce comité lui-même est malade, on devine la situation qui se crée. Les criminels d'Artemovsk, président de tribunal et chef de la milice, appartenaient au parti. Le juge d'instruction qui classa l'affaire, aussi. Les rédacteurs de la Kotchégarka qui refusèrent d'en parle, aussi. L'ouvrier, le citoyen qui voudrait se dresser contre de semblables abus, aurait contre lui toutes les autorités locales, plus la presse.

Nous verrons, en parlant du parti, que le mal est très profond et très étendu. C'est au point qu'une ouvrière, membre du Soviet de Moscou, ayant voulu user de ses droits et se rendre compte du fonctionnement d'un poste de milice, fut l'objet, en janvier dernier, de poursuites aussi injustifiées que vexatoires. La Pravda dut prendre sa défense. À Moscou !

Quoi d'étonnant après cela que les ouvriers ignorent généralement jusqu'au nom des membres du Soviet qu'ils ont « élu » et qui les « représentent » ? Quoi d'étonnant qu'on ait vu à Kokand (Turkestan) les 3/4 du Soviet s'évanouir comme par enchantement ? On avait élu plus de 450 membres au Soviet, mais les listes des élus furent perdues. On demanda par la presse aux élus de se faire connaître eux-mêmes. 160 seulement répondirent à cet appel. Et la moitié seulement de ce nombre assista à la première séance du Soviet…

Un Soviet se réunit d'ailleurs assez rarement. Il est trop nombreux et ses membres sont souvent trop mal choisis pour constituer une assemblée activement délibérante. Il approuve avec régularité les rapports de ses dirigeants formellement élus, mais désignés en réalité par le comité du parti. Ses commissions peuvent accomplir quelque travail administratif d'intérêt local. L'activité d'un membre ordinaire du Soviet est à peu près insignifiante. Sans parti, il ne peut, quand se posent des questions générales, qu'approuver les propositions du parti ou les critiquer, ce qui serait mal compris. Membre du parti, il peut à la rigueur discuter à la fraction communiste des résolutions qui seront proposées au Soviet ; mais il craint, le plus souvent, d'entrer en conflit avec ses chefs ; il ne peut pas prendre la parole au Soviet même, sans être désigné par le bureau de la fraction communiste, c'est-à-dire par ses chefs…

On parle souvent en U. R. S. S. d' « animer les Soviets » dont l'activité est visiblement trop ralentie. Je pense qu'ils ont bien besoin d'être ranimés, en effet. Mais que préconiser ?

Écartons tout d'abord le vote secret proposé par les menchéviks et par quelques critiques bien intentionnés, mais irréfléchis. On y viendra sans doute, mais plus tard. Tant que l'U. R. S. S. restera en butte à tant d'hostilité à l'extérieur et à tant de difficultés à l'intérieur, le vote secret ferait trop facilement le jeu des éléments les plus arriérés de la classe ouvrière. Mieux vaut rappeler aux travailleurs avancés, conscients, qu'ils ont des droits et des devoirs, et, en premier lieu, celui de parler haut et clair dans leurs institutions. Seulement, il faudrait pour cela leur donner quelques garanties réelles de leurs droits, telles que l'immunité des membres du Soviet et la suppression de la justice administra-

tive, c'est-à-dire de la juridiction du Guépéou pour les électeurs des Soviets, qui ne pourraient plus être jugés que par des tribunaux normaux, admettant la défense et siégeant en public. Il faudrait enfin donner à tout travailleur la garantie qu'il ne sera l'objet d'aucune représaille économique, en raison de l'usage qu'il aura fait de ses droits de citoyen. Il faudrait enfin poser devant les Soviets les grandes questions politiques, constituer des Soviets moins nombreux et mieux choisis. Ce ne serait en somme, qu'un retour à la constitution soviétique.

Mais l'essentiel n'est pas là. Il faudrait surtout, avant tout, assainir l'atmosphère intérieure du parti, y rétablir une certaine démocratie effective qui, de là, rayonnerait sur les Soviets, car c'est le parti du prolétariat révolutionnaire qui exerce la dictature à travers les Soviets ; car c'est à l'avant-garde organisée de la classe ouvrière — au parti communiste — de conduire les travailleurs vers leur démocratie.

Volume 2 · 09

LA LUTTE DES GÉNÉRATIONS
LA BUREAUCRATIE

Nous arrivons ainsi au problème du régime intérieur du parti, fondé en théorie sur la centralisation démocratique. En théorie, les choses devraient se passer ainsi : les organisations de base, cellules d'usines ou d'entreprises, délibèrent et élisent leurs délégués aux conférences locales qui élisent, à leur tour, en suivant une échelle progressive, les délégués au Congrès ; le Congrès souverain élit le comité central qui dirige le parti jusqu'au prochain

Congrès. Tout part ainsi de la base, le Comité central est l'émanation des masses qui l'inspirent ; les comités locaux sont de même élus. On peut produire des statistiques attestant que tant de membres du parti prennent chaque mois la parole dans tant d'assemblées régulières : preuve de la démocratie intérieure du parti… Ces arguments sont bien vains, à côté des faits que j'ai déjà cités. Mais voici d'autres faits, concernant plus précisément encore l'état du parti en 1928.

Le Comité central adresse le 4 août une lettre publiée le même jour dans la Pravda, à l'organisation d'Irkoutsk, dont il constate les défauts :

« Les fonctionnaires d'ancien régime, les restes du mouvement contre-révolutionnaire de Koltchak et d'autres éléments étrangers au parti exercent une influence marquante sur les organes des Soviets de la région d'Irkoutsk. Ces éléments occupent souvent des postes dirigeants… Le journal du parti Vlast Trouda (le Règne du Travail) a manqué à ses devoirs… » Le mal est ancien à Irkoutsk où le président du Comité exécutif du Soviet, Lossévitch, un pourri, a été fusillé en 1926.

Une semblable circulaire publiée le 9 août, par la Pravda, concerne l'organisation yakoute du parti, dont les erreurs ont provoqué des troubles et le développement du banditisme. Le comité régional a notamment encouragé les nationalistes et contribué à l'affermissement des koulaks.

L'organisation communiste de Crimée n'avait pas accompli la réforme agraire, laissait les anciens blancs et les nationalistes envahir les administrations soviétiques, laissait dépérir les Soviets, etc. (Pravda, du 11 août 1928).

« On trouve dans nos cellules d'usines des anciens gendarmes (en Russie blanche), des ex-participants des pogromes sous Dénikine (en Russie centrale), des « communistes » sympathiques à la monarchie (Ivanovo-Voznessensk), des ouvriers qui sont en même temps des koulaks à la campagne et d'autres éléments de ce genre » (A. Labovski, Pravda, du 3 janvier 1929).

À Sotchi, au Caucase, on a exclu du parti et déféré aux tribunaux en mars 1928 tous les dirigeants du parti. La débauche les avait pourris. « Leurs orgies se terminaient souvent par des viols collectifs. Les jeunes femmes du Comsomol étaient souvent convoquées la nuit chez le secrétaire du comité du rayon… Celles qui se montraient rétives perdaient leur travail », etc. (Pravda, 8 avril 1928).

L'excellent chroniqueur Michel Koltsov trace dans la Pravda du 9 janvier un tableau humoristique et tragique à la fois de l'organisation du parti de la région, du Sir-Daria (Turkestan). Citons-en quelques lignes :

« De façon générale, on s'est aperçu que les comités de rayon, les administrations soviétiques, les cellules du parti de la région, sont bondés de vulgaires filous, d'escrocs authentiques, de vrais voleurs, de bandits de grands chemins et que c'est avec ces effectifs-là que le parti doit préparer les élections du Soviet. »

L'organisation du Sir-Daria appartient au Kazakstan, où l'on a exilé, sous la surveillance du Guépéou pas mal d'opposants, à commencer par Trotski. De tels communistes subissent là le dur isolement imposé aux exilés politiques et sont placés sous la surveillance des comités locaux que l'on nous décrit en ces termes !

Nous touchons du doigt la plaie. Toutes ces organisations gangrenées se sont signalées en 1927 par le zèle qu'elles ont mis à condamner à l'unanimité l'opposition qui… dénonçait la gangrène et prétendait secouer le régime bureaucratique qui en est une des causes principales !

Les jeunesses communistes, le Comsomol, ne sont pas moins malades. Des comsomols se sont trouvés mêlés à toutes les histoires de viols collectifs, jugées en 1925-26 à Léninegrad, Rostov et ailleurs. Il a fallu récemment (fin octobre 1928), dissoudre le comité du Comsomol du rayon central de Léninegrad, qui s'était « décomposé », plus exactement pourri, comme disent les Russes. Il en a été de même à Smolensk, Artemovsk, Irkoutsk et ailleurs.

Ce ne sont sans doute que pustules sur le grand corps vigoureux du parti. Un autre mal est plus grave : la génération qui a forgé le parti, connu la première révolution russe en 1905, lutté dans l'illégalité pendant vingt ans contre l'ancien régime, fait la révolution d'Octobre, bâti la République des Soviets, vaincu dans la guerre civile, est peu à peu éliminée du parti, par la force des choses — les vieux s'en vont — et par la bureaucratie. En mars 1928, le parti comptait 720.000 membres dont 1,1 % y étaient avant la révolution de 1917 ; 32,5 % y étaient entrés jusqu'en 1920, c'est-à-dire pendant la guerre civile, et 66 % y étaient entrés de 1921 à 1927, c'est-à-dire depuis la nep, après les luttes décisives. Ainsi la grande majorité des membres actuels du parti sont venus au parti gouvernant après sa victoire. Les révolutionnaires sélectionnés par les plus rudes épreuves, trempés par l'exil, la faim, la prison, accoutumés à défendre leurs convictions, à répéter les sacrifices, à penser par eux-mêmes, font place à des

jeunes, dont beaucoup n'ont guère connu l'ancien régime, n'ont pas fait la guerre civile, ignorent jusqu'aux anciennes mœurs du parti et de la vie politique et auxquels la vie présente des exigences tout à fait différentes. Il fallait autrefois du dévouement pour former un militant, il suffit aujourd'hui d'une certaine application, d'un certain zèle. La carrière du militant comportait autrefois des risques innombrables ; celle de membre du parti offre aujourd'hui des avantages marqués, matériels et moraux. Chacun devait autrefois former et défendre ses convictions ; il suffit aujourd'hui de recevoir et d'accepter — avec plus ou moins de zèle — l'enseignement du parti. Ceux qui, dans toute société, gravitent autour du pouvoir, cherchent, aujourd'hui, à entrer dans le parti. Que faut-il pour être assuré d'y rester ? Rien de plus, en somme, qu'une conduite rangée et de la docilité d'esprit. Les postes dirigeants les plus importants restent occupés par des hommes de la grande génération, mais dont les rangs s'éclaircissent rapidement : Krassine, Dzerjinski, Ioffé, Frounzé, Stépanov-Skvortzov, Tsourioupa sont morts ; Trotski, Préobrajenski, Radek, Sapronov, V. M. Smirnov, Smilga, Rakovski, Sosnovski, exclus, exilés. Je ne nomme ici que des figures de premier plan, d'entre celles qui appartiennent à l'histoire de la période héroïque. Tous ces hommes ont été les compagnons de Lénine ; l'un d'entre eux a été son égal aux tournants décisifs de l'histoire. Ils partent ou on les chasse. Qui les remplace ?

Dans une cellule du parti, les communistes de la grande époque ne constituent jamais qu'une infime minorité submergée par les nouveau-venus. Ces nouveaux venus forment les majorités compactes qui ont écrasé l'opposition en 1927 et hâté par là-même le renouvellement des effectifs du parti. La défaite de Trotski et de Zinoviev a été sous ces rapports celle de leur généra-

tion et s'explique ainsi : ils représentaient des aspirations que nombre de nouveaux ne partagent point et des intérêts contraires à ceux de ces nouveaux. Et d'abord, ils exigeaient la réforme du régime intérieur du parti, c'est-à-dire l'abandon du système bureaucratique, le retour à la démocratie intérieure ; ils menaçaient ainsi tous ceux qui se sont installés ou rêvent de s'installer précisément grâce au système bureaucratique.

L'immense majorité des membres actuels du parti n'ont qu'une culture marxiste des plus rudimentaires, ce qui restreint leur possibilité de pensée critique et bureaucratise automatiquement le parti, en rendant nécessaire l'existence de cadres d'exécutants strictement hiérarchisés. Ces cadres constitués en grande partie d'ouvriers un peu plus instruits que les autres, mais d'une formation absolument unilatérale et d'une culture rudimentaire, sont placés dans une situation matérielle meilleure que celle de l'ouvrier. Ils gagnent en moyenne de 150 à 225 roubles par mois, sans avoir de chômage à redouter — à la condition de rester « dans la ligne » — tandis que le salaire de l'ouvrier qualifié des villes gravite autour de 80 roubles par mois. Ils sont moins astreints à la discipline du travail, ils détiennent une parcelle d'autorité. Ainsi se forme toute une « aristocratie ouvrière » de secrétaires de cellules du parti, de secrétaires de comités d'usines, de fonctionnaires de syndicats et du parti, de directeurs et sous-directeurs rouges et d'aspirants secrétaires qui n'ont, au fond, que le désir d'éviter les histoires et de s'installer de mieux en mieux. Toute la machine s'encrasse, le parti en premier lieu. Cette bureaucratie est-elle apte à traduire les sentiments de la classe ouvrière avec laquelle elle entre souvent en conflit dans les usines ? Ses origines ouvrières ne la prémunissent contre aucune déformation.

Il n'est pas niable qu'elle constitue pour le parti communiste et pour la dictature du prolétariat un grand danger. Sans doute n'est-il pas encore trop tard pour y remédier. La génération d'octobre est encore assez nombreuse malgré tout, assez forte, assez prestigieuse pour accomplir la vaste réforme de la révolution qui s'impose. Cette réforme devrait consister en un retour à la sélection naturelle des capacités, des talents, des énergies révolutionnaires ; pour que la sélection naturelle puisse jouer, il faut que les capacités et les énergies puissent se manifester, il faut que la parole, l'écrit, l'initiative des membres du parti puissent vivre, il faut que les membres du parti soient des militants, et non des exécutants passifs encadrés par des fonctionnaires rétribués. Une épuration automatique se produirait alors, qui éliminerait le ballast et une partie des arrivistes, pas tous naturellement, loin de là. Mais il n'est pas que l'arrivisme des incapables, des malhonnêtes et de ceux qui apportent au mouvement ouvrier des idées bourgeoises ou petite-bourgeoises, qui soit un mal. Comment concevoir pratiquement cette réforme ? Le parti devrait récupérer d'abord les forces de premier ordre dont il s'est lui-même privé dans la lutte fractionnelle. La plupart de ses exclus sont des révolutionnaires inébranlables, dont l'attitude actuelle, dont les erreurs mêmes prouvent qu'ils savent défendre leurs convictions et les intérêts du prolétariat — tels qu'ils les comprennent — avec un désintéressement absolu. Le parti devrait, par des discussions organisées et par la création d'organes spéciaux — revues d'études et autres — clarifier ses idées, donner la parole à ceux de ses membres jeunes ou vieux qui ont un mot à dire.

Le fonctionnarisme rétribué me paraît un fléau dans les organisations de base du parti et du syndicat. Chaque cellule d'usine, chaque comité de fabrique appointe tout un petit personnel : se-

crétaires, organisateurs, employés. Ces cadres payés du parti se soucient plus de leurs appointements que des intérêts généraux du parti : c'est humain. En faisant davantage appel à l'initiative et au dévouement des membres du parti pour remplir les diverses fonctions aujourd'hui rétribuées, on porterait un coup sensible à la bureaucratie subalterne, et l'on appellerait davantage le peuple de l'usine à l'activité politique.

Peut-être faudrait-il recourir au vote secret dans les assemblées du parti, lors des élections de fonctionnaires ou des décisions importantes, pour réduire la pression de la bureaucratie sur les organisations de base. Les membres du parti devraient être réellement assurés que leurs interventions dans les assemblées ou la presse ne leur vaudront pas de représailles de la part des dirigeants locaux ou centraux. Les vieux militants savent que ce régime idéal de démocratie intérieure qui n'a rien d'incompatible avec la discipline la plus rigoureuse dans l'action — au contraire, qui la commande et la conditionne — exista (sans vote secret) avant et pendant la révolution. Un parti bureaucratisé n'aurait pas pu faire la révolution.

La Commission centrale de Contrôle devait être, dans l'esprit de Lénine, une institution destinée à assurer la démocratie au sein du parti et à sévir contre quiconque prétendait empêcher les membres du parti de s'exprimer librement… De fait, la Commission centrale de Contrôle, égale et indépendante en principe du Comité central, est devenue depuis des années un instrument de répression entre les mains de la fraction dirigeante du Comité central. Le Comité central ne se réunit que quelques fois dans l'année ; ses membres, peu connus du pays, n'ont d'autorité personnelle que dans la mesure où ils suivent quelque chef apparte-

nant au Bureau politique. Le Bureau politique, composé de neuf personnes, Staline, Rykov, Boukharine, Molotov, Vorochilov, Kalinine, Tomski, Pétrovski, Roudzoutak, et actuellement divisé en deux tendances, l'une qualifiée « droite » (Rykov, Boukharine, Tomski) et l'autre « centre », assume en réalité toutes les fonctions dirigeantes.

Je note pour finir que la thèse officielle est que le parti jouit d'une démocratie à peu près parfaite, est en plein progrès, ne fut jamais plus « sain » qu'à l'heure actuelle, bref que tout est pour le mieux dans le meilleur des bolchévismes ; et que ceux qui se permettent de n'être point de cet avis, sont des pessimistes neurasthéniques, des trotskistes contre-révolutionnaires, et des social-démocrates déguisés…

Mais c'est justement ce que les pourris de Smolensk et de maints autres lieux déclaraient dans leurs résolutions « unanimes à 100 % », pour employer les termes usuels de la presse soviétique.

Volume 2 · 10

STALINE ET TROTSKI
PLATEFORME DE L'OPPOSITION

J'arrivai dans l'U. R. S. S. en octobre 1927, au moment où la lutte politique, engagée depuis des années entre Staline et Trotski battait son plein. J'ai quitté l'U. R. S. S. quinze mois plus tard, sans que cette lutte ait pris fin. Elle se livrait naguère au grand jour ; elle est maintenant souterraine. Le parti communiste est à

la veille d'une nouvelle crise. Les solutions de la force se sont révélées inopérantes. Mais ce drame vaut d'être suivi depuis ses débuts. À cent vingt ans de distance, on croit revivre les grandes journées de la Convention…

L'année 1923, troisième année de la nep, de la paix et de la reconstruction industrielle fut marquée par la défaite de la révolution allemande et par une crise du parti, que la mort de Lénine enraya. Un fort courant à la tête duquel se trouvait nombre de vieux bolchéviks réclama la démocratisation du régime intérieur du parti. Il fallait, pensaient-ils, « démilitariser » le parti, puisque la guerre civile était finie. Trotski préconisa hardiment un « cours nouveau » pour remédier à la bureaucratisation, à la stagnation intellectuelle et faire place aux jeunes. Le Comité central unanime vota dans ce sens une résolution excellente. Trotski en demanda, dans quelques articles de la Pravda, l'application. Une violente campagne fut aussitôt déclenchée contre lui. On l'accusa de discréditer le Comité central, de menacer l'unité du parti, de s'attaquer aux principes fondamentaux du bolchévisme. La jeunesse des écoles et des universités l'avait soutenu avec enthousiasme. Elle fut vigoureusement « épurée », chassée des universités ; des centaines de membres du parti furent envoyés en province. C'est ce qu'on appelle la discussion de 1923…

Il fallait en finir avec l'immense popularité de Trotski, en lequel le pays et le parti voyaient le continuateur de Lénine, dont chaque écrit, chaque parole étaient étonnamment riches de contenu, dont chaque apparition sur la place Rouge soulevait des tempêtes d'acclamations. On prit prétexte de la préface qu'il ajouta au tome III de ses Œuvres, les Leçons d'Octobre. Trotski s'était permis de rappeler qu'en 1917 Lénine et lui-même avaient

dû, pour faire triompher la révolution, combattre une tendance de droite hostile à la prise du pouvoir et dont faisaient partie Zinoviev, Kaménev, Rykov, Noguine. Bien que les faits fussent patents et établis par des documents irréfutables, notamment par les œuvres de Lénine, on cria à la calomnie, à la falsification de l'histoire. (Staline n'en a pas moins fait publier l'an dernier, contre Zinoviev et Kaménev, toute une littérature commentant ces faits.) Trotski dut démissionner de la présidence du Conseil révolutionnaire de l'armée rouge. Son secrétaire, Glazman, un héros de la guerre civile, exclu du parti sous un futile prétexte, se suicida. Ce ne fut pas le seul suicide d'opposant. Trotski s'inclina devant les décisions du parti, « en soldat », disait-il, sans rien abjurer toutefois. Ce fut ce qu'on appelle parfois la discussion de 1924... Dans l'entretemps, on excluait de l'internationale communiste, sous des prétextes variés, les communistes suspects de sympathiser avec Trotski. Ce fut le cas, en France, de Souvarine, Monatte et Rosmer.

En 1925, la situation se tend entre Zinoviev et Staline. Ce dernier recherche un rapprochement avec Trotski, qui ne sort plus de son silence que pour donner des œuvres brillantes : Europe et Amérique, Où va l'Angleterre ? La Qualité de la Production, Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme ? Il est question de son retour au pouvoir. Mais il préconise une politique d'industrialisation qui se heurte à quantité de résistances.

Au début de 1926, une nouvelle crise éclate brusquement au XIV Congrès du parti, par la rupture entre Staline et Zinoviev, c'est-à-dire par le conflit entre les organisations de Léninegrad et de Moscou. Zinoviev dénonce le péril koulak et le régime bureaucratique qu'il a lui-même créé. Staline et Boukharine accusent Zi-

noviev et Kaménev d'avoir provoqué l'échec du stockage des blés, voulu l'exclusion de Trotski, méconnu le paysan moyen. Leur mot d'ordre est : feu à gauche ! L'organisation de Léninegrad est brisée. Ses membres sont envoyés en province par centaines. La foudroyante victoire de Staline est due au patient travail qu'il a dirigé depuis des années, usant des prérogatives du secrétariat général du parti, pour placer peu à peu, à tous les postes dirigeants des organisations locales, des hommes à lui.

Le passé de Zinoviev est lourd, sans doute, mais dans ce qu'il dit, il a raison. D'autre part, son alliance avec Trotski, qu'il persécutait naguère, va porter un coup décisif à la légende du trotskisme, antithèse du léninisme. C'est ce que pensent les vieux opposants de 1923. En attendant, les fautes de la direction se suivent ; la révolution chinoise, qu'elles compromettent nettement, pose les problèmes les plus graves. Les opposants de 1923 (Trotski, Radek, Préobrajenski) et ceux de Léninegrad (Zinoviev, Kaménev) scellent leur alliance. Dans une séance mémorable du Comité central, Zinoviev reconnaît que ses adversaires de 1923 avaient raison contre lui sur un point capital (le régime du parti), que le trotskisme est une légende fabriquée de toutes pièces, qu'un comité occulte des sept s'était formé pour diriger les campagnes contre Trotski… Cette séance s'achève dans un tumulte terrible Dès ce moment, la lutte entre les dirigeants du parti et l'opposition devient acharnée. Impossible d'en suivre les péripéties.

Résumons plutôt la plateforme de l'opposition.

L'opposition affirme que le koulak, le nepman, le bureaucrate — la nouvelle bourgeoisie naissante, en un mot — font des pro-

grès menaçants et que la situation matérielle et politique de la classe ouvrière empire. Elle réclame le « feu à droite ».

Elle dénonce le mal bureaucratique dans le parti et dans l'internationale communiste, la pression exercée par les bureaux sur tous les membres du parti, la corruption des cadres, et réclame le retour à la démocratie intérieure « comme au temps de Lénine ».

Elle dénonce l'ambition de Staline qui veut éliminer ses adversaires personnels de la direction du parti. Elle réclame la publication et l'application du testament de Lénine, c'est-à-dire de l'un des derniers messages de Lénine aux dirigeants du parti, dans lequel Lénine recommande de relever Staline, « grossier et déloyal », du secrétariat général et déclare considérer Trotski comme l'un des meilleurs chefs du parti.

Elle combat au nom de l'internationalisme prolétarien la théorie du socialisme réalisable « dans un seul pays ».

Elle réfute l'optimisme officiel qui affirme que la situation économique ne cesse de s'améliorer et que les campagnes s'acheminent paisiblement vers le socialisme. Elle dénonce les périls de « l'industrialisation au ralenti ». Elle réclame une politique d'industrialisation plus active.

Elle dénonce enfin la tactique désastreuse suivie par l'internationale communiste dans la révolution chinoise, où les communistes soutiennent tour à tour Tchang-Kaï-Chek, le Kuomintang, le gouvernement de Wou-Han, bref leurs pires ennemis, leurs bourreaux du lendemain et vouent ainsi le mouvement ouvrier et paysan à des défaites aussi démoralisantes que sanglantes. Elle bombarde la direction du parti et de l'internationale communiste

de thèses et d'avertissements littéralement prophétiques, qui lui valent une averse de sanctions.

Il faut noter le rôle capital de la révolution chinoise dans les événements de l'U. R. S. S. C'est la révolution chinoise qui a obligé les opposants, même ceux qui se considéraient comme voués à la défaite, à ne s'arrêter devant rien. « Pouvions-nous temporiser, demandent-ils, quand une grande révolution populaire était conduite à sa perte par la répétition mécanique des vieilles erreurs du menchévisme de 1905 ? » Ils ajoutent : « Le moment était trop grave. Nous ne devions pas hésiter à nous faire écraser pour jeter un avertissement suprême au parti et à la III Internationale. » Le fait est que la révolution chinoise, qui avait commencé sous les meilleurs auspices, allait de défaite en défaite.

L'opposition n'a ni le droit de parler, ni celui d'écrire. Ses membres sont déplacés, privés de travail — c'est-à-dire affamés — exclus. C'est l'usage courant. La presse tout entière l'accuse chaque jour de trahison, d'esprit social-démocrate et des pires méfaits. On l'accuse de préconiser le défaitisme en temps de guerre. On lui fait souvent dire le contraire de ce qu'elle dit. Ses rectifications ne sont pas insérées. Aux approches du XV Congrès du parti, à l'automne de 1928, la lutte s'envenime.

Les statuts du parti prescrivent que tous les membres doivent être invités à la veille des Congrès, un ou deux mois à l'avance, à étudier et discuter la politique générale du parti. Le Bureau politique — dont on exclut à la hâte Trotski, Zinoviev et Kaménev — décide que l'on ne discutera que ses thèses à lui. Treize membres du Comité central — et non des moindres — présentent en vue du Congrès la plate-forme de l'opposition. Staline déclare cette

plate-forme contre-révolutionnaire et en interdit la publication, la diffusion, la lecture même.

Les opposants décident alors d'en appeler au parti par leurs propres moyens. Ils publient leurs documents en se servant de machines à écrire. Le Guépéou intervient et les saisit. La presse répand par le monde que l'opposition crée dans l'U. R. S. S. des imprimeries clandestines, ce qui est faux, car une machine à écrire ne constitue pas un matériel d'imprimerie. L'opposition manifeste le 7 novembre, lors des fêtes du X anniversaire de la Révolution d'Octobre ; des cadres préparés la sifflent et, parfois, l'assomment. À Moscou, sur la Place Rouge, deux opposants, qui déploient une pancarte portant ces mots : « Souvenez-vous du testament de Lénine », sont assommés. Le logement de l'opposant Smilga, qui avait affiché à son balcon les portraits de Lénine et de Trotski, est mis à sac : des gaillards sûrs de l'impunité déchirent jusqu'au portrait de… Lénine. Trotski, Zinoviev, Radek organisent dans les logements ouvriers une campagne de réunions de membres du parti. Le Comité central alarmé par le succès de ces réunions autorise « les ouvriers » à les dissoudre par la force. C'est l'appel aux violences de la rue, l'impunité garantie d'avance. Les réunions cessent.

L'homme des pourparlers de Brest-Litovsk en 1918 et de la Révolution allemande, le premier ambassadeur des Soviets à Pékin et à Tokio, Ioffé, malade et mis dans l'impossibilité de se soigner, se brûle la cervelle à Moscou, pour adresser au parti une suprême protestation contre l'exclusion de Trotski et de Zinoviev. Il laisse, sous forme d'une dernière lettre à Trotski, un testament politique impressionnant. Plus d'un millier d'hommes suivent sa dépouille à travers Moscou. Des rumeurs singulières circulent ce-

pendant : les chefs de l'opposition sont accusés de complot et de connivence avec la contre-révolution blanche. Il y a un ex-officier de Wrangel dans l'affaire. Cet ex-officier blanc s'avère un agent du Guépéou. Dégonflement.

Le XV Congrès se réunit dans cette ambiance de répression, après des mois d'exclusions quotidiennes — les opposants sont exclus par groupes entiers, 39 ouvriers d'un seul coup à Léninegrad — et de « terreur dans le parti ». Il va de soi que, dans les conférences régionales, triées sur le volet, les opposants n'ont pas obtenu un mandat de délégué. Le Congrès est un Congrès d'unanimité. Il prononce à l'unanimité l'exclusion de l'opposition, déjà exclue du reste dans sa grande majorité. Il chasse du parti quiconque n'approuvera pas sans réserve ses décisions. Il déclare insuffisante la soumission à ses décisions et réclame des opposants l'abjuration de leurs idées. Zinoviev et Kaménev abjurent mais restent, pour six mois, à la porte du parti. Dès la semaine suivante, les déportations commencent.

Le mois suivant, la crise des blés, les scandales de Chakhti et de Smolensk réclament l'attention ; le désastre de la révolution chinoise se précise. Staline reprend, mot pour mot et même avec des exagérations, certaines propositions de l'opposition vaincue. Guerre au koulak ! Campagne d'autocritique dans le parti ! Lutte contre la bureaucratie ! Les énormes erreurs commises en Chine sont reconnues — un peu tard — et imputées au Comité central du parti communiste chinois.

Quelques mois s'écoulent et Staline commence une vaste campagne contre la « droite nettement opportuniste du parti ». Les dirigeants de l'organisation de Moscou sont relevés de leurs fonctions. Il est beaucoup question de l'opportunisme de Boukharine.

Mais la droite garde obstinément le silence, quand elle ne se joint pas hautement à la campagne contre la droite ! On peut lire dans les journaux : « Certains droitiers crient plus haut que les autres : à bas la droite… Mais nous ne nous laisserons pas tromper ! » Les choses en sont là.

Une nouvelle crise mûrit.

Volume 2 · 11

DIALOGUE
ENTRE UN ORTHODOXE ET UN OPPOSANT

La répression du trotskisme commença aussitôt après le XV Congrès. 4.000 opposants environ furent exclus. Des milliers d'autres se rétractèrent. La plupart des exclus furent chassés de leurs emplois. Au cours de perquisitions faites à Moscou, le Guépéou saisit des copies de deux lettres adressées par les chefs de l'opposition russe à leurs camarades communistes de France et d'Allemagne ; il était dit dans ces messages que la gravité de la situation dans l'internationale communiste justifiait la formation d'une fraction internationale de gauche. La publication de ces « documents sensationnels », qui n'avaient rien de sensationnel en réalité, servit à justifier la déportation de trente des leaders les plus en vue de l'opposition. Trotski fut envoyé à Alma-Ata, aux frontières de la Mongolie. Karl Radek, indomptable agitateur international, vétéran de toutes les prisons d'Europe, survivant des insurrections spartakistes de Berlin, fut envoyé à Tobolsk où devait bientôt le rejoindre son fils. L'ex-commissaire du peuple aux Postes et Télégraphes, un des chefs de l'Armée Rouge aux temps

difficiles, vieux bolchevik sibérien, I. N. Smirnov, fut envoyé en Abkhasie, sur la mer Noire.

Les chefs de la révolution dans l'Oural, Mratchkovski et Bieloborodov, hier commissaire du peuple à l'intérieur, revinrent en qualité d'exilés politiques dans les régions qu'ils avaient défendues contre l'ennemi.

Un des dirigeants de l'insurrection d'Octobre à Moscou, Mouralov, se vit assigner pour résidence le bourg de Tara, perdu dans les forêts de la Sibérie à des centaines de lieues du chemin de fer. L'organisateur de la flotte de la Baltique en 1917, économiste de talent et homme de guerre par ailleurs, Smilga, partit pour le pays malsain de Narym, dans l'Asie centrale, où l'on déporte quelquefois les spéculateurs. Voya Vouyovitch, jeune Serbe connu pour sa dévorante activité dans l'internationale des Jeunesses communistes partit, malade, pour Arkhangelsk. Le groupe de Sapronov fut plus durement traité encore : on envoya l'économiste V. M. Smirnov et sa femme dans les toundras du nord de l'Oural, à Berezovo, sous le cercle polaire. Des amis recueillirent leur enfant. Un trotskiste connu, Rafaïl, fut exilé à Touroukhansk, dans des solitudes glacées. Préobrajenski et Rakovski furent mieux traités : on envoya l'un à Ouralsk, l'autre à Astrakhan.

Ces mesures furent accueillies avec sang-froid par les opposants. Le pays en ignora presque tout. Du fond des bourgades sibériennes, les exilés se mirent à correspondre entre eux, puis avec les centres, légalement et illégalement. Bientôt une foule de lettres, thèses, articles, circulèrent sous le manteau dans toutes les usines, dans tous les milieux éveillés du parti. Les événements donnaient cependant raison à l'opposition. Traquée, elle s'orga-

nisa clandestinement. Sa littérature, dactylographiée le plus souvent, puis imprimée sur des presses rudimentaires, naturellement illégales, se multiplia. Elle adressa au VI Congrès de l'Internationale communiste un appel qui ne fut porté à la connaissance des délégués au Congrès qu'à titre de document secret. Trotski écrivit sur le programme de l'internationale des remarques critiques que l'on préféra cacher de même. D'autres écrits de lui traitaient de la révolution chinoise, du problème rural, de questions d'histoire. Alors que la vie intellectuelle du parti s'étiolait, celle de l'opposition redoublait d'intensité. Il fallait sévir.

Le Guépéou procédait sans cesse à des arrestations suivies de déportations. De règle, ceux qui, arrêtés, se refusaient à abjurer, étaient déportés après quelques mois d'emprisonnement au secret. À la fin de l'été, le nombre des déportés s'élevait à 400 environ. Autant d'opposants attendaient dans les prisons un ordre de départ.

Des bruits alarmants coururent sur ces entrefaites au sujet de Trotski. On parla d'un attentat, dont il aurait été l'objet ; puis d'un second attentat. On ne savait rien au juste et le manque de nouvelles accroissait la nervosité des ouvriers opposants. La fille aînée de Trotski, Nina Lvovna Bronstein, mourut à Moscou, de tuberculose ; le vieux chef se vit refuser l'autorisation d'assister à ses obsèques, On apprit enfin qu'il était assez sérieusement malade. C'est ce qui décida les groupes d'opposants à lancer leurs premiers appels aux prolétaires. Jusqu'alors, ils s'étaient bornés à l'agitation au sein du parti ou dans les milieux ouvriers avoisinant le parti. À Kharkov, Kiev, Moscou, Léninegrad, les usines furent inondées de tracts protestant contre la répression, exi-

geant la réintégration des exclus, l'assainissement du parti et, formule sacramentelle, « l'offensive contre le koulak, le nepman et le bureaucrate ».

Des centaines d'arrestations répondirent à cette reprise de l'agitation. Staline déclara au Comité central (ce fut publié dans la Pravda) qu'il restait dans le parti plusieurs dizaines de milliers de trotskistes. Pendant que la direction déclenchait sa bruyante campagne contre la droite, on arrêtait à gauche, dans toutes les usines. Les protestations de l'opposition se suivaient, marquant chaque effort de la répression dont les journaux ne soufflaient mot. On pouvait vivre dans l'U. R. S. S. sans se douter de cette lutte ardente qui se livrait dans l'ombre entre quelques milliers de communistes résolus, forts de la sympathie des ouvriers avancés, et le Guépéou

Une année s'est écoulée depuis le début de cette lutte, et les arrestations, les déportations, les appels clandestins, les manifestations illégales continuent : il n'est question que de mesures extraordinaires, de répression impitoyable de cette « forme nouvelle de la contre-révolution et du menchévisme ». Cette ténacité, cette vitalité de l'opposition prouvent, en tout cas, que ses chefs ne furent jamais des « généraux sans troupe », une « poignée d'intellectuels pessimistes », comme la presse soviétique l'a trop souvent dit, et qu'ils ont de nombreuses sympathies dans les usines.

Dès incidents tragiques aggravèrent la lutte à la fin de 1928. Un des secrétaires de Trotski, son collaborateur au Comité des Concessions et son parent par alliance, Georges Vassiliévitch Boutov, vieux soldat de guerre civile, arrêté sous l'inculpation infamante d'espionnage et mis dans l'impossibilité de se défendre,

se laissa mourir de faim dans une prison de Moscou. Il mourut, dit-on, le 26 octobre, au 35 ou au 50 jour de grève de la faim ; les journaux n'en dirent rien. À Léninegrad, un ouvrier de l'usine du Triangle Rouge, nommé Albert Heinrichson, marié, père de famille, révolutionnaire depuis 1905 et communiste depuis 1918, arrêté le 21 octobre, mourut mystérieusement, en prison, le 31. Le Guépéou donna successivement à sa femme deux versions : celle de l'apoplexie et celle du suicide. Le corps portait des traces de violence. À Kharkov, des ouvriers opposants furent passés à tabac. Des incidents mal connus se produisirent à la prison de Boutirki, à Moscou. On apprit qu'une décision du Guépéou venait de couper toute la correspondance des déportés. Leurs familles cessant de recevoir des lettres s'affolèrent. Les déportés se trouvèrent doublement arrachés à leurs proches, et voués, sans la moindre défense, à une solitude accablante. À la veille du XI anniversaire de la Révolution d'Octobre, des centaines de nouvelles arrestations eurent lieu à Kiev, Kharkov, Odessa, Léninegrad, Moscou. À Kiev, des milliers d'ouvriers manifestèrent dans la rue, devant les fenêtres du Guépéou, en exigeant la libération des emprisonnés. Plusieurs fois dispersés par la force, la manifestation recommença chaque fois. Quelques ouvriers arrêtés furent libérés, pour être de nouveau arrêtés au bout de peu de temps. À Odessa, le jour du XI anniversaire, de violentes manifestations se produisirent de même dans la rue, provoquées par la brutalité de la milice, qui prit d'assaut et saccagea le logement d'un ouvrier qui avait exposé à son balcon, à côté du portrait de Lénine, un portrait de Trotski.

Toute correspondance avec l'exilé d'Alma-Ata avait cessé, des rumeurs sinistres circulaient. À la fin de l'année, l'activité des opposants dans les usines redoubla à l'occasion du renouvellement

des contrats collectifs ; ils étaient visiblement beaucoup plus forts qu'au début de l'année. La crise économique revêtait de jour en jour une plus grande acuité, la majorité du parti était, sous son unité apparente, de plus en plus minée par la lutte entre la droite et Staline. Cette situation fit sans doute décider d'en finir, une fois pour toutes, avec l'opposition. De la fin de décembre à la mi-janvier, 300 arrestations eurent lieu rien qu'à Moscou. Des rumeurs bizarres circulèrent. On chuchotait que Trotski venait de disparaître brusquement, enlevé d'Alma-Ata. Le bruit se répandit qu'il était banni et envoyé en Turquie, dans le plus grand secret. La presse ne disait rien. Des majoritaires disaient qu'il était banni sur sa propre demande. Les opposants démentaient cette rumeur avec indignation et ne dissimulaient pas qu'ils craignaient pour la vie de leur chef.

L'atmosphère dans laquelle se déroule cette lutte ne peut être rendue. Tout est mystère, ténèbres, rumeurs, anxiétés, affirmations contradictoires, démentis, surprises, angoisses. Des hommes disparaissent mystérieusement en allant à leur travail ou en sortant de chez eux. Leurs proches questionnent en vain la milice ou le Guépéou. Nul ne sait rien. Au bout de quinze jours ou d'un mois, on apprend qu'ils sont arrêtés. Les journaux ne mentionnent les arrestations que dans des cas exceptionnels, à des fins politiques, quand il s'agit, par exemple, de préparer le public à l'annonce du bannissement secret de Trotski. Voici, à ce propos, le communiqué paru dans la Pravda du 24 janvier, en 4 page, en caractères microscopiques :

« Le Guépéou a récemment procédé à l'arrestation d'une organisation trotskiste illégale coupable d'activité antisoviétique. 150 personnes ont été arrêtées. De ce nombre : Mdivani, Pankra-

tov, Globous, Drobnis, Kavtaradzé, Voronski, Gaevski, Grünstein. Des documents antisoviétiques ont été saisis au cours des perquisitions. Ces personnes étant hostiles à la dictature du prolétariat seront soumises à une réclusion sévère. »

Pas un mot de plus. Retenons parmi les noms cités celui de Mdivani, ancien président du Conseil des Commissaires du Peuple de Géorgie, ancien délégué à la Conférence de Gênes, ancien représentant commercial des Soviets à Paris, et de Voronski, ancien directeur de la revue littéraire la plus connue dans l'U. R. S. S., la Krassnaya Nov, et l'un des plus remarquables des critiques littéraires communistes.

Qu'il suffise d'un communiqué aussi laconique pour justifier la « réclusion sévère » de tels hommes, voilà, pensons-nous, une chose en présence de laquelle les amis les plus sincères, les plus dévoués de la Révolution, ne sauraient taire leur tristesse et leur inquiétude.

Les incarcérés sont gardés au secret, parfois pendant des mois. Ils peuvent écrire à leur famille une carte postale une fois tous les quinze jours ; la carte postale n'arrive pas toujours. Pendant les dix ou vingt premiers jours ils sont souvent privés de promenade et même de toute lecture. L'instruction est secrète, aucune défense n'est admise. Le verdict est prononcé par un collège ou conseil du Guépéou sur les conclusions du juge d'instruction, sans que l'accusé soit entendu. L'accusé est en un mot absolument sans défense, absolument isolé, absolument au pouvoir de ses adversaires.

Les déportés trouvent parfois du travail au lieu où ils sont tenus de résider. Dans le cas contraire, ils vivent de coutume des

quelques roubles que leur alloue mensuellement l'administration. Le terrible pour eux, c'est d'être perdus dans la steppe et condamnés parmi des Bouriates, des Kirghises ou des Yakoutes, à un isolement moral plus dur que celui des prisons, et à une existence si morne qu'elle engendre, à la longue, une sorte de détraquement moral, bien connu des Sibériens.

Bon nombre d'entre les opposants arrêtés au début de l'année ont été envoyés dans le vieux bagne de Tobolsk. Le nombre total des emprisonnés et des déportés n'est connu de personne. Il devait varier en janvier 1929 entre 1.500 et 2.000.

Dans les prisons, les détenus politiques sont beaucoup plus durement traités que les condamnés de droit commun. Ces derniers bénéficient seuls, en règle générale, des grandes améliorations apportées par les Soviets au régime des prisons (installations de clubs et de théâtres, enseignement, visites, congés) et des fréquentes amnisties.

⁂

Il est pénible d'avoir à relater des choses qu'il serait malhonnête de taire. J'ai connu de nombreux opposants, j'ai connu des hommes du Guépéou, j'ai connu des hommes de la majorité du parti, des « officiels » comme on dit quelquefois. Les uns et les autres sont des communistes dévoués, dévoués jusqu'à la mort, à la République des Soviets et à la cause des travailleurs. Je sais que le gouvernement des Soviets, quand il réprime, avec cette dureté, l'activité de vieux révolutionnaires qui siégeaient hier dans son sein, le parti communiste quand il emprisonne sa propre gauche exclue, invoque — avec une sincérité dont je ne puis douter, car personne, personne, même parmi les emprisonnés et les

déportés, n'en doute — le salut de la Révolution. Je sais aussi que les opposants ne résistent et n'agissent, acceptant froidement tous les risques, qu'avec la conviction absolue de servir l'intérêt supérieur de la Révolution. J'éprouve un besoin douloureux de comprendre et de faire comprendre ces choses, cette lutte, ce déchirement de frères, devenus ennemis, mais demeurés frères, où l'étranger discerne un des plus grands dangers qui soit pour l'avenir du communisme. J'ai interrogé les uns et les autres. Je me représente très bien ce qu'ils se seraient dit, s'ils avaient pu discuter en ma présence. Voici à peu près les arguments qu'auraient échangés un majoritaire moyen, informé par les journaux, et un opposant de ceux qui ne rentrent jamais chez eux, le soir, sans jeter un coup d'œil scrutateur aux fenêtres du logis qui peut, à chaque instant, devenir une souricière.

— L'unité du parti, dirait le majoritaire, est la première condition d'existence de la dictature du prolétariat. Le parti divisé, tout risque de s'effondrer. Et vous travaillez, insensés ! à la scission du parti !

L'opposant répondrait :

— Le parti, vous l'avez scindé, aveugles que vous êtes ! Le régime intenable que vous y avez créé a nécessité notre rébellion. Vous n'avez jamais voulu réellement discuter, réformer, améliorer, vous n'avez usé que de la manière forte contre les meilleurs serviteurs du parti. Vous savez très bien que son unité n'est qu'apparente et que votre majorité même est aujourd'hui obscurément divisée en une droite et un « centre » qui se combattent âprement dans l'ombre. Nous préconisons le retour à l'unité véritable du parti, unité qu'il faut refaire par une profonde réforme

du régime intérieur, par la réformation des erreurs commises, par le retour à Lénine.

— Vous êtes des menchéviks, des social-démocrates, vous ne parlez que de démocratie, vous n'aspirez qu'à la démocratie, comme ces contre-révolutionnaires.

— Les menchéviks et, à l'étranger, les social-démocrates, préconisent la collaboration avec la bourgeoisie au sein de la démocratie capitaliste, telle qu'elle existe en France, en Allemagne, en Angleterre. Nous reprochons, au contraire, au Comité central son manque de clairvoyance dans la lutte des classes, ses velléités inconscientes de collaboration avec les éléments antisocialistes du pays. Nous dénonçons le danger d'un glissement vers la démocratie bourgeoise ; nous sommes partisans de la démocratie ouvrière, soviétique, de l'État-Commune conçu par Lénine, de la dictature du prolétariat : large démocratie pour les travailleurs, dictature contre les ennemis du travail. Quoi de plus contraire au menchévisme que vous nous imputez en nous bâillonnant ?

— Votre activité clandestine creuse un fossé entre vous et le parti auquel vous attestez votre fidélité. Vos actes démentent vos paroles.

— Vous nous avez réduits à l'activité clandestine. Donnez-nous la parole dans le parti, hors du parti, où vous voudrez. Mais cela, vous ne l'oserez jamais, parce que votre politique redoute par trop la critique.

— Votre activité clandestine vous met, que vous le vouliez ou non, au premier rang des ennemis du régime. La contre-révolution tout entière place ses espoirs en vous. Elle vous pendrait

sans doute aux mêmes potences que nous, mais elle espère bien passer par la brèche que vous ouvrez.

— Le régime bureaucratique que nous vous reprochons d'entretenir en feignant de le combattre, installe la contre-révolution la plus perfide dans tous les rouages dé l'État prolétarien et du parti. Quand vous nous persécutez, toute la petite bourgeoisie haineuse est derrière vous, toute la bourgeoisie internationale vous approuve.

— Votre activité clandestine est une préparation de guerre civile. Vous êtes voués aux complots. Si vous vous fortifiiez, vous ne manqueriez pas de tenter de nous renverser par la force.

— Nous exigeons la réforme du parti et de l'État soviétique. Nous sommes, au pays des ouvriers et des paysans, des réformistes et non des « révolutionnaires ». Même dans l'illégalité, les communistes laissent les complots imaginaires aux procureurs et les vrais complots aux aventuriers. Si nous nous fortifiions, un Congrès extraordinaire du parti, où nous aurions enfin la parole, suffirait à mettre chacun à sa place.

— Votre activité clandestine excite les ouvriers arriérés contre le régime. Vous croyez critiquer les erreurs politiques du Comité central ; vous montez, en réalité, vos auditeurs contre le régime.

— Vos erreurs sèment parmi les travailleurs une désaffection autrement grave que toute interprétation fâcheuse de nos critiques par des éléments arriérés. Le mal est dans les faits et non dans la divulgation des faits.

— Votre activité internationale discrédite l'U. R. S. S., la dictature du prolétariat, le parti, se confondant ainsi avec celle de nos

pires ennemis.

— Vos actes les discréditent bien davantage. Nous ne disons jamais que la vérité. L'éducation du prolétariat international doit se faire par la vérité et non par l'optimisme officiel qui dissimule les difficultés, les fautes, les périls. Nous sommes dans la tradition de Lénine : il ne mâchait pas ses mots. Rappelez-vous comme ses discours ont quelquefois réjoui des adversaires d'ailleurs très myopes.

— N'oubliez pas que la guerre menace !

— Justement. Choisissez entre les soldats de la Révolution que nous sommes et vos armées de bureaucrates prêts à toutes les trahisons !

Cette discussion entre deux irréductibles ne pourrait se terminer que par un échange de répliques de ce genre :

— Vous avez perdu toutes attaches avec le parti. Le Comité central sait ce qu'il fait. Au fond vous êtes affolés par les difficultés. Vous devenez, malgré vous, des auxiliaires de la contre-révolution. Je fais mon devoir de communiste, je téléphone au Guépéou.

— Et vous, vous avez perdu l'esprit critique et la clairvoyance prolétarienne, grâce auxquels le parti a fait la révolution. Le Comité central, s'il était à la hauteur de sa mission, aurait besoin de militants et non d'approbateurs à tout faire. Au fond, vous êtes tellement bureaucratisés que vous ne voyez plus bien les difficultés. Vous contribuez, malgré vous, au glissement du parti à droite, c'est-à-dire vers une restauration du capitalisme. Je fais

mon devoir de communiste. Arrêtez-moi, déportez-moi, je continuerai.

— Prenez garde ! Nous serons impitoyables. Souvenez-vous de la fin des Enragés de la Révolution française !

— Nous défendrons, quoiqu'il puisse nous en coûter, la dictature du prolétariat, la doctrine communiste, les intérêts de la classe ouvrière menacés par vos erreurs. Prenez garde ! Quel sort vous attend quand vous nous aurez anéantis ? Souvenez-vous de la fin de Robespierre !

⁂

Je n'ignore pas qu'il y a dans l'U. R. S. S. d'autres prisonniers politiques que les communistes appartenant à l'opposition. Il y en a. Un régime qui veut transformer la société entière, qui a subi tant d'assauts furieux, qui est entouré de tant d'ennemis, doit se défendre contre l'espionnage, la trahison, la conspiration de l'étranger, les tares, enfin, du passé. La classe ouvrière russe a dû recourir à la terreur, pour garder le pouvoir et échapper ainsi elle-même à la terreur blanche. Les révolutions ne connaissent pas d'autres lois. La terreur est finie dans l'U. R. S. S., mais il en reste quelque chose. Je trouve naturel que la classe ouvrière au pouvoir se défende, hélas ! avec les mêmes armes que les autres classes au pouvoir. Je trouve naturel que les ennemis du régime des Soviets, ceux qui ne l'ont jamais reconnu, ceux qui ont tenté, ceux qui rêvent encore de le renverser par la force des armes, avec l'appui de l'étranger, soient réduits dans l'U. R. S. S. à l'impuissance de nuire. Rien n'est plus nécessaire au salut de la révolution que la répression de la contre-révolution.

Autre chose est de se qualifier arbitrairement de contre-révolutionnaires entre frères ennemis, rivaux attachés au service d'une même cause. Autre chose d'user contre les fondateurs de la République des Soviets des armes forgées pour combattre ses ennemis mortels. Autre chose enfin de réprimer, au sein de la classe ouvrière, une action réformatrice même erronée, même dangereuse, exactement comme on réprime les menées des partisans de l'ancien régime.

Dans le premier cas, on défend la révolution. Dans le second, on l'affaiblit.

Je vois sourire des amis russes. Je les entends conclure :

— Vous voudriez donc que nous laissions les trotskistes désorganiser à leur aise le régime ?

Non, camarades. Je ne prétends pas vous apprendre ce qu'il faut faire. Mais je vous connais les uns et les autres. Je sais que vous êtes des frères ennemis. Le même sang de révolutionnaire coule dans vos veines. Vous avez versé le même sang sur les mêmes barricades. Vous poursuivez la même fin avec des âmes encore peu différentes, bien que l'on voie déjà s'esquisser, parmi vous, deux qualités d'hommes qui risquent de devenir bientôt fâcheusement différentes. Vous appartenez ensemble à l'espoir du monde. Je vous crie, moi qui ne suis qu'un passant étranger : la réconciliation ne peut pas être impossible entre vous. Je rapporte de l'U. R. S. S. la certitude intérieure qu'elle est possible. Vous devez apprendre à trancher, autrement qu'avec l'aide de geôliers, des divergences de vue. Oui, vous nous le devez. Vos luttes sont fratricides. Que d'autres s'en réjouissent. Moi, je vous crie : assez. Tout cela risque de se payer trop cher.

Et puisqu'il y a déjà parmi vous des vainqueurs et des vaincus, des puissants et des déportés, laissez-moi vous dire que ce sont les plus forts qui peuvent le plus pour atténuer ou apaiser les discordes.

Volume 2 · 12

SA POPULARITÉ. — SON DESTIN
L'EXIL D'ALMA-ATA

Peut-être faut-il ajouter aux crises que l'on observe aujourd'hui en U. R. S. S. une crise de chefs. Le parti n'a plus l'éblouissante couronne de chefs des six premières années de la Révolution. Les uns sont morts, les autres... Les chefs actuels n'ont que l'autorité, péniblement entretenue par la presse, de ministres ou de leaders officiels. On dit de l'un qu'il est intelligent, mais qu'il fut au début de la Révolution contre la prise du pouvoir, contre la dictature du prolétariat, et qu'il boit ; de l'autre que c'est un théoricien excellent, mais versatile et trop enclin à la casuistique ; du troisième — le plus fort — qu'il est borné, têtu, rusé, tenace, que Lénine l'a bien jugé dans son testament. On a peut-être tort de penser et de dire ces choses, mais le fait est qu'elles courent la rue. Ces dirigeants n'ont pas le prestige des chefs qui entraînent les masses.

Le seul homme qui ait gardé dans l'U. R. S. S. un prestige étonnant, c'est celui qu'on ne voit plus, l'exilé d'Alma-Ata. Au moment de mon séjour dans l'U. R. S. S., il reste environné d'une légende épique ; sa haute intelligence, sa probité personnelle, sa fermeté de caractère ne sont pas contestés de ses pires ennemis.

Les campagnes acharnées qu'on a faites pendant des années et qu'on continue contre lui ne portent guère. Chacun sait que la première condition de ces campagnes, c'est le silence de Trotski. On peut dénoncer ses « erreurs » politiques de 1906, de 1912, de 1913, etc., on peut l'ériger en anti-Lénine, on peut ignorer ou déformer son rôle dans la Révolution de 1905, son rôle d'organisateur de la Révolution d'Octobre, son rôle d'organisateur de l'armée rouge et de la victoire, son rôle de réorganisateur des transports et de l'industrie après la guerre civile, on peut le traiter de contre-révolutionnaire, mais à une condition capitale : qu'il n'écrive ni ne parle. L'art des campagnes anti-trotskistes a consisté à lui refuser systématiquement la parole. Au Comité central, quand il en était encore membre, on ne la lui donnait que pour 5 minutes ; et l'on s'arrangeait parfois ensuite pour faire sauter son discours (de 5 minutes) du compte rendu sténographique d'ailleurs secret et envoyé aux seuls dirigeants des organisations. La terreur qu'inspire sa parole écrite ou orale est telle que l'on a déporté des gens pour l'avoir seulement approché ou pour avoir lu un document signé de lui. De nombreux écrits de lui circulent sous le manteau et sont publiés à l'étranger. Le grand public de l'U. R. S. S. les ignore — et il est curieux de remarquer que le citoyen de l'U. R. S. S., le communiste même, ne peut pas lire, sans risquer la prison et la déportation, les brochures de l'opposition que n'importe qui peut acheter à Paris et à Berlin — mais ceux qui peuvent se les procurer les dévorent. Exilé à Alma-Ata, Trotski a beaucoup écrit. Toute une littérature clandestine circule ainsi dans le pays.

On se rend généralement compte qu'il avait raison, il y a deux ou trois ans, quand il annonçait les difficultés présentes et préconisait des remèdes que l'on a feint d'adopter trop tard.

Sa popularité est celle d'un chef de partisans. Il a ce que seul Lénine eut : des milliers de disciples, de partisans qui lui vouent une confiance absolue, aiment l'homme, admirent et suivent jusque dans les prisons le chef qu'ils ont suivi naguère sur les champs de bataille. Ceux qui l'ont approché gardent longtemps l'impression de ce magnétisme personnel qui fait les entraîneurs d'hommes. On craint beaucoup pour sa vie. Des rumeurs sinistres, nées de l'inquiétude, circulent une fois par mois. L'action clandestine de l'opposition a commencé au printemps dernier par un appel aux prolétaires, imprimé cette fois dans une véritable typographie illégale, lancé à un moment où Trotski était malade, et qui disait en substance : « Le chef de l'armée rouge risque de mourir dans le désert… » Quelque temps auparavant, il avait été l'objet d'une agression dans sa demeure (son fils et lui, armés de fusils de chasse, avaient dû repousser des inconnus qui tentaient de forcer leur porte), ce qui avait contribué à répandre des bruits d'assassinat.

Sa popularité est celle dont on n'ose parler qu'à voix basse ou entre intimes. Les sans-parti ou les communistes appartenant à la majorité vous parlent de lui — en tête-à-tête — avec respect. Deux sortes d'hommes paraissent le détester franchement : toute une couche de nouvelle bourgeoisie, bien adaptée au régime, très loyale en apparence, qui professe qu'il eût fallu depuis longtemps le fusiller ; et les fonctionnaires officiels du parti et le petit monde qui gravite immédiatement autour d'eux.

Pas de semaine que l'imagination populaire n'invente quelque anecdote sur lui et sur ses rivaux, toujours au désavantage de ces derniers. On pense assez généralement qu'en cas de guerre ou de calamité publique, il reprendrait le pouvoir ; mais on pense aussi

que tout sera fait pour l'en éloigner et que ses chances de revenir au pouvoir sont infimes. C'est pourtant, de l'avis de tous, l'homme le plus grand et le plus capable de la Russie nouvelle.

Un communiste opposant m'a dit :

« Il est en ce moment au sommet de sa vie. L'histoire connaît peu d'exemples d'une pareille fidélité aux principes de la classe révolutionnaire. Songez qu'il lui eût suffi d'une légère entorse à ces principes pour garder une part éminente du pouvoir, songez qu'en 1926 on lui offrait encore un poste de commissaire du Peuple. Il a délibérément renoncé au pouvoir, accepté tous les risques, tous, je le souligne, depuis longtemps, pour défendre l'intérêt supérieur du parti et de la révolution. Il me disait : « Le sort de Liebknecht n'est pas si différent qu'on le croit du sort de Lénine ». Le révolutionnaire prolétarien doit savoir, s'il le faut, successivement, vaincre comme Lénine et tomber comme Liebknecht, voilà le sens de ce mot. Le principal est de servir ainsi ou autrement la cause du prolétariat international.

« Pour lui, trois hypothèses sont possibles :

« La première c'est que les meilleurs éléments du parti, éclairés un jour par l'immensité du péril, voyant la Révolution en danger, se voyant à la veille du 9 thermidor, se ressaisiront. Il reprendra alors sa place au premier rang des conducteurs du prolétariat.

« La seconde c'est qu'il périra dans l'exil, en prison, dans quelque hameau perdu de la Sibérie. Il tombera sans faiblir, à son poste. Le nom, l'œuvre, l'exemple resteront ineffaçables. Un jour viendra où le prolétariat reconnaîtra les siens.

« La troisième c'est que, déporté, exilé ou libre, les circonstances l'obligeront à se consacrer aux travaux du théoricien et du savant, d'un savant qui formera plus tard des générations d'hommes d'action. Il continuera alors dans son cabinet de travail, à Alma-Ata ou ailleurs, l'œuvre de Marx et de Lénine.

« Vous voyez qu'on ne peut rien contre lui ! »

J'ai cherché à me renseigner sur ses conditions d'existence. Voici ce que j'ai appris aux meilleures sources. Il habitait la nouvelle capitale du Kazakstan, Alma-Ata, autrefois Vierny, ville de 40.000 habitants, située à plus de 200 kilomètres de la voie ferrée la plus proche (celle du Turkestan méridional), entre le désert au nord et les montagnes de l'Ala-Taou au sud. La frontière la plus voisine, à 300 kilomètres au midi, presque infranchissable à cause de quatre hautes chaînes de montagnes, est celle du Turkestan chinois. Entre le désert et la montagne, à l'orient du Pamir, aux confins de la Mongolie, Alma-Ata, « ville des pommiers », assez riante mais encore dépourvue de canalisation d'eau, est une vaste prison idéale. Lettres et journaux y parviennent de Moscou en 8 à 15 jours selon la chance. La ville est principalement peuplée de Kirghizes. Elle est sujette aux tremblements cle terre. Le banditisme y est développé. Voilà pour la sécurité.

Léon Davydovitch Trotski y était théoriquement libre, mais pratiquement surveillé de très près. Quiconque cherchait à parvenir jusqu'à lui avait toutes les chances d'être arrêté en chemin et déporté. On a ainsi arrêté pas mal de communistes qui avaient naïvement pris le train pour Tachkent, puis Pichpek, la ville « voisine ». Il habitait sur la hauteur, à peu de distance de la ville, un lieu désert. Il occupait avec sa femme, son fils aîné, jeune mé-

decin qui lui sert de secrétaire, et sa charmante bru, à laquelle il a voué une affection particulière, trois petites pièces au 1 étage d'une maison, au rez-de-chaussée de laquelle le Guépéou local avait installé des gens à lui. À droite et à gauche, à quelque distance sur la route, les maisons voisines étaient également habitées par des gens du Guépéou.

Cette famille de déportés vivait pauvrement. Ses ressources provenant des camarades et de proches étaient des plus médiocres, pour ne pas dire plus. La gêne était constante. On faisait tout soi-même. On rencontrait parfois la haute silhouette du tribun d'Octobre au marché où il faisait ses emplettes, en bavardant avec les Kirghizes, sous l'œil soupçonneux des mouchards. On le voyait casser du bois dans la cour. Son plus grand plaisir était la chasse, qu'on lui avait défendue par moments sous des prétextes de sécurité.

Sa santé était précaire. Malaria, maladie du foie, rhumatismes. Son moral excellent. On lui avait proposé, dit-on, de le transférer au Caucase, mais sous une surveillance beaucoup plus étroite. Il refusa. On avait pris contre lui et contre tous les déportés, à partir du 15 octobre, une mesure administrative infiniment pénible : on avait coupé toute sa correspondance. Plus rien des lettres et dépêches ne lui parvenait, plus rien de lui ne partait (sauf évidemment la correspondance clandestine, irrégulière et risquée). L'isolement s'était épaissi, enténébré sur le déporté. Peu après, il devait apprendre que son beau-frère et secrétaire, Georges Boutov, était mort de faim dans une prison de Moscou. Il était sans défense, vieux lion en cage. Jamais il ne fut plus redoutable.

Quelques petits faits, afin de montrer sa popularité véritable. Au plus fort des campagnes dirigées contre lui, en 1927, deux moujiks venus à pied de lointaines campagnes, vinrent le trouver au Comité des Concessions. Ils y firent sensation avec leurs peaux de mouton, leurs chaussures tressées, leurs barbes vénérables, leurs allures de Khodoki (on appelle ainsi ceux qui vont, à pied le plus souvent, dans les grandes villes, faire des démarches pour les communautés paysannes). Ils venaient se plaindre à Trotski — comme ils eussent été se plaindre à Vladimir Iliitch Lénine — d'une injustice, ne doutant pas d'être entendus… Il eut bien de la peine à leur faire comprendre qu'il ne pouvait plus grand'chose. Toute la presse le représentait à cette époque comme l'ennemi juré des paysans !

Son départ de Moscou fut marqué par les incidents suivants. Il fut condamné à 3 années de déportation « pour agitation contre-révolutionnaire » en vertu de l'article 58 du Code pénal, par la justice administrative du Guépéou qui ne prit pas la peine de l'entendre ou de motiver son arrêt. Quand l'ordre de départ lui eut été signifié, il demanda la communication téléphonique avec le Guépéou. Ce fut l'un des chefs de cette institution, nommé Deribass, qui vint à l'appareil. Or, ce Deribass, combattant en 1918 sous les ordres de Trotski au front de la Volga, contre les Tchécoslovaques, avait dans un moment de panique abandonné son poste. À peine se fut-il nommé que Trotski lui répliqua : — « Je ne parle pas à des déserteurs que le hasard a sauvés du poteau. »

Deux imposantes manifestations se produisirent le jour de son départ présumé. Une foule de plusieurs milliers d'ouvriers envahit la gare et empêcha, des heures durant, le départ du train. Les autorités n'osèrent pas réagir, à quelques brutalités près. Mais

elles retardèrent le départ pour l'annoncer le lendemain à Trotski, à l'improviste. Afin de faire la lumière sur l'enlèvement par surprise qui se préparait et d'infliger un démenti aux communiqués de l'agence Tass qui publiait à l'étranger que l'opposition n'était l'objet d'aucune mesure de répression, Trotski refusa de partir et s'enferma chez lui. Les gens du Guépéou enfoncèrent successivement deux portes et, devant la troisième, le sommèrent d'ouvrir : « Nous sommes, lui cria le commissaire du Guépéou, des soldats ; nous faisons notre devoir, ne résistez pas. » — « Je suis, leur répondit-il, moi aussi, un soldat, mais celui de la Révolution. » Ils enfoncèrent la troisième porte et comme il refusait de les suivre, l'emportèrent. Le long du trajet jusqu'au train, il continua d'opposer à ses gardiens cette résistance passive qui faisait tomber tous les masques. On l'embarqua dans une petite station voisine de Moscou.

Àson arrivée, les quelques personnes de la colonie russe d'Alma-Ata qu'il eut l'occasion de rencontrer, à la société cynégétique locale ou à un cercle d'études régionalistes, lui témoignèrent une vive sympathie ; la peur et les consignes du Guépéou ne tardèrent pas à faire le vide autour de lui. La population kirghize, à laquelle on le présenta comme l'ennemi des paysans, lui fut hostile.

Volume 2 · 13

RICHES ET PAUVRES. — LE MARIAGE. — L'AMOUR.
LA JEUNESSE COMMUNISTE, LA MODE

Un pays fait penser à une eau profonde. Ce qui se passe à la surface ne trouble pas les profondeurs. Des vagues courent et se brisent dans la lumière ; les remous s'atténuent doucement et cessent au-dessous d'elles. Dix ans après la tempête révolutionnaire, les événements politiques, chutes et avènements de chefs, défaite d'une génération, triomphe d'un principe de gouvernement sur un autre, triomphe de certains intérêts encore mal définis, élimination de certains autres, n'exercent sur la vie quotidienne du pays qu'une influence à peu près insignifiante.

On se rend mieux compte de ce qui se passe en profondeur en observant les mœurs. Pendant que les luttes intestines mettaient aux prises, entre eux, une dizaine, peut-être, de milliers de communistes réellement actifs, dirigeants et opposants, le grand pays continuait à suivre ses chemins si difficiles à connaître.

La société soviétique présente à l'œil de l'observateur des nuances infiniment moins marquées que la société occidentale. C'est la plus égalitaire du monde. On y trouve des sans-gîte, des sans-pain, des mendiants, des désespérés (à preuve qu'il y a chaque jour à Léninegrad et à Moscou une dizaine de suicides) mais on n'y trouve ni millionnaires, ni gros propriétaires, ni usiniers, ni grandes courtisanes. Ce qui ne veut pas dire que les éléments d'une nouvelle bourgeoisie fassent défaut. Il y a les nepmans, peu nombreux et qui dissimulent leur avoir quand ils ne peuvent pas dissimuler leur qualité. Il y a les techniciens et spécialistes hautement payés — entre 300 et 1.000 roubles par mois — qui forment les cadres véritables de la production et de la haute administration ; ils sont nombreux et vivent bien. Il y a enfin les fonctionnaires subalternes et les communistes occupant des postes responsables. Ces derniers ne peuvent, exception faite

pour ceux qui écrivent et touchent des droits d'auteur, gagner plus de 225 roubles par mois. Ces trois couches de la population sont bien logées, bien vêtues, assurées du lendemain ; ce sont elles qui fréquentent les théâtres, les villes d'eaux, les capitales étrangères. Leur situation matérielle est assez profondément différente de celle de l'ouvrier, de l'employé et du paysan pauvre, pour qu'on puisse les considérer comme représentant une petite bourgeoisie renfermant les germes d'une bourgeoisie authentique.

Voici des chiffres curieux sur les dépôts dans les caisses d'épargne, ils montrent qui épargne. Proportion des déposants en 1926 : ouvriers 21,1 % ; paysans 6,4 % ; fonctionnaires et employés 44 % ; autres 19 %. Proportion des dépôts (sommes) même année : ouvriers 12 % ; paysans 3,6 % ; fonctionnaires 36,7 % ; autres 20 %. Remarquons que les nepmans et les spéculateurs préfèrent placer leurs fonds ailleurs qu'à la caisse d'épargne.

Peut-on s'enrichir ? Pourquoi pas ? L'accumulation d'une fortune est possible, quoique difficile. Les intellectuels achètent des objets d'art, de vieux livres, des collections. Placement de fonds avantageux car ces choses se vendent à vil prix en raison de la rareté des amateurs, de la gêne ou de la misère des vendeurs et de la semi-clandestinité des opérations. Le nepman achète plutôt des brillants et des bijoux faciles à cacher. Les emprunts de l'État, les versements aux caisses d'épargne, les dépôts en banque rapportent 9 à 12 % d'intérêts par an. Un capital de 30.000 roubles placé en emprunts de l'industrialisation, rapporte au rentier soviétique près de 3.000 roubles l'an, c'est-à-dire de quoi vivre confortablement sans travailler ni payer d'impôts,

ces revenus étant exemptés de l'impôt. On s'installe, enfin : mobilier, bibliothèque, le logis même, tout est bien-être et capital. J'ai vu s'installer de façon bien bourgeoise, en somme, de hauts fonctionnaires communistes, des nepmans, des médecins, des techniciens, des écrivains… Le contraste est pénible entre ces milieux sociaux et les ouvriers. La cherté du mobilier, la crise des logements et les augmentations de loyers ne permettent pas, en règle générale, aux ouvriers, d'améliorer leur intérieur.

Les émoluments des hauts fonctionnaires communistes sont peu importants ; mais ils bénéficient des magnifiques maisons de repos de Crimée et du Caucase, des transports à prix réduits, des voyages « en service commandé » à l'étranger, des autos affectées aux administrations et des nombreux avantages attachés à leurs fonctions.

Sans doute cette inégalité est-elle, pour une large part, inévitable et les travailleurs russes le savent bien. Ils consentent volontiers à rétribuer fortement le travail de l'ingénieur dont les connaissances sont précieuses à leur République. Cette inégalité des conditions ne deviendra un mal réel que si elle s'accentue et se double d'une inégalité de droits. Je ne pense pas qu'on y puisse remédier dans l'état actuel des choses, mais il faudrait s'efforcer d'assurer au travailleur, en compensation du bien-être dont il reste privé, plus de liberté réelle, plus de participation réelle à la gestion des affaires publiques ; ne serait-ce pas la seule façon de garantir une évolution vers plus d'égalité ?

Dès aujourd'hui, les ouvriers russes les plus avancés, les plus conscients, ceux qui constituent la force vive de toutes les entreprises et de toutes les institutions, acceptent volontiers de travailler dur et de faire aux techniciens des conditions d'existence

qu'il ne leur est pas permis de rêver pour eux-mêmes, parce qu'ils se sentent les maîtres du pays. Ils vous disent avec fierté : « Notre usine », « notre production. » Il faut que ce sentiment s'impose à l'ensemble des travailleurs ; il faut qu'il corresponde à une réalité grandissante.

⁂

Dans toutes les couches de la société les mœurs ont été profondément bouleversées. L'ancien régime ignorait le mariage civil, le divorce, les droits de la femme et de l'enfant ; l'avortement y était un crime. Ces piliers de la famille traditionnelle ont été abattus sans que la Russie s'en trouve plus mal. Le mariage n'est plus qu'une formalité d'enregistrement qui prend moins de cinq minutes : la déclaration des conjoints auxquels la loi reconnaît le droit de porter leurs deux noms réunis ou de choisir l'un des deux. L'union non-enregistrée a la même valeur légale et confère aux conjoints les mêmes droits. Le divorce est plus simple encore : il suffit de la demande de l'un des deux conjoints pour qu'il soit enregistré sur-le-champ. La recherche de la paternité est permise dans l'intérêt de la mère et de l'enfant. Les tribunaux peuvent, dans les cas douteux, répartir entre plusieurs personnes les charges incombant au père. L'avortement est autorisé dans des conditions déterminées par le souci de la santé publique. L'égalité des sexes est absolue en droit, réelle dans les mœurs, moins réelle dans le travail. Les droits de l'enfant, toutes les fois qu'il en est question, sont considérés en premier lieu.

Dans les grandes villes de l'U. R. S. S. les mariages et les divorces sont plus nombreux que nulle part au monde. L'amour libre est assez en faveur au sein des jeunesses communistes — comsomol — et des universités. Toute une littérature a proclamé

ses droits. Place à l'Éros ailé ! s'exclamait, il y a quelques années, Alexandra Kollontaï, vieille militante communiste, aujourd'hui ambassadrice de l'U. R. S. S. à Oslo. Des jeunes théoriciens du comsomol exposent encore que l'amour est un « préjugé bourgeois » déplacé dans la société communiste. Le besoin sexuel, l'hygiène, la reproduction de l'espèce, voilà ce qui compte. Il n'est pas difficile d'arriver par cette voie aux cocasseries les plus absurdes. Voulez-vous en juger ? Voici un petit échantillon des arguments échangés dans la polémique par deux graves théoriciens.

Le premier écrit :

« L'attirance sexuelle vers un être appartenant à une classe ennemie, malhonnête, qui ne doit exciter en nous que dégoût, est une perversion, de même que l'attirance sexuelle vers le crocodile ou l'orang-outang. » (A. B. Zalkind, la Question, sexuelle, Léninegrad, 1926.)

Le second répond :

« Je voudrais bien savoir ce que le camarade Zalkind pense de Karl Marx qui passa toute sa vie avec une femme appartenant à une autre classe, Jenny von Westphallen, c'est-à-dire avec un « crocodile » envers lequel il fit preuve d'une profonde affection. » (Hippolyte, le Droit à l'Amour, Moscou, 1928.)

Un jeune poète chante dans la revue du Comité Central du Comsomol la Jeune Garde (n 10) 1926, p. 46), l'industrialisation de l'amour par la prostitution :

« Ne va pas chez la vierge — son innocence est chargée d'une trop langoureuse tristesse — trop de doutes assoupis gonflent sa

poitrine ; tu trouveras chez la prostituée la précision et l'éclat d'une machine… »

« … C'est la voix des siècles futurs — le chant triomphal de l'industrie — annonçant la chute des chaînes de l'amour — brisées par le puissant génie de la technique… »

La vieille garde du parti — Lounatcharski, Sémachko, Soltz, quantité de bons publicistes — réagit contre ces idées et ces mœurs. Par ailleurs l'amour libre paraît, dit-on, décroître parmi les jeunes. Les sectes religieuses la combattent avec succès dans les milieux ouvriers arriérés. Mais les jeunesses communistes et les étudiants vivent encore dans une trop grande pauvreté pour que l'amélioration des mœurs y soit rapide. C'est là une des conséquences de la prolétarisation de l'enseignement supérieur et du manque de ressources de l'État. La plupart des étudiants sont de jeunes ouvriers, de jeunes paysans, auquel l'État alloue des bourses d'études forcément minimes. Ils vivent de 30 à 40 roubles par mois, dans des maisons communes où l'on manque souvent du confort le plus élémentaire. Il en est qui font, dans les ports et les usines, des demi-journées d'homme de peine, avant d'aller aux cours. La plupart étudient héroïquement, quelques-uns se démoralisent et c'est naturel. Les maladies morales doivent trouver parmi ces jeunes gens des proies nombreuses. On m'a raconté que le suicide du poète Essénine provoqua, il y a quelques années, à l'École des Arts techniques de Moscou (Vkhoutemass), une épidémie de suicides.

Il n'en est pas moins vrai que l'U. R. S. S. produit sur le visiteur occidental l'impression d'un pays de mœurs saines, où le dévergondage des grandes villes du plaisir est inconnu, où le travail, l'étude, la lutte tiennent vraiment la première place dans la

vie de l'homme. Les unions durables n'y sont certainement pas moins nombreuses qu'ailleurs ; les familles à la fois unies et libres y sont communes ; on rencontre en grand nombre, parmi les communistes, de beaux couples, l'homme et la femme absorbés par la même tâche sociale, unis par une même conception de la vie.

⁂

Chez ceux qui jouissent d'un certain bien-être, la tendance à suivre les modes occidentales est générale. L'ingénieur ou le fonctionnaire communiste envoyé, pour affaire, à l'étranger, en rapporte immanquablement des vêtements coupés suivant la dernière mode et des bas de soie pour sa femme. Les théâtres sont parfois pleins d'un public que l'on ne distinguerait pas, à première vue, de celui d'une représentation à Berlin. Ne faut-il pas déplorer ce défaut d'originalité ? Pourquoi les travailleurs russes, attelés à leur œuvre de transformation sociale, ne tentent-ils pas de créer dans le vêtement la tenue individuelle, l'allure de la femme, une élégance nouvelle qui serait bien la leur, plus simple, plus rationnelle, moins faisandée — plus belle et plus pure pour ces raisons que celle de nos pays d'Occident, opulents et déséquilibrés ?

Volume 2 · 14

DOGMATISME ET STÉRILITÉ
L'ENSEIGNEMENT. — LA RELIGION

Il y a un problème du développement intellectuel de l'U. R. S. S. — et du communisme — que personne n'a encore posé et qu'on ne peut d'ailleurs pas poser isolément. Je m'entretenais dernièrement avec un camarade russe, de choses politiques. Il tenait sur ses genoux une charmante enfant de sept ans. « Lénine, dis-je, s'est trompé en cette circonstance… » L'enfant leva sur moi des yeux stupéfaits et dit gravement : « Lénine ne s'est jamais trompé. » Si je l'avais interrogée, cette brave petite gosseline qui fréquente un des bons jardins d'enfants de la ville eût certainement ajouté que Trotski, lui, s'est toujours trompé. Ainsi se rétablit dans les esprits le vieux dualisme du bien et du mal, du possesseur infaillible de la vérité et de l'hérésiarque à brûler. Mais je ne vous cite ce mot d'une enfant que pour indiquer le danger que présente, au point de vue de la formation de la jeune génération soviétique, la canonisation d'un Lénine génial, infaillible, écrasant, qui fit seul la révolution d'octobre (rien n'est plus faux), dont aucune parole ne peut être mise en doute, qu'il suffit de bien citer pour avoir raison, et dont l'interprétation est, au surplus, rigoureusement réservée aux dirigeants du parti. Tout l'enseignement de l'État, toute la propagande du parti, toute la doctrine répandue par la presse se fondent sur cette doctrine officielle, dont on a pu suivre au cours des dernières années les déformations utilitaires, parfois surprenantes. Les revues de cinéma, de sport, des cheminots, des joueurs d'échecs, des jeunes mères, des tribunaux, publient maintes fois l'an des portraits de Lénine accompagnés d'articles ad hoc. Il y a là une façon d'éliminer les vivants pour laisser toute la place au mort qui convient sans doute à une bureaucratie plus experte dans l'art de commenter des textes que dans la recherche intellectuelle, mais qui constitue un danger certain.

En voici la preuve. Au début de la révolution, il y a une douzaines d'années, le bolchévisme était représenté dans l'ordre intellectuel par une admirable pléiade de publicistes, de pamphlétaires, de théoriciens, de savants, de grands agitateurs. C'est à eux qu'il dut, en grande partie, son étonnante force d'expansion. Depuis, cette pléiade n'a fait que se rétrécir. Lénine est mort. Trotski exilé. Radek, le plus pénétrant des politiques, le plus mordant des publicistes, exilé. Préobrajenski, Smilga, Vladimir Smirnov, économistes de talent, qui ont fait leurs preuves, exilés. Des théoriciens de la première heure, un seul survit, libre bien que silencieux en ce moment (et je crois, passablement menacé à son tour d'ostracisme) : Boukharine. Un théoricien pour ce pays, pour ce mouvement, pour cette révolution dans sa 12 année ! (Car les autres chefs actuels du parti sont plutôt des gouvernants.) Depuis des années, il n'est pas paru dans l'U. R. S. S., parmi le flot des publications marxistes, d'un niveau intellectuel souvent au-dessous de toute critique sérieuse, un seul ouvrage communiste marquant, intéressant, original, signé d'un nom nouveau (ou même d'un nom ancien !) Les ouvrages de troisième zone sont légion, c'est entendu : mais ici la quantité ne compense pas le défaut de qualité. Pas un nouveau théoricien ! Pas un livre ! Pas un nom de jeune !

Même crise dans le journalisme. On a remplacé à la Pravda le vieux bolchevik Sosnovski exilé à Narym par un vieux journaliste bourgeois rallié, Zasslavski, qui en 1917 traitait Lénine d'agent de l'Allemagne…

Remarquons qu'il en est de même dans l'internationale Communiste où pas un jeune théoricien, pas un jeune polémiste ne s'est formé, à l'exception des exclus parfois très vigoureux. Le

grand mouvement d'idées né de la révolution d'Octobre serait-il stérile ?

Non. Les jeunes talents — et il en est de première force — ne manquent ni dans l'U. R. S. S., ni au communisme international mais l'orthodoxie officielle et le système bureaucratique, qui font l'impossible pour étouffer, réduire au silence les vieux soldats les plus grands de la révolution, ne permettent pas, à plus forte raison, aux jeunes de se manifester. Tout ouvrage d'un communiste passe par toute une série de censures ombrageuses, avant d'arriver à l'imprimerie ; publié, son sort dépend des circonstances et du civisme de l'auteur. Si, par hasard, celui-ci n'est pas bien « dans la ligne », tant pis pour lui, tant pis pour ses livres (tant pis aussi pour le public si les livres sont bons). On les ignorera, on les boycottera, en les retirera de la circulation.

La science même est atteinte. Impossible de traiter honnêtement de l'histoire de la révolution. Ioffé, dans la dernière lettre qu'il écrivit avant de se brûler la cervelle, disait qu'il avait renoncé à écrire ses mémoires, pour ne pas déformer l'histoire au gré du Comité central actuel. On publie des manuels d'histoire de l'Armée Rouge, où le nom de Trotski n'est mentionné qu'une fois en 200 pages. Le socialisme n'est-il pas essentiellement international ? En conçoit-on la réalisation dans un seul pays, isolé, la réalisation nationale ? Défense absolue de traiter ce problème purement théorique, scientifique, tranché par des décisions de Congrès. Que fut la révolution chinoise ? Nul mieux que les Russes ne le sait en Europe ; mais le livre de Radek sur l'histoire et la formation sociale de la Chine, fruit de plusieurs années de travail, n'a pas été publié ; on n'a publié sur la révolution chinoise que des ouvrages présentant les thèses officielles…

Quelle est l'interdépendance réelle entre le monde capitaliste et l'U. R. S. S. ? Défense absolue de traiter ce problème d'économie politique dont l'importance est pourtant capitale. Quelles voies suit le développement économique, social, intellectuel, religieux — car la religion existe ici — de l'U. R. S. S. ? Défense de traiter ces questions autrement que pour développer, paraphraser les résolutions récentes des conférences et des congrès du parti et les discours des deux ou trois orateurs officiels du parti. Vous pouvez écrire, on ne vous imprimera pas. Et si par mégarde on vous imprimait, ce serait tant pis pour vous.

La stérilité intellectuelle qui en résulte est aussi effrayante que le foisonnement du papier imprimé dépourvu de toute valeur spirituelle… La jeune génération de l'U. R. S. S., avide de savoir comme nulle autre au monde, se nourrit d'un marxisme forcément étriqué, appauvri, simplifié qui repousse Rosa Luxembourg, Trotski, Henriette Roland Holst et condamne les yeux fermés tout ce qui lui est étranger. Elle ignore tout des doctrines philosophiques les plus répandues en Europe et en Amérique, des idéalistes, des mystiques. Elle croit parfois les comprendre sans les connaître. Le jour où elle les découvrira, ne sera-t-elle pas désarmée devant leurs souples dialectiques et prompte à subir la séduction d'un charme nouveau ? La monotonie et l'unilatéralité de l'enseignement soviétique préparent certainement à l'U. R. S. S. et au prolétariat de graves mécomptes.

C'est l'intelligence révolutionnaire qui souffre le plus de cet état de choses, mais le mal a encore une autre face. On assiste dans toutes les universités, dans toutes les revues, dans tous les milieux, au camouflage communiste d'autres intellectuels, d'origine bourgeoise et petite-bourgeoise, souvent très hostiles au ré-

gime dans le fond de leur âme. Ils apprennent le vocabulaire marxiste, s'adaptent aux nécessités politiques du jour avec beaucoup plus de souplesse que de vrais communistes, s'installent, prévalent, mais rien n'est plus équivoque, plus indigent que le contenu de leur orthodoxie. Ils se l'adaptent pour le moins autant qu'ils s'y adaptent. C'est pourquoi il faudrait crier aux révolutionnaires de l'U. R. S. S :

« Toutes les révolutions du passé ont commencé par de grands mouvements d'idées, que la formation des églises, avec leurs dogmes et leurs pontifes, n'a jamais manqué de transformer en obstacles au progrès… Plus que quiconque vous avez besoin, pour mener à bien votre tâche de pionniers et d'édificateurs du socialisme, d'une pensée vivante, agissante, critique, sans cesse en éveil. Défiez-vous des formules, des rites, des dogmes, des canonisations et des excommunications : c'est le vieil attirail des vieilles églises, ce n'est pas l'arsenal du prolétariat en marche. Apprenez à discuter au lieu de vous mitrailler à coups de textes de résolutions, et de mandats d'arrêts ! Ne craignez pas la variété, la liberté, l'innovation dans l'expression de vos aspirations ! Ne craignez pas tant l'hérésie mais craignez davantage la stérilité et le conformisme hypocrite ! Travailleurs, ne rendez aucune liberté à vos ennemis de classe, mais reprenez vous-mêmes, entre vous, dans votre parti selon ses statuts, dans votre pays selon sa constitution soviétique, le droit de penser, de parler, de lire et d'écrire… Il vous arrivera de vous tromper, il y aura du déchet, bien sûr, mais ces maux seront moins grands que ceux de la crise présente. Ne dites pas que c'est chimérique. Est-ce à un étranger de vous rappeler que du vivant de Lénine, en pleine guerre civile, les menchéviks, les maximalistes, les anarchistes, les socialistes-révolutionnaires de gauche participaient à vos assemblées délibé-

rantes et publiaient des journaux et des revues ? C'était le temps où vos victoires étonnaient le monde. »

Ces réflexions s'imposent d'autant plus à mon esprit que la Russie nouvelle est encore à pied-d'œuvre dans le domaine de la vie spirituelle. L'enseignement est loin d'être au point, loin de s'étendre à toute la population.

À Moscou même, on comptait l'année dernière 54.000 illettrés (6,1 % de la population, entre 16 et 34 ans). Dans les environs de Moscou, cette proportion s'élève à 10 % environ. Dans les campagnes un peu écartées de la Russie centrale, elle atteint encore 40 %.

On ne bâtit pas assez de nouvelles écoles, faute d'argent. Les 9/10 des écoles de Moscou travaillent par relèves successives. Un certain nombre d'écoles ont chaque jour trois relèves dans les mêmes classes. J'emprunte ces chiffres à un rapport du camarade Alexinski, directeur de l'enseignement à Moscou, rapport présenté le 2 juin dernier au Comité du Parti. Alexinski concluait que si l'on ne construisait pas d'urgence de nouvelles écoles pour près de 20 millions de roubles à Moscou et dans la région moscovite, il faudrait dans peu d'années refuser l'enseignement primaire à des centaines de milliers d'enfants. Il produisait encore ces chiffres : il y a à Moscou, pour 10.000 habitants, 1,5 école, 0,8 club, 0,3 bibliothèque, 0,1 théâtre, 0,2 cinéma, 1,6 église et près de 4 établissements vendant des boissons alcooliques. (Vetchernaïa Moskva, 2 juin 1928).

Sitôt qu'on s'éloigne des centres, la démoralisation bureaucratique se fait cruellement sentir dans les écoles. Je n'en citerai qu'un indice. Le Troud, organe du Comité Central des Syndicats,

publiait le 29 décembre 1928 un article sur les persécutions dont les institutrices « en qualité de femmes » sont l'objet de la part des autorités locales. En un an, les journaux ont publié 30 informations de ce genre. Il y a eu toute une série de suicides d'institutrices. « Il faut en finir ! » s'exclame le Troud, avec raison. Mais le mal est plus profond qu'on ne le croit : c'est l'impuissance de la travailleuse, en présence des odieuses petites tyrannies locales, dont les progrès de la démocratie ouvrière peuvent seuls la délivrer.

Ni la religion, ni la superstition ne sont d'autre part vaincues. La lutte continue. Combien elle est difficile, les données que voici en donneront une idée :

Onze publications religieuses paraissent en Ukraine où il n'y en avait que six en 1926. Tirage total 33.000 exemplaires, ce qui n'est pas mal, dit la Pravda du 10 avril 1928, si l'on précise que la revue ukrainienne l'Athée ne tire que 6.000 exemplaires. Le tirage des livres de prières, calendriers, feuilles volantes religieuses, atteint en Ukraine 4.000.000 d'exemplaires par an.

Il n'en est pas autrement dans le reste de l'U. R. S. S. Les sectes foisonnent.

Le prédicateur Tchourikov prêche aux environs de Léninegrad sous un portrait de Lénine. Sa secte, de création récente, combat l'ivrognerie et l'amour libre, ce qui l'a fait bien accueillir des travailleurs.

Je parcourais dernièrement le Moniteur du Saint-Synode, revue mensuelle fort bien présentée. Il contenait des thèses — et le texte d'une prière — du Saint-Synode orthodoxe, à l'occasion du XI anniversaire de la révolution d'Octobre ! L'Église s'adapte.

De façon générale, la jeunesse la considère sans hostilité. Un courant mystique s'y fait sentir. La foi est une des dernières formes légales, reconnues, de la résistance à l'esprit communiste.

Chaque grande fête religieuse est une manifestation plus significative qu'une manifestation politique. J'ai vu, à Léninegrad, un dimanche matin, l'église du Sauveur sur le Sang (bâtie à l'endroit même où tomba, en 1881, le Tsar Alexandre II, déchiqueté par les bombes des terroristes) bondée de monde. On y jette encore des fleurs sur le pavé autrefois rougi par un sang auguste…

Je pensais, en sortant de là entre deux haies de mendiants aux regards sournois :

— Oui, le parti ouvrier qui mène l'U. R. S. S. vers l'avenir, a besoin de toutes ses ressources intellectuelles. Pour vaincre tant de ténèbres si tenaces, vous avez besoin, frères de Russie, de la flamme la plus vivante, la plus haute, d'une flamme sans cesse renouvelée…

Volume 2 · 15

LES VIEUX. — LA GÉNÉRATION RÉVOLUTIONNAIRE LITTÉRATURE PROLÉTARIENNE

L'U. R. S. S. a deux générations et trois sortes d'écrivains. La génération antérieure à la révolution est représentée par quelques hommes, quelques maîtres, de moins en moins connus du grand public, mais appréciés de leurs cadets venus à la littérature après la nep, quand on put songer en Russie à autre chose qu'aux pommes de terre du lendemain et au salut public. Entre

ces deux générations, les sympathies semblent vivaces ; mais un fossé demeure, que rien ne semble pouvoir combler. Les vieux maîtres, dont les frères appartiennent pour la plupart à l'émigration blanche, ont accepté la révolution comme on subit un cataclysme, avec stoïcisme, avec résignation, avec bonne volonté devant une destinée jugée inique. Je ne connais pas les réactionnaires. Ils habitent Paris, Prague, Berlin, leurs manifestations antisoviétiques ont été assez bruyamment intempestives pour que le voyageur qui revient de l'U. R. S. S. ne puisse avoir à leur égard la moindre indulgence. Les idéalistes hostiles à toute réaction, les Veressaïev, les André Biély, les Novikov donnent encore, chaque jour, le meilleur d'eux-mêmes aux lettres de leur pays. J'ai rencontré l'un d'eux, un homme grisonnant, au sourire plein de bonté et de finesse. Grâce à lui, j'ai compris ces hommes qui vivent absorbés par la haute préoccupation d'une révolution spirituelle qui ferait l'homme plus humain et ne se trouvent point de place sur les champs de bataille de la guerre sociale. Ce sage grisonnant, au regard si jeune, soutenait, à notre table d'amis, qu'un criminel qui, au moment d'abaisser son couteau, lirait quatre simples vers de Pouchkine :

« Tatiana aimait l'hiver russe et ses neiges… » ne pourrait plus commettre son crime. Je pensais, en vous écoutant, Ivan Alexéiévitch, ami que je comprends si bien :

— Non ! la misère qui rougit les couteaux ne s'arrête pas devant la merveille de l'art. Elle ne sait pas lire. Elle monte du fond de la barbarie sociale. Ma cruelle sagesse de vieux vagabond m'a appris à comprendre qu'elle soit capable d'allumer les bibliothèques et de frapper des poètes… Et ce n'est pas sa faute.

Les écrivains de la génération suivante n'ont pas ces illusions sur la nature humaine, connaissent le mécanisme des brownings, l'art de voyager sur les tenders des wagons, l'art d'amadouer les bandits quand on a la malchance, banale en temps de révolution, de tomber entre leurs mains, l'art de faire la chasse aux poux et de guérir les maladies contagieuses… Ces hommes ont eu leurs dix-huit ans pendant la guerre et leurs vingt ans pendant la terreur. Ils parlent de la famine, de la mort, des exécutions sommaires, des invasions, de Lénine, de Trotski, des blancs, des mongols, de la barbarie la plus authentique, de la foi révolutionnaire la plus ardente, de la culture la plus raffinée, avec une simplicité un peu déconcertante. La destinée les a jetés à l'heure où leurs yeux s'ouvraient sur la vie au carrefour de l'Europe et de l'Asie, de la réaction et de la révolution, de la sauvagerie et de la civilisation. Avidement, ils ont tout accepté, absorbé, puis exprimé. Mais voilà ! ils ne sont pas devenus communistes. « C'est notre révolution, disent-ils, notre pays soviétique, notre Russie nouvelle dont les racines plongent dans l'ancienne Russie. À vingt lieues de Moscou, capitale socialiste, on retrouve la vieille Russie du xviii siècle ; à cent lieues, on tombe au milieu du xiii siècle… » Ainsi s'exprime Boris Pilniak, qui est l'un des plus représentatifs des écrivains du lendemain de la révolution. Vsevolod Ivanov, Lydia Seyfoulina, Babel, Constantin Fédine, Nicolas Nikitine, les poètes Pasternak, Tikhonov, Selvinski, ont débuté avec éclat, il y a quelques années. On dit, parfois, qu'ils continuent moins bien. « Nous n'avons pas été économes, me disait encore Pilniak en souriant. Nous avons jeté toute notre expérience, toute notre fougue dans nos premières œuvres. Il n'est pas prudent pour des écrivains d'émettre de pareils chèques sur l'avenir… »

Pourquoi ne sont-ils pas communistes, en dépit de leur attachement au régime ? La rigueur de la doctrine les effraie un peu quand elle ne les amuse pas. Pouchkine, Dostoïevski, Tolstoï tiennent trop de place dans leurs esprits, pour que Marx et Lénine puissent s'y marier avec les mœurs de la Russie d'hier et d'aujourd'hui. Ils voient, avec des yeux trop aigus, l'écart entre les formules et les faits. Ceux avec lesquels je me suis senti en sympathie croient, à leur façon, au socialisme, et rêvent de contribuer à créer la vraie légende de la révolution. Mais ce ne sont pas des hommes politiques. « Notre affaire, me disait l'un d'eux, est d'écrire de bons livres. C'est ainsi que nous servirons le mieux le pays. Qui se souvient des hommes politiques du temps où Tolstoï écrivait Guerre et Paix ? Ils sont passés, Tolstoï est resté. Qui a le mieux servi la Russie ? »

Ces écrivains forment ce qu'on appelle la droite de la littérature soviétique, dont les écrivains dits prolétariens forment la gauche, hélas ! autorisée.

Si j'avais un faible pour les statistiques, je ne manquerais pas de donner le nombre exact de ces derniers, car ils sont dans l'U. R. S. S. quelques milliers ; beaucoup plus nombreux que leurs rivaux ; mais aussi beaucoup moins lus, moins cotés, moins nombreux, dès qu'il s'agit de repérer les talents et les œuvres. La littérature reconnue prolétarienne a tout au plus produit, depuis sa naissance, une dizaine de livres remarquables. Le premier venu vous les énumère sans omissions. Ce sont : Le Ciment, de Fédor Gladkov ; la Semaine, de Lebedinski ; le Torrent de fer, de Sérafimovitch ; la Débâcle, de Fadéev ; la Faim, de Semionov, tous ouvrages empreints du grand romantisme des années cruelles, auxquelles on ajoute aujourd'hui un roman massif de

Panferov sur les paysans. Aucun des auteurs que je viens de nommer n'a réellement grandi au cours des dernières années. La littérature prolétarienne ne s'est enrichie ni en hommes, ni en œuvres, bien qu'un flot abondant de livres d'auteurs prolétariens ait été déversé par le Gosizdat sur le pays. Il y a là une double stérilité : l'écrivain prolétarien paraît en ce moment piétiner sur place ; la littérature prolétarienne, dans son ensemble, piétine également sur place. Il n'en serait autrement que si la littérature prolétarienne s'enrichissait chaque année de quelques livres et de quelques noms dignes d'être connus, tout au moins, dans l'U. R. S. S. Tel n'est pas le cas. À l'exception de Panferov, encore contesté, tous les noms que j'ai cités sont déjà vieux.

Rien de plus obscur, du reste, que l'idée même d'une littérature prolétarienne. Gorki est-il ou non un écrivain prolétarien ? Cette simple question vous vaudra dans l'U. R. S. S. les réponses les plus passionnément contradictoires. Plusieurs définitions, qui doivent être incompatibles, puisqu'elles prêtent encore à de vives discussions, ont été données de la littérature prolétarienne. Celle du sens commun me tente le plus : une littérature prolétarienne serait une littérature pénétrée de l'esprit des ouvriers révolutionnaires. Ne me demandez pas de définir cet esprit. Le terme est assez clair, encore que vague. Par malheur le problème est doctrinal. Les jeunes écrivains communistes de l'U. R. S. S. m'ont paru plus entravés qu'affermis par la doctrine. Un constant souci d'orthodoxie les tourmente implacablement. Le plaisir de laisser vivre dans un roman des êtres de chair, de passion et d'esprit, pétris de contradictions, illogiques, bons et mauvais à la fois, comme tous les hommes, leur est à peu près interdit. Leurs personnages semblent devoir être conçus selon des règles impératives. En voulez-vous la preuve ? Ces règles s'étendent au cinéma.

Le même film m'a été recommandé par les uns — des gens de goût — comme excellent, et par les autres — des théoriciens de l'art prolétarien — comme détestable. Il s'agit de l'Aigle blanc, dans lequel Meyerhold a créé, avec un art puissant, le rôle d'un grand dignitaire. Un des principaux personnages du drame est un gouverneur de ville provinciale sous l'ancien régime russe ; bon père et bon époux, brave homme après tout, que sa fonction oblige un jour à faire tirer sur des ouvriers et dont s'empare alors le remords. Rien que de vrai dans ce personnage ; et cette démonstration de l'impuissance d'un honnête fonctionnaire dominé par sa fonction, ne manque pas, à mon sens, d'une véritable portée révolutionnaire. Tel n'a pas été l'avis des critiques prolétariens. Ils eussent voulu un soudard incapable de remords. On reproche de même au dramaturge Boulgakov d'avoir présenté, dans une pièce jouée à Moscou, des officiers blancs comme des ennemis de bonne foi…

L'insurmontable difficulté de créer selon des règles, à des fins de propagande, m'est tragiquement apparue au théâtre Meyerhold, par le contraste de trois pièces jouées à quelques jours de distance. Meyerhold a fait du Réviseur de Gogol un chef-d'œuvre vivant. Encore sous l'impression qu'il m'avait faite, j'allai voir sur la même scène une pièce du répertoire révolutionnaire, créée à l'occasion d'un congrès de l'internationale communiste : D. E. (Donnez-nous l'Europe) Contraste désolant. Où j'avais eu le sentiment d'atteindre le sommet de l'art dramatique, je ne retrouvai plus, avec les mêmes artistes et la même ingéniosité créatrice, qu'une médiocre pièce, à thèse grossièrement bouffonne par instants. J'en vis une autre, plus tard, infiniment meilleure, franchement réussie — Hurle, Chine ! — sans retrouver le charme inégalable de la grande satire de Gogol.

L'art prolétarien, jouissant de la protection officielle, recueille les non-valeurs, que leur penchant naturel porte à rechercher les faveurs du pouvoir. Le jeune arriviste, désireux de faire une carrière d'homme de lettres soviétique, prend le chemin le plus court, surtout si sa médiocrité ne lui permet pas de se jeter dans la mêlée avec des chances réelles de succès ; il chante le comsomol, les cheminées d'usine, la « discipline de fer » du parti, non sans mêler aux attributs de l'orthodoxie marxiste un peu de naturalisme érotique. Je ne crois pas que cette littérature, dans ses bornes et ses mœurs actuelles — qui sont parfois tristes — ait grand avenir.

La littérature russe évoluera avec le pays et non comme l'entendent certains magisters férus de thèses. Son sort est lié à celui de la République des Soviets. Plus le prolétariat russe sera puissant, libre, cultivé et plus son influence s'imposera aux lettres, par la force des choses, sans qu'il soit besoin de pression administrative. Mais si la situation des travailleurs russes demeure moins bonne que celle des autres classes cultivées — plus cultivées à la vérité — ni les exigences du Gosizdat, ni les « directives » des bureaux du parti communiste, ne pourront insuffler à l'art prolétarien plus qu'une vie précaire et factice.

Les écrivains non-prolétariens, entend-on souvent dire, évitent avec une obstination blâmable de brosser les grands tableaux de la vie sociale dont la littérature soviétique aurait besoin pour exprimer et seconder à sa manière le labeur des multitudes. Ils s'adonnent trop volontiers aux études de psychologie. Ils traitent du drame intime. Ils écrivent des romans historiques. Ces reproches m'ont paru justes. Sont-ils évitables ? Je me le demande encore avec une certaine angoisse. Je ne vois pas bien

l'écrivain soviétique abordant avec une ampleur et une puissance dont je le sais bien capable, le grand roman naturaliste du lendemain de la Révolution, qui pourrait être un document humain de tout premier ordre. Zola put mettre en scène dans son Paris, le gouvernement, la presse, la finance, la littérature, la rue de son temps. L'écrivain soviétique, même arrivé à la foi communiste la plus sincère, pourrait-il en faire autant ? Les chefs du gouvernement sont en fait inamovibles ; on risquerait, en esquissant leurs portraits, de tomber dans le roman à clé. Toléreraient-ils d'être portraicturés par des romanciers ? Le portrait exact serait gênant et contestable. Déformé par la création littéraire, il ne pourrait que paraître adulateur ou critique. La presse est officielle. Les dirigeants de l'Université sont officiels. Les moindres dirigeants des usines et des administrations incarnent prestige et puissance, le parti de la dictature. Si j'étais un écrivain soviétique, je n'entreprendrais pas volontiers de dépeindre tant de puissants, petits et grands. Je préférerais peut-être, moi aussi, choisir des genres littéraires moins épineux que le grand roman social.

Volume 2 · 16

La tragédie de Gorki n'est pas encore connue en Occident. Le plus populaire des écrivains russes, l'un des plus grands écrivains européens, l'ancien vagabond de la Volga, le poète des bas-fonds de la vie russe, rentré pour quelques mois dans l'U. R. S. S. en 1928 et accueilli avec des transports de joie, en est reparti sacré « gloire officielle », ne laissant derrière lui qu'une gêne confuse ou précise, selon les milieux. Les intellectuels soviétiques ne parlent de lui qu'avec une peine (ou une ironie) non dissimulée ;

les militants du parti sourient et haussent les épaules. J'ai entendu des ouvriers de Moscou le surnommer — lui, qui voulut être l'Amer (« Gorki »), Sladki, le doux, le sucré, celui qui voit les choses en rose. Ses œuvres se vendent très mal, par contraste avec celles de Tolstoï qui constituent le plus grand succès actuel de la librairie de l'État. Nulle preuve de la désaffection du public n'est plus frappante, en dépit du battage officiel.

On connaît, on aime le grand Gorki qui garda toujours son franc-parler, se trompa sans doute souvent, mais n'encourut jamais le reproche de ne pas voir la réalité en face. Ce courage amer, qui a nom réalisme, ne lui manqua jamais. On n'a pas oublié qu'après avoir blâmé en termes implacables les auteurs de l'insurrection d'Octobre, après avoir été jusqu'à la fin de 1918 un adversaire irréductible des bolcheviks, il se rallia, presque seul d'entre tous les écrivains russes, à la révolution prolétarienne, aux heures noires de la famine, de la guerre civile et du blocus. On n'a pas oublié que, rallié, il garda tenacement — jusqu'à exaspérer parfois Lénine et Trotski — son indépendance d'esprit et de parole ; qu'il se fit pendant la terreur rouge le protecteur inlassable des intellectuels — universitaires, savants, littérateurs, libéraux éclairés de toutes sortes — hostiles au régime et malmenés par la Tchéka. Ses interventions incessantes auprès des Commissaires du Peuple, sa désapprobation catégorique de certaines mesures révolutionnaires — par exemple celles que l'on dut prendre contre le haut clergé orthodoxe qui entourait le patriarche Tikhon — lui valurent en 1921, de la part de Lénine qui le connaissait bien et l'aimait, une invitation très précise à prendre l'air de l'étranger, afin de rétablir une santé certainement ébranlée. Il partit. Il se réfugia à Sorrente, au milieu du plus pur azur méditerranéen. Des fenêtres, inondées de soleil, de sa villa, il vit les

prouesses du fascisme. Il connut que le sang du prolétariat vaincu coula davantage encore que celui du prolétariat vainqueur. Il rendit pourtant « justice » (à en croire les journaux italiens de 1927) à « l'œuvre de Mussolini ».

Du fond de son exil, il gardait un contact très vivant avec les écrivains soviétiques. Quand, en 1922, les leaders socialistes-révolutionnaires, qui avaient fomenté la contre-révolution et appelé l'intervention étrangère dans leur pays, comparurent devant le tribunal révolutionnaire de Moscou, Gorki sortit de son silence pour demander qu'ils eussent la vie sauve. C'était braver l'opinion révolutionnaire encore portée alors aux jugements implacables et qui n'aime pas les apôtres de la clémence.

Il écrivait. Chose curieuse, ses grandes œuvres récentes : L'Entreprise Arlamonov, la Vie de Klime Samguine, traitent exclusivement du passé, de la Russie pré-révolutionnaire, de la révolution de 1905. Comme s'il s'arrêtait interdit au seuil de la Russie soviétique, dont il connaît pourtant bien les mœurs et les hommes. N'y a-t-il pas là une sorte de réticence, une retraite devant la réalité du bouleversement social que l'artiste — l'Amer — n'ose pas dépeindre, telle que son tempérament la voit au travers de sa pensée d'éternel protestataire ?

Annoncé, attendu, fêté à l'avance, Maxime Gorki arriva à Moscou au printemps de 1928, à la veille de son 60 anniversaire. Jamais, jamais écrivain rentrant dans son pays ne fut ainsi reçu. Tout le long du trajet de la frontière à Moscou, des députations, drapeaux et bannières en tête, l'avaient acclamé au passage. Le vieil homme aux dures mâchoires grises s'essuyait les yeux, saluait, serrait des mains. À Moscou une foule immense, contenue par des barrages de milice et de troupes, attendait devant la gare.

Des députations des usines, des clubs ouvriers, du parti, toutes organisées, disciplinées, se pressaient innombrables, dans un ordre rigoureux. Sur le perron, les plus hautes autorités du parti, du gouvernement, de l'armée, attendaient encadrées de militaires à belle prestance, portant les parements verts du Guépéou. Fleurs, drapeaux, pancartes, souhaits de bienvenue, orchestre, tonnerre d'acclamations, éclat des cuivres, Internationale. Dans tout ce tohu-bohu, Gorki embrassé, étouffé, porté en triomphe, ne fit qu'entrevoir les deux ou trois douzaines d'écrivains qui avaient reçu par faveur des laisser-passer et qui, seuls pourtant, avaient été de ses proches. Ils comprirent tout de suite que Gorki leur était ravi, arraché, et s'en allait désormais vers une destinée différente de la leur. Gorki pleurait. On le filma, juché sur une auto, embrassant Boukharine, embrassant le directeur de la Librairie de l'État, Khalatov, embrassant, encore étourdi par les ovations et par les fanfares, d'autres personnages officiels. S'aperçut-il seulement qu'il fallait dès cet instant, pour l'approcher, pour lui serrer la main, simplement pour le voir, des coupe-file d'une obtention malaisée et qu'il était en somme le captif des sommités soviétiques ? Les banquets, les réceptions, les visites d'usines, de clubs, d'institutions, se suivirent, selon le rite officiel : discours, drapeaux, musique. La Librairie de l'État passait cependant avec le grand écrivain, à des conditions exceptionnelles, un contrat de réédition de ses Œuvres complètes. Les réjouissances ébranlèrent la santé du vieil homme qui pensa se réfugier incognito dans une modeste villa des environs de Moscou. Le gros Démian Biedny, le joyeux versificateur de la Pravda, l'homme le plus incompatible avec l'Amer au visage ravagé, à la silhouette ascétique, envahissait dès le lendemain — ou le surlendemain — ce refuge. Gorki visita le midi, la Volga, Nijni-Novgo-

rod où s'écoula une partie de sa jeunesse de gueux errant — et où les festivités et les visites officielles prirent tout son temps — Léninegrad où il en fut de même et où les écrivains, ses vieux amis, lui envoyèrent — comme à un grand personnage étranger — une députation…

Il s'émerveillait des vieilles et des nouvelles usines, des écoles, des clubs, des organisations de correspondants ouvriers de la presse, prononçait des harangues les yeux mouillés, ne cessait de répéter que l'on avait fait, que l'on faisait de grandes choses, de grandes choses, que c'était à la société nouvelle un commencement splendide. La Russie, l'U. R. S. S. écoutait entière.

La première harangue de ce genre parut de rigueur. La seconde parut superflue. À la trentième, on se demanda : — Mais il ne voit donc rien ? Mais il ne comprend donc pas que la vie simple et réelle est tout autre chose que ce que l'on voit en qualité de grand visiteur officiel ?

Il annonçait le lancement d'une revue : Nos succès. Les lettres interrogatrices, puis mécontentes, voire méchantes, affluèrent sur la table de son secrétaire. Désormais ses harangues commencèrent par un autre cliché : « Croyez citoyens, que je vois aussi le mal, mais… » On ne croyait plus. La parole vivante, qu'on attendait de lui dans ce pays où le corps à corps du meilleur et du pire se poursuit partout, ne vint pas. Il vit tout en rose et bleu azur. Dieu sait s'il y a pourtant d'autres couleurs ! Son départ ne laissa aucun vide.

Àquel moment était-il venu se faire prendre à l'enivrement des réceptions triomphales ? Au moment où le pays entrait dans la terrible crise des blés qui multiplie dans les campagnes les incen-

dies et les crimes, dans les villes les queues devant les coopératives et les détresses ménagères ; au moment où la vie devenait de plus en plus dure ; au moment où le parti exilait au fin fond du Turkestan et de la Sibérie, les deux tiers des chefs qui l'avaient, dans les années héroïques, conduit à la victoire. L'Amer réaliste parut n'en rien voir. Lui qui avait multiplié autrefois les démarches en faveur des intellectuels contre-révolutionnaires feignit d'ignorer les arrestations et les déportations de centaines d'ouvriers communistes opposants. À ceux qui tentèrent de lui parler de ces choses, il répondit en somme : « On en voit bien d'autres en Europe occidentale. »

Des communistes m'ont dit avec simplicité : « C'est logique. En 1917, Alexis Maximovitch écrivait dans sa Novaïa Jizn de terribles diatribes contre Lénine, Trotski, le bolchévisme qu'il accusait de mener la révolution aux abîmes. Cet intellectuel hésitant, dont Lénine demandait avec tristesse : « Mais pourquoi se mêle-t-il de politique ? » était contre la révolution prolétarienne. Mais Trotski organisait à Pétrograd la prise du pouvoir et, dans toute la Russie, la victoire de l'Armée Rouge. Aujourd'hui, le pays a poussé, le pays pousse, mais la révolution est en pleine crise. Trotski part pour l'exil d'Alma-Ata ; le parti chasse 3.500 d'entre les meilleurs révolutionnaires ; Alexis Maximovitch qui ne crut jamais à la révolution prolétarienne et dont on oublie sciemment l'attitude de 1917-18, excursionne dans l'U. R. S. S. et bénit notre bolchevisme malade. C'est dans l'ordre. »

Cette explication pèche à mon sens par une justesse trop schématique. Il y a cela, mais il y a aussi, d'une façon plus immédiate, l'exaspération intérieure causée par l'antibolchévisme de l'Occident, le sentiment de répulsion inspiré par l'émigration blanche

et par la réaction, l'amour du pays natal, un amour de vieil homme qui se laisse bander les yeux pour moins souffrir et, enfin, dominant tout, le fait que notre vieux Gorki s'est trouvé désarmé, du premier abord, par une popularité écrasante, organisée avec toutes les ressources de l'État et du parti prolétarien qui représentent la plus formidable concentration du pouvoir que l'histoire moderne connaisse. Et c'est ce que j'appelle la tragédie de Gorki.

Volume 2 · 17

Comme tous les pays neufs, l'U. R. S. S. croît d'une poussée vigoureuse à raison de trois millions d'humains par an et cela veut dire à raison de millions de cultures, d'ateliers d'entreprises. Cette sixième partie du monde croîtrait sous tous les régimes. Il ne faut donc pas confondre sa croissance avec celle du socialisme. La vaste Russie va vers l'avenir et sûrement vers un brillant avenir. Lequel ? Renouvellera-t-elle après bien des crises l'expérience formidable des États-Unis d'Amérique ? Nos enfants connaîtront-ils des États-Unis d'Europe portant peut-être sur leurs drapeaux la faucille. et le marteau, mais dominés par les gratte-ciels d'une civilisation industrielle où il y aura des riches et des pauvres ? Ou connaîtront-ils florissante la grande Fédération Communiste ? Ainsi se pose le vrai problème des destinées et c'est en pensant à lui qu'il faut suivre les péripéties de la lutte, généralement très dissimulée, des classes dans l'U. R. S. S.

Àcette heure, celui qui connaît l'U. R. S. S. doit crier aux bâtisseurs du socialisme : « Le péril est en vous ! » Les choses essen-

tielles dépendent encore, en ce moment, de vous. Il n'en sera plus ainsi dans quelque temps, si vous ne réagissez pas avec la vigueur nécessaire.

La dictature du prolétariat est bien assise sur des institutions stables. Le parti communiste dispose d'une puissance matérielle plus grande que jamais. Tout est entre vos mains. Mais vous, parti du prolétariat, vous, collectivité formidable de révolutionnaires incarnant les aspirations de la classe ouvrière, vous portez, dans votre organisme même, le mal qui vous menace le plus. Je l'ai maintes fois nommé : c'est la fossilisation des idées en dogmes : « Le marxisme n'est pas un dogme, c'est un guide dans l'action » disait Lénine. C'est l'appauvrissement de la doctrine officielle par les hypocrisies et par les adaptations utilitaires aux besoins du moment ; c'est dans toutes vos institutions, à commencer par la plus importante, par celle qui est le cœur de toutes les autres, par le parti communiste, la bureaucratisation. Des fonctionnaires paperassiers obstruent toutes les issues, remplacent partout les hommes vivants et vrais. Mieux rétribués, ils ont tendance à constituer une caste qu'il faut bien appeler de petite bourgeoisie et qui s'empare peu à peu, par un envahissement bacillaire, du pouvoir dans le parti et dans l'État.

Le système bureaucratique a fait de grands progrès depuis la mort de Lénine parce que des dirigeants du parti en ont eu besoin contre des rivaux qui leur eussent probablement ravi la majorité sans la pression d'une hiérarchie de plus en plus puissante de fonctionnaires. Zinoviev, Kamenev, Staline ont eu besoin de la bureaucratie contre Trotski et Préobrajenski en 1923, contre Trotski en 1924, contre Trotski et Zinoviev en 1926-27. Le créateur de l'Armée Rouge est haï de la bureaucratie parce qu'il l'a

dénoncée le premier et parce qu'il apparaît comme l'ennemi irréductible du système bureaucratique du gouvernement.

Ce système ralentit et risque d'enrayer le développement des forces socialistes de l'U. R. S. S. On le trouve à la base de tous les maux.

Je sais bien qu'il y a plus de santé encore que de maux dans l'organisme soviétique. Les scandales, les abus, les sottises, le pullulement de la gent paperassière, le pullulement des faux communistes, ne doivent pas nous faire oublier le constant effort invisible de centaines de milliers de vrais communistes, membres du parti ou sympathisant avec le parti. Le fait que l'industrie nationalisée, la coopération, l'enseignement, tout croît, tout se développe malgré la lourdeur, l'apathie, l'esprit rétrograde, la peur de l'initiative qui caractérisent la bureaucratie, prouve que le mal peut encore être vaincu.

Ce n'est pas à moi de préconiser des remèdes. Voici seulement les idées qui viennent d'elles-mêmes à l'esprit :

1. Tout doit venir du parti. La base de tout assainissement de l'organisme soviétique est dans le retour du parti à la démocratie intérieure, ce qui ne peut pas se faire sans retour au parti de ceux qui ont combattu pour cet assainissement.

2. La presse a besoin d'une profonde réforme qui d'ailleurs résulterait du retour du parti à la centralisation démocratique. Elle doit être moins officielle, plus ouverte à tous les citoyens, à tous les communistes en premier lieu, moins directement dépendante des autorités locales. Elle a besoin d'un droit de réponse qui la garantirait d'une foule d'abus. Elle devrait exprimer les nuances de l'opinion soviétique et communiste.

3. Dans le domaine scientifique, littéraire et dans la théorie communiste, la doctrine officielle du parti doit chercher davantage à s'imposer par sa propre force que par la pression administrative. Elle aurait tout à gagner en ce sens à quelque liberté de discussion, de polémique, de recherche intellectuelle. Les dangers de la stagnation sont plus grands que ne le seraient ceux d'une certaine liberté d'expression.

4. La justice administrative qui juge et condamne les accusés politiques en dehors de leur présence, qui leur refuse toute défense, qui agit dans un secret absolu et ne rend des comptes, dans le secret également, qu'aux organes dirigeants du parti, est née de la nécessité de combattre promptement et vigoureusement la contre-révolution en des temps troublés. Peut-être doit-elle être maintenue contre l'espionnage et contre les classes ennemies du prolétariat. Les travailleurs, les socialistes et les communistes devraient en tout cas n'être justifiables que des tribunaux réguliers, siégeant en public et admettant la défense.

Le rôle de la tchéka fut de combattre les agents de l'étranger, les conspirations militaires, la contre-révolution ; c'est une justice de classe. Les ouvriers et avec eux tous ceux qui reconnaissent la dictature du prolétariat, doivent répondre de leurs actes devant la justice régulière de l'État ouvrier et paysan. Ils ont droit, dans leur État, à des garanties de sécurité et de défense.

5. Dans la production et la coopération, place aux énergies, aux initiatives, aux compétences ! Stimulation de l'intérêt individuel du producteur ou du vendeur ; maximum de démocratie ouvrière.

Je n'indique ici que les premières mesures susceptibles d'acheminer, peu à peu, l'État ouvrier et paysan vers une large démocratie ouvrière qui n'a rien de commun avec la démocratie bourgeoise défendue par les socialistes occidentaux. C'est aux travailleurs, aux seuls travailleurs marchant dans la voie du communisme, qu'il s'agit de donner toutes les libertés que la constitution de l'U. R. S. S. leur reconnaît d'ailleurs en principe.

On ne manquera pas de me répondre que j'enfonce des portes ouvertes et fais preuve de malignité à l'égard de l'U. R. S. S. « Voyons — me diront des gens qui ne connaissent l'U. R. S. S. que pour l'avoir étudiée dans des bulletins officiels ou vue du haut des avions que leur offrait la bureaucratie — mais tout ce que vous réclamez existe déjà ! L'U. R. S. S. est une large démocratie ouvrière. La plus grande liberté règne dans le parti. La presse soviétique, même celle de Smolensk, est excellente et le fut toujours. La plus large liberté d'expression règne dans les sciences et les lettres. Le Guépéou n'emprisonne que les contre-révolutionnaires ; si Un Tel est coffré, c'est que c'est un contre-révolutionnaire... » (C'est ce que j'appelle, moi, la preuve de la culpabilité par le châtiment) « les compétences sont cultivées dans l'industrie, bref, tout est pour le mieux, etc. ».

Àceux qui me tiendront ce langage je ne recommencerai pas de citer des faits accablants, dont l'énumération pourrait être infinie. Je leur dirai seulement :

« Vous vous croyez peut-être sincèrement communistes. Vous croyez peut-être sincèrement servir la cause du prolétariat international. Et vous portez avec satisfaction, sur les yeux, un bandeau revêtu de l'estampille officielle. Votre optimisme de commande et votre « bourrage de crânes » que les habitants de

l'U. R. S. S. et les soldats de la révolution détestent, comme les poilus détestaient le patriotisme criard des journalistes de l'arrière, me fournissent une nouvelle preuve de la gravité du mal… »

Aux camarades de l'U. R. S. S., on ne peut dire qu'une chose :

« Le péril est en vous !

Mais puisqu'il en est ainsi, c'est aussi, camarades, que le salut est en vous.

Vous êtes encore les maîtres de votre destin.

FIN

Volume 3 · 00

L'AUTEUR s'engage à dire la vérité, rien que la vérité, et toute la vérité possible en trois cents pages.

Personne n'est tenu de le croire sur parole. Mais chacun devra bien se rendre au témoignage des faits.

Àcette fin, on en citera un grand nombre, avec références à l'appui. Les sources seront exclusivement soviétiques, comme échappant à toute suspicion de parti pris contre le régime issu de la grande Révolution russe.

De tels faits, pour être valables, doivent à notre avis être prélevés sur l'ensemble pour leur intérêt caractéristique, à l'exclusion

des incidents ou événements occasionnels, épisodes passagers ou exceptionnels, accidents fortuits.

Ils peuvent avoir de deux façons leur portée générale : soit comme aspect de la vie quotidienne d'une masse nombreuse si le fait est fréquent, soit comme expression particulièrement frappante d'une situation, d'une ambiance, si le fait est rare mais inconcevable hors d'un certain milieu propice.

Pour les noter avec discernement, il importe d'avoir vécu suffisamment en terre des Soviets non comme persona grata — et ceci est loin d'être inutile — mais sur le pied du commun des mortels, de savoir reconnaître les réalités sous le voile rouge des apparences, d'étudier longuement la Russie ancienne et nouvelle, ses réactions et ses révolutions, d'aimer le peuple russe et de prendre place d'emblée dans son mouvement d'émancipation.

Ces conditions, à tout le moins, se sont trouvées remplies par l'auteur.

Volume 3 · 01

« … Nous aperçûmes de loin une île de sucre candi et de caramel, et des rivières de sirop qui coulaient dans la campagne.

« Les habitants, qui étaient fort friands, léchaient tous les chemins, et suçaient leurs doigts après les avoir trempés dans les fleuves. Il y avait aussi des forêts de réglisse, et de grands arbres d'où tombaient des gaufres que le vent emportait dans la bouche des voyageurs si peu qu'elle fût ouverte.

« Comme tant de douceurs nous parurent fades, nous voulûmes passer en quelque autre pays où l'on pût trouver des mets d'un goût plus relevé. On nous assura qu'il y avait, à dix lieues de là, une autre île où il y avait des mines de jambons, de saucisses et de ragoûts poivrés. On les creusait comme on creuse les mines d'or dans le Pérou.

« On y trouvait aussi des ruisseaux de sauce à l'oignon. Les murailles des maisons sont de croûtes de pâté. Il y pleut du vin couvert quand le temps est chargé ; et, dans les plus beaux jours, la rosée du matin est toujours du vin blanc.

« … À peine fus-je dans mon lit, que j'entendis un grand bruit ; j'eus peur, et je demandai du secours. On me dit que c'était la terre qui s'entr'ouvrait. Je crus être perdu mais on me rassura en me disant qu'elle s'entr'ouvrait ainsi, toutes les nuits, à une certaine heure, pour vomir, avec grand effort, des ruisseaux bouillants de chocolat moussé et des liqueurs glacées de toutes les façons. Je me levai à la hâte pour en prendre, et elles étaient délicieuses.

« Ensuite, je me recouchai et, dans mon sommeil, je crus voir que tout le monde était de cristal, que les hommes se nourrissaient de parfums quand il leur plaisait, qu'ils ne pouvaient marcher qu'en dansant, ni parler qu'en chantant, qu'ils avaient des ailes pour fendre les airs et des nageoires pour passer les mers… »

Àpremière vue, dans les circonstances actuelles, on croirait lire le récit de voyage d'un de ces apologistes, salariés ou bénévoles, qui célèbrent à travers le monde le régime instauré en Russie soviétique depuis la mort de Lénine.

Un léger effort de mémoire identifie assez vite, pourtant, parmi des souvenirs d'école, le Voyage dans l'île des plaisirs. Mais combien l'imagination de Fénelon semble pauvre à côté des facultés d'invention, ou d'illusion, des actuels fabricants de descriptions paradisiaques du pays soviétique à l'usage d'un public particulièrement crédule.

La Révolution russe, comme toutes les révolutions antérieures, a été harcelée des dénigrements de ceux dont elle piétinait nécessairement les intérêts. Elle a fort bien résisté aux fureurs de la calomnie. Après la mort de Lénine, ses nouveaux dirigeants l'ont exposée, par une aberration inconcevable, à un plus grand danger : l'éloge systématique, l'approbation fanatique, sorte de diffamation à rebours dont les effets sont plus profondément nocifs et plus durables.

La République des Soviets a besoin, pour vivre, de la solidarité consciente des travailleurs de tous les pays. Cette solidarité ne sera pas consciente sans la connaissance des difficultés qui entravent la marche au socialisme en Russie. La légende soviétiste, créée, répandue et entretenue par la volonté du gouvernement de Moscou ne suscite que la solidarité superficielle et toute verbale des éléments les plus arriérés de la classe ouvrière et ménage des déceptions qui aboutiront à une désaffection irrémédiable.

Du vivant de Lénine, les partisans non-russes de la première heure du bolchévisme ne trompaient pas les travailleurs d'Occident. Ils les appelaient à l'aide de la Révolution en leur parlant des misères, des souffrances qui accablaient le peuple russe en lutte pour son émancipation. Loin de taire la désorganisation du pays, le délabrement de sa production, la famine dévastatrice

d'immenses contrées, ils y puisaient des raisons pour stimuler l'effort de soutien.

Certes, cette période ne fut pas exempte d'illusions. La guerre s'achevait dans une horreur sans nom. Des mouvements révolutionnaires secouaient toute l'Europe. La frénésie des passions ne favorisait pas l'objectivité scientifique. L'heure n'était pas aux dissertations impartiales. Il fallait défendre avec parti pris les vaillants qui osaient s'attaquer à la vieille société dans son principe. Ceux qui l'ont fait ont raison de ne pas le regretter.

Alors, chaque succès partiel contre le désordre, toute tentative heureuse de création originale, chaque improvisation rééussie étaient salués comme autant de promesses d'un avenir meilleur. Mais il ne venait à l'idée d'aucun communiste conscient de prétendre que tout était pour le mieux dans la meilleure des révolutions. Personne ne niait le froid et la faim, nul ne dissimulait l'immensité de la tâche en perspective ni la faiblesse des moyens à mettre en œuvre.

Il s'est trouvé des « pèlerins » pour visiter la Russie d'alors en touristes et en rapporter de littéraires naïvetés. Mais ces manifestations tout individuelles et assez rares ne répondaient à aucun système d'ensemble et n'engageaient que leurs auteurs. Le pouvoir soviétiste et les représentants qualifiés du mouvement communiste international ne fondaient pas leur politique là-dessus. Les documents de l'époque restent pour témoigner de leur souci aigu de connaître et de révéler la réalité jusque dans son tréfonds pour travailler à la maîtriser.

C'était du temps de Lénine.

Après la disparition du chef incontesté, tout a bien changé. L'expression de la vérité, la simple constatation des faits, même dans l'esprit le plus strictement conforme à la tendance communiste, sont devenus crimes de lèse-révolution. Quant à la critique, même la plus scrupuleusement loyaliste et réformatrice, elle a été considérée comme attentat à main armée.

C'est pourquoi l'on a pu voir les principaux compagnons d'armes de Lénine dans l'époque héroïque prendre les uns après les autres le chemin de la prison, de la déportation et de l'exil.

Avant 1924, Lénine montait à la tribune des congrès communistes ou soviétiques et, devant le monde entier, n'hésitait pas à dire quand il le jugeait nécessaire : à tel propos, dans tel cas, nous nous sommes trompés. Et cette franchise lucide, loin de favoriser l'ennemi, éclairait et fortifiait la conscience révolutionnaire.

Depuis 1924, le successeur de Lénine prétend ne s'être jamais trompé. En six fois trois-cent-soixante-cinq jours, il n'a commis aucune erreur. On peut compulser attentivement la presse soviétique et communiste de tous les pays, on n'y trouvera pas trace de la moindre allusion à une faute, même bénigne, du pouvoir soviétiste incarné dans la personne unique et suffisante du secrétaire du Parti communiste de l'U. R. S. S.

La population des deux continents, dans sa majeure partie, ne sait pas encore qu'il existe, parmi les mortels, un homme infaillible, résidant à Moscou, au Kremlin. Sans doute est-ce la raison pour laquelle cet individu omniscient, dans sa prévoyance infinie, a cru bon de constituer sous des appellations diverses une

équipe de thuriféraires qui s'évertuent à chanter partout ses mérites.

Est-il vrai, comme ceux-ci l'affirment, que tout soit au mieux dans la meilleure des révolutions ?

Pour le savoir, il y a au moins deux moyens : y aller voir sur place ou étudier, fût-ce à distance, la documentation soviétique non destinée à la propagande extérieure. L'un et l'autre exigent, pour être efficaces, au moins deux qualités indispensables : un esprit a priori amical envers la Révolution russe et la connaissance préalable du sujet. Sans sympathie instinctive ou raisonnée pour un fait historique aussi ample et complexe, il n'est pas de compréhension possible ; et sans rien savoir de la Russie ni de la Révolution, il est inutile de prétendre apprécier : l'ignorant n'a qu'à s'instruire avant de parler.

Un voyage en pays soviétique n'est pas forcément révélateur : tout dépend des conditions où il s'effectue et de la valeur intellectuelle et morale du voyageur. Celui qui se promène en touriste, mené et encadré par des guides spécialement dressés à cet effet, selon un itinéraire tracé à son intention, dans des lieux choisis et souvent préparés à sa visite, et par des moyens de déplacement aristocratiques dont le confort ne correspond à rien d'actuellement russe, qui, de plus, ne fréquente que des personnages officiels, des fonctionnaires, des privilégiés, celui-là n'a, au retour de sa partie de plaisir, que le droit de se taire. Les sleeping-cars, les automobiles, les hôtels bourgeoisement aménagés, n'ont rien de commun avec la vie présente des 150 millions d'habitants de l'U. R. S. S. ; quant au reste, il y a deux façons de le juger : du dehors et du dedans.

La différence entre l'aspect extérieur des choses et leur teneur intime n'est pas spécialement russe. Les admirateurs de ruines, en quelque pays que ce soit, s'émerveillent devant le pittoresque sans songer au sort des malheureux condamnés à y demeurer. Les amis du vieux Paris pestent contre la démolition des taudis sordides de l'île Saint-Louis, au nom de leurs goûts archéologiques, mais habitent les maisons neuves et propres d'Auteuil. La splendeur des teintes d'un paysage qui fait l'extase des promeneurs n'empêche des humains d'y vivre dans l'ordure. Les passants qui font cercle, dans la rue, autour d'ouvriers occupés à un tour de force professionnel y trouvent un intérêt dont les acteurs involontaires préféreraient les priver.

En U. R. S. S., c'est comme partout ailleurs mais avec quelques complications spécifiques en plus. Il est très rare qu'un étranger y arrive en sachant la langue russe ; ses relations sont donc limitées à un petit nombre d'officiels ou d'officieux qui peuvent le tromper aisément ; s'il veut entrer en rapport direct avec une personne digne de confiance, soit à l'aide d'un interprète, soit que cette personne parle la langue du voyageur, il faut encore que l'interprète soit sûr quant à la véracité de sa traduction et à la discrétion de son office, et qu'aucun tiers susceptible de dénoncer le parleur ne soit présent. L'étranger en question doit encore, pour mener à bien son enquête, se garder d'accepter des institutions d'État des faveurs qui lui imposeraient, par politesse ou esprit de réciprocité, une discrétion contraire au principe même de son voyage. Enfin, il importe de savoir distinguer, dans la Russie des Soviets, ce qui est soviétique de ce qui est russe, de ne pas attribuer au nouveau régime les caractéristiques de l'ancien et vice versa.

Quelques exemples, ici, s'imposent.

Un soi-disant « délégué » d'organisation ouvrière occidentale, en réalité fonctionnaire nommé par d'autres fonctionnaires lesquels dépendent de fonctionnaires supérieurs résidant à Moscou, entend parler d'une grève survenue peu auparavant dans une usine moscovite, affirme vouloir en avoir le cœur net et, pour cela, se rend à l'usine, accompagné d'un interprète et de divers autres « délégués » de son espèce et là, en présence du « directeur rouge », du secrétaire de la cellule, du comité d'usine, etc., interroge un ouvrier. Celui-ci répond, évidemment, qu'il n'a entendu parler de rien, trouvant ainsi le moyen de ne pas démentir l'histoire de la grève tout en évitant de se compromettre. Et l'enquêteur de se déclarer satisfait. Or, si l'ouvrier avait dit la vérité, il aurait été mis à pied après le départ du visiteur, privé de son gagne-pain, condamné avec sa femme et ses enfants à une misère atroce ; cela sera prouvé plus loin par des références indiscutables ; s'il s'était permis d'exprimer une opinion défavorable aux puissants du jour, il l'aurait payée d'un séjour en prison ou en Sibérie, sur une condamnation prononcée en secret sans jugement ni défense. L'enquête ainsi conduite était donc sans valeur. Il aurait fallu pouvoir questionner l'ouvrier dans des conditions lui assurant l'impunité.

Un autre « délégué », dans la même usine (une de celles qui sont réservées aux visites de cette sorte…), apprend que les moteurs de tramways fabriqués là reviennent à un prix approximativement voisin de celui d'avant-guerre. Il prend note de ce résultat relativement satisfaisant, et en informe l'auteur de ce livre. Celui-ci, ayant des amis dans ladite entreprise, s'enquiert et reçoit cette… précision : l'usine se borne à l'assemblage de pièces

détachées importées d'Allemagne avant la Révolution ; pour un moteur entièrement fabriqué en Russie, le prix de revient eût été triple ou quadruple. Il suffisait d'ailleurs de savoir lire les rapports des organes économiques et des trusts de la métallurgie pour connaître les coûts de production.

D'autres « délégués », lors du X anniversaire de la Révolution, voient du haut de leur autocar une longue file de gens en attente. Ils apprennent de leur guide que tout ce monde fait queue pour souscrire à l'emprunt. Or, les malheureux stationnaient de longues heures pour acheter des produits de première nécessité.

Dans leur zèle apologétique, combien d'enquêteurs sans compétences ni scrupules attribuent à la création soviétique des éléments de l'héritage du tsarisme ou de la vie d'avant la Révolution ? L'un, qui unit les qualités du dessinateur à celles du faux témoin, met son crayon au service de la « Russie vivante » et de ses œuvres pour commencer par offrir au lecteur un croquis du Kremlin, commettant ainsi un anachronisme de plusieurs siècles. Un autre vante le corps du ballet ou les chœurs du Grand-théâtre, où le bolchévisme n'est absolument pour rien. Un troisième se pâme à l'évocation des chants révolutionnaires, dont aucun n'est né de la Révolution d'octobre, ou soviétistes, dont pas un n'est contemporain des soviets (tous sont faits du plaquage de nouvelles paroles sur de vieilles chansons). Celui-ci vante les Matisse et les Cézanne des galeries d'art occidental comme si ce n'était pas à deux capitalistes qu'on en doit le choix et l'acquisition, et certains s'oublient jusqu'à faire à Lénine l'injure d'un hommage pour ne pas s'être fait tailler une paire de bottes dans un Van Gogh. Celui-là célèbre la beauté des sites de Géorgie comme un résultat du pouvoir soviétique et c'est tout juste si tel

autre n'impute pas au « léninisme » la hauteur des cimes de l'Elbrouz et du Kasbek, et les neiges éternelles de la chaîne du Caucase.

Et les mêmes thuriféraires qui inscrivent à l'actif du régime dit « des soviets » des valeurs indues s'empressent d'imputer à l'ancien régime tout ce qui est de nature à les gêner dans l'exercice de leur allégresse professionnelle. Avec « l'héritage du passé », on a réponse à tout. Or, si le passé a laissé en effet des vestiges difficiles à extirper, il en est qui pourraient peut-être ne plus exister dans la douzième année de la Révolution. Et si bien des maux subsistent que le nouveau régime ne pouvait humainement effacer en un demi-quart de siècle, ce n'est pas une raison pour les nier ou les dissimuler sous des descriptions idylliques, ni pour les confondre avec les plaies et les tares appartenant en propre au régime nouveau.

Il suffira de rappeler, à ce propos, le sort tragique des enfants abandonnés, voués à une indicible déchéance physique et morale, à la mendicité, aux rapines, au crime. Les mercenaires de la légende soviétiste ont d'abord nié leur existence. Mais le fléau était si évident, si alarmant que les dirigeants de l'U. R. S. S. ont dû le dénoncer ouvertement dans leur presse.

Le Commissaire du Peuple à l'Hygiène, Semachko, écrivait dans les Isvestia du 4 septembre 1925 : « Les enfants sales, deminus, couverts de vermine que l'on voit dans les villes, dans les gares, sont un reproche vivant à notre conscience. » Un des plus hauts magistrats du tribunal soviétique, Vinokourov, évaluait à quatre cent mille au moins le nombre de ces petits vagabonds (Isvestia du 2 mars 1926). Chiffre évidemment au-dessous de la vérité, vu les difficultés d'un tel recensement. Alexandra Racovs-

ky, femme de l'ambassadeur soviétique à Paris, donnait le chiffre de 600.000 (l'Œuvre, 25 juin 1926). « L'héritage du passé » était tout indiqué pour tirer d'affaire ceux qui avaient voyagé et séjourné en Russie aux frais des ouvriers et des paysans sans remarquer les centaines de milliers d'enfants abandonnés. Mais il s'est trouvé quelqu'un pour dire la vérité, certes en termes fort prudents, et qu'on ne pourra facilement récuser : il s'agit de N. Kroupskaïa, la veuve de Lénine, qui écrivit dans la Pravda du 2 décembre 1925 :

« La majorité des camarades, même dans le Parti, croient que les enfants abandonnés sont l'héritage de la grande guerre et du chaos économique... En réalité, ces enfants abandonnés qui pullulent cette année dans les rues de Moscou sont pour les trois quarts le produit non de calamités et d'incuries d'autrefois, mais des conditions d'aujourd'hui, du chômage et principalement de la misère paysanne. Il y a évidemment un lien avec la guerre, mais c'est le lien habituel qui rattache le présent au passé... Moi aussi j'ai écrit naguère que l'abandon des enfants était une conséquence de la guerre et du délabrement économique, mais maintenant, après avoir examiné de près la question, je vois qu'il faut cesser de parler ainsi, qu'il faut dire que les racines du fléau sont non seulement dans le passé mais dans le présent. »

Ainsi, une voix autorisée, mais malheureusement privilégiée, s'élevait pour dénoncer le mensonge de la sempiternelle allusion à « l'héritage du passé ». Si un simple communiste n'ayant pas eu l'heur d'épouser Lénine s'était permis une timide remarque dans le même sens, il l'eût payée d'un séjour en prison ou en Sibérie. Toujours est-il que la calamité des orphelins sans abri a été sensiblement réduite au cours des trois dernières années, précisément

grâce à la critique publique dont nous citons ici quelques expressions. Cela n'eût pas été possible si le pouvoir soviétiste n'avait dû compter qu'avec des courtisans.

Nous nous référons à cet exemple comme à l'un des plus frappants, et dont la portée générale est indéniable. Mais il y en aurait facilement cent autres. Certes, il ne peut être question de s'emparer de phénomènes isolés pour en caractériser toute une situation. Les adversaires systématiques de la révolution se sont servis de cette méthode pour forger la légende anti-bolchévique, à laquelle les héritiers plus ou moins légitimes de Lénine ont cru expédient de riposter par la légende soviétiste. Mais le contrepied d'une contre-vérité n'est pas nécessairement la vérité. Les deux légendes se valent. Loin de se compléter, elles s'excluent mutuellement et laissent le problème entier. Inspirées d'intentions contraires, elles procèdent d'un système identique consistant à généraliser des faits exceptionnels : seulement, les rivaux ne choisissent pas les mêmes exemples.

La vérité n'est pas dans un juste milieu, ni composée partie de l'une, partie de l'autre thèse. Elle est distincte, et peut impliquer des réalités incluses dans les légendes opposées, mais en les ramenant à leurs vraies proportions, en leur restituant leur sens véritable. Jaurès, dans son Histoire socialiste de la Révolution française, disait que M. Taine, historien de la Révolution, n'avait guère « songé à fouiller les archives que pour compter le nombre de carreaux cassés, sous la Révolution, par les émeutes populaires ». Pendant plusieurs années, l'opinion publique dans les deux mondes a été impressionnée par les comptes de carreaux cassés au cours de la Révolution russe. Des zélateurs maladroits essaient maintenant de les réfuter par le bilan des carreaux rem-

placés. Les bolchéviks n'ont pourtant pas annoncé la lutte finale et la transformation sociale pour se flatter de réussir à mastiquer des vitres.

Les détracteurs à tout prix de la Révolution soviétiste sont depuis longtemps discrédités. On ne les croit plus, même quand ils disent la vérité. Ils ont beau, maintenant, citer des extraits réels de publications communistes russes à l'appui de leurs assertions, on ne leur accorde plus créance. Ainsi, leurs campagnes de dénigrement des premières années de la Révolution disqualifient la critique sérieusement motivée des années récentes et assurent même aux dirigeants bolchéviks actuels une sorte de protection : à force d'entendre et de lire des anathèmes, le public ne prête plus attention aux vérités nécessaires.

La besogne inverse des apologistes à tous crins contribue de la même façon à créer une mentalité d'indifférence ou de scepticisme envers les choses de Russie soviétique. En dehors du cercle des suiveurs fanatisés qu'une presse spéciale, publiée dans les principales capitales européennes sous la direction du Secrétariat du Parti communiste russe, gorge d'informations trompeuses et de témoignages dérisoires, personne ne peut ajouter foi aux tableaux enchanteurs de la vie en U. R. S. S. Les lecteurs consciencieux renoncent, au moins pour un temps, à savoir et à comprendre.

Une parenthèse est nécessaire pour expliquer comment la presse dite « communiste » internationale peut faire des informations trompeuses, même avec des renseignements exacts en soi.

Le principal procédé en vigueur au cours de ces dernières années que nous faisons remonter approximativement à la disparition de Lénine consiste à faire état de données statistiques ayant trait à la croissance de la production exprimée en pourcentage par rapport à l'année précédente. Le public, ignorant la valeur du point de comparaison, est mis ainsi en présence de chiffres mirifiques.

Or, la production russe était tombée, pendant la guerre civile et la défense de la Révolution contre les invasions réactionnaires, à un niveau très bas relativement à celui d'avant-guerre : des statistiques disent 18 % mais elles ne sont fondées sur aucune donnée valable ; dans certains domaines, elle était tombée à zéro, et notamment sur les territoires occupés par les blancs. Avec la paix intérieure et extérieure, le travail a repris partout, les chiffres de production ont accusé d'année en année les progrès de la remise en état de l'économie industrielle. Mais il est évident qu'avec un point de départ misérable servant de point de comparaison, les pourcentages les plus impressionnants en apparence peuvent être dépourvus de signification.

Un pays qui fabriquerait une automobile par an, puis cinq l'année suivante, puis dix l'année d'après porterait sa production à 500 %, puis à 1.000 %, sans que de tels « succès » soient avouables. C'est pourtant des faits de ce genre que la presse en question fait valoir.

Il a fallu tout de même, pour certaines catégories de personnes plus exigeantes que les lecteurs de ces journaux inspirés, trouver un étalon moins contestable et l'on a comparé aux chiffres de 1913. Le repère présente, cette fois, un véritable intérêt car l'année précédant immédiatement celle de la guerre indique le plus

haut degré de développement capitaliste avant la grande crise mondiale. Mais non pas l'intérêt que d'aucuns lui attribuent dans le cas envisagé car la Russie était notoirement un des pays les plus arriérés d'Europe ; sa grande industrie est née dans ce siècle ; le capitalisme a montré ailleurs, notamment aux États-Unis et au Japon, à quelle vitesse il est capable de faire progresser un pays attardé mais riche en matières premières et en main-d'œuvre ; dépasser la production de 1913 ne suffit donc pas à consacrer la supériorité du régime actuel sur le précédent.

Il faudrait pouvoir comparer au niveau qui serait atteint par le capitalisme débarrassé des entraves du tsarisme ; à défaut de chiffres réels, et pour cause, il serait facile de faire une évaluation minimum d'après le rythme de croissance antérieur à la guerre, et en tenant compte de l'essor que toute révolution bourgeoise imprime à l'industrie. Cette comparaison reste à faire…

Un autre élément de tromperie consiste à ne pas tenir compte de l'accroissement de population. Les chiffres n'ont pas de signification absolue dans la statistique sociale ; ils doivent être considérés en la relativité de leurs rapports entre eux. Ainsi, une production grandissant moins vite que la population du pays intéressé est en état de décroissance relative. Cela se révèle concrètement si l'on établit la moyenne par habitant. Or, la population de l'U. R. S. S. augmente de trois millions et demi d'âmes par an. Si l'on tient compte de ce petit détail, les assertions basées sur des données démographiques périmées apparaissent fallacieuses.

Le véritable signe de progrès, en réalité, est la moyenne de consommation par tête. En 1927, lors du X anniversaire de la Révolution d'octobre, les centres de propagande de Moscou à l'usage du monde extérieur annonçaient le dépassement, réalisé

ou imminent, de la production de 1913, mais les institutions qualifiées de l'économie nationale prévoyaient pour 1932 seulement le moment où la moyenne de la consommation d'avant-guerre par habitant serait atteinte, différence due à l'augmentation de la population et à la diminution des importations. Cette simple constatation suffit à annuler les affirmations d'optimisme officiel répétées servilement sur tous les tons par des milliers de fonctionnaires préposés dans tous les pays à cette besogne et les prétendus « témoignages » d'ignorants ou de complaisants qui eussent pu savoir la vérité sans aller en Russie, en se donnant seulement la peine de lire un document officiel du Conseil supérieur économique de l'U. R. S. S.

Ce n'est pas tout. On doit encore tenir compte de la qualité de la production : il n'y a pas à s'enorgueillir de fabriquer une certaine quantité de produits si le quart, le tiers, parfois la moitié est à mettre au rebut. Or, c'est ce qui a lieu en Russie soviétique, dans les principaux domaines du travail, comme l'établissent des rapports officiels. On doit aussi se demander si les résultats obtenus ne sont pas acquis au détriment des conditions de vie des travailleurs. On doit encore ne pas perdre de vue les prix de revient de la fabrication. On doit enfin faire entrer en ligne de compte la montée incessante des besoins, particulièrement accentuée après les grands cataclysmes sociaux, guerres et révolutions.

En faisant fi de ces divers facteurs d'appréciation, les propagandistes de la légende soviétiste agitent des nombres sans valeur et se livrent, selon les cas, à une tromperie triple, quadruple ou quintuple.

Une autre façon d'abuser « l'homme dans la rue » consiste à lui administrer des semblants de preuves qui, pour un individu averti, établissent au contraire le manque de véracité des assertions de ceux qui en font usage. Dans cet ordre d'idées, il faut notamment signaler l'emploi de photographies qui n'ont rien de commun avec le fait invoqué. Pour ne citer qu'un exemple de cette nature, et choisi volontairement parmi de nombreux autres cas en raison de son peu de signification politique, notons dans l'Humanité du 23 septembre 1928, sous le titre : « La vérité sur la Russie », un cliché suivi de la mention : « Le Palais du Travail, à Moscou, ancienne institution des jeunes filles de la noblesse » et représentant une énorme bâtisse, unique en Russie et bien connue. Or, l'ancien Institut des jeunes filles de la noblesse n'était pas à Moscou mais à Pétrograd et l'actuel Palais du Travail est en réalité l'ancien hospice des vieillards. C'est comme si un journal russe reproduisait une vue de la Tour Eiffel en la faisant passer pour la Bourse du travail de Marseille. Le singe de La Fontaine prenait Le Pirée pour un homme ; l'Humanité prend Moscou pour Pétrograd, les vieillards pour des jeunes filles nobles et l'institut Smolny pour un hospice. Et le tout sous ce gros titre imprimé sans ironie : « La vérité sur la Russie ». Cela permet de penser jusqu'à quelles licences peuvent aller de tels journaux quand ils croient avoir un intérêt politique à défendre à tout prix.

Dans un autre numéro du même journal, un enquêteur particulièrement typique, retour de Russie, étalait sa science toute récente en se référant à l'empereur Alexandre I qu'il confondait avec Alexandre le Grand, se permettant, pour ne parler que de la chronologie, une légère erreur de quelque 22 siècles. Les rapports des voyageurs de cette sorte fourmillent d'affirmations

semblables, prononcées sur un ton catégorique ne laissant place à aucune objection.

Nous ne parlons ici que de la constatation objective des faits. Quant à leur interprétation du point de vue du programme de la Révolution, la question se pose de savoir si le système économique de la Russie se développe dans le sens du socialisme ou dans celui du capitalisme, en d'autres termes si la Révolution bolchévique progresse vers ses buts ou s'en écarte. Car le Parti communiste russe n'a pas entrepris une révolution sociale pour établir un type de production et un genre de vie analogues à ceux des pays bourgeois, même les plus avancés. Il s'agit de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, d'abolir tous les privilèges, de tendre vers l'égalité réelle par la mise en commun des moyens de production et d'échange, la disparition du profit individuel et la répartition des produits selon les besoins des membres de la société.

Pour se développer dans cette direction, car on ne saurait attendre d'un pays aussi arriéré la réalisation du socialisme par ses seuls moyens et l'essentiel est que son effort soit justement orienté ; l'U. R. S. S. doit dépasser les États capitalistes par l'organisation, la technique, le rythme de sa production et en même temps créer un ordre social nouveau, une société sans classes. Faute de quoi le bolchévisme n'accomplirait à son insu qu'une révolution bourgeoise, frayant les voies à la civilisation capitaliste.

Àcette question primant toutes les autres, la légende soviétiste ne répond pas et n'apporte aucun élément de réponse. L'objet de ce livre n'est pas de donner au lecteur une solution toute faite ni de soutenir une thèse. L'auteur entend seulement esquisser dans leur vérité les principaux traits de la condition des masses en

Russie soviétique et formuler, en conclusion, des idées susceptibles d'aider à se faire une opinion valable. Il se gardera d'entrer dans une controverse doctrinale. Aux poisons des légendes contradictoires, il opposera simplement l'antidote du témoignage irrécusable d'un observateur invisible muni de références probantes à l'appui de ses propres constatations.

Les récits horrifiques sur la Russie ne comptent plus. Quant aux descriptions enchanteresses, elles ne mériteraient pas plus d'attention spéciale que les procédés habituels de la réclame charlatanesque si leur abus n'impliquait un grave danger immédiat pour l'Union soviétique : l'étouffement de toute contradiction, de toute critique, de toute liberté dans le monde de la Révolution, russe et international, au nom d'une raison d'État justifiée par des sophismes. Il faut en faire justice une fois pour toutes car elles favorisent la nouvelle religion du « léninisme », avec ses rites orthodoxes, son intolérance mystique, ses persécutions de l'incrédulité prolétarienne, son dogme de l'infaillibilité du Secrétariat du Parti bolchévik, — phénomène réactionnaire reflétant les intérêts conservateurs de nouvelles classes privilégiées en formation, idéologie d'une autocratie bureaucratique naissante dont la consolidation rendrait inévitable une restauration du capitalisme.

La légende soviétiste ne désarme pas les ennemis de la Révolution russe. Au contraire, elle les favorise en leur permettant de tourner en ridicule tout témoignage sincère et utile en faveur du régime soviétiste. Elle est néfaste en couvrant des fautes, des déviations, une dégénérescence qu'une saine critique pourrait enrayer ou réparer. Elle est contre-révolutionnaire en paralysant l'étude scientifique de la Révolution et en dupant les travailleurs

de tous les pays. La diffamation classique des profiteurs de l'imposture accusant tout contradicteur de faire le jeu de l'adversaire ne mérite pas même réfutation. Ce jeu est soutenu, non par celui qui dénonce le mal, mais par ceux qui le créent et l'entretiennent.

Nous dirons la vérité. Pour cela, nous nous abstiendrons de sélectionner des exemples exceptionnels et de puiser dans les rubriques de faits-divers, quelque intérêt que cela présenterait parfois comme symptôme. Nous exposerons les phénomènes généraux intéressant la vie des classes laborieuses, tantôt en rassemblant assez de faits pour établir une règle, tantôt en citant des cas assez importants pour la caractériser. Pas d'épisodes occasionnels mais des états de choses permanents ou durables.

Nous ne nous référerons jamais à la période dite du « communisme de guerre » ni aux années immédiatement consécutives. Les renseignements dateront d'après la mort de Lénine, beaucoup d'après le X anniversaire de la Révolution. Les sources seront exclusivement soviétiques quand l'auteur, qui a vécu comme communiste assez longtemps en Russie et pénétré tous les milieux, ne fera pas appel à son expérience personnelle. Le lecteur ne devra pas oublier que les publications russes d'aujourd'hui dépendent toutes, sans exception, du Secrétariat du Parti communiste, incarnation exclusive du pouvoir politique ; elles ont une tendance bien naturelle à atténuer les « phénomènes négatifs » pour ne pas alimenter la presse hostile de l'extérieur, sauf dans certains cas où la note peut même être forcée afin d'alerter l'opinion ou si les exagérations doivent servir dans des luttes intestines.

Les actuels dirigeants de l'Union soviétique, monopoleurs de la dictature, ont récemment innové en matière de démocratie

communiste par l'introduction d'une liberté spéciale appelée « autocritique ». Chacun peut et doit se critiquer soi-même.

L'autocritique est non seulement autorisée mais prescrite. Elle est gratuite et obligatoire, mais non laïque car elle rappelle singulièrement une pratique religieuse, la confession, mais exercée en public. Le chômeur sans secours, vivant de mendicité et d'on ne sait quelles miettes, a le droit de se critiquer. Le paysan pauvre, sans charrue ni bétail, chargé de famille et nanti d'une maigre récolte, a le droit de s'accuser. Le petit garçon abandonné, pouilleux et famélique, a le droit de se frapper la poitrine. Les malheureux, les déshérités, les martyrs de l'inégalité sociale ont le droit de se critiquer entre eux. Mais le secrétaire général du Parti bolchevik ne peut être critiqué que par lui-même et, jusqu'à présent, il se juge irréprochable. Mais les secrétaires du secrétaire, et les secrétaires des secrétaires du secrétaire, et les secrétaires des secrétaires des secrétaires du secrétaire, ne peuvent être critiqués que par eux-mêmes ou par leurs supérieurs. Cette curieuse trouvaille, due évidemment à ceux qui personnellement en profitent, et conforme aux intérêts des catégories sociales bénéficiaires, réalise à merveille la démocratie soviétique à rebours. C'est exactement le contraire du programme politique de la Révolution d'octobre.

Il est temps de poser avec clarté la question des responsabilités de cette pyramide de secrétaires dont le sommet se croit intangible et dont la base repose sur une multitude accablée par le fardeau de l'héritage du passé, certes, mais aussi sous le poids des erreurs de sa prétendue « élite ».

Volume 3 · 02

La situation des masses travailleuses d'un pays peut être caractérisée par divers signes. Les services de statistique établissent pour cela des tableaux de chiffres, avec coefficients, pourcentages, états comparatifs. Loin de nous la pensée d'en contester l'intérêt. Mais cet intérêt n'est vraiment appréciable que par ceux qui sont à même d'en connaître la relativité. Ainsi, la connaissance des salaires ne vaut que par rapport à celle du prix de la vie et de l'effort exigé.

C'est pourquoi il nous paraît que la meilleure façon de donner une idée de la vie quotidienne des travailleurs de l'U. R. S. S. est de décrire d'abord leurs conditions d'habitation et de travail. Les chiffres, alors, prendront leur plein sens.

Relevons dans la presse soviétique diverses constatations bien caractéristiques et ayant la valeur d'illustrations d'une situation générale. Nous pourrions puiser dans nos propres observations personnelles mais, pour épargner au lecteur toute espèce de doute, il est préférable de recourir à la documentation certifiée conforme : on sait que toutes les publications de l'U. R. S. S., sans aucune exception, sont soumises directement ou indirectement aux ordres et au contrôle du Secrétariat du Parti bolchévik.

Àla fabrique Karl Marx (Viazniki, province de Vladimir) : « Sur 150 familles, pas une ne dispose de la place fixée par la norme légale ; parfois, deux et trois familles, 8 ou 9 personnes, vivent dans une seule pièce. Les enfants traînent un peu partout ; empilage humain, saleté, cloportes… L'odeur empoisonne l'atmosphère » (Pradva, 26 mars 1925). Le même journal signale le 29 mars la crise aiguë du logement dans l'Oural : « Le nombre

d'ouvriers non pourvus de logements atteint 5.000 à l'usine de N., 1.000 dans le rayon de P., 2.500 à Z., etc. ». À Sormovo, 32.000 habitants : « Plus de 50 % des habitations ne satisfont pas aux conditions sanitaires les plus élémentaires » (Pravda, 3 avril). À la manufacture L., prov. de Moscou : « Il y a des chambres dans les casernes ouvrières où logent 9 ou 10 individus ; on dort par terre ; l'air est opaque, étouffant ; pas de ventilation » (Pravda, 17 avril). À K., prov. d'Ivanovo-Vosnessensk, dans les casernes ouvrières : « Presque dans chaque petite chambrette habitent deux familles… Punaises et blattes » ; à côté, autres bâtiments : « La situation y est encore plus lamentable ; pas d'hygiène…, etc. » (Pravda, 6 mai). Même journal, même date, à Kostroma : « La famine de logements est forte, plus d'un millier de familles ouvrières vivent dans des conditions horribles… » ; dans le textile de Moscou : « Plus de 75.000 ouvriers et employés ont besoin de logements ». Aux mines d'or de la Léna : « Les ouvriers vivent tristement, dans de grandes et sombres baraques, familles et célibataires ensemble. Les plus heureux nichent dans des taudis par deux et trois familles… Beaucoup n'ont pas de matelas et dorment dans leurs vêtements. Pas de ventilation. Punaises, saleté » (Pravda, 27 mai). À l'usine E., prov. de Moscou : « À propos de logement, il est douteux qu'il y ait pire, surtout les dortoirs. Bâtiment bas, étouffant ; pas de vasistas, puanteur du poêle…, lits de camp en bois, punaises…, éclairage primitif…, etc. » (Pravda, 5 juin). À l'usine Révolution d'Octobre, Lougansk : « La crise du logement atteint des proportions invraisemblables. Certaines familles ouvrières gîtent dans des hangars ou par deux familles dans une chambre. Une masse d'ouvriers célibataires n'ont même pas cela. Beaucoup passent la nuit à la gare » (Pravda, 6 juin). À Kadievka (Donetz), il y a

2.400 logis pour 4.200 ouvriers et leurs familles : « Beaucoup de nos logements n'ont qu'une chambre. Empilement terrible. Dans certaines chambres habitent deux familles de 5 ou 6 bouches… 400 logements sont absolument impropres à l'habitation…, etc. ». À la fabrique Rose rouge, Moscou : « On vit avec des enfants au sein dans des caves humides, à deux familles par pièce, et encore pis. Le mari couche au dortoir et la femme va l'y rejoindre » (Pravda, 20 juin). Description abrégée du logement des travailleurs municipaux de Moscou : trois hommes couchent sur deux lits de camp juxtaposés ; certains sur le plancher sale, dans les couloirs, sous les lits ; on dort aussi dans la cour quand le temps le permet ; il y a des femmes avec leur enfant au sein qui vivent dans cette saleté, dans la fumée et l'atmosphère lourde ; pas d'éclairage la nuit ; la cour est transformée en fosse d'aisances… (Pradva, 24 juin). Les ouvriers de l'usine Profintern, prov. de Briansk, qui vivent dans les baraques « occupent souvent un logement de 5 archines carrés (1 archine : 71 centimètres) avec une famille de 8 personnes, et même jusqu'à 12 ou 16 personnes… Il en résulte la propagation des maladies, surtout de la tuberculose qui atteint près de 80 % des ouvriers » (Pravda, 11 juillet). À la verrerie Slenka Razine, prov. de Nijni-Novgorod : « La situation est très mauvaise en matière d'habitation. Dans le dortoir des ouvriers, saleté, poussière, punaises, etc. Beaucoup d'ouvriers vont coucher dans les bois, dans le séchoir, dans le grenier » (Pravda, 26 juillet). À G.-K., prov. de Vladimir : « Les ouvriers vivent dans des casernes étroites, humides, en ruines… Certaines familles sont dans des baraques avec des malades vénériens et typhiques. Les conditions de vie dans les casernes sont inimaginables : l'hiver, on gèle ; l'été, l'eau tombe du plafond ; tout pourrit, s'écroule… Ce ne sont pas des chambres pour ou-

vriers, mais des chenils » (Pravda, 26 août). À la fabrique Z., Ivanovo-Vosnessensk : « La commission a établi l'affreux besoin de logements, constaté la violation des règles les plus élémentaires de l'hygiène. Dans les maisonnettes vivent parfois deux ou trois familles, 12 à 15 personnes, alors que la surface est de 7 à 9 archines carrés dont la moitié est occupée par le poêle et autres ustensiles. Une ouvrière avec trois enfants occupe un cabinet d'aisances puant de 3 archines carrés. Beaucoup d'ouvriers gîtent dans des hangars, dans des caves… Une ouvrière avec trois enfants a été expulsée littéralement dans la rue » (Pravda, 13 septembre).

Voilà ce qu'on pouvait lire dans la seule Pravda de Moscou, en quelques mois de l'année 1925. Nous avons noté rapidement ces divers cas, sans « éplucher » méthodiquement le journal, en le parcourant à la hâte. Un examen suivi des cinq principales feuilles de la capitale et d'une centaine des provinces ou des républiques fédérées révélerait dans l'année dix mille exemples constituant un tableau saisissant de la misère ouvrière.

Comment cet état de choses a-t-il évolué depuis ? Pour la masse, de mal en pis et de pis en pis, vu l'accroissement rapide de la population des villes et des centres industriels et l'insignifiance des constructions nouvelles. Feuilletons quelques journaux de 1926, en résumant très brièvement les caractéristiques pour écourter un exposé où les répétitions sont nécessairement nombreuses.

Le Troud, organe central communiste des syndicats, est un procès-verbal permanent de cette misère. Dans le Caucase septentrional, aux plantations de tabac, à B. : les ouvrières couchent à même le sol, sur de minces paillasses, là où elles travaillent ; la

poussière du tabac envahit les voies respiratoires, favorise les maladies ; pas de lavabos (n du 25 mars). Dans la métallurgie en général, la surface moyenne habitée est de 7 archines carrés, parfois de 4 et demi dans certaines régions ; à K., dans les casernes ouvrières, chaque lit sert à trois ouvriers d'équipes différentes, qui s'y succèdent ; les nouveaux ouvriers, dont le nombre est considérable avec le développement de l'industrie, couchent dans les gares, près des hauts-fourneaux… (14 avril). À Moscou, les ouvriers saisonniers s'entassent à 10 ou 15 individus dans des coins où deux tiendraient tout juste ; dans un sous-sol, 26 ouvriers couchent sur le plancher étroitement serrés ; mais la plupart passent les nuits dans les gares, dans la rue (20 avril). Dans l'Oural, les mineurs couchent sur la planche, en casernes ; ils n'ont ni lavabos, ni séchoirs ; beaucoup doivent vivre à 3 ou 4 kilomètres de distance qu'il faut parcourir deux fois par jour à pied (29 avril). Le même journal (2 juin), dans un article général, constate que dans la métallurgie, la surface habitée est de 3,5 mètres carrés par personne ; à Moscou, la moyenne est de 2,2 mètres carrés seulement ; dans le textile, 282.000 individus vivent dans des conditions intolérables ; nombre de cheminots dorment dans des wagons-citernes et autres…

La Rabotchaïa Gazeta signale la situation dans les tourbières de T. : les ouvriers couchent en plein vent, sur le lieu de travail, et sont harcelés par les moustiques (15 juin). À la briqueterie du Mont des Moineaux (Moscou), les ouvriers couchent sur une planche nue ou par terre, sans matelas (23 juin). À la fabrique Avant-garde communiste, les ouvriers vivent dans des chambrettes de casernes, parfois à raison de 14 personnes dans l'une ; presque chaque chambrette est divisée en deux étages comme une cabine de navire : une famille par planche tenant lieu

d'étage ; des femmes enceintes, des enfants tombent sur le sol dur (23 juin). À la manufacture L., prov. de Moscou, « l'entassement est bouleversant ; ainsi, à la caserne France, 40 chambres sont occupées par 80 familles comptant plus de 250 personnes » ; et ce sont les heureux car 600 ouvriers, contraints de gîter dans les isbas des environs, vivent « parmi les punaises, les blattes, les puces, dans l'humidité, le moisi, la fumée, la suie, dans le voisinage immédiat des bestiaux » ; « on dort sur des planches et sous les planches, sur des tables et dessous ; la nuit, on ne peut sortir, le plancher est entièrement couvert de corps humains » (24 juin). Mariette Chaginian, dans la Zaria Vostoka de Tiflis, dépeint le logement ouvrier aux mines de manganèse de Tchiatoura : ils sont 2.000 travailleurs environ, dans des tentes sombres, enfumées, par groupes d'une vingtaine ; la moitié couche sur des planches, l'autre moitié par terre ; ni eau potable, ni lavabos, ni bains, ni ambulance, et la peau des ouvriers est rongée par le manganèse… (n 1.136 et suiv., mars). À la verrerie Rayon rouge, prov. de Pskov, les 500 ouvriers vivent dans une cité vermoulue où la pluie et la neige entrent librement et ils disposent de 10 mètres carrés pour 10 ou 12 personnes (Troud, 30 octobre). À l'usine de T., Oural, les nouveaux ouvriers n'ont aucun logement, couchent à la gare ; les élèves de l'école professionnelle aussi ; les enfants dorment à l'usine sous des générateurs (Pravda, 20 novembre).

Nous citons véritablement au hasard ces faits relevés en 1926 dans des liasses de journaux où l'on ne peut pas tout lire, à titre d'exemples vivants permettant de mieux comprendre le phénomène général et concrétisant la sécheresse des chiffres d'ensemble, comme ceux que donne le Vestnik Trouda (n 10, 1926) pour les mineurs. L'auteur constate que la situation va s'aggra-

vant, vu la croissance de la main-d'œuvre : 30.000 ouvriers seront sans toit dans le Donetz en 1927 ; dans les entreprises pétrolifères, 40 % resteront sans abri à Bakou, 25 % à Grosny ; partout, les habitations sont exiguës, délabrées, malsaines, dans le Kouznetz (Sibérie) comme dans le bassin de Moscou.

Dans la Pravda, le Commissaire à l'Hygiène Semachko écrivait à propos de la jeunesse ouvrière (25 mars 1926) d'après une enquête antérieure de deux années : 33 % n'ont pas de lit, et 30 à 40 % vivent à six et plus dans la même chambre. (Nous verrons que la situation ne cesse d'empirer.) La santé des jeunes ouvriers, dans ces conditions, est déplorable. Une inspection de 79 entreprises d'un seul arrondissement de Moscou établit que sur 1.585 adolescents, 1.120 sont malades ; ces chiffres n'ont rien d'exceptionnel, « ils sont incontestablement typiques », dit le journal qui les cite (Troud, 2 juillet 1926). À Iaroslav, plus de la moitié des jeunes ouvriers sont tuberculeux ou anémiés ; dans la seule fabrique Krasny Perekop, 600 apprentis sont malades (Pravda des Jeunesses, 28 octobre 1927). Mais il faut renoncer à relever dans la presse les informations y ayant trait. Quant à la démoralisation engendrée par de telles conditions matérielles, on peut aisément la concevoir. Un haut fonctionnaire du régime, Iaroslavsky, faisant allusion à un aspect de la question, disait dans une conférence (Krasnaïa Gazeta, 15 avril 1926) : « Peut-on appeler communiste la situation où l'étroitesse des logements oblige les parents à satisfaire leurs besoins sexuels devant leurs enfants ? » Les besoins sexuels ne sont pas les seuls qui permettent de juger cet état de choses. Il est facile d'imaginer la somme de tourments qui accable les malheureux contraints de « vivre » dans ces dortoirs, casernes, caves, greniers, masures et taudis où des paysans n'oseraient parquer du bétail.

Le Troud, assailli de plaintes à ce sujet, consacre une page entière (20 avril 1927) à la crise du logement : partout, dit-il, c'est la même détresse, la même exiguïté, la saleté, les maladies ; il cite des exemples, des chiffres montrant que les nouvelles constructions restent toujours inférieures aux besoins d'une population accrue ; à Tver, usine La Prolétaire, les travailleurs ont des baraquements avec des sortes de cages et chacune contient cinq lits de camp, cinq malles, cinq icônes ; un de ces baraquements abrite 5.000 personnes ; on loge dans des sous-sols humides où les enfants tombent malades ; des ouvriers doivent marcher chaque jour 12 à 18 kilomètres pour venir au travail ; etc. À l'usine textile de B., près de Moscou, les cités ouvrières sont surpeuplées, les enfants sont malades et la promiscuité avec les adultes, au point de vue sexuel, en fait des vicieux (Troud, 22 mai). Dans le quartier Moscou-Narva, à Léninegrad, la superficie habitée est d'environ 2 mètres carrés par personne ; 15 maisons menacent ruine, il faut évacuer d'urgence 650 personnes et il n'y a pas moyen de les abriter (Krasnaïa Gazeta du soir, 28 novembre). Une enquête ordonnée à l'inspection ouvrière et paysanne par le Conseil des Commissaires du peuple portant sur tous les grands centres industriels (Moscou, Léninegrad, Sverdlovsk, Stalinegrad, Tver, Iaroslav, Ivanovo-Vosnessensk, Orel, Viatka, Vologda, Rostov, Vladivostok, Saratov, etc.) établit que partout « la surface habitable augmente moins vite que la population » (Troud, 7 juillet).

Quelques cas de l'année suivante (1928). À Stalino, Donetz, sur 2.500 manœuvres, 125 seulement sont logés ; entassement dans les dortoirs ; trois dormeurs se succèdent sur chaque paillasse ; saleté repoussante, bruit des fours Martin, etc. (Pravda des Jeunesses, 5 janvier). À la fabrique Les Tisserands rouges,

une puanteur indicible, intolérable saisit à la gorge celui qui pénètre dans une maison ouvrière ; choux pourris, poubelles de détritus, d'eaux sales, fumée des poêles, lieux d'aisances infects ; murs vermoulus, plancher souillé, saleté repoussante ; dortoirs aux lits serrés les uns contre les autres, pas de place pour un tabouret ; on y dort, on y joue aux cartes, on y fume, on y crie, on s'y dispute… (Pravda, 1 avril). Dans la caserne ouvrière d'une briqueterie de la province de Moscou : étroitesse, crasse, obscurité, air irrespirable, etc. Même tableau à la fabrique Victoire prolétarienne, près de Moscou, où le repos est impossible. À la manufacture Rykov, 9 casernes de 4 étages abritent 5.000 personnes, jusque dans les caves, dans un fourmillement de vermine (Pravda, 3 avril). Une enquête dont rend compte la Pravda des Jeunesses révèle qu'à Léninegrad, 45 % de la jeunesse ouvrière logent dans des locaux ignobles ; dans l'Oural, 61 % sont entassés dans des locaux surpeuplés et 58 % couchent par terre ; même situation dans le Donetz, etc. (3 avril). Dans le bassin de Krivoï-Rog, les cités ouvrières sont indignes de loger des hommes ; la plupart manquent d'eau, de lumière, de lits, de propreté (Isvestia, 18 avril). Au Congrès des mineurs, les délégués décrivent la vie de leurs frères de misère : les vieux immeubles tombent en ruines, les nouveaux ont déjà besoin de réparations capitales, les ouvriers sont entassés « comme des harengs » ; un étage devient trois étages parce qu'on couche non seulement sur les lits mais dessous et au-dessus ; partout la vermine, les parasites ; « nous avons honte de raconter », dit un orateur ; ici, le sol est cimenté et les enfants tombent malades ; là, les rues sont des cloaques ; l'eau manque, pour boire et pour se laver, etc. (Isvestia, 21 avril). Sur 200.000 jeunes ouvriers du Donetz, la moitié couche sur des planches nues, dans des baraques sordides (Pravda des Jeu-

nesses, 11 mai). Soltz et Peters, deux hauts fonctionnaires-contrôleurs, dénoncent l'incurie des administrations qui pourraient atténuer le mal ; près de la fabrique L'Écho rouge, les ouvriers sont empilés dans de vieilles et sales casernes ; à K., il y a 70 personnes par pièce, etc. (Troud, 2 août). Les ouvriers du canal de Dargom couchent dans d'immondes baraquements, pleins de vermine, où la pluie pénètre ; il y a un lavabo pour 200 hommes (Troud, 10 août), À M., baraquements aux vitres cassées, aux toitures trouées, aux murs crevassés ; ni lavabos, ni tabourets ; même état de choses en maints autres lieux, et notamment à Ivanovo-Vosnessensk (Pravda, 23 septembre). Aux mines de platine de l'Oural murs crevassés, froid, saleté, vermine ; les ouvriers se relaient sur de répugnantes couchettes (Troud, 31 octobre). À l'usine Tomsky, de Makeievka, les baraquements sont pestilentiels, les ordures séjournent de longs mois ; ni lavabos, ni vestiaires ; vitres cassées presque partout ; souvent, pas de lumière électrique (Troud, 1 novembre). Aux pêcheries d'Astrakhan, la cité ouvrière est dans la poussière, les baraquements sont sombres, vermoulus, et abritent pêle-mêle familles, célibataires, ivrognes ; une masure, appelée couramment « la tombe », réputée inhabitable, contenait en 1926 sept familles mais, après maintes décisions de la faire évacuer, on a supprimé encore des cloisons et empilé dedans quelques habitants supplémentaires (Pravda, 4 novembre). Au VIII Congrès des syndicats, bien des délégués dénoncèrent les conditions de logement ; quand 80 à 100 personnes sont tassées dans des dortoirs, il ne peut être question de révolution culturelle, dit l'un ; chez nous, on couche dans une cave, dans un vieux wagon ou même dans un trou, constate un cheminot ; et les représentants de toutes les régions ouvrières, sans exception, exhalèrent leurs plaintes et do-

léances, décrivant les particularités de leurs bagnes respectifs (Troud, et autres journaux des 14, 15, 16, 18 décembre).

Glanons enfin quelques exemples de l'année 1929. Dans le Donbass, on entend partout le même cri : « Nous étouffons, tant nous sommes entassés les uns sur les autres » ; des maisons en ruines sont surpeuplées ; les maisons neuves sont rapidement mises dans l'état des autres ; les maçons couchent sous les lits des mineurs, et vice-versa ; par suite, les ouvriers se démoralisent, s'enivrent (Pravda, 22 janvier). À Léninegrad, sur 45.200 ouvriers du bâtiment, on ne peut en loger que 1.245 ; on construit des logements pour 4.000 environ ; 40.000 resteront donc sans abri (Krasnaïa Gazeta du soir, 22 mars). Dans la région de Moscou, 120.000 ouvriers saisonniers étaient venus l'an passé et l'on en attendait 180.000 cette année ; or, les asiles de nuit ne peuvent en admettre que 2.000 ; les autres coucheront on ne sait où (Pravda des Jeunesses, 2 avril). Le Soviet de Léninegrad a enquêté sur la vie de ces ouvriers saisonniers : dans une pièce de 16 à 20 mètres carrés s'entassent 10 à 12 hommes ; le plus souvent, ils dorment tout habillés, parfois à même le sol ; beaucoup vont dans les asiles de nuit, au contact des bas-fonds (Troud, 6 juin). Un mineur écrit : chez nous, impossible de se reposer, ni de se laver ; dans notre baraquement, pas un matelas ; il faut faire 500 mètres pour trouver un puits ; on couche sur la planche ; s'il pleut, on peut nager ; en se levant, on est plus fatigué qu'en se couchant (Pravda des Jeunesses, 14 avril). Le même numéro de ce journal dépeint un baraquement du Donetz : les couchettes sont des planches, parfois recouvertes de chiffons sales où grouille la vermine ; chacune est occupée par deux mineurs à la fois et les équipes s'y succèdent ; certaines baraques sont restées tout l'hiver sans vitres ; pas d'eau pour boire ni pour se laver. Le

Troud signale, d'après une séance du bureau du Conseil central des syndicats, que les domestiques, au nombre de 300.000 environ, couchent dans des couloirs ou dans des niches malsaines (6 juillet 1929).

Tel est le sort, non pas de quelques catégories de travailleurs défavorisés, mais de l'immense majorité, dans la première République du monde qui se réclame du socialisme. C'est par millions que des êtres humains, ceux qui précisément créent tout de leur labeur, sont parqués dans d'infâmes taudis dignes du Moyen âge ou abandonnés aux hasards de la belle étoile ou des intempéries. Les colporteurs de la légende soviétiste n'ont pas vu cela. Ils se sont laissé agréablement promener dans quelques palais et villas où habitent quelques dizaines, quelques centaines d'ouvriers de choix. Mais les écuries où se vautrent des multitudes, et où un paysan européen évolué ne mettrait pas ses cochons, ils ne les ont pas remarquées.

Encore une fois, la question se pose de savoir si la situation tend à s'améliorer ou à empirer. La Commission du Plan d'État (Gosplan) reconnaissait, dans son premier plan quinquennal, établi pour 1926-27 à 1931-32, que la situation ne pouvait aller qu'en s'aggravant. On a créé des coopératives de construction, mais qui en bénéficie ? Un des meilleurs écrivains politiques communistes de l'U. R. S. S., L. Sosnovsky, actuellement déporté en Sibérie et enfermé dans l'isolateur de Tchéliabinsk, écrivant le 22 août 1928 à Léon Trotsky, également déporté, lui signalait dans le Prolétaire de Kharkov les informations suivantes : dans la capitale de l'Ukraine, sur 40.310 ouvriers et membres de leurs familles adhérents à 800 de ces coopératives, 38 % vivent dans les caves ; 62 % de la surface habitable ne sont pas pour les ouvriers.

Ce journal annonçait en sous-titre : « Aucune loi ne défend à l'ouvrier de vivre dans un bon logement », découverte remarquable après dix ans de « révolution prolétarienne ». À une réunion de hauts fonctionnaires communistes de Moscou, le 5 août 1929, un rapporteur déclara : « Les conditions d'habitation des ouvriers de Moscou restent comme auparavant non satisfaisantes (sic). Il est intéressant d'indiquer que Moscou a construit, dans les dernières années, de quoi loger 270.000 personnes, mais qu'il est arrivé dans la province moscovite plus de 800.000 individus » (Troud, 6 août 1929). Ainsi, d'après des données officielles toutes récentes, la situation s'est aggravée dans la capitale de l'U. R. S. S. et dans sa région d'un nouvel excédent de 530.000 âmes, sans compter l'accroissement normal de la population par les naissances. Et comment a-t-on trouvé le chiffre de 270.000 ? Est-ce en calculant à raison de 3 mètres carrés par personne ? Le rapporteur ne le dit pas. Mais quand on sait les procédés de la statistique soviétique, dont Staline lui-même, le secrétaire du parti bolchévik et supérieur hiérarchique de tous les secrétaires de toutes les Russies, a pu dire à la tribune du XIII Congrès communiste qu'elle ne méritait aucune confiance, on ne peut que faire là-dessus toutes réserves et… diviser mentalement le nombre par deux ou par trois. À noter que dans la superficie habitable, on fait entrer les dégagements, couloirs, antichambres, etc., et qu'il faudrait encore en défalquer la place tenue par les volumineux poêles en terre réfractaire ou en briques, de tradition en Russie. Mais que sont ces constructions nouvelles apparues dans les statistiques récentes ?

Près de l'usine de T. (Oural), on a construit des maisons ouvrières : la même année, elles étaient déjà vermoulues, la pluie traversait les toits, et il y fallait des réparations capitales (Pravda,

20 novembre 1926). À Zlatooust, les fonds destinés aux constructions nouvelles furent en grande partie dilapidés, les fonctionnaires coupables traduits en justice et les maisons sont dépourvues des dispositions les plus nécessaires (Pravda, 15 décembre 1926). Des maisons deviennent inhabitables au bout de quelques mois ; à E., Donetz, on en signale qui ont eu besoin de réparations capitales après deux années ; à G., au bout d'un an (Troud, 20 avril 1927). L'enquête de l'inspection ouvrière et paysanne, signalée plus haut, révèle : 90 % des nouvelles maisons sont des bâtisses en bois à un seul étage : 1 % seulement a plus de deux étages ; les ouvriers en ont construit eux-mêmes la majeure partie, sans plan, sans conseils techniques, sans contrôle (Troud, 7 juillet 1927). À Kharkov, on a construit des maisons par dizaines : mais un quartier neuf est en train de s'écrouler ; les murailles et les toitures sont crevassées, les planchers branlent, les portes et les fenêtres gondolent, l'eau s'infiltre ; le sol est mouvant, les matériaux pourris (Isvestia, 21 août 1927). L'usine de Nadejdine (Oural) a construit une vingtaine de maisonnettes : planchers pourris, poëles qui ne chauffent pas, murs lézardés (Pravda, avril 1928). L'usine Commune de Paris ayant construit une maison en 1927, on a constaté son délabrement en 1928 : murs, plafonds, planchers avaient besoin de réparations capitales (Pravda, 21 juillet 1928). La coopérative des ouvriers et employés de l'Electrobank construit sur pilotis une maison de trois étages qui s'effondre (Pravda, 20 juillet 1928). À Kiev, les nouvelles maisons sont bâties, par les coopératives d'habitation, contrairement à toutes les règles sanitaires ; on y oublie des choses essentielles ; à Vassilkov, elles sont sans eau, humides, inhabitables ; les poëles ne chauffent pas, tout est à refaire (Troud, 18 octobre 1928). Au VIII Congrès des syndicats, en décembre 1928, les dé-

légués ont dénoncé le gâchis qui règne dans le bâtiment ; construit sans plans, ni esquisses ; souvent, le quatrième étage est fait avant la ratification des devis (Troud, déjà cité). Non seulement les plans ne sont jamais prêts à la date fixée, mais les matériaux manquent, sont de mauvaise qualité, mal répartis, et tous les projets réservent des mécomptes (Pravda, 29 mars 1929). De Lougansk, le correspondant du Troud télégraphie le 25 juillet 1929 : on construit sans plans, sans devis ; les matériaux manquent, ils sont de mauvaise qualité ; des maisons à peine achevées ont déjà besoin de réparations capitales ; des constructions s'écroulent ; huit organisations à la fois se mêlent de la même affaire ; toutes les fautes de l'an dernier se répètent (Troud, 26 juillet 1929). Un dessin paru dans la Pravda du 16 mai 1928 représentait une maison due aux soins du Textilstroï : le toit est soulevé et les murs écartés de plusieurs mètres par un grand arbre qu'on a laissé pousser dans le milieu.

La population de l'U. R. S. S. augmente de trois millions et demi d'âmes par an, et sensiblement plus vite à la ville qu'à la campagne ; le développement de l'industrie et la misère paysanne accroissent rapidement la population citadine ; quantité de vieilles bâtisses deviennent hors d'usage : tout cela donne une idée des besoins immenses de l'U. R. S. S. pour se mettre, en matière de logement, au niveau d'un pays civilisé. On peut, et l'on doit, parler ici du sinistre héritage du passé ; mais on ne peut, et l'on ne doit pas nier l'état de choses réel si l'on veut faire un effort dans le sens du progrès. D'après Larine, personnage officiel, la population moscovite dans son ensemble, y compris les hautes sphères de fonctionnaires, le personnel gouvernemental, la bourgeoisie, les artisans, et autres privilégiés, dispose de 6 mètres carrés par habitant en moyenne, celle-ci réduite à 3 mètres carrés

pour les étudiants (Pravda, 24 juillet 1929). Cela signifie que le prolétariat n'a pas plus de ces trois mètres carrés de moyenne, plutôt moins, et l'on verra plus loin si les étudiants les ont réellement. La très grande majorité n'accède pas même à cette moyenne. C'est pourquoi, dans le langage courant, on dit en Russie que chacun dispose à peu près des « dimensions d'un cercueil ».

Est-ce à dire qu'il n'y ait pas en Russie d'ouvriers décemment logés, de maisons pourvues des commodités élémentaires, voire même quelques immeubles modernes, sinon modèles ? Certainement, il y en a, bien que fort peu, et c'est précisément ceux que l'on montre aux touristes faisant figure de « délégués » ou d'amis de l'U. R. S. S. Mais cela prouve simplement qu'il se constitue au pays soviétique une catégorie de travailleurs privilégiés, comme dans les pays capitalistes. En Allemagne, en Autriche, dans les États Scandinaves, en Hollande, en Suisse, voire même en Grande-Bretagne et dans les pays latins plus arriérés, pour ne parler que de l'Europe, il existe des maisons ouvrières saines et confortables : mais cela n'empêche pas les communistes de dénoncer, avec raison, les taudis et de prendre la défense des classes laborieuses les plus déshéritées. L'important n'est pas de savoir comment des ouvriers favorisés profitent d'une maison rare, mais de connaître la vie quotidienne des masses : le lecteur commence maintenant à se faire une idée de la condition d'un prolétaire en Russie et comprendra mieux à quoi correspond le salaire auquel nous allons en venir.

Mais après le tableau du logement, il faut voir les conditions du travail. Nous avons dû retrancher des descriptions citées ou résumées bien des détails répugnants, répétés inévitablement

partout, pour abréger : on devine sans difficulté ce qui peut se passer dans ces bouges où l'on mange, boit, s'enivre, fume, crache, crie, dort, ronfle, se gêne les uns les autres, se dispute, parfois se bat, où l'enfant pleure, où les hommes jouent aux cartes avec bruit, où divague l'ivrogne, où délire le malade. (Des ravages de l'alcoolisme, de la corruption des mœurs, il sera question plus loin.) Nous évoquerons de même aussi brièvement que possible les faits caractérisant les problèmes d'assistance, la protection du travail, le secours médical, les assurances sociales et divers autres aspects de la vie ouvrière.

Et d'abord, il importe qu'on sache la différence entre les lois, les décrets, destinés à fixer sur le papier d'excellents principes, et leur traduction dans la réalité. Il y a en U. R. S. S. des millions de bonnes résolutions et décisions non-appliquées et dont on ne tiendra peut-être jamais compte. Il faut se référer aux faits, non à des textes vains. Certes, les difficultés à vaincre sont grandes pour passer de la théorie à la pratique, et la critique est facile. Mais c'est autant de raisons de plus pour ne pas décrire l'existence des travailleurs russes d'après des grimoires bureaucratiques, n'ayant rien de commun avec la vie. Prenons un petit fait entre cent mille, à titre d'illustration : l'ouvrier a droit, en principe, à une réduction de tarif dans les services sanitaires, notamment en matière de prothèse dentaire où les prix sont prohibitifs ; un ouvrier auquel manquent 11 dents se présente au Moszdravotdiel (service sanitaire de Moscou) pour obtenir un appareil à tarif réduit ; on lui oppose un refus parce qu'il faut être privé de 12 dents au moins pour bénéficier de la réduction ; dois-je sacrifier une dent saine pour pouvoir remplacer les 12 ? se demande l'ouvrier (Pravda, 30 juillet 1925). Nous citons un incident d'apparence anecdotique, mais assez frappant, pour mon-

trer à quels obstacles se heurte journellement le prolétaire qui a des velléités d'invoquer ses droits.

« La situation dans les centres ouvriers du Donetz, pour l'assistance médicale, est extrêmement pénible. À G., pour 18.000 ouvriers, il n'y a pas de polyclinique. Dans certaines mines, à une dizaine de kilomètres d'une ville, un médecin de passage vient deux fois par semaine. À G. même, le médecin examine jusqu'à 100 malades dans une journée. Il a toutes les spécialités à la fois : de la gynécologie et de la chirurgie aux maladies vénériennes et aux affections des yeux. Dans la chambre aux consultations, il n'y a même pas un lavabo et le médecin, après avoir manipulé un vénérien fourre sa main non lavée dans les yeux ou la bouche d'un autre malade (Pravda, 4 février 1926). De tels faits sont courants et il suffit d'en apprendre un pour les connaître tous. Une enquête sur les mines de ce bassin révèle ce qui suit, extrêmement résumé : 11 % seulement des mines occupant plus de 1.000 ouvriers ont des paquets de pansement ; il y a un lit là où le règlement en prescrit 38 pour les malades ; en maints endroits, pas même de civières ; pas une mine n'a les bouteilles d'eau potable obligatoires ; souvent, pas même de gobelets ; 20 % n'ont pas de bains, celles qui en ont les laissent dans un état lamentable ; ni chauffage, ni serviettes, ni savon ; on travaille dans des flaques d'eau, où l'on puise parfois pour boire ; pas de cabinets d'aisances, excréments partout, aucune hygiène, maladies multiples (Troud, 2 avril 1926). Les accidents de travail se multiplient. Leur coefficient pour 100.000 journées s'est élevé en un an de 21 à 33 % dans l'ensemble de l'industrie, de 39 à 47 % dans la métallurgie, de 10 à 14 dans le textile, par suite de la mauvaise organisation (Troud, 8 avril 1926). Le nombre des accidents a augmenté de 50 % sur l'année précédente, écrit-on de Kharkov (Troud,

13 avril 1926). Dans le Donetz, d'octobre à février, 10.763 accidents dont 61 mortels ; l'année d'avant, 17.000 accidents dans les mines, 23.546 dans tout le bassin (Le Communiste, de Kharkov, 14 avril 1926). À Stalino, 4.500 Tatares et 350 Chinois doivent faire les travaux les plus dangereux et sont moins payés, plus mal traités que les Russes à tous égards (Troud, 28 avril 1926). En Géorgie, les ouvriers du bois travaillent 12 heures par jour dans des marécages et n'ont aucun service sanitaire ; ceux qui construisent le pont sur l'Ingour « sont complètement privés de droits », humiliés par l'ingénieur, ignorent même leurs conditions de travail (Zaria Vostoka de Tiflis, n 1.133 et 1.162, mars et avril 1926). À l'usine de chrome de l'Oural, les ouvriers travaillent dans la poussière de minerai, de chaux et de soude ; les muqueuses des yeux, des voies respiratoires sont attaquées ; hémorragies nasales, bronchites et tuberculose déciment le personnel ; les masques sont insuffisants (Troud, 10 octobre 1926). « Le nombre des accidents augmente dans les entreprises. Sur 1.000 ouvriers, 102 accidents par an, la plupart du temps chez les bûcherons, les métallurgistes, les mineurs » (Rabotchaïa Gazeta, 3 octobre 1926). Dans une scierie du Caucase septentrional : les ouvriers peinent parfois 12 heures par jour, ignorent leur salaire exact, reçoivent pour les heures supplémentaires et le travail des dimanches et fêtes le même gain qu'au tarif ordinaire, doivent prendre sur leur temps de repos pour nettoyer les machines, balayer les ateliers, sans rétribution ; les chauffeurs doivent venir une heure et demi à l'avance pour allumer les chaudières, sans être payés pour cela ; pas de lavabos ; pas de secours médicaux, ni de pharmacie (Troud, 16 novembre 1926). 150 ouvriers embauchés dans la province de Tambov, par l'Ouralstroï, sur la promesse d'une avance, d'un bon salaire et d'un bon logement, sont

abandonnés à eux-mêmes et meurent de faim (Troud, 24 novembre 1926). Un ouvrier blessé à la main, inapte au travail, chargé d'une famille de 5 bouches, sans moyens d'existence, s'épuise en vaines démarches depuis six mois pour obtenir ses malheureux 10 roubles d'allocation mensuelle (Rabotchaïa Gazeta, 10 juin 1926). Dans le rayon de Krivoï-Rog, un ouvrier attend son tour depuis deux mois pour qu'on lui ampute un membre écrasé (Pravda, 9 juin 1926).

Le compte rendu de la séance plénière du Conseil central des syndicats relate : « Les ouvriers malade » attendent 10 jours le médecin ; les médecins manquent, et il n'y a pas d'hôpitaux ». « Nous estimons, dit Tomsky, que les organes de protection, de la santé n'assument pas leur tâche, qu'ils se bornent à de belles phrases générales, à des déclarations, et ne soignent pas les ouvriers ». « Le camarade K. communique une série de faits et de chiffres témoignant de la croissance colossale des accidents. Cela est confirmé par les délégués locaux qui ont pris la parole… Le régime des économies s'est répercuté dans les mesures prises pour améliorer la protection du travail ». « Les administrateurs des usines du trust métallurgique ont obligé les ouvriers à signer l'engagement de ne rien réclamer en cas d'accident ». « Le Commissariat du Travail ne fait rien » (phrase plusieurs fois répétée). « La situation sanitaire-technique des entreprises continue d'être pénible, et parfois dangereuse pour la santé et pour la vie des ouvriers ». « La situation actuelle de l'assurance sociale est très difficile. Cela provoque dans certaines régions la suspension des secours et pensions », etc., (Rabotchaïa Gazeta, 9,10, 13 juin 1926). « Étant données les dettes colossales des organes économiques de l'Ukraine envers les caisses d'assurances, des interruptions

dans la délivrance des secours ont commencé dans certains districts d'Ukraine » (Pravda, 23 septembre 1926).

Passons à l'année du X anniversaire de la Révolution. Le Troud (27 mars 1927) signale une fois de plus le nombre croissant des accidents, notamment au Donetz et dans le Kouznetz. La Pravda (13 avril 1927) établit que ce nombre a augmenté de 60 % en un an dans la région de Moscou. La Vetchernaïa Moscva évalue à 45.000 la quantité d'accidents dans la province de Moscou pour 1926 ; un ouvrier sur dix a été blessé, 3.500 sont frappés d'invalidité (29 avril 1927). Dans les forêts de l'Oural, les ouvriers sont aussi maltraités que sous l'ancien régime, sous tous les rapports ; de même, les bûcherons de la région de la Mer Blanche (Troud, 31 mai et 2 juin). Dans le textile, les accidents ont doublé en nombre comparativement à l'avant-guerre ; la moitié ne sont pas signalés à l'inspection du travail (Troud, 2 juin). Dans la province de Vladimir : sept fabriques occupant 36.000 ouvriers n'ont ni lavabos, ni savon ; partout une saleté repoussante ; le nombre des accidents augmente dans toutes les entreprises ; telle usine n'a pas de ventilation ; les ouvriers boivent une eau non-filtrée et la typhoïde sévit (Troud, 16 juin). Le comité central des ouvriers métallurgistes signale l'augmentation considérable des accidents et des maladies professionnelles due à l'usure du matériel et aux heures supplémentaires (Troud, 7 juillet). Dans les mines d'Arménie et de Géorgie, les secours médicaux sont dérisoires ; on trouve un hôpital de 20 lits pour 8.000 ouvriers (Troud, 8 juillet). Dans telle verrerie, les ouvriers subissent à la fois de hautes températures et les courants d'air, boivent de l'eau contaminée ; les ambulances regorgent de malades. Et dans telles tourbières, où l'on travaille dans l'eau jusqu'au genou, où les baraques d'habitation sont insalubres, il n'y a ni secours médical, ni

bains, ni assez d'eau potable (Troud, 18 août). Une fois de plus, le même journal signale la multiplication des accidents dans le centre moscovite : 35.000 dans le premier semestre de l'année (Troud, 26 août).

L'année suivante, la situation continue d'empirer et les milieux dirigeants finissent par s'en émouvoir, réunissent des conférences et ordonnent des campagnes actives. La Pravda du 29 janvier 1928 dénonce le laisser-aller des directions économiques, la faiblesse de l'Inspection du Travail et invite le Parti communiste et les syndicats à intervenir avec vigueur. Une conférence spéciale, en février, met en lumière les multiples causes des accidents et les effets de la rationalisation soviétique : outillage usé, règlements non observés, manque d'air et de lumière, saleté, encombrement, désordre, inutilisation des crédits votés, inexpérience du personnel, instabilité de la main-d'œuvre, excès de travail, etc. (Troud, 7 février et suiv.). La surexploitation intensive épuise certains ouvriers : à Stalino, des adolescents déchargent jusqu'à 6.000 pouds par jour (un poud : 16 kilos) au lieu de 500, exemple à peine croyable (Pravda des Jeunesses, 5 janvier 1928). L'Inspection falsifie souvent les statistiques pour faire croire à une amélioration : ainsi à Lougansk, une révision a permis de constater que les accidents étaient cinq ou six fois plus nombreux que d'après les chiffres officiels (Troud, 4 août). Dans une usine d'électricité, 28 ouvriers sur 125 de l'atelier d'estampage ont été mutilés aux mains en cinq mois ; il n'y a pas d'appareils de protection ; le service compétent reste indifférent (Pravda de Léninegrad, 1 août). À Artemovsk, les absences pour cause de maladie ont augmenté de 18 % d'une année à l'autre ; elles atteignent 27 % du personnel de l'usine métallurgique de Constantinov ; dans certaines entreprises, elles ont dépassé de plus de 50 % les

chiffres de l'année précédente ; les services d'hygiène manquent de médicaments, de ressources (Troud, 3 août). Le Commissariat du Travail est dans un état scandaleux d'incurie, l'inspection surtout est incompétente et pour une grande part responsable des désordres, des abus (Pravda et Troud, 5 août). Le percement du canal de Dargom s'effectue au mépris des plus élémentaires mesures de sécurité ; les accidents par la dynamite, les wagonnets, etc., sont multiples (Troud, 10 août). À Ivanovo-Vosnessensk, 26 accidents sur 1.000 ouvriers au lieu de 18 l'an précédent, dans le deuxième trimestre (Troud, 29 août). Dans l'Oural, des milliers d'ouvriers sont mutilés du travail ; les entreprises et trusts n'exécutent pas les travaux de protection prévus ; les accidents ont suivi la progression suivante en trois exercices : 14.430, 26.958, 37.947 ; la technique de la sécurité est partout négligée ; les fonds et les crédits assignés ne sont que partiellement utilisés (Troud, 30 octobre). À Kiev, doublement des accidents d'un semestre à l'autre, de 849 à 1.645 ; le matériel est trop vieux ; les règlements de sécurité ne sont pas respectés (Troud, 3 novembre). À Astrakhan, fabriques de poisson, les travailleurs sont malmenés par le personnel médical (Pravda, 4 novembre). « Les accidents augmentent au lieu de diminuer », dit Tomsky au 8 Congrès syndical (décembre 1928).

Voilà ce que les faux « amis de l'U. R. S. S. » n'ont pas voulu voir, ou dire. Et les journaux soviétiques sont pleins de données de cette sorte. Et il s'agit de faits toujours actuels. Dans la presse de 1929, il ne manque pas d'informations sur la façon dont le prolétariat est traité au pays de la « dictature du prolétariat ». Aux mines d'or de Sibérie, on recrute des ouvriers sans leur assurer la fourniture de pain, de vivres, de logements, d'instruments de travail ; les travailleurs en détresse s'enfuient, mais la milice

leur enlève leurs bottes, par un froid de 40°, pour les empêcher de s'en aller (Troud, 26 février 1929). Il est difficile à des prolétaires des pays capitalistes de croire que de telles choses soient possibles, sans même parler de l'enseigne socialiste de l'État qui connaît de telles horreurs. À Kiev, des ouvriers qualifiés recrutés à Nijni pour la construction de bateaux sur la promesse fallacieuse de hauts salaires sont rebutés par les conditions réelles de l'embauche ou purement et simplement refusés, et doivent vendre leurs effets pour ne pas mourir de faim ; ils campent misérablement à la gare et n'obtiennent aucun secours (Troud, 21 mars 1929). « On assiste à une certaine stabilisation du traumatisme », dit sans ironie la Pravda, qui souligne en même temps le grand nombre des accidents : jusqu'à 300 ‰ ouvriers et par an dans l'industrie lourde, 175 ‰ dans l'ensemble ; et le journal reproche au Commissariat du Travail et aux syndicats de n'avoir pas su éveiller l'initiative des masses (24 mars 1929). Il en sera question plus loin, de l'initiative des masses. Voici les résultats d'une enquête toute récente dans le Donetz : « La technique de sécurité reste insatisfaisante… ; beaucoup de mines ont des soutiens insuffisants, beaucoup n'en ont pas du tout… ; la lampisterie est lamentable, ce qui se fait sentir avec acuité (sic) dans les mines dangereuses, à grisou… La surveillance technique et sanitaire est extraordinairement faible » (Isvestia, 12 juillet 1929). Le correspondant de ce journal accompagnant la commission d'enquête signale des tentatives de montrer des « villages à la Potemkine », c'est-à-dire de camoufler la réalité (Isvestia, même n).

Telles sont les conditions de vie de la masse laborieuse, au logis et au travail. Il faut les connaître pour comprendre tout le reste. « Notre législation du travail est actuellement si compliquée, si vaste et si incompréhensible qu'un ouvrier ou un em-

ployé du rang ne peut s'y reconnaître » ; une disposition légale peut figurer dans six catégories de décisions sans qu'on sache à laquelle se référer (Troud, 30 août 1929). Dans le labyrinthe de ces procédures bureaucratiques, le prolétaire est perdu d'avance. Il a, sur le papier, tellement de droits qu'il lui est pratiquement impossible d'en faire valoir aucun.

Volume 3 · 03

Le salaire et la durée de la journée de travail sont des éléments d'appréciation du niveau de vie ouvrier peu faciles à tirer au clair en Russie soviétique. Il suffit évidemment de savoir comment le prolétaire est logé, vêtu et nourri pour avoir une idée approximative de la valeur de son salaire. Celui qui « dispose » pour tout logis, dans une baraque ou une caserne, d'un emplacement « de la dimension d'un cercueil » et dans l'ambiance plus haut décrite — rappelant de terribles pages de Dostoïevsky — est vêtu et nourri à la même enseigne. Il n'a, le plus souvent, que les hardes qu'il porte, parfois un petit baluchon, rarement un coffre ou une malle. Si l'on s'avisait de lui dire que dans les pays capitalistes, la majorité des ouvriers ont un petit logement pour eux et leur famille, avec quelques meubles, un lit et des draps, une table et des chaises, parfois une armoire, souvent une bicyclette, sans même parler des intérieurs d'une partie favorisée de la classe ouvrière en divers pays, il ne le croirait pas. Les journaux et les orateurs officiels, (il n'y en a point d'autres), lui assurent que ses frères de l'étranger sont dans une situation pire que la sienne et, à la longue, cette opinion ayant seule droit de cité finit par s'imposer. Le prolétaire russe est un prolétaire dans l'acception la plus im-

placable du terme. Il n'a vraiment que ses bras, — quand l'organisation soviétique actuelle du travail n'en a pas fait un mutilé.

Il est notoire que le salaire de l'ouvrier, dans la Russie d'avant-guerre, était un salaire de misère. L'affirmation selon laquelle le salaire moyen présent atteint ou même dépasse un peu celui d'avant-guerre n'est donc pas à elle seule une bonne note pour le nouveau régime. Mais cette affirmation même est souvent trompeuse. Elle peut impliquer aussi diverses tromperies.

Pendant un certain temps, l'optimisme de commande s'est exercé — sur le dos des travailleurs — à la faveur d'une équivoque sur la valeur du rouble. Le rouble d'avant-guerre correspond à plus de deux fois le rouble-papier d'aujourd'hui ; le rouble-or vaut moins que le rouble d'avant-guerre car la valeur de l'or a baissé partout ; quant au rouble-marchandises, c'est une unité conventionnelle établie d'après l'index des prix de détail, lequel index varie selon le marché et peut être fort arbitrairement calculé. On devine aisément quel parti des menteurs professionnels ont pu tirer de cette complication, pour leur propagande. Mais il a bien fallu, pour les besoins des plans économiques de l'État, avoir un point de comparaison stable. C'est le rouble-marchandises qui, depuis quelques années, en tient lieu, dans les documents sérieux.

Passons sur les pourcentages d'augmentation fantastiques par rapport aux années de guerre civile et de communisme militaire où le salaire n'existait pour ainsi dire pas, remplacé par une aléatoire ration en nature. Le niveau d'avant-guerre offre un point de comparaison plus valable, mais comme critère de pauvreté. Encore faut-il savoir ce qu'implique l'expression courante : « salaire

moyen » et, pour peu qu'on se donne la peine de l'élucider, on découvre assez vite l'imposture qu'elle recèle.

Àla « Conférence économique internationale » de Genève (mai 1927) le délégué soviétique Ossinsky, directeur par surcroît du Service de statistique de l'U. R. S. S., interrogé sur la durée moyenne de la journée de travail en Russie répondit avec aplomb : « sept heures 57 » ; mais on ne le tint pas quitte sur cette assertion en l'air. Comment ce chiffre était-il obtenu ? Le statisticien en chef se montra incapable de répondre. Il lui fallut télégraphier à Moscou pour s'enquérir et l'on apprit ainsi au bout de quelques jours — car personne n'en savait davantage à Moscou même et des recherches s'imposaient — que la moyenne était trouvée en englobant les chômeurs partiels dans le total général. Autrement dit, en faisant entrer en compte les journées de travail trop longues et les trop courtes, les heures supplémentaires et les heures en moins, en additionnant deux maux, et en divisant par le nombre de travailleurs, on obtenait une « moyenne » normale... Mais une moyenne ne correspondant à aucune réalité. Travail excessif des uns, travail insuffisant des autres, ces deux expressions intolérables de l'inégalité sociale concouraient à une soi-disant « moyenne » harmonieuse Deux cruelles vérités disparaissaient dans un mensonge moyen. C'est comme si, dans une statistique sanitaire, on obtenait des individus normaux en additionnant des apoplectiques et des anémiques et en calculant la « moyenne ». Voilà un remarquable exemple de statistique soviétique, bien propre à inspirer confiance dans la science économique du néo-bolchévisme. Or, il en est du fameux « salaire moyen » comme de cette journée de travail moyenne : on l'obtient en divisant la totalité des salaires payés par le nombre des salariés, c'est-à-dire en créant sur le papier une fiction de salaire

à la fois loin du salaire relativement excessif des uns et du salaire insuffisant des autres, donc ne donnant pas une idée exacte du salaire de la masse. (Du moins, c'est ce que nous avons reçu à Moscou comme renseignements des meilleures sources, en nous enquérant du « salaire moyen »). Ici encore, deux expressions inadmissibles — du point de vue socialiste ou communiste — d'inégalité sociale deviennent les éléments d'une « moyenne » qui n'a même pas l'excuse d'être présentable, puisque correspondant à peu près au niveau misérable de l'époque tsarienne. L'excès d'inégalité en matière de salaires est en effet une des anomalies les plus frappantes de la vie ouvrière en U. R. S. S. : dans la même usine, on peut constater des salaires de travailleurs qualifiés cinq ou six fois plus élevés que ceux des manœuvres. Cette criante injustice se résorbe dans l'astucieux calcul du « salaire moyen ». Nous n'avons pas pu savoir, malgré de patientes recherches et simplement parce que les dirigeants communistes et autres personnages des « sommets » consultés n'en savaient rien eux-mêmes, si les honoraires et appointements élevés des directeurs, administrateurs, ingénieurs, techniciens de haute spécialisation entraient dans la masse des salaires servant à établir la moyenne, par conséquent contribuaient à enfler l'abstraction du salaire moyen, à atténuer sur le papier une disproportion abusive entre les privilèges de certaines catégories sociales et la condition misérable de la grande majorité. Mais en serait-il ainsi qu'on ne devrait pas s'étonner.

Quoi qu'il en soit, il faut se garder de confondre le salaire moyen couramment évoqué avec le salaire d'un ouvrier moyen ou avec le salaire de la masse. Et ici se présente une autre complication : la moyenne de divers salaires moyens, ceux-ci établis avec la désinvolture que l'on sait, obtenue à son tour par l'addition de

pourcentages distincts et la division du total par leur nombre. Véritable superposition de tromperies où les trompeurs eux-mêmes finissent par ne plus s'y retrouver. On en pourra juger : en 1926 déjà, la prétendue moyenne d'avant-guerre était « en général » atteinte ou dépassée mais d'après les déclarations de représentants officiels des syndicats, le salaire moyen représentait seulement, par rapport au niveau d'avant-guerre, 89 % dans l'ensemble de l'industrie, 75 % dans la métallurgie, 65 % dans l'ensemble des mines, 61 % dans les mines de houille, 63 % dans les mines de sel, 64 % dans les mines métalliques, 76 % dans celles du naphte, 67 % dans les chemins de fer ; dans le textile, 80 % du salaire industriel moyen, c'est-à-dire du 89 % ; dans les transports par eau et les Postes, encore moins mais l'indication est donnée en roubles au lieu de pourcentages (Troud, 21 juillet 1926). Comment toutes ces moyennes concernant l'ensemble de l'industrie et la masse du prolétariat, métallurgie, mines, transports, textile (et l'on y pouvait ajouter le bâtiment, au niveau encore moindre), si sensiblement inférieures au salaire d'autrefois, l'atteignaient et le dépassaient-elles dans la statistique d'ensemble ? Simplement par l'incorporation aux totaux des chiffres ayant trait à quelques catégories peu nombreuses de privilégiés. Mais la condition matérielle de la grande majorité n'en restait pas moins fort au-dessous du salaire de misère d'avant-guerre.

Il serait impossible d'utiliser les données dites générales sans avoir de tels renseignements partiels. On y trouve encore des signes remarquables de l'inégalité excessive déjà notée : les 65 % du salaire d'avant-guerre constatés pour les mines se traduisaient par des salaires de 49 à 31 roubles selon les régions ; or, certaines catégories de postiers touchaient alors de 14 à 18 roubles mensuels cependant que le salaire moyen dans les Postes aurait été

de 55 roubles ; et dans les chemins de fer, un serrurier de la traction recevait 73 roubles et un serrurier de la voie 43 roubles. Tous ces chiffres sont relevés dans le même article du Troud. Dans leur absence de méthode, ils sont plus expressifs que les tableaux statistiques complets dont on ne peut tirer aucune donnée réelle. Ils percent le sophisme du salaire moyen tout en éclairant la comparaison courante avec l'avant-guerre. Bien que relatifs à l'année précédant le X anniversaire de la République soviétique, ils aident à s'y reconnaître dans les chiffres les plus récents.

« Non, camarades, le niveau d'avant-guerre n'est pas pour nous un but. Nos ouvriers n'ont pas fait la révolution pour recevoir autant qu'avant la guerre : leurs besoins sont plus grands et ils ont fait la révolution pour élargir leurs moyens d'existence, élever leurs enfants, satisfaire leurs désirs culturels. » Ainsi s'exprimait en 1924 un des trois principaux dirigeants, L. B. Kamenev (Pravda, 8 décembre). Dans la douzième année de la révolution, neuvième année de paix intérieure et extérieure, il est intéressant d'étudier la situation à la lumière de telles paroles. Même les indices officiels sont démonstratifs, pourvu qu'on sache les lire. Mais avant d'y venir, quelques précautions supplémentaires sont encore nécessaires.

Le salaire moyen, avec tout ce qu'il implique d'inexact déjà signalé, est calculé d'après des signes mobiles et compte tenu de divers éléments considérés comme salaire en nature : index des prix, taux des loyers, services collectifs, assurances sociales. Il faut donc discerner le salaire réel dans le salaire nominal. Celui-là peut baisser alors que celui-ci monte : or, c'est le salaire réel qui importe. Et il diminue, en fait, quand l'index des prix ne correspond pas aux prix véritables ; l'index est basé sur les prix

théoriques auxquels les marchandises devraient être vendues dans les coopératives, mais celles-ci vendent tantôt plus cher, tantôt une qualité inférieure, et souvent manquent de certains produits que le consommateur doit acheter au commerce privé en payant deux, trois ou quatre fois le tarif officiel ; autant de baisses, et très sensibles, du salaire réel. Et il diminue encore quand les loyers subissent une hausse générale, ce qui s'est produit quatre fois en trois ans et doit se répéter inévitablement plusieurs fois encore, vu le délabrement des immeubles par suite de l'insuffisance du fonds d'entretien. Nous avons dit quelques mots du secours médical, forme de salaire en nature, et en dirons quelques autres des maisons de repos.

Le travail aux pièces est en vigueur dans une très grande partie de l'industrie. En 1926 déjà, on comptait, payés aux pièces : 68 % des ouvriers dans la métallurgie, 64 % dans les produits chimiques, 63 % dans les mines, etc. (Economitcheskoié Obozrenié, juillet 1926,) et cette proportion n'a cessé de croître depuis. Cette immense quantité de travailleurs ne peut espérer approcher du salaire moyen qu'au prix d'une intensité de travail allant jusqu'à l'épuisement des forces. Dans les cas où le salaire est calculé sur un salaire de base multiplié par un coefficient variant selon les catégories, et celles-ci sont au nombre de 17 représentant les divers degrés de qualification, le salaire moyen nominal peut rester immuable ou s'élever alors que le salaire réel baisse du fait que le coefficient change. Dans les cas où les ouvriers sont astreints à des normes de production, l'augmentation des normes diminue le salaire effectif et rien ne se reflète dans le salaire moyen théorique. Les contrats collectifs, imposés aux ouvriers sans qu'ils puissent avoir effectivement voix au chapitre, réduisent souvent le salaire réel en dépit de toutes les moyennes de

façade, et les violations de leurs clauses ne se comptent plus. D'autres réductions s'opèrent sous forme de suppression des billets de tramways, retenues pour divers services collectifs ou fonds communs dévorés ou dilapidés dans des bureaux, etc., toujours sans que le salaire moyen paraisse en souffrir. N'oublions pas les abonnements obligatoires aux journaux dont l'abonné malgré lui ne veut pas ; « malgré la résolution du III Congrès des Soviets, le comité exécutif de la province de Kharkov oblige à s'abonner aux Visti sous peine d'amende » ; celle-ci de 300 roubles ; et c'est un journal en ukrainien, que les Russes ne peuvent même pas lire (Pravda, 19 juin 1925). Cela montre quel cas est fait des prétendues résolutions des soi-disant Congrès. Une décision du Comité exécutif de Kiev sur la « limitation (sic) de l'abonnement obligatoire aux journaux » libère les « personnes privées » de l'obligation et lève les amendes (Pravda, 11 août 1925). Mais il y a loin de la décision à l'application. L'abus dure, disparaît pour renaître, subsiste là où manque le contrôle, surgit sous de nouvelles formes. Dans bien des villes, c'est l'achat de « portraits des chefs » (sic) qui est imposé, parfois d'un drapeau rouge même si l'on en est déjà pourvu. Les soustractions hypocrites opérées sur le salaire sont multiples et prennent les aspects les plus inattendus.

Ce n'est pas tout. Il faut encore défalquer du vrai salaire, ainsi réduit à sa triste réalité, les cotisations, souscriptions, sacrifices matériels périodiques ou occasionnels imposés aux travailleurs contre leur gré, et représentant une part sensible du maigre gain. En principe, et par définition même, l'adhésion aux organisations et associations dites volontaires est libre. En fait, les salariés sont enregistrés en masse sans être consultés ou à la suite de simulacres de consultation où ils ne participent pas, dans des condi-

tions exposées plus loin au chapitre de la dictature du prolétariat ne permettant à personne d'aller contre une décision prise « en haut ». Ce système d'enrôlement volontaire obligatoire équivaut à des impositions ou taxes déguisées, dont le montant est assez élevé par rapport au misérable salaire réel. L'auteur de ce livre, travaillant dans une institution soviétique, à Moscou, s'est trouvé membre de huit organisations ou sociétés sans avoir jamais donné son adhésion à aucune, et pour cause car le « citoyen » soviétique n'a aucune possibilité de faire entendre un avis ; il était malgré lui dans le pseudo-syndicat professionnel, le Mopr (Société internationale d'aide aux révolutionnaires, dite en Occident « Secours rouge »), les associations « d'amis » des enfants, de l'aviation, de la chimie, la société « À bas l'analphabétisme », et deux autres oubliées, sans doute disparues ; les cotisations étaient subtilisées à la caisse lors de la paie, sans qu'il soit possible de résister, en même temps que diverses retenues occasionnelles (aide aux enfants abandonnés, aux inondés de Léninegrad, etc.) comme il s'en trouve constamment, ou permanentes (fonds culturel, entr'aides diverses). À quel point d'arbitraire ce système peut atteindre, on en aura une idée en constatant que le nombre de syndiqués révélé par la statistique est maintenant supérieur au nombre de syndicables… Les abus dans ce domaine ont été si criants et intolérables que le pouvoir central a dû intervenir plusieurs fois pour réfréner les excès de zèle, et l'on a pu lire dans la presse officielle des instructions fixant une limite aux souscriptions volontaires, singulière confirmation de la liberté des souscripteurs. La Pravda du 2 août 1925 publiait une délibération du Conseil des Commissaires du Peuple interdisant de faire pression sur les salariés par les instances administratives supérieures, les assemblées dites générales, les coopératives de logement. Dans la

Pravda du 31 juillet 1926, on apprend que « la directive (sic) de cesser (sic) les adhésions en masse (sic) et mécaniques (sic) aux associations volontaires (sic), de réduire le personnel appointé, etc., n'est pas exécutée. » De telles directives, en faveur des travailleurs dépouillés, ne sont jamais exécutées volontiers car elles vont contre les intérêts de ceux qui profitent des dépouilles et les victimes n'ont que le droit de se taire. Quand l'abus des spoliations s'atténue, et il y faut des années, les spoliations principales subsistent néanmoins et, on doit y insister, l'abus renaît sous une autre forme, avec plus d'ampleur et de force, de par la responsabilité des fabricants de « directives ».

En effet, les instructions en question n'ont pour but que de calmer un peu l'exaspération des travailleurs en évitant de les exciter à propos de copeks pour mieux leur soutirer d'un seul coup un nombre respectable de roubles. On a d'abord mis en honneur la pratique des défis publics, d'une entreprise à l'autre, à qui souscrirait le plus vite tantôt pour l'escadrille destinée à « répondre à Chamberlain », tantôt pour les tanks chargés de converser avec Tchang-Kaï-Chek ; bien entendu, les prolétaires de l'une ni de l'autre entreprises ne sont pour rien dans l'histoire, tout étant décidé par les secrétaires ou bureaux des cellules communistes sur un ordre « d'en haut », mais ce sont eux qui paient. Cela n'est encore rien, pourtant, à côté du coup des emprunts, soi-disant volontaires eux aussi, mais en réalité emprunts forcés auxquels les ouvriers ne peuvent éviter de contribuer pour le montant d'un mois de salaire environ, parfois plus. Le troisième de ces emprunts vient d'être ainsi réalisé (1929). Voit-on le prolétaire russe moyen, avec son salaire très au-dessous de la piètre moyenne et sa niche « de la dimension d'un cercueil » souscrire de son initiative ou de plein gré le gain d'un mois de travail à

l'emprunt ? Quant au procédé employé pour lui extorquer cette somme, il relève du chapitre sur la dictature du prolétariat (voir plus loin). Ici, nous avons à constater, une fois de plus, une nouvelle entaille au salaire réel.

Àtoutes ces observations, il faut ajouter les retards dans le paiement des salaires, phénomène présentement de fréquence et d'importance très réduites après avoir longtemps sévi sur la grande majorité des travailleurs. Jusqu'à ces dernières années, on a pu voir des retards de plusieurs semaines, de plusieurs mois dans la paie, pendant lesquels le pouvoir d'achat du salaire baissait, les travailleurs s'endettaient chez des commerçants qui doublaient ou triplaient leurs prix, etc. Le mal subsiste encore pour certaines catégories de salariés. Et même quand un mal est en voie d'atténuation, ses conséquences pèsent longuement sur les victimes s'il a été profond et durable, comme dans ce cas. Dans le rayon de N., les retards sont de deux à quatre mois ; on vient de payer les ouvriers pour octobre, les employés pour septembre (Pravda, 7 février 1925). Les instituteurs de la province d'Ekatérinoslav ont à récupérer un dû remontant à 1923 et 1924 (Pravda, 20 mai 1925). Le Comité central du syndicat de l'enseignement se plaint de la croissance des retards en question (Pravda, 17 février 1926). « Dans presque toutes les provinces de l'Union, il y a des dettes en salaires dans les institutions dépendant des budgets locaux » (Pravda, 25 mars 1926). « Les salaires ne sont jamais payés à date normale » dans la plupart des entreprises ; il y a des retards de trois à cinq mois ; parfois, des ouvriers n'ont pas reçu leurs salaires de 1924 (Troud, 23 mars 1926). Dans une verrerie de la province de Vladimir, retards de une à deux semaines ; retards de quelques jours dans telle usine de Toula, dans telle fabrique de Moscou (Rabotchaïa Gazeta, 9 juin 1926). Dans une

verrerie, province de Tcherepovetz, retards de deux à trois mois ; d'une autre, du Donetz, on se plaint que les ouvriers, de ce fait, doivent acheter à crédit et payer le double (Rabotchaïa Gazeta, 12 juin 1926). Le même numéro de ce journal cite encore trois autres cas. Dans la région de Viatka, on a payé fin mai incomplètement les salaires de mars ; à la sucrerie de T. (province de Toula), on paye en retard, et en bons sur des coopératives où les marchandises manquent (Rabotchaïa Gazeta, 17 juin 1926). Encore cinq à sept jours de retard, dans toute la métallurgie (Rab. Gaz., 20 juin 1926). Des ouvriers, à Moscou, pour ne pas mourir de faim dans l'attente des salaires en retard, achètent à crédit en payant le triple (Rab. Gaz., 23 juin 1926). Plusieurs cas du même ordre sont notés dans le même journal (24, 25 juin 1926). Le Conseil économique supérieur signale « le non versement des salaires en temps voulu dans toute une série de trusts ; la dette accumulée commence à être reportée de mois en mois » (journaux du 21 juillet 1926). Les représentants syndicaux constatent « de nombreux cas » de retards, « engendrant un mécontentement profond des larges masses ouvrières » (Pravda, 29 juillet 1926). Malgré la rigueur des instructions, dit le Conseil central des syndicats, les retards ne diminuent pas, ils se multiplient (Pravda, 18 août 1926). Dans l'Oural, les principales usines ont des retards de douze jours, mais les petites entreprises en connaissent de deux mois, et l'on en constate de six mois dans la province de Perm (Troud, 1 août 1926) L'industrie seule doit 4 millions de roubles aux ouvriers (Troud, 1 septembre 1926). Dans seize provinces seulement, la dette aux instituteurs dépasse 500.000 roubles (Troud, 24 septembre 1926). Les ouvriers d'une verrerie de la province de Pskov attendent leurs salaires deux, trois mois et plus (Troud, 30 octobre 1926). Des procès sont engagés par

des ouvriers pour se faire payer ; ils durent plusieurs mois et n'aboutissent pas ; dans la province d'Orel, des maçons ne sont pas rétribués depuis neuf mois (Troud, 9 octobre 1926). Les ouvriers des forêts de l'Oural ne sont pas payés depuis cent jours ; s'ils réclament, on les expulse de leur baraquement, sans les régler (Troud, 2 juin 1927). La vitrerie Lénine paye souvent ses ouvriers… en vitres, qu'il leur faut vendre n'importe comment (Troud, 18 août 1927). Les fonds destinés aux salaires sont souvent dépensés à d'autres usages ; les coopératives refusent de faire crédit aux ouvriers ; ceux-ci, à V. (province de Nijni-Novgorod), n'ont rien touché depuis trois mois ; à R. et à G. (Donetz), nouveaux retards (Troud, 27 août 1927). À Briansk, on paye tous les cinq mois, certains ouvriers ont 400 roubles à toucher et il leur arrive de recevoir le salaire en fers à repasser, produits de l'usine (Pravda des Jeunesses, 24 novembre 1927). Les ouvriers du canal de Dargom sont payés avec deux et trois mois de retard (Troud, 10 août 1928). Les instituteurs de la région de la moyenne Volga n'ont pas encore touché en août leurs salaires d'avril (Troud, 10 août 1929).

Nous citons quelques exemples échelonnés principalement sur trois années mais on en pourrait rapporter mille. Ils permettent d'apprécier la valeur des « contrats collectifs », chiffons de papier tant par la façon dont ils sont établis que par la manière dont on les respecte. Le président du Conseil économique du Caucase septentrional demande au Commissariat du Travail l'annulation de tous les contrats collectifs désavantageux pour l'industrie, à la grande indignation des fonctionnaires syndicaux (Troud, 23 mars 1926). Une enquête officielle établit qu'il n'y a pour ainsi dire pas de contrat collectif qui ne soit violé par l'administration, à propos soit de l'embauche ou du renvoi, des

heures supplémentaires ou des salaires, des vêtements de travail ou de la propreté, de la sécurité ou du logement, de la ponctualité du paiement ou des indemnités ; on fait « des économies sur le dos des ouvriers » ; les syndicats ni les comités d'usines ne font pas leur devoir (Troud, 2 novembre 1928). À Moscou, on viole couramment les contrats collectifs en substituant aux ouvriers permanents des travailleurs temporaires, auxquels ne s'appliquent pas les contrats ; cela s'observe dans le textile, la métallurgie, les typographies, les entreprises commerciales, etc. ; à Léninegrad, même procédé, sans parler des infractions multiples aux clauses concernant la protection du travail (Troud, 2 décembre 1928). Les contrats collectifs existent depuis sept ans et l'on ne parvient pas à assurer leur exécution ; une partie de leurs dispositions restent sur le papier (Troud, 14 mars 1929).

Des charlatans de la légende soviétiste et les faux « amis de l'U. R. S. S. » ont beaucoup parlé du salaire en nature sous forme de séjour dans les maisons de repos, sanatoria, etc. Parlons-en. L'auteur de ce livre, envoyé dans une telle maison de Kislovodsk (Caucase), est tombé le soir même de son arrivée dans une réunion de malades qui décidaient une grève de la faim pour protester contre la nourriture immangeable ; les Russes ne sont pourtant pas difficiles sur ce chapitre, mais peut-on se nourrir constamment d'œufs pourris, de viande avariée ? Dans les autres sanatoria de la région, à Piatigorsk comme à Essentouki, même état de choses. Cela était constaté au lendemain d'une tournée d'inspection de Semachko, Commissaire du Peuple à l'Hygiène ; à l'occasion de son passage, l'ordinaire était amélioré, mais les saletés revenaient sur les tables ensuite. Dans les dortoirs, les lits se touchaient ; chaque malade ou convalescent devait supporter les conversations, le bruit, la fumée, les crachats et le reste, de ses

voisins ; pendant des heures et des heures, il fallait faire la queue à propos de tout et de rien (enregistrement, répartition, visites médicales, contre-visites, réception d'un médicament, d'un verre de lait tourné, etc.). On appelait cela du « repos » : mais un homme sain même n'aurait pu sortir de là sans une maladie de nerfs. L'année suivante, en Crimée, même tableau ; au centre de répartition de Yalta, à l'hôtel Marino dont le nom semblait une cruelle ironie à l'égard des malheureux destinés à y mariner, l'incurie était indescriptible ; des malades, déjà contraints de voyager dix jours sur leur mois de repos, attendaient une semaine et plus le plaisir de se faire empiler dans un dortoir malsain et de se détraquer le système digestif en absorbant des nourritures inqualifiables, pour jurer ensuite qu'on ne les y reprendrait plus ; les renseignements recueillis là, de toutes les stations de la côte, d'Aloupka et de Siméis, d'Evpatoria et d'Alouchta, concordaient pour caractériser cette dérision. L'auteur de ce livre, après une expérience personnelle à Goursouf, s'empressa de prendre la fuite ; dans la maison de repos où il passa quelques jours, il se trouva des « fortes têtes » pour protester, réclamer une enquête, et l'on apprit ainsi que les trois quarts du budget étaient dévorés par le personnel.

A-t-on assez ressassé que les palais princiers et les riches villas ont été socialisés au profit du prolétariat ? Mais que représente cette socialisation ? Les maisons en question peuvent contenir quelques milliers, quelques dizaines de milliers d'occupants par roulement ; elles n'ont pas été conçues, ni construites, ni aménagées pour l'usage qu'on en fait aujourd'hui ; l'architecture mise au service du confort d'une famille ne répond pas aux besoins d'un sanatorium ; tout ce qu'il y avait de « princier » ou de « riche » a disparu et il ne reste que des demeures incommodes.

Et qui profite des parties utilisables ? En fait de prolétariat, ce sont une fois de plus les catégories sociales privilégiées, et d'abord les fonctionnaires du Parti communiste, des soviets, des syndicats, des coopératives, des Jeunesses communistes, déjà favorisés en général pour le salaire et le logement. Tout ce qu'il y a de bon est accaparé par les « sommets », les « couches supérieures » ; les quelques milliers de prolétaires authentiques envoyés là pour figurer dans des statistiques falsifiées ne sauraient faire croire que la masse en bénéficie. On a trouvé utile, pour la propagande, de loger des paysans dans le palais impérial de Livadia ; cela fait pendant trois ou quatre semaines quelques centaines d'heureux (s'ils le sont) sur 120 millions de paysans. Et après ? Tant qu'on n'aura pas construit de maisons spéciales, avec de petites chambres individuelles, de l'eau, de la lumière, de la propreté, du silence, des livres et une nourriture saine, sans tracasseries bureaucratiques ni vexations administratives, il sera mensonger de parler de maisons de repos pour les travailleurs. Et l'on n'est pas près de voir cela.

Chaque année, la presse est obligée de publier des protestations, des plaintes de ceux qui osent élever la voix après un séjour dans les sanatoria ou maisons de repos. Au sanatorium Prolétaire (Yalta), les malades ne peuvent se faire écouter ; le personnel médical les néglige ; la nourriture « révolte les malades » ; pas de livres (Pravda, 8 mai 1925). Au sanatorium Vorovsky (Gagri), négligence médicale ; poux et punaises en masse, rats en quantité ; les chats, les chiens, les ânes, le bétail des employés hurlent jour et nuit ; ni linge, ni vêtements ; un rabcor (correspondant ouvrier de journal) hospitalisé, ayant composé des couplets satiriques contre la direction, fut expulsé de Gagri, bâillonné et ligoté par la milice (Pravda, 10 mai 1926). La maison de repos d'O., près de

Moscou, est « une maison de fatigue » ; l'eau rend malades les convalescents ; 30 à 40 hospitalisés couchent dans un corridor étroit où les lits se touchent (Isvestia, 13 août 1927), Une commission d'enquête dénonce la gabegie, les prévarications, les dilapidations en croissance d'année en année dans les services de santé : le personnel engloutit les fonds destinés aux malades ; les administrateurs, les hauts fonctionnaires invitent et entretiennent leurs amis, au détriment de l'hygiène et des soins (Pravda, 30 juin 1928). Un correspondant de Léninegrad rapporte qu'il a dû faire plusieurs heures de queue pour montrer ses papiers, puis un autre jour encore plusieurs heures de queue pour obtenir un livret, puis de nouveau la queue à un guichet, puis à la visite ; et il lui faudra chaque jour faire la queue pour prendre un bain (Krasnaïa Gazeta du soir, 19 juillet 1929). Nous nous limitons à citer une référence par an, jalonnant les dernières cinq années, pour montrer qu'il est question non de faits exceptionnels, mais d'une règle générale, dont l'amélioration est insignifiante et profite d'ailleurs aux privilégiés. Il serait facile d'accumuler les exemples mais est-il besoin de dépouiller minutieusement des milliers de journaux pour confirmer une vérité aussi banale en Russie, où les « courorts » (lieux de cures, villes d'eaux, stations balnéaires) servent couramment de thème à d'amères plaisanteries ? Un journal publiait tout récemment un dessin où un individu hâve, décharné, retour d'une maison de repos et rentrant à son service, y retrouve ses camarades ronds et réjouis qui lui disent : « Enfin, tu vas pouvoir te reposer. » On entend des aphorismes dans le goût de ceux-ci : « Il est dur de travailler, mais encore plus pénible de se reposer » ; « Défense aux nerveux et aux malades d'entrer dans les sanas », etc. Dans un récent article : « Les clartés et les ombres de la question des courorts », Semach-

ko reconnaît la triste situation matérielle des courorts, chargés de dettes, inconfortables, mal dirigés ; c'était ainsi déjà dans « l'ancien temps », dit-il, et c'est pourquoi notre bourgeoisie allait se soigner et se reposer à l'étranger ; (mais alors, observerons-nous, cessez de soudoyer des mercenaires et de tromper des nigauds qui, à leur tour, répandent des fables sur vos maisons de repos) ; il convient que « la composition sociale des malades hospitalisés laisse encore beaucoup à désirer » ; dans les dernières années, elle s'est « stabilisée » ainsi : ouvriers un tiers, fonctionnaires 40 %, paysans 10 %, et divers (mais ceci après scandales sur scandales, soulevés par l'invasion des bureaucrates parasites accaparant tout) ; sur ce tiers d'ouvriers, combien y a-t-il de vrais ouvriers et combien d'ex-ouvriers parvenus au bas étage du fonctionnariat, Semachko ne le dit pas mais il n'a certainement pas d'illusions (Isvestia, 8 septembre 1929). Sur les 222.787 hospitalisés de 1928 (chiffre de Semachko), il y aurait eu 75.000 ouvriers véritables ou supposés dont une bonne moitié, à notre avis, d'embusqués dans les comités inférieurs du Parti et des syndicats ; le reste, après douze ans de dictature du prolétariat, s'entasse dans des corridors, avale du moisi et fait la queue pour obtenir des soins minuscules. On comprend maintenant pourquoi les chichki (manitous) de l'aristocratie bolchévique préfèrent séjourner à Vittel, Carlsbad, Baden Baden, Biarritz ou Sorrente.

Tel est le grain de la réalité du salaire sous la paille des chiffres. Les statistiques soviétiques sont d'ailleurs si embrouillées, si contradictoires qu'il faut de véritables spécialistes pour s'y reconnaître. Nous utiliserons les données de personnalités éminentes de la révolution dont la compétence ne sera pas discutée : Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Radek, Préobrajensky, Smilga et autres, et prélevées dans le document connu sous le

titre : « Contre-thèses de l'opposition sur le plan économique quinquennal » (Correspondance Internationale, n 124, 11 décembre 1927). D'après ces données, établies sur la documentation la plus strictement officielle, le salaire ouvrier moyen était en 1927, année du X anniversaire d'Octobre, de 31 roubles-marchandises et demi environ, soit 60 roubles-papier à quelques copeks près. « Il est évident que le salaire et le niveau matériel général de certaines catégories d'ouvriers, et dans certains districts, en premier lieu dans les capitales Moscou et, Léninegrad, est incontestablement plus élevé que le niveau moyen cité. Mais, d'autre part, le niveau matériel de très larges couches ouvrières est considérablement plus bas que même ces chiffres moyens. » (C'est ce que nous avons expliqué plus haut.) Le lecteur se pose inévitablement la question de la valeur du rouble mais la réponse n'est pas simple : le rouble n'est coté sur aucun marché financier ; le gouvernement soviétique lui attribue une valeur arbitraire en monnaie étrangère et monopolise le change, ce qui lui permet de refuser l'échange du tchervonetz (rouble-papier) contre les devises internationales ; sa valeur réelle s'exprime en Russie sur le marché libre clandestin ou « bourse noire » ; si le taux conventionnel, et pratiquement fictif, est de un demi-dollar le rouble, soit 12 fr. 50 actuels, le taux des tractations courantes était en 1927 d'un cinquième de dollar, soit 5 francs, et est présentement au dessous, à peu près entre 3 et 4 francs. Le salaire moyen nominal, de 60 roubles-papier à 5 francs en 1927, est passé à 74 roubles 73 copeks en juillet 1929 (Troud, 6 septembre 1929) valant cette fois entre 3 et 4 francs. En comptant même le rouble-papier actuel à 4 francs, taux excessif, tout cela revient à dire que le salaire moyen mensuel de l'ouvrier soviétique équivalait à 300 francs en 1927 et à 297 francs en 1929. Et ces chiffres

sont encore au-dessus de la réalité. Et la grande majorité des salaires sont encore très au-dessous de ces chiffres. Et il faut en défalquer tout ce qui a été indiqué plus haut.

Àla lumière de tels indices, irrécusables, on se rend mieux compte du sinistre tableau de la misère ouvrière présenté par les témoignages cités plus haut. Mais il reste encore bien des vérités à dire.

Le salaire réel a baissé au cours de la dernière année, malgré l'élévation du salaire nominal. Ce n'est pas seulement l'ancien président du Conseil des Commissaires du Peuple d'Ukraine, Christian Racovsky, actuellement déporté sans jugement, qui le constate dans une lettre d'Avril 1929 (Bulletin de l'opposition, n 3-4, p. 12), mais les journaux officiels. Il a baissé du fait de l'augmentation sensible des prix de détail. « Les coopératives élèvent presque partout le coût des produits de première nécessité. Il en résulte une montée sensible de l'index et une réduction du salaire réel » (Troud, 30 mars 1929). Et la hausse des prix dans les coopératives n'est rien à côté de la hausse sur le marché libre, auquel tout consommateur est obligé de recourir, vu la pénurie et même la disette de la plupart des marchandises. Autres aspects du problème : le salaire retarde toujours sur l'intensification du travail et l'accroissement de la productivité. « L'intensité du travail s'accroît, le fardeau qui pèse sur la force musculaire des ouvriers augmente, le chômeur pèse directement ou indirectement sur le budget de l'ouvrier. La rationalisation réalisée actuellement aggrave inévitablement la situation de la classe ouvrière dans la mesure où elle est accompagnée d'un développement de l'industrie et des transports d'une ampleur telle que les ouvriers congédiés ne peuvent être réabsorbés. La situation ma-

térielle des manœuvres, des ouvriers saisonniers, des femmes et des jeunes gens est particulièrement difficile. » Ainsi parlaient Trotsky et ses co-signataires dans le document déjà cité. Toutes ces observations ont gardé leur force.

Si l'on veut comparer l'actuel niveau de la misère des masses au niveau de la misère d'avant-guerre, c'est dans les chiffres de la consommation par tête d'habitant qu'il faut chercher. Or, d'après le « plan quinquennal » de l'État établi en 1927, et critiqué comme trop modeste par les hommes politiques et économistes bolchéviks nommés plus haut, dans leurs « contre-thèses » auxquelles nous nous sommes référé, la consommation individuelle est actuellement encore inférieure au niveau d'avant-guerre et devait l'être jusqu'à l'exercice 1931-1932. C'est le Gosplan (commission du Plan d'État) qui l'établit avec autorité. Le parallèle entre les prévisions pour 1932 (XV anniversaire d'Octobre) et le niveau d'aujourd'hui en Allemagne et aux États-Unis montre que l'U. R. S. S. consommerait alors cinq fois moins de cotonnades, dix-sept fois moins de charbon, quatre fois et onze fois moins de fonte, trois fois et sept fois moins d'électricité, etc., à supposer que la consommation n'augmente pas dans ces deux pays en cinq années. Il est vrai que ce plan quinquennal a été reconnu d'ampleur insuffisante et qu'un autre a été ensuite établi, embrassant la période 1928-29 à 1933-34 ; si ce nouveau plan était réalisable, et si le régime était capable de le réaliser, la situation serait meilleure dans les prochaines années ; mais comment fonder des espoirs sur un projet dont la discussion publique est interdite en U. R. S. S. et que le Président du Conseil des Commissaires du Peuple en personne, A. Rykov, considère comme irréalisable ?

On compte actuellement en Russie 11 à 12 millions de travailleurs salariés environ, sans parler des ouvriers saisonniers, au nombre de 4 ou 5 millions, d'une partie des journaliers agricoles difficiles à recenser, environ 2 à 3 millions, et des chômeurs, dont nous parlerons spécialement. C'est cette masse dans son ensemble, à laquelle il faudra ajouter les millions de paysans pauvres, et à l'exception de quelques centaines de milliers de fonctionnaires et d'ouvriers qualifiés, qui subit l'indicible misère caractérisée ici dans ses principaux traits. Mais il faut souligner le violent contraste juxtaposant les privilèges des uns et l'infortune accentuée des autres. Une étude particulière serait nécessaire pour dénombrer les catégories sociales favorisées, à la ville : fonctionnaires, techniciens, artisans, travailleurs spécialistes, et définir leur niveau de vie. On aura cependant une idée de l'inégalité croissante en République socialiste soviétique si l'on sait que leurs salaires vont de 200 à 800 roubles et plus par mois. Les écrivains et journalistes membres du Parti communiste sont astreints à une cotisation spéciale sur les hauts salaires dépassant 225 roubles ; une circulaire du Comité Central la fixe à 20 % sur les 225 roubles dépassant les 225 roubles de base, à 30 % pour les salaires entre 450 et 675 roubles, et 40 % au-dessus de 675 roubles ; il n'y a pas de cotisation spéciale pour les salaires jusqu'à 500 roubles si les titulaires n'ont pas la garantie de leur permanence (Pravda, 12 juin 1928). Le contrôle de tels gains est d'ailleurs pratiquement impossible et celui qui a vécu dans le milieu bolchévik sait comment les choses se passent. En tout das, on voit de quels salaires il s'agit, et combien nous voici loin des idées de Lénine sur le maximum de salaire dans le service public à fixer au niveau de celui d'un bon ouvrier, selon l'exemple de la Commune de 1871 mis en valeur par Karl Marx (cf. L'État et la

Révolution, et tous les écrits de Lénine entre mars et octobre 1917). L'inégalité se prolonge au delà de la mort du bénéficiaire. Quand on lit (Isvestia, 20 mai 1928) qu'une pension de 225 roubles mensuels est accordée à la veuve de Tsiouroupa — par exemple — on ne peut s'empêcher de se demander combien reçoit la femme d'un prolétaire tué au travail, et dont les besoins et les mérites (?) sont au moins aussi grands que ceux de n'importe quelle veuve de n'importe quel haut fonctionnaire du Parti.

Après les privilégiés, — les déshérités du salariat, à commencer par les sans-salaires : les chômeurs. Ici, les statistiques soviétiques atteignent peut-être au point culminant de leur incohérence. Non seulement par l'énormité des divergences mais par les contradictions d'apparence insoluble, qu'il est pourtant possible de tirer au clair, avec un peu d'attention et d'esprit critique. Les sans-travail sont enregistrés par les Bourses du Travail : or, il n'y a pas de Bourses dans toutes les villes et il ne manque pas d'ignorants incapables de se faire inscrire ; de plus, les Bourses n'enregistrent pas les chômeurs d'origine sociale non prolétarienne (et de tels déclassés sont légion depuis la Révolution et la quasi-suppression du commerce privé), ni la majeure partie des adolescents n'ayant pas encore été salariés. Cela montre comment, dans les villes, le chômage doit être estimé à plus du double des nombres donnés par la statistique officielle. Quant aux campagnes, les estimations varient avec des écarts invraisemblables sur cet inépuisable réservoir de main-d'œuvre dont une partie se déverse chaque année dans les villes.

Selon Kalinine, « les campagnes ont 15 millions de travailleurs en surnombre qu'elles ne peuvent employer » (Isvestia, 28 août 1926). D'après Tolstopiatov, Commissaire-adjoint au Travail :

« Nous avons une énorme surpopulation agraire, avec un excédent de main-d'œuvre de plus de 25 millions d'individus » (Troud, 27 novembre 1928). Si l'on songe que l'ensemble de la population augmente de 3 millions et demi d'âmes par an, on comprendra la gravité du problème posé. Pour la ville, les chiffres sont moins énormes mais aussi vagues. Sur les chômeurs non enregistrés aux Bourses, voici comment s'exprimait le président du Conseil des Syndicats : « Le camarade Tomsky revient à la vieille mais toujours douloureuse question, au « cercle maudit » : que faire du chômeur non syndiqué pour qu'il ait du travail ? On ne le syndique pas parce qu'il ne travaille pas à la fabrique, et on ne l'admet pas à la fabrique parce qu'il n'est pas syndiqué. De même, la Bourse du Travail ne l'enregistre pas. Il faut mettre fin à cette situation abominable. On doit surtout faciliter l'admission au travail à la jeunesse ouvrière, aux enfants des syndiqués. Il faut tout de même bien que, d'une manière quelconque, ils deviennent des travailleurs, se mettent au travail et entrent dans les syndicats » (Rabotchaïa Gazeta, 9 juin 1926). Selon le Troud, le total de 1.070.900 chômeurs enregistrés au 1 mai 1926 comprenait 127.700 jeunes seulement au lieu du nombre réel de 500.000 (Troud, 28 juillet 1926). Cet écart entre la quantité véritable et l'effectif inscrit indique assez le nombre considérable d'adolescents non enregistrés, certainement de plus d'un million maintenant si l'on songe au mouvement normal de la population. Le Troud (1 décembre 1927), rapportant le chiffre de 1.477.000 chômeurs au 1 avril 1927 et la chute de ce chiffre jusqu'à 1.025.000 (???) à la fin de l'année, reconnaît en même temps qu'un grand nombre de chômeurs ne sont pas enregistrés. Le spécialiste de la Pravda déclare que l'augmentation jusqu'au 1 avril (et il donne, lui, le chiffre de 1.455.000) est due à l'enregis-

trement obligatoire des syndiqués non enregistrés ; on apprend ainsi que les syndiqués chômeurs sont passés de 514.000 à 772.000 sur les listes ; combien restent encore non-inscrits, impossible de le savoir ; le même auteur trouve 141.399 adolescents enregistrés au 1 mai 1927 alors que le Troud en signalait 500.000 à compter un an plus tôt ; il note que 600.000 chômeurs seulement reçoivent un secours de l'assurance sociale, s'élevant à 12 et 18 roubles en moyenne selon la catégorie (Pravda, 7 juin 1927). D'après le leader syndical Ginsbourg, il y avait 1.500.000 chômeurs au 1 octobre 1927 et 2 millions au 1 janvier 1928 (Troud, 15 juin 1928). D'après la Pravda (20 septembre 1928), le total était de 1.352.000 au 1 janvier 1928 et 1.598.000 au 1 avril 1928 ; le taux moyen des secours, 14 roubles mensuels. Le Troud (12 décembre 1928) dit : 1.040.000 au 1 octobre 1927,1.374.000 au 1 octobre 1928, et annonce une augmentation inévitable en 1929. Les Isvestia, citant le leader syndical Dogadov, disent 1.812.000 « actuellement » (14 décembre 1928). L'Economitcheskaïa Jizn (n 107, de 1929) donne 1.700.000 au 1 mai 1929, sur lesquels 800.000 seulement toucheraient des secours ; 900.000, par conséquent, en seraient privés. Le Troud (6 juillet 1929) rapporte le chiffré de 1.800.000 au 1 mai 1929, d'après le Conseil central des syndicats. Or, l'important document plus haut cité, de Trotsky et autres, entièrement basé sur les données du Gosplan avec références à l'appui, révélait 2.275.000 chômeurs inscrits en avril 1927. Et l'on sait que le total grandit sans discontinuer, que des masses de sans-travail ne peuvent se faire inscrire (adolescents, femmes, « anciennes gens », paysans déracinés). « Le chômage est en croissance continue pour les dernières années bien que le rythme de cette croissance se ralentisse. Un tournant décisif sera atteint (?) l'an prochain : le chômage se réduira de 10 % » (Prav-

da, 1 septembre 1929). De tout cela, il se dégage la présence de 4 à 5 millions de chômeurs à la ville, de 15 à 25 millions de sans-travail à la campagne, avec une tendance générale à l'augmentation qui sera légèrement atténuée par la mise en vigueur graduelle de la journée de 7 heures et de la « semaine ininterrompue ». Quant aux secours, on peut accorder créance aux « contre-thèses » déjà utilisées, qui constatent : « La moyenne du secours de chômage est d'environ 5 roubles d'avant-guerre (12 roubles-papier actuels). Cette indemnité ne s'étend qu'à 20 % environ des chômeurs syndiqués ». On imagine difficilement, en Occident, la misère indescriptible de ces millions d'humains.

Cette misère a déjà provoqué des troubles dans certaines Bourses du travail, à Odessa, Moscou, Léninegrad notamment. Les malheureux, las d'attendre sans espoir et exaspérés par les fonctionnaires des Bourses, en ont rossé quelques-uns et mis à sac des bureaux. La milice est intervenue pour « calmer » les protestataires, avec des fusils. Les journaux ne craignirent pas d'affirmer que les rangs des chômeurs étaient mêlés d'apaches et que les chômeurs eux-mêmes étaient responsables des désordres (Pravda, 2 juin 1928). Ces explications incroyables, véritable défi au sentiment le plus élémentaire du communisme, déchargeant les institutions pour accabler les victimes de l'injustice sociale, et dans l'esprit des pires organes du capitalisme réactionnaire, ne pouvaient suffire. On découvrit alors la plaie des Bourses du travail : « ce sont des cloaques », dit Melnitchansky, leader des syndicats ; les abus y pullulent ; une inspection révèle les crimes de 31 fonctionnaires ; le favoritisme sévit, les bureaux sont harcelés d'interventions exigeant des passe-droits, des tours de faveur ; les locaux sont dans un état abominable ; l'ivrognerie, l'apa-

chisme (khouliganstvo) s'y développent parmi les malheureux qui y campent ; les femmes y sont offensées et même parfois publiquement violées ; les fonctionnaires se corrompent ; le Commissariat du Travail sait tout et ne fait rien ; Schmidt, Commissaire au Travail, se défend en accusant à son tour les syndicats (Troud, 15 juin 1928, compte-rendu du Conseil central des syndicats). À Serpoukhov, non loin de Moscou, la Bourse du travail se compose de deux pièces obscures et malpropres, où l'on se bouscule avec sauvagerie en s'écrasant à un guichet où il n'y a souvent personne ; des chômeurs résignés attendent, assis à terre, dans la saleté ; sans protection, impossible de rien obtenir ; les femmes jeunes n'ont qu'à coucher avec le directeur ; sept mille pauvres diables subissent les injures et l'arbitraire de celui-ci et de son adjoint (Troud, 13 mai 1928). Il faut stationner souvent une semaine entière pour se faire inscrire ; les femmes subissent les brutalités des khouligans ; elles ont de plus à supporter les exigences de fonctionnaires qui leur imposent des complaisances « en nature » (Pravda, 15 juin 1928). Pendant quelques semaines, la presse a dénoncé les abus et scandales des Bourses du travail, par ordre supérieur ; puis, tout est rentré dans le silence. Qu'y a-t-il de changé depuis ? À la prochaine explosion de mécontentement, on relira les mômes articles, avec quelques variantes.

Autres défavorisés du sort et du régime : les femmes et les enfants. La formule classique des revendications socialistes et communistes dans le monde : À travail égal, salaire égal, n'a pas cours en Russie soviétique. En 1927, Trotsky écrivait, en s'appuyant sur les chiffres officiels concernant l'année précédente : « Dans maintes branches d'industrie, le salaire des manœuvres femmes formait en mars 1926 : 51, 61, 83 % du salaire de l'homme. Les mesures nécessaires de protection du travail fémi-

nin, dans les branches industrielles comme l'exploitation de la tourbe, les travaux de chargement et de déchargement, etc. ne sont pas prises. Le salaire des jeunes, par rapport à celui des adultes, diminue continuellement : en 1923, il formait 47 % ; en 1924, 45 % ; en 1925, 43 % ; en 1926, 40 % du salaire de l'adulte (Revue de la situation économique de la jeunesse en 1924-25 et 1925-26). En mars 1926, 49 % des jeunes gagnaient moins de 20 roubles par mois (Bureau central de Statistique) ». Après notre démonstration sur les salaires des hommes, il est superflu d'insister sur ce que représentent ceux des femmes et des enfants dont Trotsky parlait ainsi lors du X anniversaire de la Révolution. Les deux années écoulées depuis n'y ont rien pu changer. La presse soviétique ne manque pas de récits, témoignages et descriptions illustrant la navrante condition des ouvrières et des enfants du prolétariat. En voici quelques extraits ou brèves analyses.

Dans la Pravda du 20 mars 1925, on dépeint la situation des ouvrières de Toula : « L'investigation a révélé un sombre tableau. Le bas niveau d'instruction, l'ignorance complète, l'absence de qualification pour le travail, et de là le bas salaire, les charges de famille, voilà ce qui pèse comme un lourd fardeau sur le développement culturel et social des ouvrières… » ; presque toutes ont 3, 4, certaines 5, 6 bouches à nourrir, et leur salaire correspond à la troisième catégorie (soit, à l'époque, une dizaine de roubles par mois) ; allant au travail, l'ouvrière laisse souvent un enfant de trois ans à la garde d'un autre guère plus âgé ; « les conditions du logement sont intolérables » ; sur 42 ouvrières soumises à l'enquête, 5 ne peuvent envoyer leurs enfants à l'école faute de moyens matériels, 11 n'ont pas de chaussures ni de vêtements de dessus, pour elles ni pour leurs gosses ; 14 ne peuvent pas tou-

jours manger un plat chaud par jour ; 12 sont illettrées. (Toula est une ville voisine de Moscou.) À Astrakhan, les ouvrières des entreprises de poissonnerie sont depuis longtemps considérées comme objet de coucherie et « surtout, gratuitement ». « Accablées par le besoin, elles n'osaient se refuser aux contremaîtres. Les plus courageuses perdirent leur gagne-pain. La Révolution n'a presque rien changé à ces mœurs. Comme auparavant, les dirigeants de l'entreprise font la chasse aux ouvrières, sur les radeaux et dans les joncs, et non seulement les dirigeants mais jusqu'au dernier des employés » ; des correspondant ouvriers dénoncent de nombreux cas, le syndicat exclut ceux qui se font pincer ; « mais tout cela est insuffisant » ; les victimes n'osent pas raconter… (Pravda, 10 mai 1925). Dans les plantations de tabac du Caucase, les ouvrières travaillent accroupies sur une paillasse, dans une âcre poussière, de 6 heures du matin à 9 heures du soir ; les maladies professionnelles sont nombreuses ; le contrat collectif avec sa clause des 8 heures n'est pas respecté ; on pratique les mariages « de saison », avec leur cortège de maladies vénériennes, d'avortements malsains, etc. (Troud, 25 mars 1926). En Crimée, écrit Sérafimovitch, les jeunes filles employées dans les plantations de tabac, les vignes, etc., sont contraintes de coucher avec leurs employeurs ; avortements en masse, maladies multiples ; elles sont mal nourries, mal logées, traitées comme du bétail, « pire que dans un bagne » (Krasnaïa Gazeta, 21 mars 1926). Le chômage féminin, la crise du logement, etc., développent la prostitution, notamment la prostitution infantile ; les prostituées de 14 ans se multiplient (Le Communiste, Kharkov, 15 avril 1926). D'une façon générale, à l'atelier comme au bureau, à l'université comme au magasin, les femmes ont à se plaindre de ne pouvoir obtenir ou conserver leur travail, ni faire valoir le

moindre de leurs droits, sans payer un impôt en nature sous forme de complaisances qui leur répugnent à l'homme dont la décision importe. Une tyrannie insupportable, sous ce rapport, opprime cruellement la majorité des femmes, comme en aucun pays du monde. Ce qui se passe à cet égard est une honte indélébile pour le parti au pouvoir dont les membres sont d'ailleurs les principaux profiteurs des abus. Bien des suicides de femmes n'ont pas d'autre cause. Les exemples abondent.

Àpropos d'un de ces suicides, la Pravda disait : « Les gens comme K. piétinent de jeunes vies humaines trop légèrement et impunément. Les choses ne vont pas toujours jusqu'au meurtre ou au suicide. Mais les meurtres moraux sont très fréquents. N'est-ce pas un assassinat moral le fait qu'une étudiante soit contrainte de passer dans le lit d'un individu tel que ce K., occupant à l'université une fonction, pour recevoir un congé, une bourse d'études, un billet de chemin de fer, etc. ? De pareils faits ne sont malheureusement pas des exceptions. Et ce qui est grave, c'est qu'ils se passent ouvertement » (Pravda, 5 juin 1926). En effet, il faut constater qu'on ne songe même plus à s'étonner, en Russie, de ces pratiques quotidiennes, et quant à l'indignation, elle est malheureusement émoussée après tout ce qu'on a vu depuis dix ans. « Nous devons dire la vérité : l'état des nombreux métiers féminins ne s'est pas amélioré depuis la Révolution. La jeune artiste ne peut arriver à la scène qu'en passant la plupart, du temps par le lit du régisseur. La jeune fille n'a souvent qu'une alternative : le trottoir ou ce genre de travail… » (Krasnaïa Gazeta du soir, 1 octobre 1926). Le communiste V., administrateur de fabrique, fait venir chez lui une ouvrière pour lui imposer indûment un travail et s'impose à elle par surcroît ; le communiste K. injurie et maltraite les ouvrières (Pravda, 3 mars 1928). À Iaro-

slav, les dirigeants de la fabrique d'alcool, y compris le secrétaire de la cellule communiste, imposent leur droit de jambage aux ouvrières, puis s'en débarrassent en les congédiant ; personne n'ose critiquer, pour ne pas être traité de menchévik » ou « d'opposant » (Troud, 11 mai 1928). Dans les tourbières de la province de Vladimir, les ouvrières travaillent 10 ou 11 heures au lieu de 8, sous la pluie, dans l'eau jusqu'à la ceinture, portant des poids de 40 kilos ; vingt-quatre fillettes travaillent dans des marais, malgré la loi ; les ouvriers ont peur d'élever la voix, pour ne pas perdre leur place (Troud, 1 juillet 1928). Dans les poissonneries de la Volga, à Astrakhan, déjà signalées, les employés de l'administration et des syndicats contraignent les jeunes ouvrières à coucher avec eux, persécutent celles qui refusent (Pravda, 4 novembre 1928). Aux mines de manganèse de Nicopol, les femmes sont l'objet de vexations et mauvais traitements, doivent en passer par les exigences des ouvriers dont elles font la cuisine et le ménage (Pravda des Jeunesses, 21 mars 1929). Les Isvestia du 6 juillet 1929 citent différents cas où des employées, des infirmières, des institutrices sont en butte aux exigences sexuelles de leurs « supérieurs » hiérarchiques. En règle générale, les femmes ainsi prostituées malgré elles se sentent humiliées, sans défense, et n'osent rien raconter, par honte et crainte de perdre leur emploi. Les faits se révèlent parfois, grâce aux lettres anonymes. Dans la longue série des affaires de corruption découvertes depuis trois ou quatre ans, dans d'importants centres de l'U. R. S. S. comme dans des localités très reculées, et mettant en cause par centaines de têtes le personnel communiste et soviétique dirigeant ou subalterne, les violences sexuelles tiennent une très grande place ; ce sont les travailleuses sans défense qui en sont les victimes.

Quant aux services de protection de la maternité et de l'enfance, ils existent comme bien d'autres choses en Russie soviétique : sur le papier. Le pourcentage des bénéficiaires est si insignifiant que les journaux se gardent de les vanter. Les enquêtes officielles établissent que l'assistance aux femmes en couches existe à peine, que les maisons de maternité en nombre dérisoire sont trop pleines, que le matériel et le linge font défaut. Il y a sans doute quelques maternités et crèches modèles, celles où l'on conduit les visiteurs, les touristes et les faux « amis de l'U. R. S. S. » ; mais peut-on sérieusement y prêter attention, dans ce « sixième du globe » ? Les pays capitalistes ont aussi des crèches et des maternités modèles, et plus nombreuses et plus belles qu'en Russie : elles ne couvrent pas les tares du capitalisme. Celles de l'U. R. S. S. peuvent encore moins faire illusion. Il reste encore à donner vie aux excellents principes formulés avant la mort de Lénine. Nous n'étudions pas ici les causes ni ne cherchons pour l'instant de responsabilités : nous constatons les faits.

Il y a aussi, sur le papier, des lois et des décrets pour réglementer le travail des enfants. Mais comment les applique-t-on ? La Pravda des Jeunesses a commencé récemment à s'en préoccuper et elle a mis au jour une odieuse réalité. Dans la province de Vladimir, les enfants deviennent ouvriers agricoles à 9 ou 10 ans, travaillent 15 et 16 heures par jour, sont roués de coups par leurs parents quand ils essaient de fuir leur vie de bagne ; des enfants de 10 et 13 ans, pâtres, grelottent l'hiver dans des haillons ; les fillettes couchent avec les vaches, travaillent de l'aube au crépuscule, et sont battues ; en Carélie, des enfants sont loués par leurs parents pour tout l'été, moyennant un tonneau de poisson séché et 5 roubles ; les sovkhoses (domaines soviétiques) exploitent des

enfants de 13 à 15 ans dix et douze heures par jour pour 40 et 50 copeks ; la moitié des jeunes ouvriers agricoles n'ont pas de repos hebdomadaire ; 130.000 fillettes travaillent de 10 à 18 heures par jour (Pravda des Jeunesses, 19 juin 1929). Sur 5.400.000 ouvriers agricoles, dit un représentant de l'Union de la Jeunesse communiste, il y a 2.000.000 de jeunes, dont 1.300.000 de moins de 18 ans, et 638.000 de 11 à 14 ans malgré la loi interdisant le travail des enfants de moins de 14 ans. Les adolescents reçoivent en moyenne 13 roubles (garçons) et 11 roubles (filles). L'adulte touche 21 roubles. (Rappelons que le rouble-papier actuel vaut environ 4 francs). L'immense majorité des jeunes travaille 10, 12 heures et plus par jour ; 34 % des jeunes filles travaillent plus de 12 heures. Personne ne défend cette enfance cruellement exploitée. (Pravda des Jeunesses, 26 juin 1929). À la IV Conférence de la Jeunesse communiste, une déléguée disait dans son rapport : « Si douloureux que cela soit, le fait est qu'on ne se soucie pas du travail des enfants. Les lettres de ceux-ci révèlent des faits qui paraissent de prime abord incroyables en U. R. S. S. Des « pionniers » (membres de l'organisation des enfants) affirment unanimement que des enfants sont contraints de travailler 14 à 16 heures par jour pour un salaire mensuel de 5 à 10 roubles, reçoivent des coups, etc. » (Pravda des Jeunesses, même compte-rendu). Un article de ce journal, un mois plus tard, dépeint l'exploitation des enfants sous de plus sombres couleurs encore ; les pays d'Orient seuls comme la Chine et l'Inde connaissent de telles abominations : des milliers d'enfants de 7 à 12 ans travaillent chez les nattiers ; des milliers encore sont employés dans l'industrie du cuir, très malsaine ; des koustari (artisans) mettent à l'ouvrage des bambins de 4 ou 5 ans ; des enfants de 8 ans font le travail très pénible du dévi-

dage du fil tissé ; des fillettes servent de bonnes d'enfants et de bonnes à tout faire, par dizaines de milliers, et travaillent comme des esclaves ; absence d'instruction, mauvais traitements, état sanitaire déplorable sont des constatations courantes (Pravda des Jeunesses, 25 juillet 1929). Mais que dire des enfants recueillis dans ces « maisons de l'enfance » dont les gens appelés par antiphrase « amis de l'U. R. S. S. » font un de leurs thèmes favoris ? On a souvent expliqué la persistance du vagabondage des enfants par la tendance de ceux-ci à fuir les maisons où l'État les hospitalise et la nécessité de les y ramener plusieurs fois. Nous allons en voir tout de suite les raisons.

Les maisons de l'enfance de la province de Toula, d'après le soviet de cette ville, offrent un tableau sinistre : aucune hygiène, empilement des enfants, alimentation déplorable, instruction au-dessous de tout, immoralité du personnel ; dans plusieurs de ces maisons, les enfants sont battus, terrorisés, et l'on cite même des cas de viols de fillettes et le cas d'une révolte collective (Pravda, 19 mai 1926). À la colonie d'enfants Vorovsky, même état de choses, pire encore : saleté repoussante, poux, tas d'ordures, atmosphère empestée ; entassement, deux et trois enfants par lit ; baquets d'excréments dans les chambres ; pas de bains ; ni vêtements chauds, ni chaussures pour l'hiver ; en six mois seulement, 3.096 cas de maladie pour 352 enfants (Pravda des Jeunesses, n 149, 1926). Une maison de l'enfance de Iaroslav est dépeinte par Zoritch d'après un rapport officiel : saleté indescriptible, vermine dans les lits et à la cuisine, eau et nourriture où baignent les cafards (Troud, 2 septembre 1926). Une autre, dans le voisinage de Moscou : en plein hiver, les enfants sont à peine vêtus ; ils sont couverts de boutons, de plaies ; les malades couchent sur le plancher ; ni médecin, ni pharmacie ; saleté et ordures, pas

d'eau ; la maison (en décembre) n'est pas chauffée depuis trois semaines ; on dort tout habillé ; les enfants ont faim ; le personnel pédagogique et administratif se saoule, dilapide et vole ; les dirigeants sont communistes {Pravda des Jeunesses, n 303, 1926). Bogouslavsky, communiste en vue et très estimé, actuellement déporté en Sibérie comme tant d'autres, écrivait dans une étude d'ensemble : il y a quelques maisons bien organisées et gérées, mais la plupart sont dans un triste état, avec des locaux humides, froids, sales, exigus, dépourvus de la literie nécessaire, et les petits hébergés y sont malades en grand nombre ; citant des enquêtes locales, il rapporte : à Novotcherkask, presque toutes les maisons de l'enfance sont infestées de vermine, et pleines d'enfants qui ont la gale, la teigne ou le typhus ; la teigne, surtout, fait des ravages ; à Rostov, les asiles des garçons deviendront des pépinières de banditisme, si l'on n'y met bon ordre (Krasnaïa Nov, n d'août 1927). À Vechniaki, près de Moscou, les enfants sont battus et littéralement torturés ; « on nous traite comme des ordures humaines », écrivait un groupe de ces victimes, à la suite d'une inspection provoquée par des faits particulièrement scandaleux ; le personnel fait preuve d'une cruauté bestiale ; les enfants vivent dans la saleté, ont froid et faim, et pour la moindre peccadille sont déshabillés, fouettés, roués de coups {Pravda des J., 30 août 1927). On comprend que ce journal imprime en titres : « Les enfants abandonnés fuient les asiles et les centres de répartition… Dans les maisons de l'enfance, on bat les petits, on les humilie, on les châtie… Au lieu de leur donner le goût du travail, on les rend haineux et méchants. Ce n'est pas la première fois que nous publions des documents sur l'odieux régime des maisons de la section moscovite d'hygiène sociale… » Il y avait en 1927, pour la Russie centrale seulement, 1.852 maisons

avec 160.250 enfants ; elles sont dans une situation matérielle plus que pénible, certaines n'ont que 4 roubles par mois et par enfant ; de l'ensemble des informations, il ressort que les enfants ont froid et faim, n'apprennent rien et subissent trop souvent de mauvais traitements ; dans la région de Kazan, les colonies d'enfants sont indigentes, manquent de linge, de vêtements, de chaussures ; pour 120 petits, il y a dans l'une d'elles 20 à 30 lits, pas tous avec paillasse, et le cas n'est pas exceptionnel ; les instituteurs sont dans la misère (Pravda des J., 22 et 24 janvier 1928). Le 5 janvier 1928, les enfants de la colonie Vie du Travail, près de Moscou, se sont révoltés et ont saccagé la maison ; celle-ci est l'ancien palais d'un comte, mais ce n'est pas cela qui embellissait la vie des pupilles ; la direction recevait 3 roubles 60 par mois et par enfant ; et il y a « beaucoup de maisons d'enfants semblables », dit le journal (même source). À l'institut d'éducation des enfants abandonnés, les garçons et les filles s'enivrent, le personnel leur donne l'exemple et leur inflige des mauvais traitements ; un enfant s'est pendu, deux fillettes ont tenté de se suicider (Isvestia, 30 juin 1928). L'organe des Jeunesses, informé par « des centaines de lettres », dénonce une fois de plus « les véritables horreurs ayant lieu dans la coulisse des maisons de l'enfance », par suite du défaut de moyens matériels, de l'insuffisance de personnel qualifié (Pravda des J., 9 août 1928). Le même journal y revient cette année avec plus de vigueur encore, exigeant des poursuites contre les fonctionnaires de l'instruction publique responsables de l'incurie de ces maisons, et réclamant une inspection générale ; l'asile d'enfants d'Odessa est « une école de voleurs », un lieu de corruption, d'ivrognerie ; on y couche sur la planche nue, dans un local humide et sombre ; le foyer des filles est un foyer de prostitution ; dans toute une série

de lieux nommément désignés, les petits sont cruellement battus, au vu et au su des communistes et des autorités locales qui laissent faire ; les histoires de rixes sanglantes, de vols, de pillages, de débauches sont innombrables ; on cite encore un cas de révolte générale, dans la province de Toula ; tout cela explique pourquoi les enfants préfèrent la rue et le vagabondage (Pravda des J., 17 avril 1929). En sortant de l'asile, les filles sont livrées à elle-même, sans aide ni protection, et beaucoup se prostituent ; c'est notamment le cas à Odessa (Pravda des J., 9 mai 1929). Toutes ces références sont superflues pour celui qui a vécu en Russie comme un Russe, et non comme un promeneur superficiel ; mais elles sont nécessaires à ceux qui seraient tentés de croire à la valeur des prétendus « témoignages » de témoins incapables de voir, d'entendre, de s'informer, de chercher la vérité.

Et ces réalités sinistres n'empêchent nullement l'existence du privilège, chez les petits comme chez les grands. Ainsi la maison d'enfants de Malakhovka, dans la banlieue de Moscou, est excellente et il y en a d'autres. Mais le sort du petit nombre des privilégiés peut-il compenser le véritable martyre du grand nombre des infortunés ? La Révolution d'octobre a-t-elle eu pour objet de créer quelques institutions modèles comme des îlots dans un océan d'injustice ? Sans même parler de socialisme, l'atténuation des maux les plus criants, hérités du passé ou nés du présent demandera de longues années : elle ne sera possible qu'à la condition de ne pas se tromper soi-même et de regarder en face les difficultés à vaincre. La légende soviétiste, sous ce rapport entretient le mal avec les illusions.

L'inégalité matérielle et sociale s'avoue sous des contrastes singulièrement frappants dans l'industrie artisane, où « l'héri-

tage du passé » semble conservé avec soin. Les koustari (artisans) tiennent une place importante ; ils composent 60 % de la main-d'œuvre industrielle totale et fournissent encore 30 % de la production (Troud, 16 avril 1929). On y trouve plus de 4 millions d'ouvriers, sur lesquels 200.000 sont organisés en coopératives (Pravda des J., 24 avril 1929). Le code du travail n'existe pas pour eux. « La journée de 8 heures n'y est pas reconnue ; même dans les artels (associations ouvrières) d'invalides, comprenant presque exclusivement des estropiés et des malades, la journée dure souvent 12, voire 15 heures ; en 1927-28, la moitié des artels travaillaient systématiquement plus de 8 heures, en 1928-29 ils sont déjà plus de 60 % » ; les salaires y sont dans certains cas de 200 % à plus de 1.000 % ceux de l'industrie d'État : « un mécanicien en instruments gagne en moyenne 826 roubles par mois, un serrurier 300 roubles, un ajusteur 220 roubles, un ouvrier non qualifié 134 roubles », dans un artel cité en exemple, mais dont on ne peut savoir s'il est caractéristique de l'ensemble ; « absence totale de toute espèce de souci sanitaire-hygiénique dans ces métiers, de technique de sécurité ; la législation sur le travail des enfants et des adolescents n'y compte pas ; … le koustar exploite sans pitié ses propres enfants de 8 ou 9 ans, les fait travailler 12 à 14 heures par jour, parfois les jours fériés, les gratifie généreusement de horions et de taloches, ne les envoie pas à l'école » (Troud, 31 août 1929).

Tout n'est pas dit sur les catégories sociales les plus défavorisées, pour ne parler que des citadins. Des instituteurs et des étudiants prolétaires, il sera question dans un autre chapitre. Quelques mots des employés domestiques : ils sont 300.000 enregistrés, sur lesquels un certain nombre ne reçoivent aucun salaire en monnaie (ils se louent moyennant le gîte et la nourriture)

et dont un quart n'est pas payé au minimum légal ; de journée de 8 heures, point : la plupart peinent de l'aurore à la tombée de la nuit ; sur leur logement, on est renseigné (Troud, 6 juillet 1929). Quelques mots également sur une catégorie de prolétaires unique au monde : les ouvriers non payés ; il faut aller à Odessa pour voir cela ; ce sont des ouvriers qui se présentent quatre fois par jour à l'usine, à chaque relève : on les embauche s'il y a des manquants ; ils ne reçoivent aucun salaire, mais ont droit à une livre de savon par mois (Troud, 30 août 1929). Sur la durée de la journée de travail, en général, il faut grouper quelques informations, indispensables à compléter le tableau de la vie ouvrière. En décrivant l'existence des femmes et des enfants, nous avons dû relever la violation constante de la loi des 8 heures ; bien des adultes ne sont pas mieux protégés.

La journée de 8 heures a été décrétée par la Révolution bourgeoise démocratique de mars 1917. Il incombait à la Révolution soviétique d'en assurer l'application. Comment l'a-t-elle fait ? Sur les chemins de fer, les infractions sont multiples ; ainsi, sur la ligne dite Baltique, des cheminots sont en service parfois 20 heures de suite ; en 1925, on a compté 8.200.000 heures supplémentaires (Troud, 20 mars 1926). Les adolescents ouvriers travaillent généralement au delà de la norme légale, constate Semachko (Pravda, 25 mars 1926). « La protection du travail, chez nous, cloche dans tous les domaines. Même les professions paraissant favorisées, comme les employés de commerce, les chauffeurs, etc., travaillent dans de très pénibles conditions. Les employés de commerce font partout des journées de 10 ou 11 heures » (Rabotchaïa Gazeta, 16 juin 1926). « Chez nous, dit un délégué des briquetiers à une conférence du bâtiment, il y longtemps que les 8 heures ont disparu. On travaille toujours

10 heures et plus » (Rabotchaïa Gazeta, 25 juin 1926). Les heures supplémentaires sont une pratique courante dans la plupart des institutions et entreprises, au mépris de l'inspection du travail (Troud, 9 octobre 1926). Dans telle scierie du Caucase, la journée atteint parfois 12 heures ; les heures supplémentaires sont payées au tarif ordinaire, ainsi que le travail du dimanche et des jours fériés ; on impose aux ouvriers des travaux de nettoiement non payés (Troud, 16 novembre 1926). Les heures supplémentaires enregistrées dépassent de beaucoup la marge tolérée par le code du travail mais, en plus, il y a aussi les heures non enregistrées ; dans la grande industrie, plus du tiers des ouvriers font des heures supplémentaires, alors que le chômage est intense (Troud, 29 avril 1927). L'Inspection du travail de Moscou a relevé en un an 53.000 violations de la législation sociale ; les entreprises et institutions diverses ont demandé en un an l'autorisation de faire 1.826.000 heures supplémentaires et ont reçu satisfaction pour plus de la moitié (mais on ignore les millions d'heures non comptées, dans l'ensemble du pays) ; les demandes quadruplaient presque le semestre suivant et étaient satisfaites pour plus des deux tiers (Pravda, 8 juin 1927). Dans les tourbières d'Oust-Tosna, la journée est de 10 heures, sans compter les heures supplémentaires ; les ouvriers triment de 4 heures du matin à 11 heures du soir (Troud, 18 août 1927). À Briansk, on voit encore des ouvriers au travail de 4 ou 6 heures du matin à 8 ou 10 heures du soir (Pravda des J., 24 novembre 1927). Dans le Donetz, « la journée de 8 heures est foulée aux pieds » ; à l'usine de Stalino, 1.000 ouvriers, dont 300 jeunes, travaillent plus de 8 heures au déchargement des wagons ; certains s'exténuent 12 heures journellement (Pravda des J., 5 janvier 1928). Dans presque toutes les tourbières, l'exploitation des travailleurs est

éhontée : journée de 12 heures pour les adultes, de 10 à 12 heures pour les jeunes, de 10 ou 11 heures pour les femmes, et dans des marécages (Troud, 1 juillet 1928). À la suite d'une catastrophe minière à Chakhty (Donetz), l'enquête révèle que les ouvriers tués travaillaient 13 heures sans relève, au su des syndicats (Troud, 3 août 1929). À Stalinegrad, pour accélérer la construction de l'usine de tracteurs, on introduit la journée de 10 heures (Troud, 20 août 1929). De telles constatations sont fréquentes. C'est pourquoi les diverses oppositions politiques communistes ont inscrit à leur programme le respect de la journée de 8 heures, la suppression des heures supplémentaires non payées, etc.

Àl'occasion du X anniversaire d'Octobre, le pouvoir soviétique a lancé un manifeste promettant aux ouvriers la journée de 7 heures, réforme relativement facile dans un pays de chômage intense et aux salaires de famine. Deux années ont passé, la journée de 7 heures n'est entrée en vigueur que dans quelques centaines d'entreprises et la masse ne bénéficie pas encore de la journée de 8 heures. Le Commissariat du Travail promet de réaliser les 7 heures pour 450.000 ouvriers de plus environ, à la date de fin septembre 1930, ce qui porterait — sur le papier — leur nombre à un million seulement, trois ans après le manifeste de 1927 (Troud, 31 août 1929). Mais combien là-dessus feront des heures supplémentaires et quand la loi sera-t-elle appliquée aux 12 millions de salariés ? À raison de trois années par million, il faudrait 36 ans, sans compter avec le développement numérique du prolétariat. Il est moins facile de réaliser que de décréter. Une fois de plus, il faut se garder de confondre ce qui est écrit avec ce qui est fait.

Volume 3 · 04

Sur les 150.000.000 environ d'habitants de l'U. R. S. S., en augmentation de 10.000 par jour et par conséquent de plus d'un demi million pendant qu'on écrit et imprime ce volume, il y a plus de 120 millions de paysans. (Et sur les 30 autres millions, une bonne partie est encore paysanne car bien des prolétaires partagent leur temps entre la ville et la campagne et bien des localités comptées en Russie comme villes ne sont que de gros villages.) Dans leur quasi-totalité, ce sont des paysans travailleurs. Quel est leur sort ?

On sait que la Révolution d'octobre avait donné à cette masse l'usufruit de toute la terre russe. C'est ce qu'elle demandait, sans pouvoir différencier l'usufruit de la propriété. Les biens de la Couronne, de l'Église et des seigneurs fonciers ont donc accru les superficies imparties aux communes. Mais pas partout, car il n'y avait pas en tous lieux des propriétés confisquées à répartir, et nombre de campagnes n'ont guère connu de changement sous le rapport de l'enrichissement en terres. De plus, l'accroissement de la population a eu vite fait, en maints endroits, de réduire les parcelles à la mesure d'autrefois. L'attribution de parcelles aux paysans sans terre a parfois absorbé le supplément de terres, parfois même diminué la part de chacun. D'après Kalinine, « en Russie tsariste, il y avait 16 millions d'exploitations individuelles. Aujourd'hui, elles Sont 25 à 27 millions. Autrement dit, chacune est presque deux fois plus petite et rapporte par conséquent près de deux fois moins » (Pravda, 28 mai 1929). La petite exploitation individuelle en vigueur sous l'ancien régime de la communauté rurale (obchtchina, ou mir) et maintenue sous le régime soviétique présente le grand inconvénient de morceler à l'extrême les

cultures : chaque chef de famille a droit, en effet, à sa part de terrain en plusieurs parcelles, souvent éloignées les unes des autres et prélevées sur diverses qualités de terres ; cette part diminue sans cesse à mesure que le nombre de « feux » s'accroît ; l'emploi d'un outillage agricole moderne y est impossible ; le roulement périodique d'exploitation, conçu par esprit de justice abstrait, ne favorise pas l'amélioration du sol ; l'émiettement de la terre et la pauvreté générale conduisent à une culture extensive, au rendement inférieur. La culture intensive, avec machinisme puissant et fumure rationnelle, n'est possible que sur de vastes domaines propres au travail collectif, exploitations capitalistes ou socialistes. Le capitalisme agraire est actuellement confiné dans des entreprises restreintes ; le socialisme n'existe pas encore, les domaines soviétiques ne représentant qu'une partie infime du travail agricole. Il en résulte une insuffisance de production globale, l'impossibilité d'exporter des céréales, la nécessité d'en acheter au contraire à l'étranger et de rationner la population.

Le but de ce travail n'est pas d'analyser le développement économique de la Russie ni de discuter les problèmes qu'il pose, de faire valoir les arguments des uns ou des autres en faveur de telles ou telles solutions, de préconiser une politique : nous nous proposons seulement d'exposer la situation des travailleurs et de tenter d'éclairer les perspectives de leur proche avenir. Aussi éviterons-nous de charger de chiffres notre court rappel sur l'économie rurale, pour en venir immédiatement aux classes sociales.

On divise couramment les paysans russes en trois groupes principaux : les riches, les pauvres et les moyens (koulaks, bedniaks, seredniaks). Cette distinction est assez vague et dès qu'il s'agit de caractériser les ressources de ces classes, on en vient à

une classification plus nuancée. Un ouvrage édité en 1928 par l'Académie communiste de Moscou : La Différencialion sociale de la campagne soviétique, distingue dans la population paysanne cinq catégories :

1. Les familles prolétariennes : vendant plus de 50 journées de travail ;

2. Les familles semi-prolétariennes : vendant de 20 à 50 journées de travail ou prenant en location plus de 20 journées de bétail de travail ou plus de 10 journées de matériel ;

3. Les familles moyennes : louant ou vendant moins de 20 journées de travail, cédant ou prenant en location moins de 20 journées de bétail de travail ou moins de 10 journées de matériel ;

4. Les familles moyennes avec éléments d'exploitation : louant de 20 à 50 journées de travail, ou louant plus de 20 journées de bétail ou plus de 10 journées de matériel, ou affermant plus de 2 hectares de labour ou plus de 5 hectares de prés ;

5. Les familles de petits capitalistes : louant plus de 50 journées de travail.

Tous ces chiffres sont des soldes, signifiant la différence entre les journées louées et vendues ; car la plupart des paysans travaillent ou font travailler bétail et matériel les uns chez les autres au moment des labours et de la moisson. Les mêmes auteurs donnent les chiffres suivants pour représenter la valeur moyenne des moyens de production (bétail, basse-cour, matériel, bâtiments d'exploitation, machines et outils, réserves non alimen-

taires) des familles examinées, pour 1925, correspondant aux cinq catégories ci-dessus :

1. de 220 roubles dans le Caucase nord à 310 en Ukraine ;

2. de 280 roubles dans l'Oural et en Sibérie à 400 en Ukraine ;

3. de 510 roubles en Sibérie à 850 en Ukraine (steppes) ;

4. de 920 roubles en Sibérie, à 1.200 au Caucase nord ;

5. de 940 roubles en Sibérie, à 1.680 au Caucase nord.

Le même ouvrage évalue comme suit le revenu, déduction faite des frais matériels d'exploitation (semences, salaires d'ouvriers loués), des familles ayant :

pour moins de 200 roubles de moyens de production : 163 à 276 roubles de revenu par an, dont moitié seulement vient de la culture, le reste de salaire, de travaux personnels ou de location de terre ;

de 200 à 500 roubles de moyens de production : 234 à 329 roubles de revenu, tiré principalement de la culture, des travaux personnels ;

de 500 à 800 roubles de moyens de production : 345 roubles de revenu en Ukraine à 455 roubles à Smolensk, provenant pour les trois quarts de la culture (impôt direct de 25 à 39 roubles) ;

de 800 à 1.400 roubles de moyens de production : 482 roubles de revenu à Tambov à 685 roubles à Smolensk (impôt direct de 31 à 62 roubles) ;

au-dessus de 1.400 roubles de moyens de production : 502 roubles de revenu en Ukraine, à 1.007 roubles à Smolensk (impôt

direct de 55 à 111 roubles).

Cette apparence de chef-d'œuvre de statistique peut receler bien des erreurs ou tromperies ; mais celles-ci, dans ce cas, résideraient dans l'appréciation ou les calculs concernant les catégories les plus riches, celles qui ont quelque chose à dissimuler ; quant aux plus pauvres, il est relativement facile d'évaluer leurs biens et revenus. On peut donc tenir pour approximativement exactes les données ayant trait aux pauvres, les seules qui nous intéressent ici. De même que nous n'avons pas dans ce livre étudié la condition des privilégiés de la ville, fonctionnaires, techniciens, petits industriels, commerçants, ni même des quatre millions de koustari (artisans), nous nous limiterons pour la campagne à évoquer la situation des paysans les plus déshérités. Nous ne pouvions le faire sans résumer la statistique officielle englobant toute la population paysanne. Il en ressort qu'une famille prolétarienne doit vivre avec un gain de 160 à 275 roubles environ dans l'année ; une famille dite semi-prolétarienne, avec 235 à 330 roubles environ. Ces deux catégories de paysans composent près de la moitié des ruraux si l'on admet avec les dirigeants que 40 % des exploitations agricoles sont dépourvues de cheval et en y comptant les six millions de journaliers dont le gain est à peu près identique ; elles en constituent un peu moins du tiers si l'on admet qu'elles englobent seulement les bedniaks (pauvres) et les batraks (journaliers), à l'exclusion de toute ferme habituellement rangée dans le groupe dit des paysans moyens. Mais en y ajoutant la troisième catégorie, avec le revenu annuel de 345 à 455 roubles, on a indubitablement la grande majorité de la paysannerie, plus des trois quarts. Le lecteur, sachant la valeur réelle du rouble, peut ainsi se rendre compte de l'état misérable de cent millions de paysans.

Sur ces cent millions, les plus pauvres gagneraient par famille, selon le savant ouvrage invoqué, 160 roubles par an, soit 640 francs, soit 55 francs par mois environ ; les moins pauvres, 455 roubles annuels, soit 1.820 francs, soit environ 150 francs par mois. Et, répétons-le, par famille. C'est tout juste de quoi ne pas mourir de faim en mangeant tous les jours de la cacha (bouillie) de sarrasin. Il est vrai que les besoins sont sensiblement moindres à la campagne qu'à la ville et qu'une comparaison avec l'Occident ne doit pas perdre de vue la profonde différence d'évolution qui fait du peuple russe, libéré du servage en 1861 seulement, le plus arriéré d'Europe. Mais ces paysans travailleurs, après quinze années de guerres et de privations prolongées, manquent de tout et la Révolution se devait d'élever leur niveau d'existence. Kalinine, répondant aux plaintes exhalées des campagnes, écrivait : « Ai-je jamais nié que la vie des pauvres gens soit dure ? Non, leur supplice continue toujours. Ce n'est pas notre faute, c'est notre malheur. Le socialisme seul pourra les sauver… » (Isvestia, 28 août 1926). Alors, qu'on ne parle pas de malheur en Russie tout en payant des gens pour le présenter à l'étranger comme un bonheur.

C'est de cette « pauvreté paysanne », selon l'expression russe, que s'écoulent les millions de chômeurs attirés par la ville, les millions de manœuvres chargés des plus rebutantes corvées à l'usine, les millions d'ouvriers saisonniers au sort toujours incertain, les milliers d'enfants errant sur les routes, toute cette plèbe infortunée dont nous avons peint la sombre condition au travail et au logis, sans travail et sans logis. C'est elle qui alimente le formidable réservoir de main-d'œuvre en surnombre évalué à 25 millions d'individus. C'est elle qui fournit le prolétariat agri-

cole proprement dit, les 6 millions de batraks et d'ouvriers des champs qui louent leurs bras aux paysans les plus aisés.

Àen juger par celui des ouvriers non qualifiés des villes, le sort des salariés des campagnes disséminés dans l'immensité de la plaine russe et sibérienne ne peut pas être enviable. À la ville, il y a des organisations, des institutions, des journaux tenus de sauver au moins les apparences et d'intervenir contre les abus excessifs, ne serait-ce que pour ne pas laisser troubler « l'ordre ». À la campagne, rien de tel. Le prolétaire est à peu près sans défense. Et c'est même un problème que d'être renseigné exactement sur son état. Il ignore ses droits, comme il ignore tout, et, les connaîtrait-il, à qui pourrait-il s'adresser pour être défendu, pour exprimer ses plaintes, ses revendications ?

Aux soviets ? Nous dirons plus loin ce qu'ils sont. Un des trois dirigeants du pays en 1924, Zinoviev, écrivait alors dans un accès de franchise : « À la campagne, on ne fait que le soi-disant travail soviétique, c'est-à-dire, à parler plus simplement, la levée des impôts » (Pravda, 11 octobre 1924). Au parti communiste ? Il n'est que de parcourir l'ouvrage de deux auteurs communistes, Rycline et Trountaiev, officiellement édité aux Éditions d'État en 1925 : Les Cellules et les soviets au village. Voici les vérités qu'on y trouve : le pouvoir aux soviets, cela n'a aucun sens à la campagne ; les vieilles formes d'administration subsistent, les nouvelles ne comptent pas, sauf pour pressurer le villageois ; les paysans pauvres et moyens sont à la merci du premier communiste ou comsomol (membre de la Jeunesse communiste) venu ; les « élections » aux soviets ne sont que la ratification obligatoire de la liste imposée par la cellule communiste la plus proche ; le soviet ne sert qu'à percevoir les impôts ; personne ne veut en être

membre ; sous la menace communiste, on organise un roulement pour que chacun subisse la corvée à son tour ; le soviet, une fois « élu » (!) dans ces conditions, ne donne plus signe de vie ; il ne se réunit pas même une fois dans l'année ; le président malgré lui perçoit les impôts, dresse la liste des contribuables défaillants ; les paysans traitent leurs affaires sérieuses dans leurs « rassemblements » (skhod) traditionnels ; les communistes se considèrent comme les maîtres ; ils ne dirigent pas, ils commandent ; quand il y a une cellule, elle s'empare des fonctions du soviet. Telles sont les constatations de communistes consciencieux et documentés, et qui n'osent pas tout dire. Ce sont celles de tout individu intelligent et honnête qui ait vécu à la campagne en Russie soviétique. « Tout le travail est exécuté par les présidents et les secrétaires… Le Comité du Parti fait tout et souvent remplace non seulement les fractions communistes dans les soviets, mais les soviets eux-mêmes », (Pravda, 4 août 1928). Qui donc se soucie, dans ces soviets et cellules de village uniquement consacrés à la levée des impôts et au maintien de « l'ordre », de veiller au respect des droits des millions de batraks ? De temps à autre, un journal décrit leur moyenâgeuse condition, et rien ne change, et pour cause.

Àl'occasion d'une enquête dans l'administration soviétique inférieure, des communistes haut placés ont dû s'apercevoir de l'affreuse misère des journaliers. Il est temps, écrit l'un d'eux, « d'établir un minimum de salaire, sinon pour tous, en tout cas pour certains groupes de batraks. Le salaire du journalier, dans l'écrasante majorité des cas, ne lui donne pas la possibilité de se nourrir » (Pravda, 14 août 1925). C'est on ne peut plus clair, et littéralement cité : « Le salaire du journalier, dans l'écrasante majorité des cas, ne lui donne pas la possibilité de se nourrir. »

Inutile de remuer des statistiques, de citer des pourcentages menteurs, des coefficients fallacieux. Le journalier crève de faim. Et cela, « dans l'écrasante majorité des cas ». Et quoi qu'en disent les « amis de l'U. R. S. S. ». Le même article note : « Dans la région du Don, le salaire d'un berger vient de baisser des deux tiers. Cette baisse continue. » Ainsi, le berger ne gagnait déjà pas de quoi se nourrir, et son salaire baisse encore des deux tiers. Le même article remarque aussi : l'inculture du journalier ne lui donne pas la possibilité de lutter pour son salaire ; c'est pourquoi l'aide de l'État lui est indispensable ; l'artisan forgeron exploite le batrak seize heures par jour et plus, etc. Se croirait-on dans la huitième année de la Révolution ? Et actuellement, dans la douzième, c'est toujours le même état de choses médiéval. Les transformations sociales se font imperceptiblement, dans les profondeurs de la campagne russe, et les sauts brusques comme la Révolution d'octobre peuvent n'affecter que les apparences si un travail intelligent et tenace ne s'exerce pas dans l'intérêt des pauvres aux âmes d'esclaves.

« Le salaire des journaliers n'a pas encore atteint le niveau d'avant guerre », lisait-on dans le Troud (26 mai 1927). C'était dans la dixième année de la Révolution. Et aurait-il atteint ce fameux niveau, ce ne serait que noire misère. Le même journal notait un dépassement de 30 % de ce niveau pour les ouvriers agricoles proprement dits, ceux qui ont un métier, connaissent les machines. Et qu'est-ce que cela représente ? Toujours de la misère. Nous avons montré ce que valent de telles statistiques concernant les travailleurs des villes ; pour ceux des campagnes, la dérision ne mérite même pas réfutation. En Ukraine, le pays agricole le plus évolué relativement dans l'U. R. S. S., les ouvriers agricoles loués pour trois mois travaillent en moyenne 13 h. 36

par jour ; la moyenne générale est de 12 h. 24 pour les hommes, 11 h. 54 pour les femmes ; moins de la moitié touchent leur salaire en espèces ; même situation dans le Caucase du Nord ; les plus mal traités sont les ouvriers et ouvrières des plantations de tabac, parqués pêle-mêle dans d'immenses baraquements où ils travaillent et couchent, y mangent debout sans quitter la tâche en puisant à même aux récipients communs avec des cuillers en bois servant à tous… (Troud, 5 juillet 1927). Si la « moyenne » est de 12 et 13 heures par jour, on peut s'imaginer le destin de ceux qui travaillent plus que la moyenne. Sur la valeur de ces « moyennes », Ossinsky nous a renseignés une fois pour toutes. « Sauvez-nous, camarades ! Nous périssons ! » répètent depuis des années les délégués des travailleurs des marais de P. ; ces ouvriers, en sortant du bourbier marécageux, mouillés, sales, fatigués ont pour se reposer des huttes dans lesquelles un peu de paille est jeté à même la terre humide ; « qu'on nous donne au moins une planche, disent-ils, on ne peut tout de même pas dormir sur le sol humide » ; on a promis, rien n'a été fait ; les communistes ne se différencient guère des sans-parti, ils se saoulent et jouent aux cartes » (Troud, 27 août 1929).

Tel est le sort de millions de prolétaires agricoles. Et comment vivent les dizaines de millions de paysans pauvres et de paysans dits moyens mais plus près des pauvres que des riches ? Il y a une façon de ne rien savoir, c'est de se référer à d'arides statistiques dont les signes ne donnent pas d'idée concrète, palpable, de l'existence quotidienne. Mais il est une autre documentation, riche et vivante, à laquelle on peut recourir : les écrits de communistes qualifiés, connaissant la paysannerie et l'agriculture, et placés aux meilleures sources de renseignements grâce à l'autorité que le Parti leur confère. La campagne russe est un mystère

même pour les Russes de la ville ; il s'y élabore des processus insoupçonnés dont les manifestations éclatent soudain et surprennent les observateurs les plus attentifs ; il faut aller, de temps en temps, à sa découverte. Le communiste connu, Iakovlev, a ainsi publié un rapport, sous forme de brochure, à la suite d'une véritable exploration menée par lui à la tête d'une commission spéciale, dans la province de Koursk. L'intérêt suscité par ce petit livre : La Campagne telle qu'elle est, fut tel que l'auteur renouvela son enquête et publia ensuite un ouvrage plus important : Notre village. De tels travaux ne se résument pas en quelques mots, mais si l'on veut en dégager brièvement le sens, il suffit de dire : dans l'ensemble, rien de changé depuis la Révolution, quant à la misère, quant aux mœurs, quant à la productivité du travail ; les germes de vie nouvelle peuvent encore se développer ou disparaître selon les rapports qui s'établiront avec la ville. Un autre communiste, dont la connaissance des choses paysannes, l'intelligence et le talent sont unanimement appréciés en Russie, rédacteur à la Pravda, à la Bednota (journal des paysans pauvres) et aux principales publications soviétiques, Léon Sosnovsky, actuellement déporté en Sibérie, a publié des articles remarquables où l'on s'instruit mieux que dans de gros annuaires statistiques, recueils de graphiques ou thèses économiques compréhensibles seulement aux « initiés » pour qui les chiffres se transforment mentalement en réalités tangibles. Un de ces articles nous servira de démonstration.

Une enquête sur la province de Nijni-Novgorod met en relief l'effort donné par les paysans des divers groupes sociaux et la part prélevée au bout de l'an par l'État dit « soviétique ». Voici un paysan pauvre, J., ayant cinq bouches à nourrir ; un seul travailleur ; il a un vieux cheval de 20 ans, une chèvre, trois poules,

des instruments de travail en bois ; il emprunte une charrue à une voisine moyennant un poud et demi de farine (1 poud : 16 kilos) ; il récolte dans son année : 52 pouds de seigle, 2 de lin, 75 de pommes de terre ; le fisc lui inflige un impôt s'élevant à 51 pouds 8 livres de seigle, soit l'équivalent de toute sa récolte de grains ; il faudrait donc admettre que cinq personnes puissent vivre une année entière avec 75 pouds de pommes de terre et le prix de 2 pouds de lin ; le malheureux, bien entendu, ne peut payer.

Autre paysan pauvre, B. ; huit bouches à nourrir, un seul travailleur ; il a un cheval, une brebis, un agneau ; il récolte dans l'année : 86 pouds de seigle et 270 de pommes de terre ; on lui accorde une réduction d'impôt parce qu'il a perdu deux chevaux l'un après l'autre ; il paye 29 pouds 30 livres ; l'impôt représente encore un énorme pourcentage de la récolte, qui doit nourrir huit personnes. À remarquer que dans la province de Nijni, les paysans sont moins pauvres que dans la plupart des autres : les deux cas évoqués montrent des pauvres ayant un cheval.

Le paysan moyen Z. : six bouches à nourrir, deux travailleurs ; il a un cheval, une vache, un veau, deux brebis, trois agneaux, six poules ; sa récolte est de 100 pouds de seigle, 120 de pommes de terre, 2 de graines de lin ; impôt encore considérable, si l'on songe aux six personnes à nourrir : 54 pouds de seigle ; il en paye 32 en obligations de l'emprunt en blé (dont nous aurons deux mots à dire).

Un paysan cossu (koulak), T. : six bouches, trois travailleurs ; le fils étudie à Nijni ; il a une jument de race, deux poulains, une vache, une brebis, sept agneaux, deux porcs du Yorkshire ; comme inventaire : une semeuse, une batteuse, deux charrues,

dont l'une à deux socs, une herse, etc. ; sa récolte : 235 pouds de seigle, 9 de lin, 350 de pommes de terre, 100 de divers ; impôt : 70 pouds 30 livres ; il obtient une réduction de 7 pouds 15 livres pour amélioration agricole ; en outre, il a 42 ruches donnant 40 pouds de miel, valant au marché plus que toute sa récolte, et non imposés ; il a payé en obligations de l'emprunt en blé et en a acheté d'autres sur lesquels il a gagné 90 pouds (le libellé des titres de cet emprunt était en pouds), donc a couvert ainsi son impôt. Le pourcentage d'imposition est nul.

Autre koulak, T. : trois bouches, trois travailleurs ; il a un cheval, une vache, un veau ; on n'indique pas le montant de sa récolte ; en tous cas, avec trois travailleurs et son inventaire, il a récolté au moins le double des paysans pauvres cités plus haut ; mais sa force économique n'est pas là ; il a un moulin à deux meules, pouvant moudre par bon vent 100 pouds par jour, et paye pour cela 35 roubles par an de location et de patente ; sur 100 pouds, il lui en reste 10 de bénéfice ; en n'en comptant même que 5, et 150 jours productifs par an, cela lui fait au minimum 750 pouds de gain et 35 roubles de dépenses ; de plus, il a une petite briqueterie où travaillent sa famille et deux ouvriers salariés, et produisant 60.000 briques par an ; le fisc l'impose de 22 pouds… Au total, avec ce qu'il paye pour son moulin, il n'est pas plus taxé que le paysan moyen Z. qui ne vit que de son travail et de sa terre.

La conclusion se dégage clairement : au moment où Sosnovsky écrivait (Pravda du 27 août 1924), l'État spoliait durement les plus pauvres et ne demandait presque rien aux riches. C'est ce qui a incité une fraction du parti communiste, dont précisément l'auteur de tels articles, bien placé pour savoir de quoi il retour-

nait, à protester contre la politique fiscale suivie inconsciemment par le Parti à la campagne, et réalisée en pratique très consciemment par un « appareil » de fonctionnaires soumis à l'influence des paysans aisés. Les communistes de cette sorte ont été jetés en prison ou déportés en Sibérie, mais il a bien fallu tenir compte de leurs avertissements, confirmés de toutes parts, et cesser de dépouiller ainsi les paysans pauvres, de vendre à l'encan leurs outils ou leurs meubles, voire les emprisonner pour défaillance fiscale. Citons d'autres articles de la Pravda.

Un paysan revient de l'armée rouge, dûment chapitré et endoctriné, athée, soviétique, homme d'avant-garde ; il habite la région de Léninegrad ; six bouches à nourrir ; il dispose d'un déciatine de labour et d'un déciatine de pré (1 déciatine : 1 hectare 92 mètres carrés) ; comme paysan avancé, il défriche courageusement un déciatine et quart de terrain buissonneux en y travaillant plus d'un an, et obtient une sole de trois quarts de déciatine ; la loi exempte d'impôts pour quelques années la terre dessouchée ; là-dessus, feuille de contributions de 23 roubles 75, « somme à laquelle il ne pouvait songer qu'en rêve » ; il fait une déclaration au Soviet ; cependant, on lui saisit « toute sa richesse : une commode et une meule » en les lui laissant provisoirement d'abord, puis en les expédiant au canton ; inquiet, il fait des démarches ; on lui promet de ne rien vendre avant éclaircissement ; deux jours après, la commode est vendue, mais il n'y a pas d'amateur pour la meule ; démarches, commissions, bureaux à n'en plus finir ; on lui propose d'envoyer un agronome contrôleur à ses frais ; il paie ; l'agronome constate qu'il devrait être exonéré d'impôts 5 ans ; des mois passent, le meuble est vendu, la meule va l'être, et le pauvre diable espère toujours… (Pravda, 22 avril 1925).

Autre article, autre signature, même journal. Les déclarations d'impôts, demandes de réductions, etc., passent par cinq ou six instances et cheminent de longs mois ; pendant ce temps, les perceptions ont lieu ; il en résulte des faits comme celui-ci : la famille d'un soldat rouge, qui aurait dû être exonérée, écrit à ce serviteur de la Révolution : « Vania, on va nous vendre, notre dernier pain est perdu, nous allons être affamés ; Vania, nous avons reçu ton certificat, mais on ne l'a même pas lu, on ne l'admet pas ; on va vendre nos 15 pouds d'avoine, nos 10 pouds de seigle, tout cela fera 15 roubles et nous avons 30 roubles à payer ; on va vendre aussi la grange ; quand tu reviendras, la place sera vide » (Pravda, 22 avril 1925).

De telles histoires sont monnaie courante. Elles caractérisent l'ensemble d'une situation. Il serait facile d'en citer des milliers. Mais le jour où l'État s'est aperçu que le blé manquait, il a constaté la désaffection de tous les paysans envers le régime : les pauvres et une partie des moyens, parce que pressurés, dépouillés, maltraités ; les riches et l'autre partie des moyens, parce que, ne trouvant pas de marchandises en échange de leur blé, ou se jugeant frustrés par les bas prix de taxation payés pour le blé par l'État. Ce n'est pas ici le lieu d'exposer les péripéties et vicissitudes de la politique économique du Parti communiste à la campagne ; nous y faisons allusion strictement dans la mesure où cela est nécessaire à notre objet : dire la vérité sur la condition des masses laborieuses. Donc, l'État, c'est-à-dire le Parti, car ils ne font qu'un, a dû consentir des concessions aux paysans pauvres, non pas conformément à des principes dont on a vu quel cas il fait, mais dans l'espoir de s'en créer des alliés pour prendre le blé là où il est. Les paysans riches et aisés ont enterré leur blé ; les paysans pauvres, manquant de blé, n'en ont pas

trouvé à acheter ; l'État, pressé de ravitailler les villes, s'en procurait brutalement par des confiscations et des répressions qui faisaient disparaître le blé du marché et dressaient contre lui, une fois de plus, toute la masse paysanne ; les pauvres ont vu diminuer fortement, et les plus pauvres supprimer même, leurs impôts directs, mais de toutes façons ils n'auraient pu les payer, et cela ne leur donnait pas de pain, lequel était rationné à la ville tout en se vendant sur le marché libre, et en cachette, quatre et cinq fois plus cher qu'au prix officiel. De plus, même délivrés du cauchemar de l'impôt direct, les pauvres sont toujours spoliés par les impôts indirects ; non seulement le budget soviétique est de plus en plus basé sur les impôts indirects, contrairement au point de vue communiste ou socialiste de toujours, mais les hauts prix des produits manufacturés impliquent autant d'impôts indirects déguisés. Ces hauts prix, environ trois fois plus élevés qu'en Europe occidentale, seraient encore demi-mal s'ils étaient réels : en effet, depuis plusieurs années, la disette de marchandises est si forte en U. R. S. S., la production est à tel point insuffisante par rapport à la demande, que le peu de produits jetés sur le marché sert à la spéculation, passe de mains en mains et atteint des prix exorbitants. Le paysan pauvre est toujours dépouillé, de l'une ou l'autre façon. Acculé par la misère, il est obligé d'emprunter au koulak, pour ne pas mourir de faim, et l'usure le rend esclave. La vodka, l'alcoolisme, achève sa déchéance.

Voici des informations officielles sur l'état sanitaire des campagnes. « Les malades assiègent l'infirmerie, à raison de 2.000 par mois, écrit-on de la province de Gomel. Insuffisance de médicaments. On reçoit de la térébenthine par cuillerées à soupe. Vingt cachets de quinine par mois, alors que des centaines de malades ont la malaria. » « La syphilis est le fléau de notre can-

ton, écrit-on de la province de Nijni. Il y a des villages où la moitié de la population est contaminée de syphilis ». « Dans la province d'Orel, le D P... a vu des villages où l'école est interrompue par suite de la contamination des enfants, atteints de syphilis ». « Dans la province de Kalouga, la moitié de la population de certains villages est syphilitique ». « Combien y a-t-il de tels cantons et arrondissements ? Certainement, beaucoup. Naturellement, la campagne est toujours aux mains des guérisseurs et rebouteux qui spéculent sur l'obscurantisme et la pauvreté. » Suivent des renseignements effarants sur les pratiques de sorcellerie suppléant à l'aide médicale (Pravda, 7 avril 1925). Aucun progrès n'a été réalisé depuis. Au contraire, les journaux doivent signaler que les campagnes manquent de plus en plus de médecins et d'infirmiers ; et la disette de marchandises est particulièrement aiguë en matière de produits médicaux. « Les batraks sont privés de secours médical » ; « le secours médical à la campagne est organisé de telle sorte que, seuls, les paysans riches ou aisés peuvent l'utiliser ; le médecin rural est dépourvu de moyens de locomotion ; pour examiner un malade, il emploie le cheval qu'on lui envoie ; si le malade est un pauvre, sans cheval, il est privé de soins » (Rabotchaïa Gazeta, 14 septembre 1929).

On a créé, dans un certain nombre de villes, des « maisons du paysan », destinées à abriter les villageois de passage. L'auteur de ce livre a vu celle de Moscou, où il n'y avait d'ailleurs jamais de paysans, du moins jusqu'en 1924 ; elle était convenable et propre, sans doute parce que personne ne l'habitait, bien que les lits fussent trop près les uns des autres dans les dortoirs (ils se touchaient) et les moyens de se laver très insuffisants. C'est celle que l'on montre aux étrangers, aux bourgeois et aux ouvriers qu'on croit avoir intérêt à tromper, aux faux « amis de l'U. R. S. S. » de

variétés diverses. Mais les vraies « maisons du paysan » dont on fait usage sont dignes des « maisons de l'enfance » : on les appelle, dans la presse soviétique, quand on en parle, de véritables écuries. Il suffît de lire la Pravda du 6 juin de cette année : ces maisons sont sordides et servent de cabarets ; Kroupskaïa cite en exemple celle de Tver où le « cabinet de propagande » est toujours fermé et ne s'ouvre qu'en cas de visite de fonctionnaires supérieurs, et où la salle de thé est une salle de vodka.

Il est impossible de parler de la vie des paysans en taisant l'arbitraire effréné dont ils sont victimes, de mille manières. Le procédé par lequel on leur impose un soviet (et d'autres références figureront à un chapitre suivant.) laisse penser quelles libertés les fonctionnaires soviétiques, surtout les communistes, peuvent se permettre, vis-à-vis de travailleurs sans défense. Plus le paysan est pauvre, plus il est désarmé. Les pratiques les plus courantes sont les impôts illégaux et l'emprunt forcé. L'auteur de ce livre a vécu dans un artel d'agriculteurs, d'ailleurs privilégiés de diverses laçons, et dans un centre important du midi de la Russie, par conséquent sous le regard d'autorités très contrôlées par Moscou : même dans ces conditions, les impôts illégaux pleuvaient si dru qu'aucune entreprise agricole ou autre ne pouvait vivre ; la moindre résistance, le simple rappel de la loi, eût conduit à la saisie et au besoin à l'emprisonnement. Il n'y a pas la moindre possibilité pour un « citoyen » russe de se faire rendre justice, sauf si un concours de circonstances absolument exceptionnel révèle un cas particulièrement scandaleux et intéresse une personnalité communiste en vue, qui lui donne la publicité suffisante. De telles interventions tutélaires sont insignifiantes au regard de l'incommensurable quantité d'injustices et d'abus qui écrase la masse. « Les impôts illégaux ne cessent d'être

pratiqués » ; « on a beaucoup parlé et écrit sur l'extraordinaire grande quantité d'impôts et de taxes pratiqués à la campagne » ; « certes, nous n'avons pas actuellement les dizaines d'impôts des années précédentes, mais on est encore loin d'un avoir fini avec ce mal » (Pravda, 3 mars 1926). À plusieurs reprises, il a paru dans la presse de ces déclarations officielles, notamment de Rykov, condamnant les impositions illégales superposées aux impôts légaux ; mais autant en emporte le vent. Des circulaires ont été expédiées du centre à la périphérie : elles sont noyées dans des milliards d'autres circulaires, dont on ne tient aucun compte, que l'on ne peut même pas lire.

L'extorsion de ressources par l'emprunt forcé est aussi d'un usage devenu banal, en dépit de réprobations officielles non moins banales. Il en est de l'emprunt à la campagne comme à la ville : le « citoyen » n'est pas libre de ne pas souscrire. L'ouvrier et l'employé se voient souvent retenir, à la paie, leur souscription « volontaire » décidée en dehors d'eux par les bureaux communistes ; le paysan est inscrit d'office sur une liste de souscripteurs non moins « volontaires » dressée par les fonctionnaires soviétiques habitués à lever l'impôt et à repérer les moyens de chacun, pour un montant d'obligations dépendant du total qu'ils ont ordre de placer. Un emprunt paysan spécial, dit « emprunt du blé » et libellé en pouds de seigle, avait été émis il y a quelques années, payable et remboursable en nature ou en espèces équivalentes ; les titres étaient acceptés en règlement des impôts ; mais l'opération, commandée par des circonstances spéciales, ne pouvait être renouvelée avantageusement et la campagne doit maintenant absorber sa part des emprunts dits « de l'agriculture » ou « de l'industrialisation ». Résister à la souscription « volontaire obligatoire » serait tomber sous le coup de l'accusation de contre-

révolution, et s'exposer à des représailles que chacun a intérêt à éviter. « Il faut dire que dans bien des cas (sic), on a toléré des méthodes de placement de l'emprunt ne pouvant que ruiner la confiance des larges masses paysannes vis-à-vis du système du crédit de l'État… Faut-il répéter que la confiance ne peut se gagner que par la persuasion, par le principe de la souscription volontaire ? » (Isvestia, 25 avril 1928). Les Isvestia assument la tâche difficile d'en dire assez sans en révéler trop, d'où ces expressions euphémiques, dont on sait à quoi s'en tenir. Le même numéro du journal publiait des lettres significatives sur les procédés de souscription en vigueur : dans l'Oural, un comité exécutif local convoque les habitants de 40 kilomètres à la ronde pour leur « proposer » des obligations ; peut-on décliner les « propositions » de ceux qui ont le pouvoir de convoquer ? Du côté de Kherson, des paysans essaient de s'en tirer en demandant des titres de 5 ou 10 roubles, mais le fonctionnaire leur en « offre » de 50, 80 et 100 roubles ; si les paysans se déclarent incapables d'en acheter, le représentant de la « dictature du prolétariat » dresse procès-verbal et en réfère au tribunal pour « confiscation des biens ». Dans la région de Stavropol, le délégué soviétique a reçu pour 800 roubles d'obligations et il les répartit lui-même entre les fermes et les divers groupes de paysans ; même les batraks sont taxés, sans être consultés le moins du monde ; lors de la distribution de farine aux pauvres, les batraks furent convoqués et sommés de faire leur versement dans les trois jours, sous peine de privation de farine ; pratiquement, c'est une menace de mort. Dans l'Oural, un délégué déclare qu'il lui faut choisir entre des poursuites pour échec dans le placement de ses titres et des poursuites pour placement par contrainte, et il préfère celles-ci comme moins graves. La variété des abus de cette sorte est infi-

nie : si les Isvestia voulaient, elles pourraient en emplir chaque jour dix colonnes de leur numéro.

Affligés de leurs obligations dont ils n'ont que faire et pressés par le besoin, les obligataires malgré eux se sont efforcés de s'en débarrasser, à la campagne comme à la ville, soit en les revendant avec de fortes pertes, soit en payant leurs dettes avec ou en s'en servant pour s'acquitter de leurs impôts. L'État se vit menacé de « ravaler » ses titres, comme on dit à Paris en Bourse des sociétés qui rachètent leur papier pour éviter un effondrement des cours. Il fallut exercer une nouvelle pression sur les détenteurs et déchaîner la presse, afin de faire passer pour tentative de contre-révolution toute velléité de vendre ses obligations. Dans les villes et les usines, on alla même plus loin, grâce à la structure de l'organisation du travail qui s'y prête : des résolutions d'assemblées générales d'entreprises et d'institutions soviétiques, c'est-à-dire des décisions dictées par les fonctionnaires communistes des cellules et des rayons, enjoignirent à tous les obligataires de déposer leurs titres en banque, pour éviter la tentation de les écouler. À la campagne, cette idée n'est pas praticable.

Depuis quelques années, une catégorie nouvelle de paysans travailleurs se constitue, celle des ouvriers et journaliers employés dans les sovkhoses (domaines soviétiques). Ces sovkhoses sont destinés à présenter des exploitations agricoles modèles, dont le type serait appelé à se généraliser partout en se substituant aux vieilles formes de travail individuel ou familial. Comment les prolétaires y sont-ils traités ? D'après Antselovitch, fonctionnaire syndical imposé à l'union professionnelle des travailleurs de l'agriculture, « les ouvriers étouffent dans d'étroites et sales casernes », sans réfectoires, ni coopératives ; le désordre

règne dans ces domaines, la technique y est inférieure, la productivité très basse ; les salaires sont au dessous de ceux d'avant-guerre ; souvent, ils ne sont payés que tous les six mois (Troud, 26 mai 1927). « Chez un bon paysan, les écuries sont mieux que nos logements », déclare un délégué au Congrès des ouvriers agricoles (Troud, 6 décembre 1928). Dans un sovkhose de Crimée, les ouvriers occupés à nettoyer les grains sont enfermés toute la journée dans un hangar où on leur passe la nourriture et même un seau pour se soulager… (Troud, 23 mars 1929). Les ouvrières d'un sovkhose de la province de Poltava, ne pouvant obtenir le paiement de leurs salaires, se rassemblent en foule devant le bureau ; « un milicien à cheval charge et la disperse » ; deux jours après, nouveau rassemblement : « la milice est appelée de nouveau, chasse les ouvrières, en arrête plusieurs, les menace de ses armes » ; le directeur est poursuivi ; mais, dit le journal, « il y a beaucoup de ces gens malfaisants » (Troud, 16 août 1929). Il est à noter que les communistes sont en nombre infime dans ces domaines soviétiques, modèles de collectivisme futur : ils préfèrent la qualité de seredniaks, et même de koulaks, à l'honneur d'être accablés sous l'exploitation soviétique comme pionniers de nouvelles formes de production. Même dans les colkhoses (collectivités agraires), constitués sous l'égide de l'État, il y en a très peu : sur 100.000 membres du Parti agriculteurs, 7.200 travaillaient dans des colkhoses au début de 1928 (Pravda, 9 novembre 1928).

Le chapitre de la vie des pauvres à la campagne souffrirait d'une grave lacune si l'on omettait d'y parler d'une certaine sorte « d'abus » fréquents confinant aux exactions et au crime dus aux autorités locales. Il ne s'agit pas de faits-divers, mais des multiples manifestations d'un mal engendré par des survivances de barbarie paysanne et favorisé par le régime politique. Les soviets

ne sont pas l'émanation des pseudo-électeurs, mais un « appareil » imposé à la population, comme le confirment les sources soviétiques mêmes ; selon l'importance de la commune ou de l'agglomération rurale, ils se réduisent à un président ou secrétaire ou aux deux, augmentés de quelques fonctionnaires, chefs de bureaux, etc. Dans certains cas, ce peut être d'honnêtes gens, brouillons et incapables, qui assument ces fonctions ; dans d'autres, ce sont des chercheurs de profits singeant le communisme ou le loyalisme soviétique pour couvrir leurs opérations personnelles. Ces innombrables petits usurpateurs locaux peuvent alors se permettre toutes les turpitudes s'il ne se trouve pas dans leur coin des paysans éveillés capables de se remuer pour faire intervenir des autorités supérieures, ou quelque selcor dégourdi (correspondant rural) pour signaler leurs méfaits aux journaux. Or, dans les fins fonds de la campagne russe, dans les glouchi (profondeurs) comme on dit là-bas, c'est un luxe qu'un selcor ou un paysan avancé. On peut d'ailleurs corrompre l'un, se défaire de l'autre. Bref, une série ininterrompue de scandales petits, grands et moyens ont révélé, depuis quatre ans, les maladies de l'appareil soviétique : vols, concussions, spoliations, arbitraire, persécution des faibles, débauches, parfois assassinats. À chaque épuration du bas réseau de la bureaucratie, c'est par milliers que sont démasqués les tyranneaux de village et par centaines qu'on en traduit devant les tribunaux.

Nous citerons ici une affaire-type : il suffit d'en savoir une pour les connaître toutes. De plus, de pareilles « affaires », mais de grande envergure, ont surgi dans des centres urbains importants avec un tel fracas qu'elles méritent plus encore de retenir l'attention : il y a de mauvaises excuses pour couvrir les scandales de la campagne reculée, mais pas la moindre, d'aucune sorte,

pour justifier l'état de choses permettant l'apparition de foyers d'infection dans des villes où se superposent et s'engrènent tous les rouages de la machine soviétique, où les multiples organisations du régime rivalisent tantôt de complicité, tantôt d'aveuglement, où, enfin, le prolétariat censé exercer sa dictature est présent et supporte silencieusement une pourriture, un arbitraire, des brimades, comme en aucun pays non-colonial de civilisation capitaliste. En attendant, donc, le chapitre où les affaires à la Smolensk (la plus fameuse) viendront à leur place, voici celle de Kherson.

Kherson n'est pas un trou perdu dans les steppes de l'Asie centrale : c'est quelque chose comme un « village » de 100.000 habitants, non loin d'Odessa. Des dénonciations ayant attiré l'attention de Sosnovsky, déjà nommé, sur ce qui se passait au service administratif du Soviet, le journaliste publia un article qui déclencha une enquête, laquelle aboutit à l'arrestation de 16 dirigeants locaux et fonctionnaires, dont plusieurs communistes, l'un même décoré de l'ordre du Drapeau rouge. Depuis des années, ces gens terrorisaient la région. Nul n'osait prendre la responsabilité de signaler leurs coquineries, crainte de le payer trop cher. La commission d'enquête ayant garanti, par voie de presse, le secret aux plaignants, une véritable ruée se produisit et il fallut créer une queue à la porte des enquêteurs. Le Commissaire du Peuple Chlikhter, président de la commission, déclara : « Ce serait une erreur de penser que cette affaire soit exceptionnelle par le caractère et la quantité d'abus ; ici, grâce à une série de raisons, nos maladies sociales se sont seulement révélées avec plus d'intensité ». (Voilà qui est net, et suffirait à dispenser de multiplier les exemples.) L'un des accusés, chef du service, s'appropriait d'énormes sommes, organisait des orgies, contraignait les

miliciens à danser pour l'amuser et persécutait ceux qui le dénonçaient à la presse de Kherson ; comme membre de la Commission d'épuration (!) de l'appareil soviétique, il exigeait des collaboratrices qu'elles couchent avec lui, sous menace de renvoi ; les fonctionnaires et policiers sous ses ordres violaient des femmes et touchaient des pots de vin, avec la participation active de leur supérieur ; on appelle ça un « communiste ». Le second, également membre du Parti, chef de la milice, dévorait les fonds, falsifiait les documents, se rendait complice du précédent, étouffait la voix de ses miliciens consciencieux, assommait les personnes arrêtées, couvrait les vols de ses maîtresses, etc. Le troisième, aussi du Parti, compagnon des deux autres. Un quatrième, vole et viole. Le cinquième — Parti, Drapeau rouge — mêmes forfaits ; « il arrêtait les paysans sans aucun motif ». Et tous pillaient les caisses, rançonnaient les habitants, violentaient les femmes, falsifiaient les comptes, se vautraient dans une crapuleuse débauche (Pravda, 5 et 10 juin 1925). Et ce n'est pas nous, c'est le Commissaire du Peuple enquêteur, qui déclare : il n'y a rien là d'exceptionnel. Le Comité central du Parti communiste d'Ukraine le confirma, dans une longue résolution soulignant le caractère démonstratif de l'affaire et constatant que « le procès de Kherson n'épuise pas la question de la lutte du Parti pour la légalité révolutionnaire ; les traits topiques de Kherson se retrouvent dans les abus découverts ensuite (Toultchino, milice de Kiev, et autres) » (Pravda, 24 septembre 1925).

Quelques semaines plus tôt, une révision opérée dans la petite République caucasienne de Nakhitchevan amena l'arrestation du Commissaire du Peuple à l'intérieur, du Commissaire du Peuple à l'Agriculture, du Commissaire du Peuple aux Finances, du Commissaire du Peuple à la Justice, du Président des Coopéra-

tives, du Président du Tribunal, du Commissaire du Peuple adjoint à l'instruction publique, du Président des syndicats, en tout des 25 principaux personnages de la République, pour oppression des paysans, dilapidations, concussions, arbitraire, etc. Le communisme était bien représenté dans le pays. « Les arrestations ont produit une impression tout à fait favorable sur la population, incapable de dissimuler sa joie » (Pravda, 9, 10, 11 avril 1925) ; cela donne à penser de quelle manière tous ces « Commissaires du Peuple » étaient élus…

Quelques semaines plus tard, c'était l'emprisonnement d'une véritable bande qui terrorisait depuis deux ans toute une région, et comprenant le président du soviet, un ancien envoyé du Guépéou (police politique), le chef de la milice, le juge, le secrétaire du comité du Parti communiste, etc. « La peur devant cette clique et la méfiance envers le pouvoir soviétique étaient illimitées. Le témoin Ch., allant à l'instruction, déclara : — Que l'on me coupe la gorge, mais je ne dirai pas la vérité. Le selcor Moroz a mis un terme à ce mutisme lâche, à cette peur panique. » Ce Moroz, un gars déluré, étant venu fortuitement dans le pays de sa femme, découvrit ce qui s'y passait et réussit non sans peine, et au risque de sa vie, à sonner l'alarme à Odessa. La bande en question se livrait simplement à des agressions à main armée pour piller les paysans, à des incendies, à des assassinats. « La population était fermement convaincue que la milice ne valait pas mieux que les bandits reconnus et que, par conséquent « toutes les autorités sont semblables. » (Pravda, 16 juillet 1925).

Près de Vinnitza, on dut arrêter l'ex-président d'un comité exécutif de rayon, son adjoint, le secrétaire du comité du Parti, le président et le secrétaire du soviet, le secrétaire du comité exécu-

tif du district, le chef de la milice « et une série d'autres représentants du pouvoir local ». Ils furent inculpés d'abus comme, par exemple, d'avoir emprisonné 15 paysans qui demandaient un délai pour payer l'impôt, puis le selcor (correspondant rural du journal) qui communiquait les faits, etc. (Pravda, 12 mai 1925). Ces agissements de toutes les autorités coalisées d'une localité n'eurent pas lieu sous Vinnitza comme phénomène insolite : on les constatait un peu partout, mais il se trouvait rarement quelqu'un pour les dénoncer fructueusement à des autorités supérieures. Celles-ci sont assaillies de plaintes, réclamations, protestations qui s'accumulent dans des dossiers, casiers et tiroirs où la plupart sont vouées à l'oubli. L'épisode de Vinnitza prend, dans la vie soviétique, l'aspect d'un incident banal. Trois ans plus tard, nous lisions dans les Isvestia que les fonctionnaires soviétiques d'un rayon de Semipalatinsk avaient confisqué à leur profit des dizaines de milliers de têtes de bétail et arrêté en masse des paysans ; la population se mit à fuir à travers la frontière chinoise ; du centre, prévenu, on envoya une commission qui mit 140 prisonniers en liberté et fit restituer les bestiaux (29 août 1928). Mais le centre ne peut pas intervenir ainsi partout et ne répare qu'une infime partie des injustices.

Le Commissaire du Peuple ukrainien avait raison de souligner le caractère non exceptionnel de ces phénomènes, dont la fréquence et la gravité ont révélé une corruption profonde de tout l'organisme soviétique. Les « affaires » des années suivantes en ont confirmé en l'aggravant encore le sens symptomatique, d'une façon que les pires ennemis du régime n'osaient espérer. Mais à côté de ces soi-disant « abus » d'aspect ouvertement criminel, et comportant par leur excès même une contre-partie, il y a les myriades d'abus quotidiens, les tracasseries minuscules, les persécu-

tions mesquines qui ne forcent plus l'attention et dont l'accumulation prolongée entretient une exaspération latente dans la paysannerie de toutes classes. Une politique à courte vue et aux moyens imprudents, pratiquée dans un tel milieu, peut facilement associer dans une résistance commune aux exigences de l'État les groupes sociaux d'intérêts les plus opposés. C'est ce qui s'est produit lorsque les autorités ont eu recours aux brutalités administratives pour se procurer du blé : dirigées en principe contre les gros paysans accapareurs, ces pratiques agressives se sont traduites par une lutte des organes soviétiques contre tous les paysans soupçonnés de détenir du blé et une réaction confuse a solidarisé la majeure partie de la masse paysanne contre le pouvoir. Les pauvres, dans ces circonstances, ne sont pas les derniers à prendre part au combat : leur détresse les livre aux influences les plus directes et les koulaks savent s'en faire des instruments inconscients. À côté de la résistance passive sous forme de réduction des ensemencements de céréales et de dissimulation des grains, il se manifeste depuis deux ans une sourde révolte, active mais sporadique, comme une sorte de guerilla où succombent bien des agents du gouvernement, réels ou supposés, le plus souvent frappés dans le dos, et où flambent des récoltes soviétiques dans des incendies de guerre civile. En 1928, on aurait compté 24.000 attentats (agressions armées et incendies) anticommunistes (Isvestia, 8 décembre 1928). Pour 1929, les comptes ne sont pas encore faits, mais il ne se passe, pour ainsi dire, pas de jour où les journaux ne relatent de nouvelles manifestations de cette espèce. Les maîtres de l'U. R. S. S. expliquent tout par la vindicte des koulaks acharnés à s'opposer aux « progrès du socialisme »… Mais à qui fera-t-on croire qu'une minorité infime dispersée sur un immense espace et noyée dans une

énorme masse humaine puisse engager une lutte aussi implacable sans une ambiance propice, sans l'assentiment ou la participation tacites de la multitude excédée de privations et de souffrances ?

Volume 3 · 05

La misère culturelle du peuple russe va de pair avec son indigence matérielle. Sur les quelque 150 millions d'habitants de l'U. R. S. S., la grande majorité est restée complètement illettrée, et la majorité de la minorité ne vaut guère mieux. Des aveux officiels récents sont là, dans leur crudité. L'analphabétisme intégral s'exprime dans la statistique soviétique par le chiffre « criant » de 60,4 % de la population (Isvestia, 11 juillet 1929). Mais dans les 40 % restant, il y a en grande proportion les analphabètes comptés comme « liquidés » au cours des dix dernières années et en réalité récidivistes de l'analphabétisme. « N'ayant absolument rien à lire, et obligé même de rendre son livre d'instruction, le paysan peut seulement au bout d'un an griffonner tant bien que mal son nom et, un an plus tard, oublie tout définitivement » (Rabotchaïa Gazeta, 24 juin 1926). Cette observation faite pour l'Ukraine vaut partout. Les récidivistes ne sont pas recensés mais, de toute évidence, et la preuve va suivre, ils sont le plus grand nombre parmi les anciens illettrés passés dans la catégorie des instruits. De plus, sur les 40 % en question, il y a les « malogramotni », capables tout juste d'épeler l'alphabet, de déchiffrer les grosses lettres d'une enseigne dans la rue et d'écrire péniblement leur nom. Ces lettrés-là ne peuvent ni rédiger une lettre, ni

lire un journal. Il faudra enfin parler de la qualité de l'instruction reçue par le restant, sous le régime soviétique.

Dans certaines régions de l'Union, il y a 90 % d'illettrés, parfois davantage, signalent les mêmes Isvestia. Et toute la presse soviétique de répéter en même temps, sur un mot d'ordre, certaines paroles de Lénine quant à l'impossibilité d'instaurer le socialisme sans l'instruction générale de la masse. Même si Lénine avait oublié d'exprimer une banalité de cette ampleur, cela irait de soi. Qu'a-t-on fait de la « décision » de « liquider l'analphabétisme » pour le X anniversaire d'Octobre ? Comme des millions d'autres « décisions », elle est restée sur le papier. À la veille du XII anniversaire, il faut rétracter toutes les pompeuses affirmations antérieures et avouer que tout reste encore à faire. Après avoir admis « la stabilisation de l'analphabétisme » (Pravda, 2 septembre 1928), les bolchéviks doivent maintenant reconnaître Les progrès de l'ignorance sous leur dictature.

Ne peuvent en être surpris que ceux qui ne se sont pas donné la peine de se documenter, aux sources soviétiques mêmes. Car à côté du battage bruyant et creux sur la révolution culturelle, la presse communiste russe était bien obligée d'insérer des vérités utiles, pour l'usage interne. « Il y a actuellement à la campagne 65 % d'illettrés. Pour édifier une vie nouvelle, il faut avant tout en finir avec l'ignorance » (Pravda, 23 juin 1925.) « La liquidation complète de l'ignorance sera atteinte seulement avec l'instruction générale, quand l'école élémentaire embrassera 100 % des enfants », découvre Lounatcharsky, Commissaire du Peuple à l'ignorance publique (Pravda, 22 septembre 1925). « Nos écoles du premier degré n'instruisent que la moitié des enfants » (Rabotchaïa Gazeta, 10 juin 1926). « La récidive d'analphabétisme,

l'oubli des connaissances déjà acquises, dépasse actuellement de beaucoup le niveau d'avant-guerre » (Rab. Gaz., 15 juin 1926). Voilà enfin un niveau d'avant-guerre très élevé dépassé de beaucoup. « 60 à 70 % des femmes oublient presque complètement leur instruction en quelques mois » (même source). Le Crocodile, journal communiste satirique, représente « la liquidation de l'ignorance » par un escargot (n 28, juillet 1926). « Nous organisons nous-mêmes toute une armée d'illettrés, par l'insuffisance de nos subventions à l'éducation, et ensuite nous nous prenons la tête à deux mains pour arriver à les « liquider » (Pravda, 25 septembre 1926). « Il faut recommencer l'instruction de nombreux illettrés ayant déjà fait leurs classes car ils ont oublié l'essentiel de ce qu'ils avaient appris » (Rab. Gaz., 9 octobre 1926). « Le pourcentage d'enfants non admis à l'école malgré les démarches de leurs parents augmente… Il y a des cas où l'instituteur a dans la même classe trois groupes d'élèves s'élevant à 100. Dans ces conditions, le travail pédagogique est un travail de forçat, et extrêmement peu fructueux… Notre enseignement de 4 ans, malheur principal, est illusoire non seulement parce que la quatrième année n'existe pas en certains endroits, mais par le fait infiniment triste qu'environ 70 % des enfants des plus pauvres paysans ne vont même pas jusqu'à la troisième année… On dépensait par tête d'élève en 1913 environ 30 roubles d'aujourd'hui, et maintenant 18 roubles (à la colonne voisine, il est écrit : 16 roubles)… alors que la dépense est de 163 roubles à Londres et 220 à New-York… L'instituteur reçoit seulement les deux tiers du salaire moyen de l'ouvrier et à peine plus de la moitié de son pitoyable salaire de l'époque tsariste… », lisait-on dans un article de Lounatcharsky, interminable, inconsistant, filandreux et optimiste, bien conforme à sa manière (Pravda, 29 septembre 1926).

À souligner que ces chiffres de Londres et de New-York valent pour la totalité des enfants alors que ceux de l'U. R. S. S. valent seulement pour les élèves, soit environ la moitié des enfants. (De plus, ces chiffres russes doivent être considérés comme très au-dessus de la réalité, vu les gaspillages et dilapidations dont on se rendra compte dans la suite.) On manque d'écoles, on manque de matériel scolaire, on manque d'instituteurs ; le salaire de ceux-ci est insuffisant ; les enfants manquent de vêtements et de chaussures, leur nourriture est mauvaise, ils quittent l'école prématurément ; parfois, une classe comprend 120 à 160 élèves par instituteur ; il y a moins d'écoles que sous le tsarisme et il y a 30 % d'élèves en plus ; les instituteurs sont chargés d'obligations sociales en surcroît de leur tâche et privés des droits les plus élémentaires (Troud, 13 novembre 1926). La gratuité de l'enseignement n'existe plus généralement que sur le papier ; en fait, par maints prélèvements sur les salaires, les ouvriers entretiennent l'école, parfois pour la moitié, parfois pour les trois quarts du budget scolaire (Troud, 22 mai 1927). Au bout d'un an ou deux, voire de quelques mois, l'illettré oublie ce qu'il a appris en un trimestre au centre d'instruction (Troud, 29 septembre 1927). Dans l'Oural, 70 % des enfants ne trouvent pas place à l'école ; dans tous les centres ouvriers, situation analogue, plus ou moins accentuée ; l'insuffisance des locaux scolaires oblige à faire des cours par trois ou quatre relèves ; ces locaux sont exigus, sombres et froids, les trois quarts ont besoin de réparations ; nombreux sont ceux où les enfants sont assis par terre, faute de bancs ; l'éclairage est dérisoire ; les maladies sévissent parmi les enfants, mal vêtus, mal nourris (Troud, 9 août 1928). Quinze millions d'enfants ne bénéficient d'aucune instruction (Pravda des J., 30 juillet 1929).

Le délabrement des écoles et les conditions dans lesquelles instituteurs et élèves sont condamnés à y travailler pèsent lourdement sur le rendement des leçons. Dans la province de Stalinegrad, sur 988 écoles, 447 ont besoin de réparations ; il n'y a que 520 instituteurs ; moins de la moitié des enfants y trouvent place ; les locaux contiennent plus du double d'élèves que leur destination n'en assigne (Rab. Gaz., 19 juin 1926). Il en est à peu près de même partout ailleurs, souvent pire. Dans la province de Samara, le bois de chauffage manque aux écoles ; les instituteurs sont obligés d'aller journellement demander des bûches au soviet local ; dans la province de Voronèje, le bois destiné aux écoles se trouve à 100 kilomètres, les moyens de transport font défaut, les enfants gèlent ; c'est le tableau général, même dans la région de Moscou : vitres brisées, froid terrible, manque de bancs, enfants, assis par terre l'hiver, etc. (Pravda, 26 février 1927). Descriptions plus sombres encore : non seulement le nombre des écoles est insuffisant mais celles qui existent sont dans un état indescriptible : certaines sont dans des baraquements où la température descend à 2° au-dessous de zéro, d'autres dans de vieilles casernes en ruines, dans des locaux dangereux pour la vie des enfants ; dans les provinces de Vladimir et de Penza, de Iaroslav et de Tambov dans l'Oural et dans le Donetz, à Ivanovo-Vosnessensk et à Sverdlovsk, c'est partout la même chose ; en général, on doit constituer trois équipes d'élèves étudiant par relèves, sans possibilité d'aération et de nettoyage des locaux, et cependant des millions d'enfants restent hors de l'école ; des ouvriers quittent leur usine parce que leurs enfants n'ont pas la possibilité de s'instruire (Troud, 10 avril 1927). À Moscou, les neuf dixièmes des écoliers apprennent par relèves, et il y a trois relèves quotidiennes dans les quartiers ouvriers (Vetchernaïa Moscva, 2 juin

1928). À Sormovo, des écoles élémentaires sont dans des sous-sols ; à Chakhty, dans des baraques, où le cube d'air est de 1,25 par enfant au lieu de 6,5, norme du règlement (Isvestia, 30 août 1929).

Le matériel scolaire est digne des locaux par la qualité, l'insuffisance ou la carence. Le peu que produisent les fabriques soviétiques est d'un prix exorbitant. Dans la province de Gomel, un résumé de l'Histoire de Russie coûte 3 pouds de seigle ; dans celle de Saratov, dans une école de 43 élèves, on a seulement 25 grammaires, et de 7 auteurs différents ; dans un canton de cette région, pour 1.600 élèves, il y a 707 arithmétiques, de 23 auteurs divers, la plupart éditées avant la Révolution ; un crayon coûte 10 livres de seigle, un cahier 6 livres ; les enfants écrivent sur les tables, sur le plancher, sur les murs ; 40 % des écoles sont inutilisables, en raison de leur délabrement ; le charbon manque l'hiver ; il faut faire la classe en touloupe, en valenki et en bonnets (si l'on en a) ; inutile de parler de revues pédagogiques, de littérature politique, etc., pour l'instituteur : « C'est un luxe à lui inaccessible » (Pravda, 22 août 1924). « La liquidation de l'ignorance à la campagne est freinée par l'absence d'alphabets. La Commission extraordinaire pour la liquidation de l'analphabétisme jette le mot d'ordre : « Des alphabets à la campagne… » ; « la Commission s'adresse à tous les ouvriers, etc. » (Pravda, 25 décembre 1924). On devine quel résultat peut produire une telle méthode de diffusion des fournitures scolaires incapable de donner un misérable alphabet à l'illettré ou à l'enfant, l'État compte sur la bonne volonté des ouvriers au salaire de famine ou chômeurs, et au logis « de la dimension d'un cercueil ». Il n'y a pas d'alphabets, mais on imprime par millions des livres illisibles dont personne ne veut ; au 1 janvier 1926, rien qu'à Moscou et

Léninegrad, il y avait 65 millions d'ouvrages invendables, représentant une « valeur » de plus de 12 millions de roubles (Troud, 10 avril 1926). Les manuels scolaires sont écrits pour des enfants qui n'existent nulle part, et faits d'une matière innommable, dit Rykov (Krasnaïa Gazeta du soir, 11 mai 1926). Les librairies et les dépôts regorgent de livres, mais la campagne est privée de livres populaires et de prix abordable (Troud, 1 juillet 1926). Les manuels et le matériel d'enseignement ne sont presque bons à rien (Rab. Gaz., 9 octobre 1926). Exemple de qualité des produits soviétiques : une table de multiplication éditée à Odessa et enseignant aux enfants que 4 fois 8 font 30,4 fois 9 font 26, etc. (Pravda, 14 octobre 1926). On demande des manuels scolaires à grands cris, partout on en manque, aucun travail culturel n'est possible dans ces conditions (Isvestia, 4 octobre 1928). Un quart seulement des livres édités par l'État sont lisibles pour la masse, mais ils sont très chers, inaccessibles à la plupart des acheteurs (Pravda, 16 novembre 1928). « L'année scolaire est commencée et le premier obstacle auquel se heurtent les élèves est le manque de cahiers. Enfants et parents voyagent des journées entières dans les magasins, coopératives, etc., à la recherche de cahiers » (Pravda de Léninegrad, 6 septembre 1929). Même crise à Moscou, pire encore en province.

On a déjà quelque idée de la situation des instituteurs. Mais il faut préciser. Jusqu'au I Congrès des instituteurs, en janvier 1925, ceux-ci étaient privés des droits de citoyen, comme intellectuels, « donc » agents du capitalisme. C'est dans la huitième année de la Révolution, à l'occasion de ce Congrès, qu'ils sont devenus électeurs et éligibles — sur le papier. Il est facile de se représenter quelle sorte d' « intellectuels » représentent des maîtres d'école de l'Oural ou du Caucase, de la toundra ou de la steppe,

sachant tout juste lire et écrire, et connaissant les élémentaires « quatre opérations ». Autorisés pour la première fois à tenir un Congrès en 1925, congrès en réalité convoqué par le pouvoir, les instituteurs ont vu leur sort s'améliorer un peu à partir de ce moment. Leur salaire, dit Rykov au congrès, « a monté de 6 roubles 33 copeks en octobre 1922 à 28 roubles en 1925 ; il est insuffisant, c'est absolument vrai, il faudra nécessairement l'augmenter, mais dans la mesure du possible et de nos moyens » (Pravda, 16 janvier 1925). Et l'on a vu que les retards dans le paiement des salaires duraient alors de longs mois. Les instituteurs gagnaient donc de 25 à 50 francs par mois jusqu'à 1924, quand ils les touchaient. Leur misère atroce a servi de thèmes à bien des discours ; Boukharine, notamment, signala dans un congrès en 1924 que des instituteurs étaient réduits à mendier sur les routes ; Lounatcharsky avait auparavant constaté leur indigence affreuse, des maladies en quantité, une mortalité excessive, la prostitution. Après le Congrès de l'enseignement de 1925, la condition. du corps enseignant n'a pas changé du jour au lendemain. Dans la Pravda du 27 juin 1925, on donnait comme cas caractéristique, et non occasionnel, celui d'une institutrice de la province de Samara qui, affamée, ne pouvant toucher deux mois de salaire en retard (18 roubles 50 par mois), n'obtenant plus de lait à crédit, était impuissante à assumer son service ; l'auteur fait allusion aux instituteurs vivant des « aumônes du paysan » et qui « brisés par la faim », quittent leur poste. À noter les 18 roubles 50 signalés en juin 1925, alors que Rykov parlait officiellement de 28 roubles en janvier : c'est toujours le procédé trompeur du prétendu salaire moyen, analysé au début.

D'après une enquête de février 1926, portant sur 88 budgets d'instituteurs, le gain moyen était de 37 roubles sur lesquels 68 %

en salaire et le reste venant de l'exploitation d'un champ, ou des apports de la famille ; pour toucher son salaire, l'instituteur doit faire 10 verstes (kilomètres) à pied ou dépenser deux ou trois roubles pour louer un cheval (Pravda, 25 mars 1926). Un milliard et demi de roubles de salaires sont impayés en mars 1926 ; des instituteurs n'ont rien reçu depuis septembre ; et il leur faut enseigner dans des écoles sans feu, sans manuels scolaires… (Troud, 25 mars 1926). Chez les Kirghises, les instituteurs sont affamés ; du 1 octobre 1925 à février 1926, ils n'ont touché que deux mensualités de 26 roubles (Pravda, 28 mars 1926). « L'instituteur doit être élevé chez nous à un niveau où il n'a jamais été élevé, ni ne pourra l'être, dans la société bourgeoise ; cette vérité n'a pas besoin de démonstration » ; en citant ces paroles de Lénine, la Pravda dénonce encore les retards dans le paiement des salaires ; les instituteurs souffrent littéralement de la faim, manquent de vêtements, de chaussures (Pravda, 18 mai 1926). On manque d'instituteurs, mais il y en a 82.000 sans travail, signe d'excellente organisation (Pravda, 16 mars 1927). Le personnel enseignant subit des vexations de toutes sortes, de la part des autorités soviétiques locales : ici, on leur défend de danser la mazourka ; là, on interdit aux institutrices le mariage, pour leur éviter des enfants et ne pas avoir à leur accorder de congé (Troud, 17 mars 1927). Des institutrices sont persécutées par les fonctionnaires soviétiques au point que l'on doit signaler une série de suicides (Troud, 29 décembre 1928).

La condition des étudiants prolétaires n'est pas meilleure. Malgré une amélioration, elle était en 1925 « extraordinairement pénible » (que pouvait-elle être avant l'amélioration ?) ; « une inspection médicale a établi que sur la base de la sous-alimentation et de la fatigue, on remarque un grand pourcentage de ma-

lades et d'épuisés » ; leurs bourses vont de 8 roubles 50 à 20 roubles en général, mais tous ne l'ont pas (Pravda, 31 juillet 1925). « Notre aide aux étudiants est non seulement insuffisante à l'extrême, mais les place même sous une menace directe », écrit Lounatcharsky ; le budget minimum d'un étudiant, sans rien compter pour vêtements, chaussures, linge, literie, livres, ni cotisations multiples, devrait être de 27 roubles ; or la bourse ne dépasse pas la moyenne de 23 roubles (Pravda, 13 juin 1926). Une enquête médicale à l'Institut technologique révèle que sur 198 étudiants, deux seulement ne sont pas malades ; les autres ont deux ou trois maladies ; sous-alimentation et surpeuplement des dortoirs (Krasnaïa Gazeta, 18 mars 1926). De telles constatations sont courantes. En grande majorité, les étudiants vivent dans une noire misère ; leur logement ne dépasse pas 4 ou 6 archines carrés en moyenne, quand ils sont logés ; les foyers d'hébergement sont combles, beaucoup n'y trouvent pas place ; ils sont chargés de multiples obligations sociales qui leur prennent du temps sur leurs études ; pour gagner leur pain, ils se font veilleurs de nuit, portiers, coltineurs, balayeurs ; quel travail culturel sérieux peuvent-ils assumer dans ces conditions ? (Troud, 9 septembre 1926). En Ukraine, dans les villes, le logement n'est assuré qu'à 30 % des étudiants ; à Odessa, certains couchent dans les couloirs et les lieux d'aisances des maisons communes, les autres dans les rues, dans les gares, sur les quais (Troud, 9 octobre 1926). À Moscou : « Les étudiants vivent dans la saleté, à l'étroit, presque dans la rue » ; « le tableau de la vie des étudiants est si sombre qu'il exige l'intervention immédiate de toutes les organisations d'instruction publique » ; des étudiants tombent d'inanition ; leurs foyers sont immondes, pleins de punaises, de saleté, froids ; on y dort tout habillé ; impossible

de travailler, d'étudier ; certains font 20 kilomètres par jour pour aller à l'institut agronomique ; beaucoup n'ont pas de paillasse et couchent sur la planche ; 1.500 sont sans toit, passent la nuit dans les gares, les rues ; la démoralisation, l'ivrognerie finissent par gagner ces malheureux (Pravda des J., 23 octobre 1927). « 3.000 étudiants sont sans logis à Léninegrad » (Krasnaïa Gazeta du soir, 26 novembre 1927). Les jeunes étudiants bien portants sont usés et vieillis en trois ans ; les ouvriers envoyés à l'Université renoncent en grand nombre aux études, la vie matérielle étant intenable ; 90 % des étudiants assument un emploi, en plus de leurs études qui leur donnent 14 heures de travail par jour en troisième année ; le niveau des études s'en ressent et certains mettent 10 ans à suivre un programme de 5 années : dans une seule grande École technique de Moscou, 1.000 ouvriers ou fils d'ouvriers renoncent à terminer leurs études (Pravda des J., 4 juillet 1928). Les étudiants des cours techniques du soir, ouvriers dans la journée jusqu'à 4 heures, étudiants de 6 heures à 10 heures du soir, travaillent 14 et 16 heures par jour, s'épuisent, ne peuvent ni se nourrir, ni dormir suffisamment, ni se cultiver, et se rendent malades sans s'assimiler leurs études (Economitcheskaïa Jizn, 21 mai 1929). Les étudiants de l'institut agronomique de l'Oural vivent dans un sous-sol humide, froid et sale en permanence, véritable tombeau ; sur 136 personnes abritées là, 102 sont sérieusement malades, 4 sont mortes en un an ; depuis six ans, ce lieu est reconnu inhabitable (Pravda des J., 20 juin 1929). À Léninegrad, faute de foyers et dortoirs, des étudiants couchent dans les salles de cours, les amphithéâtres, d'autres dans les gares, sous les porches des immeubles, dans des asiles de nuit (Krasnaïa Gazeta, 9 octobre 1929).

Le niveau d'instruction de la nouvelle génération est bien en rapport avec de telles écoles et universités, avec de telles conditions matérielles d'enseignement et d'étude. Les journaux relatent fréquemment des examens où la qualité des connaissances acquises se révèle sous son jour réel. Après cinq ans d'école, un élève compte l'Afrique dans l'Union soviétique ; un autre situe l'œil dans la cervelle ; plusieurs ignorent la date de la Révolution d'octobre, pourtant ressassée de toutes les manières ; tous croient que le but des syndicats ouvriers est la gratuité du chemin de fer pour les adhérents (Rab. Gaz., 17 mars 1926). Après quatre années d'études, les enfants ne savent pas bien lire et écrire, ne connaissent pas les règles élémentaires de l'arithmétique ; manque de livres et manque de calme ; les candidats aux grandes écoles sont d'une ignorance lamentable (Narodnoié Prosvechtchénie, janvier 1926). La culture générale dans les études secondaires baisse très sensiblement ; 11 à 25 % seulement des adolescents passent leurs examens d'admission avec succès ; la plupart des étudiants en lettres ignorent Pouchkine et Ostrovsky, Saltykov et Ouspensky, Tourgueniev et Tolstoï… ; un candidat croyait que la Chine et la Perse faisaient partie de l'Union soviétique (Isvestia, 3 novembre 1926). À un Congrès d'étudiants prolétariens, on a noté les réponses suivantes à des questions d'alphabétisme politique : Ford, dictateur de l'Espagne ; Hindenburg, président de l'internationale communiste ; Aristide Briand, empereur américain (Troud, 29 mars 1929). Beaucoup d'enfants d'ouvriers quittent l'école à demi illettrés (Pravda des J., 10 mai 1929). La majorité des élèves des Écoles supérieures sont recalés aux examens ; aux Ponts et Chaussées de Moscou, 250 sur 700 échouent pour commencer à l'écrit des mathématiques ; à l'École des Mines, disent les examinateurs, si nous avions maintenu les exi-

gences habituelles, 90 % des élèves auraient été recalés (Krasnaïa Gazeta, 13 août 1929). Il suffit maintenant de parcourir la presse et même les publications soviétiques dites « sérieuses » pour constater la baisse verticale de l'instruction générale.

L'éducation pré-scolaire et post-scolaire est encore très au-dessous de l'école. Après avoir fait conter dans tous les pays et en toutes langues des histoires de crèches, de jardins d'enfants, etc., il faut avouer brutalement : « Les millions de pré-écoliers, enfants des ouvriers, poussent sans aucune surveillance, sans l'éducation nécessaire. Le réseau des institutions pré-scolaires est extraordinairement réduit ; il n'embrasse que 0, 58 % seulement des enfants. Les petits sont ou livrés à eux-mêmes et poussent dans la rue, ou, s'ils sont gardé, le plus souvent cela ne leur est d'aucune utilité, au contraire ils en sont corrompus… (Troud, 10 juillet 1929). Autrement dit, à peu près rien. Ce coefficient remarquable de 0, 58 % a paru également dans les autres journaux. Les clubs et les « coins rouges » ou « coins Lénine », destinés à favoriser la lecture et l'étude après le travail professionnel, sont dignes du reste : exiguïté saleté, manque de livres ou présence de livres illisibles, saouleries, jeux de cartes, disputes, dans une atmosphère empestée de fumée et d'alcool, voilà ce que note constamment la presse sur ces clubs et coins. Ce qu'elle n'indique pas, c'est l'inutilité malfaisante des oripeaux, emblèmes, portraits de « chefs » imposés, formules creuses et « mots d'ordre » vides sur pancartes ou bandes de calicot, qui non seulement gaspillent de précieux copeks soutirés aux travailleurs et des millions de roubles des budgets locaux, mais entretiennent le goût malsain de la mise en scène et l'illusion néfaste de l'apparence extérieure. Un club socialiste n'a pas besoin d'accessoires pour villages nègres mais d'un certain cube d'air, de propreté, d'aération, de

lumière et d'éclairage, de silence, de tables et de chaises, de quoi lire et écrire, d'une bibliothèque variée et bien tenue. Il ne doit pas être non plus, par définition, un sanctuaire où les ouvriers viennent vénérer l'image d'un chef et que l'on montre aux fonctionnaires supérieurs ou aux visiteurs étrangers pour leur faire croire à l'existence d'un foyer de culture.

Un « coin rouge » de Bakou : pas un livre ; portrait de Lénine ; de vives couleurs ; c'est « un autel » où l'on peut faire ses dévotions à la mémoire du chef ; 2.000 roubles dépensés pour cela ; et fermé à clef ; « ainsi sont nos coins rouges » ; les usines rivalisent de dépenses inutiles en étoffes rouges, en encadrements de portraits, lampes électriques, etc., pour des « coins » morts ; très rares, celles où l'on puisse étudier dans les « coins » (Pravda, 3 avril 1925). Un club : il faut y apporter un parapluie, car il est sans toit ; une ou deux fois par semaine, ciné, mais des films détériorés et incompréhensibles ; il est toujours plein d'ivrognes ; on s'y injurie grossièrement, on s'y bat (Pravda, 27 octobre 1925). Dans le Donetz, écrivait Iaroslavsky l'an précédent, les clubs ouvriers englobent à peine 15 % des syndiqués (Pravda, 22 août 1924). C'est encore trop que si peu de clubs de cette sorte. Les « coins Lénine », sales, délabrés, aux murs couverts d'affiches en loques, avec quelques livres inactuels traînant dans la poussière, leur buste de Lénine drapé, éloignés des logements ouvriers, ne répondent en rien à leur objet (Zaria Vostoka, 19 mai 1926). Les clubs ne servent qu'à gaspiller de l'argent ; le désordre y règne et en chasse les ouvriers sérieux ; les cotisations infinitésimales sont le meilleur signe de la désaffection des travailleurs (Troud, 31 juillet 1928). Les clubs deviennent des foyers de corruption et de banditisme ; la prétendue « activité culturelle » n'existe que sur le papier ; un communiste qui se respecte ne va pas au club

(Pravda, 13 août 1928). Selon les statistiques, les progrès culturels sont énormes ; mais toujours sur le papier seulement ; dans la réalité, on ne voit rien de tout cela ; ainsi, à Toula, grand centre ouvrier, les clubs sont minuscules ; une salle de 180 places pour les 14.000 ouvriers du bâtiment ; une grande usine a deux clubs pouvant à peine tenir le dixième de son effectif (sans parler des familles ouvrières) ; les « coins rouges » sont sales, sombres et vides ; si une commission est annoncée, on s'empresse de les garnir de journaux, de leur donner pour quelques heures un aspect présentable ; et tout cela coûte néanmoins beaucoup d'argent… (Isvestia, 30 mai 1929).

Même état de choses en ce qui concerne les bibliothèques. Iakovleva, Commissaire-adjointe à l'instruction publique, avoue la réduction du nombre des bibliothèques comme des « maisons de l'enfance » et juge « alarmants » les chiffres budgétaires pour l'enseignement (Pravda, 12 avril 1929). « Sur le front des bibliothèques (sic), notre situation est absolument défavorable… Notre retard sur le front du mouvement des livres nous atteint fortement », lit-on dans un appel officiel écrit dans un grossier jargon militaire quasi intraduisible (Pravda, 4 août 1929). Le plus grave, c'est la qualité des livres envoyés d'office dans le peu de bibliothèques existantes. Personne ne veut les lire, et avec raison : ce sont des répétitions de formules et délayages de poncifs déjà publiés chaque jour dans tous les journaux et revues depuis des années, imprimés et réimprimés sous divers aspects de brochures, recueils, volumes, œuvres choisies et œuvres complètes, de politiciens sans crédit moral ni prestige intellectuel qui, d'ailleurs, étouffent mutuellement leurs productions désespérément nulles au cours de leurs luttes intestines. Cela, tout le monde le pense en Russie mais aucun journal ne peut le dire, toute la presse

étant étroitement soumise au Secrétariat du parti bolchévik, maître d'une censure rigoureuse et d'une police vigilante dont l'équivalent n'existe dans aucun pays du monde.

La Révolution d'octobre avait à son programme l'instauration d'une instruction publique générale, obligatoire, gratuite, polytechnique, égale pour tous. Dans la douzième année du régime, elle n'est ni générale, ni obligatoire, ni gratuite, ni polytechnique, ni égale. Les écoliers, enfants des ouvriers, des paysans travailleurs, des employés devaient recevoir gratuitement des fournitures scolaires, des livres et un repas chaud par jour. De tout cela, il n'est même plus question en rêve. La légende soviétiste peut faire état de quelques écoles, crèches, jardins d'enfants ou clubs modèles, édifiés et entretenus pour l'exhibition : elle ne lavera pas de sa culpabilité dans l'extension de l'ignorance et l'abaissement de la culture d'un grand peuple le parti qui monopolise toutes les responsabilités avec tout le pouvoir. Le sacrifice récent, comme bouc émissaire, d'un Lounatcharsky révoqué subitement de ses fonctions de Commissaire du Peuple à l'Instruction par une décision dissimulée en caractères microscopiques dans la presse, comme s'il s'agissait d'un acte presque inavouable, n'épuise pas le sujet. Et quand on lit maintenant dans les journaux soviétiques des articles précédés de titres de l'espèce de ceux-ci : « Le pays du socialisme doit être un pays sachant lire et écrire. Dans deux ans, il ne doit y avoir en R. S. F. S. R. (Russie proprement dite et Sibérie, sans l'Ukraine, le Caucase et les autres républiques fédérées) pas un ouvrier illettré » (Pravda, 31 août 1929), il est permis de juger la découverte tardive et de douter de la réalisation des promesses, surtout si l'on sait les méthodes en vigueur dans l'U. R. S. S. depuis la mort de Lénine pour la mise en pratique des résolutions les meilleures, et l'im-

mense distance qui sépare en Russie les décisions théoriques des moyens de les appliquer.

L'ignorance, donc, dépasse elle aussi le sempiternel « niveau d'avant-guerre » dans la sixième partie du monde. Comment elle se traduit dans la vie courante, la statistique n'en donne pas idée. Le lecteur occidental comprendra mieux l'expression russe « puissance des ténèbres » en prenant connaissance de quelques faits ou épisodes de caractère non accidentel mais au contraire révélateur de la mentalité d'une partie très importante de la population.

Dans un village de Podolie, un habitant s'adresse au président du soviet pour se plaindre d'être délaissé par sa femme, unie non « légalement » à un nouveau mari. Le président fait venir devant le « rassemblement » général des villageois la femme et son nouveau compagnon ; elle explique sa résolution de ne plus vivre avec son premier mari qui la bâtonnait et son intention de faire enregistrer à l'état-civil son second mariage. Le président fait alors déshabiller complètement la malheureuse et son ami et les fait fouetter avec des orties par tous les membres du soviet devant tous les habitants (Pravda, 12 mai 1925). Le rédacteur de la Pravda rapporte l'histoire sans s'émouvoir ni s'indigner le moins du monde, comme s'il s'agissait d'un incident banal. Il se borne à une allusion littéraire à Saltykov-Chtchédrine.

Dans une campagne tout près d'Iaroslav, une paysanne passe pour sorcière, sans rime ni raison. Une autre paysanne est prise d'une attaque d'épilepsie, à la messe, et personne ne sait la soigner. Or, il se trouve que la seconde a touché le fichu de la première, rencontrée sur la route. De là, une relation de cause à effet vite établie. Une foule s'assemble et traîne la malade chez la

pseudo-sorcière en exigeant guérison immédiate. La pauvre innocente se déclare impuissante, supplie qu'on la laisse. Peine perdue. Un singulier cortège se forme : sur une télièga (charrette primitive) conduite par deux moujiks repose le corps de la malade, et la « sorcière », le cou dans un nœud coulant, est tirée derrière, suivie de la population hurlante de trois villages ; la « sorcière » est fouettée avec un knout d'abord, longtemps et obstinément, puis avec une chaîne de fer jusqu'à évanouissement, puis jetée à la rivière, puis repêchée et jetée dans un bois. Son supplice a duré six heures. « Il ne s'est pas trouvé un seul individu sain pour la défendre » (Pravda, 24 mai 1925).

Tableau d'une fabrique de bottes de feutre, dans la province de Nijni-Novgorod : il y a 600 ouvriers, mais seulement de septembre à juillet, car ils s'en vont tous l'été aux champs ; ils sont tout à fait religieux et, aux fêtes locales de l'Église, deux ou trois fois chaque mois, en plus des autres jours fériés, un tiers seulement va travailler ; il n'y a pour ainsi dire pas de travail culturel ; depuis cinq ans, on construit un club mais il n'est pas encore terminé ; 10 % des travailleurs s'inscrivent pour les journaux, qui arrivent d'ailleurs très mal ; la grossièreté, l'obscénité, l'ivrognerie se donnent libre cours ; la jeunesse ne se distingue en rien des plus vieux ; aux promenades en commun du dimanche, les adolescents se battent… (Pravda, 7 juin 1925). C'est une fabrique au fond d'une province, certes, mais il y en a plus d'une dans ce cas.

Voilà qui donne quelque idée de la base humaine de l'U. R. S. S. Mais à plusieurs degrés au-dessus, dans l'échelle sociale héritée du tsarisme, le niveau intellectuel n'est guère supérieur. Sosnovsky a conté l'histoire caractéristique suivante : le tribunal rural d'un canton ou arrondissement (volost), ayant à tran-

cher en 1922 un litige entre deux citoyens au sujet d'un partage de biens et objets mobiliers, et jugeant par contumace, prend une décision où sont invoqués d'abord les principes de la justice socialiste, puis énumérés les objets à répartir (chaises, montre, icônes, etc.) et prévoyant pour celle des parties qui ferait obstacle au jugement la peine capitale ; le 10 juin 1925, la commission agraire (!) de la province de Tver confirme cette énormité ; Sosnovsky souligne : en 1925, et à Tver, ville importante située entre les deux capitales ; le paysan menacé de la peine de mort se présente à la Tverskaïa Pravda, où on le tranquillise… (Pravda, 9 juillet 1925). L'aventure est d'aspect anecdotique mais trahit singulièrement, elle aussi, l'épaisseur des « ténèbres ».

Dans l'Oural, dans trois villages près de la ville d'Ijevsk, en juin 1928, trois cents paysans sont fouettés, on ne sait exactement par qui ni sous quel prétexte en lisant le récit révélateur du journal local : on dit que ce sont les koulaks les fouetteurs et les bedniaks les fouettés, à propos de haies mal entretenues qui auraient laissé le bétail des uns brouter l'herbe des autres, explication très suspecte car les koulaks sont mis en cause maintenant comme des loups-garous, à propos de tout et de rien. Mais la flagellation des 300 paysans votiaks, parmi lesquels des enfants de 14 ou 15 ans, n'est pas douteuse. Dans le canton, il y a 36 communistes inscrits au Parti, dont 23 titulaires, et personne n'a bronché (Pravda, 26 septembre 1928). Sur la Volga, dans la république de langue allemande, les koulaks (?) fouettent 85 paysans pauvres et plusieurs de ceux-ci en meurent (Pravda, 13 août 1929).

Les dirigeants du Parti communiste russe, gouvernement soviétique, ayant décidé une manifestation internationale pour le

1 août 1929, sous le nom de « journée rouge », le bruit se répandit dans la région d'Armavir que la nuit du 31 juillet au 1 août serait une « nuit rouge » dans le genre de la Saint-Barthélemy. Les communistes devaient couper la gorge à toute la population, sans merci. Des Chinois, en outre, étaient déjà campés non loin, avec des tentes aux sanglantes inscriptions. Cette rumeur, naturellement, était un nouveau coup des koulaks. Les cosaques agriculteurs de l'endroit crurent leur dernière heure venue et se préparèrent même, dans certaines fermes, au grand départ, revêtirent à cet effet des chemises propres, se dirent adieu en sanglotant. On cacha les enfants dans les granges, les coffres à blé, sous les foins ; on boucha hermétiquement les volets ; on se barricada. La nuit terrible se passa d'abord calmement, dans un silence de mort. Mais un gars plus curieux et hardi que les autres se risqua au dehors pour voir si les égorgeurs approchaient et, dans l'obscurité, se heurta à un congénère qui faisait exactement comme lui : pris de peur, tous deux poussèrent un hurlement sauvage. Alors, de toutes les isbas, des granges, des coffres à blé s'élevèrent des cris déchirants, des plaintes lamentables, une clameur d'épouvante couvrant même les lugubres aboiements des chiens. Cela dura jusqu'à l'aube. Personne ne périt. Mais pendant trois nuits encore, toute une partie de la stanitsa (agglomération de cosaques) ne put dormir. Quelque temps après, apprenant cette panique, les éléments avancés de la stanitsa vinrent expliquer « le sens de la journée du 1 août » (sic) mais il fallut s'y prendre à deux fois, personne n'ayant osé apparaître à la première réunion du seul fait qu'il devait y être question de la « nuit rouge » (Pravda, 30 août 1929).

Le plus intéressant, c'est que la Pravda trouve naturelle cette frayeur et en rejette la responsabilité sur les communistes du crû

qui laissent le champ libre au koulak. On a l'habitude, en Russie, de ces incidents révélateurs. De même, on ne prête même plus attention aux traditionnelles batailles à coups de poing qui opposent à la campagne village à village et, hélas, à la ville, les ouvriers d'un quartier ou d'un arrondissement à ceux du quartier et de l'arrondissement voisins ; de courtes dépêches, dans les journaux, annoncent que les combats ont commencé en tel endroit, parfois qu'il y a déjà un mort ou des blessés ; la milice ne s'en mêle pas ; le Parti s'en lave les mains, les autres organisations de même ; les prolétaires peuvent à loisir se défoncer les mâchoires, se fendre réciproquement le crâne, s'estropier mutuellement. Un seul exemple : à Astrakhan, les luttes à coups de poings ont commencé, arrondissement contre arrondissement, quartier contre quartier ; les hostilités ont été ouvertes par deux arrondissements ouvriers, Elling et Troussovsky ; il y a des blessés de toutes sortes ; la milice se tait (Pravda des J., 4 avril 1928). De telles nouvelles ne se comptent plus. Les pauvres brutes prolétariennes, inconscientes et inéduquées, dont il s'agit sont censées « voter » à l'unanimité dans leurs réunions les thèses transcendantales et résolutions compliquées de toutes sortes que des fonctionnaires préposés à cette besogne ne se donnent même pas la peine de leur lire.

L'obscurantisme involontaire mais effectif du régime favorise la diffusion des superstitions religieuses et le développement des sectes mystiques. Dans les dernières années, on n'a pas pu éviter de remarquer le pullulement des sociétés et confréries chrétiennes d'espèces variées et les progrès considérables de leur propagande. Les campagnes et les publications antireligieuses officielles ne font que favoriser et renforcer les courants de mysticisme réactionnaire, par leurs méthodes irrationnelles de brutali-

té grossière et de violence factice. De tous côtés, on signale les succès des baptistes, des évangélistes, des frères de l'union paysanne, des adventistes, des molocanes, des belocrines, des trezvenniks, des frères d'Avvakoum, des tolstoïens, etc., en sus des diverses portions des Églises officielles. L'activité des sectateurs a grandi au cours de la dernière année et s'exerce déjà dans les fabriques, à domicile, et même dans les réunions convoquées par les athées, où les croyants apportent la contradiction ; 60 ouvriers d'une manufacture de Tver font partie d'une secte ; à Moscou, de jeunes communistes passent aux évangélistes (Troud, 7 mars 1928). Les baptistes imitent les procédés communistes et, parmi leurs images de saints, leurs « mots d'ordre » et placards illustrés, accrochent les portraits de Karl Marx et de Lénine (Rabotchaïa Gazeta, 24 juin 1928). Les églises ressemblent à des clubs ouvriers (mais mieux tenus) avec leurs « mots d'ordre » et placards ; cependant, elles sont pleines alors que les clubs sont vides (Pravda, 23 août 1928). Des communistes sont gagnés par la foi religieuse ; près de Kolomna, un secrétaire de cellule cotise à l'église ; une communiste de l'usine textile Lénine, province de Vladimir, passe aux baptistes ; les évangélistes obtiennent de beaux résultats à la fabrique moscovite Rose rouge, etc. (Isvestia, 25 août 1928). Les sectateurs et les koulaks, dit la Pravda, tiennent des réunions à part, dans la région de Novgorod, avant le « rassemblement » général des villages, pour faire échec au pouvoir (Pravda, 15 septembre 1928). Religieux et sectateurs imitent de plus en plus le Parti : à Nijni et à Sormovo, ils placardent des « journaux muraux », créent des cercles agraires, des « coins rouges », pénètrent dans les isbas-bibliothèques, se griment en « léninistes »… ; à Syzrane, un diacre recommande de suivre les enseignements de Lénine, après son prêche ; un cercle

religieux de l'Oural se déclare « léniniste-religieux » (Isvestia, 25 décembre 1928). Les sectaires de tous rites se divisent le travail et se spécialisent ; les évangélistes envoient leurs partisans dans les usines pour y faire du prosélytisme ; « l'union de la fraternité paysanne » a des liens suspects au Japon (?) ; partout, les signes de l'action religieuse se révèlent (Troud, 26 mai 1929). Dans le Donetz, tous les gros centres industriels sont des foyers de renaissance religieuse ; rien qu'à Makéievka, il y a 13.600 sectaires, dont 4.600 jeunes ; à Staline, une seule maison de sectaires a catéchisé en deux ans 3.000 personnes ; ils font avec succès de la propagande chez les chômeurs, sur le thème : les communistes ne vous donnent pas de pain, Dieu vous en donnera, — et distribuent des secours ; ils gagnent une partie de la jeunesse et l'endoctrinent à des soirées musicales ; des jeunes filles leur servent de « pêcheuses » d'hommes (Pravda des J., 15 août 1929). Les baptistes cessent d'être une secte pour devenir un grand parti politique religieux ; à Poltava, près du Comité exécutif des soviets du district, ils occupent l'ancien temple luthérien ; dans la campagne environnante, ils organisent des chapelles avec chœurs et instruments à cordes et intéressent ainsi la jeunesse (Pravda des J., 22 septembre 1929). D'après la revue Jizn Iskousstva, les milliers de cercles évangélistes, adventistes, les communautés baptistes et molocanes créent des groupes artistiques, chantent l'Internationale en en modifiant le texte tout en lui conservant son allure générale et ses rimes, mènent des campagnes de propagande coïncidant avec celles du Parti ; ils ont cinq revues. D'après la Pravda, rien qu'en Ukraine le tirage des éditions religieuses atteint 4 millions d'exemplaires par an (10 avril 1928). Ajoutons que ce sont des imprimés répandus par

persuasion et qui se lisent alors que la « littérature » communiste imposée par contrainte n'est pas lue.

Mais la déchéance collective la plus évidente et grosse de conséquences en U. R. S. S. est due aux ravages de l'alcool. Le tsarisme avait, au début de la grande guerre, supprimé la fabrication et la vente de la vodka (eau-de-vie de grains). Le régime soviétique les a rétablies à son « profit » et a légalisé l'alcoolisme, peu après la mort de Lénine, et malgré l'opposition clairvoyante de Trotsky, Racovsky et Kroupskaïa. En quelques années, les effets ont été catastrophiques. Le peuple russe se vautre de nouveau dans l'ivrognerie la plus bestiale.

La suppression de la vodka d'État n'avait pas aboli l'alcoolisme parce que les paysans ont appris à distiller eux-mêmes, au moyen d'alambics de fortune dont il sort un alcool de mauvaise qualité, la samagonka, colporté et bu en cachette. Mais cette saleté ne contaminait du moins que les paysans et le mal était limité par la surveillance et la répression, pouvait être de plus en plus réduit par des mesures appropriées, surtout d'ordre culturel. Avec la vodka soviétique, les ouvriers des villes ont été ravitaillés légalement en poison et la samagonka n'a pas cessé d'empoisonner les campagnes, sa distillation clandestine étant encore moins facile à réprimer depuis l'apparition de l'autre alcool. Les deux maux se superposent, contrairement à l'assertion de Rykov au Congrès de l'enseignement, suivant laquelle le meilleur alcool devait éliminer le pire (Pravda, 16 janvier 1925), confirmée par Semachko (Pravda, 3 décembre 1925) et par tous les porte-paroles officiels. Et la vodka soviétique alimente le budget d'État aux dépens des budgets ouvriers.

« Presque tous les ouvriers de nos usines s'enivrent », écrit un camarade de Tomsk ; « telle est la situation en province, mais elle n'est pas meilleure à Moscou » ; « on boit surtout les jours de paie » ; « les femmes et les enfants attendent à la sortie des usines pour attraper, chez les maris et les pères, une partie du gain » ; « les ouvriers, le sachant, tendent à se défiler et courent de la caisse au cabaret » ; au logis, où ils ne rentrent parfois que le soir du lendemain, les poches vides, c'est la misère, la faim, les disputes ; certains ouvriers se saoulent à l'usine même ; les fêtes des usines servent de prétextes à ignobles beuveries ; des ouvriers de tourbières, recevant leur compte après une saison de trois mois de travail éreintant, boivent tout sans rien acheter d'utile pour eux ou leurs familles ; « non seulement les sans-parti, mais les communistes s'enivrent, et la cellule ne prend aucune mesure » ; etc., etc. (Pravda, 20 août 1925). Près d'Ivanovo-Vosnessensk : « Le tableau de la caserne ouvrière de notre fabrique est sombre, inculte, et ivre ; tel il était avant la Révolution, tel il est resté dans beaucoup de coins reculés ; et pas seulement dans les coins reculés : ainsi, notre fabrique T. avec ses 8.000 ouvriers » ; les jours de fête, « saoulerie collective, querelles, chansons obscènes, jeux du couteau ; et des enfants sont là, et prennent exemple » (Pravda, 17 mars 1925). À la fabrique N. (Moscou), « 80 % des ouvriers s'enivrent » ; l'ivrognerie fleurit dans les cellules du Parti et des Jeunesses communistes (Pravda, 24 juin 1925). Correspondance de Tver concernant les déchargeurs du chemin de fer, plus d'un millier : « Tous leurs loisirs, tout leur salaire, ces travailleurs les dépensent dans l'ivresse » (Pravda, 11 novembre 1925). De Kalouga, on écrit : en juin, il se vendait 27.674 vedros d'alcool (1 vedro : 12 litres 29) et en août, déjà, 41.854, sans compter les vins, les liqueurs et le samagon ;

« avec l'augmentation de la consommation de l'eau-de-vie s'est développé l'apachisme » (Rab. Gaz., 2 octobre 1926). « L'ouvrier de Toula boit en moyenne 15 roubles par mois » ; les quartiers ouvriers de cette ville offrent un spectacle désolant : des prolétaires inconscients vautrés sur la chaussée, des cris, des disputes, des vols, des bagarres au couteau ; « Toula ouvrière est dans les ténèbres : il n'y a pas de clubs dans les rayons ouvriers, et quand il y en a, ils ne répondent pas à leur but » (Rab. Gaz., 10 octobre 1926). Encore 15 roubles par mois, donc, à défalquer du « salaire moyen ». Et non seulement à Toula, mais dans toute l'Union.

En un an, Léninegrad a bu 1.819.980 vedros de vodka, sans parler de plus de 7 millions d'autres boissons alcoolisées ; il en est résulté une forte recrudescence d'apachisme (Krasnaïa Gazeta, 28 mai 1927). À l'usine textile de B., près de Moscou, tout le monde boit ; les pères cassent tout au logis, battent leurs femmes et leurs enfants ; des gamins de 8 ans s'enivrent, des enfants de 5 ans boivent déjà de la vodka, les maladies se propagent (Troud, 22 mai 1927). L'ivrognerie est une des plaies de la vie à la campagne ; dans tel village de la province de Tver, sur 60 feux, il y en a 50 où l'on fabrique de l'alcool frelaté (Krasnaïa Gazeta, 2 septembre 1927). Le même journal publie de nombreuses lettres d'ouvriers, retour de leur village après un congé, qui font toutes entendre la même note. « L'ouvrier dépense actuellement deux fois plus pour la boisson que pour le logement » ; le pourcentage de malades, d'aliénés et de décès d'origine alcoolique augmente rapidement ; à Léninegrad, on a arrêté dans la rue 95.000 individus pour ivresse publique, au lieu de 2.088 en 1923 ; à Moscou, même tableau ; (on n'arrête que pour tapage, ou incapacité de circuler) ; 80 % de ces ivrognes sont des ouvriers ; à Bakou, 20 % sont des communistes ; le rendement du travail baisse, de ce

fait ; la Commission du Plan d'État prévoit une « progression » de 36 millions de vedros (1926-27) à 84 millions de vedros (1930-31) de vodka, ce qui indigne l'auteur de l'article ; de plus, il faut songer à la samagonka, dont la consommation a dû être en 1923, d'après des calculs approximatifs, de 15 millions de vedros (Le Bolchevik, n 19-20, 1927). « L'ivrognerie, aux excursions ouvrières, a pris au cours de cet été des proportions menaçantes. Rare celle où il n'y aurait pas eu d'ivresse, ni de scandale. Tous boivent : adultes et jeunes, etc. » ; suivent de lamentables exemples (Troud, 24 septembre 1927). L'ivrognerie fait des ravages effrayants dans la classe ouvrière, constate le même journal en publiant des lettres de Sormovo, Oriekhovo-Zouev et Briansk, grands centres industriels ; toujours les mêmes scènes, femmes qui font anxieusement le guet à la porte des ateliers, ouvriers qui battent leurs femmes et leurs enfants, etc. (Troud, 24 décembre 1927). Les coopératives sont les principales dispensatrices du poison.

Dans les thèses de Trotsky, Racovsky, Zinoviev, Kamenev et autres, citées déjà précédemment, on relevait en 1927, d'après les données du Plan d'État, les prévisions d'accroissement de la production et de la consommation de l'alcool de 227 % en cinq années, alors que celles des tissus seraient de 41 % seulement ; « la production de l'alcool s'avère donc, d'après le plan quinquennal, comme la branche industrielle dirigeante » ; « on prévoit donc la réalisation de la lutte contre l'ivrognerie, annoncée dans les thèses [officielles], en triplant momentanément la norme de consommation de l'alcool ». Cependant, il se formait en février et avril 1928, sous l'égide gouvernementale, une société anti-alcoolique, et l'on pouvait lire dans la Pravda du 10 avril 1928 : « L'al-

coolisme et le socialisme sont incompatibles », signé : « Lénine ». Heureusement que Lénine a eu l'idée d'exprimer ce truisme.

25 % des malades nerveux des hôpitaux de Moscou, 50 % des suicides, 40 % des maladies vénériennes, 66 % des crimes, 74 % des actes d'apachisme ont l'alcoolisme pour origine ; « la part du budget ouvrier dépensée en alcool grandit d'une manière menaçante » ; le quart des produits vendus par la coopération en 1926-27 se compose de liquides alcooliques, alors que la viande ne représente que 10 %, le sucre 8 %, etc. ; « l'alcoolisme devient un danger menaçant pour toute l'édification du socialisme », dit Boukharine, un des responsables ; « en 1926, il a été bu de l'alcool pour plus d'un milliard de roubles » ; dans certaines entreprises, 14 % du salaire s'en va en alcool, parfois 17 % ; les absences injustifiées à l'atelier, le bas niveau de rendement du travail, la mauvaise qualité de la production sont dus pour une grande part à la vodka ; l'alcoolisme gagne les femmes et les enfants (Pravda, 24 avril 1928). Et parallèlement à la dénonciation platonique des ravages du fléau, la production et la consommation de l'eau-de-vie ne cessent de croître. Le budget escompte 865 millions de roubles de rentrées, grâce à l'alcool d'État. Le Gosplan établit ses prévisions de « développement du socialisme » en supputant les progrès de l'alcool, alors que le XV Congrès du Parti a décidé d'en réduire graduellement la production — s'indigne la Pravda (octobre 1928). Selon les données du Gosplan, dit la Rabotchaïa Gazeta au même moment, la consommation de l'eau-de-vie est passée de 387.450.000 litres en 1926-27 à 467.400.000 litres en 1927-28 et passera à 580.800.000 litres en 1928-29, à 713.400.000 en 1929-30 et à 826.400.000 en 1930-31, ce qui représenterait alors 5 litres 80 par tête d'habitant, enfants compris. Mais ces chiffres n'ont trait

qu'à « l'alcool officiel », la rykovka comme on l'appelle en Russie couramment d'un terme flétrissant pour le bolchévisme, et ne tiennent pas compte du samagon, dont la production est évaluée approximativement par un des dirigeants du Conseil supérieur économique à 40 millions de vedros dans l'année, soit environ 500.000.000 de litres en plus. C'est donc une moyenne de plus de 8 litres d'alcool par habitant qu'il faudrait compter en 1931.

Les journaux ne cessent de dénoncer les effets du mal sans jamais s'attaquer à la source principale. (Seule, l' « opposition » groupée autour de Trotsky a parlé sans crainte.) Une correspondance du Troud, relative à une localité de la province de Smolensk, résume bien les diverses manifestations que l'on trouve plus ou moins dans toutes les informations de ce genre : les ouvriers ivres tourmentent leurs femmes et leurs enfants ; on se bat dans les casernes ouvrières, on tire des coups de feu, on fracture les portes et les coffres, on vole, on pille ; les jours de paie, les ivrognes perdent leur gain aux cartes, jouent et perdent leurs souliers, leurs vêtements ; chaque partie se termine par une bataille ; en 1927, dans cette seule localité, 7 ouvriers se sont pendus ; les femmes boivent en foule ; les crimes se multiplient (Troud, 20 mars 1928). Dans bien des usines, les ouvriers arrivent ivres au travail (Rab. Gaz., 17 mai 1928). Les clubs ouvriers sont souvent transformés en ignobles cabarets (le Prolétaire, de Kharkov, 17 mars 1928). Sur 6 millions de prolétaires, dit Larine, il y a 400.000 alcooliques invétérés, subissant en moyenne trois arrestations par an pour ivresse publique (Pravda, 29 juin 1928). « Nous sommes noyés dans l'alcool », écrit-on de la campagne à la Pravda de Léninegrad, avec force détails navrants (2 août 1928). En Sibérie, les ouvriers même bien payés sont malheureux parce qu'ils boivent la plus grande partie de leur salaire ; les

clubs sont des repaires d'ivrognes (Isvestia, 20 octobre 1928). À Serpoukhov, près de Moscou, les communistes s'enivrent comme les sans-parti (Pravda, 25 octobre 1928). À l'usine Dzerjinsky, les accidents augmentent de 3 ou 4 fois après la paie et s'élèvent ainsi à 40 par jour ; 73 % des absences non motivées sont dues à l'ivresse (Troud, 14 novembre 1928). À Moscou, on construit une nouvelle usine d'alcool, ainsi qu'à Léninegrad et a Koursk, alors que les fabriques existantes suffiraient à la production (Pravda, 28 novembre 1928). Au Comité central Exécutif des Soviets, en décembre 1928, Larine indique « qu'en un an, la milice a arrêté 2 millions d'alcooliques invétérés, se vautrant dans la rue, que la production de l'alcool engloutit environ 500.000 tonnes de grains, que la société anti-alcoolique n'est pas protégée par le gouvernement, mais se heurte au contraire aux autorités dont elle contrecarre les opérations commerciales ». Le même Larine, devant la même assemblée, estimait à 1 milliard de roubles la perte subie par l'industrie du fait des progrès de l'alcoolisme dans la classe ouvrière ; les deux grands centres culturels, Moscou et Léninegrad, boivent plus que les autres (Pravda, 5 décembre 1928 et jours suivants). À Saratov, une démonstration d'enfants proclame : — Nous sommes contre les papas ivrognes ; nous exigeons la possibilité de faire nos devoirs ; au lieu de vodka, qu'on achète des livres (Isvestia, 25 décembre 1928).

Tous ces ouvriers, ces communistes ou pro-communistes ravalés à l'abaissement dont la presse soviétique donne si fréquemment des illustrations, votent « à l'unanimité » de grandes thèses sur « le socialisme dans un seul pays », sur le déclin irrémédiable du capitalisme en Europe et en Amérique, sur le plan quinquennal de production en U. R. S. S., sur toutes sortes de grands problèmes complexes et ardus qui feraient hésiter des révolution-

naires cultivés et conscients, et condamnent implacablement avec la même « unanimité » tous les communistes assez hardis pour risquer la moindre critique de la politique officielle et des méthodes de gouvernement. Le prolétaire bien saoul, ayant détérioré sa machine, injurié son contremaître, assommé sa femme, meurtri son enfant, volé son voisin, écharpé sa voisine, vomi dans son logis « de la dimension d'un cercueil » et perdu au jeu sa culotte, s'en va « exiger » (sic) du trop bienveillant Bureau politique du Parti des mesures impitoyables contre Trotsky et autres « sceptiques » trop longtemps tolérés au nombre des vivants.

Cependant, la calamité gagne du terrain dans tous les sens. Une enquête de 1928 avait déjà révélé l'alcoolisation croissante de la jeune génération : à titre de sondage, deux écoles furent examinées, comptant 2.420 enfants de huit à seize ans ; 15 % des garçons et 14 % des filles s'enivraient, 14 % des garçons et des filles, en plus, buvaient souvent et beaucoup (Isvestia, 3 juin 1928). En 1929, on avoue l'impossibilité de réduire la vente de la vodka pour ne pas compromettre l'équilibre budgétaire, bien que l'ivrognerie se manifeste de plus en plus comme un danger public (Isvestia, 16 janvier 1929). On prévoit pour 1929 une consommation de 46 millions de vedros (sans compter le samagon clandestin) ; la dépense des consommateurs pour l'alcool est évaluée à 1 milliard et demi de roubles dans l'année (Pravda des J., 2 avril 1929). La consommation globale d'eau-de-vie a atteint l'an dernier, 75 % de celle d'avant-guerre dans les villes et 150 % dans les campagnes (le niveau de l'époque tsariste est donc très largement dépassé dans l'ensemble) ; l'expérience a prouvé que la vodka d'État n'éliminait pas la samagonka dont la distillation se développe (Pravda des J., 5 juin 1929). À Léninegrad, en une seule

nuit, la milice a ramassé dans la rue 859 ivrognes, « chiffre record » (Krasnaïa Gazeta, 1 septembre 1929). La « direction de l'alcool » met en vente cette année 60 millions de litres de plus que la quantité permise, 540 millions de litres au lieu de 480 millions ; la société antialcoolique proteste… (Troud, 11 septembre 1929).

Voilà encore un petit détail passé inaperçu des faux « amis de l'U. R. S. S. », en tout cas dont on ne trouve pas trace dans leurs brochures icariennes.

Il a été question ici, spécialement ou incidemment, de la condition des femmes. C'est un signe qui ne trompe pas, quant au niveau d'une civilisation. Il vaut la peine de s'y arrêter. Les Isvestia notent de nombreux cas où les maris battent leurs femmes, parce qu'elles se mêlaient aux « élections » ; dans l'Oural, un secrétaire de cellule communiste rosse sa femme, « candidate » au soviet ; dans la province de Toula, un membre d'un bureau de soviet assomme à coups de barre de fer sa femme, « présidente » de ce soviet ; dans la province de Gomel, toutes les femmes d'un village sont battues par leurs maris, pour avoir tenu une réunion ; etc. (19 mai 1926). Il s'agit non d'accidents, mais de faits symptomatiques. (Nous soulignons les termes relatifs aux élections en attendant de montrer à quoi ils correspondent, au chapitre suivant). La Pravda, à son tour, dénonce les mauvais traitements infligés par les ouvriers à leurs femmes, en citant de nombreux cas ; les communistes y figurent en bonne place ; on évoque des drames où l'ouvrière succombe sous les coups de maris dégénérés, sans que les organisations, pourtant informées, interviennent (3 mars 1928). À Ivanovo-Vosnessensk, centre principal du textile, « le Manchester russe », « les femmes sont battues

maintenant d'une façon à peu près générale » ; la Voix du tisseur ayant mené campagne contre cette habitude des ouvriers de frapper leurs compagnes annonce qu'elle a reçu une quantité de lettres confirmatrices (Pravda, 1 avril 1928). À la campagne, les mœurs sont restées barbares : la Bednota cite de nombreux exemples de brutes qui enferment leurs femmes, les rouent de coups, leur crachent au visage (22 juin 1928). Chez les Turkmènes, la révolution n'a pas aboli le commerce des femmes ; il faut au moins 60 roubles pour s'en payer une, mais les koulaks font monter les prix et les paysans pauvres font pression pour instaurer un « prix fixe », sans toutefois pouvoir retenir leur acquisition attirée par la spéculation des riches… (Pravda, 26 août 1926).

« L'héritage du passé », ici, est évident, mais la conservation de cet héritage maudit n'est pas moins évidente, sauf pour les voyageurs aveugles ou complaisants. Il est cependant une plaie hideuse de la société soviétique, apparue depuis la mort de Lénine, dont il faut faire la part des origines lointaines et des responsabilités présentes, l'antisémitisme, au développement chaque jour signalé dans la presse. Il y avait de l'antisémitisme autrefois en Russie, mais confiné dans des catégories très restreintes de la population ; la classe ouvrière n'a jamais été antisémite, pour ne parler que d'elle. Et surtout, on n'avait jamais vu trace d'antisémitisme dans les partis révolutionnaires et socialistes ou communistes. Or, depuis la renaissance de l'antisémitisme, manifestée vers 1925 et accentuée dans la suite, c'est le prolétariat qui est contaminé par cette forme de sauvagerie. Et l'expérience prouve qu'il n'y a pas d'antisémitisme sans complicité du pouvoir. Certes, l'antisémitisme est officiellement dénoncé, et puni sous ses aspects violents. Mais il en est de ce phénomène

comme de bien d'autres en Union soviétique : on s'en prend formellement aux effets sans attaquer les causes et, selon l'expression courante là-bas, et valable pour l'alcoolisme et l'analphabétisme aussi, « on soigne les rhumes en entretenant les courants d'air ». Le chapitre sur la « dictature du prolétariat » éclairera cette formule.

Dans une usine de Léninegrad, deux membres du Parti bolchevik rassemblent des ouvriers autour d'eux et l'un se flatte d'avoir tué, de sa main, 900 Juifs sur le front polonais et regrette de ne pouvoir les exterminer jusqu'au dernier (Pravda de Léninegrad, 29 juin 1927 ou 1928, date mal imprimée sur notre exemplaire). « Jamais au cours de la Révolution nous n'avons remarqué, comme à présent, dans le Parti et les Jeunesses communistes une si forte infiltration d'antisémitisme », écrit Sosnovsky dans la Pravda (septembre 1927) et il cite comme extrêmement caractéristique une lettre d'un communiste (!) à un autre, justifiant « pour 50 % » (sic) le vieux mot d'ordre des Cent-Noirs : « Mort aux Juifs, vive la Russie ». La Pravda des Jeunesses communistes (23 décembre 1927) consacre une page entière à cette honte : l'antisémitisme ouvrier et communiste ; elle cite des cas où des ouvriers en traitent d'autres de « youpins » sans la moindre raison, leur refusent l'entrée des syndicats et, par conséquent, le droit au travail, et souligne que l'antisémitisme gagne des groupes entiers des Jeunesses communistes et des « pionniers », qui se livrent à des voies de fait sur des enfants et adolescents juifs. La Pravda (17 mai 1928) montre le développement de l'antisémitisme dans le Parti communiste : à Kiev, un communiste de haut rang refuse d'accorder du travail aux « youpins » ; ailleurs, des communistes frappent couramment les juifs ; à l'institut de l'économie nationale, on peut lire une inscription de

communiste sur un mur : « Mort aux Juifs, vivent les soviets. » La Krasnaïa Gazeta (29 juin 1928 signale un communiste, dirigeant de coopérative, qui organise deux queues distinctes, celle des orthodoxes et celle des Juifs, et bat un vieillard de 70 ans qui proteste, et constate que la conduite de ce voyou, aidé du chef de la milice, est une provocation aux pogromes. Au club de l'usine Révolution d'Octobre, un jeune Juif, au bras paralysé par suite d'un accident du travail, est jeté à terre et à demi étouffé, avec l'approbation du président du comité de l'entreprise (Pravda, 28 juillet 1928). À Rostov, à Dniepropetrovsk, à Kazan, etc., des jeunes communistes insultent et rouent de coups leurs « camarades » juifs (Pravda, des J., 29 juillet 1928). Un livre de Gorev donne de nombreuses informations établissant que l'antisémitisme pénètre partout « au cours des dernières années » (Krasnaïa Gazeta du soir, 9 septembre 1928). Dans les mines du Donetz, les ouvriers juifs sont insultés et maltraités par leurs compagnons de travail qui sont souvent des communistes, des secrétaires de cellules ; des communistes déplorent ouvertement de ne pas pouvoir faire de pogromes ; des ouvriers mineurs juifs se voient refuser du travail, ou le logement, ou la carte syndicale, parce que juifs ; les comités communistes régionaux encouragent le mal par leur silence (Pravda des J., 18 novembre 1928). À la verrerie Octobre, près de Minsk, les contremaîtres insultent, persécutent et battent une ouvrière juive, la déshabillent, la fouettent, l'arrosent d'eau froide, en présence de tous les ouvriers et des communistes de l'usine, complices tacites (Isvestia, 16 novembre 1928). Trois des crapules directement mêlées à la persécution de cette femme sont membres du Parti bolchévik (Pravda, 15 janvier 1929). Le même numéro de ce journal cite plusieurs autres cas de brimades infligées à des travailleurs juifs dans di-

verses usines. L'antisémitisme progresse de plus en plus et le Troud (29 mai 1929) avoue enfin que ce n'est pas seulement une monstrueuse survivance du passé, mais un phénomène politique actuel.

L'importance de ce phénomène est attestée par des comptes rendus comme celui de la Pravda des Jeunesses, du 10 avril 1928, où l'on relate en détail l'affaire de l'institut géodésique de Kharkov. Là, un jeune rabfacovetz (étudiant ouvrier) juif a été tourmenté et traqué durant de longs mois par des communistes, sous les yeux de leurs camarades inertes ; on le réveillait la nuit à coups de règle sur la tête, on l'aspergeait d'eau froide, on lui piquait la plante des pieds avec les pointes d'un compas ; le souffre-douleur devint à moitié fou. Même tableau dans un foyer d'étudiants à l'autre bout de la ville, où un Juif est assommé et laissé à demi-mort par des brutes, dont les deux secrétaires de la fraction communiste. « D'aussi frappantes manifestations d'antisémitisme sont fréquentes dans les vouz » (établissements d'enseignement supérieur), dit ce journal, citant d'autres exemples. Au même Institut géodésique, des voyous piétinent le ventre d'une étudiante juive enceinte. À Belotserkov, il y a un groupe organisé de voyous chauvins antisémites. À Dniepropetrovsk, à l'institut des mines ; à Kharkov, à l'institut technologique ; en différentes villes d'Ukraine aux conférences estudiantines, l'antisémitisme s'exprime avec grossièreté et violence. L'assemblée générale de la cellule communiste de l'institut géodésique couvre les coupables et rit des victimes.

De tels « communistes » votent à l'unanimité (sic) toutes les résolutions que leur envoie le comité du Parti de leur rayon, lequel les reçoit du comité du Parti de la ville, lequel les a reçues du

comité du Parti de la province, lequel les tient du Comité central du Parti, lequel ne fait que transmettre ce qu'il reçoit du Bureau politique et du Secrétariat du Parti.

Après cela, ce n'est pas sans étonnement qu'on peut lire, sous la plume de Maxime Gorki dans la Pravda (26 septembre 1929) : « Est-il possible de croire aux affirmations malveillantes de la presse des émigrés, selon lesquelles les communistes eux-mêmes sont contaminés d'antisémitisme ? » Gorki fait donc semblant de ne pas regarder la presse soviétique ? Il s'agit évidemment d'une ruse de style, car l'article se termine sur les phrases suivantes : « Il ne peut être question de se demander s'il faut combattre les antisémites. Il y a deux questions à poser : les combat-on suffisamment et assidûment ? et comment sied-il de les combattre ? » Ces questions sont demeurées sans réponse et le resteront, dans le cadre du système politique actuel. Car il est impossible de les résoudre sans aborder le problème du régime édifié, après la mort de Lénine, sur la puissance des ténèbres.

Volume 3 · 06

La Constitution soviétique, expression légale de la dictature du prolétariat, est un document subversif dans l'U. R. S. S. d'aujourd'hui. Plusieurs milliers de communistes et d'autres révolutionnaires sont actuellement dans les prisons, camps de concentration et lieux de déportation pour s'être réclamés de ses principes ou avoir voulu user des droits de citoyens qu'elle leur reconnaît. Ce n'est pas le premier exemple historique d'une Constitution non respectée de ceux qui ont charge de l'appliquer. Mais

c'est certainement un cas unique de Constitution n'ayant rien de commun avec le régime dont elle est censée définir les institutions.

Ce singulier état de choses n'a pas été instauré d'un coup. Il s'est établi graduellement depuis la maladie de Lénine et relativement cristallisé par étapes successives après la mort du fondateur de la « République socialiste fédérative des Soviets » Il ne durera pas toujours mais il est l'état de fait au moment où nous sommes et il importe de le connaître si l'on ne veut pas être surpris par le cours des événements futurs.

En principe, tous les habitants de l'U. R. S. S vivant de leur travail sans exploiter le travail d'autrui sont citoyens, électeurs et éligibles, ont le droit d'expression et de réunion. En fait, sur les 150 millions et plus de Russes et allogènes de l'Union, un seul individu jouit de tous les droits et tous les autres assument tous les devoirs.

Cet exclusif citoyen complet, c'est le Secrétaire général du Parti communiste.

L'U. R. S. S. comprend deux grandes catégories d'individus : les membres du Parti communiste et les « sans-parti ». Seuls, les communistes ont, à des degrés divers, quelques droits non définis, variables en quantité et qualité selon la position des citoyens en question sur l'échelle de la hiérarchie. Un communiste a moins de droits que son camarade placé immédiatement au-dessus de lui par les fonctions et plus de droits que celui du dessous. Mais il a toujours plus de droits qu'un « sans-parti », lequel en est complètement dépourvu, sur le plan des affaires vitales de la cité ou du pays.

Les « sans-parti » ont seulement le droit d'approuver tout ce que dit, tout ce que fait l'unique parti de l'U. R S. S. Toute désapprobation, explicite ou même implicite, toute critique fût-elle la plus timide ou la mieux fondée, voire tout silence passible d'interprétation arbitraire, mettent le « sans-parti » sous le coup de l'accusation de « contre-révolution » avec les conséquences fâcheuses qu'elle comporte, depuis la perte du travail, donc du pain quotidien, jusqu'à la déportation en Sibérie ou l'emprisonnement illimité.

Parmi les « sans-parti », il y a deux sortes de gens : les « sympathisants » et les autres. Pour être « sympathisant », il n'est nul besoin de sympathiser avec le communisme : il suffit de le déclarer, de faire semblant, puis de prendre garde à ne pas se laisser surprendre en flagrant délit d'hostilité ; en échange de son apparence de sympathie, le faux sympathisant reçoit de petites facilités dans la vie courante, pour le travail ou le logement, et ce sont des avantages appréciables si l'on se rappelle les conditions du travail et du logement décrites avec objectivité dans les chapitres précédents. En outre, le sympathisant, réel ou supposé, peut être choisi par les communistes, s'il fait preuve de docilité exemplaire, comme figurant sur les listes de « sans-parti » destinées à être « élues à l'unanimité » aux réunions « d'électeurs » ; dans cette éventualité, il devient membre d'un ou plusieurs « soviets » ce qui, en certains cas, peut procurer quelques agréments.

Les assemblées d'électeurs se tiennent dans les entreprises et nul n'y peut participer ailleurs que dans celle où il est inscrit ; et seul, le comité local du Parti, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une « cellule » communiste ou du comité d'entreprise à ses ordres, a le pouvoir et les moyens effectifs de convoquer une

réunion ; ainsi, tout participant est connu ou facile à identifier par l'administration de l'entreprise et le personnel communiste ; nul ne peut ouvrir la bouche ou lever le nez sans être immédiatement tenu à l'œil et la moindre manifestation non conforme aux « mots d'ordre » officiels entraîne les conséquences voulues par les fonctionnaires du Parti. Le bureau de la réunion, communiste ou choisi par les communistes, est ainsi « élu » à l'unanimité, l'ordre du jour et les résolutions ou les listes de candidats dressées par le Parti sont nécessairement « votées » de même. Le pseudo-vote a lieu à mains levées, sur formulation du président suivie de la question sacramentelle : « Qui est contre ? » Si le sujet est important, il est impossible de voter contre sans risquer sa place, donc son pain, et par suite très souvent son logis car les maisons dépendent de l'entreprise. Étant donné l'ampleur du chômage et la gravité de la crise du logement, chacun se gare du danger en s'abstenant de contredire. Quand cette perspective ne suffit pas pour refouler l'hérésie, il y a des moyens plus directs et énergiques, dont nous parlerons bientôt. L'unanimité dite « cent pour cent » est donc assurée. À la campagne, les choses sont légèrement différentes : la base électorale étant plus éloignée du « sommet » suprême « élu », avec interposition de plusieurs degrés de suffrage de plus qu'à la ville (voir plus loin), et l'intérêt du paysan se portant de préférence sur les affaires locales, la surveillance et la pression y sont moins fortes, et d'ailleurs le nombre des communistes ruraux n'y suffirait pas ; l'immense proportion des illettrés et des alcooliques limite encore les velléités d'initiative ; plus une assemblée ou congrès a d'importance par la compétence territoriale, plus le contrôle communiste se renforce pour ne rien laisser au hasard.

On a vu qu'à la campagne, personne parmi les non-communistes ne tient en général à faire partie d'un soviet car celui-ci a pour seule mission de lever l'impôt et les recrues, corvées pénibles s'il en fut ; ce sont plutôt les paysans aisés qui ont intérêt à pénétrer au soviet pour s'octroyer des exonérations et faire marcher les pauvres. Dans les gros bourgs, et les villes petites et moyennes, le soviet une fois « élu » ne se réunit pour ainsi dire jamais ; c'est le « bureau » qui fonctionne ; le titre de député ne tire donc guère à conséquence ; on cite même des circonstances assez fréquentes où, la liste des membres du soviet étant perdue, les singuliers « députés » sont, de ce fait, introuvables car la plupart ignorent même le grand honneur qui leur est accordé ; ou bien, un Ivanov étant inscrit sur la liste, dressée par un comité Parti, mais sans indication de prénom et de Patronymique, il est impossible de discerner l'Ivanov dont il s'agit parmi les douzaines d'Ivanov qui peuplent immanquablement toute agglomération. Dans les grandes villes, le soviet se réunit très rarement, en une sorte de meeting de propagande ou d'agitation, pour approuver obligatoirement « à l'unanimité » son Comité exécutif et son Bureau, désignés l'un et l'autre par un comité du Parti ; le député au soviet, loin d'en éprouver une fatigue supplémentaire, a la chance d'avoir ainsi quelques prétextes pour quitter l'atelier, griller des cigarettes dans les couloirs du soviet, et de recevoir de la « littérature » officielle gratuitement, d'avoir une carte de circulation sur les tramways, et autres prérogatives de même envergure.

Les « sans-parti » non catalogués comme sympathisants par les comités du Parti auxquels ils ont couramment affaire, selon le lieu de travail ou le domicile, ont le droit d'exister au niveau matériel déjà décrit, dans la mesure où ils ont la chance de n'être pas

chômeurs et d'avoir un logis « de la dimension d'un cercueil ». Et à condition de s'abstenir rigoureusement de toute intervention dans la politique, sauf pour applaudir sans réticence aux décisions du pouvoir.

Les membres du Parti se subdivisent, à leur tour, en plusieurs catégories. Il y a une sorte de prolétariat du communisme, les adhérents humbles et obscurs adonnés aux besognes ingrates ; une classe moyenne, répartie dans les postes modestes mais au travail moins pénible et mieux rémunéré ; une bourgeoisie, assumant les fonctions relativement importantes dans l'économie et l'administration ; une aristocratie, monopolisant les charges politiques et les responsabilités ; une petite oligarchie, enfin, où se recrutent les gouvernants de fait qui ne sont pas toujours les gouvernants de nom, entourant le « sommet » (sic) de la hiérarchie communiste, représenté par le Secrétariat du Parti.

Chaque catégorie de communistes doit obéissance passive aux catégories superposées au-dessus d'elles ; en revanche, elle peut l'exiger des « couches inférieures » ; le dernier étage se rattrape sur les « sans-parti ». Ainsi, tout communiste détient une parcelle de puissance publique, à exercer sur plus petit que soi. C'est ce qu'on appelle officiellement d'un terme impropre : la « dictature du prolétariat ». Nul n'est autorisé à douter de son supérieur ; chacun est tenu, au contraire, de se critiquer soi-même et de critiquer ses égaux et ses inférieurs. C'est ce qu'on appelle « l'autocritique ». Ainsi, le Secrétariat du Parti est au-dessus de toute atteinte.

Pour être membre du Parti communiste, il n'est pas nécessaire, depuis la mort de Lénine, d'être communiste. Il est même préférable de ne pas l'être. Un communiste authentique a le

choix entre le silence et la prison ou la Sibérie. Un faux communiste vit plus ou moins confortablement dans ses fonctions en laissant vivre le Secrétariat du Parti.

Il existe en U. R. S. S. incontestablement quelques milliers, sans doute plusieurs dizaines de milliers de communistes, d'intention ou réellement conscients : mais ils ne sont pas, pour la plupart, dans le Parti. Sauf ceux qui sont déportés en Sibérie, au Turkestan, voire dans la zone de l'Océan Glacial, ou internés dans les camps de concentration, les « isolateurs », les prisons, et dont le nombre exact est difficile à établir en raison du secret de la répression des idées révolutionnaires, il y en a dans les usines et les institutions soviétiques, discrets et prudents, attendant l'heure de pouvoir exprimer impunément une opinion. Il en est aussi, comme nous l'avons dit, dans le Parti, mais également silencieux et circonspects, évitant de révéler leurs convictions pour ne pas se sacrifier sans raison suffisante.

Le Parti comptait, au 1 octobre 1928, 1 million 360.469 membres ou « candidats » (stagiaires non encore admis définitivement) ; d'après ses statistiques, entraient dans ce nombre 570.171 ouvriers, 169.624 paysans, 479.579 fonctionnaires et employés, et 141.095 « divers », c'est-à-dire intellectuels, techniciens, artisans, etc. (Annuaire statistique, Moscou, 1929). Tous ces ouvriers sont membres d'un ou plusieurs comités, à la fabrique ou au logement, d'un ou plusieurs soviets dans la région où ils habitent, d'un ou plusieurs comités, conseils, commissions de syndicats ou de coopératives, ou de ces organisations « volontaires » dont nous avons parlé au chapitre des salaires. Tous ces paysans sont membres de leurs soviets locaux, cantonaux, régionaux ou provinciaux. Tous ces « divers » sont membres de « l'ap-

pareil » administratif, économique ou politique de l'État. Tous ces 1.360.469 communistes attitrés sont donc des rouages de la machine gouvernementale soviétique. Ils constituent la principale catégorie sociale privilégiée du régime.

Au point de vue politique, c'est une sorte de patriciat, monopoleur de l'autorité. Au point de vue économique, il en va quelque peu différemment : les communistes ont cet avantage d'être, à quelques exceptions près, assurés contre le chômage et mieux payés, mieux logés que la masse, sans toutefois pouvoir accumuler ouvertement de capitaux ; le Parti a fixé à 225 roubles par mois le maximum de salaire de ses membres, alors que le prétendu « salaire moyen » des travailleurs est trois fois moindre sur le papier et au moins cinq fois plus petit en réalité, comme nous l'avons établi ; mais en plus de ces 225 roubles théoriques, les communistes peuvent bénéficier de suppléments importants, sous forme de logements décents, de frais de représentation, de places dans les maisons de repos habitables, d'allocations pour missions, voyages en service commandé, etc. ; et l'on a vu que les écrivains ou collaborateurs occasionnels de journaux et revues pouvaient se faire des appointements de quelque 600 roubles mensuels et plus. Le demi-million d'ouvriers comptés par la statistique est privilégié à l'usine ou à l'atelier et à la maison d'habitation ; c'est pourquoi il existe ; la carte de membre du Parti représente une sorte d'assurance sociale ; elle est recherchée par nécessité alimentaire et besoin de sécurité relative ; son détenteur conservera plus facilement sa place dans l'entreprise, sera plus difficilement expulsé de son logement ; sans oublier l'avantage de procurer quelques apparences de droits civiques.

L'importance numérique du Parti n'a présentement rien de commun avec l'influence de la pensée communiste dans le pays. Le difficile, pour le Parti, n'est pas de trouver des recrues mais au contraire d'en refuser. Pendant une période donnée, approximativement jusqu'à la disparition de Lénine, la qualité de communiste impliquait des devoirs et des sacrifices ; depuis cinq ans, elle entraîne surtout des avantages et des profits. Le chiffre de 1.360.469 pourrait être aisément multiplié par dix, ou divisé par vingt, sans que le nombre de communistes à proprement parler augmente ou diminue : il suffirait d'une décision du Secrétariat du Parti.

Àpart cette quantité fictive de communistes, il y a l'organisation des Jeunesses dites « communistes et léninistes », comptant environ 2 millions d'adhérents, parmi lesquels quelques milliers de vrais communistes d'intention, de bonne volonté, et quelques centaines de communistes conscients. La quasi totalité se compose d'adhérents privés de la liberté de ne pas adhérer et ne savent rien des principes du communisme. Ces enfants et adolescents sont pratiquement acculés à entrer dans la seule organisation politique légale à côté du Parti, antichambre du Parti, filière conduisant aux privilèges du citoyen. Comme comsomols, ils peuvent être « élus » dans les soviets, les comités de syndicats, d'usines, de coopératives, de maisons, situations procurant de menus avantages tant pour le travail que pour le logement ; ils ne risquent guère le chômage, dans un pays où chacun tremble de perdre son emploi, son pain ; ils bénéficient de divers passe-droits, réductions de prix, etc., pour les excursions collectives, la visite des musées, les manifestations sportives, les réunions et défilés ; enfin, ils ont pratiquement le droit de marcher sur les

pieds des 150 millions de « sans-parti », comme leurs aînés du grand Parti.

Dans toutes les « affaires » qui ont illustré la chronique scandaleuse du régime depuis cinq ans, les communistes attitrés et les comsomols tenaient le premier rang, qu'il s'agisse d'actes arbitraires, d'abus de pouvoir, de dilapidation des fonds publics, de violences sur les femmes, de brutalités contre des enfants, d'antisémitisme agressif, de concussion, de débauche. De temps en temps, le Secrétariat du Parti ordonne une épuration destinée à le débarrasser des mauvaises têtes, des critiqueurs, des mécontents (car il s'en trouve toujours par renouvellement et les exclusions permanentes n'en viennent jamais tout à fait à bout), et par la même occasion, on élimine un certain nombre de voleurs et d'assassins de variétés diverses. Mais pour un de pincé, il en reste des dizaines et des centaines. Et l'on comprendra pourquoi, en connaissant mieux le mécanisme du régime.

La Constitution prévoit l'élection de « soviets », c'est-à-dire de conseils de députés des ouvriers, des employés, des paysans, des soldats, des travailleurs de toutes catégories, dans chaque localité, par tous les citoyens salariés ou vivant de leur travail sans exploiter personne, sans distinction d'âge, ni de sexe, ni de nationalité originelle. Les soviets locaux élisent leurs délégués aux Congrès des soviets cantonaux, ceux-ci aux Congrès des soviets de districts, ceux-ci aux Congrès des soviets de province, ceux-ci aux Congrès des soviets de la République fédérée, ceux-ci au Congrès des soviets de l'Union. Celui-ci élit — toujours sur le papier constitutionnel — le Comité central exécutif de l'Union. Ce Parlement théorique est donc, en principe, issu d'une élection au septième degré. Il n'y a pas d'exemple au monde de suffrage aussi

indirect, là où existe une constitution plus ou moins démocratique bourgeoise. Le Comité central exécutif de l'Union désigne un Conseil des Commissaires du Peuple, un Conseil de l'Union, et un Conseil des nationalités. En outre, le Congrès des soviets de chaque République fédérée élit un Comité central exécutif de cette République, lequel désigne à son tour un Conseil des Commissaires du Peuple. Enfin, chaque soviet de village a un præsidium ou bureau, chaque congrès de soviets élit un comité exécutif dans chaque canton (volost), dans chaque district (ouyezd), dans chaque province (gouberniia). Les soviets de ville envoient leurs représentants directement au Congrès des Soviets de la province, sans passer par le canton ni le district. Pour comprendre quelque chose à cette pyramide de soviets, de congrès, de comités et de conseils, il faudrait avoir sous les yeux un dessin schématique. Nous nous abstiendrons d'en donner un ici, pour la raison qui va suivre.

En fait, les élections et députations ne se passent nullement comme il est prévu dans la Constitution. La moindre tentative de mettre en application les dispositions constitutionnelles serait punie sévèrement. Voici comment les choses s'accomplissent en réalité :

Le Secrétariat du Parti, produit de circonstances historiques dont nous n'avons pas à étudier ici l'origine mais que nous constatons comme un fait, choisit les « délégués » au Congrès du Parti et leur fait désigner, au sein du Congrès, une Commission spéciale sélectionnée qui dresse la liste des membres du Comité central et celle de la Commission centrale de Contrôle, lesquelles sont « élues » à l'unanimité. Il ne peut en être autrement car tous les « délégués » étant choisis par le Secrétariat, ou par des fonc-

tionnaires déjà choisis par le Secrétariat, ils désignent une Commission conforme aux intentions du Secrétariat et la Commission établit les listes pour le Comité central et la Commission centrale de Contrôle conformément à la volonté du Secrétariat. Une fois « élus » de la sorte, le Comité central désigne à son tour son Bureau politique (politbureau) et son Bureau d'organisation (orgbureau), chargés de travailler à sa place, car il ne se réunit presque jamais. La Commission centrale de Contrôle choisit de son côté son Bureau, qui se substitue à elle pour opérer car on la réunit encore moins que le précédent. Ces trois Bureaux permanents sont composés selon les ordres du Secrétariat. Le Bureau politique commande aux deux autres : c'est le gouvernement effectif de l'U. R. S. S. Pratiquement, il se confond avec le Secrétariat. Avant la mort de Lénine, le Bureau politique disposait du Secrétariat. Depuis la mort de Lénine, le Secrétariat dispose du Bureau politique. Le Secrétariat est formellement le fondé de pouvoirs du Bureau politique, mais celui-là gouverne chaque jour alors que celui-ci prend des décisions une fois par semaine. Le Secrétariat, agissant au nom du Bureau politique, et se servant de son Bureau d'organisation et de divers services, dont l'outchraspred (bureau de répartition des membres du Parti), désigne directement ou indirectement les comités principaux et secondaires du Parti dans les Républiques fédérées, dans les régions et provinces, dans les centres urbains et leurs arrondissements, dans les districts, les cantons, les villages. En règle générale, le Secrétariat peut compter sur chacun des comités du Parti pour composer au mieux de ses vues les comités placés au-dessous d'eux, mais il intervient lui-même sans intermédiaires quand cela lui semble nécessaire, répartit ses agents politiques aux postes principaux, corrige les désignations malheureuses, révoque et

nomme des secrétaires de comités à tous les échelons de l'armature. Pour assumer cette besogne, le Secrétariat dispose, dans ses bureaux de la Staraïa Plochtchad à Moscou, d'un personnel de 1.200 fonctionnaires et employés spéciaux. La Commission centrale de Contrôle, ou plus exactement son Bureau, placée au sommet d'une superposition de commissions de contrôle de localités, de cantons, de districts, de provinces et de républiques, inspecte l'ensemble en se servant de ses commissions inférieures et réprime toute velléité de non-conformisme. Enfin, chaque comité du Parti impose aux « cellules » et aux « rayons », organisations de base, les secrétaires et les bureaux qui sont, selon le langage politique russe, « dans la ligne », c'est-à-dire aveuglément dociles aux décisions supérieures.

L'ensemble constitue une pyramide de secrétaires, de bureaux, de comités et de commissions, avec le Secrétariat général pour « sommet », parallèlement à la pyramide soviétique décrite. À chaque organisme de « l'appareil » des soviets correspond un organe de « l'appareil » du Parti. Mais c'est celui du Parti qui ordonne et celui des soviets qui exécute. Et cela pour la simple raison que tout organisme soviétique est nommé par l'organe communiste territorialement correspondant. Dans toute assemblée chargée d'élire une représentation soviétique quelconque, les communistes constituent une fraction disciplinée qui vote obligatoirement à l'unanimité pour une liste dressée par le comité du Parti qualifié ; toute infraction à cette obligation vaudrait au coupable l'exclusion du Parti, la perte de son emploi, donc de son pain, et souvent de son logement ; les « sans-parti » membres de ladite assemblée votent nécessairement, eux aussi, pour ladite liste, car outre qu'ils sont déjà délégués sous l'autorité du Parti, la moindre velléité de contradiction serait passible de la privation

de travail et de logis. Ainsi, toute impulsion du Parti produit son effet automatique sur le rouage approprié de la machine soviétique. Le Secrétariat, au nom du Comité central du Parti et des deux Bureaux principaux de celui-ci, désigne le Conseil des Commissaires du Peuple, qui est constamment sous ses ordres, et le Comité central exécutif des Soviets de l'Union, et le président et le Præsidium (ou bureau) de celui-ci, en dressant les listes et « proposant » (sic) les candidatures aux assemblées électrices par l'intermédiaire de ses fractions et comités. Les Comités centraux du Parti des diverses républiques, par leurs bureaux et secrétaires, en font autant dans chaque république en se servant de voies identiques. Le comité du Parti de Moscou agit de même pour « l'élection » du Soviet de Moscou, celui de Léninegrad idem pour son domaine, celui de Kharkov itou pour le sien, et ainsi de suite. Chaque comité du Parti accomplit de cette manière son office. Et l'on obtient la subordination étroite et complète du personnel soviétique au personnel communiste, avec fusion intime des deux à tous les postes importants de commandement, les membres du Parti cumulant les principales fonctions des deux « appareils », et avec un réseau latéral de commissions de contrôle pour surveiller le tout.

Ce chef-d'œuvre monumental d'édifice bureaucratique n'est pourtant qu'un fragment de la structure d'ensemble du système soviétique. À l'appareil administratif des Soviets, à l'appareil du Parti, à l'appareil complémentaire des Jeunesses, s'ajoutent l'appareil des syndicats (unions professionnelles, en russe), l'appareil soviétique économique, industriel et commercial, l'appareil des coopératives de consommation, l'appareil policier, l'appareil militaire et l'appareil des comités de maisons et coopératives d'habitation. Tous ces appareils additionnés, entrelacés, interpé-

nétrés, constituent la plus formidable trame d'autorité qui ait jamais enserré, ligoté, bâillonné, paralysé un peuple, un individu, et dont on ne connaît d'équivalent ni dans le passé, ni dans le présent, que l'on ne surpassera probablement jamais dans l'avenir prévisible.

Appareil syndical : comme l'appareil soviétique, son échafaudage est calqué sur l'appareil du Parti, avec comités superposés depuis celui de la localité jusqu'au Conseil central, mais complication supplémentaire due à l'organisation par branche industrielle chevauchant l'organisation territoriale. Tous les salariés sont inscrits dans les syndicats, que cela leur plaise ou non, et l'on est même arrivé à obtenir un chiffre de syndiqués supérieur au nombre de syndicables, comme nous l'avons déjà noté, — mais un si brillant résultat mérite bien deux mentions. Aucun article de la Constitution ne rend l'adhésion syndicale obligatoire, mais la Constitution, ainsi que nous avons dû l'observer, est un document séditieux. En fait, le salarié est syndiqué par décision d'une assemblée générale de l'entreprise à laquelle il n'a pas participé, ou à laquelle il n'a pu assister que comme figurant passif, décision dictée par un comité du Parti agissant sur la fraction communiste. Le syndiqué malgré lui a le choix entre la soumission et la perte de son travail, donc de son pain, et le plus souvent de son logis « de la dimension d'un cercueil ». Sur la base de cette résignation de la faim s'élève la pyramide bureaucratique syndicale, entremêlée dans les deux autres, et soudée à celles-ci par la confusion des fonctions, le cumul des responsabilités aux postes de direction et de contrôle.

Appareil soviétique économique, industriel et commercial : la production et l'échange des marchandises étant étatisés dans une

mesure considérable, englobant toute l'industrie lourde des matières premières, la grande et la moyenne industries de transformation, la totalité des transports, le sol et le sous-sol, les eaux et les forêts, une petite partie de l'agriculture, la banque et le crédit, l'essentiel du commerce de gros et tout le commerce extérieur, l'État soviétique a dû édifier une vaste organisation technique et administrative pour gérer ces domaines de l'économie collective. La direction en est confiée à des conseils principaux : Conseil supérieur économique, Conseil du Travail et de la Défense, assistés de la Commission du Plan, de l'institut des conjonctures, du Comité principal des concessions, de la Direction centrale de statistique, de la Banque d'État, et des Commissariats du Peuple qualifiés : Finances, Commerce, Agriculture, Inspection ouvrière et paysanne. Le Conseil économique supérieur se ramifie en conseils économiques régionaux ou locaux. Les industries sont groupées en trusts. Des entreprises sont organisées en sociétés par actions, dont les titres sont tenus par divers organismes économiques. Un personnel immense de spécialistes, de politiciens et d'employés est au service de ces divers départements. Le Secrétariat du Parti nomme directement tous les dirigeants, tous les chefs, et indirectement tous les subordonnés par l'intermédiaire de ses hommes de confiance, de ses comités, de ses fractions et de ses cellules. La proportion de communistes est sensiblement moindre dans cet appareil que dans les autres, mais le contrôle du Parti y est rigoureux et la direction concentrée aux mains de communistes spécialisés.

Appareil des coopératives : la population citadine et une partie de la population rurale est enrôlée, bon gré mal gré, dans les coopératives de consommation qui, imposées par l'État, absorbent la plus grande part du commerce de détail. La Constitution ne

fait nullement aux citoyens obligation d'être coopérateurs sous cette forme, de renoncer à la coopération véritable pour se soumettre à un commerce étatique d'étiquette coopératiste. Mais l'État, c'est-à-dire le Parti, ne laisse pas le choix au consommateur prolétaire : supprimant le petit commerce privé par des mesures fiscales, il contraint pratiquement le consommateur à suivre les voies d'une coopération purement nominale dont la direction et les méthodes échappent à son opinion et à son contrôle, dont les marchandises ni les prix ne tiennent compte de ses intérêts. Là encore, un innombrable personnel de fonctionnaires et d'employés, dont les cadres sont fournis par le Parti et que les divers comités du Parti mènent et surveillent, se juxtapose aux autres appareils.

Appareil policier et militaire : en plus de la milice chargée du maintien de l'ordre public, l'État soviétique entretient une police politique et criminelle (Guépéou) et une armée permanente. Le Guépéou a droit de vie et de mort sur tous les citoyens ; il a les pouvoirs de poursuivre, d'arrêter, d'emprisonner, de juger sans témoins, de condamner sans preuves, d'enfermer pour toujours, de déporter à jamais, de supprimer une fois pour toutes l'individu dont le Secrétariat du Parti veut se défaire. Il n'est pas d'exemple, dans la société bourgeoise, d'une puissance policière aussi ample et complète. On pourrait l'appeler un superlatif catégorique de la police. Le Guépéou dispose d'un réseau dense d'agents secrets et publics, de fonctionnaires salariés et d'indicateurs bénévoles, de forces militaires soumises à son commandement direct, appelées discrètement : détachements « de destination spéciale » (vone) ; son budget réel est inconnu, étant alimenté pour une bonne partie par les fonds secrets ; son budget avoué en 1926 était de 37.122.778 roubles, plus 36.825.000 roubles

pour ses détachements militaires spéciaux (Finansovaïa Gazeta, 9 mai 1926). Il a pratiquement les moyens d'utiliser comme auxiliaires tous les communistes et comsomols, les fonctionnaires soviétiques, la milice et les membres non-communistes des milliers et dizaines de milliers de comités d'usines, de syndicats, de coopératives, de maisons, etc., matés par sa toute-puissance. Dans les villes, près de la moitié de la population environ espionne et moucharde ainsi l'autre moitié. Le Guépéou ne rend de comptes à personne. En principe, il n'en doit qu'au Conseil des Commissaires du Peuple, parmi lesquels se trouve un fonctionnaire subalterne ayant titre de Commissaire à la Justice. Mais comme ce Conseil est nommé par le Secrétariat du Parti, de même que le « Collège » du Guépéou, c'est le Secrétariat qui couvre tout, en se faisant approuver automatiquement par le Bureau politique. Autrement dit, le Guépéou se rend des comptes à lui-même. Par ses décisions, les prisons, camps de concentration, lieux de déportation sont peuplés d'ouvriers, de communistes, de socialistes, de syndicalistes, de libertaires, de sionistes et même de tolstoïens, condamnés par milliers sans jugement. La milice, police des rues et des maisons, est à la fois instrument de l'appareil soviétique et du Guépéou ; la presse ne cesse d'en signaler les méfaits : grossièreté, insolence, vénalité, ivrognerie, violences vis-à-vis des citoyens, constatées par une enquête officielle (Pravda et Pravda des J., 8 mai 1928). Quant à l'armée permanente, avec ses cadres de militaires de métier, elle est dirigée par un « Conseil de Guerre révolutionnaire » nommé, lui aussi, par le Secrétariat du Parti, comme le Commissaire du Peuple à la Guerre. Les dizaines de milliers d'officiers et de sous-officiers de carrière dépendent ainsi du Parti et sont soumis à une discipline aveugle analogue à celle du Parti.

(Or, Lénine disait au I Congrès des Soviets : « Une institution comme les Soviets veut la transition à une République qui créera — et non en paroles, mais en réalité — un pouvoir ferme, sans police, sans armée permanente… » (Œuvres complètes, t. XX, p. 551). Il avait préconisé au I Congrès paysan « le gouvernement des Soviets administrant l'État non par l'organe de la police, des fonctionnaires, d'une armée permanente distincte du peuple, mais à l'aide d'une milice populaire formée d'ouvriers et de paysans armés… » (même source, p. 464). Il avait proposé auparavant, dans la Pravda, de « nous acheminer d'un pas ferme et souple, graduellement, pas à pas, comme il convient, vers l'institution d'une milice du peuple entier, vers la substitution de la nation armée à la police et à l'armée permanente » (ibid., p. 439). Il avait écrit : « La Russie doit être une république démocratique… Nous voulons une république sans police se moquant du peuple ; nous voulons que les fonctionnaires soient tous, du bas en haut de l'échelle, exclusivement désignés par l'élection et révocables à tout moment au gré du peuple ; que leurs appointements ne soient pas supérieurs au salaire d'un bon ouvrier ; que tous les chefs de l'armée soient élus et que l'armée permanente, distincte du peuple, commandée par des classes étrangères au peuple, soit remplacée par la nation armée, par une milice embrassant le peuple entier » (ibid., p. 410). Et encore : « L'institution d'un corps de fonctionnaires nommés ne peut pas être tolérée. Il ne faut reconnaître « que les organes constitués par le peuple lui-même » dans la localité donnée. L'idée de la nécessité d'une « direction » exercée par des fonctionnaires « nommés » par des autorités supérieures est une aventure radicalement fausse, antidémocratique, césariste ou blanquiste » (ibid., p. 365). Et encore : « Le Parti lutte pour une république prolétarienne et paysanne

plus démocratique, d'où la police et l'armée permanente seront complètement bannies, remplacées par l'armement général du peuple, c'est-à-dire par une milice à laquelle appartiendront tous les citoyens ; où toutes les fonctions seront non seulement électives, mais aussi révocables à tout moment au gré de la majorité des électeurs ; où les salaires de tous les fonctionnaires, sans exception, ne dépasseront pas le salaire moyen d'un bon ouvrier, etc. » (ibid, p. 343). Et encore : « ... Revendication d'une république démocratique prolétarienne et paysanne (c'est-à-dire d'un type d'État sans police, sans armée permanente, sans corps privilégié de fonctionnaires), etc. (ibid., p. 319). Et encore « ... Nous sommes pour une république où il n'y aurait, de bas en haut, ni police, ni armée permanente (l'armement universel du peuple devant leur être substitué, selon notre conviction), ni corps de fonctionnaires jouissant en fait de l'inamovibilité et de traitement privilégié bourgeois » (ibid., p. 223). Et encore : « La tâche véritable, c'est de faire de l'abolition de l'armée permanente, du corps des fonctionnaires et de la police une réalité de l'armement du peuple entier » (ibid., p. 203). Et encore : « Ce ne sont pas la police, les fonctionnaires non responsables devant le peuple et placés au-dessus de lui, l'armée permanente séparée du peuple qui doivent gouverner l'État, c'est le peuple en armes tout entier, uni par les Soviets » (ibid., p. 162). Nous pourrions. multiplier à l'infini ces citations. La suppression de la police, de l'armée permanente, du fonctionnarisme, l'armement général du peuple (milice), l'éligibilité et l'amovibilité des cadres de l'État, le salaire du fonctionnaire public égal à celui de l'ouvrier, tel était le programme communiste en 1917. Douze ans ont passé. Et il est impossible de concevoir pratique plus contraire aux principes du programme : maintien renforcé de la police, de l'armée perma-

nente, du fonctionnarisme parasitaire, inégalité profonde des salaires, désarmement absolu du peuple, avec hypertrophie monstrueuse des prérogatives de la police. Certes, si les ouvriers et les paysans travailleurs étaient organisés en milice, donc armés, le régime politique de l'U. R. S. S. ne serait pas devenu ce qu'il est. Le port d'une arme est interdit aux prolétaires. Seuls, les communistes sont armés.

Enfin, appareil des comités de maisons et coopératives d'habitation : il complète tous les autres en contrôlant le simple mortel au domicile, en s'immisçant dans la vie privée, en jetant le locataire à la rue avec sa femme et ses enfants, sur un signe des communistes dociles aux ordres de leurs comités et secrétaires. Ces comités et coopératives ne sont pas appointés en espèces, mais ils ont des avantages en nature, disposant de la surface habitable de l'immeuble, répartissant les habitants à leur guise, les « compactant » (ouplotniénié) à leur façon, ayant pouvoir de pénétrer chez eux à tout moment, bref pouvant leur rendre l'existence intenable. Ainsi, le travailleur peut être traqué, si un organe du Parti le juge nécessaire, dans son dernier réduit : le logis.

Cette bureaucratie gigantesque, avec son énorme effectif de fonctionnaires installés à demeure et ses légions d'auxiliaires des comités de toutes sortes, n'est pas publiquement dénombrée. Au XV Congrès du Parti, le rapporteur de la Commission de Contrôle et de l'inspection ouvrière et paysanne, Ordionikidzé, déclara : « Le nombre des fonctionnaires de notre appareil d'État est de 3.722.000 individus, y compris ceux de l'instruction publique. Dans l'appareil administratif, il y a à peu près 2.000.000 d'individus dont l'entretien coûte au pays environ 2 milliards de roubles » (compte rendu, tous les journaux soviétiques, dé-

cembre 1927). À ces 3.722.000 fonctionnaires de l'État, il faut ajouter ceux du Parti, des Jeunesses communistes, des syndicats, des coopératives ; rien que dans la coopération, il y en avait 400.000 en 1925, touchant 90 millions de roubles de traitements, dit Dzerjinsky, et cet effectif a encore considérablement augmenté ensuite (Pravda, 20 avril 1926) ; le total doit donc graviter autour de 5 millions. En plus, tenir compte des fonctionnaires de complément, pour ainsi dire, ceux dont la fonction s'ajoute à leur travail salarié. Telle est l'extraordinaire machine bureaucratique insensiblement constituée en dix années de période révolutionnaire et qui, depuis environ deux ans déjà, assure l'intangibilité d'un système appelé en Russie dans l'intimité « la dictature du secrétariat ».

La machine soviétique, dans laquelle s'engrènent les rouages de tous les appareils sommairement décrits ici, est d'une solidité relative reposant sur le cumul des fonctions principales par les hommes de confiance du Parti, lesquels jouent le rôle d'arbres et courroies de transmission communiquant mécaniquement l'impulsion venue du Secrétariat. Essayons d'en donner une idée concrète : avant d'être exclu du Parti, Kamenev, un des trois dirigeants effectifs de l'Union alors, était simultanément membre du Comité central et du Bureau politique du Parti, président du Conseil du Travail et de la Défense, président du Soviet de Moscou, vice-président du Conseil des Commissaires du Peuple, membre de la présidence collective du Conseil économique supérieur, membre du Comité central exécutif de l'Union et du Comité exécutif des soviets de la République de Russie, directeur de l'institut Lénine, co-directeur du Bolchevik, revue officielle du Parti, et certainement membre encore de divers comités et collèges de moindre importance. À côté de cet exemple marquant,

prenons celui d'un communiste obscur, anonyme, en puisant dans la Pravda parmi quantité d'autres cas : ce brave garçon, jeune puisque membre des Jeunesses, se plaint d'être surchargé et menacé d'un surcroît d'obligations ; il énumère seize fonctions et attributions qu'il assume dans l'appareil des Soviets, dans celui du Parti, dans celui des Jeunesses, dans celui des syndicats et dans « divers » ; il en est de permanentes et de passagères, mais celles-ci se renouvellent (Pravda, 21 mars 1925). Entre ces deux exemples, il y a toute une gamme. Zinoviev, puis Boukharine, avant d'être déchus du « sommet », supportaient presque autant de responsabilités que Kamenev. Quant à Trotsky, du vivant de Lénine, sans collectionner les titres, il était partout où les difficultés d'une situation, l'acuité d'une crise, la gravité d'une lacune exigeaient l'intervention décisive d'une individualité exceptionnelle. Actuellement, les divers « sommets » d'appareils restent aux mains des mêmes personnages interchangeables et cette addition de fonctions se répète, à quelques variantes près, aux divers degrés des bureaucraties parallèles : un membre du Comité central du Parti est aussi membre du Conseil de Guerre révolutionnaire, du Collège du Guépéou, des Comités exécutifs soviétiques, etc. ; un autre sera dans les divers Conseils ou Comités économiques supérieurs, les collèges de Commissariats économiques, les Exécutifs soviétiques, etc. La liaison est si intime, par ce procédé, qu'il est souvent impossible de discerner au nom de quelle autorité régulière une décision est prise. La fusion des fonctions entraîne une confusion absolue des pouvoirs. Un temps, il y avait encore un respect de certaines formes et formalités : on les a rejetées comme superflues, après la mort de Lénine. Ainsi, on a pu voir Trotsky ouvertement « démissionné » du Commissariat de la Guerre, poste soviétique, par les organes di-

recteurs du Parti ; après quoi, les institutions dirigeantes des Soviets prenaient acte. Depuis, toute une série de révocations retentissantes ont eu lieu, sur décisions du Parti dictées par le Secrétariat, dans l'appareil soviétique, au mépris de toute procédure normale, c'est-à-dire constitutionnelle. Le 16 août 1926, le secrétaire du Parti, le président du Conseil des Commissaires et le président du Conseil économique supérieur signaient ensemble un manifeste, comme si le Secrétariat du Parti était formellement une instance suprême de l'État. Le gouvernement nominal rend ses comptes, non aux Congrès des Soviets, mais aux assemblées du Parti, qui donnent publiquement leurs directives au pseudo-pouvoir. La Constitution ne présente pas trace de prérogatives assignées au Parti. Mais le Parti, fort du maniement de tous les appareils, fait disparaître toute trace de Constitution.

Dans les différentes institutions de l'État, dirigeantes ou subordonnées, l'incertitude et le désarroi règnent quant à la répartition des attributions et responsabilités. La division du travail s'improvise au hasard de circonstances fortuites ou de considérations bizarres. Des décisions sont prises tantôt par un département, tantôt par un autre, et souvent par le plus inattendu, le moins qualifié. Les principaux centres dirigeants empiètent réciproquement sur leurs domaines réservés et contrecarrent à qui mieux mieux leurs travaux respectifs. Essayant d'y voir clair, en Russie soviétique, en consultant les personnalités les plus autorisées, l'auteur de ce livre n'a jamais pu obtenir une explication sur l'appropriation d'une question à trancher plutôt par le Conseil des Commissaires que par le Bureau du Comité exécutif ou par le Conseil du Travail et de la Défense, ses interlocuteurs s'avouant sincèrement incapables d'en donner. Le typographe qui, faisant sa mise en pages, insérerait dans les Isvestia une résolution im-

portante ou un décret en se trompant de rubrique, de titre ou de signature, ne provoquerait pas la moindre surprise dans le public. Seuls, quelques fonctionnaires directement intéressés s'apercevraient de l'erreur. La même décision peut être attribuée, en moyenne, à une demi-douzaine d'instances supérieures différentes. Un exemple, entre mille ou cent mille : une décision doit être prise au sujet de la culture du coton au Turkestan ; par qui ? on serait tenté de songer à un organisme économique duquel dépendrait un trust du textile, au Commissariat de l'agriculture, au Conseil des Commissaires, au Conseil supérieur économique ; à la rigueur au Conseil du Travail et de la Défense ou à un Comité exécutif de Soviets ; or, voici le titre au-dessus de la résolution prise, sur quatre colonnes du journal : « Décision du Comité central du Parti, sur le rapport du Comité principal du coton et de l'Inspection ouvrière et paysanne » (Pravda, 28 juillet 1929). Nous relevons cette anomalie véritablement au hasard, sans chercher à souligner une incohérence particulièrement frappante. À l'échelle réduite des affaire locales, même tableau. Dans une ville du sud où l'auteur de ce livre a vécu, le secrétaire de la cellule du Parti, laquelle avait son siège à la station électrique, se permettait de faire couper l'électricité à certains habitants, selon des considérations connues de lui seul, et toute démarche à l'administration se heurtait à un invariable : « Adressez-vous au secrétaire de la cellule. » Ce secrétaire qui plonge des maisons dans l'obscurité n'a pas un caractère accidentel : au contraire, pour celui qui a partagé l'existence du Russe moyen, il a la valeur d'un symbole. Il suffit d'ailleurs qu'un tel fait soit possible pour caractériser tout un ordre de choses.

Le seul parti légal en U. R. S. S. est le Parti communiste, et la seule opinion légale dans ce parti est celle du Secrétariat. Aucun

programme communiste n'a jamais prescrit la suppression des Partis ouvriers ou paysans concurrents, ni proscrit les divergences de vues dans le Parti. Au contraire, Lénine écrivait textuellement, sept semaines avant la Révolution d'octobre : « Seul, le pouvoir des Soviets… pourrait assurer un large et constant développement de la Révolution, une concurrence pacifique des partis à l'intérieur des soviets » (14 septembre 1917 : Une des questions fondamentales de la Révolution). Il répétait peu après : « La lutte des partis pour le pouvoir peut se développer pacifiquement au sein des soviets, à condition que ces derniers renoncent à donner des entorses aux principes démocratiques » (16 septembre 1917 : L'épouvantail de la guerre civile). L'idée de Lénine, du théoricien du bolchévisme, du fondateur de la République soviétiste est limpide. D'ailleurs, en pleine guerre, aux heures les plus critiques pour le régime des soviets, les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires de gauche, le Bund, les borotbistes ukrainiens, divers groupes anarchistes, etc., c'est-à-dire les partis qui ne combattaient pas le régime les armes à la main, existaient légalement. Leur disparition, déterminée par la logique interne de la guerre civile allant au paroxysme jusqu'à la terreur, en corrélation avec la guerre étrangère, devait être temporaire comme la lutte armée et la terreur elles-mêmes. Le danger militaire passé, le cours de la Révolution se poursuivant dans les voies pacifiques, le programme de Lénine retrouvait actualité et devait reprendre force : concurrence pacifique des partis à l'intérieur des Soviets. Or, sur le même thème, voici comment s'exprimait Tomsky, membre du Bureau politique, auxiliaire direct du Secrétariat du Parti, et président du Conseil central des syndicats : « La différence essentielle entre l'existence des partis en Occident et chez nous, c'est que la seule possibilité chez nous

est la suivante : un parti est au pouvoir et tous les autres sont en prison » (Troud, 13 novembre 1927). Tel est le chemin parcouru entre 1917 et 1927. Lénine disait : concurrence pacifique des partis à l'intérieur des soviets. Tomsky déclare : un parti au pouvoir et tous les autres en prison. Le prolongement inéluctable de cette ligne de conduite a mené en prison et en Sibérie tous les contradicteurs militants du Secrétariat du Parti, les meilleurs compagnons de lutte de Lénine, avec Trotsky en tête.

Àparti unique, presse exclusive. Tous les journaux de l'U. R. S. S. sont aux ordres du Secrétariat du Parti, directement ou par délégation de pouvoirs. Seule, l'opinion du Secrétariat a cours légal. La censure, appelée pudiquement glavlit (centre lithographique) par antiphrase, ne laisse rien passer qui porte ombrage au Secrétariat ou lui paraît suspect à un titre quelconque. Elle s'exerce sur la presse, la littérature, le théâtre, les arts et le reste. Elle interdit les écrits de Trotsky et, par exemple, les Frères Karamazov à la scène. Elle supprime même des textes de Lénine gênants pour le Secrétariat. Elle va jusqu'à contraindre des auteurs à accepter des interpolations étrangères à leur œuvre, sous peine de refus d'imprimatur : ainsi, un romancier a-t-il dû insérer dans un livre de thème européen tout un épisode sur la Révolution chinoise, selon les « thèses » du Secrétariat du Parti. (Bagatelle, dans un pays où l'on introduit la farandole de l'Arlésienne au second acte de Carmen et où le drapeau tricolore de la Liberté sur les barricades, de Delacroix, se transforme en drapeau rouge au détriment de la vérité historique et au plus complet mépris des intentions du peintre). Un service spécial fouille les correspondances et scrute particulièrement la poste avec l'étranger : des milliers de fonctionnaires y perdent leur temps aux frais du prolétariat. La presse soviétique publie, c'est incontestable, et parfois à pleines

rubriques et par pages entières, de dures vérités sur la situation réelle en Russie, d'innombrables plaintes, critiques et protestations, des notes et des lettres révélatrices contredisant l'optimisme de commande : notre ouvrage avec son luxe volontairement limité de citations et références, en est un témoignage. Mais c'est à la condition de rester fragmentaires, de ne pas s'élever du particulier au général, de ne jamais mettre en cause les responsabilités véritables, de respecter comme intangible la dictature du Secrétariat. Ce sont autant de soupapes de sûreté laissant s'exhaler l'excès de la colère sourde des masses accablées sous la misère et la bureaucratie. Elles sont de l'ordre de « l'autocritique » et n'atteignent jamais les grands coupables, ne font même pas allusion au principe du mal. Au contraire les maîtres de l'heure s'en servent comme réquisitoires pour mieux soumettre leurs agents d'exécution et comme diversions pour détourner l'attention publique des questions fondamentales. On ne saurait citer sans amertume, sur ce point encore, l'opinion de Lénine : « … Si l'on éditait de grands journaux soviétistes auxquels seraient réservées toutes les annonces, il serait possible d'assurer l'expression de leurs opinions à un nombre beaucoup plus grand de citoyens, par exemple à chaque groupe réunissant une quantité déterminée de signatures. La liberté de la presse, grâce à cette transformation, deviendrait beaucoup plus démocratique, incomparablement plus complète » (De la liberté de la presse, 15 septembre 1917). Ainsi parlait Lénine, l'année de la Révolution. Dix ans après, Trotsky était déporté en Sibérie pour avoir tenté de faire connaître ses idées dans un cercle restreint de lecteurs à l'aide d'un duplicateur de gélatine. Telle est la courbe d'évolution du bolchevisme.

Non seulement il ne saurait être question, dans l'U. R. S. S. d'aujourd'hui, de « concurrence pacifique des partis dans les Soviets » (Lénine dixit) parce qu'il n'existe plus ni partis, ni soviets dans le sens initial du terme, mais du fait que l'unique parti existant n'est, lui-même, pas un parti selon l'acception reconnue. L'institution bureaucratique étiquetée encore « Parti communiste » n'a plus rien d'un parti ni guère rien de communiste. Rien d'un parti car l'adhésion est imposée par des nécessités économiques individuelles, non inspirée d'une conscience de classe sociale ni d'idées politiques. Rien de communiste, car l'esclavage et le communisme sont incompatibles, pour qui est instruit des principes communistes. La notion du Parti reste vivante dans quelques milliers de têtes, mais ne trouve pas, dans les conditions actuelles, à s'incarner dans un mouvement, dans un groupement humain. Cette réincarnation s'accomplira inévitablement à la première détente de la pression dictatoriale bureaucratique, aux premiers signes de réveil du prolétariat. Pour l'heure, il n'y a ni Parti, ni Soviets, en « Union soviétique », comme il n'y a ni syndicats, ni coopératives, malgré la présence d'imposantes organisations portant ces noms et les impressionnantes colonnes de chiffres de leurs statistiques. Il n'y en a pas parce qu'il n'y a pas de liberté d'en être ou de n'en pas être. On a déjà connu des républiques sans républicains ; nous connaissons maintenant un Parti communiste sans communistes, des soviets sans électeurs et sans élus, des syndicats sans syndiqués, des coopératives sans coopérateurs. En revanche, dans les bureaux de ce « parti », de ces « soviets », de ces « syndicats », de ces « coopératives », on trouve cinq millions de fonctionnaires. À supposer que la population active soit de 50 millions d'âmes, sur les 150 millions d'habi-

tants, cela fait un fonctionnaire sur 10 citoyens actifs. Nous allons voir ces millions de fonctionnaires à l'œuvre.

Le Parti est censé représenter l'élite du prolétariat, la fleur de l'humanité civilisée. Dans les organisations et institutions dont il tient les fils conducteurs, ses hommes sont — en principe — les meilleurs, les plus conscients, les seuls vraiment désintéressés. Ils ont délibérément sacrifié les intérêts personnels à l'intérêt supérieur de la collectivité. Ils se sont haussés à l'intelligence du développement des sociétés, de la marche de l'histoire et, par leurs principes, leur programme, leur activité, méritent de s'imposer comme les meneurs de la masse indécise vers le progrès, le travail affranchi, la vie enfin libre. Mais comment ces définitions abstraites sont-elles confirmées dans la réalité ? Que sont ces hommes supérieurs, quel est leur niveau de culture, comment agissent-ils dans la pratique, quels sont leurs rapports avec les prolétaires qu'ils émancipent, que se passe-t-il dans leurs réunions, leurs bureaux, leur travail ? Comment justifient-ils la confiance générale qu'ils s'attribuent, et de quelle façon exercent-ils sans partage ce pouvoir absolu que les travailleurs leur accordent, disent-ils, « à l'unanimité » ? On en a déjà quelque idée par tout ce qui précède. On s'en fera une idée plus complète et précise par ce qui va suivre.

En 1924, à l'occasion d'une « épuration » du Parti, le contrôleur principal, Iaroslavsky, écrivait : « On a découvert que beaucoup de membres ne connaissent pas leur Parti et ne s'y intéressent pas, restant dans ses rangs plusieurs années en n'en sachant absolument rien, et comptaient comme communistes. Il importe de le dire particulièrement à propos des élèves des écoles supérieures » : il parlait de la Russie Blanche, où les magasins de

livres furent nettoyés soudain à l'occasion d'une « révision », par les communistes désireux d'acquérir les données élémentaires exigées, mais les autres Russies ne le cèdent en rien, comme cela sera prouvé (Pravda, 25 septembre 1924). Parcourons quelques numéros du journal officiel principal du Parti, pour 1925. Un ouvrier écrit : « L'idée du parti est bonne mais malheureusement, l'immense majorité de ses membres poursuivent leurs intérêts personnels et ensuite seulement ceux du Parti. Actuellement, beaucoup de militants responsables sont à tel point bureaucratisés qu'ils sont devenus pires que des fonctionnaires tsaristes » (Pravda, 24 mars 1925). Cet ouvrier dit tout haut ce que tous les ouvriers pensent tout bas ; d'ailleurs, Lénine lui-même déclarait que la bureaucratie soviétique valait celle de l'ancien régime. Le secrétaire d'un comité de canton ordonne à un milicien d'aller retirer la carte du Parti d'un membre exclu ; il dit au secrétaire du comité exécutif soviétique de ce canton : « Je commande, donc obéissez » ; il délègue à lui tout seul des représentants au district ; une cellule a besoin d'argent, le secrétaire dresse une liste des petits commerçants de la localité et les taxe d'une contribution (Pravda, 26 mars). Les choses sont analogues à peu près partout, sous des formes diverses. Une cellule : « Des pauvres, entrés au Parti en 1920, presque illettrés, sauf le secrétaire. Personne ne lit les journaux. Aucun travail éducatif… Absolument aucune connaissance des plus importantes questions politiques » ; « de Trotsky, personne n'a entendu parler » (allusion au conflit de l'époque) ; « le soviet rural, en fait, c'est le président ; il prend acte et exécute les décisions d'en haut » (Pravda, 1 avril). De telles cellules, de tels soviets ruraux ne sont pas l'exception, mais la règle ; les exceptions, ce sont les vraies cellules, les vrais soviets, les vrais communistes. Une cellule à Tver : la

milice arrive au pas cadencé, commandée par son chef et assiste à la réunion ; « on entendit le rapport, on vota mécaniquement » (Pravda, 4 avril). Sous le titre : « Il faut changer de méthodes », le sous-titre : « Ce n'est pas une direction, mais une pression », compte rendu d'une réunion de coopérative pour l'élection de la direction ; le secrétaire de cellule préside ; il fait traîner exprès la séance en longueur pour lasser l'auditoire ; à minuit, vote ; la cellule propose une liste ; l'assemblée propose d'y ajouter le vieux président de la direction, communiste unanimement estimé : « Le président de la réunion n'admit pas l'examen de la candidature, déclara que la liste était élue, et ce fut tout » ; beaucoup de membres s'en allèrent en disant : « Qu'avons-nous à faire ici, nous n'avions pas à nous déranger » ; « ainsi furent élus des camarades que les masses travailleuses n'aiment pas, mais par peur du secrétaire de la cellule, personne n'osa parler contre » (Pravda, 5 avril). C'est le spectacle courant de toutes les réunions : le secrétaire communiste commande, tout le monde se soumet ; et il s'agit d'un ordre du jour d'intérêt local, ce qui explique pourquoi l'on s'est permis un désir, vite réprimé ; s'il avait été question d'un grand problème vital, personne n'eût osé esquisser une intention. Titre d'un compte rendu de réunion : « Peu importe, avec ou sans nous » ; « pourquoi nous a-t-on fait venir puisque, présents ou non, c'est la même chose, disent les ouvriers » (Pravda, 23 avril). Près de Rostov, « certains comsomols se considèrent comme le pouvoir suprême et ne reconnaissent aucune loi. Récemment, deux d'entre eux, la nuit, exécutèrent, sans aucun droit, une perquisition chez une paysanne » (Pravda, 14 mai). Dans un village de la région de Stavropol, les paysans haïssent et appellent « ramassis d'ivrognes » trois communistes dits responsables, l'un ex-président du soviet, le second ex-secré-

taire de la cellule, le troisième ex-président du comité exécutif ; même exclus, ces indésirables font la loi (Pravda, ibid.). « Nos militants ruraux sont arriérés, peu instruits politiquement, ignorent souvent et ne comprennent pas la politique du Parti. Beaucoup ne lisent aucun journal » (Pravda, ibid.). Stimulées par les appels, résolutions, circulaires du centre, appelées à l'activité, à la formation de membres plus actifs, « certaines cellules, recevant des papiers du comité de district sur la création de l'actif, se demandent : qu'est-ce à dire, faut-il créer un nouveau parti ? » (Pravda, 24 mai). Une cellule, dans l'Oural : « Elle se compose de deux membres et d'un candidat » ;... « ils s'enivrent, et, dans l'ivresse, font les voyous » (Pravda, 30 mai). Une autre, province de Moscou : « Communistes et comsomols aiment à boire et à faire les voyous ; les comsomols jouent du couteau, etc. » (Pravda, ibid.). Une autre, région du Don : « Deux membres seulement ont plus ou moins d'éducation politique et les autres ne savent rien et ne veulent rien savoir ;... beaucoup s'enivrent » (Pravda, ibid.). Il faut avoir vécu en Russie pour deviner à quoi peut bien correspondre le « plus ou moins d'éducation politique » des deux privilégiés ; cela doit signifier qu'ils connaissent le nom du président de la République. Une autre cellule, province de Vladimir : « Deux des membres ont été présidents du comité exécutif soviétique du canton ; ils se saoulaient tant et plus » (Pravda, ibid.). Le secrétaire d'un comité du Parti de rayon déclare : « Communistes et comsomols n'ont pas le droit de critiquer les militants car ils affaibliraient l'autorité du Parti et attenteraient à l'éthique communiste (sic). Nous les punirions jusqu'à l'exclusion inclusivement » (Pravda, 2 juin 1925). « Chez nous, dans l'Ossétie du sud, une quantité de cellules dans les coins reculés ne savent mener aucun travail » (Pravda, 7 juin). Un soldat démobilisé se

concerte avec trois personnes pour s'abonner à un journal ; des paysans viennent écouter la lecture ; deux communistes blâment l'initiateur : « Défense de s'assembler si nombreux pour lire le journal ; pas plus de trois » ; « À combien peut-on se réunir pour lire le journal ? » demandent les abonnés (Pravda, 12 mai). À une station du chemin de fer d'Ecatérinoslav, deux communistes, les manitous de l'endroit, « ont tellement effrayé les ouvriers que ceux-ci ont peur de parler aux réunions » ; un secrétaire demanda : « Pourquoi vous taisez-vous ? » ; un ouvrier répondit : « Ils se taisent et font bien, personne ne tient à perdre son travail… » (Pravda, 12 mai). Dans une stanitsa où la cellule est de 10 membres, le secrétaire B. décide de la porter à 100 et y fait entrer quantité d'indésirables, à sa guise ; ce secrétaire s'exprime ainsi, parlant de lui-même : « Quand B. parle, le communiste doit se taire. Si B. dit quelque chose, c'est la loi, et qui ne croit pas en B. ne croit pas au Parti » (Pravda, 13 mai). Ce satrape local disait, somme toute, la pensée du Secrétaire général du Parti. Élection des comités d'usines : « Beaucoup de communistes raisonnent ainsi : pourquoi aller aux réunions ouvrières, puisque tout est décidé d'avance aux réunions du Parti » ; à l'une de ces réunions, un communiste déclare : « La liste a été adoptée par la cellule, aussi votons sans discussion » ; dans d'autres, les communistes disent : « Si nous le voulons, vous aurez beau faire, nous ferons passer nos candidats » (Pravda, 11 juin). Un camarade écrit au journal : « Je demande, y a-t-il beaucoup de membres du Parti qui ne s'enivrent pas ? Si oui, ils sont très peu… » ; « Les préjugés religieux, l'ivrognerie, l'indiscipline, la grossièreté envers les sans-parti, toutes ces maladies de nos organisations et de certains membres doivent êtres vaincues par tous les moyens » (Pravda, 14 juin). « Jusqu'à présent, il existe chez

nous un autoritarisme des secrétaires de cellules ou des comités du Parti qui s'exprime dans la pression sur les élections, l'absence de camaraderie, etc. » (Pravda, 16 juin). Une cellule de Kharkov : « Critiquer aux réunions n'est pas admis chez nous. Si un audacieux s'y risque, il lui en cuit. Immédiatement, il est blâmé, ou exclu du Parti » ; « Le bureau a exclu du Parti trois rabcors (correspondants ouvriers de journaux) pour critique dans la presse sans autorisation de la cellule » (Pravda, 8 juillet). « Les ouvriers ne donnent et ne donneront aucun renseignement, car personne ne tient à se faire congédier » ; « un ouvrier ne peut causer avec un communiste, car il pourrait lui arriver malheur » (Pravda, 8 juillet). Une réunion dans le Donetz ; un ouvrier déclare : « Je me sens de trop ici, je quitte la salle car je ne vote pas par contrainte » (Pravda, ibid.). Une cellule de Moscou : le secrétaire, à une réunion des comsomols, soumet une liste personnelle de ses candidats et, malgré un vote unanime contre, l'enregistre comme élue ; le même a seul droit de parler à la cellule du Parti (Pravda, ibid.). Une cellule, province de Kostroma : celui qui se permet une critique est traité en « contre-révolutionnaire » ; personne n'ose plus ouvrir la bouche (Pravda, 9 juillet). Une réunion de fabrique, province d'Ivanovo-Vosnessensk : la porte est fermée pour empêcher les ouvriers de sortir après le travail et les obliger d'assister à la réunion (Pravda, 12 juillet). Une grande cellule de Moscou : sur 300 membres, 25 seulement participent à l'activité (Pravda, 17 juillet). Un secrétaire de cellule à Moscou : tout membre qui le critiquerait serait traité « d'opposant » au Parti « et un tel opposant doit s'attendre à être chassé » (Pravda, 21 juillet). Lire : perdre son pain. « Depuis longtemps, nos ouvriers aux réunions ne font que se taire et voter, mais dans les coins on se plaint, on chuchote, on récrimine » ; « la masse ou-

vrière est passive parce que les propositions et décisions du bureau du Parti ne peuvent non seulement être modifiées, mais même critiquées » (Pravda, 21 juillet). Après une importante conférence du Parti : « Beaucoup de militants locaux ne connaissent même pas les décisions de la Conférence. Par exemple, dans une cellule, sur 45 membres, 33 n'ont rien lu » (Pravda, 26 juillet).

Dans ces constatations tirées de deux douzaines seulement de numéros de la Pravda, se reflète fidèlement l'image réelle du Parti. Il serait facile d'extraire des mêmes feuilles d'autres faits et témoignages vivants, et d'en accumuler une masse en utilisant tous les numéros de la Pravda pour une période donnée, de les confirmer avec d'autres organes communistes : simple question de temps et de papier. Nous citons une poignée de vérités en prenant de préférence les plus intelligibles aux occidentaux, les plus faciles à résumer brièvement, mais non les plus pénibles à lire pour des communistes. Nul ne niera sérieusement qu'il s'agisse des symptômes de phénomènes d'ordre général. Les dernières années n'ont en rien modifié le fond de ces caractéristiques organiques : au contraire, elles les ont renforcées pour tout ce qui touche aux questions de vie et de mort du régime, en éliminant parfois des aspects ou manifestations secondaires, d'intérêt local. Des événements saillants, de notoriété publique, dispensent de démonstrations minutieuses : on avait vu Léon Trotsky d'une popularité éclatante, objet d'ovations prolongées dans toutes les assemblées où il paraissait et condamné « à l'unanimité » par des réunions où chacun devait voter contrairement à sa conscience ; on a vu ensuite Zinoviev approuvé « à l'unanimité » par l'organisation de Léninegrad et flétri par la même « unanimité » à 24 heures d'intervalle ; on vient de voir Tomsky, président des

Syndicats « élu » à « l'unanimité », congédié avec la même « unanimité », et Boukharine, théoricien officiel reconnu tel à « l'unanimité » déchoir brusquement avec l'assentiment de la même « unanimité ». Cette unanimité, c'est celle d'esclaves.

Le versificateur soviétique Demian Biedny a rapporté, devant une grande assemblée du Parti, un entretien avec Karl Radek. Celui-ci lui lut, dans un ouvrage scientifique : Esquisse du développement des formes sociales, un passage ayant trait aux Esquimaux : « Les Esquimaux apportèrent du sud au nord une langue souple et riche, parlée autrefois par les premières générations d'immigrés. Leurs chansons et légendes témoignent de leur lointain passé… Mais leur vie semble avoir connu une rupture. Dans l'ambiance de conditions primitives, elle est devenue elle-même primitive… La nécessité de l'ancien langage riche disparut. Les vieux chants et récits ont cours encore, mais sont inintelligibles aux Esquimaux contemporains. Si on leur demande comment ils conçoivent les éléments de leurs chansons, les chanteurs donnent des réponses incohérentes ». Ainsi, dit Biedny furieux, nous sommes des Esquimaux politiques ; « nous nous référons à Lénine, prononçons des paroles léninistes mais, comme les Esquimaux, nous ne comprenons pas le sens des mots que nous disons »… (Pravda, 1 novembre 1927). Ajoutons que le psittacisme des Esquimaux est inoffensif et qu'ils n'ont pas la prétention de l'imposer à l'univers. Quelques exemples encore montreront si Radek exagérait.

Compte rendu d'un examen politique dans une cellule, province de Saratov : « — À qui appartient le pouvoir suprême en U. R. S. S. ? — À Rykov. — Non, pas à Rykov. — Ah, oui, au Comintern, quoi… corrige un membre du soviet. — La stabilisation

du capitalisme est-elle ferme ? demande-t-on à un comsomol dirigeant des cours politiques. — Évidemment, à tout jamais. » Etc. (Pravda, 5 septembre 1925.) Autre compte-rendu, celui-ci tout récent, mais relatif à des comsomols des écoles supérieures : « La Société des Nations, c'est un syndicat ouvrier, et l'U. R. S. S. en fait partie. — Karl Liebknecht est vivant. — Lénine était Commissaire au Travail. — Staline est Commissaire aux Finances. — Il n'y a plus de bourgeoisie chez nous, mais s'il y en a, ce sont les trotskystes dans les villes » (Pravda des J., août 1929). De tels comptes rendus sont innombrables, et ceux-ci ont été notés au hasard, mais il en circule en Russie d'anecdotiques où l'ignorance de « l'élite » atteint un degré invraisemblable. Iaroslavsky admet, au reste, le « niveau politique extrêmement bas » de la majorité des communistes à la campagne (Pravda, 25 août 1929). Dans ces examens politiques destinés à vérifier la culture communiste, les examinateurs sont souvent au niveau des examinés : « Les membres de la Commission posèrent des questions dans lesquelles eux-mêmes s'embrouillaient désespérément » ; certaines questions n'ont rien à voir avec la politique : « — Pourquoi êtes-vous marié pour la deuxième fois ? — Combien de fois de suite bois-tu, par petits verres ou par coupes ? » (Troud, 3 août 1929). Voici comment sont données des leçons de science sociale : le conférencier lit un paragraphe de son manuel, puis fait répéter des phrases par l'auditoire en chœur ; exemple : « — Les syndicats sont l'école du com… — … unisme ! termine le chœur des élèves. — L'industrialisation est le chemin du so… — … cialisme ! » etc. (Pravda, juin 1928). Ainsi est dressée « l'élite ». Cette élite est à tel point élite qu'en 1921, il a fallu en exclure 174.900 individus, puis 264.140 les années suivantes (Pravda, 30 avril 1929). Mais en quoi les non-exclus se différencient-ils

des autres ? Un comsomol envoie à son journal des vers dédiés à la mémoire de Lénine ; (c'est une imitation de la célèbre berceuse de Lermontov : « — Dors, petit bébé, mon joli, — Dodo, l'enfant do, — La lune claire regarde doucement, — Dans ton berceau ») ; résultat obtenu par cet homme d'élite : « — Dors, petit chef, dors, joli, — Dodo, l'enfant do, — La lune claire brille doucement, — Dans ton mausolée » (Pravda des J., janvier 1929). Ce jeune communiste est typique, et nombre de ses congénères ne le valent même pas quant à la pureté des intentions, comme on le verra dans la suite. Un secrétaire de comité de canton téléphone au comité du district : « — Y a-t-il chez nous en ce moment lutte de classes ou non ? » ; un « suppléant de président de comité de canton » (sic) inscrit gravement dans son rapport : « Du 5 au 10 janvier, il n'y a pas eu de lutte de classes dans le canton » (Pravda, février 1929). Voilà l'élite. Dans une école, région de Samarcande, sur 46 fillettes de 8 à 14 ans, 16 ayant été violées par leurs instituteurs, les organes locaux du Parti, informés, non seulement ne disent rien, mais essaient d'étouffer l'affaire (Troud, 13 avril 1929). Voilà l'élite. Les militants dirigeants de « l'actif » de la Russie Blanche sont « complètement analphabètes politiquement » ; « certains ne savent même pas pourquoi le Parti s'appelle communiste » (Pravda, 30 juillet 1929). Voilà l'élite. Et il s'agit de dirigeants, et de « l'actif ». Ce que peuvent être les suiveurs et le… passif, on a peine à l'imaginer. Tout ce monde vote « à l'unanimité » la déportation en Sibérie de Trotsky. (Et si nous faisons allusion avec insistance au sort d'un Trotsky, ce n'est pas que sa personne nous semble sacrée, mais parce que l'épisode laisse comprendre comment peuvent être traités de simples prolétaires obscurs.)

Les méthodes gouvernementales soviétiques correspondent au niveau de la masse, défini au chapitre précédent, et à la qualité des communistes qui l'encadrent. Quelques faits les illustreront. Le 21 janvier 1924, la milice fait une tournée chez tous les portiers (dvorniks) de Moscou et ordonne d'arborer un drapeau voilé de crêpe, sous peine d'amende ; on s'exécute, sans savoir pourquoi ; les passants voient des signes de deuil important, et en ignorent la cause ; le lendemain, on apprend par les journaux la mort de Lénine. En juillet 1924, l'auteur de ce livre assiste à une grande manifestation dans les rues de Moscou ; il interroge les manifestants mais aucun ne sait le but de la démonstration ; le comité de l'entreprise a convoqué pour telle heure à la sortie du travail, et voilà tout ; nous questionnons en vain maints communistes pour tirer le fait au clair ; certains font effort pour trouver une explication et croient qu'il s'agit de commémorer « les journées de juillet » (émeutes vaincues de juillet 1917 à Pétrograd), hypothèse insoutenable ; dans les journaux, aucune indication ; enfin, nous apprenons le lendemain qu'on manifestait en l'honneur de l'ouverture du Congrès du « Profintern » (Internationale syndicale rouge) ; personne n'en savait rien, que des fonctionnaires discrets. Un jour d'août de la même année, à Ialta, nous entrons chez un coiffeur qui se croise les bras et décline de faire son office, disant que la milice est passée et a ordonné de chômer ; pour quelle raison ? le barbier l'ignore ; mais ne peut-on faire une supposition ? il n'en trouve pas de plausible ; nous interrogeons divers communistes : en effet, toutes les boutiques ont reçu l'ordre de fermer, mais impossible de savoir pourquoi ; certains supposent que l'on fête le médicsantroud (journée du travail médical et sanitaire) ; enfin, un fonctionnaire du soviet nous apprend que c'est tout bonnement… l'Assomption (Ouspé-

nié) ; tout le monde l'ignorait, car l'Église la célébrait selon le calendrier vieux style ; et c'est pour cela que la milice a imposé l'arrêt du travail à une population qui n'ose même pas s'enquérir des motifs. Voyant, quelque temps après, Moscou pavoisée de drapeaux endeuillés, et poussé par une curiosité insatiable, nous interrogeons à droite et à gauche : nul ne sait en quel honneur ; le hasard d'un dîner avec des communistes nous apprend que c'est un camarade du Comité de Moscou, Likhatchov, qui est mort ; tout le monde ignorait cette personnalité, et sa mort comme sa vie. Dans l'institution soviétique où l'auteur de ce livre a travaillé, nous avons constaté ceci : un quart d'heure avant la sortie, un gamin ou une fillette passait dans les bureaux en criant l'annonce du rassemblement général obligatoire à la porte, pour « démonstration » ; mais démonstration de quoi, pour qui, à quel propos ? Personne qui le sache ; les chefs de service et sous-chefs, surveillés par leurs supérieurs, surveillaient à leur tour leurs subordonnés et il était impossible de s'échapper sans avoir à fournir des explications ou s'exposer à des sanctions ; nous avons notamment ainsi observé dans le détail et de visu le mécanisme intime d'une de ces manifestations à grand effet extérieur, celle qui en a imposé aux leaders trade-unionistes anglais. Dans aucun pays du monde, et ceci est une stricte constatation de fait, un gouvernement ne se permet de manipuler de la sorte la masse en dédaignant de lui accorder, fût-ce pour la forme, la moindre explication. Et comment le niveau intellectuel et politique de cette masse s'élèverait-il, sous un tel régime ?

Les réunions et les élections, qu'elles soient celles du Parti, des syndicats, des soviets ou autres, sont toutes semblables et inspirées du même esprit. Les communistes les marquent de leur empreinte. Dans les usines, on ne peut les tenir, souvent, qu'en fer-

mant les portes pour empêcher les ouvriers de s'échapper. À l'usine Prolétaire rouge, de Grodno, les ouvriers fuient, se cachent, sautent les murs, et le président et le secrétaire du comité leur font la chasse, pour ne réussir à en rassembler que 180 sur 400 (Troud, 17 juin 1926). La répugnance des ouvriers envers les réunions, leur abstention systématique, leur indifférence pour les débats et les résolutions prises sont dues à la crainte d'être congédiés, aux procédés des dirigeants ; en dehors des réunions on discute avec animation (Troud, 22 juillet 1926). À Pskov, la porte de l'usine étant ouverte, les ouvriers fuient la réunion ; le rapporteur constate lui-même que l'administration ayant relevé les noms de ceux qui prenaient la parole, presque personne n'assiste plus aux réunions (Troud, 16 octobre 1926). Zoritch résume ainsi les méthodes en vigueur : « Pas d'opposition, camarades ? Non. Unanimité, moins une abstention. Le camarade qui s'est abstenu est invité à passer me voir après la réunion… » ; et le journaliste cite une série de faits prouvant que les communistes foulent aux pieds les droits et les opinions des ouvriers (Pravda, 9 janvier 1927). Le Comité central du Parti, dans sa conférence de février 1927, vote une résolution interdisant de donner des ordres aux électeurs et d'imposer des candidats pour les élections soviétiques, avouant ainsi que c'était une pratique courante ; mais les commissions électorales privent du droit de vote, par centaines de mille, des électeurs ouvriers, paysans moyens, et même communistes (Pravda, 6-12 février 1927). Pour attirer les ouvriers aux réunions, dont ils ne veulent pas, on essaie de les tenter par des attractions, cinéma, etc. ; on ferme les portes, on menace les travailleurs (Troud, 2 juin 1927). Élection d'un comité ouvrier dans l'Oural : le secrétaire syndical régional impose son homme, contre lequel a voté la majorité des ouvriers (Troud, 2 juin 1927).

Les réunions ne présentent plus d'intérêt pour les ouvriers ; on leur serine toujours les mêmes histoires, on leur impose des discours sur la Chine, et ils sont accablés de fatigue, ils demandent la paix (Troud, 23 mars 1928). À l'usine Boukharine, la direction appelle la milice pour expulser les ouvriers qui prennent la parole en critiquant le projet de contrat collectif (Troud, 15 juin 1928). Un dessin à succès représente une salle de réunion vide avec une foule massée sur la tribune : « On a nommé tous les assistants membres du bureau pour qu'ils ne se sauvent pas « (le Crocodile, n 40, 1928). Les réunions ont lassé tout le monde, on les fréquente à peine, elles n'offrent plus le moindre intérêt, les résolutions sont des chiffons de papier ; dans une usine d'Ukraine, citée à titre d'exemple, on a tenu en cinq mois 1.353 réunions ou conférences, on y a voté 6.797 résolutions… (Troud, 14 novembre 1928). À une conférence d'ouvriers agricoles, des délégués de Kharkov déclarent : « Nous avons peur » ; d'autres, de Sverdlovsk, disent : « Que mon voisin critique s'il le veut, il est célibataire, mais moi je suis marié, je ne veux pas devenir chômeur » (Krasnaïa Gazeta du soir, 6 décembre 1928). À Samara, des ouvriers trouvent porte close à la fin de leur travail et sont contraints de travailler une heure supplémentaire en restitution du temps passé à subir le rapport du soviet (Troud, 23 mars 1929). Les ouvriers métallurgistes de l'Oural ont peur de répondre, même sans signer, à une enquête du syndicat ; dans plusieurs usines, on a congédié des ouvriers qui s'étaient permis de parler aux réunions (Troud, 30 mars 1929). Pour avoir critiqué, les ouvriers P. et L. sont renvoyés de leur travail ; « les rabcors ont peur d'écrire car l'administration et le Comité de fabrique leur régleraient vite leur compte » (Troud, supplément, 6 septembre 1929). Voilà la « dictature du prolétariat ».

Les journaux soviétiques publient en quantité des récits de séances de réunions, d'élections, etc., véritablement révélateurs de l'apathie, de l'inculture, de la crainte des masses, et de l'insolence tyrannique, de la grossièreté brutale de pseudo-communistes envers elles. Mais ils ne sont pas tous résumables en quelques mots. Notons encore ces traits de la physionomie infiniment variée du Parti bolchévik. « La culture de nos fonctionnaires et de notre bureaucratie est lamentable ; elle a besoin d'être améliorée 20.000 fois. Pour cela, il faut un minimum d'éducation. La dictature du prolétariat ne consiste nullement à traiter grossièrement tous les non-communistes » ; ainsi parlait Boukharine au Congrès des comsomols, et il disait aussi : « Lénine voulait qu'un communiste coupable soit puni dix fois plus sévèrement qu'un simple mortel, mais pratiquement c'est très souvent le contraire qui se produit » (Pravda, 21 mars 1926). L'alcoolisme sévit parmi les communistes, avoue Iaroslavsky ; c'est « un phénomène général », et non seulement les simples membres mais les dirigeants s'adonnent à la boisson (Krasnaïa Gazeta, 16 mars 1926). Un rapport du même sur les cellules à la campagne reconnaît comme phénomènes généraux l'ignorance politique complète (30 % des cellules) et le peu de culture de la majorité ; la plupart ne lisent pas de journaux ; les secrétaires prennent toutes les décisions ; les abus de pouvoir, l'ivrognerie, les détournements de fonds sont fréquents ; 25 % des secrétaires de cellules soumis à l'enquête ont dû être exclus (Pravda, 10 février 1927). Des communistes turkmènes achètent des femmes, l'un vend sa fille pour 500 roubles, d'autres trafiquent des mineures (Pravda, 2 juin 1927).

Toutes les anomalies citées, et des milliers d'autres, sont dénoncées parfois vigoureusement et avec une très juste argumen-

tation par la presse soviétique ; mais c'est précisément cela qu'on appelle là-bas « soigner les rhumes en favorisant les courants d'air ». Il est interdit d'indiquer les causes profondes du mal, recélées dans les vices du régime, et les observations superficielles et partielles entretiennent ce mal en endormant les victimes. La franchise apparente de cette « autocritique » fait partie, en réalité, du système de l'autocratie soviétique : elle peut frapper de menus secrétaires provinciaux qui auront des successeurs de même acabit, ou pires, mais laisse intact le pouvoir monstrueux du Secrétariat du Parti et ne réduira jamais les tares qu'il engendre.

Sosnovsky cite un cas très caractéristique de l'atmosphère du Parti et des usines, des rapports entre communistes et prolétaires, dans une lettre à Trotsky (Bulletin de l'opposition, n 3-4, p. 24) : à la fabrique de tabac Clara Zetkin, de Léninegrad, une ouvrière ayant pris la parole au sujet de la rationalisation est traitée d'ennemie du prolétariat et le directeur fait à son sujet des sous-entendus qui la terrifient ; dans la nuit du 1 mai, elle meurt de peur ; les ouvriers déclarent qu'ils n'iront plus jamais aux réunions, qu'ils n'ouvriront plus la bouche (Troud, 3 juillet 1928). À Léninegrad encore, « berceau de la révolution » comme on aime à dire en Russie, on arrête les dirigeants du Sevzaptorg (département commercial du nord-ouest) pour concussion, débauche, actes arbitraires, etc. ; de tels « incidents » sont quotidiens et l'on n'y prête plus attention, mais voici qui a une portée générale : « Les honnêtes camarades du Parti qui essayèrent d'élever la voix contre les abominations étaient persécutés ; trois n'ont pu y tenir : l'un s'est jeté par la fenêtre, le second s'est tranché une veine, le troisième s'est tué d'une balle » ; ni le Parti, ni les syndicats n'ont rien vu (Troud, 4 septembre 1929). Nous

avons déjà dit qu'il n'existe, en réalité, ni parti, ni syndicats, mais des bureaux et des fonctionnaires étrangers à la classe travailleuse. Tous les faits cités le prouvent.

Au Commissariat des Finances, à Moscou, c'est-à-dire dans l'une des institutions les plus en vue, au cœur de la vie soviétique, pas dans un village du Kamtchatka, la cellule communiste était tout récemment « décomposée » par les péchés suivants : « détournements de fonds, dilapidations, ivrognerie, abus de services commandés, apachisme, exigences d'ordre spécial envers les collaboratrices, non-paiement de pensions alimentaires, obséquiosité, bureaucratisme, obstacles mis à l'avancement des nouveaux, carriérisme, querelles, déviation de droite (sic) dans le travail, etc. » ; « l'obséquiosité (podkhalimstvo : platitude servile, complaisance ignoble) s'était épanouie à tel point que, par exemple, le membre du Parti I… se taisait peureusement et servilement quand le communiste B… ivre violait sa femme » (Pravda, 7 août 1929). Cet individu, complice par lâcheté et arrivisme du goujat qui violente sa femme est un véritable symbole : il incarne l'actuelle « discipline » du Parti qui fait de tous les membres des complices de la violation des principes communistes et des intérêts de la Révolution, accomplie chaque jour sous leurs yeux. De tels faits, d'ailleurs, ou d'autres équivalents, sont devenus banals dans leur multiplicité, mais on ne les rend que rarement publics : il faut pour cela un conflit politique délivrant les dirigeants de tout scrupule de discrétion et les incitant à frapper leurs adversaires par tous les moyens. Tous ces « communistes », leurs frères et leurs cousins de même espèce, votent à tour de bras des thèses sur « le socialisme dans un seul pays » et approuvent l'emprisonnement ou la déportation des derniers communistes sincères en lutte pour leurs idées.

Mais la tournure la plus frappante du phénomène de « dégénérescence » et de « décomposition » (expressions mêmes de la presse du bolchévisme) du Parti communiste et de l'appareil soviétique se traduit dans les « affaires » scandaleuses qui ont jeté, au cours des dernières années, de vives lueurs sur la réalité russe et révélé la corruption profonde du personnel révolutionnaire. L'ampleur de ces scandales, leur répétition en divers points du pays et dans des centres ouvriers importants, le nombre et le rang des fonctionnaires communistes ou « sympathisants » impliqués, le pullulement de cas moins graves mais tout aussi symptomatiques ne permettaient plus de parler de défaillances individuelles, même par trop répétées. Les dirigeants du Parti ont dévoilé le mal, tout en affirmant l'excellente santé de l'organisme dont ils ont la responsabilité. Le lecteur jugera s'il est permis de supposer que de telles plaies puissent exister sur un corps sain.

Nous avons signalé dans un précédent chapitre la gangrène des autorités communistes et soviétiques du Nakhitchevan, de Kherson et d'autres lieux. De telles histoires paraissent maintenant des broutilles de la chronique. En juillet 1925, il fallut arrêter tous les cadres supérieurs de la milice de Kiev convaincus de forfaits variés : concussions, vols, abus de pouvoir ; parmi eux se trouvaient un « vieux bandit récidiviste », ancien « chef de milice du rayon central », d'ex-policiers, espions et gendarmes de la contre-révolution (Pravda, fin juillet et 1 août 1925). Les « épurations » dans les appareils bureaucratiques font découvrir constamment, sous le masque soviétique, de cette engeance vivace, assez souple pour s'adapter aux aspects extérieurs du nouveau régime, quitte à y perpétuer les pratiques de l'ancien. Dans la province de Poltava, la cellule d'un village organise l'assassinat

d'une famille paysanne ; on arrête les trois principaux coupables, le secrétaire de la cellule, le président du soviet, le président du comité des pauvres ; de sa prison, le secrétaire menace de faire couper la gorge à 20 familles, par la cellule communiste, si l'on ne change pas de cellule (cette fois, cellule de prison) un de ses complices (Pravda, 26 mai 1925). Dans la province d'Odessa, on arrête les têtes des organisations communistes et institutions soviétiques à Zakharievka : le secrétaire du Parti, le président du comité exécutif, le directeur de la coopérative, le juge, le contrôleur principal, etc., qui volaient l'argent des caisses publiques, se livraient à des orgies, contraignaient les institutrices à coucher avec eux, etc. (Pravda, 20 octobre 1926). Dans la République des Kirghises, on arrête deux secrétaires du Parti de districts, un membre du Comité exécutif central des Soviets et d'autres fonctionnaires communistes : cette bande écrasait les paysans, en faisaient fusiller sans jugement, les rançonnaient sous forme d'impôts énormes qu'ils se partageaient, confisquaient des chevaux, etc. (Pravda, 20 octobre 1926). À Léninegrad, le 22 août 1926, quarante ouvriers se saisissent d'une jeune fille, la violent à tour de rôle : plusieurs sont communistes (Pravda, 11 septembre 1926). Cette affaire donna l'occasion d'en révéler toute une série d'autres, de moindre envergure, où les communistes et les comsomols tenaient leur place, à Léninegrad et en divers autres lieux. À Artemovsk, dans le Donetz, capitale prolétarienne du grand bassin houiller (Bakhmout, de son nom antérieur), le haut personnel de la justice, et les cadres de la milice, forts de la complicité des fonctionnaires soviétiques et de l'indifférence des comités du Parti, sont arrêtés, jugés et condamnés pour viols, ivrognerie, arbitraire administratif, etc. ; le journal local Kotchegarka, informé, se taisait ; les communistes du rang, terrorisés, n'osaient rien

dire ; plusieurs suicides (Pravda et autres journaux, février 1928). Trois membres de l'association des « écrivains prolétariens » sont arrêtés pour avoir entraîné chez eux une jeune communiste, l'avoir enivrée et violée ; la victime s'est suicidée (Rabotchaïa Gazeta, 31 mars 1928). À ce propos, la presse se décide à reconnaître que de telles infamies sont passées dans les mœurs. À Sotchi, au Caucase, tous les chefs communistes locaux sont arrêtés pour dilapidations, ivrognerie, viols multiples de femmes, orgies, arbitraire (Pravda, 8 avril 1928). En Crimée, le Président du Comité central exécutif des Soviets en personne, Ibraïmov, et tout son entourage sont de vulgaires bandits de droit commun : on les convainc de crimes innombrables et abominables, d'assassinats, de tortures, d'exactions, de vols, de concussions, de toutes les ignominies imaginables, dont l'exposé tient cinq volumes de 3.800 pages au total (Krasnaïa Gazeta du soir, 30 avril 1928 et tous les journaux). Dans l'Oural, on découvre la corruption des dirigeants communistes d'un « rayon », leurs débauches, leurs accointances avec des éléments pourris (Pravda, 22 mai 1928). Au Turkestan, on arrête des fonctionnaires soviétiques dont un vieux militant du Parti, coupables d'avoir dilapidé d'énormes sommes ; à Riajsk, on constate que presque toute l'administration est liée à des bandits (Pravda, 6 mai 1928). À Stavropol, le secrétaire du Comité régional du Parti et les autres fonctionnaires communistes sont tous arrêtés : viol des institutrices, orgies, abus variés (Pravda, 12 mai 1928). Mais le plus « bel abcès », comme disent les médecins, est sans contredit celui de Smolensk.

À Smolensk, ville et campagne, dans les usines et les syndicats, dans les cantons et les districts, ce n'était que pourriture du haut en bas de l'appareil bolchévico-soviétique ; comités du Parti,

des soviets et des syndicats rivalisaient d'arbitraire envers les travailleurs, de violences sur les femmes, de pillage des deniers publics, de crapulerie et de débauche ; dans une fabrique (ne comptant pas moins de 50 % de communistes et comsomols), les contremaîtres communistes, le président d'une section syndicale, l'ancien secrétaire de la cellule, etc., exigeaient des « pots-de-vin », en argent des ouvriers, « en nature » des ouvrières, et ce, pendant des années ; dans une manufacture, 7 ouvriers se sont suicidés en un court laps de temps, excédés par le régime ; une « commune » composée de fonctionnaires en vue du Parti, de la milice, etc., était en liaison étroite avec des bandits ; plusieurs secrétaires de cantons et de districts sont convaincus d'exactions et de forfaiture ; une paysanne essaie de se pendre, après confiscation de sa dernière brebis ; un groupe de comsomols, pour protester contre les crimes des autorités locales, imprime une feuille volante clandestine ; les organes du Parti couvrent tout de leur silence complice ; on arrête, pour commencer, 60 fonctionnaires, la plupart communistes (Pravda, 12 mai 1928, article de Zaïtsev ; tous les journaux du moment ; Pravda, 18 mai, résolution de la Commission de contrôle). L'enquêteur officiel Iakovlev souligne la portée générale de l'affaire (Pravda, 16 mai ; Isvestia, 22 mai). Toute la presse alarme l'opinion et la secoue pour l'inciter à réagir contre la déchéance morale d'une partie notable des employés de l'État et des fonctionnaires des organisations étatiques (Parti, syndicats, coopératives). Pendant plusieurs mois, on épure, on assainit les appareils de la région de Smolensk et, parallèlement, on nettoie aussi ailleurs. Dans un seul canton de la province de Smolensk, 33 fonctionnaires sont traduits devant les tribunaux ; parmi eux, les chefs de la milice, qui volaient des chevaux aux paysans, le juge, qui condamnait un assassin à

100 roubles d'amende et en absolvait d'autres, etc. ; trente « réviseurs » avaient inspecté le canton au cours de la dernière année sans rien remarquer d'insolite (Isvestia, 9 juin). À Vladimir, les dirigeants du syndicat du textile commettent des abus d'autorité ; une employée a été violée (Pravda, 19 juin 1928). À Touapsé, les chefs du Parti s'enivrent, l'un protège une maison close, les dirigeants de la coopérative sont déférés en justice, les magistrats sont convaincus d'actes arbitraires (Pravda, 19 juin). À Odessa, les directeurs du service des tramways imposent aux chômeuses de coucher avec eux, pour avoir du travail ; les employés municipaux, parmi lesquels le secrétaire de la cellule, sont des ivrognes invétérés (Troud, 19 juin). À Irkoutsk, l'organisation communiste et soviétique est gangrenée d'éléments du régime tsariste (Pravda, 4 août). Un inspecteur envoyé dans la région de Mariisk constate la démoralisation des fonctionnaires principaux et des militants communistes, secrétaires de comités, etc. : ivrognerie, détournements de fonds, abus au préjudice des femmes (Pravda, 8 août). L'organisation communiste yakoute est responsable de troubles, de banditisme, de multiples méfaits (Pravda, 9 août). Celle de Crimée, déjà fâcheusement notoire, abrite des « blancs », des nationalistes, des saboteurs conscients (Pravda, 11 août). Dans la province de Riazan, sur 5.100 fonctionnaires des Finances, on en chasse 1.139 : dilapidations, pots-de-vin, ivrognerie, faux en écritures (Pravda, 11 novembre).

En 1929, on ne cesse de découvrir de nouveaux « abcès » sur le « corps sain » de la bureaucratie soviétique. La Pravda (3 janvier) avoue que les cellules communistes sont infestées d'anciens gendarmes, de pogromistes, de monarchistes, de koulaks, etc., selon les régions. Au début de janvier, à Moscou, c'est la remarquable affaire des « kabouki » : tout l'état-major du syndicat du

bâtiment, coupable de dilapidations, débauches, abus de pouvoir, etc., est dénoncé à la suite d'un incident de débordement érotique en pleine rue (Pravda et autres journaux, 6 janvier et jours suivants). Puis, ce sont les dirigeants du syndicat des employés qui confondent la caisse syndicale avec la leur. Et c'est un des principaux comités des Jeunesses communistes, à Léninegrad, que l'on balaie pour corruption. Les organisations communistes de Sir-Daria pullulent tout simplement de voleurs, de bandits, de gredins variés (Pravda, 9 janvier). À Tver, le tribunal était depuis plusieurs années complice de tous les fonctionnaires coupables de prévarications, d'abus, de turpitudes diverses (Pravda, 19 janvier). À Briansk, le comité provincial du Parti couvre les dirigeants communistes du district de N., convaincus un mois plus tôt de débauche publique, d'abus de pouvoir, etc., et qu'il avait d'abord décidé d'exclure du Parti (Pravda, 20 février). À Astrakhan, on arrête 200 fonctionnaires des soviets qui volaient l'État de diverses manières, avec la complicité des communistes ; on exclut 57 membres du Parti, puis d'autres ; on organise un procès monstre qui dure des semaines (Pravda, Isvestia, juillet, août, septembre). En Usbekistan, le syndicat des travailleurs municipaux, c'est-à-dire ses dirigeants, est taxé de crimes variés qui l'apparentent aux « kabouki » de Moscou (Troud, 3, 4 août). À Rybinsk, on découvre un foyer d'infection genre Astrakhan (Troud, 21 août). À Syzrane, également (Troud, 22 août). À Grozny aussi (Troud, ibid.). De même à Kharkov, à Stalinegrad (Troud, ibid.). À Bakou, le Commissaire du Peuple aux Finances et une série de hauts fonctionnaires de son département sont déférés aux tribunaux (Troud, 3 septembre). À Léninegrad, pourriture de l'administration communale, complicité de la commission de contrôle régionale du Parti ; depuis quatre ans, 100 dé-

nonciations en règle avaient été envoyées en vain aux journaux ; la rédaction de la Pravda de Léninegrad est coupable (Troud, 3 septembre). À Nijni-Novgorod, décomposition de l'organisation communiste, affaires louches (Pravda, 6 septembre et jours suivants). À Toula, aux Finances, à la section commerciale, dans la coopération, au tribunal, dilapidations et débauche (Pravda, 7 septembre). Dans les services du vniechtorg (commerce extérieur), les épurations ont déjà éliminé des « pourris » par milliers et il en renaît sans cesse. En juillet, août et septembre 1929, il ne se passe pour ainsi dire pas de jour où le Troud ne dénonce quelque « dégénérescence », « déviation » ou « maladie » dans les « sommets » de l'appareil syndical ou dans les comités de base : c'est l'organisation du textile de Tver (10 juillet) ; ce sont les syndicats de Crimée (16 août) : c'est l'usine n 1 de Moscou (21 août) ; c'est un comité de canton de la province de Tver, où les secrétaires sévissent dans un esprit moyenâgeux, où l'institutrice persécutée se suicide (23 août) ; c'est la grande usine Profintern rouge, de Briansk (24 août) ; c'est le comité central des mariniers qui « fait banqueroute » (25 août), pour ne citer que les gros titres, épargnant la fastidieuse lecture de textes filandreux, confus, inutilement kilométriques. Mais là, il est impossible de faire la part des persécutions politiques et celle de l'épuration morale : le zèle de nettoyage des « sommets » syndicaux est visiblement inspiré par la lutte du Secrétariat du Parti contre Tomsky et ses partisans, hier maîtres de l'organisation professionnelle.

Dans ce désordre général, on ne peut établir de démarcation entre le Parti, les soviets, les syndicats : tous les appareils sont liés, soudés, fondus, comme nous l'avons expliqué. Les mêmes hommes thésaurisent les fonctions, les responsabilités, et la plu-

part sont intimement associés de diverses façons. C'est pourquoi l'on arrête des fonctionnaires par paquets de dix, cinquante, cent et plus. Le sous-titre concernant l'usine n 1 de Moscou, par exemple, affirme en caractères gras qu'il s'est passé « des faits révoltants de décomposition de l'actif du Parti par groupes » ; ces militants « décomposés », on les retrouve au syndicat, à la coopérative, au soviet du rayon, au comité de maison, partout. Et partout, la « décomposition ». En règle générale, toute information sur le Parti est valable pour les syndicats et vice versa, sur les soviets pour les coopératives, etc. Les mêmes phénomènes apparaissent dans les diverses organisations et institutions, tenues par les mêmes cadres communistes.

Depuis plusieurs années, la presse soviétique est obligée d'enregistrer une « vague » de dilapidations, une « épidémie » de prévarications dans les syndicats, expressions mêmes de la Pravda (15 avril 1925). « Tomsky déclare que si cette vague ne décroît pas, il va falloir appliquer la peine capitale aux dilapidateurs » (Pravda, 28 mai 1925). Une circulaire de Koursky, Commissaire à la Justice, alerte tous les procureurs et tribunaux et les invite à réprimer sévèrement les dilapidations (21 juin 1925). Tous les jours, la presse signale des prévarications. En neuf mois, dans la seule province de Moscou, 285 cas ; dans les Postes, même plaie ; à Kharkov également ; 83 % des voleurs sont des communistes (Troud, 2 mars 1926). En Sibérie, 1.500 cas en trois mois, au préjudice des caisses de l'État, des coopératives, des syndicats (Krasnaïa Gazeta, 19 mars). À Léninegrad, 2.274.000 roubles de dilapidations en sept mois, 2.702 cas dont le quart dans les syndicats (Troud, 8 septembre 1926). Dans la province de Moscou, 342 affaires de ce genre en 1925,281 en 1926 et 245 en 1927, pour les syndicats seulement (Troud, 23 mars 1928). Tout le monde vole,

dit en substance Tomsky au VIII Congrès syndical, les communistes, les comsomols, les sans-parti, et on vole partout (Troud, compte rendu, 15 décembre 1928 et jours suivants). En 1928, les dilapidations ont augmenté de 50 % comparativement à l'année précédente, dans les syndicats de Moscou ; la moitié des coupables sont communistes (Troud, 29 mars 1929). Nulle part au monde, on n'observe quelque chose de semblable, ou d'approchant. Il peut se produire partout un ou plusieurs cas de corruption, se trouver çà et là des fonctionnaires indignes : mais rien de comparable à ce qui se passe dans les syndicats russes. Et l'explication est simple : ces syndicats ne sont pas des syndicats. Les prolétaires et les salariés de l'U. R. S. S. n'ont pas de syndicats. Il n'y a que des bureaux et des bureaucrates, étrangers à la masse qui peine. Les « adhérents » n'ont pas adhéré. On ne les connaît pas pour les consulter mais pour leur soutirer une partie de leurs maigres salaires et pour les inviter à travailler toujours davantage. Dans un discours à Léninegrad, contenant de nombreuses critiques, Tomsky a prononcé un jour les paroles suivantes : « Si j'avais fait ce discours dans certaines réunions de base comme simple syndiqué, on m'aurait traité de propre à rien discréditant l'organisation, en d'autres termes : hors du syndicat » (Troud, 30 mai 1925). C'est net. Et hors du syndicat, cela signifie : hors de l'entreprise, donc crever de faim. C'est ce que nous avons expliqué déjà. Et c'est ainsi dans le Parti également, dans toutes les organisations soviétiques. Et Tomsky en a fait cette année personnellement l'expérience : il a été mis du même coup hors du syndicat et hors de la présidence des syndicats, pour s'être trouvé en contradiction avec le Secrétariat du Parti. Et le Secrétariat pourrait le mettre hors de la circulation, s'il le voulait, par un

simple ordre au Guépéou, sans jugement. Il n'y a pas de syndicats.

Un autre leader syndical, Dogadov, a rapporté au Conseil central des pseudo-syndicats les chiffres significatifs que voici : en 1925, le budget de la C. G. T. russe fut de 70 millions de roubles environ, sur lesquels près de la moitié (47 %) ont été dévorés par les fonctionnaires (Pravda, 9 décembre 1926). On peut tenir pour assuré, de plus, qu'une partie de l'autre moitié va aussi à des fonctionnaires, indirectement. Au syndicat des métallurgistes de Moscou, il y a 700 fonctionnaires, pour 130.000 cartes syndicales (Troud, 12 juin 1928). Ce parasitisme bureaucratique soi-disant syndical se passe de commentaires. Et quelle est cette vie prétendue syndicale qui coûte si cher aux travailleurs ? Le Vestnik Trouda (n 10, 1926) reconnaît le peu de fréquentation des réunions, le manque d'intérêt de ces réunions pour les ouvriers, le mauvais effet des procédés de contrainte et de commandement : fermeture des portes de l'entreprise, par exemple. Le Troud (29 mars 1927) avoue que les décisions sont prises par les organes dits exécutifs en dehors des syndiqués. Il constate (14 novembre 1928) que les ordres du jour n'intéressent pas les ouvriers et que les résolutions restent sans lendemain : temps passé aux réunions, temps perdu. La Pravda (22 novembre 1928) confirme en publiant des lettres de rabcors : personne ne va plus à des réunions où l'on ne tient aucun compte de l'opinion ouvrière. Dans son discours au VIII Congrès, signalé plus haut, Tomsky ne put éviter de parler des grèves qui ont lieu à l'insu des syndicats : les ouvriers acculés à la grève par l'État soviétique ont garde de s'adresser aux unions professionnelles ; il dut constater aussi le trafic des cartes syndicales, cotées clandestinement comme des actions en bourse, parce qu'elles représentent des

privilèges. À Kiev, une inspection prouve que les syndicats n'ont rien de commun avec les syndiqués (Troud, 20 mars 1929). La bureaucratie syndicale fait de la « haute politique » et néglige la protection du travail (Troud, 26 août 1929). Ce journal appelle « haute politique » la basse cuisine du Parti ayant pour objet de substituer des fonctionnaires à d'autres selon les besoins de la coterie dirigeante. Depuis la disgrâce de Tomsky, il est non seulement permis, mais prescrit de constater que tout va mal dans les syndicats depuis des années, alors qu'on était tenu, la veille de cette disgrâce, de proclamer que tout y allait bien. Maintenant : les syndicats ont des tendances corporatistes, bourgeoises, ne comprennent pas l'époque historique actuelle, sont coupés des masses, travaillent mal, etc. (Pravda, 6 septembre 1929). La réalité est beaucoup plus simple : il n'y a pas de syndicats.

Les coopératives les valent. « Nous continuons à commercer à l'asiate, à la tsigane, comme le disait Lénine » ; on oblige le client à acheter ce dont il n'a que faire et on ne lui vend pas ce dont il a besoin (Pravda, 20 mars 1925). Coopérative de l'usine Amo, Moscou : marchandises de mauvaise qualité, parfois pourries, et plus chères qu'ailleurs (Pravda, 7 juillet 1925). Une autre, province de Moscou : « Peu de denrées, mauvais choix, qualité encore pire » (Pravda, 21 juillet 1925). Une autre, au Donetz : « Ou bien il n'y a pas de produits de première nécessité, ou bien ils sont mauvais : le pain n'est pas du pain, la viande n'est pas de la viande » (Pravda, 11 septembre 1925). « Pourquoi les ouvriers ne s'intéressent pas aux coopératives », dit un gros titre ; et l'article explique la désaffection par l'intrusion des communistes, qui imposent leurs hommes, lesquels souvent ne valent rien (Pravda, 30 septembre 1925). À une conférence coopérative, on constate que les prix pratiqués sont si élevés qu'ils abaissent le salaire réel, parfois de

8 % (Troud, 3 avril 1926). À maintes reprises, on a constaté que les coopérateurs spéculent avec les capitalistes ; un exemple en est donné dans l'Economitcheskaïa Jizn du 27 mars 1926. En un an, les dilapidations se sont élevées, dans les coopératives, à 5.323.000 roubles (Torgovo-Promychlenaïa Gazeta, 23 mai 1926). Le personnel vole et pille dans les coopératives, dans la région de Léninegrad, dans celle d'Iaroslav (Rabotchaïa Gazeta, 13 juin 1926). On pille et on vole partout ailleurs. Profitant du monopole de la vente au détail, que l'État lui assure par des moyens de force, la coopération se livre à un mercantilisme effréné, exploite le consommateur c'est-à-dire les classes pauvres, réalise des bénéfices nets de plus de 200 % par les pires procédés capitalistes (Pravda, 1 février 1927). Les clients ouvriers sont reçus dans les coopératives comme des chiens, les employés sont arrogants et grossiers, la marchandise est mauvaise et chère, il faut perdre un long temps à de fatigantes queues {Troud, 18 août 1927, lettres d'ouvriers). Les fonds de plus de la moitié des coopératives sont dilapidés par le personnel et les dilapidations ne cessent de s'accroître (Krasnaïa Gazeta du soir, 13 novembre 1928). « On ne voit pas de différence, même au télescope, entre une boutique ordinaire et une coopérative » dit Boukharine (Pravda, 2 décembre 1928). Il y en a une, pourtant, mais pas à l'avantage de celle-ci. Les coopératives vendent trop cher, et leurs frais généraux sont considérables, note l'Economitcheskaïa Jizn (4 janvier 1929). Vols et pillages à Saratov, à Stalinegrad, à Rostov et de tous côtés (Pravda, 13 janvier 1929). La coopération ne semble avoir fait aucun progrès en qualité depuis le jour où Dzerjinsky en dénonçait sévèrement la prospérité fallacieuse (Pravda, 20 avril 1926) et le monstrueux parasitisme, avec ses 400.000 fonctionnaires touchant 90 millions de roubles de traitements en

1925, chiffres qui ont enflé fortement depuis. Toute la presse communiste russe d'août, septembre et octobre 1929 taxe les coopératives d'incurie, de sabotage, de gabegie massive dont la population ouvrière supporte les effets désastreux.

Quant à la bureaucratie soviétique en général, il faudrait un volume spécial pour en donner un tableau suffisant. Nous nous bornerons ici à une sèche énumération de quelques faits pour caractériser cette hypertrophie tératologique de l'administration paperassière, inutile, nuisible, coûteuse, stérile et stérilisatrice, corrompue et corruptrice, insolente envers les humbles, plate devant les puissants et toujours contre-révolutionnaire. Qu'elle soit l'instrument du Parti, des soviets, des syndicats, des services économiques, elle est égale à elle-même. Les « affaires » scandaleuses évoquées plus haut l'ont montrée au moral. Nous allons la voir à l'ouvrage.

« Chaque membre de notre cellule est tenu de répondre par écrit chaque mois à 84 questions d'enquêtes » (Pravda, 23 avril 1925). Cela fait un millier dans l'année, par individu, et personne ne les lit, et des millions de tonnes d'enquêtes ineptes s'entassent dans la poussière des bureaux, et il y a une crise aiguë de papier, et l'on manque de cahiers pour les enfants, et l'on ne trouve pas de fonds pour l'instruction publique ou l'industrie. « Le nombre de circulaires donnant des directives reçues par les cellules oscille, en certains endroits, de 30 à 100 par mois » (Pravda, 7 juin 1925). Encore du papier vainement empilé, aux dépens du prolétariat. « La direction de l'appareil soviétique de base a au plus haut degré un caractère paperassier. Le comité provincial envoie habituellement une ou deux circulaires par jour sur toutes les questions imaginables et estime avoir ainsi épuisé ses

obligations » (Pravda, 7 juin 1925). Encore des millions de feuilles gaspillées, sans parler de l'encre. « On nous inonde de circulaires, d'instructions, se plaignent beaucoup de secrétaires de cellules, et pour peu de profit » ; dans la cellule d'un trou rural, à l'issue d'une réunion, le secrétaire exhibe un « petit papier » de 2 m. 50 de long sur 0 m. 50 de large, exactement mesurés : une enquête à remplir… ; « Si l'on superpose tous les membres de la cellule les uns sur les autres, et que l'on entasse à côté les circulaires, enquêtes, etc., le tas de papier dépassera la cellule » (Pravda, 12 juin 1925). Tel est l'exemple donné par le Parti : il est contagieux, comme on le verra. « La décision sur les réserves locales de semences a été publiée par le Comité central exécutif en 1922 et elle n'est toujours pas appliquée » (Pravda, 25 septembre 1925). Cela ne fait jamais que trois ans ; en 1929, d'ailleurs, elle est certainement tout à fait oubliée, et des millions d'autres avec. « On exige des entreprises les renseignements les plus variés, rapports, données statistiques, formant en définitive un torrent de papier qui oblige d'entretenir un personnel excessif et noie le travail vivant » ; « Il se crée une mer de papiers dans lesquels s'embrouillent des centaines de gens… » ; « La situation de la comptabilité et de la statistique est simplement catastrophique ; les entreprises supportent avec accablement le fardeau de fournir des renseignements sous des dizaines et des centaines de formes différentes ; on mesure maintenant la comptabilité par pouds »… ; ainsi écrivait Dzerjinsky (Pravda, 23 juin 1926). Un bureau des forêts réclame par circulaire un compte des perdrix, des cailles, des gelinottes, des lièvres, des ours, des loups, etc., vivant dans les secteurs des fonctionnaires questionnés ; et ce, dans un délai d'une semaine (Krasnaïa Gazeta, 14 mai 1926). Le rapport annuel du Yougostal pèserait 12 pouds (190 kilos) s'il

était rédigé selon la règle (Economitcheskaïa Jizn, 17 juin 1926). Le Commissariat des transports a déjà envoyé 10.000 ordres environ, qu'on ne lit pas, qu'on publie avec des retards de un à trois ans (Krasnaïa Gazeta, 6 juin 1926). « Une inondation de comptes rendus » : en deux mois, il est sorti à Moscou 643 livres de comptes rendus d'entreprises, d'environ 1.200 pages chaque et que « presque personne ne lit » ; les quatre mois précédents en avaient vu paraître 1.866 ; des fonds considérables sont ainsi gaspillés (Pravda, 29 juillet 1926). À Tcherepovetz, l'administration communale établit un plan de gestion pour 200 ans (Kras. Gaz., 23 août 1926). Pour obtenir un renseignement au Commissariat du commerce, il faut passer par 37 services (Kras. Gaz., du soir, 28 août 1926). Il n'est pas rare que certaines marchandises passent par 10 à 15 services commerciaux avant d'atteindre le consommateur et les frais généraux dépassent la valeur initiale du produit (Isvestia, 19 septembre 1926). Dans un dispensaire d'enfants, la feuille d'enquête porte 127 questions ; un trust de l'Oural imprime un rapport de 9.459 pages ; les chemins de fer dépensent 9 millions de roubles pour 18.000 pages de comptes rendus (où un renseignement est introuvable) ; le Commissariat des finances de l'Adjaristan coûte plus cher à entretenir qu'il ne perçoit d'impôts (Kras. Gaz. du soir, 22 décembre 1926).

La direction des chemins de fer reçoit des rapports représentant 30 millions de pages, avec portraits des chefs locaux du Parti (sic) mais où manquent les renseignements sur les machines ; le Mostorg a répondu en un an à 477.085 questions, le conseil des coopératives de Moscou à 622.393 questions, une seule fabrique textile à 629.000 questions (Pravda, 3 février 1927). Un bureau de l'instruction publique envoie aux parents des élèves d'une école un questionnaire avec cent questions idiotes (Pravda, 19 fé-

vrier 1927). Le Commissariat des transports gâche à lui seul 420.000 pouds de papier par an, près du quart de la production, environ dix trains de 40 wagons (Isvestia, 4 février 1927). Les enfants d'une école dans l'Oural se voient poser par écrit 180 questions imbéciles, dont celle-ci adressée aux parents : « N'étiez-vous pas ivres lors de la conception de l'enfant ? » (Troud, 29 avril 1927). L'Inspection ouvrière et paysanne calcule que la comptabilité seule de l'industrie d'État emploie 500.000 comptables et coûte 1 milliard de roubles par an (Troud, 30 mai 1927). La section d'hygiène de Kharkov envoie aux villages une circulaire de 47 pages avec 127 questions, dont celle-ci : « indiquer les usagers du puits par nationalité, ukrainienne, juive, russe, polonaise » (Pravda des J., 24 septembre 1927). Au XV Congrès du Parti, Staline cite des faits : un mutilé a dû attendre sept années un appareil de prothèse ; le rapport sur les cuirs, au Commissariat du commerce contient 27.000 questions ; un rapport d'agronome, en Ukraine, 20.000 questions ; etc. (Isvestia, 11 décembre 1927).

Un ouvrier qui a une réclamation à faire contre l'administration d'une entreprise doit passer par 24 instances bureaucratiques (Troud, 14 janvier 1928). La direction provinciale de l'agriculture de Viatka prescrit par circulaire aux comités exécutifs de cantons de compter les vers de terre trouvés dans les champs (Pravda, 1 mars 1928). Nous avons l'impression que le record constitué par cette tentative de recensement des asticots ne sera jamais battu. Un Comité exécutif local envoie aux soviets de village un questionnaire avec 348 questions, en plein coup de feu des semailles (Pravda, 18 avril 1928). Une usine procède à 210 écritures pour chaque ouvrier embauché, et l'on sait que le personnel est très instable (Troud, 5 août 1928). Une montre im-

portée en U. R. S. S. passe à la douane par 142 instances, déclare Ordjonikidzé (Isvestia, 9 décembre 1928). Plus de la moitié des décisions des autorités supérieures ne sont pas mises à exécution, dit le même (Pravda, 21 décembre 1928). L'Institut d'agronomie expérimentale établit une feuille d'enquête de 5 à 6 mètres, couverte de questions, sur les tracteurs (Biednota, 14 avril 1929). Un inventeur, arrivé à Moscou pour expérimenter sa découverte, fait des démarches en vue d'obtenir une chambre ; en un an et demi, il n'a pas encore abouti, mais il a une collection de papiers, actes, résolutions, déclarations, protocoles, conclusions, etc., de plus de 400 pièces (Vetchernaïa Moscva, juin 1929). Une usine neuve est mise en marche… trois mois avant l'approbation du devis de construction ; le journal qui note le fait appelle cela un « petit détail curieux » ; en 15 mois, le Conseil économique supérieur a reçu 866 tâches gouvernementales à remplir, sur lesquelles 446 ne sont pas accomplies ; beaucoup d'autres institutions sont dans la même difficulté (Isvestia, 31 juillet 1929). Les cas où des projets, plans et devis cheminent et stationnent encore dans les bureaux tandis que les constructions sont déjà achevées se multiplient : une étude sur l'économie soviétique aurait à en tenir compte comme d'un élément d'appréciation important.

Le régime bureaucratique de l'U. R. S. S. pèse d'autant plus sur le prolétariat et les paysans travailleurs, que la légalité ne ménage aucun contre-poids à l'arbitraire politique, économique, administratif de la dictature du Secrétariat du Parti. Et d'abord, il n'y a pas de légalité dans la seule République qui prenne ouvertement le titre de « socialiste ». Il y a des lois et des décrets en quantité innombrable, où les juristes soviétiques les mieux spécialisés et entraînés se perdent, et dont le Secrétariat du Parti,

fort de son Guépéou, a les moyens de ne tenir aucun compte. On ne se gêne pas, au surplus, pour le déclarer sans ambages : « La dictature du prolétariat, comme toute dictature, est un pouvoir qui n'est lié par aucune loi » écrit un collaborateur des Isvestia (7 septembre 1926), en réfutant Krylenko, procureur général, dont l'avis était de faire entrer cette dictature « dans les cadres de la légalité en vigueur ». Ainsi, pas de légalité. Pourtant, la presse soviétique a maintes fois dénoncé les abus de pouvoir, les actes d'arbitraire, les passe-droits, les violations des lois, décrets, ordonnances, règlements, statuts, instructions, circulaires officielles, etc., qui dictent à l'individu soviétique les moindres détails de sa conduite, et prôné le respect de la « légalité révolutionnaire ». Bogouslavsky, Soltz, Krylenko et d'autres ont noirci bien des colonnes de journaux, accumulé bien des rapports et des dossiers à ce sujet. Mais une fois de plus, c'est la méthode consistant « à soigner les rhumes en entretenant les courants d'air ». Puisque la dictature n'est liée par aucune loi, à quoi bon perdre son temps à discourir sur la légalité ? Il suffit qu'un secrétaire local, provincial, régional ou général du Parti ordonne et que le vulgaire se soumette. Quant aux « tribunaux populaires », ils font partie de la machine bureaucratique et entretiennent un nombre respectable de bureaucrates : n'est-ce pas conforme à l'ensemble du système ?

L'Inspection « ouvrière et paysanne », lire : bureaucratique, a fait une enquête sur la justice en U. R. S. S. Elle a constaté qu'en 1926, plus d'un million d'individus ont été arrachés à leur travail comme accusés, en R. S. F. S. R. seulement (république grand-russienne), sans parler des témoins, experts, etc. ; en U. S. F. S. R. (république ukrainienne), 15 % de la population ont été cités en justice, la même année ; un arriéré formidable d'affaires en

cours s'est constitué, qu'une amnistie seule peut liquider (Isvestia, 11 octobre 1927). Staline, au XV Congrès du Parti, s'est servi de ces chiffres pour dénoncer le désordre bureaucratique dont il est le grand maître (Isvestia, 11 décembre 1927). La Pravda du 2 février 1929 condamne les agissements illégaux des autorités locales, qui suscitent des plaintes dont le nombre va croissant, et préconise une fois de plus le respect de la légalité révolutionnaire, — laquelle n'existe pas pour le Parti, donc pour l'État. Les Isvestia du 11 juin 1929 constatent que toutes les lois sont foulées aux pieds en permanence à la campagne, c'est-à-dire dans toute l'Union soviétique : impôts illégaux, perquisitions et arrestations illégales, élections truquées, amendes arbitraires, etc. ; les budgets locaux sont alimentés par les amendes et il est facile de dresser contravention aux paysans à tout propos, en vertu de textes ignorés de tous. Et, bien entendu, on rappelle à l'ordre de la légalité révolutionnaire les arrière-sous-ordres du Secrétariat du Parti.

La « lutte contre la bureaucratie » est un des « mots d'ordre » du pouvoir soviétique, parmi d'autres de même esprit. C'est un des leitmotiv de la chanson dont la bureaucratie supérieure berce le peuple exploité et opprimé par la bureaucratie de tous étages, les bureaucrates de tout rang et de tout grade. Il entre dans la collection des formules rituelles de la doctrine officielle, dans les commandements de la religion léniniste que les jeunes « pionniers » et les comsomols récitent avec docilité et incompréhension, — et que les hommes méprisent en atteignant un certain degré de conscience politique et sociale. Le mot d'ordre anti-bureaucratique ne prendra son vrai sens que le jour où il sortira de la masse elle-même.

Volume 3 · 07

Ce que sera l'Union soviétique dans quinze ans : ainsi est intitulé un article de l'actuel idéologue attitré du bolchévisme, dans la Pravda du 29 août 1929. Ce théoricien tout récent du léninisme d'après la mort de Lénine, fournisseur officiel d'idées au Secrétariat du Parti depuis la répudiation de Boukharine, a nom Larine et est encore inconnu en dehors du mouvement socialiste russe où il ne tenait qu'une place infime jusqu'à présent comme patriote sous Nicolas II, avant de se rallier au communisme d'aujourd'hui. Dans cet article, il rend compte d'un livre publié depuis peu : L'U. R. S. S. dans 15 ans, dont l'auteur est, lui, tout à fait inconnu : Sabsovitch, et il en fait siennes les vues générales et les conclusions, il les fait adopter par la Pravda, organe central du Parti. (Lorsque la Pravda ne fait pas suivre une signature de la mention : « Article de discussion », c'est que l'article exprime l'opinion de la rédaction, donc du Secrétariat du Parti). Depuis douze ans, il est important de le constater, le bolchévisme n'a pas fait sortir de son milieu une seule personnalité nouvelle marquante, malgré la puissance de ses moyens matériels et de sa protection politique ; dans tous les domaines de son activité, et sur quelque plan que ce soit, les idées, les initiatives, les œuvres qui comptent viennent de la génération d'Octobre ; il est donc intéressant, soit dit incidemment, d'observer les premiers pas d'un homme nouveau, ce Sabsovitch, sur la scène de l'actualité soviétique.

Larine expose et confirme avec certitude : « La perspective [de Sabsovitch] pour 15 ans, c'est le plan de l'établissement du socialisme en U. R. S. S., avec suppression des classes, transformation du mode de vie et des mœurs, etc. » « Il est absolument évident

que c'est l'unique conception acceptable pour nous. Sous le rapport pratique, l'expérience des deux premières années du plan économique de cinq ans (une année presque écoulée, l'autre déjà précisée) la confirme pleinement. Les résultats obtenus se révèlent supérieurs aux prévisions non seulement au regard du plan quinquennal du Gosplan mais par rapport au plan de perspective de Sabsovitch en personne. Par conséquent, il s'agit, non d'impossibilité objective, mais de l'aptitude à utiliser les ressources existantes. Sans parler des réserves inconnues que recèle la possibilité d'utiliser les découvertes et inventions de l'avenir… » Ainsi, le Secrétariat du Parti bolchévik nous promet fermement le socialisme sur un sixième du globe, à l'expiration d'un délai de quinze ans. Et voici déjà une année de passée… Le socialisme sera réalisé en U. R. S. S. dans quatorze ans.

Le socialisme, c'est-à-dire le régime social précédant immédiatement l'étape dernière du développement de l'humanité, le communisme. C'est-à-dire la société sans distinctions de classes et la réalisation de la formule : À chacun selon ses œuvres, transition inévitable vers la formule finale communiste : À chacun selon ses besoins. « Notre génération — écrit Larine qui n'est pas jeune, bien que jeune en bolchévisme — peut voir le socialisme de ses propres yeux. » Et pas la moindre réserve pour l'éventualité d'une guerre, par exemple, contrecarrant le plan grandiose. « Au contraire, à la base du plan, il faut admettre que notre pays aura à défendre le socialisme les armes à la main. » Tout est prévu.

Notre rôle n'est pas ici d'opposer une thèse à une autre mais d'exposer la réalité soviétique obscurcie par la légende soviétiste après avoir été déformée par la campagne contre-révolution-

naire. La connaissance de cette réalité est nécessaire à la compréhension de n'importe quelle thèse. Nous avons dit la vérité sur les conditions de l'existence matérielle et spirituelle des masses laborieuses, objet limité de notre tâche dans ce cadre restreint. Nous nous sommes abstenu de nous attarder sur la situation des catégories sociales privilégiées du régime actuel : nous l'avons noté succinctement, à propos de l'habitation, du salaire, du chômage, de l'instruction, des droits civiques, il existe en U. R. S. S. des privilèges pour certaines minorités constituant les piliers de l'État ; c'est même ce qui permet des témoignages sincères, sinon clairvoyants, en faveur d'un état de choses où peu d'étrangers savent distinguer les faits partiels du fait général, éviter de confondre la règle et l'exception. Les violents contrastes de la Russie se reflètent dans des constatations à la fois exactes en soi et contradictoires, mais elles n'ont pas toutes une portée d'ensemble. Notre tableau se compose d'observations ayant la valeur de généralités, à un stade donné de la Révolution.

Mais il va de soi que ce stade sera dépassé et la question se pose de prévoir dans quel sens il va l'être, et si l'inégalité sociale soviétique tend à se développer ou à disparaître. Les privilèges sont-ils des survivances en voie d'extinction de l'ordre social antérieur ou les signes précurseurs de l'ordre à venir ? Il est impossible d'aborder ce problème sans savoir la situation réelle présente des classes qui ont fait la Révolution d'octobre, — et notre ouvrage doit y aider. Mais il reste à connaître l'état de la production et la marche du développement économique de l'U. R. S. S., dans leurs relations avec l'économie du monde capitaliste. Au terme de cet exposé, on ne s'attend pas à l'analyse de cet autre élément des destinées de la Révolution. L'étude de la politique économique des Soviets et la confrontation des programmes

n'ont pas place ici. Qu'il soit permis cependant à l'auteur de dire, d'une façon très schématique, en quelques lignes et sans chiffres, comment selon lui s'ouvrent les perspectives, — afin tout au moins de ne pas laisser lui prêter d'opinion contraire à la sienne.

La production agricole et industrielle a été rétablie en U. R. S. S. au niveau approximatif d'avant-guerre en une dizaine d'années, avec quelques progrès quantitatifs dans certaines branches, un attardement dans d'autres. Les échanges commerciaux restent inférieurs par le volume à ceux d'autrefois. La qualité des produits a baissé sensiblement. La consommation par tête a diminué. Cette étape a coûté aux classes pauvres de grandes privations et souffrances. L'effort actuellement accompli dans l'esprit du plan quinquennal doit compenser ce retard, puis permettre — sur le papier — une élévation du standard of life. Ce plan a pour objet de tripler au moins la production industrielle d'avant-guerre, au terme de sa courbe, tout en augmentant de moitié seulement la production agricole, en nombres absolus, compte non tenu de l'accroissement de la population ; cela ne représenterait encore pas une masse suffisante de produits pour donner aux travailleurs d'un si vaste territoire des conditions matérielles de vie comparables à celles des exploités dans les pays capitalistes. D'autre part, l'État ne peut poursuivre l'édification de ses entreprises géantes, industrielles et agricoles, qu'en prélevant une part de plus en plus grande du revenu national par des moyens multiples : emprunts intérieurs répétés, impôts indirects déguisés, mainmise sur une portion importante des récoltes, émission de papier-monnaie sans contre-partie, etc., c'est-à-dire en réduisant la faculté d'achat de la population. La nécessité d'exporter des marchandises et d'entrer en compétition sur le marché mondial s'imposera donc impérieusement dans un pays où le

manque de tous les produits se fait déjà durement sentir ; il y a « famine de marchandises » industrielles de plus en plus aiguë en Russie et, depuis deux ans, disette croissante de denrées agricoles : « Pour le XII anniversaire du pouvoir soviétique, nous manquons de presque tous les produits de l'agriculture », reconnaît Ordjonikidzé (Pravda, 29 septembre 1929). Poser l'antinomie, ce n'est pas la résoudre. Et d'autres problèmes encore se posent que l'autocratie soviétiste ne tranchera pas à coup de décrets et par des mesures de violence.

Le développement industriel et le progrès socialiste sont phénomènes liés mais distincts ; ils peuvent se confondre ou suivre des voies différentes, selon le caractère (privé ou collectif) de la propriété des moyens de production et la nature sociale (plus ou moins bourgeoise ou prolétarienne) de l'État. Ces conditions ne se présentent jamais sous un aspect absolument net et déterminé mais dans le cas de la Russie soviétique, où ni la bourgeoisie, ni le prolétariat ne sont à même de dominer l'État, leurs caractéristiques sont particulièrement complexes. Lénine tendait au socialisme à travers la « nep », politique économique admettant la coexistence transitoire de forces et de formes productives diverses soumises à l'État maître des positions économiques principales. Actuellement, le pouvoir soviétique croit au contraire instaurer le socialisme en supprimant virtuellement cette « nep » et en éliminant les éléments capitalistes par des procédés administratifs et policiers. Son plan quinquennal est l'expression d'une nouvelle politique économique, dont « l'opposition » communiste groupée autour de Trotsky revendique l'inspiration quant aux idées générales, sinon à tous les moyens d'application.

Quelle que soit la valeur des données, supputations et prévisions de ce plan, il est certain que les destinées de la Russie soviétique dépendront désormais pour une part essentielle de sa mise en œuvre. Et les conséquences pratiques prochaines en peuvent être incompatibles avec les conséquences dernières théoriques. Dans l'immédiat, l'actuel pouvoir soviétique démontrera que l'industrie moderne peut se passer de capitalistes mais la démonstration était déjà faite dans les États bourgeois par les grands services publics de caractère industriel ; il prouvera que l'envergure et le rythme d'une industrialisation alimentée des ressources d'un budget national l'emportent sur l'initiative et la concurrence individuelles, sans toutefois laisser préjuger de son sort final, conditionné par bien d'autres facteurs ; mais s'il édifie une industrie comme les Pharaons élevaient des Pyramides, il y trouvera lui aussi un tombeau et l'expérience ne serait pas poussée à fond car la résistance passive ou active des classes exploitées se mettrait en travers. Autant qu'il soit possible d'en juger sur les matériaux documentaires connus, le plan n'est partiellement réalisable que par les emprunts forcés, les bas salaires, les hauts prix et l'inflation fiduciaire qui dépouillent indirectement les travailleurs, — et avec le concours du capitalisme extérieur. Il exige le sacrifice réel d'une génération pressurée, au nom d'un mince progrès matériel pour les générations futures et de perspectives problématiques de progrès social. En résultat, l'industrie sera fortement développée et l'agriculture mieux outillée. Mais en quoi ce régime économique se différencie-t-il du capitalisme ?

En ceci, que les capitalistes ont disparu, sous leur forme la plus évoluée de banquiers et d'industriels, pour ne subsister que difficilement à l'état de paysans aisés en nombre réduit, d'usuriers des campagnes, de petits commerçants traqués et de très

maigres industriels chargés d'impôts. Les prolétaires produisent des marchandises et touchent des salaires comme dans le monde capitaliste mais au lieu d'une appropriation individuelle du profit par la bourgeoisie, il y a appropriation collective par l'État, défalcation faite de la consommation du parasitisme bureaucratique. C'est ce que Lénine appelait un capitalisme d'État, expression controversée parmi les communistes.

Mais ce qui n'est pas controversé, c'est la nature transitoire de ce régime, qui doit conduire à l'instauration du socialisme ou à la restauration du capitalisme. L'État n'est instrument de transformation économique et sociale dans le sens socialiste que dans la mesure où il s'identifie aux classes intéressées à cette révolution, donc au parti qui s'en fait l'agent conscient et actif. Sans même discuter le caractère social complexe de l'État soviétique ni les possibilités de réalisation du plan quinquennal, matières à considérations fort conditionnelles, il suffit de savoir les rapports entre le parti bolchévik de nos jours et la masse prolétaire pour constater une divergence profonde entre leurs intérêts respectifs, pouvant aller jusqu'à la rupture. Si cette rupture se consomme, aucun plan de cinq ou de quinze années n'enrayera la montée du capitalisme : au contraire, tout plan d'industrialisation la favoriserait en déchaînant des forces productives que l'État soviétique serait impuissant à conduire. Et en fait de « socialisme dans quinze ans », nous aurions le capitalisme victorieux avant cinq années. Nul fatalisme ne prédétermine absolument la tournure de l'évolution soviétique. La Révolution russe est loin d'avoir épuisé ses ressources et les moyens de durer. Mais chaque année écoulée avec un communisme en paroles sans communistes en actes compromet ses possibilités de survivre à la stabilisation du capitalisme international comme révolution à tendances socia-

listes. Contre les classes laborieuses, on ne peut accomplir qu'une révolution bourgeoise. Les emblèmes de la dictature du prolétariat couvriront le retour au pouvoir de la bourgeoisie si le prolétariat est maintenu dans la misère, l'ignorance, l'inconscience et la servitude.

Il s'agit de savoir si le plan économique est fait pour les travailleurs ou si les travailleurs existent pour le plan. À eux de le dire, s'ils en sont capables. Selon qu'ils se soumettront au plan ou qu'ils se soumettront le plan, ils avanceront vers le capitalisme ou vers le socialisme. L'histoire leur pose la question, non du socialisme dans quinze ans, mais de leurs libertés tout de suite.

Volume 3 · 08

En illustrant notre exposé de nombreux exemples tirés des publications soviétiques officielles, nous avons résisté à la tentation de juxtaposer d'autres extraits relatifs aux mêmes faits et puisés, ceux-ci, dans la presse internationale dite « communiste ». La comparaison permettrait de constater une contradiction absolue sur tous les points.

Mais de même qu'il nous a suffi au début de ce livre d'une référence à l'Humanité pour permettre d'apprécier à sa valeur la « vérité sur la Russie » selon les imposteurs au service de la bureaucratie soviétique, il suffira d'une brève coupure du même journal pour juger ses méthodes d'information sur le plan quinquennal d'industrialisation.

Dans le n du 18 octobre 1929, on pouvait lire la dépêche suivante : « La construction automobile soviétique. — Moscou, 17 octobre (Humanité). — Les usines automobiles de Nijni-Novgorod (Novgorodsky-Autozavod) ont augmenté, d'après les résultats de l'année écoulée, de 20 % les prévisions de la fabrication automobile pour l'année économique 1929-1930. Il sera produit : 70.000 camions, 20.000 camionnettes et 30.000 voitures de ville ou tourisme, soit un total de 120.000 voitures ».

Or, il n'y a pas d'usine d'automobiles à Nijni. Il n'y en a pas et il est impossible de se référer à aucun texte explicite pour le prouver car personne n'a encore eu l'idée d'écrire et d'imprimer dans le seul but de révéler l'inexistence d'une entreprise. Mais rien n'est plus facile que d'établir l'absence d'usine d'automobiles à Nijni. Et même si l'on publiait une « vue » photographique de cette usine inexistante, cela ne changerait rien au fait que Nijni ne produit pas la moindre auto actuellement. L'U. R. S. S. fabrique environ 500 voitures par an (Ossinsky : L'automobile en chiffres, Moscou 1927) à l'usine Amo montée par Fiat (près de Moscou) et à celle de Iaroslav où l'on a transféré pendant la guerre l'usine Baltique de Riga, — ce qui compense à peu près l'usure de son fonds total s'élevant à 11.000 voitures sur lesquelles 5.000 camions en 1925 (Pravda, 15 juillet 1925) et augmenté depuis de 3.000 environ, achetées à l'étranger (Ossinsky donne d'autres chiffres : 18.300 voitures en 1925 et 21.000 en 1927 ; toujours la belle statistique soviétique, dont Ordjonikidzé avouait récemment qu'elle « boîte sérieusement sur toute la ligne », ajoutant : « Le conseil d'experts de notre direction de statistique embrouille désespérément tous les chiffres » (Pravda, 29 septembre 1929). Comment un pays possédant 15 à 20.000 autos et en fabriquant quelque 500 par an pourrait-il

porter sa production d'une année à l'autre à 120.000 unités au moyen d'une usine qui n'existe pas ?

Avec une série de dépêches de Moscou accommodées de la même façon, il serait facile de réaliser, sur le papier, le plan quinquennal en cinq minutes.

L'exemple valait d'être noté car c'est ainsi que l'Humanité informe sur la Russie depuis 1924, date de l'éviction de ses rédacteurs sérieux et honnêtes. On finira par ne plus la croire, même quand elle annoncera l'achèvement de la construction par Ford, le léniniste bien connu, de l'usine d'autos de Nijni actuellement à l'état de projet.

Un article tout récent de la même feuille suffira aussi à éprouver l'argumentation sur les progrès du « socialisme » en U. R. S. S. actuellement en vigueur. Sous le titre : « Des témoignages irréfutables sur l'édification du socialisme », on pouvait lire le 1 octobre 1929 ces paroles d'un « savant gynécologue » (sic) : « Le téléphone marche admirablement à Moscou, aussi bien qu'il marche mal à Paris. » Nous sommes en mesure de confirmer ce « témoignage irréfutable » sans prendre sur nous cependant d'y mêler « l'édification du socialisme » : le téléphone en question est en effet de premier ordre ; il est dû, d'ailleurs, à une concession capitaliste russo-suédoise-danoise pour Moscou, à la firme capitaliste suédoise Eriksson pour Léninegrad, et a été installé sous l'ancien régime. C'est ainsi que l'autocratie russe, le capitalisme Scandinave et la gynécologie française heureusement combinés aboutissent à l'édification du socialisme téléphonique.

Le même « témoignage irréfutable » traite du service moscovite de chirurgie d'urgence : « J'en ai vu à Santiago-de-Chili, j'en

ai vu à Rio-de-Janeiro où ils fonctionnent admirablement. Mais je n'ai jamais rien vu d'aussi bien organisé que le service de Moscou. » Parallèle véritablement inespéré : l'édification socialiste chirurgicale comme à Rio et à Santiago. C'est ce que nous avons eu l'heur d'exposer : il y a en Russie quelques établissements modèles comme dans tous les pays capitalistes, et cela ne change rien à la condition de 150 millions de Russes ni à l'état du socialisme en Russie. Le savant gynécologue dit aussi : « J'ai vu une maternité où viennent au monde 30 à 40 enfants chaque jour et qui m'a paru (paru) parfaitement organisée. » C'est bien cela : une quarantaine d'enfants y naissent et l'on enregistre quotidiennement plus de 10.000 naissances. Comment voient le jour les 9.960 nouveaux-nés (pour compter seulement les survivants de la mortalité infantile) qui ne peuvent passer par cette maternité ? Voilà toute la question. Si même il y avait une dizaine de tels établissements, cela laisserait subsister le problème dans son ensemble, du point de vue de la gynécologie et de l'obstétrique. À plus forte raison, sous l'angle de l'édification socialiste.

Et nous avons souligné le terme prudent du gynécologue en voyage : paru, car ce savant, non responsable de l'interprétation baroque de son rapport sincère, sait évidemment combien il y a loin de l'apparence d'un service médical présenté à un personnage en visite à la réalité de la pratique courante. Sur ce sujet, il nous semble intéressant d'ajouter à notre démonstration sur les sanatoria et lieux de cures la confirmation la plus récente, la plus générale et la plus forte, car il s'agit précisément d'institutions paraissant les plus convaincantes au touriste pressé ou au témoin complaisant. Le Troud du 19 octobre 1929 rend compte de la dernière saison d'été dans les termes textuels suivants : « Il n'était pas rare que les malades restent trois à cinq jours sans eau po-

table. L'alimentation est devenue de plus en plus mauvaise. La saleté s'est développée d'une manière incroyable (la majorité des courorts sont privés de canalisations). Les maladies contagieuses, non seulement n'ont pas diminué dans les courorts [lieux de cures] mais ont révélé même une tendance à croître. Bref, la Direction principale des courorts elle-même qualifie « extrêmement insatisfaisante » la situation de nos courorts sous le rapport de l'hygiène et de l'aménagement et, en réalité, elle est abominable ». Ces dix lignes anéantissent des milliers de très coûteux « témoignages irréfutables sur l'édification du socialisme » ayant trait à ce sujet et l'on pourrait trouver dix lignes de même poids, dans les proses officielles, sur tous les thèmes exploités aux mêmes fins.

Un dernier exemple, relatif à la question dominante actuelle de la Révolution russe. La Pravda du 9 octobre 1929 signale « un cas révoltant de pression sur l'autocritique » dans une cellule communiste, un chômeur ayant « tout à fait justement » indiqué « une série d'agissements illégaux » d'un quelconque comité, l'audacieux fut arrêté le lendemain par le Guépéou et emprisonné 14 jours ; « on fit circuler le bruit qu'il était un élément antisoviétique et presque un terroriste… » ; des sanctions ont été prises contre les coupables. Or, ce cas « révoltant » quand il met en cause des fonctionnaires subalternes est pratique légitime et louable quand il s'accomplit journellement sur une vaste échelle sous la responsabilité des fonctionnaires supérieurs du Secrétariat du Parti : depuis non pas 14 jours, mais 14 mois et plus, des milliers d'ouvriers et de révolutionnaires sont emprisonnés et déportés par le Guépéou pour avoir « tout à fait justement » indiqué « une série d'agissements illégaux » d'un comité tout-puis-

sant, et l'on attend encore la libération des victimes et les sanctions contre les coupables.

Si par hypothèse nous avions pu avoir un instant le moindre doute sur l'actualité de cet ouvrage en remuant une masse énorme de documents pour l'écrire, ces quelques citations notées dans la presse communiste en octobre 1929 après l'achèvement de notre travail auraient suffi à le lever.

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/Vers_l%E2%80%99autre_flamme. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.